

ANNUAIRE — TOME XXXVII — 1907

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE
ET DE DROIT INTERNATIONAL

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1907

XLVII^e ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

PARIS

PARIS

ANNUAIRE

FRANÇOIS-LOUIS GONZALEZ

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE
ET DE DROIT INTERNATIONAL

FONDÉ EN 1861

Georges FARDIS, Directeur

XLVII^e ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

TOME CENT DEUX

PARIS

KRAUS REPRINT

A Division of

KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED

Nendeln/Liechtenstein

1970

THE UNIVERSITY OF ILLINOIS LIBRARY

ARCHIVES DIPLOMATIQUES DE DIPLOMATIE D'HISTOIRE ET DE DROIT INTERNATIONAL

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Georges FARDE, Directeur

REVUE ANNUALE — TROISIEME ANNÉE

LE DROIT INTERNATIONAL

PARIS

LE DROIT INTERNATIONAL

LE DROIT INTERNATIONAL

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

TOME 102.

N^{os} 4-5-6

VOL. II. — 1907.

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

Acte général de la Conférence internationale d'Algésiras concernant les affaires du Maroc

Signé le 7 avril 1906

(Dépôt des ratifications à Madrid le 31 décembre 1906).

Au nom de Dieu Tout-Puissant :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie ;

Sa Majesté le Roi des Belges ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne ;

Le Président des Etats-Unis d'Amérique ;

Le Président de la République Française ;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes ;

Sa Majesté le Roi d'Italie ;

Sa Majesté le Sultan du Maroc ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc., etc.

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ;

Sa Majesté le Roi de Suède ;

S'inspirant de l'intérêt qui s'attache à ce que l'ordre, la paix et la prospérité règnent au Maroc, et ayant reconnu que ce but précieux ne saurait être atteint que moyennant l'introduction de réformes basées sur le triple principe de la souveraineté et de l'indépendance de Sa Majesté le Sultan, de l'intégrité de Ses Etats et de la liberté économique sans aucune inégalité, ont résolu, sur l'invitation qui Leur a été adressée par Sa Majesté Chérifienne, de réunir une Conférence à Algésiras pour arriver à une entente sur les dites réformes, ainsi que pour examiner les moyens de se procurer les ressources nécessaires à leur application, et ont nommé pour Leurs Délégués Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand :

Le Sieur Joseph de Radowitz, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur Christian, Comte de Tattenbach, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Fidèle ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc, et Roi Apostolique de Hongrie :

Le Sieur Rodolphe, Comte de Welsersheimb, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur Léopold, Comte Bolesta-Koziebrodzki, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire au Maroc ;

Sa Majesté le Roi des Belges :

Le Sieur Maurice, Baron Joostens, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur Conrad, Comte de Buisseret-Steenbecque de Blarenghien, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire au Maroc ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

Don Juan Manuel Sánchez y Gutiérrez de Castro, Duc de Almodóvar del Rio, Son Ministre d'État, et

Don Juan Pérez-Caballero y Ferrer, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Le Président des États-Unis d'Amérique :

Le Sieur Henry White, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique près Sa Majesté le Roi d'Italie, et

Le Sieur Samuel R. Gummeré, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique au Maroc ;

Le Président de la République Française :

Le Sieur Paul Révoil, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Française auprès de la Confédération Suisse, et

Le Sieur Eugène Regnault, Ministre Plénipotentiaire ;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes :

Sir Arthur Nicolson, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Le Sieur Emile, Marquis Visconti Venosta, Chevalier de l'Ordre de la Très-Sainte-Annonciade, et

Le Sieur Giulio Malmusi, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire au Maroc ;

Sa Majesté le Sultan du Maroc :

El Hadj Mohamed Ben-el Arbi Ettorrés, Son Délégué à Tanger et Son Ambassadeur Extraordinaire,

El Hadj Mohamed Ben Abdesselam el Mokri, Son Ministre des Dépenses,

El Hadj Mohamed Es-Seffar, et

Sid Abderrhaman Bennis ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

Le Sieur Jonkheer Hannibal Testa, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc., etc. :

Le Sieur Antoine, Comte de Tovar, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur François-Robert, Comte de Martens Ferrão, Pair du Royaume, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire au Maroc ;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies :

Le Sieur Arthur, Comte Cassini, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur Basile Bacheracht, Son Ministre au Maroc ;

Sa Majesté le Roi de Suède :

Le Sieur Robert Sager, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique et près Sa Majesté Très-Fidèle ;

Lesquels, munis de pleins pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont, conformément au programme sur lequel Sa Majesté Chérifienne et les Puissances sont tombées d'accord, successivement discuté et adopté :

- I. Une Déclaration relative à l'organisation de la police ;
- II. Un Règlement concernant la surveillance et la répression de la contrebande des armes :
- III. Un acte de concession d'une Banque d'État marocaine ;
- IV. Une Déclaration concernant un meilleur rendement des impôts et la création de nouveaux revenus ;
- V. Un Règlement sur les Douanes de l'Empire et la répression de la fraude et de la contrebande ;
- VI. Une Déclaration relative aux Services Publics et aux Travaux Publics ;

et, ayant jugé que ces différents documents pourraient être utilement coordonnés en un seul instrument, les ont réunis en un Acte général composé des Articles suivants : —

CHAPITRE I. — *Déclaration relative à l'Organisation de la Police.*

ARTICLE 1^{er}.

La Conférence, appelée par Sa Majesté le Sultan à se prononcer sur les mesures nécessaires pour organiser la police, déclare que les dispositions à prendre sont les suivantes.

ARTICLE 2.

La police sera placée sous l'autorité souveraine de Sa Majesté le Sultan. Elle sera recrutée par le Makhzen parmi les musulmans marocains, commandée par des Caïds marocains et répartie dans les huit ports ouverts au commerce.

ARTICLE 3.

Pour venir en aide au Sultan dans l'organisation de cette police, des officiers et sous-officiers instructeurs espagnols, des officiers et sous-officiers instructeurs français, seront mis à Sa disposition par leurs Gouvernements respectifs, qui soumettront leur désignation à l'agrément de Sa Majesté Chérifienne. Un contrat passé entre le Makhzen et les instructeurs, en conformité du règlement prévu à l'article 4, déterminera les conditions de leur engagement et fixera leur solde qui ne pourra pas être inférieure au double de la solde correspondante au grade de chaque officier ou sous-officier. Il leur sera alloué, en outre, une indemnité de résidence variable suivant les localités. Des logements convenables seront mis à leur disposition par le Makhzen qui fournira également les montures et les fourrages nécessaires.

Les Gouvernements auxquels ressortissent les instructeurs se réservent le droit de les rappeler et de les remplacer par d'autres, agréés et engagés dans les mêmes conditions.

ARTICLE 4.

Ces officiers et sous-officiers prêteront, pour une durée de cinq années à dater de la ratification de l'Acte de la Conférence, leur concours à l'organisation des corps de police chérifienne. Ils assureront l'instruction et la discipline conformément au règlement qui sera établi sur la matière ; ils veilleront également à ce que les hommes enrôlés possèdent l'aptitude au service militaire. D'une façon générale,

ils devront surveiller l'administration des troupes et contrôler le paiement de la solde qui sera effectué par l'Amin, assisté de l'officier instructeur comptable. Ils prêteront aux autorités marocaines, investies du commandement de ces corps, leur concours technique pour l'exercice de ce commandement.

Les dispositions réglementaires propres à assurer le recrutement, la discipline, l'instruction et l'administration des corps de police seront arrêtées d'un commun accord entre le Ministre de la Guerre chérifien ou son délégué, l'inspecteur prévu à l'article 7, l'instructeur français et l'instructeur espagnol les plus élevés en grade.

Le règlement devra être soumis au Corps Diplomatique à Tanger qui formulera son avis dans le délai d'un mois. Passé ce délai, le règlement sera mis en application.

ARTICLE 5.

L'effectif total des troupes de police ne devra pas dépasser deux mille cinq cents hommes ni être inférieur à deux mille. Il sera réparti suivant l'importance des ports par groupes variant de cent cinquante à six cents hommes. Le nombre des officiers espagnols et français sera de seize à vingt; celui des sous-officiers espagnols et français, de trente à quarante.

ARTICLE 6.

Les fonds, nécessaires à l'entretien et au paiement de la solde des troupes et des officiers et sous-officiers instructeurs, seront avancés au Trésor chérifien par la Banque d'Etat, dans les limites du budget annuel attribué à la police qui ne devra pas dépasser deux millions et demi de pesetas pour un effectif de deux mille cinq cents hommes.

ARTICLE 7.

Le fonctionnement de la police sera, pendant la même période de cinq années, l'objet d'une inspection générale qui sera confiée par Sa Majesté Chérifienne à un officier supérieur de l'armée suisse dont le choix sera proposé à Son agrément par le Gouvernement fédéral suisse.

Cette officier prendra le titre d'Inspecteur général et aura sa résidence à Tanger.

Il inspectera, au moins une fois par an, les divers corps de police et, à la suite de ces inspections, il établira un rapport qu'il adressera au Makhzen.

En dehors des rapports réguliers, il pourra, s'il le juge nécessaire, établir des rapports spéciaux sur toute question concernant le fonctionnement de la police.

Sans intervenir directement dans le commandement ou l'instruction,

L'inspecteur général se rendra compte des résultats obtenus par la police chérifienne au point de vue du maintien de l'ordre et de la sécurité dans les localités où cette police sera installée.

ARTICLE 8.

Les rapports et communications, faits au Makhzen par l'inspecteur général au sujet de sa mission, seront, en même temps, remis en copie au Doyen du Corps Diplomatique à Tanger, afin que le Corps Diplomatique soit mis à même de constater que la police chérifienne fonctionne conformément aux décisions prises par la Conférence et de surveiller si elle garantit, d'une manière efficace et conforme aux traités, la sécurité des personnes et des biens des ressortissants étrangers, ainsi que celle des transactions commerciales.

ARTICLE 9.

En cas de réclamations dont le Corps Diplomatique serait saisi par la Légation intéressée, le Corps Diplomatique pourra, en avisant le Représentant du Sultan, demander à l'inspecteur général de faire une enquête et d'établir un rapport sur ces réclamations, à toutes fins utiles.

ARTICLE 10.

L'inspecteur général recevra un traitement annuel de vingt-cinq mille francs. Il lui sera alloué, en outre, une indemnité de six mille francs pour frais de tournées. Le Makhzen mettra à sa disposition une maison convenable et pourvoira à l'entretien de ses chevaux.

ARTICLE 11.

Les conditions matérielles de son engagement et de son installation, prévues à l'article 10, feront l'objet d'un contrat passé entre lui et le Makhzen. Ce contrat sera communiqué en copie au Corps Diplomatique.

ARTICLE 12.

Le cadre des instructeurs de la police chérifienne (officiers et sous-officiers) sera espagnol à Tétouan, mixte à Tanger, espagnol à Larache, français à Rabat, mixte à Casablanca, et français dans les trois autres ports.

CHAPITRE II. — *Règlement concernant la Surveillance et la Répression de la Contrebande des Armes.*

ARTICLE 13.

Sont prohibés dans toute l'étendue de l'Empire Chérifien, sauf dans les cas spécifiés aux articles 14 et 15, l'importation et le commerce des armes de guerre, pièces d'armes, munitions chargées ou non chargées de toutes espèces, poudres, salpêtre, fulmi-coton, nitro glycérine et toutes compositions destinées exclusivement à la fabrication des munitions.

ARTICLE 14.

Les explosifs nécessaires à l'industrie et aux travaux publics pourront néanmoins être introduits. Un règlement, pris dans les formes indiquées à l'article 18, déterminera les conditions dans lesquelles sera effectuée leur importation.

ARTICLE 15.

Les armes, pièces d'armes et munitions, destinées aux troupes de Sa Majesté Chérifienne, seront admises après l'accomplissement des formalités suivantes : —

Une déclaration, signée par le Ministre de la Guerre marocain, énonçant le nombre et l'espèce des fournitures de ce genre commandées à l'industrie étrangère, devra être présentée à la Légation du pays d'origine qui y apposera son visa.

Le dédouanement des caisses et colis contenant les armes et munitions, livrées en exécution de la commande du Gouvernement marocain, sera opéré sur la production :

1° de la déclaration spécifiée ci-dessus,

2° du connaissance indiquant le nombre, le poids des colis, le nombre et l'espèce des armes et munitions qu'ils contiennent. Ce document devra être visé par la Légation du pays d'origine qui marquera au verso les quantités successives précédemment dédouanées. Le visa sera refusé à partir du moment où la commande aura été intégralement livrée.

ARTICLE 16.

L'importation des armes de chasse et de luxe, pièces d'armes, cartouches chargées et non chargées, est également interdite. Elle pourra, toutefois, être autorisée :

1° pour les besoins strictement personnels de l'importateur,

2° pour l'approvisionnement des magasins d'armes autorisés conformément à l'article 18.

ARTICLE 17.

Les armes et munitions de chasse ou de luxe seront admises pour les besoins strictement personnels de l'importateur, sur la production d'un permis délivré par le Représentant du Makhzen à Tanger. Si l'importateur est étranger, le permis ne sera établi que sur la demande dont il relève.

En ce qui concerne les munitions de chasse, chaque permis portera au maximum sur mille cartouches ou les fournitures nécessaires à la fabrication de mille cartouches.

Le permis ne sera donné qu'à des personnes n'ayant encouru aucune condamnation correctionnelle.

ARTICLE 18.

Le commerce des armes de chasse et de luxe, non rayées, de fabrication étrangère, ainsi que des munitions qui s'y rapportent, sera réglementé, dès que les circonstances le permettront, par décision chérifienne, prise conformément à l'avis du Corps Diplomatique à Tanger, statuant à la majorité des voix. Il en sera de même des décisions ayant pour but de suspendre ou de restreindre l'exercice de ce commerce.

Seules, les personnes ayant obtenu une licence spéciale et temporaire du Gouvernement marocain, seront admises à ouvrir et exploiter des débits d'armes et de munitions de chasse. Cette licence ne sera accordée que sur demande écrite de l'intéressé, appuyée d'un avis favorable de la Légation dont il relève.

Des règlements pris dans la forme indiquée au paragraphe premier de cet article détermineront le nombre des débits pouvant être ouverts à Tanger et, éventuellement, dans les ports qui seront ultérieurement désignés. Ils fixeront les formalités imposées à l'importation des explosifs à l'usage de l'industrie et des travaux publics, des armes et munitions destinées à l'approvisionnement des débits, ainsi que les quantités maxima qui pourront être conservées en dépôt.

En cas d'infractions aux prescriptions réglementaires, la licence pourra être retirée à titre temporaire ou à titre définitif, sans préjudice des autres peines encourues par les délinquants.

ARTICLE 19.

Toute introduction ou tentative d'introduction de marchandises prohibées donnera lieu à leur confiscation et, en outre, aux peines et amendes ci-dessous, qui seront prononcées par la juridiction compétente.

ARTICLE 20.

L'introduction, ou tentative d'introduction, par un port ouvert au commerce ou par un bureau de douane, sera punie :

1° D'une amende de cinq cents à deux mille pesetas et d'une amende supplémentaire égale à trois fois la valeur de la marchandise importée ;

2° D'un emprisonnement de cinq jours à un an ;
ou de l'une des deux pénalités seulement.

ARTICLE 21.

L'introduction, ou tentative d'introduction, en dehors d'un port ouvert au commerce ou d'un bureau de douane, sera punie :

1° D'une amende de mille à cinq mille pesetas et d'une amende supplémentaire, égale à trois fois la valeur de la marchandise importée ;

2° D'un emprisonnement de trois mois à deux ans ;
ou de l'une des deux pénalités seulement.

ARTICLE 22.

La vente frauduleuse, le recel et le colportage des marchandises prohibées par le présent règlement seront punis des peines édictées à l'article 20.

ARTICLE 23.

Les complices des délits prévus aux articles 20, 21 et 22, seront passibles des mêmes peines que les auteurs principaux. Les éléments caractérisant la complicité seront appréciés d'après la législation du tribunal saisi.

ARTICLE 24.

Quand il y aura des indices sérieux, faisant soupçonner qu'un navire mouillé dans un port ouvert au commerce transporte en vue de leur introduction au Maroc des armes, des munitions ou d'autres marchandises prohibées, les agents de la douane chérifienne devront signaler ces indices à l'autorité consulaire compétente afin que celle-ci procède, avec l'assistance d'un délégué de la douane chérifienne, aux enquêtes, vérifications ou visites qu'elle jugera nécessaires.

ARTICLE 25.

Dans le cas d'introduction ou de tentative d'introduction par mer de marchandises prohibées, en dehors d'un port ouvert au commerce, la douane marocaine pourra amener le navire au port le plus proche pour être remis à l'autorité consulaire, laquelle pourra le saisir et maintenir la saisie jusqu'au paiement des amendes prononcées. Toutefois, la saisie du navire devra être levée, en tout état de l'instance, en tant que cette mesure n'entravera pas l'instruction judiciaire, sur consignation du montant maximum de l'amende entre les mains de l'autorité consulaire ou sous caution solvable de la payer, acceptée par la douane.

ARTICLE 26.

Le Makhzen conservera les marchandises confisquées, soit pour son propre usage, si elles peuvent lui servir, à condition que les sujets de l'Empire ne puissent s'en procurer, soit pour les faire vendre en pays étranger.

Les moyens de transport à terre pourront être confisqués et seront vendus au profit du Trésor Chérifien.

ARTICLE 27.

La vente des armes réformées par le Gouvernement marocain sera prohibée dans toute l'étendue de l'Empire Chérifien.

ARTICLE 28.

Des primes, à prélever sur le montant des amendes prononcées, seront attribuées aux indicateurs qui auront amené la découverte des marchandises prohibées et aux agents qui en auront opéré la saisie : ces primes seront ainsi attribuées après déduction, s'il y a lieu, des frais du procès, un tiers à répartir par la douane entre les indicateurs, un tiers aux agents ayant saisi la marchandise, et un tiers au Trésor marocain.

Si la saisie a été opérée sans l'intervention d'un indicateur, la moitié des amendes sera attribuée aux agents saisissants et l'autre moitié au Trésor chérifien.

ARTICLE 29.

Les autorités douanières marocaines devront signaler directement aux agents diplomatiques ou consulaires les infractions au présent règlement commises par leurs ressortissants, afin que ceux-ci soient poursuivis devant la juridiction compétente.

Les mêmes infractions, commises par des sujets marocains, seront déférées directement par la douane à l'autorité chérifienne.

Un délégué de la douane sera chargé de suivre la procédure des affaires pendantes devant les diverses juridictions.

ARTICLE 30.

Dans la région frontière de l'Algérie, l'application du règlement sur la contrebande des armes restera l'affaire exclusive de la France et du Maroc.

De même, l'application du règlement sur la contrebande des armes dans le Riff, et, en général, dans les régions frontières des Possessions espagnoles, restera l'affaire exclusive de l'Espagne et du Maroc.

CHAPITRE III. — *Acte de Concession d'une Banque d'État.*

ARTICLE 31.

Une Banque sera instituée au Maroc sous le nom de « Banque d'État du Maroc » pour exercer les droits ci-après spécifiés dont la concession lui est accordée par Sa Majesté le Sultan, pour une durée de quarante années à partir de la ratification du présent Acte.

ARTICLE 32.

La Banque, qui pourra exécuter toutes les opérations rentrant dans les attributions d'une banque, aura le privilège exclusif d'émettre des billets au porteur remboursables à présentation, ayant force libératoire dans les caisses publiques de l'Empire marocain.

La Banque maintiendra, pour le terme de deux ans à compter de la date de son entrée en fonctions, une encaisse au moins égale à la moitié de ses billets en circulation, et au moins égale au tiers après cette période de deux ans révolue. Cette encaisse sera constituée pour au moins un tiers en or ou monnaie or.

ARTICLE 33.

La Banque remplira, à l'exclusion de toute autre banque ou établissement de crédit, les fonctions de trésorier-payeur de l'Empire. A cet effet, le Gouvernement marocain prendra les mesures nécessaires pour faire verser dans les caisses de la Banque le produit des revenus des douanes, à l'exclusion de la partie affectée au service de l'Emprunt 1904 et des autres revenus qu'il désignera.

Quant au produit de la taxe spéciale créée en vue de l'accomplisse-

ment de certains travaux publics, le Gouvernement marocain devra le faire verser à la Banque, ainsi que les revenus qu'il pourrait ultérieurement affecter à la garantie de ses emprunts, la Banque étant spécialement chargée d'en assurer le service, à l'exception toutefois de l'Emprunt 1904 qui se trouve régi par un Contrat spécial.

ARTICLE 34.

La Banque sera l'agent financier du Gouvernement, tant au dedans qu'au dehors de l'Empire, sans préjudice du droit pour le Gouvernement de s'adresser à d'autres maisons de banque ou établissements de crédit pour ses emprunts publics. Toutefois, pour les dits emprunts, la Banque jouira d'un droit de préférence, à conditions égales, sur toute maison de banque ou établissement de crédit.

Mais, pour les Bons du Trésor et autres effets de trésorerie à court terme que le Gouvernement marocain voudrait négocier, sans en faire l'objet d'une émission publique, la Banque sera chargée, à l'exclusion de tout autre établissement, d'en faire la négociation, soit au Maroc, soit à l'étranger, pour le compte du Gouvernement marocain.

ARTICLE 35.

A valoir sur les rentrées du Trésor, la Banque fera au Gouvernement marocain des avances en compte-courant jusqu'à concurrence d'un million de francs.

La Banque ouvrira, en outre, au Gouvernement, pour une durée de dix ans à partir de sa constitution, un crédit qui ne pourra pas dépasser les deux tiers de son capital initial.

Ce crédit sera réparti sur plusieurs années et employé en premier lieu aux dépenses d'installation et d'entretien des corps de police organisés conformément aux décisions prises par la Conférence, et subsidiairement aux dépenses de travaux d'intérêt général qui ne seraient pas imputées sur le fond spécial prévu à l'article suivant.

Le taux de ces deux avances sera au maximum de sept pour cent, commission de banque comprise, et la Banque pourra demander au Gouvernement de lui remettre en garantie de leur montant une somme équivalente en Bons du Trésor.

Si, avant l'expiration des dix années, le Gouvernement marocain venait à contracter un emprunt, la Banque aurait la faculté d'obtenir le remboursement immédiat des avances faites conformément au deuxième alinéa du présent article.

ARTICLE 36.

Le produit de la taxe spéciale (Articles 33 et 66) formera un fonds spécial dont la Banque tiendra une comptabilité à part. Ce fonds sera employé conformément aux prescriptions arrêtées par la Conférence.

En cas d'insuffisance et à valoir sur les rentrées ultérieures, la

Banque pourra ouvrir à ce fonds un crédit dont l'importance ne dépassera pas le montant des encaissements pendant l'année antérieure.

Les conditions de taux et de commission seront les mêmes que celles fixées à l'article précédent pour l'avance en compte-courant au Trésor.

ARTICLE 37.

La Banque prendra les mesures qu'elle jugera utiles pour assainir la situation monétaire au Maroc. La monnaie espagnole continuera à être admise à la circulation avec force libératoire.

En conséquence, la Banque sera exclusivement chargée de l'achat des métaux précieux, de la frappe et de la refonte des monnaies, ainsi que de toutes autres opérations monétaires qu'elle fera pour le compte et au profit du Gouvernement marocain.

ARTICLE 38.

La Banque, dont le siège social sera à Tanger, établira des succursales et agences dans les principales villes du Maroc et dans tout autre endroit où elle le jugera utile.

ARTICLE 39.

Les emplacements nécessaires à l'établissement de la Banque ainsi que de ses succursales et agences au Maroc seront mis gratuitement à sa disposition par le Gouvernement et, à l'expiration de la concession, le Gouvernement en reprendra possession et remboursera à la Banque les frais de construction de ces établissements. La Banque sera, en outre, autorisée à acquérir tout bâtiment et terrain dont elle pourrait avoir besoin pour le même objet.

ARTICLE 40.

Le Gouvernement chérifien assurera sous sa responsabilité la sécurité et la protection de la Banque, de ses succursales et agences. A cet effet, il mettra dans chaque ville une garde suffisante à la disposition de chacun de ces établissements.

ARTICLE 41.

La Banque, ses succursales et agences, seront exemptes de tout impôt ou redevance ordinaire ou extraordinaire, existants ou à créer; il en est de même pour les immeubles affectés à ses services, les titres et coupons de ses actions et ses billets. L'importation et l'exportation des métaux et monnaies destinés aux opérations de la Banque seront autorisées et exemptes de tout droit.

ARTICLE 42.

Le Gouvernement chérifien exercera sa haute surveillance sur la Banque par un Haut Commissaire marocain, nommé par lui, après entente préalable avec le Conseil d'Administration de la Banque.

Ce Haut Commissaire aura le droit de prendre connaissance de la gestion de la Banque ; il contrôlera l'émission des billets de Banque et veillera à la stricte observation des dispositions de la concession.

Le Haut Commissaire devra signer chaque billet ou y apposer son sceau ; il sera chargé de la surveillance des relations de la Banque avec le Trésor Impérial.

Il ne pourra pas s'immiscer dans l'administration et la gestion des affaires de la Banque, mais il aura toujours le droit d'assister aux réunions des Censeurs.

Le Gouvernement chérifien nommera un ou deux Commissaires adjoints qui seront spécialement chargés de contrôler les opérations financières du Trésor avec la Banque.

ARTICLE 43.

Un règlement, précisant les rapports de la Banque et du Gouvernement marocain, sera établi par le Comité spécial prévu à l'article 57 et approuvé par les Censeurs.

ARTICLE 44.

La Banque, constituée avec approbation du Gouvernement de Sa Majesté Chérifienne, sous la forme des sociétés anonymes, est régie par la loi française sur la matière.

ARTICLE 45.

Les actions intentées au Maroc par la Banque, seront portées devant le Tribunal consulaire du défendeur ou devant la juridiction marocaine, conformément aux règles de compétence établies par les traités et les firmans chérifiens.

Les actions, intentées au Maroc contre la Banque, seront portées devant un Tribunal spécial, composé de trois magistrats consulaires et de deux assesseurs. Le Corps Diplomatique établira, chaque année, la liste des magistrats, des assesseurs, et de leurs suppléants.

Ce Tribunal appliquera à ces causes les règles de droit, de procédure et de compétence édictées en matière commerciale par la législation française. L'appel des jugements prononcés par ce Tribunal sera porté devant la Cour fédérale de Lausanne qui statuera en dernier ressort.

ARTICLE 46.

En cas de contestation sur les clauses de la concession ou de litiges pouvant survenir entre le Gouvernement marocain et la Banque, le différend sera soumis, sans appel ni recours, à la Cour fédérale de Lausanne.

Seront également soumises à cette Cour, sans appel ni recours, toutes les contestations qui pourraient s'élever entre les actionnaires et la Banque sur l'exécution des Statuts ou à raison des affaires sociales.

ARTICLE 47.

Les Statuts de la Banque seront établis d'après les bases suivantes par un Comité spécial prévu par l'article 57. Ils seront approuvés par les Censeurs et ratifiés par l'Assemblée générale des actionnaires.

ARTICLE 48.

L'Assemblée générale constitutive de la Société fixera le lieu où se tiendront les Assemblées des actionnaires et les réunions du Conseil d'Administration; toutefois, ce dernier aura la faculté de se réunir dans toute autre ville s'il le juge utile.

La Direction de la Banque sera fixée à Tanger.

ARTICLE 49.

La Banque sera administrée par un Conseil d'Administration composé d'autant de membres qu'il sera fait de parts dans le capital initial.

Les administrateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de la Société; ce sont eux notamment qui nommeront les Directeurs, Sous-Directeurs et Membres de la Commission indiquée à l'article 54, ainsi que les Directeurs des Succursales et Agences.

Tous les employés de la Société seront recrutés, autant que possible, parmi les ressortissants des diverses Puissances qui ont pris part à la souscription du capital.

ARTICLE 50.

Les Administrateurs, dont la nomination sera faite par l'Assemblée générale des actionnaires, seront désignés à son agrément par les groupes souscripteurs du capital.

Le premier conseil restera en fonctions pendant cinq années. A l'expiration de ce délai, il sera procédé à son renouvellement à raison de

trois membres par an. Le sort déterminera l'ordre de sortie des Administrateurs ; ils seront rééligibles.

A la constitution de la Société, chaque groupe souscripteur aura le droit de désigner autant d'Administrateurs qu'il aura souscrit de parts entières, sans que les groupes soient obligés de porter leur choix sur un candidat de leur propre nationalité.

Les groupes souscripteurs ne conserveront leur droit de désignation des Administrateurs, lors du remplacement de ces derniers, ou du renouvellement de leur mandat, qu'autant qu'ils pourront justifier être encore en possession d'au moins la moitié de chaque part pour laquelle ils exercent ce droit.

Dans le cas où, par suite de ces dispositions, un groupe souscripteur ne se trouverait plus en mesure de désigner un administrateur, l'Assemblée générale des actionnaires, pourvoirait directement à cette désignation.

ARTICLE 51.

Chacun des établissements ci-après : Banque de l'Empire Allemand, Banque d'Angleterre, Banque d'Espagne, Banque de France, nommera, avec l'agrément de son Gouvernement, un Censeur auprès de la Banque d'Etat du Maroc.

Les Censeurs resteront en fonctions pendant quatre années. Les Censeurs sortants peuvent être désignés à nouveau.

En cas de décès ou de démission, il sera pourvu à la vacance par l'établissement qui a procédé à la désignation de l'ancien titulaire, mais seulement pour le temps où ce dernier devait rester en charge.

ARTICLE 52.

Les Censeurs qui exerceront leur mandat en vertu du présent Acte des Puissances signataires devront, dans l'intérêt de celles-ci, veiller sur le bon fonctionnement de la Banque et assurer la stricte observation des clauses de la Concession et des Statuts. Ils veilleront à l'exact accomplissement des prescriptions concernant l'émission des billets et devront surveiller les opérations tendant à l'assainissement de la situation monétaire ; mais ils ne pourront jamais, sous quelque prétexte que ce soit, s'immiscer dans la gestion des affaires, ni dans l'administration intérieure de la Banque.

Chacun des Censeurs pourra examiner en tout temps les comptes de la Banque, demander, soit au Conseil d'Administration, soit à la Direction, des informations sur la gestion de la Banque et assister aux réunions du Conseil d'Administration, mais seulement avec voix consultative.

Les quatre Censeurs se réuniront à Tanger, dans l'exercice de leurs fonctions, au moins une fois tous les deux ans, à une date à concerter entre eux. D'autres réunions à Tanger ou ailleurs devront avoir lieu, si trois des Censeurs l'exigent.

Les quatre Censeurs dresseront, d'un commun accord, un rapport

annuel qui sera annexé à celui du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration transmettra, sans délai, une copie de ce rapport à chacun des Gouvernements signataires de l'Acte de la Conférence.

ARTICLE 53.

Les émoluments et indemnités de déplacement, affectés aux Censeurs, seront établis par le Comité d'étude des Statuts. Ils seront directement versés à ces agents par les Banques chargées de leur désignation et remboursés à ces établissements par la Banque d'Etat du Maroc.

ARTICLE 54.

Il sera institué à Tanger auprès de la Direction une Commission dont les membres seront choisis par le Conseil d'Administration sans distinction de nationalité, parmi les notables résidant à Tanger, propriétaires d'actions de la Banque.

Cette Commission, qui sera présidée par un des Directeurs, ou Sous-Directeurs, donnera son avis sur les escomptes et ouvertures de crédits.

Elle adressera un rapport mensuel sur ces diverses questions au Conseil d'Administration.

ARTICLE 55.

Le capital, dont l'importance sera fixée par le Comité spécial désigné à l'article 57, sans pouvoir être inférieur à quinze millions de francs, ni supérieur à vingt millions, sera formé en monnaie or et les actions, dont les coupures représenteront une valeur équivalente à cinq cents francs, seront libellées dans les diverses monnaies or, à un change fixe, déterminé par les Statuts.

Ce capital pourra être ultérieurement augmenté, en une ou plusieurs fois, par décision de l'Assemblée générale des Actionnaires.

La souscription de ces augmentations de capital sera réservée à tous les porteurs d'actions, sans distinction de groupe, proportionnellement aux titres possédés par chacun d'eux.

ARTICLE 56.

Le capital initial de la Banque sera divisé en autant de parts égales qu'il y aura de parties prenantes parmi les Puissances représentées à la Conférence.

A cet effet, chaque Puissance désignera une Banque qui exercera, soit pour elle-même, soit pour un groupe de banques, le droit de souscription ci-dessus spécifié, ainsi que le droit de désignation des Administrateurs prévu à l'article 50. Toute banque, choisie comme

chef de groupe, pourra avec l'autorisation de son Gouvernement être remplacée par une autre banque du même pays.

Les États, qui voudraient se prévaloir de leur droit de souscription, auront à communiquer cette intention au Gouvernement Royal d'Espagne dans un délai de quatre semaines, à partir de la signature du présent Acte par les représentants des Puissances.

Toutefois, deux parts égales à celles réservées à chacun des groupes souscripteurs seront attribuées au *Consortium* des banques signataires du contrat du 12 juin 1904, en compensation de la cession qui sera faite par le *Consortium* à la Banque d'Etat du Maroc :

1^o Des droits spécifiés à l'article 33 du contrat ;

2^o Du droit inscrit à l'article 32 (§ 2) du contrat, concernant le solde disponible des recettes douanières sous réserve expresse du privilège général conféré en premier rang par l'article 11 du même contrat aux porteurs de Titres sur la totalité du Produit des Douanes.

ARTICLE 57.

Dans un délai de trois semaines à partir de la clôture de la souscription, notifiée par le Gouvernement Royal d'Espagne aux Puissances intéressées, un Comité spécial, composé de délégués nommés par les groupes souscripteurs, dans les conditions prévues à l'article 50 pour la nomination des Administrateurs, se réunira afin d'élaborer les Statuts de la Banque.

L'Assemblée générale constitutive de la Société aura lieu dans un délai de deux mois, à partir de la ratification du présent Acte.

Le rôle du Comité spécial cessera aussitôt après la constitution de la Société.

Le Comité spécial fixera lui-même le lieu de ses réunions.

ARTICLE 58.

Aucune modification aux Statuts ne pourra être apportée si ce n'est sur la proposition du Conseil d'Administration et après avis conforme des Censeurs et du Haut Commissaire Impérial.

Ces modifications devront être votées par l'Assemblée Générale des Actionnaires à la majorité des trois quarts des membres présents ou représentés.

CHAPITRE IV. — *Déclaration concernant un Meilleur Rendement des Impôts et la Création de Nouveaux Revenus.*

ARTICLE 59.

Dès que le *tertib* sera mis à exécution d'une façon régulière à l'égard des sujets marocains, les Représentants des Puissances à

Tanger y soumettront leurs ressortissants dans l'Empire. Mais il est entendu que le dit impôt ne sera appliqué aux étrangers,

(a) que dans les conditions fixées par le règlement du Corps Diplomatique à Tanger en date du 23 Novembre 1903,

(b) que dans les localités où il sera effectivement perçu sur les sujets marocains.

Les autorités consulaires retiendront un tantième pour cent des sommes encaissées sur leurs ressortissants pour couvrir les frais occasionnés par la rédaction des rôles et le recouvrement de la taxe.

Le taux de cette retenue sera fixé, d'un commun accord, par le Makhzen et le Corps Diplomatique à Tanger.

ARTICLE 60.

Conformément au droit qui leur a été reconnu par l'article 11 de la Convention de Madrid, les étrangers pourront acquérir des propriétés dans toute l'étendue de l'Empire Chérifien et Sa Majesté le Sultan donnera aux autorités administratives et judiciaires les instructions nécessaires pour que l'autorisation de passer les actes ne soit pas refusée sans motif légitime. Quand aux transmissions ultérieures par actes entre vifs ou après décès, elles continueront à s'exercer sans aucune entrave.

Dans les ports ouverts au commerce et dans un rayon de dix kilomètres, autour de ces ports, Sa Majesté le Sultan accorde, d'une façon générale, et sans qu'il soit désormais nécessaire de l'obtenir spécialement pour chaque achat de propriété par les étrangers, le consentement exigé par l'article 11 de la Convention de Madrid.

A Ksar el Kebir, Arzila, Azemmour et, éventuellement, dans d'autres localités du littoral ou de l'intérieur, l'autorisation générale ci-dessus mentionnée est également accordée aux étrangers, mais seulement pour les acquisitions dans un rayon de deux kilomètres autour de ces villes.

Partout où les étrangers auront acquis des propriétés, ils pourront élever des constructions en se conformant aux règlements et usages.

Avant d'autoriser la rédaction des actes transmissifs de propriété, le Cadi devra s'assurer, conformément à la loi musulmane, de la régularité des titres.

Le Makhzen désignera, dans chacune des villes et circonscriptions indiquées au présent article, le Cadi qui sera chargé d'effectuer ces vérifications.

ARTICLE 61.

Dans le but de créer de nouvelles ressources au Makhzen, la Conférence reconnaît, en principe, qu'une taxe pourra être établie sur les constructions urbaines.

Une partie des recettes ainsi réalisées sera affectée aux besoins de la voirie et de l'hygiène municipales et, d'une façon générale, aux dépenses d'amélioration et d'entretien des villes.

La taxe sera due par le propriétaire marocain ou étranger sans aucune distinction ; mais le locataire ou le détenteur de la clef en sera responsable envers le Trésor marocain.

Un règlement édicté, d'un commun accord, par le Gouvernement chérifien et le Corps Diplomatique à Tanger, fixera le taux de la taxe, son mode de perception et d'application et déterminera la quotité des ressources ainsi créées qui devra être affectée aux dépenses d'amélioration et d'entretien des villes.

A Tanger, cette quotité sera versée au Conseil sanitaire International, qui en règlera l'emploi jusqu'à la création d'une organisation municipale.

ARTICLE 62.

Sa Majesté Chérifienne, ayant décidé en 1901 que les fonctionnaires marocains, chargés de la perception des impôts agricoles, ne recevraient plus des populations ni *sokhra* ni *nouna*, la Conférence estime que cette règle devra être généralisée autant que possible.

ARTICLE 63.

Les Délégués chérifiens ont exposé que des biens habous ou certaines propriétés domaniales, notamment des immeubles du Makhzen, occupés contre paiement de la redevance de six pour cent, sont détenus par des ressortissants étrangers, sans titres réguliers ou en vertu de contrats sujets à révision. La Conférence, désireuse de remédier à cet état de choses, charge le Corps Diplomatique à Tanger de donner une solution équitable à ces deux questions, d'accord avec le Commissaire spécial que Sa Majesté Chérifienne voudra bien désigner à cet effet.

ARTICLE 64.

La Conférence prend acte des propositions formulées par les Délégués chérifiens au sujet de la création de taxes sur certains commerces, industries et professions.

Si, à la suite de l'application de ces taxes aux sujets marocains, le Corps Diplomatique à Tanger estimait qu'il y a lieu de les étendre aux ressortissants étrangers, il est dès à présent spécifié que les dites taxes seront exclusivement municipales.

ARTICLE 65.

La Conférence se rallie à la proposition faite par la Délégation marocaine d'établir avec l'assistance du Corps Diplomatique :

(a) un droit de timbre sur les contrats et actes authentiques passés devant les adoul ;

(b) un droit de mutation, au maximum de deux pour cent, sur les ventes immobilières ;

(c) un droit de statistique et de pesage, au maximum de un pour cent *ad valorem*, sur les marchandises transportées par cabotage ;

(d) un droit de passeport à percevoir sur les sujets marocains ;

(e) éventuellement, des droits de quais et de phares dont le produit devra être affecté à l'amélioration des ports.

ARTICLE 66.

A titre temporaire, les marchandises d'origine étrangère seront frappées à leur entrée au Maroc d'une taxe spéciale s'élevant à deux et demi pour cent *ad valorem*. Le produit intégral de cette taxe formera un fonds spécial qui sera affecté aux dépenses et à l'exécution de travaux publics, destinés au développement de la navigation et du commerce en général dans l'Empire chérifien.

Le programme des travaux et leur ordre de priorité seront arrêtés, d'un commun accord, par le Gouvernement chérifien et par le Corps Diplomatique à Tanger.

Les études, devis, projets et cahiers des charges s'y rapportant seront établis par un ingénieur compétent nommé par le Gouvernement chérifien d'accord avec le Corps diplomatique. Cet ingénieur pourra, au besoin, être assisté d'un ou de plusieurs ingénieurs adjoints. Leur traitement sera imputé sur le fonds de la caisse spéciale.

Les fonds de la caisse spéciale seront déposés à la Banque d'Etat du Maroc qui en tiendra la comptabilité.

Les adjudications publiques seront passées dans les formes et suivant les conditions générales prescrites par un Règlement que le Corps Diplomatique à Tanger est chargé d'établir avec le Représentant de Sa Majesté Chérifienne.

Le bureau d'adjudication sera composé d'un représentant du Gouvernement chérifien, de cinq délégués du Corps Diplomatique et de l'ingénieur.

L'adjudication sera prononcée en faveur du soumissionnaire qui, en se conformant aux prescriptions du cahier des charges, présentera l'offre remplissant les conditions générales les plus avantageuses.

En ce qui concerne les sommes provenant de la taxe spéciale et qui seraient perçues dans les bureaux de douane établis dans les régions visées par l'article 103 du Règlement sur les douanes, leur emploi sera réglé par le Makhzen avec l'agrément de la Puissance limitrophe, conformément aux prescriptions du présent article.

ARTICLE 67.

La Conférence, sous réserve des observations présentées à ce sujet, émet le vœu que les droits d'exportation des marchandises ci-après soient réduits de la manière suivante :

Pois chiches.....	20 pour 100
Maïs.....	20 » 100
Orge.....	50 » 100
Blé.....	34 » 100

ARTICLE 68.

Sa Majesté Chérifiennne consentira à élever à dix mille le chiffre de six mille têtes de bétail de l'espèce bovine que chaque Puissance aura le droit d'exporter du Maroc. L'exportation pourra avoir lieu par tous les bureaux de douane. Si, par suite de circonstances malheureuses, une pénurie de bétail était constatée dans une région déterminée, Sa Majesté Chérifiennne pourrait interdire temporairement la sortie du bétail par le port, ou les ports qui desservent cette région. Cette mesure ne devra pas excéder une durée de deux années; elle ne pourra pas être appliquée à la fois à tous les ports de l'Empire.

Il est d'ailleurs entendu que les dispositions précédentes ne modifient pas les autres conditions de l'exportation du bétail fixées par les firmans antérieurs.

La conférence émet, en outre, le vœu qu'un service d'inspection vétérinaire soit organisé au plus tôt dans les ports de la côte.

ARTICLE 69.

Conformément aux décisions antérieures de Sa Majesté Chérifiennne et notamment à la décision du 28 septembre 1901, est autorisé entre tous les ports de l'Empire le transport par cabotage des céréales, graines légumes, œufs, fruits, volailles, et, en général des marchandises et animaux de toute espèce, originaires ou non du Maroc, à l'exception des chevaux, mulets, ânes et chameaux pour lesquels un permis spécial du Makhzen sera nécessaire. Le cabotage pourra être effectué par des bateaux de toute nationalité, sans que les dits articles aient à payer les droits d'exportation, mais en se conformant aux droits spéciaux et aux règlements sur la matière.

ARTICLE 70.

Le taux des droits de stationnement ou d'ancrage imposés aux navires dans les ports marocains se trouvant fixé par des traités passés avec certaines Puissances, ces Puissances se montrent disposées à consentir la révision des dits droits. Le Corps Diplomatique à Tanger est chargé d'établir, d'accord avec le Makhzen, les conditions de la révision qui ne pourra avoir lieu qu'après l'amélioration des ports.

ARTICLE 71.

Les droits de magasinage en douane seront perçus dans tous les ports marocains où il existera des entrepôts suffisants, conformément aux règlements pris ou à prendre sur la matière par le Gouvernement de Sa Majesté Chérifiennne, d'accord avec le Corps Diplomatique à Tanger.

ARTICLE 72.

L'opium et le kif continueront à faire l'objet d'un monopole au profit du Gouvernement chérifien. Néanmoins, l'importation de l'opium spécialement destiné à des emplois pharmaceutiques sera autorisée par permis spécial, délivré par le Makhzen, sur la demande de la Légation dont relève le pharmacien ou médecin importateur. Le Gouvernement Chérifien et le Corps Diplomatique régleront, d'un commun accord, la quantité maxima à introduire.

ARTICLE 73.

Les Représentants des Puissances prennent acte de l'intention du Gouvernement chérifien d'étendre aux tabacs de toutes sortes le monopole existant en ce qui concerne le tabac à priser. Ils réservent le droit de leurs ressortissants à être dûment indemnisés des préjudices que le dit monopole pourrait occasionner à ceux d'entre eux qui auraient des industries créées sous le régime actuel concernant le tabac. A défaut d'entente amiable, l'indemnité sera fixée par des experts désignés par le Makhzen et par le Corps Diplomatique, en se conformant aux dispositions arrêtées en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 74.

Le principe de l'adjudication, sans acception de nationalité, sera appliqué aux fermes concernant le monopole de l'opium et du kif. Il en serait de même pour le monopole du tabac, s'il était établi.

ARTICLE 75.

Au cas où il y aurait lieu de modifier quelque une des dispositions de la présente déclaration, une entente devra s'établir à ce sujet entre le Makhzen et le Corps Diplomatique à Tanger.

ARTICLE 76.

Dans tous les cas prévus par la présente déclaration, où le Corps Diplomatique sera appelé à intervenir, sauf en ce qui concerne les Articles 64, 70, et 75, les décisions seront prises à la majorité des voix.

CHAPITRE V. — *Règlement sur les Douanes de l'Empire et la Répression de la Fraude et de la Contrebande.*

ARTICLE 77.

Tout capitaine de navire de commerce, venant de l'étranger ou du Maroc, devra, dans les vingt-quatre heures de son admission en libre pratique dans un des ports de l'Empire, déposer au bureau de douane une copie exacte de son manifeste, signée par lui et certifiée conforme par le consignataire du navire. Il devra, en outre, s'il en est requis, donner communication aux agents de la douane de l'original de son manifeste.

La douane aura la faculté d'installer à bord un ou plusieurs gardiens pour prévenir tout trafic illégal.

ARTICLE 78.

Sont exempts du dépôt du manifeste :

1° Les bâtiments de guerre ou affrétés pour le compte d'une Puissance ;

2° Les canots appartenant à des particuliers, qui s'en servent pour leur usage, en s'abstenant de tout transport de marchandises ;

3° Les bateaux ou embarcations employés à la pêche en vue des côtes ;

4° Les yachts uniquement employés à la navigation de plaisance et enregistrés au port d'attache dans cette catégorie ;

5° Les navires chargés spécialement de la pose et de la réparation des câbles télégraphiques ;

6° Les bateaux uniquement affectés au sauvetage ;

7° Les bâtiments hospitaliers ;

8° Les navires-écoles de la marine marchande, ne se livrant pas à des opérations commerciales.

ARTICLE 79.

Le manifeste, déposé à la douane, devra annoncer la nature et la provenance de la cargaison avec les marques, et numéros des caisses, balles, ballots, barriques, etc.

ARTICLE 80.

Quand il y aura des indices sérieux faisant soupçonner l'inexactitude du manifeste, ou quand le capitaine du navire refusera de se prêter à la visite et aux vérifications des agents de la douane, le cas

sera signalé à l'autorité consulaire compétente afin que celle-ci procède avec un délégué de la douane chérifienne, aux enquêtes, visites et vérifications qu'elle jugera nécessaires.

ARTICLE 81.

Si, à l'expiration du délai de vingt-quatre heures indiqué à l'article 77, le capitaine n'a pas déposé son manifeste, il sera passible, à moins que le retard ne provienne d'un cas de force majeure, d'une amende de cent-cinquante pesetas par jour de retard, sans toutefois que cette amende puisse dépasser six cents pesetas. Si le capitaine a présenté frauduleusement un manifeste inexact ou incomplet, il sera personnellement condamné au paiement d'une somme égale à la valeur des marchandises pour lesquelles il n'a pas produit de manifeste, et à une amende de cinq cents à mille pesetas, et le bâtiment et les marchandises pourront en outre être saisis par l'autorité consulaire compétente pour la sûreté de l'amende.

ARTICLE 82.

Toute personne, au moment de dédouaner les marchandises importées ou destinées à l'exportation, doit faire à la douane une déclaration détaillée, énonçant l'espèce, la qualité, le poids, le nombre, la mesure et la valeur des marchandises, ainsi que l'espèce, les marques et les numéros des colis qui les contiennent.

ARTICLE 83.

Dans le cas où, lors de la visite, on trouvera moins de colis ou de marchandises qu'il n'en a été déclaré, le déclarant, à moins qu'il ne puisse justifier de sa bonne foi, devra payer double droit pour les marchandises manquantes, et les marchandises présentées seront retenues en douane pour la sûreté de ce double droit : si, au contraire, on trouve à la visite un excédent quant au nombre des colis, à la quantité ou au poids des marchandises, cet excédent sera saisi et confisqué au profit du Makhzen, à moins que le déclarant ne puisse justifier de sa bonne foi.

ARTICLE 84.

Si la déclaration a été reconnue inexacte quant à l'espèce ou à la qualité, et si le déclarant ne peut justifier de sa bonne foi, les marchandises inexactement déclarées seront saisies et confisquées au profit du Makhzen par l'autorité compétente.

ARTICLE 85.

Dans le cas où la déclaration serait reconnue inexacte quant à la valeur déclarée et si le déclarant ne peut justifier de sa bonne foi, la douane pourra, soit prélever le droit en nature séance tenante, soit, au cas où la marchandise est indivisible, acquérir la dite marchandise, en payant immédiatement au déclarant la valeur déclarée, augmentée de cinq pour cent.

ARTICLE 86.

Si la déclaration est reconnue fausse quant à la nature des marchandises, celles-ci seront considérées comme n'ayant pas été déclarées et l'infraction tombera sous l'application des articles 88 et 90 ci-après et sera punie des peines prévues aux dits articles.

ARTICLE 87.

Toute tentative ou tout flagrant délit d'introduction, toute tentative ou tout flagrant délit d'exportation en contrebande de marchandises soumises au droit, soit par mer, soit par terre, seront passibles de la confiscation des marchandises, sans préjudice des peines et amendes ci-dessous qui seront prononcées par la juridiction compétente.

Seront en outre saisis et confisqués les moyens de transport par terre dans le cas où la contrebande constituera la partie principale du chargement.

ARTICLE 88.

Toute tentative ou tout flagrant délit d'introduction, toute tentative ou tout flagrant délit d'exportation en contrebande par un port ouvert au commerce ou par un bureau de douane, seront punis d'une amende ne dépassant pas le triple de la valeur des marchandises, objet de la fraude, et d'un emprisonnement de cinq jours à six mois, ou de l'une des deux peines seulement.

ARTICLE 89.

Toute tentative ou tout flagrant délit d'introduction, toute tentative ou tout flagrant délit d'exportation, en dehors d'un port ouvert au commerce ou d'un bureau de douane, seront punis d'une amende de trois cents à cinq cents pesetas et d'une amende supplémentaire égale à trois fois la valeur de la marchandise ou d'un emprisonnement d'un mois à un an.

ARTICLE 90.

Les complices des délits prévus aux articles 88 et 89 seront passibles des mêmes peines que les auteurs principaux. Les éléments caractérisant la complicité seront appréciés d'après la législation du tribunal saisi.

ARTICLE 91.

En cas de tentative ou flagrant délit d'importation, de tentative ou flagrant délit d'exportation de marchandises par un navire en dehors d'un port ouvert au commerce, la douane marocaine pourra amener le navire au port le plus proche pour être remis à l'autorité consulaire, laquelle pourra le saisir et maintenir la saisie jusqu'à ce qu'il ait acquitté le montant des condamnations prononcées.

La saisie du navire devra être levée, en tout état de l'instance, en tant que cette mesure n'entravera pas l'instruction judiciaire, sur consignation du montant maximum de l'amende entre les mains de l'autorité consulaire ou sous caution solvable de la payer acceptée par la douane.

ARTICLE 92.

Les dispositions des articles précédents seront applicables à la navigation de cabotage.

ARTICLE 93.

Les marchandises, non soumises aux droits d'exportation, embarquées dans un port marocain pour être transportées par mer dans un autre port de l'Empire, devront être accompagnées d'un certificat de sortie délivré par la douane, sous peine d'être assujetties au paiement du droit d'importation et même confisquées si elles ne figuraient pas au manifeste.

ARTICLE 94.

Le transport par cabotage des produits soumis aux droits d'exportation ne pourra s'effectuer qu'en consignation au bureau de départ, contre quittance, le montant des droits d'exportation relatifs à ces marchandises.

Cette consignation sera remboursée au déposant par le bureau où elle a été effectuée, sur production d'une déclaration revêtue par la douane de la mention d'arrivée de la marchandise et de la quittance constatant le dépôt des droits. Les pièces justificatives de l'arrivée de la marchandise devront être produites dans les trois mois de l'expédition.

Passé ce délai, à moins que le retard ne provienne d'un cas de force majeure, la somme consignée deviendra la propriété du Makhzen.

ARTICLE 95.

Les droits d'entrée et de sortie seront payés au comptant au bureau de douane où la liquidation aura été effectuée. Les droits ad valorem seront liquidés suivant la valeur au comptant et en gros de la marchandise rendue au bureau de douane, et franche de droits de douane et de magasinage. En cas d'avaries, il sera tenu compte, dans l'estimation, de la dépréciation subie par la marchandise. Les marchandises ne pourront être retirées qu'après le paiement des droits de douane et de magasinage.

Toute prise en charge ou perception devra faire l'objet d'un récépissé régulier, délivré par l'agent chargé de l'opération.

ARTICLE 96.

La valeur des principales marchandises taxées par les Douanes marocaines sera déterminée chaque année, dans les conditions spécifiées à l'article précédent, par une Commission des valeurs douanières, réunie à Tanger, et composée de :

- 1^o Trois membres désignés par le Gouvernement marocain ;
- 2^o Trois membres désignés par le Corps Diplomatique à Tanger ;
- 3^o Un délégué de la Banque d'État ;
- 4^o Un agent de la Délégation de l'Emprunt marocain 5 %, 1904.

La Commission nommera douze à vingt membres honoraires domiciliés au Maroc, qu'elle consultera quand il s'agira de fixer les valeurs et toutes les fois qu'elle le jugera utile. Ces membres honoraires seront choisis sur les listes des notables, établies par chaque Légation pour les étrangers et par le Représentant du Sultan pour les marocains. Ils seront désignés, autant que possible, proportionnellement à l'importance du commerce de chaque nation.

La Commission sera nommée pour trois années.

Le tarif des valeurs fixées par elle servira de base aux estimations qui seront faites dans chaque bureau par l'administration des douanes marocaines. Il sera affiché dans les bureaux de douane et dans les chancelleries des Légations ou des Consulats à Tanger.

Le tarif sera susceptible d'être révisé au bout de six mois, si des modifications notables sont survenues dans la valeur de certaines marchandises.

ARTICLE 97.

Un Comité permanent, dit " Comité des douanes ", est institué à Tanger et nommé pour trois années. Il sera composé d'un Commissaire

spécial de Sa Majesté Chérifienne, d'un membre du Corps Diplomatique ou Consulaire désigné par le Corps Diplomatique à Tanger, et d'un délégué de la Banque d'Etat. Il pourra s'adjoindre, à titre consultatif, un ou plusieurs représentants du service des Douanes.

Ce Comité exercera sa haute surveillance sur le fonctionnement des Douanes et pourra proposer à Sa Majesté Chérifienne les mesures qui seraient propres à apporter des améliorations dans le service et à assurer la régularité et le contrôle des opérations et perceptions (débarquements, embarquements, transport à terre, manipulations, entrées et sorties des marchandises, magasinage, estimation, liquidation et perception des taxes). Par la création du " Comité des douanes ", il ne sera porté aucune atteinte aux droits stipulés en faveur des porteurs de titres par les articles 15 et 16 du Contrat d'emprunt du 12 juin 1904.

Des instructions, élaborées par le Comité des Douanes et les services intéressés, détermineront les détails de l'application de l'article 96 et du présent article. Elles seront soumises à l'avis du Corps Diplomatique.

ARTICLE 98.

Dans les douanes où il existe des magasins suffisants, le service de la douane prend en charge les marchandises débarquées à partir du moment où elles sont remises, contre récépissé, par le capitaine du bateau aux agents préposés à l'acconage jusqu'au moment où elles sont régulièrement dédouanées. Il est responsable des dommages causés par les pertes ou avaries de marchandise qui sont imputables à la faute ou à la négligence de ses agents. Il n'est pas responsable des avaries résultant soit du dépérissement naturel de la marchandise, soit de son trop long séjour en magasin, soit des cas de force majeure.

Dans les douanes où il n'y a pas de magasins suffisants, les agents du Makhzen sont seulement tenus d'employer les moyens de préservation dont dispose le bureau de la douane.

Une révision du Règlement de magasinage, actuellement en vigueur, sera effectuée par les soins du Corps Diplomatique statuant à la majorité de concert avec le Gouvernement chérifien.

ARTICLE 99.

Les marchandises et les moyens de transport à terre confisqués seront vendus par les soins de la douane, dans un délai de huit jours à partir du jugement définitif rendu par le tribunal compétent.

ARTICLE 100.

Le produit net de la vente des marchandises et objets confisqués est acquis définitivement à l'Etat; celui des amendes pécuniaires, ainsi que le montant des transactions, seront, après déduction des frais de toute

nature, répartis entre le Trésor chérifien et ceux qui auront participé à la répression de la fraude ou de la contrebande.

Un tiers à répartir par la douane entre les indicateurs,

Un tiers aux agents ayant saisi la marchandise,

Un tiers au Trésor marocain.

Si la saisie a été opérée sans l'intervention d'un indicateur, la moitié des amendes sera attribuée aux agents saisissants et l'autre moitié au Trésor marocain.

ARTICLE 101

Les autorités douanières marocaines devront signaler directement aux agents diplomatiques ou consulaires les infractions au présent règlement commises par leurs ressortissants, afin que ceux-ci soient poursuivis devant la juridiction compétente.

Les mêmes infractions, commises par des sujets marocains, seront déférées directement par la douane à l'autorité chérifienne.

Un délégué de la douane sera chargé de suivre la procédure des affaires pendantes devant les diverses juridictions.

ARTICLE 102.

Toute confiscation, amende, ou pénalité devra être prononcée pour les étrangers par la juridiction consulaire et pour les sujets marocains par la juridiction chérifienne.

ARTICLE 103.

Dans la région frontière de l'Algérie, l'application du présent règlement restera l'affaire exclusive de la France et du Maroc ;

De même, l'application de ce règlement dans le Riff, et, en général, dans les régions frontières des Possessions espagnoles, restera l'affaire exclusive de l'Espagne et du Maroc.

ARTICLE 104.

Les dispositions du présent règlement, autres que celles qui s'appliquent aux pénalités, pourront être revisées par le Corps Diplomatique à Tanger, statuant à l'unanimité des voix, et d'accord avec le Makhzen, à l'expiration d'un délai de deux ans à dater de son entrée en vigueur.

CHAPITRE VI. — *Déclaration relative aux Services
et aux Travaux Publics.*

ARTICLE 105.

En vue d'assurer l'application du principe de la liberté économique sans aucune inégalité, les Puissances signataires déclarent qu'aucun des services publics de l'Empire Chérifien ne pourra être aliéné au profit d'intérêts particuliers.

ARTICLE 106.

Dans le cas où le Gouvernement chérifien croirait devoir faire appel aux capitaux étrangers ou à l'industrie étrangère pour l'exploitation de services publics ou pour l'exécution de travaux publics, routes, chemins de fer, ports, télégraphes et autres, les Puissances signataires se réservent de veiller à ce que l'autorité de l'Etat sur ces grandes entreprises d'intérêt général demeure entière.

ARTICLE 107.

La validité des concessions qui seraient faites aux termes de l'article 106 ainsi que pour les fournitures d'Etat sera subordonnée, dans tout l'Empire chérifien, au principe de l'adjudication publique, sans acceptation de nationalité, pour toutes les matières qui, conformément aux règles suivies dans les législations étrangères, en comportent l'application.

ARTICLE 108.

Le Gouvernement chérifien, dès qu'il aura décidé de procéder par voie d'adjudication à l'exécution des travaux publics, en fera part au Corps Diplomatique ; il lui communiquera, par la suite, les cahiers des charges, plans, et tous les documents annexés au projet d'adjudication, de manière que les nationaux de toutes les Puissances signataires puissent se rendre compte des travaux projetés et être à même d'y concourir. Un délai suffisant sera fixé à cet effet par l'avis d'adjudication.

ARTICLE 109.

Le cahier des charges ne devra contenir, ni directement ni indirectement, aucune condition ou disposition qui puisse porter atteinte à la libre concurrence et mettre en état d'infériorité les concurrents d'une nationalité vis-à-vis des concurrents d'une autre nationalité.

ARTICLE 110.

Les adjudications seront passées dans les formes et suivant les conditions générales prescrites par un règlement que le Gouvernement chérifien arrêtera avec l'assistance du Corps Diplomatique.

L'adjudication sera prononcée par le Gouvernement chérifien en faveur du soumissionnaire qui, en se conformant aux prescriptions du cahier des charges, présentera l'offre remplissant les conditions générales les plus avantageuses.

ARTICLE 111.

Les règles des articles 106 à 110 seront appliquées aux concessions d'exploitation de forêts de chênes-lièges, conformément aux dispositions en usage dans les législations étrangères.

ARTICLE 112.

Un firman chérifien déterminera les conditions de concession et d'exploitation des mines, minières et carrières. Dans l'élaboration de ce firman, le Gouvernement chérifien s'inspirera des législations étrangères existant sur la matière.

ARTICLE 113.

Si, dans les cas mentionnés aux articles 106 à 112, il était nécessaire d'occuper certains immeubles, il pourra être procédé à leur expropriation moyennant le versement préalable d'une juste indemnité et conformément aux règles suivantes.

ARTICLE 114.

L'expropriation ne pourra avoir lieu que pour cause d'utilité publique et qu'autant que la nécessité en aura été constatée par une enquête administrative dont un règlement chérifien, élaboré avec l'assistance du Corps Diplomatique, fixera les formalités.

ARTICLE 115.

Si les propriétaires d'immeubles sont sujets marocains, Sa Majesté Chérifienne prendra les mesures nécessaires pour qu'aucun obstacle ne soit apporté à l'exécution des travaux qu'Elle aura déclarés d'utilité publique.

ARTICLE 116.

S'il s'agit de propriétaires étrangers, il sera procédé à l'expropriation de la manière suivante :

En cas de désaccord entre l'Administration compétente et le propriétaire de l'immeuble à exproprier, l'indemnité sera fixée par un jury spécial, ou, s'il y a lieu, par arbitrage.

ARTICLE 117.

Ce jury sera composé de six experts estimateurs, choisis trois par le propriétaire, trois par l'administration qui poursuivra l'expropriation. L'avis de la majorité absolue prévaudra.

S'il ne peut se former de majorité, le propriétaire et l'administration nommeront chacun un arbitre et ces deux arbitres désigneront le tiers arbitre.

A défaut d'entente pour la désignation du tiers arbitre, ce dernier sera nommé par le Corps Diplomatique à Tanger.

ARTICLE 118.

Les arbitres devront être choisis sur une liste établie au début de l'année par le Corps Diplomatique et, autant que possible, parmi les experts ne résidant pas dans la localité où s'exécute le travail.

ARTICLE 119.

Le propriétaire pourra faire appel de la décision rendue par les arbitres, devant la juridiction compétente, et conformément aux règles fixées en matière d'arbitrage par la législation à laquelle il ressortit.

CHAPITRE VII. — *Dispositions générales.*

ARTICLE 120.

En vue de mettre, s'il y a lieu, sa législation en harmonie avec les engagements contractés par le présent Acte Général, chacune des Puissances signataires s'oblige à provoquer, en ce qui la concerne, l'adoption des mesures législatives qui seraient nécessaires.

ARTICLE 121.

Le présent Acte Général sera ratifié suivant les lois constitutionnelles particulières à chaque Etat ; les ratifications seront déposées à Madrid

le plus tôt que faire se pourra, et au plus tard le trente et un Décembre mille neuf cent six.

Il sera dressé du dépôt un procès-verbal dont une copie certifiée conforme sera remise aux Puissances signataires par la voie diplomatique.

ARTICLE 122.

Le présent Acte Général entrera en vigueur le jour où toutes les ratifications auront été déposées, et au plus tard le trente et un Décembre mil neuf cent six.

Au cas où les mesures législatives spéciales qui, dans certains pays, seraient nécessaires pour assurer l'application à leurs nationaux résidant au Maroc de quelques-unes des stipulations du présent Acte Général, n'auraient pas été adoptées avant la date fixée pour la ratification, ces stipulations ne deviendraient applicables, en ce qui les concerne, qu'après que les mesures législatives ci-dessus visées auraient été promulguées.

ARTICLE 123 ET DERNIER.

Tous les traités, conventions et arrangements des Puissances signataires avec le Maroc restent en vigueur. Toutefois, il est entendu qu'en cas de conflit entre leurs dispositions et celles du présent Acte Général, les stipulations de ce dernier prévaudront.

En foi de quoi, les Délégués Plénipotentiaires ont signé le présent Acte Général et y ont apposé leur cachet.

Fait à Algésiras le septième jour d'Avril mil neuf cent six, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de Sa Majesté Catholique et dont des copies certifiées conformes seront remises par la voie diplomatique aux Puissances signataires.

Pour l'Allemagne :

(L. S.)	RADOWITZ.
(L. S.)	TATTENBACH.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(L. S.)	WELSERSHEIMB.
(L. S.)	BOLESTA-KOZIEBRODZKI.

Pour la Belgique :

(L. S.)	JOOSTENS.
(L. S.)	Comte CONRAD DE BUISSET.

Pour l'Espagne :

(L. S.)	El Duque DE ALMODÓVAR DEL RÍO.
(L. S.)	J. PÉREZ-CABALLERO.

Pour les États-Unis d'Amérique
(Sous réserve de la déclaration faite en séance plénière
de la Conférence le 7 Avril 1906) :

(L. S.) HENRY WHITE.
(L. S.) SAMUEL R. GUMMERÉ.

Pour la France :

(L. S.) RÉVOIL.
(L. S.) REGNAULT.

Pour la Grande-Bretagne :

(L. S.) A. NICOLSON.

Pour l'Italie :

(L. S.) VISCONTI VENOSTA.
(L. S.) G. MALMUSI.

Pour le Maroc :

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) H. TESTA.

Pour le Portugal :

(L. S.) Conde DE TOVAR.
(L. S.) Conde DE MARTENS FERRAO.

Pour la Russie :

(L. S.) CASSINI.
(L. S.) BASILE BACHERACHT.

Pour la Suède :

(L. S.) ROBERT SAGER.

Protocole Additionnel.

Au moment de procéder à la signature de l'Acte général de la Conférence d'Algésiras, les Délégués de la Grande-Bretagne, d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de France, d'Italie, des Pays-Bas, de Portugal, de Russie et de Suède.

Tenant compte de ce que les Délégués du Maroc ont déclaré ne pas être en mesure pour le moment, d'y apposer leur signature, l'éloignement ne leur permettant pas d'obtenir à bref délai la réponse de sa Majesté Chérifienne concernant les points au sujet desquels ils ont cru devoir Lui en référer,

S'engagent réciproquement, en vertu de leurs mêmes pleins pouvoirs, à unir leurs efforts, en vue de la ratification intégrale par Sa Majesté Chérifienne du dit Acte Général et en vue de la mise en vigueur simultanée des réformes qui y sont prévues et qui sont solidaires les unes des autres.

Ils conviennent, en conséquence, de charger Son Excellence

M. Malmusi, Ministre d'Italie au Maroc et Doyen du Corps Diplomatique à Tanger, de faire les démarches nécessaires à cet effet, en appelant l'attention de Sa Majesté le Sultan sur les grands avantages qui résulteront pour Son Empire des stipulations adoptées à la Conférence par l'unanimité des Puissances signataires.

L'adhésion donnée par Sa Majesté Chérifienne à l'Acte Général de la Conférence d'Algésiras devra être communiquée, par l'intermédiaire du Gouvernement de Sa Majesté Catholique, aux Gouvernements des autres Puissances signataires. Cette adhésion aura la même force que si les Délégués du Maroc eussent apposé leur signature sur l'Acte Général et tiendra lieu de ratification par Sa Majesté Chérifienne.

En foi de quoi, les Délégués de la Grande-Bretagne, d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de France, d'Italie, des Pays-Bas, de Portugal, de Russie et de Suède, ont signé le présent Protocole additionnel et y ont apposé leur cachet.

Fait à Algésiras, le septième jour d'Avril mil neuf cent six, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de Sa Majesté Catholique et dont des copies, certifiées conformes, seront remises, par la voie diplomatique, aux Puissances signataires.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) RADOWITZ.
(L. S.) TATTENBACH.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(L. S.) WELSERSHEIMB.
(L. S.) BOLESTA-KOZIEBRODZKI.

Pour la Belgique :

(L. S.) JOOSTENS.
(L. S.) Comte CONRAD DE BUISSET.

Pour l'Espagne :

(L. S.) El Duque DE ALMODÓVAR DEL RÍO.
(L. S.) J. PÉREZ-CABALLERO.

Pour les Etats-Unis d'Amérique

(Sous réserve de la déclaration faite en séance plénière de la Conférence, le 7 Avril 1906) :

(L. S.) HENRY WHITE.
(L. S.) SAMUEL R. GUMMERE.

Pour la France :

(L. S.) RÉVOIL.
(L. S.) REGNAULT.

Pour la Grande-Bretagne :

(L. S.) A. NICOLSON.

Pour l'Italie :

(L. S.) VISCONTI VENOSTA.
(L. S.) G. MALMUSI.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) H. TESTA.

Pour le Portugal :

(L. S.) Conde DE TOVAR.

(L. S.) Conde DE MARTENS FERRAO.

Pour la Russie :

(L. S.) CASSINI.

(L. S.) BASILE BACHERACHT.

Pour la Suède :

(L. S.) ROBERT SAGER.

(Déclaration du délégué des États-Unis, le 7 avril 1906).

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, n'ayant pas d'intérêts politiques au Maroc, et n'ayant été, en prenant part à cette Conférence, animé de désirs et intentions autre que de contribuer à assurer à toutes les nations l'égalité la plus étendue au Maroc en matière de commerce, de traitement et de prérogatives, et d'y faciliter l'introduction de réformes dont le résultat serait un bien-être général basé sur une cordialité complète de relations extérieures et une stabilité administrative intérieure, déclare : qu'en s'associant aux Règlements et Déclarations de la Conférence par la signature de l'Acte Général, sous réserve de ratification en conformité avec les lois constitutionnelles, et du Protocole Additionnel, et en acceptant leur application aux citoyens et aux intérêts Américains au Maroc, il ne prend sur lui aucune obligation ou responsabilité par rapport aux mesures qui pourraient être nécessaires pour la mise à exécution des dits Règlements et Déclarations.

Message du Conseil Fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le concours de la Suisse à l'exécution de l'acte général de la Conférence d'Algésiras du 7 avril 1906.

(Du 15 mars 1907).

MONSIEUR LE PRÉSIDENT ET MESSIEURS,

La Conférence internationale qui s'est réunie à Algésiras le 16 janvier 1906 pour le règlement des affaires marocaines a, entre autres, adopté :

1^o une déclaration relative à l'organisation de la police (art. 1^{er} à 12 de l'acte général) ;

2° un acte de concession d'une banque d'Etat du Maroc (art. 31 à 58 de l'acte général).

Les dispositions relatives à l'organisation de la police peuvent être ainsi résumées :

Le Makhzen doit constituer un corps de police d'un effectif total d'au plus 2.500 et d'au moins 2.000 hommes, recrutés parmi les musulmans marocains. Ces troupes, commandées par des caïds marocains, seront réparties entre les huit ports ouverts au commerce, par groupes de 150 à 600 hommes suivant l'importance des ports. Pour venir en aide au Sultan dans l'accomplissement de cette tâche, les Gouvernements français et espagnol mettent à sa disposition 16 à 20 officiers instructeurs français et espagnols et 30 à 40 sous-officiers instructeurs français et espagnols.

Ces officiers et sous-officiers prêtent, pour une durée de cinq années à dater de la ratification de l'acte de la conférence (31 décembre 1906), leur concours à l'organisation des corps de police chérifiens. Ils assurent l'instruction et la discipline des troupes, conformément à un règlement à élaborer par le Ministre de la guerre chérifien, l'Inspecteur-Général, l'instructeur français et l'instructeur espagnol les plus élevés en grade, et veillent à ce que les hommes enrôlés soient aptes au service militaire.

Le fonctionnement de la police est, pendant la même période de cinq années, l'objet d'une inspection générale, confiée par le Sultan à un officier supérieur de l'armée suisse, dont le choix sera proposé à son agrément par le Conseil fédéral.

Cet officier, qui a sa résidence à Tanger, inspectera, au moins une fois par an, les divers corps de police et adressera sur ces inspections un rapport au Makhzen.

Sans intervenir directement dans le commandement ou l'instruction des troupes, l'Inspecteur-Général se rendra compte des résultats obtenus par la police chérifienne au point de vue du maintien de l'ordre et de la sécurité dans les localités où cette police est installée.

Les rapports faits au Makhzen par l'Inspecteur-Général seront en même temps remis en copie au doyen du corps diplomatique à Tanger, afin que celui-ci soit mis à même de constater que la police chérifienne fonctionne conformément aux décisions prises par la conférence, et de surveiller si elle garantit d'une manière efficace et conforme aux traités la sécurité des personnes et des biens des ressortissants étrangers ainsi que celle des transactions commerciales.

En cas de réclamations de la part de la légation intéressée, le Corps diplomatique pourra, en avisant le représentant du Sultan, demander à l'Inspecteur-Général de faire une enquête et d'établir un rapport sur ces réclamations.

Les conditions matérielles de l'engagement de l'Inspecteur-Général font l'objet d'un contrat passé entre lui et le Makhzen. Il reçoit un traitement annuel de 25.000 francs ; il lui est alloué, en outre, une indemnité de 6.000 francs pour frais de tournées. Le Makhzen met à sa disposition une maison convenable et pourvoit à l'entretien de ses chevaux.

Nous renvoyons, au surplus, aux articles 1^{er} à 12 de l'acte général de la conférence d'Algésiras (annexe I).

L'acte de concession d'une banque d'Etat du Maroc (annexe II) stipule, entre autres, ce qui suit :

Article 44. La banque, constituée avec approbation du Gouvernement de sa Majesté chérifienne sous la forme des sociétés anonymes, est régie par la loi française sur la matière.

Article 45. Les actions intentées au Maroc par la banque seront portées devant le tribunal consulaire du défendeur ou devant la juridiction marocaine, conformément aux règles de compétence établies par les traités et firmans chérifiens.

Les actions intentées au Maroc contre la banque seront portées devant un tribunal spécial, composé de trois magistrats consulaires et de deux assesseurs. Le Corps diplomatique établira, chaque année, la liste des magistrats, des assesseurs et de leurs suppléants.

Le tribunal appliquera à ces causes les règles de droit, de procédure et de compétence édictées en matière commerciale par la législation française. *L'appel des jugements prononcés par ce tribunal sera porté devant la cour fédérale de Lausanne, qui statuera en dernier ressort.*

Article 46. En cas de contestations sur les clauses de la concession ou de litiges pouvant survenir entre le Gouvernement marocain et la banque, le différend sera soumis, sans appel ni recours, à la cour fédérale de Lausanne.

Seront également soumises à cette Cour, sans appel ni recours, toutes les contestations qui pourraient s'élever entre les actionnaires et la banque sur l'exécution des statuts ou à raison des affaires sociales.

L'acte général d'Algésiras attribue donc à la Suisse la double tâche de présenter l'Inspecteur-Général de la police marocaine et de juger certaines causes relatives à la Banque d'Etat du Maroc.

Après que le Gouvernement espagnol nous eut donné officiellement connaissance, par une note du 7 avril 1906, des décisions de la conférence d'Algésiras, il nous informa, en date du 31 décembre 1906, que les instruments de ratification de tous les Etats signataires de l'acte général d'Algésiras avaient été déposés le même jour à Madrid, et nous demanda, au nom des Gouvernements intéressés, de désigner l'officier supérieur de l'armée suisse auquel devaient être confiées les fonctions d'Inspecteur-Général de la police dans les ports marocains et d'accepter pour le Tribunal fédéral les compétences que lui confère l'acte général au sujet de la Banque du Maroc. « *pour correspondre ainsi, — ajoutait la note, — à la haute confiance que les Gouvernements signataires de l'acte général de la conférence d'Algésiras ont placée en l'armée et dans les tribunaux de la noble Confédération suisse.* »

Les motifs qui ont engagé les Puissances à demander que l'Inspecteur de la police fût un Suisse sont exposés dans le discours prononcé par le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, Sir Arthur Nicolson, dans la 14^e séance de la conférence (27 mars 1906). Le procès-verbal de cette séance contient ce qui suit :

« En ce qui concerne l'Inspecteur-Général, il faut, à son avis, le

demander au pays le plus désintéressé de tous dans les affaires du Maroc. La Suisse n'a ni commerce, ni navigation, ni représentation au Maroc : la protection même de ses citoyens est répartie entre trois Puissances, l'Allemagne, les Etats-Unis et la France. Elle n'est pas même signataire de la convention Madrid. Elle se trouve donc dans une situation unique en ce qui touche ses relations avec le Maroc, et il serait impossible de trouver un pays dont le parfait désintéressement dans les affaires du Maroc soit aussi évident et aussi indiscutable. Pour le rôle difficile et délicat de l'Inspecteur-Général, M. le Délégué plénipotentiaire de la Grande-Bretagne pense que, sous tous les rapports, la Suisse est particulièrement désignée et, comme on le sait, les officiers de ce pays possèdent une compétence et une intelligence incontestables. Il se permet donc de suggérer que MM. les Délégués veuillent bien prier leurs Gouvernements respectifs de se mettre, le moment venu, en communication avec le Gouvernement fédéral suisse et de le prier d'accepter la mission de désigner un officier supérieur compétent pour remplir les fonctions d'Inspecteur-Général de la police marocaine. »

Cette suggestion obtint l'approbation de la conférence.

Ce sont des considérations analogues qui ont engagé la conférence à déférer au Tribunal fédéral les contestations relatives à la Banque d'Etat du Maroc.

* *
*

Il est évident que nous ne pouvons décliner la mission de confiance qui nous était offerte dans le règlement des affaires du Maroc. Le refus de ce mandat eût pu avoir des conséquences incalculables, en remettant en question l'œuvre de réforme et de paix si laborieusement accomplie à Algésiras.

Nous décidâmes donc le 18 janvier d'accepter la mission offerte par les Puissances et proposâmes comme Inspecteur-Général de la police marocaine M. le colonel Armin Müller, instructeur d'artillerie de 1^{re} classe, de Bienne, né en 1855. Il nous a paru cependant utile de formuler les réserves suivantes :

1. L'Inspecteur-Général doit pouvoir se placer sous la juridiction consulaire d'une Puissance amie, mais seulement en ce qui concerne ses affaires personnelles, car, s'il surgissait des contestations entre lui et le Makhzen au sujet de ses attributions ou de l'interprétation des clauses du contrat prévu à l'article 11 de l'Acte d'Algésiras, l'Inspecteur-Général aurait à en référer au Conseil fédéral, qui prendra les mesures lui paraissant opportunes.

2. L'Inspecteur-Général continuera à porter l'uniforme suisse, sauf à l'adapter aux conditions climatiques du Maroc.

3. L'Inspecteur-Général a le droit de s'adjoindre un officier d'ordonnance de nationalité suisse, rétribué par le Makhzen, et qui remplira, en même temps, les fonctions de secrétaire.

4. Le contrat prévu à l'article 11 de l'acte d'Algésiras devra stipuler, entre autres, que l'Inspecteur-Général ou sa famille auront droit, en cas de décès ou de maladie, à une indemnité équitable.

Nous avons pris acte de la déclaration du Gouvernement espagnol qu'il est loisible au Conseil fédéral de renoncer en tout temps s'il le jugeait à propos, au mandat qui lui a été confié.

Le colonel Müller désigna, avec l'approbation du Conseil fédéral, comme son officier d'ordonnance M. le capitaine d'infanterie J.-J. Fischer, de Romanshorn, domicilié à Marseille. Il se mit en route pour Tanger le 6 mars.

La légation d'Espagne nous informa le 1^{er} mars que le Sultan du Maroc avait donné son agrément au choix du Conseil fédéral.

* *
*

Restait à examiner la question de savoir de quelle manière le Tribunal fédéral pourrait être investi de la juridiction dans les contestations visées aux articles 45 et 46 de l'acte d'Algésiras.

Le Tribunal fédéral, auquel nous soumîmes cette question, s'est scindé en majorité et en minorité. La majorité estimait que rien n'empêcherait le Tribunal fédéral d'accepter ou de refuser la juridiction dans chaque cas particulier qui lui serait soumis, mais que pour *l'obliger* à juger conformément aux dispositions de l'acte d'Algésiras, il fallait qu'une convention intervînt entre la Suisse et les Puissances dignataires de cet acte. Le tribunal motivait comme suit sa manière de voir :

« Cette tâche ne rentre pas dans le cadre des compétences attribuées au Tribunal fédéral par la constitution fédérale et la loi d'organisation judiciaire. Le Tribunal fédéral est appelé, en vertu de l'article 106 de la constitution fédérale, à administrer la justice en tant que celle-ci est du ressort de la Confédération. Or ce n'est pas au Tribunal fédéral en tant qu'organe chargé de l'administration de la justice nationale que l'acte d'Algésiras s'adresse, mais bien au Tribunal fédéral en tant qu'autorité judiciaire constituée de la Suisse, à laquelle les Puissances estiment pouvoir confier une fonction internationale spéciale, parce qu'elle leur paraît offrir les garanties désirables d'indépendance et de connaissance des affaires.

» Le fait que la constitution fédérale et la loi d'organisation judiciaire ne renferment aucune disposition à ce sujet est sans importance pour la question de savoir si le Tribunal fédéral peut assumer de semblables fonctions. La constitution fédérale et la loi n'attribuent au Tribunal fédéral que les droits et les devoirs qui lui sont nécessaires pour remplir sa tâche nationale. Mais ici il s'agit d'autre chose, d'une tâche étrangère, qui n'a rien à faire avec notre propre administration de la justice. C'est pourquoi le Tribunal fédéral serait en droit d'accepter ou de décliner la juridiction dans chaque cas particulier qui lui serait soumis. La source de sa compétence, de son pouvoir de juger réside dans la volonté exprimée dans l'acte de la conférence d'Algésiras par les Puissances contractantes ; aucune prescription intérieure ne s'oppose à l'exercice d'une pareille juridiction.

» Mais par là le but que poursuivent les dispositions en question de l'acte d'Algésiras ne serait pas atteint. Il ne doit pas dépendre du bon vouloir du Tribunal fédéral de juger ou de ne pas juger tel ou tel cas, mais il doit être investi d'une sorte de juridiction internationale perma-

nente et être tenu d'exercer les fonctions y relatives. Or, l'acte d'Algésiras seul ne saurait créer une telle obligation et faire du Tribunal fédéral une Cour internationale. Il faut encore que la Suisse accepte le mandat que lui attribue cet acte. Si la Suisse avait été représentée à la conférence et avait signé et ratifié l'acte général, le Tribunal fédéral serait sans autre tenu de juger les litiges dont il s'agit. Mais comme la Suisse n'est pas signataire de l'acte d'Algésiras, il est nécessaire, pour imposer au Tribunal fédéral cette obligation, pour le constituer en Cour internationale, que la Suisse adhère après coup aux stipulations qui la concernent. Cela peut se faire par un arrêté de l'Assemblée fédérale déclarant l'acceptation du mandat, arrêté qui doit être communiqué aux puissances intéressées (art. 85, chiffre 5, de la constitution fédérale). Cela engendre une véritable convention entre la Suisse et les puissances signataires de l'acte d'Algésiras au sujet des compétences que celui-ci attribue au Tribunal fédéral. La Suisse est libre de se charger de cette tâche ou de la décliner. Notre législation ne détermine pas ce qui peut être l'objet d'un traité ; aucune limite ne résulte à cet égard ni du départ des compétences entre les cantons et la Confédération, ni des attributions que la constitution confère aux autorités fédérales. Seule, la nature des choses trace ici une limite, en ce sens que des traités internationaux ne peuvent être conclus que sur des objets dont les Etats contractants comme sujets du droit des gens peuvent disposer, ce qui n'est pas douteux dans le cas particulier. Notre législation ne règle que la question de savoir qui peut donner une déclaration valable. Dès que les autorités constitutionnellement compétentes ont conclu un traité sur une matière pouvant faire l'objet de stipulations internationales, l'Etat est lié vis-à-vis de son cocontractant, ce qui entraîne l'obligation des autorités et des citoyens d'observer la convention, aussitôt qu'elle a été publiée dans les formes prescrites. Le droit conventionnel devient par là droit fédéral, sans qu'il soit besoin d'un autre acte des pouvoirs publics dans la forme prescrite pour le règlement des affaires intérieures. C'est ainsi qu'on a toujours envisagé les choses jusqu'à présent toutes les fois qu'il s'est agi de régler telle ou telle matière par une convention internationale.

» Ce mode de procéder doit être, du reste, considéré comme correct même en admettant que l'attribution de fonctions internationales au Tribunal fédéral ne puisse avoir lieu que dans les limites tracées par les articles 106 et suivants de la constitution fédérale. En effet, les traités internationaux conclus conformément à la Constitution font aussi partie de la législation fédérale dans le sens de l'article 114. »

La minorité du Tribunal fédéral part du principe que la juridiction de ce Tribunal, comme celle de tout Etat civilisé moderne, est une juridiction constitutionnelle, c'est-à-dire qu'elle ne peut être exercée que dans le cas où le juge en reçoit le mandat par la loi édictée dans les limites de la constitution, et elle arrive à la conclusion que la juridiction prévue par l'acte d'Algésiras ne peut être attribuée au Tribunal fédéral directement par un traité international. Une adjonction à la loi d'organisation judiciaire lui paraît, à cet effet, nécessaire ; besoin ne serait, par contre, de modifier la constitution fédérale. La juridiction de la Confédération n'est limitée, de l'avis de la minorité, que par les droits souverains des cantons (v. notamment l'article 64 bis

de la constitution fédérale), c'est-à-dire en tant que l'administration de la justice leur est réservée. Même l'article 114 de la constitution fédérale ne saurait porter atteinte à cette prérogative ; mais en dehors de ces limites la Confédération demeure libre de déterminer ce qui doit faire l'objet de la juridiction du Tribunal fédéral. La Confédération peut donc, si elle l'estime opportun en vue de la situation internationale de la Suisse, mettre l'organisation du Tribunal fédéral au service des Etats signataires de l'acte d'Algésiras.

Le département fédéral de justice et police a exposé, dans un préavis longuement motivé, qu'au point de vue de notre droit public rien ne s'oppose à une extension des compétences du Tribunal fédéral par la voie d'un traité international. Nous nous sommes ralliés à cette manière de voir et avons déclaré le 15 février au Gouvernement espagnol, pour lui et à l'intention de tous les Etats signataires de l'acte général d'Algésiras, que nous acceptions pour le Tribunal fédéral les compétences visées par les articles 45 et 46 de cet acte, sous cette double réserve :

- 1^o que notre déclaration soit ratifiée conformément à ce que prescrit la constitution fédérale ;
- 2^o que le Tribunal fédéral soit autorisé à fixer, lui-même, dans un règlement, la procédure à suivre et à régler toutes les autres questions se rapportant à l'exécution de son mandat.

Un accord s'est établi de cette façon, entre nous et les Etats participant à l'acte d'Algésiras, accord qui n'a plus besoin que de votre approbation pour acquérir force de loi.

Nous vous proposons d'accorder cette approbation par l'adoption du projet d'arrêté fédéral ci-joint, après quoi nous ferons au Tribunal fédéral les communications nécessaires et l'inviterons à élaborer le règlement prévu.

Il est presque superflu d'ajouter que nous avons le droit de dénoncer en tout temps cet arrangement s'il devait en résulter des inconvénients pour notre pays.

Veuillez agréer, monsieur le président et messieurs, les nouvelles assurances de notre haute considération.

Berne, le 15 mars 1907.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération.

MÜLLER.

Le chancelier de la Confédération,

RINGIER.

Arrêté fédéral ratifiant la déclaration du Conseil fédéral du 15 février 1907, concernant l'attribution, au Tribunal fédéral, de la juridiction dans les affaires de la Banque d'Etat du Maroc.

(Du 19 juin 1907).

L'Assemblée fédérale de la Confédération Suisse,

Vu le message du Conseil fédéral du 15 mars 1907 et les articles 45 et 46 de l'acte général de la conférence internationale d'Algésiras du 7 avril 1906, ainsi conçus :

Article 45. — Les actions intentées au Maroc par la Banque seront portées devant le tribunal consulaire du défendeur ou devant la juridiction marocaine, conformément aux règles de compétence établies par les traités et les firmans chérifiens.

Les actions intentées au Maroc contre la Banque seront portées devant un tribunal spécial, composé de trois magistrats consulaires et de deux assesseurs. Le Corps diplomatique établira, chaque année, la liste des magistrats, des assesseurs et de leurs suppléants.

Ce tribunal appliquera à ces causes les règles de droit, de procédure et de compétence édictées en matière commerciale par la législation française. L'appel des jugements prononcés par le tribunal sera porté devant la Cour fédérale de Lausanne, qui statuera en dernier ressort.

Article 46. En cas de contestation sur les clauses de la concession ou de litiges pouvant survenir entre le Gouvernement marocain et la Banque, le différend sera soumis, sans appel ni recours, à la Cour fédérale de Lausanne.

Seront également soumises à cette Cour, sans appel ni recours, toutes les contestations qui pourraient s'élever entre les actionnaires et la Banque sur l'exécution des statuts ou à raison des affaires sociales ;

En application de l'article 85, chiffre 5, de la constitution fédérale,

arrête :

I. Est ratifiée la déclaration donnée le 15 février 1907 par le Conseil fédéral au gouvernement espagnol, pour lui et à l'intention des puissances représentées à la conférence d'Algésiras, concernant l'acceptation, pour le Tribunal fédéral, de la juridiction qui lui est attribuée par l'acte général d'Algésiras.

II. Le conseil fédéral est chargé de l'exécution du présent arrêté.

III. Il est pris acte du rapport du Conseil fédéral concernant l'inspecteur général de la police au Maroc, et ce rapport est approuvé.

Ainsi arrêté par le Conseil des Etats.

Berne, le 7 juin 1907.

Le président, Adalbert WIRZ.

Le secrétaire, SCHATZMANN.

Ainsi arrêté par le Conseil national.

Berne, le 19 juin 1907.

Le président, Camille DECOPPET.

Le secrétaire, RINGIER.

Le Conseil fédéral arrête :

L'arrêté fédéral ci-dessus sera mis à exécution.

Berne, le 20 juin 1907.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le président de la Confédération,

MÜLLER.

Le chancelier de la Confédération,

RINGIER.

ESPAGNE — FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

Arrangement concernant le maintien du statu quo dans la Méditerranée et dans la partie de l'Atlantique qui baigne les côtes de l'Europe et de l'Afrique.

(16 mai 1907).

N° 1.

Sir Edward Grey a M. de Villa Urrutia.

Your Excellency,

Foreign Office, May 16, 1907.

Animated by the desire to contribute in every possible way to the maintenance of peace, and convinced that the preservation of the territorial *status quo* and of the rights of Great Britain and Spain in the Mediterranean and in that part of the Atlantic Ocean which washes the shores of Europe and Africa must materially serve this end, and is, moreover, to the mutual advantage of the two nations bound to each other by the closest ties of ancient friendship and of community of interests ;

The Government of His Britannic Majesty desire to lay before that of His Catholic Majesty the following declaration of policy, in the

confident hope that it will not only still further strengthen the good understanding so happily existing between them, but will also promote the cause of peace : —

The general policy of the Government of His Britannic Majesty in the regions above defined is directed to the maintenance of the territorial *status quo*, and in pursuance of this policy they are firmly resolved to preserve intact the rights of the British Crown over its insular and maritime possessions in those regions.

Should circumstances arise which, in the opinion of the Government of His Britannic Majesty, would alter, or tend to alter, the existing territorial *status quo* in the said regions, they will communicate with the Government of His Catholic Majesty, in order to afford them the opportunity to concert, if desired, by mutual agreement the course of action which the two Powers shall adopt in common.

I have, &c.

(Signed) E. GREY.

Nº 2.

M. de Villa Urrutia à Sir Edward Grey.

Embajada de España en Londres,
16 de Mayo de 1907.

Señor Ministro,

Animado del deseo de contribuir por todos los medios posibles à la conservación de la paz, y convencido del que el mantenimiento del *statu quo* territorial y de los derechos de España y de la Gran Bretaña en el Mediterráneo y en la parte del Atlántico que baña las costas de Europa y de Africa debe servir eficazmente para alcanzar ese fin, siendo al mismo tiempo beneficioso para ambas naciones, unidas además por los lazos de secular amistad y por la comunidad de intereses ;

El Gobierno de Su Majestad Católica desea poner en conocimiento del Gobierno de Su Majestad Británica la declaración cuyo tenor sigue, con la firme esperanza de que contribuirá, no solamente à afianzar la buena inteligencia que tan felizmente existe entre ambos Gobiernos, sino también à servir la causa de la paz : —

La política general del Gobierno de Su Majestad Católica en las regiones arriba indicadas tiene por objeto el mantenimiento del *statu quo* territorial, y, conforme à tal política, dicho Gobierno està firmemente resuelto à conservar intactos los derechos de la Corona Española sus posesiones insulares y marítimas situadas en las referidas regiones.

En el caso de que nuevas circunstancias, según la opinión del Gobierno de Su Majestad Católica, pudiesen modificar ó contribuir à modificar el *statu quo* territorial actual, dicho Gobierno entrará en comunicación con el Gobierno de Su Majestad Británica, à fin de poner à ambos Gobiernos en condiciones de concertarse, si lo juzgan oportuno, respecto à las medidas que hubieran de tomarse en comun.

Aprovecho, etc.

(Firmado) W. DE VILLA URRUTIA.

N° 3.

Déclaration du Gouvernement français remise le 16 mai 1907 à Son Excellence M. de Léon y Castillo, Marquis del Muni, Ambassadeur d'Espagne, par M. Pichon, Ministre des Affaires étrangères.

Animé du désir de contribuer par tous les moyens possibles à la conservation de la paix et convaincu que le maintien du *statu quo* territorial et des droits de la France et de l'Espagne dans la Méditerranée et dans la partie de l'Atlantique qui baigne les côtes de l'Europe et de l'Afrique doit servir efficacement à atteindre ce but, tout en étant profitable aux deux nations qu'unissent d'ailleurs les liens d'une amitié séculaire et la communauté des intérêts :

Le Gouvernement de la République Française désire porter à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté Catholique la déclaration, dont la teneur suit, avec le ferme espoir qu'elle contribuera non seulement à affermir la bonne entente qui existe si heureusement entre les deux Gouvernements, mais aussi à servir la cause de la paix :

La politique générale du Gouvernement de la République Française dans les régions susindiquées a pour objet le maintien du *statu quo* territorial, et, conformément à cette politique, ce Gouvernement est fermement résolu à conserver intacts les droits de la République Française sur ses possessions insulaires et maritimes situées dans lesdites régions.

Dans le cas où se produiraient de nouvelles circonstances qui, selon l'opinion du Gouvernement de la République Française, seraient de nature ou à modifier ou à contribuer à modifier le *statu quo* territorial actuel, ce Gouvernement entrera en communication avec le Gouvernement de Sa Majesté Catholique, afin de mettre les deux Gouvernements en état de se concerter, s'il est jugé désirable, sur les mesures à prendre en commun.

Paris, le 16 mai 1907.

Signé : S. PICHON.

N° 4.

Déclaration du Gouvernement espagnol remise, le 16 mai 1907, à M. Pichon, Ministre des Affaires étrangères, par Son Excellence M. de Leon y Castillo, marquis del Muni, ambassadeur d'Espagne.

Animado del deseo de contribuir por todos los medios posibles á la conservación de la paz y convencido de que el mantenimiento del *statu quo* territorial y de los derechos de España y de Francia en el Mediterráneo y en la parte del Atlántico que baña las costas de Europa y de Africa debe servir eficazmente para alcanzar ese fin, siendo al

mismo tiempo beneficioso para ambas naciones, unidas además por los lazos de secular amistad y por la comunidad de intereses :

El Gobierno de Su Majestad Católica desea poner en conocimiento del Gobierno de la República Francesa la declaración cuyo tenor sigue, con la firme esperanza de que contribuirá no solamente á afianzar la buena inteligencia que tan felizmente existe entre ambos Gobiernos, sino también á servir la causa de la paz :

La política general del Gobierno de Su Majestad Católica en las regiones arriba indicadas tiende por objeto el mantenimiento del *statu quo* territorial, y, conforme á tal política, dicho Gobierno está firmemente resuelto á conservar intactos los derechos de la Corona española sobre sus posesiones insulares y marítimas situadas en las referidas regiones.

En el caso de que nuevas circunstancias, según la opinión del Gobierno de Su Majestad Católica, pudiesen modificar ó contribuir á modificar el *statu quo* territorial actual, dicho Gobierno entrará en comunicación con el Gobierno de la República Francesa, á fin de poner á ambos Gobiernos en condiciones de concertarse, si lo juzgan oportuno, respecto á las medidas que hubieran de tomarse en común.

Paris, 16 de mayo de 1907.

Signé: F. DE LEON Y CASTILLO.

TRADUCTION DE LA DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL.

Animé du désir de contribuer par tous les moyens possibles à la conservation de la paix et convaincu que le maintien du *statu quo* territorial et des droits de l'Espagne et de la France dans la Méditerranée et dans la partie de l'Atlantique qui baigne les côtes de l'Europe et de l'Afrique doit servir efficacement à atteindre ce but, tout en étant profitable aux deux nations qu'unissent d'ailleurs les liens d'une amitié séculaire et la communauté des intérêts :

Le Gouvernement de Sa Majesté Catholique désire porter à la connaissance du Gouvernement de la République française la déclaration, dont la teneur suit, avec le ferme espoir qu'elle contribuera non seulement à affermir la bonne entente qui existe si heureusement entre les deux Gouvernements, mais aussi à servir la cause de la paix :

La politique générale du Gouvernement de Sa Majesté Catholique dans les régions susindiquées a pour objet le maintien du *statu quo* territorial, et, conformément à cette politique, ce Gouvernement est fermement résolu à conserver intacts les droits de la Couronne espagnole sur ses possessions insulaires et maritimes situées dans lesdites régions.

Dans le cas où se produiraient de nouvelles circonstances qui, selon l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté Catholique, seraient de nature ou à modifier ou à contribuer à modifier le *statu quo* territorial actuel, ce Gouvernement entrera en communication avec le Gouvernement de

la République Française, afin de mettre les deux Gouvernements en état de se concerter, s'il est jugé désirable, sur les mesures à prendre en commun.

N° 6.

*M. Pichon, Ministre des Affaires étrangères,
aux Ambassadeurs de la République Française à Saint-
Petersbourg, Rome, Berlin,
Vienne, Washington et Tokio, et au Ministre de France à Lisbonne.*

Paris, le 6 juin, 1907.

La grande étendue des côtes françaises et des côtes espagnoles tant sur la Méditerranée que dans la partie de l'Atlantique qui baigne le littoral de l'Europe et de l'Afrique, l'importance des possessions insulaires de l'Espagne dans ces régions et celle de nos domaines africains ont amené le Gouvernement de la République et le Gouvernement de Sa Majesté Catholique à envisager l'utilité d'une entente au sujet des intérêts communs résultant de cette situation.

Les deux Gouvernements ont en conséquence échangé, le 16 mai dernier, à Paris, les déclarations dont j'ai l'honneur de vous adresser le texte.

L'accord ainsi conclu a pour but non seulement de maintenir un *statu quo* qui, en raison de la proximité de nos possessions respectives, ne saurait être modifié sans que des intérêts essentiels des deux puissances soient lésés, mais surtout, en ce qui nous concerne plus particulièrement, d'assurer la sécurité de nos communications avec nos possessions africaines de la Méditerranée et de l'Atlantique.

Je vous prie de vouloir bien communiquer les documents ci-joints au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité. Vous vous concerterez pour cette communication avec votre collègue d'Espagne.

ALLEMAGNE ET BULGARIE.

**Traité de commerce, de douane et de navigation,
entre la Bulgarie. et l'Empire Allemand, du 1^{er} août 1905.**

(Ratifié le 9 janvier 1906).

(TEXTE ORIGINAL).

SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE DE BULGARIE, d'une part, et SA MAJESTÉ L'EMPEREUR, D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, au nom de l'Empire Allemand, d'autre part, désirant développer les relations

commerciales entre la Bulgarie et l'Allemagne par la conclusion d'un Traité de commerce, de douane et de navigation, sont entrés en négociations à cet effet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

SON ALTESSE ROYALE PRINCE DE BULGARIE :

M. N. NIKYPHOROFF, Général, Son Agent diplomatique à Berlin,

M. G. DANAÏLOFF, Professeur à l'Université de Sophia,

M. J. TCHACALOFF, Chef de Section au Ministère des finances, et

M. R. KOSSEFF, Chef de section au Ministère du commerce et de l'agriculture,

ET SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE :

M. O. DE MÜHLBERG, Son Conseiller intime actuel, Sous-Secrétaire d'Etat au Département des Affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura pleine liberté de commerce et de navigation entre les deux Pays ; les ressortissants des Parties contractantes ne seront pas soumis à raison de leur commerce et de leur industrie dans les ports, villes et autres lieux du Pays respectif, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des droits, taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée ; les privilèges, immunités et autres faveurs dont jouiraient en matière de commerce et d'industrie les ressortissants de l'une des Parties contractantes ou de la nation la plus favorisée, seront communs à ceux de l'autre.

Les dispositions précédentes ne sont pas applicables aux pharmaciens, aux courtiers de commerce et agents de change, aux cabaretiers de village, aux colporteurs et autres personnes qui professent une industrie ambulante ; ces industriels jouiront du même traitement que les ressortissants, exerçant la même profession, de l'Etat le plus favorisé.

Il est entendu que les dispositions précédentes ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce et d'industrie qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux Pays. Ces lois, ordonnances ou règlements ne pourront en aucun cas être appliqués à l'égard des ressortissants de l'une des Parties contractantes d'une manière plus rigoureuse ou moins favorable qu'aux ressortissants de la nation la plus favorisée ou aux nationaux.

Art. 2. Pour ce qui concerne le droit d'acquérir, de posséder ou d'aliéner toute espèce de propriété mobilière ou immobilière, les Allemands en Bulgarie et les Bulgares en Allemagne jouiront des droits des nationaux, sans être assujettis à des taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront établis sur les nationaux.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes auront le droit, en se conformant aux lois du Pays, d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour s'y défendre, et, à cet égard, ils jouiront de

tous les droits et immunités des nationaux ou des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Art. 3. Les sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles ou financières, domiciliées dans l'un des deux Pays et à condition qu'elles y aient été valablement constituées, conformément aux lois en vigueur, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans l'autre Pays et elles y auront le droit d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

Il est entendu, toutefois, que la stipulation qui précède ne concerne point la question de savoir, si une pareille société, constituée dans l'un des deux Pays, sera admise ou non dans l'autre Pays pour y exercer son commerce ou son industrie, cette admission restant toujours soumise aux prescriptions qui existent ou existeront à cet égard dans ce dernier Pays.

En tout cas, lesdites sociétés et associations jouiront dans l'autre Pays des mêmes droits qui sont ou seraient accordés aux sociétés similaires d'un pays quelconque.

Art. 4. Les négociants, fabricants et autres industriels qui prouvent, par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle, délivrée par les autorités de leur Pays, que, dans l'Etat où ils ont leur domicile, ils sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils acquittent les taxes et impôts légaux, auront le droit personnellement, ou par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans les territoires de l'autre Partie contractante, chez des négociants ou dans les locaux de vente publics ou chez les personnes qui produisent ces marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes dans l'exploitation industrielle desquels les marchandises du genre offert trouvent leur emploi. Ni dans un cas ni dans l'autre, ils ne seront astreints à acquitter pour cela une taxe spéciale plus élevée que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les industriels (voyageurs de commerce) munis d'une carte de légitimation industrielle ont le droit d'avoir avec eux des échantillons mais non des marchandises.

Les cartes de légitimation industrielle devront être établies conformément au modèle de l'annexe A et rédigées en allemand ou en français.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie.

Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons par les voyageurs de voyageurs de commerce seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la

condition que ces objets, sans avoir été vendus, soient réexportés dans un délai de douze mois et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit, du reste, le bureau de douane par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux Pays à l'entrée, soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes se rendant aux foires ou marchés sur les territoires de l'autre, à l'effet d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leurs produits, seront réciproquement traités comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles perçues de ces derniers.

Art. 5. Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire et de toute prescription militaire, ainsi que de toutes réquisitions extraordinaires qui seraient établies par suite de circonstances exceptionnelles.

Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession à titre quelconque d'un bien-fonds, ainsi que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Ils seront dispensés également de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale quelconque.

Art. 6. Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver nullement le commerce réciproque des deux Pays par des prohibitions à l'importation, à l'exportation ou au transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

1^o Dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre ;

2^o Pour des raisons de sûreté publique ;

3^o Par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles ;

4^o En vue de l'application, aux marchandises étrangères, des prohibitions ou restrictions arrêtées par des lois intérieures à l'égard de la production intérieure des marchandises similaires, ou de la vente ou du transport à l'intérieur des marchandises similaires de production nationale.

Art. 7. Quant au montant, à la garantie et à la perception des droits d'importation et d'exportation ainsi que par rapport au transit, à la réexportation, à l'entreposage, aux droits locaux et aux formalités douanières, chacune des deux Parties contractantes s'engage à faire

profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs, à l'importation ou à l'exportation des produits du sol et de l'industrie des deux Pays, que l'une d'elles pourrait avoir accordé à une tierce Puissance. Aussi toute faveur ou immunité concédée plus tard à une tierce Puissance, sera étendue immédiatement sans condition et par ce fait même aux produits du sol et de l'industrie de l'autre Partie contractante.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent point :

1^o Aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic local en dedans d'une zone correspondant au district-frontière de chacun des deux Pays, mais qui ne dépassera pas quinze kilomètres de largeur de chaque côté de la frontière, et

2^o Aux obligations imposées à l'une des deux Parties contractantes par les engagements d'une union douanière déjà contractée ou qui pourrait l'être à l'avenir.

Art. 8. Les produits du sol et de l'industrie de la Bulgarie qui seront importés dans le territoire douanier allemand et les produits du sol et de l'industrie de l'Allemagne qui seront importés en Bulgarie, destinés soit à la consommation, soit à l'entrepôt, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement et ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports.

D'ailleurs, les produits du sol et de l'industrie de la Bulgarie, énumérés dans le tarif B ci-joint (droits à l'entrée du territoire douanier allemand), à leur importation dans le territoire douanier allemand et les produits du sol et de l'industrie de l'Allemagne, énumérés dans le tarif C ci-joint (droits à l'entrée en Bulgarie), à leur importation en Bulgarie, ne seront assujettis à des droits d'entrée autres ni plus élevés que ceux consolidés par lesdites annexes.

Art. 9. A l'exportation vers la Bulgarie, il ne sera perçu dans le territoire douanier allemand, et à l'exportation vers le territoire douanier allemand, il ne sera perçu en Bulgarie, d'autres ni plus de hauts droits de sortie qu'à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard. De même, toute autre faveur accordée par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance à l'égard de l'exportation sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre.

Art. 10. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux territoires ou y allant seront réciproquement exemptes dans l'autre de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Art. 11. Des certificats d'origine pourront être exigés par chacune des Parties contractantes pour le cas où elle aurait établi des droits différentiels d'après l'origine des marchandises.

Art. 12. Seront admis et exportés de part et d'autre en franchise de tout droit les objets suivants, à la condition que l'identité des objets exportés et réimportés soit hors de doute :

a. Toutes les marchandises (à l'exception des aliments) qui, sortant du commerce libre du territoire d'une des deux Parties contractantes, seront expédiées aux foires et marchés sur le territoire de l'autre, ou qui, sans cette destination, seront transportées sur le territoire de l'autre Partie contractante pour y être déposées dans les entrepôts ou magasins de douane, à condition que toutes ces marchandises soient réexportées dans un délai arrêté à l'avance.

b. Les objets destinés à être réparés, pourvu que leur nature essentielle et leur dénomination commerciale restent les mêmes et sans que des parties neuves essentielles soumises à un droit d'entrée y soient ajoutées ;

c. Les enveloppes et récipients d'usage de toute sorte, couvertures de défense et de protection (bâches) et autres moyens d'emballages ; de même, ensouples, rouleaux en bois et en carton et autres objets de ce genre, qui sont importés du territoire de l'une des Parties contractantes pour servir à l'exportation de marchandises dans le territoire de l'autre, ou qui sont réimportés du territoire de l'autre, après avoir servi évidemment à l'exportation.

Art. 13. Les droits intérieurs, perçus pour le compte de l'État, des communes ou des corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire d'une des Parties contractantes, ne frapperont sous aucun prétexte les produits de l'autre d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits indigènes de même espèce, ou, en cas d'absence de ceux-ci, que les produits de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne les marchandises, indiquées au tarif ci-annexé C, il ne pourra être prélevé de taxes autres ou plus élevées que celles prévues dans les lois bulgares du 20 janvier 1900, modifiées par celles du 30 décembre 1903 et du 23 mars 1905, et du 31 janvier 1905, que dans le cas où les articles de même nature sont produits ou fabriqués en Bulgarie et y sont frappés de taxes équivalentes. Quant aux marchandises indiquées au tarif ci-annexé B, il ne pourra être prélevé de taxes autres ou plus élevées que celles actuellement existantes en Allemagne que dans le cas où les articles de même nature sont produits ou fabriqués en Allemagne et y sont frappés de taxes équivalentes.

Les produits du sol et de l'industrie de l'un des Pays importés dans le territoire de l'autre et destinés à l'entreposage ou au transit ne seront soumis à aucun droit interne.

Art. 14. Les navires allemands et leurs cargaisons seront traités en Bulgarie et les navires bulgares et leurs cargaisons seront traités en Allemagne absolument sur le pied des navires nationaux et de leurs cargaisons, quel que soit le point de départ des navires ou leur destination et quelle que soit l'origine des cargaisons et leur destination.

Tout privilège et toute franchise, accordés à cet égard à une tierce

Puissance par une des Parties contractantes, seront accordés, à l'instant même et sans condition, à l'autre.

Toutefois il est fait exception aux dispositions précédentes en ce qui concerne :

a. Les avantages particuliers dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet dans l'un ou dans l'autre Pays ;

b. Les subventions ou garanties actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à la marine marchande nationale.

Les dispositions du présent Traité ne sont point applicables au cabotage, lequel continu à être régi par les lois qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux pays. Néanmoins, chacune des deux Parties contractantes pourra réclamer, sous condition de réciprocité, pour ses navires, toutes les faveurs et tous les privilèges que l'autre Partie contractante a ou aura accordés à cet égard à une tierce Puissance. En tout cas, les navires allemands et bulgares pourront passer d'un port de l'un des deux Pays contractants dans un ou plusieurs ports du même Pays, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement pour destination étrangère.

Art. 15. La nationalité des bâtiments sera admise, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque Pays, au moyen des titres et patentes, délivrés aux capitaines, patrons ou bateliers par les autorités compétentes.

Art. 16. Les navires allemands entrant dans un port de Bulgarie et réciproquement les navires bulgares entrant dans un port d'Allemagne qui n'y viendraient que compléter leur chargement ou décharger une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des Pays respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même Pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit, sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation fluviale.

Art. 17. Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacun des deux Pays :

1° Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest :

2° Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Pays dans un ou plusieurs ports du même Pays, justifieront avoir acquitté déjà ces droits dans un autre port du même Pays ;

3° Les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en ressortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opérations

de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'Administration des Douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 18. En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des Parties contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des Pays respectifs accorde à ses navires en pareille circonstance. Il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes que pour le navire et sa cargaison. Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du Pays. Tout ce qui aura été sauvé du navire et de la cargaison, ou le produit de ces objets, s'ils ont été vendus, sera restitué aux propriétaires ou à leurs ayants cause, et il ne sera payé de frais de sauvetage plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient assujettis en pareil cas.

Les Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises sauvées ne seront sujettes au payement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Art. 19. Les navires et marchandises allemands en Bulgarie et les navire et marchandises bulgares en Allemagne jouiront, quant aux taxes et à tous les autres droits similaires, perçus à titre rémunérateur dans les ports, bassins, docks, rades et havres des Pays contractants, et sous tous les autres rapports, du même traitement que les navires et marchandises nationaux et ceux appartenant à la nation la plus favorisée.

Art. 20. Pour faciliter les relations commerciales entre les deux Pays contractants, il est accordé à la Bulgarie le droit de nommer dans les principaux centres de commerce en Allemagne des agents commerciaux. Les endroits où résideront ces agents et les attributions des agents formeront l'objet d'une entente ultérieure par voie diplomatique.

Art. 21. Le présent Traité s'étend aussi aux pays ou territoires unis, actuellement ou à l'avenir, par une union douanière à l'une des Parties contractantes.

Art. 22. En cas qu'il surgisse entre les Parties contractantes un litige à l'égard de l'interprétation ou de l'application des tarifs B et C, annexés au présent Traité, y compris les dispositions additionnelles relatives à ces deux tarifs, ainsi que des taux des tarifs, conventionnels, stipulés entre les Parties contractantes et des Etats tiers, ce litige sera réglé, sur la demande de l'une ou de l'autre Partie, par l'arbitrage.

Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque litige de manière que chaque Partie nomme un arbitre parmi les ressortissants compétents de son Pays et que les deux Parties choisissent pour surarbitre un

ressortissant d'un tiers pays ami. Les Parties contractantes se réservent de s'entendre, d'avance et pour une certaine période, sur la personne du surarbitre à désigner.

Le cas échéant, et sous la réserve d'une entente spéciale à cet effet, les Parties contractantes soumettront également à l'arbitrage d'autres litiges, sur l'interprétation ou l'application du présent Traité, que ceux désignés à l'alinéa 1.

Art. 23. Le présent Traité entrera en vigueur le 14 janvier (n. st.) 1906.

Cependant le Gouvernement Impérial d'Allemagne aura le droit de remettre la mise en vigueur du tarif B (droits à l'entrée du territoire douanier allemand) et des stipulations dans les articles 8 et 13 y relatives jusqu'au 1^{er} mars (n. st.) 1906. D'autre part, les droits d'entrée actuellement perçus en Bulgarie seront maintenus pour les provenances allemandes au moins jusqu'au 13 janvier (n. st.) 1906.

Le présent Traité restera exécutoire jusqu'au 28 février (n. st.) 1911.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'échéance de ce dernier terme, son intention de faire cesser les effets du Traité, celui-ci continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 24. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berlin aussitôt que possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, en double exemplaire, le premier août mil neuf cent cinq.

Signé : Général NIKYPHOROFF,

Signé : V. MÜHLBERG.

Prof. Georg. A. DANAÏLOFF,

J. TCHACALOFF,

R. KOSSEFF.

ANNEXE A.

MODÈLE.

CARTE DE LÉGITIMATION
POUR VOYAGEURS DE COMMERCE.

Pour l'année 19.....

N° de la carte.....

(Armoiries).

VALABLE POUR L'EMPIRE ALLEMAND, LE LUXEMBOURG ET LA BULGARIE.

PORTEUR :

(Prénom et nom de famille.)

Fait à, le (jour, mois, année).

(Autorité compétente.)

(Sceau.)

Signature.

Il est certifié que le porteur de la présente carte.....
 { possède un (désignation de la fabrique ou du commerce) à
 { sous la raison
 { est employé, comme voyageur de commerce, dans la maison
 { à, qui y possède un (désignation de la fabrique ou du
 { commerce).

Le porteur de la présente carte désirant rechercher des commandes
 et faire des achats pour le compte de sa maison, ainsi que
 { de la maison suivante { (désignation de la fabrique ou du commerce)
 { des maisons suivantes }
 à, il est certifié, en outre, que
 { ladite maison est tenue }
 { lesdites maisons sont tenues } d'acquitter dans ce pays-ci les impôts
 légaux pour l'exercice de { son } commerce (industrie).
 { leur }

SIGNALEMENT DU PORTEUR.

Age.....

Taille.....

Cheveux.....

Signes particuliers.....

Signature.....

AVIS.

Le porteur de la présente carte ne pourra rechercher des commandes
 ou faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte
 { de la maison susmentionnée. } Il pourra avoir avec lui des échan-
 { des maisons susmentionnées. } tillons, mais point de marchandises. Il se conformera d'ailleurs aux
 dispositions en vigueur dans chaque Etat.

NOTA. Là où le modèle ci-dessus contient un double texte, le formulaire à
 employer pour l'expédition des cartes présentera l'espace nécessaire pour y insérer
 l'un ou l'autre des textes, suivant les circonstances du cas particulier.

TARIF B (1).

Droits à l'entrée du territoire douanier allemand.

Le tarif général allemand mentionné dans le présent tarif est le tarif de la douane du 25 décembre 1902, tel qu'il a été fixé par la loi de l'Empire allemand en date dudit jour.

N° du tarif général allemand.	Désignation des marchandises.	Droits pour les 100 kilogr. en marcs (2). m. pf.
1	Seigle.....	5 00
2	Froment et épeautre.....	5 50
3	Orge :	
	Orge de malterie.....	4 00
	Autre.....	1 30
4	Avoine.....	5 00
6	Millet (panicum, millet d'Italie).....	1 50
7	Maïs et dari.....	3 00
11	Haricots comestibles, secs (mûrs).....	2 50
	Pois, lentilles, secs (mûrs).....	1 50
ex 13	Colza et navette.....	2 00
ex 14	Graine de pavot, même têtes de pavot mûres, graine de tournesol, graine d'arachide, graine de sésame	2 00
15	Graine de lin, graine de chanvre.....	exemptes
ex 21	Autres semences de raves des champs, semence de carottes, semence de légumes, ainsi que d'autres semences, non spécialement ni autrement dénom- mées au tarif général, servant à l'agriculture....	exemptes
ex 36	Artichauts, melons, champignons, asperges, to- mates, en morceaux, pelés, pressés, séchés à l'étuve ou autrement, cuits ou frits ou ayant subi une autre préparation simple :	
	Tomates.....	4 00
	Melons, champignons.....	8 00
	Artichauts, asperges.....	10 00

(1) Notice concernant l'entrée en vigueur du tarif B, et des dispositions y relatives, de la convention allemande-bulgare de commerce, de douane et de navigation du 1^{er} août 1905.

En vertu de la faculté accordée à l'article 23, alin. 2 de la convention allemande-bulgare de commerce, de douane et de navigation du 1^{er} août 1905 (Reichs-Gesetzbl. 1906, p. 1 et suiv.) est fixé, du côté allemand comme jour de l'entrée en vigueur, du tarif B (droit à l'entrée dans la zone douanière allemande) et des dispositions y relatives des articles 8 et 13 de la présente convention, le 1^{er} mars 1906.

(2) Le marc se divise en 100 pfennings et vaut 1 fr. 25 au pair.

ex	37	Haricots ¹ comestibles non mûrs et pois non mûrs, séchés ; haricots comestibles et pois (mûrs et non mûrs), cuits ou fruits ou ayant subi une autre préparation simple ; de même, semences pour la consommation, pulvérisées, cuites ou frites ou ayant subi une autre préparation simple	4 00
ex	45	Raisins de table (grappes et baies de raisins) frais : Importés en colis postaux pesant jusqu'à 5 kilogrammes inclusivement.....	exempts
		Importés autrement.....	4 00
ex	46	Noix (Walnüsse), non mûres (vertes) ou mûres, même écalées, moulues ou autrement réduites en morceaux ou préparées simplement	2 00
ex	47	(Ex 47/49) autres fruits : frais : Pommes, poires, coings : Non emballés du 1 ^{er} septembre au 30 novembre .	exempts
		Non emballés du 1 ^{er} décembre au 31 août	2 00
		Emballés.....	5 00
		Abricots, pêches	2 00
		Prunes de toutes espèces, cerises, griottes, nèfles...	2 00
		Autres fruits à pépins ou à noyaux non désignés ci-dessus	exempts
	48	Séchés à l'étuve ou autrement (même coupés en morceaux et pelés) : Pommes et poires, y compris leurs déchets utilisables	4 00
		Abricots, pêches	4 00
		Pruneaux de toutes espèces : Non emballés ou emballés exclusivement en tonneaux ou en sacs d'un poids brut d'au moins 50 kilogrammes.....	4 00
		Emballés en caisses d'un poids brut d'au moins 10 kilogrammes	5 00
		Emballés autrement.....	8 00
		Autres fruits séchés à l'étuve ou autrement.....	4 00
	49	Moulus, écrasé, en poudre ou réduits autrement en morceaux, même salés, cuits sans sucre (purée de fruits, marmelade sans addition de sucre (ou ayant subi une autre préparation simple ; fermentés	4 00
	(103/4, 106/7) Bêtes vivantes.		
103	Bêtes bovines.....	10 00	les 100 kilogr. de poids vif.
104	Bêtes ovines	10 00	les 100 kilogr. de poids vif.
106	Porcs	9 00	les 100 kilogr. de poids vif.
107	Volailles : Oies	exempts	les 100 kilogr.

	Poules de toutes sortes et autres volailles.....	4 00
ex 108	Viandes, à l'exclusion du lard de porc, et viscères comestibles de bêtes (les volailles exceptées) :	
	Frais, même congelés	35 00
	Préparés simplement	35 00
	<i>Remarque 1.</i> — Les bêtes non vivantes, propres à la consommation, sont à tarifier comme viande fraîche de bêtes.	
	<i>Remarque 2.</i> — La viande sans os, fraîche ou préparée simplement (même les langues, mais non les viscères comestibles), ainsi que les jambons de porc (épaules et cuisses) salés ou fumés, sont soumis, en outre, à une surtaxe de 15 p. 10.).	
ex 110	Volailles :	
	Tuées, même dépecées, non préparées.....	15 00
	Lardées ou préparées d'une autre manière simple..	20 00
ex 111	Gibier à poil :	
	Non vivant, même dépecé, non préparé.....	20 00
	Lardé ou préparé d'une autre manière simple	35 00
126	Graisse de porc fondue et graisses similaires (saindoux fondu, graisse d'oie fondue, moelle de bœuf, oléo-margarine et autres graisses similaires à la graisse de porc fondue)	10 00
127	Graisse de porc et d'oie, brute (non fondue, non pressée), excepté le lard de porc et la panne (saindoux en panne); en outre, cretons pour la consommation.	5 00
ex 128	Panne de porc (saindoux en pannes).....	7 00
136	Œufs de volailles et de gibier à plume, crus ou seulement cuits dans la coque, même teints, peints ou décorés autrement	2 00
137	Jaune d'œufs, liquide, même salé ou additionné d'autres ingrédients pour en assurer la conservation; jaune d'œufs, séché, même en poudre; œufs cassés, sans coque (mélange de jaunes d'œufs et de blanc d'œufs).	2 00
	<i>Remarque.</i> — Le jaune d'œufs pour usages industriels, dénaturé d'office ou sous contrôle de son utilisation, est admis en franchise.	
138	Blanc d'œufs, liquide, même salé ou additionné d'autres ingrédients pour en assurer la conservation.....	exempt
146	Crins de cheval (de la crinière ou de la queue), même bouillis.....	exempts
147	Plumes à lit, même nettoyées ou apprêtées (barbes etc.).....	exemptes
ex 151	Soies de porc.....	exemptes
152	Cocons de soie.....	exempts
ex 153	Peaux d'agneau et autres peaux pour la fabrication du cuir, brutes (vertes, salées, passées à la chaux, séchées), mêmes dépouillées de leur poil (cuires) et fendues, mais non autrement travaillées.....	exemptes

	154 Peaux de lièvre et de lapin, brutes	exemptes
	155 Peaux pour fourrures (à l'exception de celles dénommées à l'article 154), brutes	exemptes
ex	156 Cornes, bois (cornes rameuses), os, cornillons, sabots, griffes, becs d'oiseau, dents, bruts, même découpés en travers ; parties teintes de bois de cerf, tels qu'ils servent de matière première pour la fabrication des boutons et d'autres articles semblables ; coquilles brutes	exemptes
ex	157 Boyaux et estomacs de bestiaux, frais ou séchés, même salés, non destinés à la consommation ; vessies d'animaux, à l'exception de la colle de poisson, fraîches ou séchées	exemptes
	160 Autres matières animales brutes, non autrement dénommées au tarif général	exemptes
ex	161 Sang de bestiaux abattus, liquide ou séché ; tendons d'animaux même séchés	exemptes
ex	162 Farine de froment et de seigle	11 55
ex	164 Grains mondés et perlés, gruaux et semoules de céréales, excepté l'avoine	12 00
ex	180 Vin et moût frais de raisin, même stérilisés, en fûts ou wagons-réservoirs, contenant un esprit-de-vin, au poids, 14 p. 100 ou moins	20 00
	192 Son, même son de maïs pressé (tourteaux de maïs), déchets de riz provenant du pelage et du polissage du riz, exclusivement propres à l'alimentation des bestiaux	exemptes
ex	216 Concombres, coufitts au vinaigre ou en saumure, farcis d'épices, dénommés dans les numéros 66 et 67 du tarif général, même avec de petites additions d'autres plantes potagères (dits : concombres de Znaïm), en récipients autres que hermétiquement fermés	4 00
ex	353 Essence de rose (huile essentielle de rose)	20 00
ex	359 Engrais animaux moulus (poudrette)	exemptes
	360 Poudre d'os	exempte
	372 Albumine et substances albumineuses, animales et végétales, ne rentrant pas dans les autres articles du tarif général	exemptes
ex	375 Gélatine	4 00
	(Ex 391/392). Soie grège :	
ex	391 Non teinte, non retorse ou retorse à simple torsion	exempte
ex	392 Teinte en blanc, non retorse, retorse à simple torsion	exempte
	— Teinte en autres couleurs, non retorse ou retorse à simple torsion	36 00
ex	428 Tapis de pied, tissés en fils de laine, entrant en pièces à débiter au mètre ou ajustés (sans travail à l'aiguille), même imprimés	100 00
	544 Peaux de mouton ou de chèvre, même peaux d'agneau ou de chevreau, dépouillées de leurs poils	

	à demi ou entièrement tannées ou mégissées, non encore teintées et sans préparation ultérieure, refendues ou non.....	2 00
563	Peaux pour fourrures, à demi ou entièrement tannées ou mégissées, même teintées.....	exemptes
569	Morceaux de cuir et ouvrages en cuir, usés ainsi que d'autres déchets de cuir (même moulus), pourvu que leur nature les rende impropres à être utilisés comme cuir ou pour la confection des ouvrages en cuir.....	exempls

TARIF C.

Droits à l'entrée en Bulgarie.

Le tarif général bulgare mentionné dans le présent tarif est le tarif de douane approuvé par Ukaze Princier N° 275 du 17/30 décembre 1904.

N° du tarif général bulgare.	Désignation des marchandises.	Unité de mesure.	Droits.
52	Amidon (colle) et amidon fécule :		fr. c.
	— Amidon de riz.....	100 kilogr.	12 00
	— Les autres produits rentrant dans ce numéro.....	<i>Idem.</i>	15 00
97	Bière.		
	<i>Remarque au n° 97.</i> Les bières allemandes jouiront de toutes les facilités de douane et d'impôts qui auraient été accordées à des bières étrangères de tout genre.		
ex 123	Huiles végétales comestibles, non dénommées.		
	<i>Remarque au n° 123.</i> Les huiles comestibles, importées pour l'industrie, seront taxées d'après le n° 128, après dénaturation dans la douane.		
128	Huiles non dénommées, pour l'industrie et d'autres emplois, mais non pour la consommation de bouche, à l'exception des huiles aromatiques.....	<i>Idem.</i>	5 00
156	Paraffine.....	<i>Idem.</i>	10 00
ex 168	Huiles volatiles de toutes sortes et préparations aromatiques, naturelles ou artificielles, ainsi que les pommades et huiles aromatisées, ne contenant pas d'alcool et non mélangées; essences de fruits et éther, employés dans la fabrication des liqueurs et dans la confiserie, et baume de muscade.		

Remarque au n° 168. Les essences et huiles volatiles, naturelles ou artificielles, employées pour la falsification de l'essence de rose, des denrées alimentaires et des boissons sont prohibées. La liste desdites essences et huiles volatiles sera dressée et publiée par la Direction pour la sauvegarde de la santé publique de Bulgarie.

Toutes les autres essences et huiles volatiles rentrant dans l'industrie et non spécialement dénommées dans le tarif seront admises à l'importation et acquitteront le droit de 500 francs pour 100 kilogrammes.

170	Savons de toilette, savons médicaux et cosmétiques, de toutes sortes, parfumés ou non.....	100 kilogr.	70 00
ex 174	Couleurs organiques naturelles :		
	c. Indigo	<i>Idem.</i>	60 00
	<i>Remarque</i> au n° 174 c. L'indigo synthétique ne sera pas assujéti à des droits autres ou plus élevés que l'indigo naturel.		
175	Couleurs organiques artificielles (dérivées du goudron) de toutes sortes : d'aniline, d'alizarine, etc	<i>Idem.</i>	50 00
ex 176	Couleurs minérales, naturelles ou artificielles, non dénommées :		
	b. Couleurs préparées à l'usage direct.	<i>Idem.</i>	25 00
	<i>Remarque</i> au n° 176. Resteront sans influence sur la tarification des couleurs minérales, naturelles ou artificielles, des additions insignifiantes de couleurs organiques, naturelles ou artificielles, qui ne dépassent pas 3 p. 100.		
178	Charbons à dessin et pour lampes électriques.	<i>Idem.</i>	25 00
	<i>Remarque</i> au n° 178. Rentrent dans ce numéro même les autres charbons à l'usage électrique.		
ex 179	Crayons :		
	a. Noirs de toutes espèces	<i>Idem.</i>	60 00
ex 184	Crayons en ardoise à écrire :		
	a. Nus.....	<i>Idem.</i>	8 00
	b. Recouverts de papier.....	<i>Idem.</i>	8 00
ex 186	Préparations pour cirer et brillanter les chaussures et autres objets en peau :		
	a. Cirages pour chaussures de toutes espèces	<i>Idem.</i>	15 00
ex 190	Autres produits et préparations chimiques :		
	ex c. Chlorures et autres produits chimiques :		
	7. Azotate de potassium (nitre ou salpêtre).....	<i>Idem.</i>	7 50

	192 Produits et préparations chimiques, non dénommés.....	100 kilogr.	15 00
	195 Médicaments figurant dans la pharmacopée officielle.....	<i>Idem.</i>	50 00
ex	201 Liège		
	<i>b.</i> Bouchons de liège et autres ouvrages	<i>Idem.</i>	50 00
ex	228 Chapeaux de paille, de copeau, de sparle, d'écorce, de fibres de palmier ou de tout autre végétal :		
	<i>b.</i> Garnis, mais sans fleurs ni plumes..	Pièce.	0 70
ex	230 Brosserie commune, en combinaison avec du bois ou des fils métalliques, sans ornements, non laquée :		
	<i>b.</i> En fibres animales (soie de porc, crin, baleine et autres) :		
	Pinceaux pour maçons, badigeonneurs et peintres en bâtiments, montés en bois commun.....	100 kilogr.	60 00
	Les autres marchandises rentrant dans cette lettre.....	<i>Idem.</i>	80 00
ex	231 Brosserie fine :		
	<i>a.</i> Montée sur bois poli, os, corne.....	<i>Idem.</i>	120 00
	Remarque aux nos 230 et 231. L'entrelacement ou le reliage des fibres avec des fils métalliques n'aura pas d'influence sur la tarification.		
	238 Pierres lithographiques.....	<i>Idem.</i>	3 00
ex	243 Ardoises :		
	ex <i>c.</i> Nues ou encadrées en bois simple	<i>Idem.</i>	8 00
	255 Creusets de moulage, cornues et autres objets réfractaires de graphite, d'argile, mélangé au silex, à la magnésite, etc..	»	Exempts.
ex	258 Objets en faïence de toutes espèces :		
	<i>a.</i> Blancs ou unicolores, avec ou sans reliefs.....	100 kilogr.	10 00
	<i>b.</i> A deux ou plusieurs couleurs, avec ou sans reliefs.....	<i>Idem.</i>	18 00
	259 Objets en porcelaine :		
	<i>a.</i> Unicolores sans reliefs :		
	Isolateurs pour conduits électriques, objets pour laboratoires chimiques.....	<i>Idem.</i>	12 00
	Les autres objets rentrant dans cette lettre.....	<i>Idem.</i>	15 00
	<i>b.</i> A deux ou plusieurs couleurs ou avec reliefs.....	<i>Idem.</i>	25 00
	<i>c.</i> En dorure ou autrement décorés....	<i>Idem.</i>	30 00
ex	261 Boutons et perles en argile, en porcelaine ou en matières imitant la porcelaine (demi-porcelaine).....	<i>Idem.</i>	30 00

	265 Glaces (miroirs) de toutes espèces	100 kilogr.	25 00
	<i>Remarque</i> au n° 265. Rentrent dans ce numéro les miroirs simples et ordinaires, encadrés en bois commun, même laqué, ou en métaux communs, même zingués ou nikelés, pourvu que leur longueur ne dépasse pas 30 centimètres.		
ex	270 Boutons en verre, en émail ou en matières imitant le verre	<i>Idem.</i>	30 00
	273 Petites lampes électriques à incandescence, munies ou non de leur monture.	<i>Idem.</i>	100 00
ex	277 Papier autre que le papier de luxe :		
	<i>b.</i> Papier d'emballage, y compris le papier parcheminé	<i>Idem.</i>	10 00
	<i>Remarque</i> au n° 277 <i>b.</i> Par papier parcheminé on comprend le papier parcheminé de tout genre, à l'exception du papier parchemin qui sert à dresser des documents.		
	<i>c.</i> Sacs ou poches en papier, servant à l'emballage, y compris les enveloppes à lettres	<i>Idem.</i>	30 00
	<i>Remarque</i> au n° 277 <i>c.</i> Seront tarifées selon cet alinéa les boîtes en papier ou en carton, contenant des feuilles de papier à lettres et des enveloppes en papier qui rentrent dans la lettre <i>a.</i>		
ex	278 Papier de luxe :		
	<i>a.</i> Papier à lettres avec initiales, avec monogrammes, avec emblèmes ou avec toutes sortes d'arabesques et d'ornements, soit en reliefs, soit imprimés en toutes couleurs et même dorés, argentés ou bronzés.	<i>Idem.</i>	40 00
	<i>Remarque</i> au n° 278 <i>a.</i> Seront tarifées selon cet alinéa les boîtes en papier ou en carton, contenant des feuilles de papier à lettres et des enveloppes en papier qui rentrent dans cette lettre		
	281 Papier photographique, albuminé, sensibilisé ou non, papier négatif, papier amianté (d'asbeste), papier <i>tue-mouches</i> et autres non dénommés	<i>Idem.</i>	25 00
ex	283 Cartes postales illustrées de toutes sortes	<i>Idem.</i>	50 00
ex	285 Cols, manchettes, plastrons (devants) de chemises en papier recouvert ou non, sur l'un ou sur les deux côtés, d'un tissu de coton blanc, teint ou imprimé, sans coutures véritables, conjointement avec le poids des boîtes ou cartons qui les contiennent	<i>Idem.</i>	65 00
	<i>Remarque</i> au n° 285. A la tarification des		

cols, manchettes et plastrons (devants) de chemises des genres susdits, l'imitation des coutures obtenue par le gaufrage n'est pas considérée comme couture véritable.

- 286 Objets en papier mâché, en carton goudronné, en carton-pierre et en toute autre sorte de carton, vernis ou non, laqués ou non, lissés ou non, combinés ou non avec du bois, du verre, de la toile, du cuir, avec des métaux communs (même dorés ou argentés), avec du papier de toutes sortes, même imprimé et doré ou argenté :

Albums, objets en papier endurci, même en combinaison avec des matières communes, ni dorés, ni argentés, petites boîtes pour pharmaciens, bouchons à cartouches. cartons de bureau du système Sennecken.....

100 kilogr. 50 00

Les autres objets rentrant dans ce numéro

Idem. 100 00

- 289 Livres de lecture et toutes sortes de publications en langues étrangères, ainsi que les œuvres musicales imprimées ou lithographiées :

a. Simplement brochés ou non.....

» Exempts.

b. Cartonnés ou reliés.....

100 kilogr. 10 00

Remarque au n° 289. Seront tarifés d'après ce numéro les catalogues et les listes de prix des maisons de commerce, illustrés ou non, ainsi que les livres d'images pour enfants, même avec du texte rédigé en langue bulgare.

- 290 Cartes scientifiques de toutes sortes, dessins de mécanique et d'architecture, soit en feuilles volantes, soit réunies en atlas brochés, cartonnés ou reliés, soit en feuilles collées sur toile ou garnies de rouleaux en bois pour être suspendus; globes géographiques ou astronomiques, montés sur bois et combinés avec des métaux communs..

» Exempts.

- 291 Images religieuses sur papier, sur toile ou sur bois

100 kilogr. 25 00

- 292 Tableaux oléographiques, lithographiques, chromolithographiques, artistiques, photographies de toutes sortes, photogravures et autres, reproduits sur papier, carton, toile et autres tissus ou mis dans des albums.....

Idem. 50 00

- ex 294 Peaux préparées (peausserie):

ex c. Cuirs dits *blancs* de toutes espèces

Idem. 90 00

b. Cuirs dits de *Russie* de toutes sortes, cuirs de bouvillon (videlo), marocain et autres peaux, à l'exception de ceux dénommés spécialement :

1. Pesant de 3 kilogrammes et au-dessus la pièce.....	100 kilogr.	125 00
2. Pesant de 1 à 3 kilogrammes exclusivement la pièce.....	<i>Idem.</i>	200 00
3. Pesant moins de 1 kilogramme la pièce	<i>Idem.</i>	270 00
f. Cuirs refendus de toutes sortes...	<i>Idem.</i>	250 00

Remarque au n° 244 f. On comprend par cuir refendu (Spaltleder) dans le sens de cette lettre la partie des peaux de vaches ou de bœuf du côté de la chair, obtenue par le dédoublement de ces peaux dans le sens de leur épaisseur et qu'on a revêtue ou enduite d'un cirage pour boucher les inégalités de la peau et rendre sa surface unie.

ex g. Cuirs vernissés	<i>Idem.</i>	200 00
-----------------------------	--------------	--------

Remarque au n° 244. Les divers procédés de tannage n'auront pas d'influence sur la tarification.

305 Articles de pelleterie apprêtés simplement par la couture, mais non confectionnés :

a. En peaux ordinaires	<i>Idem.</i>	100 00
b. En peaux fines.....	<i>Idem.</i>	400 00

Remarque aux nos 305 et 306. Sont rangés dans la classe des pelleteries apprêtées mais non confectionnées (art. 305), les nappes ou sacs de dos d'écureuil ou de belette de Sibérie, de castor, de hamster, de rat musqué, de rat de Russie et d'autres animaux semblables (quadrupèdes digitigrades) ; les nappes ou sacs de peaux de lièvre ou de lapin, de chat domestique et chat sauvage, de fouine, de loutre, etc., cousus en forme carrée, ronde ou pointue, mais non coupés ni cousus en vue de la confection de certains articles ; les morceaux et chiquettes de pelleteries, ainsi que les couvertures en peau de chèvre, d'angora et de mouton coupés d'une seule pièce sans doublure.

Comme pelleteries confectionnées (art. 306) sont considérées les peaux en bandes coupées de lignes droite ou courbe pour garnitures, refendues et faites en rubans et autres pareils ; les queues allongées pour boas, pour pendeloques, etc., coupées ou ajustées pour certains usages, cousues ou non ; les doublures et applications de pelleterie, cousues ensemble ou non ; les couvertures de pelleterie sans doublures (à l'exception de nappes, sacs et couver-

tures en peau de mouton et d'angora, énumérés dans l'article 305); de même toutes les couvertures doublées, garnies ou montées; les boas, manteaux, pèlerines (pelisses), manchons et leurs pendeloques (breloques); les pelisses (vestes), toques (bonnets), gants, chaussures, confectionnés mais non combinés avec l'endroit d'une étoffe.

Comme pelleteries communes dans les articles 305 *a* et 306 *a*, seront considérées : les peaux d'agneaux et de leurs mort-nés, à l'exception de celles teintées ou autrement préparées dites : Astrakan, de Perse, etc.; les peaux de chèvre (même d'angora), les peaux de chat domestique et chat sauvage, de lièvre et de lapin, les peaux de castor, de hamster, de blaireau, d'opossum, de spermophile (marmotte) et de rat des Alpes, les fourrures de renard et de loup, de chien, de chacal, de chien de mer, d'ours d'Amérique du nord, les fourrures d'ours gris, noirâtres ou noirs, les peaux de chevrette, de cerf, de chamois (antilope), d'hyène de Tarante, les peaux de veau, de bœuf, de buffle, d'âne, de cheval, de porc, de petit-loutre (noerz), de raton laveur, de rat musqué, de loutre commun, d'écureuil.

Seront considérées comme pelleteries fines dans les articles 305 *b* et 306 *b*, les peaux de zibeline, d'astrakan, de martre, de fouine, de loutre de mer, de renard bleu, de renard noir, de sealskin, de petit-gris, de petit-grison et autres semblables.

Les peaux fourrées, dressées et imitant les peaux frappées de droits plus élevés, excepté les peaux d'Astrakan, acquitteront les droits des peaux originales et non pas ceux des peaux qu'elles imitent

ex 313	Tuyaux et chapes pour les vélocipèdes ainsi que pour les automobiles.....	100 kilogr.	50 00
ex 318	Tissus et étoffes tricotées (y compris les foulards) de soie mélangée avec toute autre matière textile, à l'exception des fils d'or et d'argent, des fils métalliques dorés ou argentés.....	1 kilogr.	7 50
ex 319	Velours et peluches de soie mélangée....	<i>Idem.</i>	7 00
ex 320	Couvertures, rideaux et tapis même ourlés :		
	<i>b.</i> De soie mélangée avec d'autres matières textiles	<i>Idem.</i>	9 00
ex 321	Châles et mouchoirs de poche, de tête (fichus), de cou et autres articles semblables de soie mélangée :		
	<i>a.</i> Ourlés ou non	<i>Idem.</i>	11 00
ex 325	Rubans de toutes sortes de soie mélangée avec d'autres matières textiles.....	<i>Idem.</i>	8 00

Remarque aux nos 318, 319, 320, 321 et 325.

Les droits d'entrée convenus pour les marchandises de soie mélangée, rentrant dans ces numéros, ne s'étendent qu'aux marchandises en soie contenant une addition d'autres matières textiles d'au moins 25 p. 100 de leur poids total.

ex 330	Fils de laine pure ou mélangée avec des matières textiles végétales, simples ou à plusieurs bouts, jusqu'au n° 40 :		
	<i>b.</i> Teints	100 kilogr.	110 00
338	Tissus et étoffes tricotées de laine et d'autres poils d'animaux, mélangés ou non de coton et d'autres matières textiles :		
	<i>a.</i> Pesant au-dessus de 500 grammes par mètre carré	<i>Idem.</i>	450 00
	— Pesant plus de 250 grammes jusqu'à 500 grammes par mètre carré	<i>Idem.</i>	275 00
	<i>b.</i> Pesant 250 grammes et au-dessous par mètre carré	<i>Idem.</i>	250 00
339	Velours et peluches de toutes sortes de laine pure ou mélangée avec d'autres matières à l'exception de la soie et des fils métalliques	<i>Idem.</i>	230 00
342	Serviettes et châles tissés, brodés, façonnés, en laine pure ou mélangée, y compris les châles dits <i>turcs</i>	<i>Idem.</i>	230 00
343	Articles de bonneterie de laine pure ou mélangée, simplement unis mais non cousus	<i>Idem.</i>	300 00
	<i>Remarque au n° 343.</i> Rentrent dans cet article : les bas et chaussettes, gants, flanelles (maillots), caleçons, gilets, bonnets (toques), fichus et autres semblables, même taillés et cousus, garnis ou non de boutons, de rubans, cordonnets, baguettes et autres pareils, même en soie, à condition que ces accessoires soient nécessaires pour l'emploi de l'objet et ne constituent pas seulement une décoration.		
344	Passementerie : galons, cordonnets, ganses, franges, houppes, boutons et tous les articles du même genre, de laine pure ou mélangée, mais sans mélange de soie	<i>Idem.</i>	225 00
346	Couvertures et rideaux de laine pure ou mélangée, brodés ou non, mais sans mélange de soie, de fils d'or, d'argent ou de fils métalliques dorés ou argentés	<i>Idem.</i>	250 00

Remarque aux nos 338-346. Les tissus, la bonneterie, la passementerie, les châles, les couvertures, etc., de laine mélangée de soie,

de fils d'or, d'argent, dorés ou argentés, tissés ou en filature, dans un but d'ornement sous forme de boutons, fleurons, étoiles, etc., seront taxés d'après les numéros ci-dessus et augmentés d'une surtaxe de 50 p. 100. — Seront taxés de la même façon, lorsque le mélange de soie, de fils d'or, d'argent, dorés ou argentés ne dépasse pas 20 p. 100 de la quantité totale des fils du tissu, de la passementerie, etc.

Les tissus, la bonneterie, etc., de laine, contenant plus de 20 p. 100 de fils de soie, de fils d'or, d'argent, dorés ou argentés, seront taxés d'après la catégorie XXI.

Les ouvrages rentrant dans les articles 342-346, s'ils sont mélangés avec des fils métalliques ordinaires (cliquant faux), seront taxés d'après les mêmes articles, plus une surtaxe de 50 p. 100.

363	Fils de coton à coudre et à tricoter (broder au crochet), en pelotes, en bobines, en cartons, en écheveaux et autres formes, blanchis ou teints	100 kilogr.	100 00
366	Tissus de coton, blanchis ou teints à une seule couleur, mais seulement après le tissage, unis ou croisés, à l'exception de ceux spécialement dénommés.....	<i>Idem.</i>	80 00
367	Tissus de coton pur, fabriqués avec des fils teints, à une ou plusieurs couleurs.	<i>Idem.</i>	90 00
<i>Remarque aux nos 366 et 367. Tous les tissus de coton, teints à une couleur, sont tarifés d'après le n° 366, n'importe que ces tissus soient teints en pièces ou fabriqués de fils teints à une couleur.</i>			
368	Tissus de coton dits : <i>barchents, cal-mouks</i> , flanelles et piqués; tissus de cotons imprimés (indiennes), brillantés ou non; percaline et cretonne; mouchoirs imprimés et couvertures, en pièces non découpés; reps et autres tissus semblables, imprimés.....	<i>Idem.</i>	100 00
369	Tissus légers, lisses, brodés, blanchis ou non, teints ou imprimés, à l'exception des tulles et des dentelles.....	<i>Idem.</i>	130 00
371	Velours et peluches de coton, de toutes sortes	<i>Idem.</i>	160 00
372	Rideaux, couvertures, mouchoirs, essuie-mains, draps de lit et autres articles semblables, en pièces découpées, teints ou non, combinés ou non avec des fils en métaux communs ou d'autres matières textiles végétales.....	<i>Idem.</i>	150 00
373	Châles, ceintures, turbans de toutes sortes	<i>Idem.</i>	175 00

374	Articles de bonneterie de coton, simplement unis, mais non cousus	100 kilogr.	225 00
	<i>Remarque</i> au n° 374. Rentreront dans ce numéro : les bas et chaussettes, gants, flanelles (maillots), caleçons, gilets, bonnets (toques), fichus et autres semblables, même taillés et cousus, garnis ou non de boutons, de rubans, cordonnets, baguettes et autres pareils, même en soie, à condition que ces accessoires soient nécessaires pour l'emploi de l'objet et ne constituent pas seulement une décoration. Les étoffes tricotées en coton seront tarifées comme les tissus de coton d'après l'espèce.		
375	Passementerie	<i>Idem.</i>	190 00
ex 376	Tulles brodés, dentelles faites au fuseau ou brodées à la machine.....	<i>Idem.</i>	400 00
	Broderies sur fond serré (broderies en cambric).....	<i>Idem.</i>	350 00
	<i>Remarques</i> à la catégorie XXIII. 1. Les articles de coton mélangés avec de la soie sont tarifés d'après la catégorie XXI comme articles en soie mélangée, si l'addition de soie dépasse 20 p. 100 du poids total. Si l'addition de soie ne dépasse pas 20 p. 100 du poids total, lesdits articles sont frappés des droits des articles de coton plus une surtaxe : a. De 50 p. 100 si l'addition de soie ne dépasse pas 10 p. 100. b. De 150 p. 100 si l'addition de soie est plus de 10 p. 100, mais ne dépasse pas 20 p. 100. 2. Les articles de coton mélangé avec d'autres matières textiles seront tarifés d'après la matière la plus fortement tarifée qui entre dans le mélange, si ce mélange dépasse 10 p. 100 du poids total. Si le pourcentage du mélange ne dépasse pas 10 p. 100, il restera sans influence sur la tarification des marchandises de coton.		
ex 382	Fils de cordonnier, écrus, blanchis ou teints.....	<i>Idem.</i>	60 00
385	Ficelles et cordons de chanvre, de jute et d'autres matières textiles non dénommées.....	<i>Idem.</i>	65 00

Remarque aux catégories XXI à XXIV. Les ourlets simples ou les franges ajoutées par nouure ou tressure resteront sans influence sur la tarification des tissus, étoffes, articles de bonneterie, etc., ajustés, en matières textiles de tous genres et ne justifieront pas la tarification de ces marchandises comme objets de confection.

Ne sont pas considérées comme broderies les tissus, excepté les cas spécialement dénommés au tarif, sur lesquels ne sont brodés que des initiales, même entrelacées et ornementées (monogrammes, lettres ornées, etc.), noms, chiffres et autres semblables.

Des ornements accessoires brodés sur les

mouchoirs et qui entourent ces lettres, noms, chiffres et autres semblables, par exemple des sarments (enroulements), arabesques, etc., restent sans influence sur la tarification.

En cas de contestation ou de doute, ces ornements sont considérés comme accessoires, si l'ensemble de la broderie ne dépasse pas une surface carrée mesurant 6 centimètres de chaque côté.

405 Confections en étoffes de laine.....	»	{ Taxe double de l'étoffe dont l'objet est confectionné 350 p. 100 de la taxe de l'étoffe dont l'objet est confectionné
ex 406 Confections pour femmes en étoffes de coton.....	»	
415 Ouvrages massifs en or, argent, platine et en toutes sortes d'alliages des mêmes métaux, non ornés de pierres pré- cieuses :		
— a. en or, platine et en alliage des mêmes.....	1 kilogr.	20 00
— b. en argent ou dorés.....	<i>Idem.</i>	5 00
416 Ouvrages de bijouterie en or, argent, platine et en toutes sortes d'alliages des mêmes métaux, non ornés de pier- res précieuses, pour parure et pour ornement intérieur des appartements :		
— a. en or, platine et en alliage des mêmes.....	<i>Idem.</i>	40 00
— b. en argent ou dorés.....	<i>Idem.</i>	10 00
417 Ouvrages de bijouterie en métaux pré- cieux, ornés de pierres précieuses.....	<i>Idem.</i>	50 00
418 Bijouterie en imitation de métaux pré- cieux, même dorée, argentée, mais non garnie de pierres précieuses :		
— a. fine.....	<i>Idem.</i>	12 00
— b. commune.....	<i>Idem.</i>	7 00
419 Feuilles très minces (varak) :		
a. d'or.....	<i>Idem.</i>	10 00
b. d'argent.....	<i>Idem.</i>	2 00
c. toutes autres.....	<i>Idem.</i>	1 00
420 Clinquant :		
a. en or ou doré.....	<i>Idem.</i>	10 00
b. en argent.....	<i>Idem.</i>	4 00
c. argenté.....	<i>Idem.</i>	2 50
ex 423 Pendules suspendues et de table, ainsi que les boîtes à musique avec mécanisme d'horlogerie :		

a. en cages et boîtes de matières communes.....	100 kilogr.	75 00
---	-------------	-------

Remarque au n° 423 a. Les pendules dites *de la Forêt noire*, avec montants en bois portant le mécanisme, et les pendules à système américain, les unes et les autres dans des cages, soit en bois même peint, passé au mordant ou sculpté, soit en fer-blanc, en laiton ou en autres métaux communs, même peints, polis ou nickelés — toutes ces pendules non combinées avec de la nacre, de l'ivoire, de l'écaille, des métaux précieux, des pierres fines ou demi-fines, seront taxées à 65 francs.

Sont comprises ici, comme pendules à système américain, les pendules d'un travail commun, dont le mécanisme se trouve entre des platines métalliques à claire-voie (Gitter-platinen), y compris les pendules dans lesquelles le pendule est remplacé par un balancier.

Les boîtes (cages) de ces pendules, importées séparément, acquitteront les droits de 65 francs.

Acquitteront les droits de 65 francs les mécanismes des dites pendules, importés en nombre égal des boîtes, simultanément avec celles-ci ou séparément dans l'intervalle d'un mois au plus.

425 Bronze en poudre.....	<i>Idem.</i>	40 00
427 Fils de cuivre et de laiton pour téléphones, pour conduits électriques et autres fils semblables :		
a. retors avec de la soie.....	<i>Idem.</i>	60 00
retors avec d'autres matières textiles	<i>Idem.</i>	45 00
b. autres	<i>Idem.</i>	25 00
<i>Remarque</i> au n° 427. Les lacets, tresses et autres ouvrages analogues en fils de métaux communs pour téléphones ou conduits électriques sont tarifés d'après ce numéro.		
428 Faux clinquant pour coudre, broder, tisser et autres usages, même filé sur fils de coton, de soie ou autres fibres textiles ; perles, paillettes et autres semblables ; tous ces articles en cuivre, en laiton et autres métaux, excepté l'or et l'argent, non dorés ni argentés.....	<i>Idem.</i>	125 00
429 Câbles de toutes sortes.....	<i>Idem.</i>	30 00
432 Vases et appareils en cuivre, en laiton ou en bronze pour usines et bateaux, pour machines à vapeur, pour distilleries, raffineries, teintureries et autres industries ; réservoirs, cuves, tonneaux, chaudières, tubes ; coussinets, boîtes de moyeu, etc.....	<i>Idem.</i>	50 00

Remarque au n° 432. Rentreront dans ce numéro même les marchandises polies, ainsi que les accessoires (armatures, clapets, soupapes), pourvu que ces accessoires soient importés en même temps avec les vases et appareils.

433 Objets en cuivre, laiton ou bronze coulés ou tournés, objets en feuille de cuivre ou d'autres métaux, tous ces objets peints ou non, polis ou non, même combinés avec d'autres matières communes, mais ni ciselés, ni vrais, ni nickelés, ni argentés, ni dorés..... 100 kilogr. 100 00



447 Fer et acier en barres, en plaques, en feuilles, non façonnées..... *Idem.* 2 50

448 Rails et traverses en fer ou en acier..... *Idem.* 2 00

Remarque au n° 448. Les pointes de cœur et les rails mobiles pour croisements de voie de chemin de fer sont tarifés d'après le numéro 448 comme rails.

449 Fer en bandes pour roues et pour cercles.. *Idem.* 3 00

451 Fer et acier, laminés en formes spéciales (fer façonné)..... *Idem.* 3 00

Remarque au n° 451. On comprend par « laminé en formes spéciales » le fer et l'acier, façonnés en barres des formes suivantes : T, I, Z, V, U, L, ,  et semblables. Les barres rectangulaires ou orbiculaires rentrent sous le numéro 447.

453 Fil d'acier ou de fer ayant une épaisseur de 6 millimètres en diamètre ou moins :

a. Fil ordinaire, noir ou poli, même recouvert de zinc..... *Idem.* 7 00

Fil avec des piquants pour clôture, noir ou poli, même recouvert de zinc..... *Idem.* 8 00

b. Le même, étamé, cuivré, recouvert de plomb..... *Idem.* 12 00

454 Toiles en fils de fer, ordinaires, noires, peintes, vernies ou goudronnées..... *Idem.* 16 00

Remarque au n° 454. Seront taxés d'après ce numéro les cordages de fil de fer ou d'acier.

457 Objets en fonte, ciselés, laqués, bronzés, nickelés, argentés ou dorés, même combinés avec d'autres matières communes..... *Idem.* 20 00

Remarque au n° 457. Sont rangés dans ce numéro : les lustres, candélabres, chandeliers, lampes, articles (garnitures) de bureau, accessoires de poêles, ferrures à constructions, objets de fantaisie, ornements et tous autres semblables.

458 Ferronnerie non dénommée ailleurs..... *Idem.* 7 50

460 Clous en fer ou en acier :		
a. Boulons et goupilles à river (rivets).	100 kilogr.	8 00
Clous noirs et clous à ferrer les animaux.....	<i>Idem.</i>	10 00
b. Clous en fer étiré, de toutes grandeurs.....	<i>Idem.</i>	6 00
464 Tuyaux et conduits en fer, ainsi que leurs raccords, même goudronnés.....	<i>Idem.</i>	8 00
466 Objets en tôle noire, non polis, non émaillés, non étamés, combinés avec de la fonte.....	<i>Idem.</i>	20 00
471 Objets en fer ou en acier, simples, seulement limés ou asphaltés, non ornements, non polis, non émaillés ni peints :		
— la pièce pesant :		
a. 25 kilogrammes et au-dessus....	<i>Idem.</i>	9 00
b. de 3 à 25 kilogrammes.....	<i>Idem.</i>	14 00
c. 0 kilogr. 5 à 3 kilogrammes.....	<i>Idem.</i>	16 00
d. au-dessous de 0 kilogr. 5.....	<i>Idem.</i>	22 50
472 Objets en fer ou en acier, adoucis (abgeschliffen), écurés, étamés, zingués, émaillés, peints, mais non polis :		
— la pièce pesant :		
a. 25 kilogrammes et au-dessus....	<i>Idem.</i>	15 00
b. de 3 à 25 kilogrammes.....	<i>Idem.</i>	20 00
c. 0 kilogr. 5 à 3 kilogrammes.....	<i>Idem.</i>	30 00
d. au-dessous de 0 kilogr. 5.....	<i>Idem.</i>	40 00
<i>Remarque</i> au n° 472, Les plumes métalliques à écrire, même adoucies, seront tarifées d'après le numéro 476.		
<i>Remarque</i> aux nos 471 et 472. La combinaison des marchandises, visées par les numéros 471 et 472, avec du bois ou de la fonte reste sans influence sur la tarification.		
473 Objets en fer-blanc ou en tôle, étamés, recouverts de zinc (galvanisés) ou cuivrés, même asphaltés, mais non peints ni laqués, combinés ou non avec du bois	<i>Idem.</i>	35 00
476 Objets en fer ou en acier, polis, cuivrés, bronzés, nickelés, laqués, même combinés avec d'autres matières communes :		
— la pièce pesant :		
a. 25 kilogrammes et au-dessus.....	<i>Idem.</i>	35 00
b. de 3 à 25 kilogrammes.....	<i>Idem.</i>	60 00
c. 0 kilogr. 5 à 3 kilogrammes.....	<i>Idem.</i>	80 00
d. au-dessus de 0 kilogr. 5.....	<i>Idem.</i>	110 00

Remarque au n° 476. Restera sans influence sur la tarification de la dorure des pointes des plumes métalliques et des trous des aiguilles à coudre.

477 Objets en fil et en toile de fils de fer ou d'acier, simples, étamés, peints, goudronnés, polis, même combinés avec d'autres matières communes, mais non dorés, ni argentés :

Chaînes ordinaires, ayant un diamètre de mm. 5 jusqu'à 10 millimètres, simples, mêmes adoucies, écurées ou asphaltées, non étamées, non polies 100 kilogr. 30 00

Les autres objets rentrant dans ce numéro..... *Idem.* 50 00

Remarque au n° 477. Rentrent dans cet article : les épingles, les agrafes, les épingles à cheveux, les boucles pour vêtements, les crochets (aiguilles) à tricoter, les hameçons, les cages, souricières, les paniers grands et petits, etc.

478 Outils de toutes sortes, en fer ou en acier, avec ou sans manche :

a. communs, asphaltés, limés, adoucis *Idem.* 15 00

b. finement travaillés, polis..... *Idem.* 25 00

c. nickelés *Idem.* 40 00

480 Ouvrages de coutellerie en fer ou en acier, montés sur bois commun, sur bois recouvert de cuir, sur fer, sur laiton, sur os ou sur corne, polis ou non *Idem.* 75 00

481 Ouvrages de coutellerie en fer ou en acier, montés sur d'autres matières que celles dénommées à l'article précédent, à l'exception de l'or et de l'argent..... *Idem.* 150 00

482 Ciseaux de toutes sortes, à l'exception des forces à tondre les moutons, des ciseaux de jardinier, de ferblantier et de ferronnier..... *Idem.* 75 00

Remarque aux nos 480-482. Resterait sans influence sur la tarification la dorure de quelques parties isolées ou les dorures d'une étendue relativement peu importante.....

483 Instruments de chirurgie..... *Idem.* 200 00

486 Instruments et appareils de calcul, de précision, de physique, de chimie et d'astronomie :

Lampes électriques à arc, avec ou sans globes en verre ; compteurs et mesureurs à eau et à gaz *Idem.* 60 00

Articles de l'industrie électrique à faible courant (appareils télégraphiques,

	téléphoniques, de signal, accessoires et parties détachées de tels appareils); appareils électriques non dénommés pour l'éclairage, la transmission de force et l'électrolyse; accessoires et parties détachées de tels appareils, par exemple, joncteurs, douilles, plombs de sûreté.....	100 kilogr.	80 00
	Mesureurs, compteurs, enregistreurs électriques.....	<i>Idem.</i>	100 00
	Tous les autres instruments et appareils de calcul, de précision, de physique, de chimie et d'astronomie, y compris les appareils photographiques.....	<i>Idem.</i>	150 00
	<i>Remarque</i> au n° 486. Les objets en verre et porcelaine pour les laboratoires chimiques, etc., ainsi que les siphons, seront tarifés d'après la matière.		
ex 487	ex <i>a.</i> Machines à coudre, ainsi que leurs partie et accessoires.....	<i>Idem.</i>	30 00
ex 492	Moteurs de toutes sortes, excepté les turbines à eau, même en combinaison avec des machines; chaudières à vapeur; machines électriques; machines-outils, y compris les scies mécaniques à châssis; compresseurs; machines frigorifiques; machines pour la brasserie, la distillerie, la sucrerie, la fabrication du papier, pour l'imprimerie et autres métiers polygraphes, excepté la lithographie; machines pour la tuilerie et autres métiers céramiques..	»	exempts

Remarque au n° 492. Les machines, appareils, pièces détachées et accessoires nécessaires de machines en autres matières qu'en fer, acier ou fonte sont tarifés d'après la matière; mais des parties en cuivre ou laiton, fixées à une machine en fer, acier ou fonte resteront sans influence sur la tarification.

De même sont traités d'après le numéro 492 les pièces détachées et les accessoires nécessaires de machines, importés simultanément avec les machines dont ils font partie.

Remarques à la catégorie XXVI :

1. Les dispositions concernant le fer s'appliqueront également à l'acier, en tant que le tarif n'a pas introduit expressément un traitement différentiel.

2. Les objets en fonte malléable seront tarifés comme objets en fer ou en acier.

3. Restera sans influence sur la tarification le taraudage des extrémités de tuyaux, des vis ou écrous, le dégrossissage opéré en vue de constater l'absence de défauts dans l'objet, l'enlèvement des bavures et jets de coulée, le

planage des cassures et le découpage des maselotes, le perçage des trous à rivets et le forage de trous avec ou sans filets (à moins de dispositions spéciales pour les produits percés ou forés), le décapage de quelques parties, l'application d'une couche rugueuse de peinture à l'huile ou de goudron, ainsi que l'enduît au graphite.

503 Vélocipèdes (bicycles et tricycles) et leurs parties détachées :

Vélocipèdes (bicycles et tricycles), importés en pièces montées 100 kilogr. 150 00

Parties détachées de vélocipèdes *Idem.* 200 »

Remarque aux nos 503 et 505. Les tuyaux et chapes pour les vélocipèdes ainsi que pour les automobiles, importés séparément, seront taxés d'après le numéro 313.

ex 512 Pianos à queue Pièce. 130 00

513 Pianinos, petites orgues à touches, harmoniums et fisharmonicas *Idem.* 50 00

514 Violons, guitares, mandolines, cythares, cymbales, mandolines dites *tambours*, et harpes *Idem.* 3 00

515 Violoncelles, basses et contrebasses, instruments de musique métalliques à vent *Idem.* 5 00

516 Flûtes, clarinettes, flageolets, et autres instruments de musique en bois à vent, combinés avec toutes autres matières, harmonicas, accordéons et aristons *Idem.* 2 00

Remarque aux nos 512-519. Tous les instruments de musique servant de jouets tomberont sous le régime du numéro 534.

Les harmonicas de bouche seront tarifés comme jouets, quelle que soit leur qualité.

520 Parties détachées d'instruments de musique de toutes sortes 100 kilogr. 10 00

Remarque au n° 520. Les plaques (lames) pour gramophones et pour autres instruments mécaniques de musique tombent sous ce numéro.

533 Objets divers de mercerie (Kurzwaren) dans la composition desquels n'entrent que des matières communes 1 kilogr. 1 75

534 Jouets d'enfants :

a. en caoutchouc, en bois, en papier, en carton, en cuivre, en fer-blanc, en verre, en faïence, en porcelaine, en métaux communs, à l'exception de ceux dans la composition desquels rentrent de l'ivoire, de l'ambre, de l'écaille, de la nacre, de l'écume de mer, de l'agate véritable et des métaux précieux 100 kilogr. 135 00

- b. en matières communes, mais en combinaison avec de l'ambre, de l'écaille, de la nacre, de l'ivoire, de l'agate véritable, de l'écume de mer, du cuir fin, des métaux précieux et pierres précieuses ou demi-précieuses, à l'exception de ceux faits entièrement en or ou en argent, ou bien dans la composition desquels l'or et l'argent prédominent..... 100 kilogr. 153 00
- 541 Éléments pour sonneries électriques..... *Idem* 10 00
- Remarque au n° 541. Suivront le régime de ce numéro les éléments électriques de tous genres et à toute destination.*
- 543 Ouvrages en asbeste (amiante) de toutes sortes, combinés ou non avec d'autres matières *Idem.* 15 00
- Dispositions générales au Tarif C.*
1. En tant que la taxe d'un article dépend de la taxation d'un autre article prévu dans le tarif C, cette taxe sera calculée d'après le taux admis par le traité et non d'après la taxe du tarif général bulgare.
2. Seront considérées comme matières communes dans le sens de ce tarif, exception faite pour le numéro 533, toutes les matières, excepté l'ambre, l'ivoire, l'écaille, la nacre, l'agate véritable, l'écume de mer, les métaux précieux, le corail véritable, les perles, les pierres fines et demi-fines.

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce, de douane et de navigation, conclu en date de ce jour à Berlin entre la Bulgarie et l'Allemagne, les Soussignés sont convenus de ce qui suit :

A l'article 1^{er}.

Il est entendu que les lois, ordonnances et règlements en matière de commerce et d'industrie comprennent les lois, ordonnances et règlements en matière de police commerciale, industrielle, douanière et de ports.

A l'article 4.

Pour pouvoir exercer en Bulgarie le droit prévu à l'alinéa I de l'article 4, les personnes y désignées devront être munies, conformément

à l'article 6 de la loi bulgare du 26 mars/8 avril 1905 sur les commis-voyageurs, d'une patente spéciale dont la taxe au profit de l'Etat ne dépassera pas 150 francs pour toute l'année et 100 francs pour six mois, si le commis-voyageur représente une seule maison commerciale. Lorsqu'il en représente plus d'une, cette taxe est majorée encore de 100 francs pour toute l'année et de 50 francs pour six mois.

Il est entendu que les taxes prévues à l'alinéa I ne frapperont que la maison commerciale et que, par conséquent, cette taxe ne sera payée qu'une fois, n'importe que la maison commerciale envoie un ou plusieurs voyageurs à son service.

A l'article 5.

Il est entendu que les ressortissants allemands en Bulgarie, comme locataires d'immeubles, jouiront de l'exemption du logement militaire, mais non des autres prestations et réquisitions militaires auxquelles les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée pourront être soumis dans cette même qualité.

Il est entendu que s'il y a des doutes sur la nationalité d'un conscrit, celui-ci, avant que sa nationalité ne soit établie, ne pourra être contraint à se soumettre ni à des prestations militaires, ni surtout à la visite médicale, requise pour la conscription.

A l'article 6.

Sous la réserve prévue à l'alinéa 2, numéro 3 de l'article 6 du présent traité, le Gouvernement impérial d'Allemagne admettra le transit de viande fraîche ou préparée, produite en Bulgarie et expédiée de ce pays en droiture, contre l'observation des mesures prophylactiques vétérinaires, requises par les lois, règlements ou ordonnances en vigueur ou à émettre par les autorités allemandes.

Sous la même réserve, la viande produite en Bulgarie, qui pourra être considérée comme préparée dans le sens de la loi allemande sur l'inspection de la viande du 3 juin 1900, sera admise à l'entrée en Allemagne conformément aux dispositions prévues par ladite loi.

A l'article 8.

En vue des dispositions en vigueur en Allemagne, concernant le service des renseignements officiels en matière de douane, le Gouvernement bulgare est prêt à adopter, aussitôt que faire se pourra, des dispositions par lesquelles les importateurs seront à même d'obtenir par voie officielle des renseignements à l'égard du traitement douanier des marchandises à leur entrée en Bulgarie.

Il est entendu que la date de l'exécution de cette disposition sera remise au Gouvernement bulgare.

Les échantillons sans valeur, importés en Bulgarie par la poste, ne seront soumis à la révision douanière que dans les cas où les circonstances concrètes font soupçonner l'intention de frauder les droits.

Aux articles 14-19.

Il sera permis aux compagnies de navigation et aux propriétaires de bateaux allemands, faisant un service régulier de transport, de louer dans le rayon des ports, pour leurs bureaux, ateliers et magasins, des terrains, même appartenant à l'Etat, et contre un prix convenable, lorsqu'il n'en aura pas besoin pour d'autres usages. Il reste entendu que lesdits magasins seront considérés comme entrepôts dès qu'ils répondront aux exigences légales.

Il est entendu que les navires allemands et les marchandises allemandes, importées par voie d'eau ou par terre, après avoir acquitté les droits d'entrée, ne seront soumis en Bulgarie à aucun droit additionnel ou à des taxes accessoires nouvelles ou supérieures à celles qui existent actuellement à l'égard des marchandises et navires nationaux et ceux de la nation la plus favorisée, savoir :

1. Le droit de plombage, à savoir :

- a. 30 centimes pour chaque grand plomb, la ficelle y comprise, et
- b. 5 centimes pour chaque petit plomb ou cachet, la ficelle y comprise.

2. Il est perçu une taxe de 10 centimes pour chaque exemplaire des imprimés suivants, fournis par la douane :

- a. Manifeste ou extrait de manifeste ;
- b. Déclarations en douanes ;
- c. Feuilles délivrées pour les marchandises transportées d'un port bulgare dans un autre port bulgare ;
- d. Feuilles de transit ;
- e. Feuilles de transport délivrées par les bureaux de douane d'entrée pour les marchandises devant être dédouanées par un autre bureau de douane.

3. Une taxe de 5 centimes est perçue pour chaque exemplaire de quittance imprimée, délivrée par la douane.

Il est également perçu une taxe de 5 centimes pour tous les autres imprimés fournis par la douane.

4. Le droit de timbre est perçu conformément à la loi sur les timbres en vigueur.

Cependant les navires allemands entrant dans ou sortant de plusieurs ports bulgares, après avoir payé une fois le timbre sur les manifestes généraux d'entrée ou de sortie dans le premier port, ne payeront qu'une taxe supplémentaire d'un franc sur les extraits de manifestes d'entrée et de 50 centimes sur les manifestes additionnels de sortie.

5. La taxe pour l'inspection des bestiaux ; les taxes (béglik) sur les moutons.

6. Les taxes sur les navires de commerce, fréquentant les ports de Bulgarie approuvées par la XXVI^e décision du Conseil des Ministres, prise dans la séance du 28 février 1904, protocole n° 21.

7. Les droits de magasinage, perçus conformément à l'article 64 de la loi bulgare sur les douanes.

8. Le droit de statistique :

a. 10 centimes par colis, à l'exception des envois postaux ;

b. 15 centimes les 1.000 kilogrammes des marchandises chargées en vrac ;

c. 10 centimes par tête de bétail.

9. Le droit de $1\frac{1}{2}$ p. 100 *ad valorem* sur les marchandises tant à l'importation qu'à l'exportation, conformément au règlement du 28 mars 1885, n° 61.

De même, il est entendu que des droits additionnels ou taxes accessoires, autres que ceux prévus ci-dessus, ne pourront être établis en Bulgarie sur les navires et marchandises que dans le seul but d'améliorer les ports et de favoriser l'exécution de certains travaux publics, destinés à faciliter le chargement ou le déchargement des marchandises, et cela dans les conditions, bien entendu, des lois et règlements spéciaux, publiés à ce sujet.

A l'article 22.

A l'égard de la procédure dans le cas où l'arbitrage a lieu d'après les deux premiers alinéas de l'article 22, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siègera dans le territoire de la Partie contractante défenderesse, au second cas dans le territoire de l'autre Partie contractante, et ainsi de suite alternativement dans l'un et dans l'autre territoire. La Partie, sur le territoire de laquelle siègera le tribunal, désignera le lieu du siège. Elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service, nécessaires pour le fonctionnement du tribunal.

Le tribunal sera présidé par le surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les Parties contractantes s'entendront, ou le cas échéant ou une fois pour toutes, sur la procédure du tribunal arbitral. A défaut d'une telle entente, la procédure sera réglée par le tribunal même. La procédure pourra se faire par écrit, si aucune des Parties contractantes ne soulève d'objection ; dans ce cas, la disposition de l'alinéa 1 peut être modifiée.

Pour la citation et l'audition des témoins et des experts, les autorités de chacune des Parties contractantes, sur la réquisition du tribunal arbitral à adresser au Gouvernement respectif, prêteront leur assistance de la même manière que sur les réquisitions des tribunaux civils du pays.

Les Parties contractantes s'entendront sur la répartition des frais, soit à l'occasion de chaque arbitrage, soit par une disposition applicable à tous les cas. A défaut d'entente, l'article 57 de la Convention de la Haye du 29 juillet 1899 sera appliqué.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent protocole qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les

Gouvernements respectifs, sans aucune ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du Traité auquel il se rapporte, et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Berlin, le 1^{er} août mil neuf cent cinq.

Signé : Général NIKYPHOROFF.

Signé : V. MÜHLBERG.

Prof. Georg A. DANAÏLOFF.

J. TCHACALOFF.

R. KOSSEFF.

**Échange de notes concernant l'entrée en franchise
d'objets ayant servi.**

Sophia, le 1/14 mai 1907.

MONSIEUR LE BARON,

Le paragraphe 6, numéro 4, de la loi allemande du tarif douanier, du 25 décembre 1902, accordant l'entrée en franchise de droits en Allemagne aux objets ayant servi, importés pour leur propre usage, par des personnes venant habiter en Allemagne, le Gouvernement Bulgare est également disposé à accorder la même franchise aux objets de ménage ayant déjà servi et faisant partie du mobilier des ressortissants de l'Empire Allemand qui vont s'établir en Bulgarie.

Il est bien étendu que cette concession n'est faite qu'à titre de réciprocité et qu'elle ne sera applicable qu'en tant que ladite disposition de la loi allemande restera en force vis-à-vis de la Bulgarie.

En Vous priant de porter ce qui précède à la connaissance de Votre Gouvernement, je saisis l'occasion pour vous offrir, Monsieur le Baron, l'assurance de ma très haute considération.

Stancioff.

Monsieur le Baron de Romberg, Consul Général d'Allemagne,
Sophia.

Sophia, le 23 mai 1907.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser sous la date du 1^{er}/14 de ce mois, N° 2810, Vous m'avez fait part que le Gouvernement Bulgare, tenant compte du fait que le § 6, numéro 4, de la loi allemande du tarif douanier, du 25 décembre 1902, accordait l'entrée en franchise de droits en Allemagne aux objets ayant servi, importés, pour leur propre usage, par des personnes venant habiter en Allemagne, le Gouvernement Bulgare était également disposé à

accorder la même franchise aux objets de ménage ayant déjà servi et faisant partie du mobilier des ressortissants de l'Empire Allemand qui vont s'établir en Bulgarie.

En même temps, Vous avez fait observer qu'il était bien entendu que cette concession n'était faite qu'à titre de réciprocité et qu'elle ne serait applicable qu'en tant que ladite disposition de la loi allemande resterait en force vis-à-vis de la Bulgarie.

Au nom de mon Gouvernement j'ai l'honneur de prendre acte de ces déclarations contenues dans Votre lettre précitée.

Je saisis l'occasion pour Vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Romberg.

A Son Excellence Monsieur le Dr. Stancioff, Ministre des
Affaires Etrangères et des Cultes.

en ville.

ALLEMAGNE — ESPAGNE

Échange de déclarations
prorogeant jusqu'au 30 juin 1907 le régime commercial
en vigueur entre l'Espagne et l'Allemagne.

I

Son Excellence l'Ambassadeur de l'Empire allemand à Madrid
à Son Excellence le Ministre d'Etat.

Madrid. le 24 décembre 1906.

Le soussigné, Ambassadeur d'Allemagne, a reçu mission de déclarer que le Gouvernement impérial modifie la dénonciation de l'accord du 12 février 1899 entre l'Allemagne et l'Espagne, formulée le 27 juin 1905 et prorogée par la déclaration du 27 juin 1906, de manière que ledit accord devra expirer le 30 juin 1907 au lieu du 31 décembre 1906.

En conséquence, jusqu'à cette date, dans chacun des deux Pays, les produits originaires de l'autre continueront à être traités, à l'importation, comme les produits de la nation la plus favorisée.

Signé : RADOWITZ.

Son Excellence le Ministre d'Etat
à Son Excellence l'Ambassadeur de l'Empire allemand.

Le soussigné, Ministre d'Etat, fait connaître, au nom du Gouvernement de S. M. le roi d'Espagne, qu'il est adhérent à la déclaration en

date de ce jour, par laquelle S. E. l'Ambassadeur d'Allemagne, au nom du Gouvernement impérial, modifie la dénonciation de l'accord du 12 février 1899 entre l'Allemagne et l'Espagne, formulée le 27 juin 1905 et prorogée par la déclaration du 27 juin 1905, de manière que ledit accord devra expirer le 30 juin 1907 au lieu du 31 décembre 1906.

En conséquence, jusqu'à cette date, dans chacun des deux Pays, les produits originaires de l'autre continueront à être traités, à l'importation, comme les produits de la nation la plus favorisée.

Signé : J. Pérez CABALLERO.

Échange de déclarations établissant le régime commercial provisoire entre l'Espagne et l'Allemagne jusqu'au 31 décembre 1906.

I

*Son Excellence l'Ambassadeur de l'Empire d'Allemagne à Madrid,
à Son Excellence le Sous-Secrétaire d'État.*

Madrid, 27 juin 1906.

Le soussigné, Ambassadeur d'Allemagne, sur les instructions du Gouvernement impérial, a l'honneur de déclarer que, pour se conformer aux désirs exprimés par le Gouvernement de Sa Majesté catholique et afin de gagner du temps pour arriver à un accord définitif sur un traité de commerce, le Gouvernement impérial modifie la dénonciation faite par lui, le 27 juin 1905, de l'accord du 2 février 1899 relatif aux relations commerciales entre l'Allemagne et l'Espagne, de manière que ledit accord expire le 31 décembre 1906 au lieu du 30 juin 1906.

Signé : RADOWITZ.

II

*Son Excellence le Sous-Secrétaire d'État,
à Son Excellence l'Ambassadeur de l'Empire d'Allemagne
à Madrid.*

Madrid, 27 juin 1906.

Le soussigné, Sous-Secrétaire d'État, dûment autorisé par le Gouvernement de Sa Majesté, a l'honneur d'accuser réception à Son Excellence l'Ambassadeur d'Allemagne, de la note que celui-ci lui a adressée à la date d'hier, et dans laquelle Son Excellence déclare et au nom du Gouvernement impérial que, se conformant au désir exprimé par le Gouvernement de Sa Majesté catholique de gagner du temps pour la

conclusion d'un traité définitif de commerce, le Gouvernement impérial modifie la dénonciation formulée le 27 juin 1905, de l'accord du 2 février 1899 relatif aux relations commerciales entre l'Espagne et l'Allemagne, de manière que ledit accord qui constitue un régime de faveur dont jouissent dès à présent les marchandises espagnoles en Allemagne, au lieu d'expirer le 30 du mois courant, est prorogé jusqu'au 31 décembre prochain.

En prenant acte de cette déclaration de Votre Excellence, le sous-signé à l'honneur de l'informer que le Gouvernement de Sa Majesté de son côté et, comme juste réciprocité, accorde aux marchandises allemandes importées en Espagne jusqu'à la date ci-dessus mentionnée du 31 décembre prochain, les avantages de la seconde colonne du tarif approuvé par décret royal du 23 courant ainsi que les faveurs résultant des conventions commerciales en vigueur avec les Pays-Bas et la Norvège.

Signé: E. DE OJEDA.

ALLEMAGNE — SUÈDE.

Traité de Commerce et de Navigation du 8 mai 1906,

ratifié le 23 juillet et entré en vigueur le 24 juillet 1906.

TRADUCTION FRANÇAISE (1)

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, au nom de l'Empire d'Allemagne, d'une part, et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, d'autre part, animés du désir de faciliter et de développer les relations économiques entre leurs deux États, ont décidé de conclure à cet effet un Traité de commerce et de navigation et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE :

M. Félix von MULLER, Ambassadeur d'Allemagne à Stockholm.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. Eric BIRGER TROLLE, Ministre des Affaires étrangères du Royaume de Suède ;

Le Comte L.-W.-A. DOUGLAS, ancien Ministre des Affaires étrangères ;

Et M. Per Axel Henrik CAVALLI, Membre de la Première Chambre du Parlement ;

(1) Textes originaux, voir page 137.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs trouvés en l'une et due forme, ont arrêté les articles suivants :

ART. 1^{er}. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Etat, sous réserve des exceptions que le présent Traité pourra contenir, des mêmes privilèges que les nationaux, des mêmes dispenses et des mêmes exemptions, en ce qui concerne le commerce, la navigation et toutes les branches de l'industrie.

Les ressortissants de l'une des deux Parties devront, au même titre que les ressortissants d'une puissance tierce quelconque, et pourvu que l'Etat duquel ils dépendent consente aux ressortissants de l'autre Etat contractant la même faculté, être autorisés à acquérir, à posséder des biens meubles et immeubles, à disposer de ceux-ci par vente, échange, don ou testament ou de toute autre manière, et à bénéficier d'héritages transmis par testament ou en vertu de la loi.

Sauf les exceptions contenues dans le présent Traité, les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes ne devront pas être soumis sur le territoire de l'autre, ni personnellement, ni en raison de leur exploitation commerciale ou industrielle, ni du fait de leurs propriétés mobilières ou immobilières, à des taxes, charges ou impositions, autres ou plus élevées que celles qui frappent les nationaux.

ART. 2. Les Parties contractantes s'engagent à examiner, de concert, la situation des ouvriers suédois en Allemagne et celle des ouvriers allemands en Suède en ce qui concerne les assurances ouvrières, afin d'assurer, par des dispositions appropriées, aux ouvriers de l'un des deux Etats établis sur le territoire de l'autre, un traitement leur offrant des avantages sensiblement équivalents.

Ces dispositions seront fixées, indépendamment de l'entrée en vigueur du présent Traité, et feront l'objet d'une Convention particulière.

ART. 3. Les Allemands en Suède et les Suédois en Allemagne auront la pleine et entière liberté d'administrer leurs affaires au même titre que les nationaux eux-mêmes, soit en personne, soit par l'entremise d'un fondé de pouvoirs de leur choix, sans être assujettis à payer à des intermédiaires, aux services desquels ils ne jugent pas utile de faire appel, aucune indemnité, ni sans être astreints à d'autres restrictions qu'à celles que prévoient les lois générales du pays.

Ils devront avoir libre accès devant les tribunaux, en vue de la défense de leurs droits, et à cet égard toutes les prérogatives des nationaux eux-mêmes leur seront reconnues. Il leur sera, notamment loisible de s'en remettre, pour toutes les affaires, à l'assistance des avoués, avocats et conseils agréés par les lois générales du pays.

ART. 4. Les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes qui sont établis sur le territoire de l'autre Partie, ou qui y ont leur résidence momentanée, ne peuvent être tenus d'accomplir, ni dans l'armée de terre, ni dans la marine, ni dans l'armée territoriale, ni dans un corps quelconque, de service personnel et ils ne peuvent être astreints à verser en échange de ce service aucune taxe quelle qu'elle soit.

Sous le rapport des prestations et réquisitions militaires, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes ne peuvent pas être assujettis à des exigences plus élevées que celles auxquelles les nationaux sont soumis, et ils ont droit à être dédommagés dans les mêmes proportions et suivant les mêmes bases que les nationaux eux-mêmes.

ART. 5. Les sociétés par actions et les autres sociétés commerciales, industrielles et financières, y compris les compagnies d'assurances qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes et ont été fondées en conformité avec la législation du pays, doivent être reconnues comme légales sur le territoire de l'autre et avoir notamment le droit de comparaître en justice soit comme plaignantes, soit comme défenderesses.

L'admission des sociétés énumérées au paragraphe 1^{er} à se livrer, sur le territoire de l'autre Etat contractant, à une exploitation industrielle ou commerciale, ainsi qu'à l'achat de biens immobiliers ou de propriétés d'autre nature, sera réglée d'après la législation en vigueur dans cet Etat. Toutefois les compagnies en question devront toujours bénéficier des franchises les plus étendues qui auront été concédées aux sociétés de même catégorie d'un Etat tiers, quel qu'il soit.

ART. 6. Les marchands, fabricants et industriels qui, par la présentation d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités de leur pays d'origine, justifient qu'ils acquittent dans l'Etat où ils ont leur résidence habituelle, les impôts et redevances fixés par la loi, auront le droit, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de voyageurs à leur service, de faire des achats dans l'autre pays, chez des négociants ou dans des locaux de vente publics, ou chez les personnes qui produisent ces marchandises, sauf les restrictions imposées aux nationaux eux-mêmes. Ils pourront aussi prendre des commandes chez les négociants, dans leurs bureaux commerciaux, ou chez les personnes dans l'exploitation industrielle desquelles les marchandises du genre offert trouvent leur emploi.

Les voyageurs de commerce allemands munis d'une carte de légitimation ne pourront être soumis pour l'exercice de leur profession en Suède à aucune taxe plus élevée que celles qu'acquittent les voyageurs de commerce de maisons suédoises établies à l'étranger ou les voyageurs de commerce de la nation la plus favorisée. Les voyageurs de commerce suédois pourvus d'une semblable carte ne pourront, d'autre part, être frappés, en Allemagne, de droits plus élevés que ceux exigés en Suède des voyageurs de commerce allemands.

Les voyageurs munis d'une carte de légitimation industrielle ont le droit d'avoir avec eux des échantillons ou des modèles, mais non des marchandises.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement les noms des autorités compétentes, de part et d'autre, pour la délivrance des cartes de légitimation industrielle, ainsi que le texte des règlements qu'auront à observer, dans l'exercice de leur profession, les titulaires de ces cartes.

Les articles soumis à des droits et servant d'échantillons ou de mo-

dèles, qui seront introduits dans l'un des deux pays par les voyageurs de commerce précités, seront exempts des droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, s'ils n'ont pas été versés dans le libre trafic, seront réexportés dans un délai de six mois, et que l'identité des articles introduits et réexportés ne pourra faire de doute. La réexportation sera autorisée par tous les bureaux douaniers sans distinction.

La réexportation des modèles et échantillons devra, dans les deux pays, être garantie, lors de l'importation, au moyen du dépôt du montant des droits de douane y afférents ou au moyen d'une caution.

Les signes de reconnaissance, tels que timbres, sceaux et plombs, qui sont officiellement apposés en vue de sauvegarder l'identité des modèles devront être réciproquement reconnus, de telle sorte que les signes inscrits par l'autorité douanière du pays d'exportation servent à établir l'identité des marchandises sur le territoire de l'autre Partie contractante. Au surplus, les deux administrations douanières pourront se servir de nouveaux signes de reconnaissance, si la nécessité s'en fait sentir.

ART. 7. Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à n'en-traver leurs relations commerciales réciproques par aucune prohibition d'importation, d'exportation ni de transit.

Des exceptions pourront toutefois être faites dans les cas suivants, sous la réserve qu'elles soient appliquées à tous les Etats à l'égard desquels se présentent des motifs analogues de les instituer :

1^o Relativement aux approvisionnements de guerre, dans des circonstances exceptionnelles ;

2^o Pour des raisons intéressant la sécurité publique ;

3^o Pour cause de salubrité publique, et en vue d'assurer la protection des animaux et des plantes utiles contre les maladies et les parasites ;

4^o Dans le but d'appliquer à des marchandises étrangères des inter-dictions ou des restrictions établies par la législation intérieure à l'égard de la production, du placement ou du trafic de marchandises indigènes de même nature.

ART. 8. Les produits du sol et de l'industrie de la Suède dénommés dans le tableau A ci-après seront admis en Allemagne aux conditions spécifiées dans ledit tableau.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Allemagne dénommés dans le tableau B ci-après seront admis en Suède aux conditions spécifiées dans ledit tableau.

ART. 9. Les taxes intérieures actuellement établies ou pouvant l'être dans l'avenir, sur le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes, soit au compte de l'Etat, soit au bénéfice des provinces, des communes ou des corporations, et portant sur la production, la préparation ou la consommation d'un produit quelconque, ne pourront sous aucun prétexte frapper les produits de l'autre Partie d'une manière plus élevée ou plus onéreuse que les produits de même nature du pays lui-même.

Aucune des deux Parties contractantes ne frappera, à l'importation, de droits nouveaux ou plus élevés, sous prétexte de taxation intérieure, des articles qui ne sont pas produits sur son propre territoire et qui se trouvent compris dans les tableaux annexés au présent Traité.

Si l'une des Parties contractantes estime nécessaire d'établir une nouvelle taxe intérieure, un droit d'accise ou une surtaxe sur un article compris dans l'un des tableaux annexés au présent Traité et faisant partie de la production ou de la fabrication nationale, l'article étranger de même nature devra pouvoir être aussitôt frappé à l'importation d'un accroissement de droit de douane équivalent.

ART. 10. En ce qui concerne le montant, la garantie et la perception des droits d'importation et d'exportation, ainsi qu'à l'égard du transit, des entrepôts douaniers, des taxes locales, des formalités douanières, du traitement en douane et du dédouanement, et relativement enfin aux droits intérieurs et aux accises de toutes sortes levés au bénéfice de l'Etat, d'une province, d'une commune ou d'une corporation, chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à faire bénéficier l'autre de toute disposition de faveur, de tout privilège et de toute réduction de droits qu'elle se trouvera déjà avoir consenti à une puissance tierce.

De même, chacune d'elles étendra aussitôt au bénéfice de l'autre, sans compensation et sans formalité, toute faveur et toute exemption qu'elle pourra, dans l'avenir, accorder à une puissance tierce.

ART. 11. Les dispositions de l'article 7, § 2, et de l'article 10 sur l'attribution du droit de la nation la plus favorisée ne s'appliquent pas :

1^o Aux mesures de faveur actuellement accordées ou pouvant l'être, dans l'avenir, à des Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic local dans les régions frontières, dans une zone qui ne dépasse pas 15 kilomètres de largeur, à compter à partir de la frontière ;

2^o Aux obligations qui résultent, pour l'une des deux Parties contractantes, des clauses d'une Union douanière déjà conclue ou pouvant, dans l'avenir, être conclue par elle avec un autre Etat.

En ce qui concerne l'Allemagne, elle ne pourra pas revendiquer au nom du principe de la nation la plus favorisée, les dispositions préférentielles reconnues par la Suède aux ressortissants norvégiens, aux sociétés commerciales industrielles ou financières de la Norvège et aux produits du sol et de l'industrie de la Norvège, ou pouvant l'être, dans l'avenir, aussi longtemps que ces dispositions n'auront pas été déclarées applicables aux ressortissants, aux sociétés ou aux produits de n'importe quel autre Etat.

ART. 12. Sur les lignes de chemins de fer, aucune différence ne devra être faite entre les habitants des territoires de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, tant en ce qui concerne les prix des transports que le temps et le mode des expéditions. En particulier, les envois de marchandises expédiés de Suède, à destination d'une station allemande ou transitant à travers l'Allemagne sur les lignes allemandes, ne devront pas acquitter de tarifs plus élevés que ceux qui sont

acquittés, tant par les marchandises allemandes que par les autres marchandises étrangères de même nature, dans la même direction et pour la même distance parcourue. Il en sera de même sur les lignes suédoises en ce qui concerne les envois de marchandises en provenance de l'Allemagne expédiés à destination d'une station suédoise, ou qui transitent à travers la Suède.

Les exceptions ne seront admises que s'il s'agit de transports à prix réduits effectués pour des motifs d'ordre public ou au bénéfice d'œuvres de bienfaisance.

ART. 13. Les navires allemands et leurs cargaisons, d'une part, devront être traités en Suède sur le même pied que les navires nationaux et leurs cargaisons. Il en sera de même en Allemagne pour les navires suédois et leurs cargaisons, sans que l'on ait, dans l'un ni dans l'autre cas, à tenir compte de l'origine ni de la destination des navires ni des marchandises.

Tout privilège et toute exemption concédés à cet égard par l'une des Hautes Parties contractantes à une Puissance tierce devront l'être au même moment, et sans condition, à l'autre Partie.

Une exception est faite, en ce qui concerne les précédentes dispositions, pour les faveurs particulières accordées actuellement ou pouvant l'être dans l'avenir, par l'un ou par l'autre des deux Etats contractants, aux produits de la pêche nationale.

Les clauses précédentes ont également leur effet, à l'égard du cabotage, avec cette réserve que chacune des deux Hautes Parties contractantes dispose d'un délai d'un an pour renoncer au bénéfice de leur application. Si l'une ou l'autre fait usage de cette faculté de congé, chacune d'elles pourra, après expiration du délai et à la condition de concéder à l'autre le même droit, revendiquer à son profit les avantages et les faveurs que celle-ci aura concédés ou concédera à une puissance tierce quelconque, en matière de cabotage.

ART. 14. La nationalité des navires devra, des deux parts, être reconnue sur la foi des documents et patentes remis dans les deux pays, par les autorités compétentes aux capitaines, armateurs ou propriétaires de navires.

Les certificats de jaugeage dressés par l'une des deux Parties contractantes devront être reconnus par l'autre, sur la base des conventions particulières à arrêter d'un commun accord par les deux Etats intéressés.

ART. 15. Les navires allemands qui font escale dans un port suédois et, inversement, les navires suédois qui font escale dans un port allemand soit pour y compléter leur cargaison, soit pour y opérer un déchargement partiel, seront autorisés, sous réserve de l'observation des règlements et des lois en vigueur dans le port étranger, à conserver à bord le reste de leur cargaison, destiné à un autre port du même pays ou d'un autre Etat, sans être tenus de payer, pour ce dernier lot de leur chargement, une taxe quelconque, en dehors des droits de surveillance qui, au surplus, ne pourront être perçus que d'après les

taux les plus bas prévus pour la navigation intérieure ou pour les navires de la nation la plus favorisée.

ART. 16. Devront être complètement exempts des droits de tonnage et des taxes d'expédition, dans les ports des deux Parties contractantes :

1^o Les navires d'une provenance quelconque, qui entrent ou sortent sur lest ;

2^o Les navires qui abordent un ou plusieurs ports de l'un des deux États contractants après avoir visité un port du même pays, et qui peuvent établir qu'ils ont déjà acquitté dans celui-ci les droits ci-dessus désignés ;

3^o Les navires qui, volontairement ou par nécessité, abordent avec leur cargaison dans un port et le quittent sans avoir fait une opération de commerce.

Cette exemption ne sera pas accordée en ce qui concerne les droits de phare, de bouée, de remorquage, de quarantaine et toutes autres redevances qui frappent le corps même du navire, lesquelles, pour les opérations utiles au commerce, devront être acquittées dans la même mesure par les navires nationaux et par ceux de la nation la plus favorisée.

Si le navire a été contraint par une force majeure d'entrer dans le port, on ne devra pas considérer comme opérations commerciales le déchargement et le rechargement des marchandises nécessités par la remise en état du navire, ni leur transport sur un autre navire, dans le cas où le premier ne pourrait plus tenir la mer, ni les dépenses indispensables, faites en vue d'approvisionner l'équipage, ni la vente des marchandises avariées, avec l'autorisation de l'administration des douanes.

ART. 17. Si un navire de l'une des deux Parties contractantes échoue ou fait naufrage sur une côte maritime appartenant à l'autre, le navire et la cargaison devront bénéficier des mêmes faveurs et exemptions que celles prévues par la législation du pays, au bénéfice des navires nationaux ou de ceux de la nation la plus favorisée. Le capitaine et l'équipage devront rencontrer, tant pour leurs personnes, que pour le navire et la cargaison, la même assistance que les nationaux.

Les Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises sauvées du naufrage ne doivent acquitter aucun droit de douane, excepté si elles passent dans la consommation intérieure.

ART. 18. S'il arrive que, sur le territoire de l'une des Parties contractantes, des marins ou toutes autres personnes de l'équipage d'un navire appartenant à l'autre Partie, désertent, les agents consulaires de ce dernier État peuvent procéder à leur arrestation et les faire reconduire soit à bord, soit dans le pays dont ils sont les ressortissants. A cet effet, ils doivent s'adresser par écrit aux fonctionnaires compétents, et établir par la présentation des pièces officielles, que les individus réclamés ont réellement fait partie de l'équipage désigné.

Dans l'accomplissement de cette tâche, les agents consulaires devront pouvoir compter sur toute l'assistance des fonctionnaires du pays sur le territoire duquel ils sont accrédités. Les réfractaires seront gardés à vue, sur la demande écrite des consuls et aux frais du consulat, jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les reconduire à bord de leurs navires respectifs ou dans leur patrie.

Toutefois, si de pareilles occasions ne devaient pas s'offrir dans un délai de deux mois, à dater du jour de l'arrestation, ou si les frais du maintien des réfractaires sous les verrous ne devaient pas être régulièrement payés, les prisonniers seraient rendus à la liberté et ne pourraient être de nouveau arrêtés du même chef.

Si le réfractaire avait commis à terre un délit quelconque, l'autorité judiciaire du lieu pourrait s'opposer à sa remise, jusqu'à ce que le tribunal ait statué sur son cas et jusqu'à ce que la peine ait été purgée.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux marins et aux autres personnes, qui sont ressortissants du pays sur le territoire duquel la désertion s'est produite.

ART. 19. Toutes les voies fluviales et les canaux artificiels compris sur le territoire des deux Hautes Parties contractantes devront être accessibles à tous les bâtiments de l'un et de l'autre Etat, aux mêmes conditions qu'à ceux de la nation la plus favorisée.

Les taxes perçues pour la navigation fluviale, sur les bateaux et les cargaisons, devront être équivalentes à celles perçues sur les navires nationaux et leurs cargaisons.

ART. 20. Les Hautes Parties contractantes se reconnaissent réciproquement le droit de nommer des consuls dans les ports et les places de commerce, l'une de l'autre, dans lesquels des consuls d'une nation tierce quelconque se trouvent déjà accrédités.

Les consuls de l'une des deux Parties contractantes devront jouir, sur le territoire de l'autre, des privilèges, exemptions et prérogatives dont bénéficie, ou dont peuvent être appelés à bénéficier les consuls d'une nation tierce. Toutefois ces privilèges, exemptions et prérogatives ne devront pas leur être impartis dans une mesure plus large qu'ils ne le sont, dans l'Etat qu'ils représentent, aux agents de l'Etat auprès duquel ils sont accrédités.

ART. 21. Le présent Traité s'applique également aux Etats ayant conclu, ou devant conclure dans l'avenir, une union douanière avec l'une des deux Hautes Parties contractantes.

ART. 22. Si une différence d'interprétation venait à se manifester entre les deux Parties contractantes au sujet du texte ou de l'application des tableaux annexés au présent Traité (tableaux A et B), ou sur l'application de la clause de la nation la plus favorisée, relativement aux effets pratiques des autres conventions en vigueur, ce conflit devrait être solutionné par voie d'arbitrage, si l'une ou l'autre des Parties contractantes venait à le demander.

Le tribunal d'arbitrage serait, en pareille occurrence, ainsi constitué, que chaque Partie désignerait comme arbitre l'un de ses ressortissants,

et que ceux-ci désigneraient, à leur tour, comme tiers arbitre, un ressortissant d'une tierce nation amie.

Les deux Parties contractantes se réservent de désigner à l'avance, pour une durée déterminée, la personne qui aurait, le cas échéant, à remplir la tâche de tiers arbitre.

Sous réserve d'un accord particulier, les Hautes Parties contractantes soumettront à la décision arbitrale des divergences de vues qui pourront se produire entre elles à l'occasion de l'interprétation ou de l'application d'autres dispositions que celles visées au premier paragraphe du présent article.

Sur la procédure à observer dans le cas où, sur la base du paragraphe 1, un règlement arbitral devrait avoir lieu, les deux Hautes Parties contractantes conviennent de ce qui suit :

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal siégera sur le territoire de la Partie défenderesse ; au second cas, sur le territoire de l'autre Partie, et ainsi de suite, à tour de rôle, sur l'un ou l'autre territoire. La Partie, sur le territoire de laquelle le tribunal devra se réunir, déterminera le siège de celui-ci ; il fournira les locaux, le personnel du secrétariat et le personnel de service dont le tribunal aura besoin. Le surarbitre sera le président du tribunal. Les décisions de celui-ci seront prises à la majorité.

Les Hautes Parties contractantes s'entendront, dans chaque cas particulier, ou une fois pour toutes, sur la procédure du tribunal arbitral. A défaut d'une telle entente, la procédure sera réglée par le tribunal lui-même. Cette procédure pourra être établie par écrit, si aucune des Parties ne s'y oppose. En ce cas il pourra être dérogé à la clause de l'alinéa précédent.

En ce qui concerne les citations devant le tribunal arbitral et l'exécution des requêtes de celui-ci, les autorités de chaque Partie contractante, sur la demande adressée par le tribunal au gouvernement intéressé, devront prêter la même assistance que dans le cas de réquisitions émanant des tribunaux civils nationaux.

Les Hautes Parties contractantes s'entendront, dans chaque cas particulier, ou une fois pour toutes, sur la répartition des frais. Faute d'un pareil accord, l'article 57 de la Convention de La Haye du 29 juillet 1899 sera appliqué.

ART. 23. Le présent traité demeurera en vigueur, à dater du jour qui suivra l'échange des ratifications, jusqu'au 31 décembre 1910.

A partir du moment où il sortira ses pleins effets, seront rapportés les traités conclus, en leur temps, par les royaumes de Suède et de Norvège, d'une part, et d'autre part par plusieurs Etats particuliers de l'empire d'Allemagne, pour le règlement des relations commerciales et le régime de la navigation, entre la Suède d'un côté et les Etats confédérés allemands intéressés, ainsi que l'empire d'Allemagne, de l'autre.

ART. 24. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition à Stockholm, le 8 mai 1906.

Pour l'Allemagne :

F. VON MÜLLER.

Pour la Suède :

ERIC TROLLE,

DOUGLAS.

H. CAVALLI.

TABLEAU A.

Droits à l'importation en Allemagne.

Le tarif général allemand auquel se réfèrent les chiffres du présent tableau est le tarif du 25 décembre 1902 adopté par le Reichstag.

Numéros du Tarif général allemand.	Désignation des marchandises	Bases	Droits en unités allemandes et françaises		
			(1) mk.	pf.	fr. c
ex 36	Champignons hachés, écossés, comprimés, séchés à l'air ou à l'étuve, cuits ou ayant subi une préparation simple quelconque.....	100 kilogr.	8 00	10 00	
ex 47	Airelles rouges, fraîches.....	»		exemples	exemples
	ex 74 et 76. Bois de construction et bois à ouvrir non dénommés au tarif général.				
	<i>Remarque aux n^{os} 75 et 76. — Les voliges rainées simplement à la scie doivent, comme des voliges simplement sciés, payer les droits d'après le n^o 76.</i>				
	Les bois d'équarrissage fendus, sciés en longueur ou apprêtés de toute autre manière (poutres, planches et similaires) qui sont seulement garnis de mortaises, de chevilles, d'entailles, de rainures ou de trous au foret, seront frappés d'après les dispositions conventionnelles des n ^{os} 75 et 76, de la surtaxe suivante :				
	Si la taxe est calculée d'après le poids, par 100 kilogrammes : 0 mk. 20 (0 fr. 25).				
	Si la taxe est calculée d'après le volume, par mètre cube.				
	Bois dur, 1 mk. 60 (2 francs) ; bois tendre, 1 mk. 20 (1 fr. 50).				

(1) Le mark qui se divise en 100 pfennigs vaut 1 fr. 25 au pair.

ex	76	Scié en longueur ou préparé d'autre manière, non raboté, tendre....	{ 100 kilogr. 0 72 0 90 ou mètre cube. 4 32 5 40
----	----	---	--

ex	80	Traverses de chemin de fer, travaillées à la hache, même sciées au plus sur un seul côté en longueur, non rabotées :	
----	----	--	--

		en bois tendre.....	{ 100 kilogr. 0 24 0 30 ou mètre cube. 1 44 1 80
--	--	---------------------	--

Remarque. — Les mêmes, passées à la vapeur, imprégnées ou soumises à un traitement chimique quelconque, sont frappées, sans surtaxe, des droits du n° 80.

ex	81	Blocs pour le pavage en bois.....	{ 100 kilogr. 0 72 0 90 ou mètre cube. 4 32 5 40
----	----	-----------------------------------	--

Remarque. — Les mêmes, passés à la vapeur, imprégnés ou soumis à un traitement chimique quelconque, sont frappés, sans surtaxe, des droits du n° 81.

ex	82	Moyeux, jantes, rayons de roue, et pièces de bois tendre manifestement préparées en vue de la fabrication de ces articles.....	{ 100 kilogr. 0 72 0 90 ou mètre cube. 4 32 5 40
----	----	--	--

ex	85	Bois pour cerclage (fendu pour cercles de tonneaux et autres), même arrondi :	
----	----	---	--

— écorcé, non raboté ; non écorcé et écorcé, raboté ou pourvu des entailles nécessaires à son utilisation immédiate comme cercles.....

100 kilogr.	3 00	3 75
-------------	------	------

Remarque aux n°s 84 et 85. — Un simple polissage de la face tranchée, exécuté à la plane, et nécessaire à la fabrication des brins d'osier pour vannerie ou des bois pour cerclage, n'est pas considéré comme rabotage.

87	Bois à brûler (bois empilé [bois de moule], souches à brûler, ramilles [même en fagots], éclats de bois, copeaux et autres déchets utilisables comme combustibles, racines), pomme de conifères ; bois et écorces utilisés dans la tannerie après le lessivage, même moulés ; mottes de tan.....	»	exempts	exempts
----	--	---	---------	---------

88	Charbon de bois, même pulvérisé ; briquettes de charbon de bois....	»	exempts	exempts
----	---	---	---------	---------

89	Farine de bois et laine de bois, même préparées pour des usages médicaux.....	100 kilogr.	0 40	0 50
----	---	-------------	------	------

96	Laïches, mêmes séchées, teintes ou tordues en cordes; roseaux de marais, bruts, non fendus; pailles de tourbes; feuillage, aiguille d'arbre, mousses et autres litières de toute sorte.....	»	exempts	exempts
ex 111	Gibier à poil, non vivant, même dépecé, non préparé.....	100 kilogr.	20 00	25 00
<i>Remarques</i> aux nos 115 à 117 du tarif général. — Les poissons (y compris les harengs) qui sont simplement saupoudrés de sel ou arrosés d'eau salée, en vue de leur conservation pendant le transport, sont traités comme poissons frais. Par contre, les poissons frais, vidés ou découpés, qui entrent dans la saumure, sont frappés du droit des poissons salés.				
ex 122	Écrevisses d'eau douce, vivantes ou simplement cuites.....	»	exemples	exemples
156	Cornes, bois de cerfs, os, cornillons, sabots, griffes, becs d'oiseaux, dents, bruts, même détaillés par coupes transversales; pièces teintes de bois de cerf destinés à servir de matières premières dans la fabrication des boutons et similaires; écailles (même avec perles) et coraux, bruts, même pulvérisés ou moulus; <i>kauris</i> , coquilles de tortues entières, piquants d'animaux, fanons de baleines et autres matières animales propres à être découpées, brutes.....	»	exempts	exempts
157	Intestins et estomacs de bestiaux, frais ou séchés, même salés, non destinés à la consommation; vessies d'animaux, sauf celles destinées à la préparation de l'ichtyocolle, fraîches ou séchées; baudruches, découpées; présure, même épaissie, non chargée en alcool.....	»	exempts	exempts
ex 161	Sang de bétail abattu, liquide ou séché; tendons, même séchés; fumier de provenance animale (vidanges et fumier d'écurie), même séché.....	»	exempts	exempts
191	Eau naturelle, autre que minérale, même distillée; glace brute, naturelle et artificielle.....	»	exemples	exemples

223	Argile, y compris la terre à porcelaine (kaolin) et glaise de toute sorte, même calcinés, moulus ou lavés; mortiers d'argile (chamotte) et de Dina.....	»	exempts	exempts
224	Terres colorantes (de même craie) brutes, ainsi que résidus et produits accessoires de l'industrie, utilisables aux mêmes fins: graphite, brut en pièces, moulu ou lavé.....	»	exemples	exemples
226	Terre siliceuse (d'infusoires) quartz ou sable de quartz; silex brut, même saisi ou moulu.....	»	exempts	exempts
227	Chaux (carbonate de), magnésie, dolomite, whithérite, strontianite, même calcinées; chaux calcinée, chaux éteinte, mortier de chaux, phosphate de chaux naturel.....	»	exempts	exempts
<i>Remarque</i> au n° 234 du tarif général. — Sous le n° 34 tombent aussi les pierres de tailles brutes ou simplement dégrossies. Seront considérées comme pierres simplement dégrossies les blocs simplement épincés ou roctés afin d'en enlever les parties inutiles en vue du transport.				
236	Autres terres et matières minérales brutes non dénommées ailleurs et non comprises dans d'autres articles, même passées au feu, lavées, moulues ou nettoyées, masses crayeuses (de craie, d'autres terres, de colle ou similaires) pour travaux de moulage.....	»	exemples	exemples
ex 243	Poix de toute sorte, à l'exception de la poix de houille; dépôt de poix (résidu de la préparation de la poix); résidus poisseux de la distillation des huiles minérales plus denses que l'eau; goudron de tourbe et de lignite; même dégut (goudron de bouleau).....	»	exempts	exempts
259	Graisses pour véhicules.....	100 kilogr.	6 00	7 50
271	Solution d'ammoniaque; esprit de sel ammoniac.....	»	exempts	exempts
289	Soude caustique, solide, hydrate de soude) ou liquide (lessive de soude); potasse caustique, solide			

	(hydrate de potasse) ou liquide (lessive de potasse).....	100 kilogr.	3 50	4 37
297	Vitriol de fer (vitriol vert; sulfate de fer), vitriol de zinc (vitriol blanc, sulfate de zinc).....	»	exempts	exempts
309	Acétate de chaux (chaux acide)....	100 kilogr.	0 50	0 62
	Acétates autres, non spécialement dénommés au tarif général, ainsi que l'huile d'acétone.....	»	exempts	exempts
337	Encre et poudre d'encre.....	100 kilogr.	4 00	5 00
349	Esprit de bois (alcool méthylique) brut; acétone brut.....	»	exempt	exempt
	<i>Remarque.</i> — Le n° 349 comprend l'esprit de bois dont la force, établie à 15° centigrades, avec un alcoomètre pour eau-de-vie divisé d'après le poids en 100 parties, ne s'élève pas à plus de 95 de ces parties.			
ex 350	Esprit de bois rectifié.....	100 kilogr.	8 00	10 00
378	Créosote de goudron de bois et de goudron de tourbe.....	»	exempts	exempts
ex 472-474.	— Fils simples de lin même mélangés avec du jute, mais à l'exclusion de tous autres textiles :			
ex 473	— à un seul bout, blanchis, teints imprimés :			
	— jusqu'au n° 20 anglais.....	100 kilogr.	13 00	16 25
	— au dessus du n° 20 jusqu'au n° 35 anglais.....	<i>Idem.</i>	16 00	20 00
	— au-dessus du n° 35 jusqu'au n° 75 anglais.....	<i>Idem.</i>	21 00	26 25
498	Tissus serrés en fils de textiles de la subdivision 5 D, même mêlés à des crins de chevaux, mais sans mélange de textiles d'origine ani- male ou de coton, ne rentrant pas sous les nos 486 à 491, façonnés (écrus, blanchis, teints, imprimés, tissés de diverses couleurs) :			
	— Damas.....	100 kilogr.	150 00	187 50
	— autres	<i>Idem.</i>	<div style="display: flex; align-items: center;"><div style="font-size: 3em; margin-right: 10px;">{</div><div><div>Droits des nos 492 et 493 du tarif général plus 10 marks.</div><div>Droits des nos 402 et 493 du tarif général plus 12 fr. 50.</div></div></div>	
ex 556	Chaussures de cuir de toute sorte, même de peaux recouvertes encore de poils, ou de peaux de poissons ou de reptiles :			

— avec autres semelles que semelles en bois :

— Pantoufles et chaussures de maison, quel que soit le poids.....

100 kilogr. 60 00 75 00

Remarque. — Doivent être considérées comme pantoufles et chaussures de maison, les chaussures qui n'ont ni cou-de-pied ni talon et ne sont pas disposées par ailleurs (par exemple par des lacets, des boutons à fermoir ou élastiques), à enfermer solidement le pied. Le taux conventionnel doit être appliqué également aux pantoufles et chaussures de maison avec contrefort en cuir, mais non pas à ceux à talons.

562 Gants tout ou partie de cuir (à l'exception de gants recouverts de fourrures ou fourrés à l'intérieur et des gants pour l'escrime, capitonnés, ces derniers devant être assimilés aux articles de selliers).....

Idem. 125 00 156

ex 577 Chaussures de caoutchouc, même en combinaison avec semelles d'autres matières :

— vernies.....

Idem. 80 00 100 00

ex 615-634. — Articles en bois :

615 Bois de construction et à ouvrer, raboté, entaillé, rayé, coupé, emboîté, fendu, en tant qu'il ne tombe pas sous des catégories ultérieurement spécifiées :

— brut :

Feuilles de placage obtenues par le branchage de feuilles de bois de peuplier ou d'aulne.....

Idem. 2 00 2 50

— autre, en tant qu'il n'est pas excepté dans la remarque des numéros 75 et 76.....

Idem. 3 25 4 06

— travaillé.....

Idem. 10 00 12 50

ex 624 Bobines, même peintes.....

Idem. 5 00 6 25

ex 625-626. — Meubles et parties de meubles, brut (non rembourrés), non garnis :

ex 625 — en bois tendre, brut.....

Idem. 4 50 5 62

ex 628-629. — Ouvrages de menuisiers, de tourneurs et de charrons, grossiers, ainsi qu'autres articles

	grossiers en bois non dénommés ci-dessus :		
ex 628	— Cadres de fenêtres, portes, marches d'escaliers ou parties des mêmes, bandes de bois profilées, bruts.....	100 kilogr.	4 00 5 00
	— Plaques brutes de bois tendre, complètement revêtues sur leurs deux côtés, en largeur, d'une couche de carton simple ou multiple, assujettie par un ciment ou une matière adhérente analogue (compoboard).....	<i>Idem.</i>	5 00 6 25
629	Ouvragés :		
	— Cadres de fenêtres, portes, marches d'escaliers ou parties des mêmes	<i>Idem.</i>	11 00 13 75
	— Autres	<i>Idem.</i>	10 00 12 50
ex 649-650.	— Effiloché (demi-pâte pour la préparation du papier et du carton), en bouillie ou compact, même blanchi ou coloré ou mélangé à des substances minérales, à la colle, etc. :		
	— de bois, de paille, de sparte ou d'autres fibres végétales :		
	— Pâte de bois (pâte mécanique de bois).....	<i>Idem.</i>	1 25 1 56
	— Pâte chimique de bois (cellulose) ; pâte de paille, de sparte et autres matières fibreuses.....	<i>Idem.</i>	1 25 1 56
ex 652	Cartons en tous genres avec enduit blanc ou de couleur, recouverts de papier collé, blanc ou de couleur, cartons pour peintres.....	<i>Idem.</i>	10 00 12 50
655	Papier ne rentrant pas dans le n° 654 du tarif général.....	<i>Idem.</i>	3 00 3 75
	Autre papier ne rentrant pas dans les autres numéros du tarif général, y compris le papier-carton, même réglé, parcheminé ou grainé.....	<i>Idem.</i>	6 00 7 50

Remarque aux nos 654 et 655. — Sont traités comme papier d'emballage, sans distinction de la matière dont le papier en question est fait, tous les papiers

impropres à être employés comme papier d'impression, papier à lettres, papier brouillard ou papier à dessiner, notamment l'espèce des papiers servant à faire des cornets, ainsi que les espèces reconnaissables comme papier à envelopper, emballer, en général plus ou moins collé. Les papiers de cette sorte sont tarifés au taux de 3 marks les 100 kilogrammes, s'ils sont lisses ou polis des deux côtés, colorés dans leur épaisseur ou portent imprimés des modes d'emploi, des réclames relatives à des marchandises, des spécimens et autres impressions de ce genre. Les papiers avec couche en textile n'appartiennent pas à l'espèce des papiers d'emballage. Pour distinguer le papier d'emballage des cartons, le rapport de la surface au poids joue dans les cas douteux un rôle déterminant en ce sens, que ne doivent être traités comme papiers d'emballage que les papiers dont 1 mètre carré pèse moins de 350 grammes. Sont exclus de la taxation comme papiers de soie, tous les papiers dont le poids par mètre carré dépasse 30 grammes.

667 Papier à lettres, cartes-lettres et enveloppes de papier à lettres, dans des contenants en papier, en carton ou en bois (papeterie):

— dans des contenants recouverts (en tout ou en partie) ou agrémentés de cuir ou d'articles de fils tout ou partie soie.....	100 kilogr.	35 00	43 75
— dans des contenants d'un autre genre:			
— en papier ou en carton....	<i>Idem.</i>	12 00	15 00
— en bois	<i>Idem.</i>	15 00	18 75

Remarque. — N'entrent pas en ligne de compte dans la tarification les rubans en fils de toute espèce, qui nouent le papier à lettres, les cartes-lettres et les enveloppes, ainsi que ceux qui agrémentent de façon modérée les contenants eux-mêmes.

681 Pierres à paver..... » exemples exemples

Remarque sur le n° 682 du tarif général. — Les plaques de granit, fendues, brutes et simplement équarries, présentant plus de 16 centimètres d'épaisseur sont admises en franchise.

ex 685-686. — Ouvrages de tailleur de pierre non émeulés, non aplanis, même avec adjonction de

	bois ou de fer, non laqués, non polis :			
ex 685	— de façon rudimentaire, non profilés, non tournés, non ornementés, en granit :			
	— Bordures pour trottoirs, simplement travaillées sur deux côtés en longueur et aux deux têtes; mais pour le reste, brutes et simplement équarries....	100 kilogr.	0 25	0 31
	— Autres ouvrages.....	Idem.	0 50	0 62
<p><i>Remarques.</i> — 1° Sont considérés comme ouvrages de tailleurs de pierre, d'un travail simple, non profilé, dans le sens du n° 685, les rebords de fenêtres, les parties de corniches et autres pierres pour la construction et pierres de taille, avec ou sans arêtes ou avec des surfaces de travail, unies ou incurvées, dans la mesure où le travail, surtout celui qui s'opère sur les surfaces incurvées, est visiblement déterminé par la destination technique de la pierre.</p> <p>2° Les degrés de granit doivent être tarifés suivant le n° 685, même lorsqu'ils sont munis, en vue de l'agrandissement de la marche, d'un renflement simple, non moulé.</p>				
693	Meules, même avec adjonction de cercles de fer ou d'enveloppes métalliques	»	exemples	exemples
ex 694	Pierres à polir et à émeuler, tout ou partie en carborindon.....	100 kilogr.	12 00	15 00
ex 713-714	Briques creuses; briques trouées et dalles perforées, rugueuses ou lisses.....	Idem.	0 15	0 187
	— Briques moulées, rugueuses ou lisses.....	Idem.	0 20	0 25
ex 716	Briques de Hollande de tout genre, non vernissées.....	Idem.	0 20	0 25
ex 719	Tuyaux en argile, vernissés ou non; drains.....		exempls	exempls
724	Briques réfractaires de toute espèce (briques de Chamotte, de dinas et autres briques de quartz, briques de bauxyte ou de magnésie, briques carbonées pour le revêtement réfractaire des fours), vernissées ou non :			
	— rectangulaires, le poids net			

	par unité étant inférieur à 5 kilogrammes.....	100 kilogr.	0 35	0 43
	— rectangulaires, le poids net par unité étant égal ou supérieur à 5 kilogrammes; non rectangulaires, quel que soit le poids de l'unité.....	<i>Idem.</i>	0 50	0 62
ex 728	Dalles en argile ou en pâte argileuse frittée, lisses, non vernissées, et ornées de dessins par la fusion de diverses masses argileuses.....	<i>Idem.</i>	3 00	3 75
<p><i>Remarque.</i> — Les dalles de l'espèce désignée ci-dessus doivent être traitées en cas d'épaisseur de plus de 1 1/2 centimètre, comme dalles de carrelage et exceptées de la tarification comme dalles pour revêtement de murs suivant le n° 729 du tarif général.</p> <p><i>Remarques</i> sur la classe 14 du tarif général.</p> <p>Contrairement aux pierres meulières et aux briques de Hollande, ne doivent être considérées comme plaques pour pavage et dallage en argile, que les masses en argile, à coupes rectangulaires, dans lesquelles la longueur aussi bien que la largeur égalent au moins le quintuple de l'épaisseur.</p> <p>Ce signe caractéristique sert aussi à distinguer les plaques réfractaires des pierres réfractaires.</p> <p>2. Les articles en argile qui sont obtenus en pressant ensemble des masses d'argile de différentes couleurs, mais ne sont pourtant pas revêtus d'ornements sur la face, ne sont pas traités comme multicolores, mais comme unicolores.</p>				
ex 763	Verre non mentionné ailleurs, moulé, estampé, égrisé, poli, adouci, coupé, gravé au mordant, décoré; verre filé et laine de verre:			
	— non coloré, non opaque.....	<i>Idem.</i>	12 00	15 00
ex 777-843.	— Fer et alliage du fer.			
<p><i>Remarque</i> au n° 784 du tarif général.</p> <p>— On entend par ronds de fonte, des bâtons laminés, non ajustés, de 30 à 110 millimètres d'épaisseur, avec des formes transversales diverses, le plus souvent en carré, en losange ou aplaties, avec des arêtes plus ou moins arrondies.</p>				
785	Fer malléable en barres (laminé forgé ou étiré) même façonné; feuillard:			
	— ne dépassant pas 12 centimètres de longueur, pour la refonte.....	<i>Idem.</i>	1 00	1 25

— avec des dessins ou ornements			
au laminage.....	100 kilogr.	5 00	6 25
autre.....	<i>Idem.</i>	2 50	3 12
ex 786-787. — Tôle :			
786 — brute, nette de toutes pailles, parée au marteau, dressée, vernissée, d'une épaisseur :			
— de plus de 1 millimètre...	<i>Idem.</i>	3 00	3 25
— de 1 millimètre ou moins.	<i>Idem.</i>	4 50	5 62
<i>Remarque.</i> — Tombe sous le n° 786 également, la tôle dressée ayant reçu au laminoir une surface uniformément lisse, brillante, légèrement miroitante, mais sans avoir subi de travail ultérieur.			
787 — adoucie, laquée, polie, brunie ou oxydée par un autre pro- cédé artificiel, même recou- verte d'une couche miroitante d'oxyde, d'une épaisseur :			
— de plus de 1 millimètre.....	<i>Idem.</i>	5 00	6 25
— de 1 millimètre ou moins..	<i>Idem.</i>	5 50	6 87
<i>Remarque</i> sur le n° 791 du tarif général. — Tombent sous le n° 791 également les fils de fer qui, par l'action du tirage ou du laminage, ont pris, une apparence brillante, ainsi que les fils qui, par suite d'une application de solutions de sel decuivre, présentent après le tirage, une mince couche de cuivre.			
<i>Remarque</i> sur les nos 791-792 du tarif général. — On entend par « fil de fer » le fer tiré ou laminé, qui ne présente pas, sans égard à la forme de la coupe, de dimension supérieure à 5 millimètres. On comprend également sous ce chef le fer laminé ou tiré, tordu sous forme de faisceaux, d'anneaux ou similaires. Toutefois, le fer laminé ou tiré, tordu sous forme d'anneaux, de faisceaux ou similaires, doit être tarifé comme « fer feuillard ou spaté » si sa largeur dépasse 10 millimètres, et comme tôle, si sa largeur dépasse 25 centimètres.			
ex 792 Fil de fer laminé ou tiré, y compris le fil façonné, étamé, d'une épaisseur de 5 à 22 millimètres...	<i>Idem.</i>	4 75	5 93
ex 794 Tuyaux ne rentrant pas sous le n° 793 du tarif général, laminés ou tirés, bruts, d'une épaisseur de parois de moins de 2 millimètres.....	<i>Idem.</i>	10 00	12 50
798-Fonte malléable, pièces forgées, et			
799 autres marchandises en fer mal- léable, non mentionnées ailleurs.			

798	— brutes, pour un poids net par unité :			
	— de plus de 150 kilogrammes. 100 kilogr.	3 50	4 37	
	— de plus de 100 kilogrammes jusqu'à 150 kilogrammes..	<i>Idem.</i>	3 75	4 68
	— de plus de 25 kilogrammes jusqu'à 100 kilogrammes..	<i>Idem.</i>	4 50	5 62
	— de 3 kilogrammes jusqu'à 25 kilogrammes.....	<i>Idem.</i>	6 00	7 50
	— de 3 kilogrammes ou au-dessous.....	<i>Idem.</i>	6 00	7 50
799	— ouvrées, pour un poids net par unité :			
	— de plus de 150 kilogrammes.	<i>Idem.</i>	5 50	6 87
	— de plus de 100 kilogrammes jusqu'à 150 kilogrammes..	<i>Idem.</i>	6 00	7 50
	— de plus de 25 kilogrammes jusqu'à 100 kilogrammes..	<i>Idem.</i>	7 00	8 75
	— de plus de 3 kilogrammes jusqu'à 25 kilogrammes..	<i>Idem.</i>	10 00	12 50
	— de 3 kilogrammes au moins.	<i>Idem.</i>	13 00	16 25
808	Bêches, pelles, pioches à fers larges, poêles à frire, pelles à charbon, cuillers de fusion, garnitures de foyer, sacs et versoirs de charrues,	<i>Idem.</i>	4 50	5 62
ex 813	Fermoirs, fers à rabot.....	<i>Idem.</i>	20 00	25 00
	Couteaux mécaniques.....	<i>Idem.</i>	18 00	22 50
ex 816	Râteaux à cheval pour un poids net par unité de 3 kilogrammes et au-dessus	<i>Idem.</i>	6 00	7 50
ex 820	Fers à cheval, bruts.....	<i>Idem.</i>	3 00	3 75
ex 824	Ressorts pour voitures, y compris ceux pour wagons :			
	— bruts ou taillés seulement au bout des lames et aux arêtes latérales ; ressorts de buttoirs.	<i>Idem.</i>	3 00	
825	Câbles en fils de fer d'au moins 5 millimètres d'épaisseur.....	<i>Idem.</i>	5 00	6 25
	Clous à ferrer ; clous grossiers non travaillés d'au moins 7 centimètres de longueur. forgés ou pressés, à quatre arêtes et irrégulièrement émoussés à l'extrémité.....	<i>Idem.</i>	6 00	7 50
	Autres câbles, fils de fer pourvus de pointes, fils tressés, tissu métallique ; broches en fils métalliques,			

paniers en fils métalliques, fers à chaussures, vis et écrous de 13 millimètres de pointe au maximum; crochets non dénommés ailleurs au tarif général; poignées de caisses et de cercueils; goupilles, boucles (à l'exception des boucles pour la parure); pointes pour rosettes; ressorts en fils métalliques; agrafes et œillères; clous non saillants, non dénommés ailleurs au tarif général, même avec têtes en métal commun autre ou en alliage de métaux communs..... 100 kilogr. 8 00 10 00

836 Coutellerie fine (couteaux fins, ciseaux fins à deux lames, armes blanches et similaires); perles et boucles de parure, en tant qu'elles ne rentrent pas dans le n° 887; dés à coudre, tire-bouchons, casse-noisettes, billes d'acier, boutons (même en tôle) et autres articles fins en fer, non dénommés ailleurs au tarif général:

— bruts.....	<i>Idem.</i>	15 00	18 75
— travaillés	<i>Idem.</i>	24 00	30 00

Remarque — Sont exceptées de la tarification comme marchandises de fer fin, suivant le n° 736, les marchandises spécialement dénommées dans les autres numéros de la classe 17 A du tarif général, même quand ces marchandises sont finement ouvrées.

Remarques sur le groupe 17 a du tarif général. — 1. Pour les articles en fer, une couche grossière d'huile ou de goudron, ainsi que le passage au graphite ne sont pas considérées comme façon.

2. Le fer en barres, le fil de fer, la tôle, les tuyaux et autres marchandises en fer, qui sont recouvertes, par un procédé mécanique, de cuivre, d'alliage, de cuivre, de nickel ou d'aluminium ou nickelées par un procédé chimique, subissent, dans la mesure où il n'est pas intervenu de dispositions spéciales, une surtaxe de 50 p. 100. S'il existe pour les objets susnommés, à l'état poli ou, en général, à l'état ouvré, des taxes particulières, ces dernières sont rattachées pour bases de calcul des droits.

875 Toile métallique en tous genres pour les usages industriels et particulièrement pour la fabrication du papier sans fin ou en rouleaux ou en pièces, en fils métalliques, même avec application à l'intérieur de fils textiles; cylindres pour première impression (égoutteurs) unis ou côtelés, avec ou sans filigranes.....	100 kilogr.	18 00	22 50
879 Articles en cuivre, tombac ou laiton, vernis colorés ou nickelés, en tant qu'ils ne rentrent pas dans les objets de parures, finement travaillés, etc., du n° 887, ou ne sont pas soumis, par suite de leur combinaison avec d'autres matières, à des droits plus élevés...			
— Montures nickelées et anses en feuilles de laiton pour porte-cigares, porte cartes, portemonnaie, réticules, sacoches et articles de pochetiers analogues.....	<i>Idem.</i>	50 00	62 50
— Autres articles appartenant à cette catégorie.....	<i>Idem.</i>	60 00	75 00
ex 906 Machine pour l'extraction de la crème, de tous systèmes (centrifuges, séparateurs, radiateurs et similaires) :			
— pour un poids net, par machine :			
— de 40 kilogrammes ou au-dessous.....	<i>Idem.</i>	10 00	12 50
— de plus de 40 kilogrammes jusqu'à 100 kilogrammes..	<i>Idem.</i>	10 00	12 50
— de plus de 100 kilogrammes jusqu'à 200 kilogrammes..	<i>Idem.</i>	9 00	11 25
— de plus de 200 kilogrammes jusqu'à 400 kilogrammes..	<i>Idem.</i>	8 00	10 00
— de plus de 400 kilogrammes jusqu'à 500 kilogrammes..	<i>Idem.</i>	7 00	8 75
<i>Remarque.</i> — On entend par « radiateurs » les machines à écrémer, dans lesquelles la production du beurre n'est pas séparée de l'opération de l'écémage.			

TABLEAU B.

Droits à l'importation en Suède.

Le tarif général suédois, auquel se réfère le présent tableau, est le tarif douanier du 1^{er} juillet 1904.

Numéros du Tarif général suédois.	Désignation des marchandises	Bases.	Droits et Unités suédoises et françaises.	
			couronnes (1)	fr. c.
6	Albums pour timbres, ainsi que parties s'y rattachant manifestement.	Kilogr.	1 00	1 39
	Albums pour cartes, ainsi que parties manifestes des mêmes.....	<i>Idem.</i>	1 50	2 09
	Autres albums et leurs parties.....	<i>Idem.</i>	2 00	2 78
16	Produits pharmaceutiques, c'est-à-dire tous les produits non-dénommés au tarif, simples ou composés, importés par des gérants de pharmacies, ou bien importés comme produits de laboratoire pour usage scientifique, après avis du Collège de santé, de l'Académie des sciences ou de la Faculté universitaire compétente, ou bien importés, après vérification du Collège commerce, par les fabricants ayant justifié qu'ils en ont besoin pour l'exercice de leur industrie.	»	exempts.	exempts.
18	Amiante non ouvré et articles en amiante.....	»	exempts.	exempts.
20	Boîtes et coffrets.			
	<i>Remarque.</i> — Quand il y aura lieu d'examiner le point de savoir si les boîtes et les coffrets doivent tomber sous le n° 20, comme étant faits de diverses matières, on ne tiendra pas compte des fermetures (petites serrures avec clefs y afférentes, écussons et similaires).			
	Rubans :			
22	— de velours de soie ou entièrement en soie	Kilogr.	6 00	8 34
23	— de demi-soie.....	<i>Idem.</i>	2 50	3 47

(1) La couronne qui se divise en 100 öres vaut environ 1 fr. 39.

24 — autres, y compris même les rubans élastiques en soie, combinés avec du caoutchouc ou autres matières similaires.	Kilogr.	1 75	432
<i>Remarques</i> sur les n ^{os} 22, 23, 703 et 704. — Les tissus de soie de l'espèce désignée dans ces numéros comprenant jusqu'à 15 p. 100 d'autres fils seront taxés comme soie pure. Seront taxés comme tissus de demi-soie tous les autres tissus dans lesquels il entre de la soie; il n'est toutefois pas tenu compte de la soie en fil qui entre en composition avec une autre matière filée et qui ne l'accompagne pas dans toute sa longueur. Le velours, la panne et la peluche seront taxés comme tissus de soie pure quand l'endroit se compose de soie, bien que l'envers soit en tissu d'autre espèce. La soie artificielle est tarifée de la même manière que la soie naturelle.			
35 Bijouterie autre que la bijouterie en or ou en argent, simple ou combinée, telle que: bracelets, boutons de manchettes et de chemises, épingles de cravate, chaînes, croix, bagues, cachets, boucles, portemousquetons. etc.....	<i>Idem.</i>	2 00	2 78
76 Fleurs artificielles en tissu, papier, paille, plumes et matières similaires.....	<i>Idem.</i>	15 00	21 00
50 Crayons de toute sorte.....	<i>Idem.</i>	0 35	0 49
<i>Remarque.</i> — Y compris les crayons de couleur avec monture en bois.			
53 Encre pour écrire, y compris les récipients.....	<i>Idem.</i>	0 08	0 10
55 Matrices pour caractères d'imprimerie et caractères.....	<i>Idem.</i>	0 25	0 35
Articles de broserie, autres qu'en fibres, herbes, racines et autres matières végétales, excepté les pinceaux, brosses de maçons et de peintres, de toute sorte:			
— avec monture autre que celle en bois non poli ou peint ou en fer..	<i>Idem.</i>	1 20	1 67
62 Enveloppes de lettres et sacs en papier.....	<i>Idem.</i>	0 30	0 42
<i>Remarque.</i> — Le papier à lettres, les cartes-lettres et enveloppes, en contenant de papier, de carton ou de bois, mais non combiné avec d'autres matières, sont tarifés au taux de 0 cour. 25 par kilogramme. Les petits rubans en			

tissus de toute sorte, au moyen desquels le papier à lettres, les cartes-lettres et les enveloppes sont maintenus, ainsi que les petits rubans ou les fermoirs servant à assujettir le couvercle ou à fermer les récipients, n'entrent pas en ligne de compte pour la tarification. Il en est de même des séparations et encadrements qui peuvent, le cas échéant, être pratiqués à l'intérieur des boîtes, pour mettre à part les différentes grandeurs ou catégories de papier à lettres, de cartes ou d'enveloppes.

Broderies non dénommées ailleurs au tarif général, finies ou seulement commencées :

- 64 — Bandes brodées en tissu de coton autre que tulle ou en tissu de lin, même avec travail de couture autre, et tissus brodés similaires, visiblement destinés à être découpés en bandes..... Kilogr. 5 50 7 70

— Bandes autres, ne rentrant pas sous le n° 63 du tarif général, même droit que la matière ou l'étoffe, sur laquelle la broderie est exécutée et acquittent une surtaxe de 100 p. 100.

- 82 Livres en langues étrangères, imprimés ou en caractères en relief, pour aveugles..... » exempts exempts

Remarque aux nos 81 et 82 du tarif général. — Rentrant aussi dans cette catégorie les livres illustrés et coloriés pour enfants, avec texte explicatif (en prose ou en vers).

- ex 87 Celluloïde, ouvrée, à l'exception des touches de piano, des manches de couteau et de la matière première pour ces usages ; non combinée à d'autres matières..... Kilogr. 0 80 1 11
- ex 88 Ciment, y compris les récipients, à l'exception du ciment pour scories de fer..... 100 kilogr. 0 60 0 83
- 99 Electromètres..... 100 cour. 10 00 13 90
- 100 Lampes électriques à incandescence Kilogr. 1 50 2 09
- 101 Machines électriques : dynamos, électromoteurs et transformateurs, ainsi que leurs parties détachées. 100 cour. 15 00 21 00
- 107 Etuis avec ou sans accessoires, en matières combinées ou non énon-

cées au tarif général comme ouvrées :

- revêtus entièrement ou partiellement de cuir ou de tissu quelconque, ou ornés de l'une ou de l'autre de ces matières ou combinés à de la cellulose ou à des matières à moules similaires.....
- autres.....

Kilogr.	2 00	2 78
<i>Idem.</i>	1 50	2 09

Remarque. — Quand il y aura lieu d'établir si un étui tombe sous l'article 107, comme fabriqué en matières combinées, on ne tiendra pas compte de la nature du fermoir (petites serrures avec clefs y afférentes, écussons et autres).

- | | | | |
|--|--------------|----------|----------|
| 110 Vernis, sauf laque à l'alcool | <i>Idem.</i> | 0 30 | 0 42 |
| ex 140 Oies vivantes..... | » | exemples | exemples |
| 142 Couleurs et principes colorants : alizarine, aniline et autres couleurs dérivées du goudron..... | » | exemples | exemples |

Remarque sur les nos 142 et 145. — Les matières colorantes dérivées du goudron sont exemptes de droits, même si elles renferment de minimes quantités de matières telles que l'acide acétique, l'acétine, les sulfates, etc. (à l'exclusion toutefois de l'alcool) n'ayant, par leur mélange, d'autre objet que d'adoucir ou de fixer le ton, ou de prévenir la chute du coloris dans le bain, ou enfin de prêter à la couleur telles qualités qui la rendent plus appropriée à un emploi.

- | | | | |
|--|---------|---------|---------|
| 145 Encres pour lithographie, typographie et gravure sur cuivre..... | Kilogr. | 0 07 | 0 09 |
| 144 Indigo, extrait d'indigo, carmin d'indigo et cochenille..... | » | exempts | exempts |

Remarque. — L'indigo synthétique, sec ou en pâte sera traité comme l'indigo naturel. (Cf. la remarque au n° 142).

- | | | | |
|------------------------|---|--------|--------|
| 149 Blanc de zinc..... | » | exempt | exempt |
|------------------------|---|--------|--------|

Remarque. — Le lithopon est compris sous le présent article.

- | | | | |
|--|---|----------|----------|
| 150 Autres sortes, non dénommées ailleurs au tarif général, non préparées..... | » | exemples | exemples |
| 156 Acide tannique..... | » | exempt | exempt |

Fils :

— de laine de toutes sortes, simples :

- | | | | |
|--|--------------|------|------|
| 157 — non teints ni blanchis..... | Kilogr. | 0 20 | 0 27 |
| 158 — teints, blanchis ou imprimés.... | <i>Idem.</i> | 0 35 | 0 49 |

— doublés ou à plusieurs brins :			
159	— non teints ni blanchis.....	Kilogr.	0 25 0 35
160	— teints, blanchis ou imprimés, ainsi que le fil dit « brillant »...	<i>Idem.</i>	0 40 0 60
— de lin et de chanvre, simples :			
161	— non teints ni blanchis.....	<i>Idem.</i>	0 20 0 27
162	— teints, blanchis ou imprimés....	<i>Idem.</i>	0 40 0 60
— à voiles et ficelles :			
169	— non teints ni blanchis.....	<i>Idem.</i>	0 20 0 27
Gypse :			
173	— calciné et moulu, y compris les récipients.....	100 kilogr.	0 40 0 60
Verre :			
— à vitres et à miroirs étamés :			
184	— jusqu'à 50 centimètres carrés de surface.....	Kilogr.	0 30 0 42
185	— de plus grandes dimensions...	<i>Idem.</i>	0 50 0 70
186	Plaques sèches pour photographie, verres dits <i>sensibilisés</i> , y compris les boîtes et les papiers.....	<i>Idem.</i>	0 30 0 42
187	Autres sortes, non dénommées ail- leurs au tarif général, ainsi que carafes et flacons moulés ou taillés	<i>Idem.</i>	0 60 0 83
ex 194	Riz glacé.....	100 kilogr.	6 50 9 04
198	Ouvrages de tréfilerie d'or : aiguil- lettes, cannetille, paillettes, galons, franges, tresses, et autres non spé- cialement dénommés au tarif gé- néral, fins ou faux.....	Kilogr.	9 00 12 60
<i>Remarque.</i> — Les articles de la caté- gorie désignée au n° 198, qui contiennent des fils ou du tissu d'or, jusqu'à un maximum de 15 p. 100 du poids total de la marchandise, ne doivent pas être traités comme articles de tréfilerie d'or, d'après le n° 198, mais tarifés suivant leur texture essentielle.			
205	Gants de peau de toutes sortes.....	<i>Idem.</i>	6 00 8 34
Peaux et cuirs, excepté fourrures, préparés :			
219	— Cuirs pour semelles et secondes semelles.....	<i>Idem.</i>	0 40 0 60
220	— Autres sortes.....	<i>Idem.</i>	0 65 0 91
226	Houblon.....	<i>Idem.</i>	0 10 0 14
230	Crins de cheval.....	<i>Idem.</i>	0 20 0 27

Remarque. — Y compris les crins
frisés.

Instruments :

239 — chirurgicaux, de mathématiques, de physique, de chimie; instruments pour la navigation, de toutes sortes, non dénommés ailleurs au tarif général..... 100 cour. 10 00 13 90

240 — d'optique, non dénommés ailleurs au tarif général, y compris les télescopes, les lunettes, ainsi que les verres d'optique montés, de toutes sortes Kilogr. 2 00 2 78

— Baromètres, manomètres et thermomètres *Idem.* 1 00 1 39

— De musique :

— pianos-forte, même usagés :

241 — droits et carrés..... Pièce. 150 00 208 50

242 — à queue..... *Idem.* 200 00 278 00

245 — Accordéons et leurs pièces détachées..... Kilogr. 0 50 0 70

246 — Autres sortes, même pièces détachées et accessoires importés isolément, non dénommés ailleurs au tarif général..... 100 cour. 15 00 21 00

Wagons de chemins de fer et de tramways à chevaux, même tenders.....

100 cour. 15 00 21 00

Remarque. — Sont comprises sous cet article les voitures à moteurs.

Potasse :

263 — Carbonate et bicarbonate de potasse » exempts exempts

265 — Nitrate de potasse..... » exempt exempt

Caoutchouc ou gomme élastique, vulcanisé ou non, ainsi que gutta-percha :

— ouvré :

— en plaques laminées :

— d'un millimètre d'épaisseur, ou plus, avec ou sans étoffe intercalée..... » exempt exempt

ex 284 Fils et tubes en caoutchouc dur ou ébonite..... » exempts exempts

285 Autres sortes, non dénommées ailleurs au tarif général, y compris la chaussure de caoutchouc et la gomme en gaines de bois..... Kilogr. 1 20 1 67

Préparations chimiques industrielles

- non dénommées ailleurs au tarif général :
- 288 — Chlorure d'or, chlorure d'or et de potassium, chlorure d'or et de sodium, chloro-platinate de potassium et chlorure de platine..... Kilogr. 0 08 0 11
- 289 — autres sortes, à l'exception des articles dénommés au n° 287 du tarif général 100 cour. 15 00 21 00
- infra 295 — Vêtements non dénommés ailleurs au tarif général :

— Effets d'habillements en toile ou en coton, ainsi que parties des mêmes; articles cousus de toutes sortes pour l'usage domestique, tels que linge de table, serviettes de toilette, draps de lit, oreillers, rideaux et similaires: ornés de broderies, seront frappés, en plus du droit sur l'étoffe, d'une surtaxe de 100 p. 100 sur la matière dont le vêtement est essentiellement fait.

Remarque. — Si le travail de couture subi par les effets d'habillement en toile ou en coton, ou leurs éléments, ou les articles cousus pour l'usage domestique, n'a consisté qu'en une bordure ou un encadrement, la surtaxe établie sur le droit de l'étoffe ne s'élèvera qu'à 10 p. 100.

Vêtements et autres effets d'habillement en étoffes autres que la toile ou le coton, et parties de mêmes :

— ornés de broderies, de franges, de passementeries, de dentelles, de blondes ou de doublures, sujettes à un droit plus élevé que celui qui frappe l'étoffe dont le vêtement est essentiellement fait, seront l'objet d'une surtaxe de 100 p. 100 sur le droit fixé pour l'étoffe.

Remarque. — 1° Pour les vêtements c'est l'étoffe superficielle qui sera prise pour base de la tarification. S'il existe de la difficulté à déterminer la matière essentielle de celle-ci, on prendra pour base l'élément constitutif pour lequel est prévu le droit le plus élevé.

2° Les effets d'habillement en celluloïde seront frappés, sans surtaxe, du droit inscrit pour la « celluloïde ouvrée » au n° 87 du tarif général.

Effets d'habillement, confectionnés à l'aide d'articles tricotés à la main ou au métier, ou d'articles de bonneterie en général, sans ornements accessoires ou avec de simples parements d'usage courant, seront traités, sans surtaxe, comme les bas ou les articles de bonneterie. On considérera comme parements d'usage courant les boutons, les lisières, les courroies, les lacets, les bandes, les houppes ou glands ordinaires et similaires :

Boutons non dénommés ailleurs au tarif général :

- 299 — en matières combinées ou non inscrites au tarif comme ouvrées, à l'exception des boutons dans la confection desquels entre de la soie.....

Kilogr. 1 00 1 39

Autres sortes, à l'exception de ceux dans la confection desquels entre de la soie, seront tarifées selon la matière dont le bouton est essentiellement fait.

Remarque. — Les boutons dont le chas seul est constitué d'une manière différente seront frappés des mêmes droits que la matière dont ils sont essentiellement faits.

- 317 Vannerie, à l'exception des articles faits en branches non écorcées et en copeaux grossiers.....

Idem. 1 00 1 39

- 348 Jouets de toutes sortes, quelle que soit la matière, et parties détachées des mêmes.....

Idem. 1 20 1 67

Remarque. — Y compris les accessoires pour arbres de Noël, à moins que, par leur nature, ils ne bénéficient d'une tarification inférieure.

Articles en argile, non dénommés au tarif général :

- 352 — Plaques réfractaires, ainsi que plaques dites de *façade*, et dalles pour trottoirs.....

100 kilogr. 0 20 0 27

Plaques pour carrelage et parois de murailles d'une épaisseur inférieure à 3 centimètres, ainsi qu'ornements d'architecture :

- 354 — non vernissées, d'une seule couleur.....

Idem. 2 00 2 78

Articles en porcelaine véritable :

358 — blanche ou d'une seule couleur.. Kilogr. 0 30 0 42

359 — dorée, argentée, peinte ou imprimée..... Idem. 0 60 0 83

Autres articles en argile, non dénommés au tarif, tels que carreaux ou similaires pour l'ornementation des poêles, articles de poterie, en terra-cotta, terralithe et majolique ; la porcelaine dite d'*imitation* et la faïence de toutes sortes :

360 — blancs ou d'une seule couleur... Idem. 0 10 0 14

361 — dorés, argentés, peints ou imprimés Idem. 0 16 0 22

Remarque aux nos 357 à 361. — Les articles en argile, essentiellement blancs, ou d'une seule couleur, revêtus d'une marque, d'un nom de fabrique ou d'une désignation gravée indiquant leur contenance, ne sont pas, de ce fait, considérés comme articles peints ou imprimés.

Ouvrages de lithographie et de photographie, ainsi que gravures sur cuivre, sur acier ou sur bois, avec ou sans impression de couleur ; chromolithographies, quelle que soit la matière sur laquelle elles sont appliquées :

368 — non encadrés, ne faisant pas partie d'ouvrages imprimés et n'étant pas importés avec lesdits ouvrages..... Idem. 0 50 0 70

Remarque aux nos 367 et 368 du tarif général. — Les articles énumérés sous les nos 367 et 368 du tarif tombent également sous le coup de ces articles si le carton ou le papier sur lequel les travaux sont exécutés, est laqué, bronzé, doré ou argenté.

373 Magnésie et sels de magnésie » exempts exempts

378 Machines, outils et instruments, ou parties des mêmes, non dénommés au tarif général..... 100 cour. 10 00 13 90

ex 380 Nattes en fibres de cocos..... Kilogr. 0 07 0 10

Métaux et travaux en métal non dénommés ailleurs au tarif général :

— *a.* Plomb :

— ouvré :

ex 383 — Plaques..... » exempts exempts

— *b.* Or :

391 — Travaux en or, à l'exception
des fils, même avec enchâsse-
ment de pierres, de perles ou
d'ornements similaires..... Kilogr. 15 00 21 00

— *c.* Fer et acier :

— Poutres, fer à cornières et
autres fers dits *façonnés* à
l'exception des rails de che-
mins de fer ;

ex 395 — pesant 60 kilogrammes ou
plus par mètre de lon-
gueur..... » exempts exempts

396 — pesant moins de 20 kilo-
grammes par mètre de
longueur..... 100 kilogr. 2 50 3 47

Plaques laminées ou forgées et
feuilles de tôle, même découpées,
courbées, perforées ou pourvues
de bords recourbées :

— non dégrossies, ni polies, ni
recouvertes d'un autre métal
ou d'un enduit quelconque :

399 — de 3 millimètres d'épais-
seur, ou plus..... *Idem.* 3 00 4 17

400 — de moins de 3 millimètres
d'épaisseur..... *Idem.* 4 00 5 56

406 Tuyaux et parties de tuyaux, forgés,
laminés ou étirés..... *Idem.* 4 00 5 56

Fils :

407 — de 1 millim. 5 de diamètre ou
plus..... *Idem.* 4 00 5 56

408 — d'un diamètre moindre..... *Idem.* 8 00 11 12

Ouvrages en fil de fer :

— Les cordages, y compris le fil
pour les clôtures, les treillages
métalliques pour clôtures et les
autres tissus en fil de fer, sont
frappés du double du droit indi-
qué pour le fil de fer, dont ils
sont fabriqués..... » » »

Autres articles en fer ou en acier,
non dénommés ailleurs au tarif
général et ne pouvant être
compris dans le matériel des
chemins de fer, ni parmi les
instruments et outils :

427 — nickelés, polis, bronzés, émail-
lés ou laqués..... Kilogr. 0 50 0 70

- 428 — Autres sortes, à l'exception des articles dorés ou argentés. Kilogr. 0 20 0 27

Remarques. — 1° Si un article, rentrant dans les ouvrages en fer ou en acier, autres, non dénommés au tarif général, pèse, dans la forme sous laquelle il est importé, plus de 20 kilogrammes par pièce, il ne payera, pour le surplus du poids, que 4 öres par kilogrammes.

2° Rentrent sous le n° 428 les constructions en fer pour armatures de ponts, à moins qu'elles ne tombent pour la surface ouvrée, sous le n° 427.

3° En ce qui concerne les ouvrages en fer ou en acier, un enduit simple à l'huile ou au goudron, ou un revêtement de graphite, reste sans effet sur la tarification.

- d. Cuivre et ses alliages avec le zinc, l'étain ou d'autres métaux communs, tels que le laiton, le bronze, le métal anglais et le faux argent :

— ouvré :

— Fils :

- 440 — entourés de plomb ou renforcés avec du fer, même combinés avec une autre matière, tels que câbles de transmission électrique recouverts de plomb ou renforcés avec du fer..... » Exempts Exempts
- 441 — isolés par un autre procédé, ainsi que câbles de transmission électrique, autres, à moins que ces articles ne tombent sous les n^{os} 436 à 439 du tarif général..... 100 cour. 10 00 13 90
- 442 — autres sortes, sauf celles qui tombent sous les n^{os} 436 à 439 du tarif général..... Kilogr. 0 10 0 14

Remarques. — Les tissus sont frappés du double du droit appliqué aux fils dont ils sont faits.

Autres ouvrages, non dénommés au tarif général :

- 444 — nickelés, vernis, laqués ou revêtus d'un autre enduit, à l'exception des ouvrages dorés ou argentés..... Kilogr. 0 75 1 04
- 445 Autres sortes, à l'exception des articles dorés ou argentés..... *Idem.* 0 50 0 70

g. Argent :

450	— Ouvrages en argent, même dorés et avec enchâssement de pierres précieuses, de perles et similaires, à l'exception des plaques et fils.....	Kilogr.	15 00	21 00
-----	--	---------	-------	-------

i. Zinc ouvré :

ex 458	— plaques		exemples	exemples
466	Musique, non reliée	»	exempte	exempte

Remarque aux Nos 465 et 466 du tarif général. — La musique n'est considérée comme reliée que si le couvercle de la reliure est pourvue d'un dos mobile.

Soude :

477	— Carbonate et bicarbonate de soude	»	exempts	exempts
481	— Sulfite, bisulfite et hyposulfite de soude.....	»	exempts	exempts

488 Aiguilles en matière autre que l'or et l'argent, à moins qu'elles ne rentrent parmi les articles de bijouterie :

	— Aiguilles à coudre et aiguilles pour machines à coudre	<i>Idem.</i>	0 30	0 42
	— Autres	<i>Idem.</i>	0 40	0 60

ex 498	Huile de palme et huile de noix de cocos, en fûts de toutes dimensions.....	»	exemples	exemples
--------	---	---	----------	----------

Huiles volatiles, végétales, non dénommées au tarif général, y compris les récipients :

500	— en récipients de 1 kilogramme de poids brut ou d'un poids supérieur.....	Kilogr.	2 00	2 78
-----	--	---------	------	------

507	Carton autre que carton pour doublage, pour presses et pour toitures.....	<i>Idem.</i>	0 05	0 07
-----	---	--------------	------	------

Articles en carton, papier ou papier mâché non dénommés ailleurs au au tarif général :

508	— non laqués.....	<i>Idem.</i>	0 50	0 70
-----	-------------------	--------------	------	------

Remarques. — Y compris les cols, manchettes et devants de chemises en papier, même revêtus sur l'une de leurs faces, ou sur les deux, d'une étoffe de coton, blanche, de couleur ou imprimée, sans coutures proprement dites ; on ne considérera pas en effet, comme couture véritable, une imitation de couture obtenue par une pression artificielle.

509 — laqués, bronzés, dorés ou argentés.....	Kilogr.	1 50	2 09
Papiers :			
512 — dorés, argentés ou plaqués d'un métal autre, ou colorés autrement que dans la masse, y compris aussi le papier dit <i>glacé</i> , enduit d'une couleur blanche, ainsi que le papier dans la composition duquel entre un tissu de coton ou de lin.....	<i>Idem.</i>	0 20	0 27
513 — Autres sortes non dénommées ailleurs au tarif général, y compris le papier réglé.....	<i>Idem.</i>	0 10	0 14
515 Papier de tenture et bordures	<i>Idem.</i>	0 25	0 35
Parties de parapluies et d'ombrelles :			
519 — montures assemblées	<i>Idem.</i>	0 80	1 11
520 — cannes, manifestement destinées à la confection des ombrelles ou des parapluies	<i>Idem.</i>	0 25	0 35
528 Fourneaux de pipes, avec ou sans ornements, excepté ceux en écume de mer véritable ou d'imitation ..	<i>Idem.</i>	0 80	1 11
539 Sous-mains de bureaux, à l'exception de ceux en soie ou demi-soie.	<i>Idem.</i>	1 20	1 67
<i>Remarque.</i> — Rentrent sous ce numéro les étuis à cigarettes, les portefeuilles, les pochettes, les bourses et porte-monnaies, à moins que ces articles ne soient confectionnés en métaux précieux.			
ex 540 Pommes de terre fraîches, du 1 ^{er} août au 14 février	»	exemples	exemples
543 Nacre, ouvrée, à l'exception des manches de couteau et de la matière destinée à leur fabrication..	Kilogr.	2 00	2 78
547 Courroies en cuir, assemblées par la couture, ou le rivage, ou de toute autre manière, ainsi que celles, non dénommées ailleurs au tarif général, qui paraissent manifestement destinées à servir de courroies de transmission pour machines	100 cour.	10 00	13 90
557 Articles de sellerie, non dénommés ailleurs au tarif général, avec ou sans garnitures	Kilogr.	1 20	1 67
560 Sel de cuisine, de toute nature.....	»	exempt	exempt

561 Acide chlorhydrique	»	exempt	exempt
infra 566 Châles de toute grandeur et mouchoirs autres :			
— tissés (même régime que <i>Tissus</i>).			
<i>Remarque.</i> — Les châles ornés de franges cousues ou nouées rentrent dans la catégorie <i>Confections</i> . Seuls les châles pourvus de simples lisérés sont tarifés d'après les dispositions prévues sous le titre <i>Confections</i> , pour les effets d'habillement en lin ou en coton ne présentant d'autre travail de couture qu'un ourlet ou un encadrement.			
— tricotés, faits au crochet ou au métier de bonneterie (même régime que <i>Bonneterie</i>)			
574 Soie, teinte ou blanchie	Kilogr.	2 00	2 78
Chaussures non dénommées ailleurs au tarif général :			
578 — en maroquin, en cuir de Cordoue, ou en cuir teint, pressé ou laqué	<i>Idem.</i>	5 00	7 00
580 — Autres sortes, ne tombant pas sous les n ^{os} 576, 577 ou 579 du tarif général	<i>Idem.</i>	2 00	2 78
<i>Remarque</i> au N ^o 581 du tarif général. — Sous le n ^o 581 rentrent les tables d'ardoise avec encadrement ordinaire en bois.			
584 Ouvrages d'artisans, produits des industries à domicile et objets manufacturés non dénommés au tarif général acquittent les droits de la matière principalement employée à leur fabrication ; au cas où cette matière ne pourrait être déterminée avec certitude ils payent	100 cour.	15 00	21 00
Articles de passementerie, tels que franges, bordures et aiguillettes, tresses, lacets et similaires, non dénommés ailleurs au tarif général :			
589 — en soie ou demi-soie	Kilogr.	9 00	12 60
590 — Autres sortes, y compris celles en soie combinée avec du caoutchouc ou des matières analogues	<i>Idem.</i>	3 00	4 17
Céréales :			
— non moulues :			

ex 596	— Seigle, froment, orge, pois, haricots.....	100 kilogr.	3 70.	5 25
597	— Avoine et vesce.....	»	exemples	exemples
600	— Farine et gruau, de toutes sortes.	100 kilogr.	6 50	9 04
601	— Asperges, y compris les récipients .	Kilogr.	0 20	0 27
	Dentelles et blondes :			
605	— en soie, avec ou sans mélange d'autres matières.....	Kilogr.	12 00	16 66
606	— Autres sortes.....	Idem.	4 00	5 56
619	Bas et autres ouvrages confectionnés sur le métier de bonneterie, tricotés ou crochetés, non dénommés ailleurs au tarif général, à l'exception de ceux en soie ou demi-soie.....	Idem.	1 75	2 43
	<i>Remarque</i> aux Nos 618 et 619 du tarif général. — Y compris les articles en tricot.			
625	Hyperphosphates.....	100 kilogr.	0 25	0 35
630	Machines à coudre et machines à tricoter, ou leurs parties, non dénommées ailleurs au tarif général.....	100 cour.	10 00	13 90
infra 634	Sacs vides, excepté les sacs manifestement usés ou usagés (Régime de la matière dont ils sont faits, avec une surtaxe de 10 p. 100)...			
651	Fils retors de coton	Kilogr.	0 40.	0 60
	Articles en bois :			
ex 655	— Bois pour caisses à cigares, d'une épaisseur de 7 millimètres au moins, excepté les bois de sapin ou de pin.....	Idem.	0 10	0 14
658	— Ouvrages des tourneurs et des sculpteurs sur bois, non dénommés ailleurs au tarif général	Idem.	1 00	1 39
	<i>Remarque.</i> — Si le poids de la pièce dépasse 2 kilogrammes, le surplus acquitte le droit établi pour l'ébénisterie.			
	Ebénisterie, ainsi que articles en bois autres, plus ou moins ouvrés, non dénommés ailleurs au tarif général :			
663	— en bois d'orme, de frêne, de bouleau, de hêtre, de chêne, ou de toutes autres essences indigènes, non dénommées			

	ailleurs au tarif général, massif ou plaqué ; ainsi qu'ouvrages revêtus d'une pâte céramique, sans peinture ni autre vernis.....	Kilogr.	0 30	0 42
664	— en bois de poirier ou de noyer commun, ainsi qu'en bois d'acajou, de jacaranda et autres essences exotiques, massif ou plaqué ; ainsi qu'ouvrages ornés de dorures vraies ou d'imitation, ou revêtus d'une masse colorée ou dorée.....	Idem.	0 60	0 83
666	Savons parfumés, et autres en pains moulés, boules ou formes, ainsi que savons dits <i>translucides</i> , (préparés à l'alcool, même non parfumés).....	Idem.	1 00	1 39
	Horloges et pendules, en boîtiers ; même boîtiers séparés :			
ex 677	— en métal	Idem.	0 75	1 04
678	— en bois ou autre matière, sauf l'albâtre ou la porcelaine.....	Idem.	0 80	1 11
679	Mécanismes séparés ou montés pour horloges ou pendules, ainsi que parties de mécanismes, non dénommées ailleurs au tarif général.	Idem.	1 00	1 39
682	Ouate non gommée ni collée, y compris celle destinée à des usages médicaux	»	exempte	exempte
ex 683	Voitures d'enfants ; motocycles et voitures automobiles, sauf celles destinées à se mouvoir sur des rails	100 cour.	15 00	20 85
687	Mitaines, excepté celles en soie ou mi-partie en soie.....	Kilogr.	1 75	2 43
693	Bicyclettes, finies.....	Pièce.	25 00	34 75

Remarque au N° 695 du tarif général. — Les réductions consenties à des États tiers pour la taxation douanière des vins de toute sorte, et spécialement des vins rouges, doivent être appliquées aux vins blancs allemands, aussi longtemps qu'elles n'auront pas été rapportées.

Remarque au N° 697 du tarif général. — Le droit par litre sur les vins blancs non mousseux en bouteille ne doit pas dépasser de plus de 0 couronne 35 le droit par kilogramme établi sur les vins blancs en fûts.

701	Cartes de visite et cartes d'adresses, ainsi que les cartes dites <i>de félicitation</i> , ainsi que cartes destinées au collage de photographies, menus et similaires.....	Kilogr.	0 50	0 70
-----	---	---------	------	------

Remarque. — L'impression ou la gravure en caractères d'or ou d'argent sur les cartes dont la tarification est soumise au n° 701, ne donne lieu à aucune modification des droits.

Tissus :

703	— entièrement en soie, y compris les tissus d'or et d'argent.....	<i>Idem.</i>	6 00	8 34
-----	---	--------------	------	------

704	— demi-soie.....	<i>Idem.</i>	2 50	3 47
-----	------------------	--------------	------	------

Remarque. — Voir remarque aux N°s 22 et 23.

— en laine, coton, ou plus ou moins mélagés de lin, de coton ou d'autres matières, excepté la soie :

705	— pour presses, et feutre sans fin pour machines, à l'usage des fabriques industrielles.....	<i>Idem.</i>	0 25	0 35
-----	--	--------------	------	------

706	Tapis de toute sorte, y compris feutres foulés (non tissés).....	<i>Idem.</i>	0 60	0 83
-----	--	--------------	------	------

707	— Autres sortes.....	<i>Idem.</i>	1 75	2 43
-----	----------------------	--------------	------	------

Remarque aux N°s 706 et 707. — En ce qui concerne les tapis et les couvertures, le simple piquage des bords, fait en vue d'empêcher l'effilochage, n'entraîne pas la tarification comme *Articles cousus*, et ne donne lieu à aucune surtaxe.

— de lin, de chanvre et d'autres textiles végétaux non dénommées ailleurs au tarif général, avec ou sans mélange de coton ou de jute :

708	— ni blanchis ni teints.....	<i>Idem.</i>	0 25	0 35
-----	------------------------------	--------------	------	------

709	— autres sortes.....	<i>Idem.</i>	0 40	0 60
-----	----------------------	--------------	------	------

a. unis, doubles, ainsi que les tissus croisés dont toute la surface est unie (sans motifs ni façonnage), excepté le satin et les étoffes satinées :

710	— présentant de 25 à 35 fils de chaîne et de trame par centimètre carré.....	<i>Idem.</i>	0 45	0 67
-----	--	--------------	------	------

711	— présentant de 35 à 50 fils de chaîne et de trame par centimètre carré.....	<i>Idem.</i>	1 00	1 39
-----	--	--------------	------	------

715 d.	Autres sortes à l'exception de celles qui rentrent sous les numéros précédents du tarif général	Kilogr.	1 50	2 08
	— en coton :			
722	— Tissus entièrement ou partiellement transparents, tels que la gaze, l'étamine, à l'exception du tulle ; ainsi que tissus compacts doubles, qui présentent un minimum de 80 fils de chaîne et de trame par centimètre carré, soit d'une manière continue, soit par places.....	Idem.	1 75	2 43
	<i>Remarque.</i> — Par tissus transparents, il convient d'entendre ceux dans lesquels l'intervalle entre les fils est au moins aussi grand que l'épaisseur d'un fil.			
	— Autres sortes ne rentrant pas sous les numéros précédents du tarif général :			
724	— blanchis ou teints	Idem.	0 90	1 26
725	— imprimés ou cylindrés...	Idem.	1 10	1 53
	— Imperméables :			
ex 732	— nattes de linoléum	Idem.	0 25	0 35
733	— Autres sortes ne rentrant pas sous les numéros antérieurs du tarif général.....	Idem.	0 60	0 83
	Elastiques, présentant des fils de caoutchouc ou de matières similaires (même régime que <i>Rubans</i> , autres sortes)			
734	Plantes vivantes, de toutes sortes...	Idem.	0 07	0 10
	<i>Remarque.</i> — Pour les plantes dont le poids dépasse 10 kilogrammes, l'excédent de poids n'acquitte qu'un droit de 3 öres par kilogramme.			
735	Machines à vapeur non dénommées ailleurs au tarif général, et chaudières à vapeur.....	100 cour.	10 00	13 90
740	Articles non dénommés ailleurs au tarif général, plus ou moins ouvragés.....	Idem.	15 00	20 85
	<i>Remarques sur le tarif général :</i>			
	1. On comprendra parmi les articles			

polis, ceux qui ne laissent voir, sur tout ou partie de leur surface, aucune trace de la lime ou du polissoir.

2. Les cartes d'échantillons et les échantillons sous forme de coupures, qui ne peuvent être employés à aucun autre usage, sont admis en franchise.

Protocole final.

A l'occasion de la signature du Traité de commerce et de navigation entre l'Empire d'Allemagne et la Suède, effectuée le présent jour, les Plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes ont inscrit dans le Protocole ci-dessous les remarques et éclaircissements sur lesquels ils sont tombés d'accord :

A annexer aux articles 1, 3 et 6 :

La disposition contenue dans le premier alinéa de l'article 1^{er} ne doit empêcher aucune des Parties contractantes de prescrire que les ressortissants de l'autre Partie aient à se pourvoir de l'autorisation du Gouvernement, au même titre que les étrangers des autres pays, au cas où ils veulent se livrer à la pratique d'un commerce ou d'une industrie. Il demeure également loisible à chacune des Parties de faire dépendre, pour les ressortissants de l'autre, ainsi que pour tous les étrangers en général, la licence commerciale ou industrielle, du dépôt d'une garantie pécuniaire équivalente au montant supputé des taxes à déboursier.

Les Parties contractantes admettent en outre, d'un commun accord, que le présent Traité ne restreint, en aucune manière, par ses diverses dispositions, le droit dont dispose chacune d'elles d'interdire, dans un cas particulier, le séjour sur son territoire à un ressortissant de l'autre, soit en vertu d'un arrêt judiciaire, soit pour des motifs intéressant la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat, soit pour des considérations de police, en particulier en ce qui concerne la police des indigents, l'hygiène publique et la police des mœurs.

Enfin, les Hautes Parties contractantes décident, après échange de vues, que les dispositions des articles 1, 3 et 6 ne s'appliquent en aucune manière aux colporteurs et autres personnes dont la profession est ambulante. Elles estiment qu'il y a lieu de traiter cette catégorie d'artisans sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée qui exercent le même métier.

Relativement à l'article 6 :

La taxe perçue en Suède sur les voyageurs de commerce allemands, en échange de la licence spécifiée au paragraphe 1^{er} de l'article 6, ne doit pas se monter à plus de 100 couronnes pour une durée de trente jours, et si l'activité commerciale du voyageur se poursuit pendant plus de trente jours sans interruption, la taxe ne doit pas être de plus

de 50 couronnes pour une durée de quinze jours s'ajoutant immédiatement à la première période.

Les voyageurs de commerce allemands en Suède doivent être astreints à présenter, aux fins de visa, à l'autorité de police compétente à cet effet, dans la première localité où s'exerce leur activité, la patente qui leur a été délivrée contre paiement de la taxe. Cette formalité une fois remplie, il leur suffit de porter avec eux ce document à fournir, le cas échéant, comme légitimation et ils ne sont pas tenus de le faire revêtir d'aucun nouveau visa, lors de leurs visites dans les différentes places commerciales suédoises.

Sous réserve des dispositions prévues à l'égard des échantillons importés par les voyageurs de commerce, l'exemption des droits d'entrée et de sortie est également consentie en faveur des marchandises régulièrement sujettes au droit, importées comme échantillons d'Allemagne en Suède ou de Suède en Allemagne.

Les voyageurs de commerce allemands sont autorisés à voyager en Suède avec des échantillons non poinçonnés de métaux précieux. Ils sont tenus de réexporter ces échantillons dans un délai de six mois, et ils doivent fournir caution de l'exécution de cet engagement. Le montant de la caution ne doit pas dépasser, pour les articles en argent, le double, et pour les articles en or le quintuple du droit de douane. La perte de la caution n'exclut pas la possibilité d'une poursuite judiciaire, sous le chef de contravention aux règlements en vigueur, relativement au commerce des métaux précieux.

Relativement à l'article 7 :

En prévision du nouveau règlement, actuellement élaboré en Suède, concernant le régime des marchandises renfermant de l'arsenic, les principes suivants auront à être observés sur le territoire de cet État :

L'interdiction du trafic des marchandises renfermant de l'arsenic doit être limitée à celles dont la teneur en arsenic dépasse une proportion maximum dont le chiffre sera ultérieurement précisé. Pour la détermination de ce maximum, on ne se réglera que sur des considérations d'hygiène. La seule présence d'une molécule d'arsenic ne suffira pas à justifier l'interdiction.

La recherche de la teneur en arsenic ne pourra être opérée que par un expert spécialement qualifié. Si le propriétaire de la marchandise n'est pas satisfait de l'avis émis par cet expert, il aura le droit de rechercher l'opinion d'un autre expert du même ordre. Si les deux avis ne concordent pas, on en appellera à l'appréciation d'un institut technique officiellement qualifié. Le verdict de ce dernier sera sans appel.

Relativement à l'article 8 :

I. — TABLEAUX A ET B.

DROITS D'ENTRÉE DANS LES DEUX ÉTATS.

Toutes les fois que les tableaux A et B annexés au texte du présent Traité font dépendre le droit à percevoir sur une certaine marchandise

du montant de celui perçu sur une autre marchandise, et que, dans le calcul de celui-ci interviennent plusieurs taux établis, pour la même position du tarif, soit par le tarif général lui-même, soit par des conventions particulières conclues avec d'autres États, on prendra pour base de l'évaluation du droit en question le plus bas des taux entrant en ligne de compte et applicables à l'autre Partie contractante.

II. — TABLEAU B. — DROITS D'ENTRÉE EN SUÈDE.

1^o Les droits *ad valorem* fixés par le tableau B doivent être calculés d'après le prix d'achat de la marchandise, auquel on ajoute le prix de l'emballage, ainsi que les frais d'assurance, de transport et autres, auxquels la marchandise peut donner lieu jusqu'à son arrivée au port de destination, dans le cas d'un transport par mer, ou jusqu'à son arrivée au lieu de transbordement, s'il y a lieu, ou enfin, dans l'hypothèse d'un transport par voie de terre, jusqu'à son arrivée au premier bureau de douane suédois.

Dans les cas de conflits entre l'autorité douanière et l'importateur, on s'en tiendra, jusqu'à nouvel avis, aux dispositions du paragraphe 5, l'alinéa 1, de 2 à 5, du règlement en vigueur en Suède sur l'application du tarif douanier. Le Gouvernement suédois est autorisé à modifier lesdites dispositions. S'il fait usage de la latitude qui lui est ainsi laissée, il devra se conformer aux principes suivants :

a. Si le bureau de douane estime insuffisante la valeur déclarée par l'importateur, un délai d'au moins cinq jours doit être laissé à celui-ci pour prendre parti, soit qu'il se décide alors pour l'acceptation du chiffre adopté par l'administration douanière, soit qu'il s'en remette à la décision de l'expert ou de l'autorité auquel est remise la solution du conflit.

b. L'importateur doit disposer des moyens de soutenir personnellement ou par écrit, la déclaration qu'il a donnée de la valeur de sa marchandise devant l'expert compétent ou devant l'autorité officiellement préposée.

c. Il n'y aura pas lieu à l'application d'une pénalité, si la différence entre la valeur déclarée et la valeur estimée par le bureau de douanes, l'expert préposé ou l'autorité administrative compétente, n'atteint pas 10 p. 100 de cette dernière valeur. Toutefois, cette règle ne sera pas appliquée, s'il vient à être prouvé que l'importateur a déclaré une valeur insuffisante dans l'intention de frauder la douane. En tout état de cause, le droit est perçu sur l'excédent de valeur estimée, quel que soit le montant de celui-ci.

2^o La Suède se réserve la faculté de réformer le plan et les subdivisions de son tarif des douanes.

Une telle mesure ne devra rien changer aux taux établis pour les marchandises énumérées au tableau B annexé au présent Traité, sous réserve du droit de réduction.

La Suède possède, d'autre part, toute latitude pour transformer les droits *ad valorem* que présente le tableau B susdit en droits spécifiques

équivalents. Elle devra, toutefois, au moment d'y procéder, conférer à cet égard, avec le Gouvernement allemand. S'il arrivait que, dans un délai de trois mois, à compter de la communication faite de sa part au Gouvernement allemand, l'accord ne pouvait s'établir entre les deux Parties, concernant les taux de droits proposés par la Suède, la question devrait, en application de l'article 22 du présent Traité, être déférée à un arbitre, et la transformation ne pourrait s'opérer qu'en conformité avec la décision de celui-ci.

3° En considération des dispositions en vigueur en Allemagne au sujet de la délivrance de renseignements officiels en matière de douanes, le Gouvernement suédois se déclare disposé à édicter, dans le plus bref délai possible, des règlements destinés à assurer aux importateurs la possibilité d'obtenir officiellement des renseignements d'une valeur indubitable sur le traitement en douanes des marchandises, lors de leur importation en Suède.

4. *Relativement au n° 261 du tarif, à l'article Vêtements (n° 295 bis) et au n° 395 du tarif :*

Dans le cas où la Suède devrait modifier les droits afférents aux marchandises suivantes, les nouveaux droits ne devraient pas excéder les taux ci-dessous :

Potasse caustique : 3 couronnes par 100 kilogrammes.

Effets d'habillement en toile ou en coton, et leurs parties, ainsi qu'articles de ménage cousus de toute sorte, tels que linge de table, serviettes, draps, oreillers, rideaux et similaires, autres qu'articles ornés de broderies : 75 p. 100 de surtaxe calculée d'après le droit fixé pour la matière dont l'article considéré est essentiellement constitué.

Vêtements et autres effets d'habillement, en étoffes autres que la toile ou le coton, et parties des mêmes, autres que ceux ornés de broderies, de franges, de passementerie, de dentelles, de blondes ou de doublures sujettes à un droit plus élevé que celui qui frappe l'étoffe dont les effets d'habillement considérés sont essentiellement faits : surtaxe de 75 p. 100 du droit fixé pour l'étoffe constituant essentiellement l'objet.

Poutres, fers à cornières et autres fers dits « façonnés », à l'exception des rails de chemins de fer, pesant de 20 à 60 kilogrammes au plus par mètre de longueur = 1 cour. 50 par 100 kilogrammes.

5. *Relativement aux n°s 378 et 735 du tarif :*

La Suède est autorisée, aussi longtemps que le présent Traité demeurera en vigueur, à modifier de telle manière les droits, que les machines rentrant sous les n°s 378 et 735 (à l'exception des instruments et outils), et dont le poids, par pièce, ne dépasse pas 100 kilogrammes, aient à payer 5 p. 100 en plus sur leur valeur, à la condition toutefois que les mêmes machines, dont le poids, par pièce, dépasse 10.000 kilogrammes, bénéficient, au même moment, d'une réduction de droits équivalente également à 5 p. 100 de leur valeur.

La même modification de droits devra être faite à l'égard des parties détachées de machines, quand il sera manifeste qu'elles appartiennent

aux machines dont le droit de douane aura été augmenté ou réduit, ou bien qu'elles leur sont destinées.

Relativement à l'article 9 :

L'article 9 ne modifie en rien les dispositions de la législation suédoise, aux termes desquels l'alcool produit au moyen de pommes de terre de provenance étrangère, acquitte un droit plus élevé que l'alcool produit au moyen de pommes de terre indigènes.

Relativement à l'article 10 :

I

Les produits du sol et de l'industrie d'une provenance quelconque, transportés à travers le territoire de l'une des deux Parties contractantes, ne devront, à leur entrée sur le territoire de l'autre Partie, être soumis à aucun droit, autre ou plus élevé que ceux qu'ils auraient à acquitter s'ils étaient importés directement de leur pays d'origine.

II

Pendant toute la durée du présent Traité, les minerais de fer ne seront frappés d'aucun droit au moment de leur exportation de Suède.

Relativement à l'article 13 :

Les dispositions contenues dans la Déclaration signée le 22 septembre 1871 par la Suède et le Danemark, en vue du règlement de certaines questions de commerce et de navigation dans l'Oresund, ainsi que les conventions passées entre la Suède et la Norvège, au sujet des questions de commerce et de navigation relatives à l'Idefjord et au Swinesund, ne seront pas, de la part de l'Allemagne, revendiquées, quant à leurs effets, au titre du droit de la nation la plus favorisée, aussi longtemps qu'elles ne seront pas appliquées à d'autres nations.

Relativement à l'article 19 :

L'Allemagne n'émettra pas la prétention de bénéficier, en arguant du droit de la nation la plus favorisée, des faveurs particulières concédées à la marine norvégienne, dans la traversée des eaux intérieures suédoises, ni de celles qui pourraient lui être concédées dans l'avenir, aussi longtemps qu'elles ne seront pas appliquées à la marine d'une nation tierce.

Le présent Protocole sera soumis, en même temps que le présent Traité, à l'agrément des deux Hautes Parties contractantes, et, dans le cas de la ratification du second, toutes les déclarations et conventions particulières contenues dans le premier, seront considérées comme

également ratifiées, sans qu'il y ait lieu de procéder à un nouvel échange de signatures.

Fait à Stockholm en double expédition, le 8 mai 1906.

F. VON MÜLLER.

ERIC TROLLE.

DOUGLAS.

H. CAVALLI.

ALLEMAGNE — SUÈDE

(TEXTES ORIGINAUX)

Handels-und Schifffahrtsvertrag zwischen dem Deutschen Reiche und Schweden. Vom 8. Mai 1906.

Handels-och sjöfartstraktat mellan Tyska riket och Sverige.

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reichs, einerseits, und Seine Majestät der König von Schweden, andererseits, von dem Wunsche geleitet, die wirtschaftlichen Beziehungen zwischen beiden Ländern zu erleichtern und zu vermehren, haben beschlossen, zu diesem Behufe einen Handels-und Schifffahrtsvertrag abzuschliessen, und zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen:
Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem König von Schweden
Felix von Müller,

Seine Majestät der König von Schweden:
Allerhöchstihren Minister des Aussen
Eric Birger Trolle,

Hans Maj:t tyske kejsaren, konung af Preussen, i Tyska rikets namn, å ena sidan, och Hans Maj:t konungen af Sverige, å andra sidan, ledda af önskan att underlätta och utvidga handelsförbindelserna mellan båda länderna, hafva beslutit att för sådant ändamål afsluta en handelsoch sjöfartstraktat samt till fullmäktige utsett:

Hans Maj:t tyske kejsaren, konung af Prousson:
Sin envoyé extraordinaire och ministre plénipotentiaire hos Hans Maj:t konungen af Sverige
Felix von Müller,

Hans Maj:t konungen af Sverige:
Sin minister för utrikes ärendena
Eric Birger Trolle,

den Landesgouverneur, vormaligen Minister des Aussen, Grafen Ludvig Wilhelm August Douglas,

den Präsidenten des Reichsschuldenkontors, Dr. juris Per Axel Henrik Cavalli, Mitglied der ersten Kammer des Reichstags,

welche, nach Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befindlichen Vollmachten, folgende Artikel vereinbart haben:

Landshöfdingen, förutvarande ministern för utrikes ärendena, herr greve Ludvig Wilhelm August Douglas,

Riksgäldsfullmäktiges ordförande, ledamoten af Riksdagens första kammare, juris d:r Per Axel Henrik Cavalli,

hvilka, efter att hafva meddelat hvarandra sina fullmakter, som befunnos i god och behörig form, öfverenskommit om följande artiklar:

Artikel 1.

Die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Teile sollen, soweit nicht der gegenwärtige Vertrag Ausnahmen enthält, im Gebiete des anderen Teiles in bezug auf Handel, Schifffahrt und sonstige Gewerbe dieselben Privilegien, Befreiungen und Begünstigungen aller Art geniessen, welche den Inländern zustehen oder zustehen werden.

Die Angehörigen des einen Teiles sollen im Gebiete des anderen Teiles, sofern und insoweit den Angehörigen des letzteren im Gebiete des ersteren dieselben Rechte gewährt werden, in gleicher Weise wie die Angehörigen irgend eines dritten Staates befugt sein, bewegliches oder unbewegliches Vermögen zu erwerben, zu besitzen und darüber durch Verkauf, Tausch, Schenkung, letzten Willen oder auf andere Weise zu verfügen sowie Erbschaften vermöge letzten Willens oder kraft Gesetzes zu erwerben.

Soweit nicht der gegenwärtige Vertrag Ausnahmen enthält, sol-

Artikel 1.

Undersåtar, tillhörande endera af de traktatslutande parterna, skola, såframt icke genom denna traktat undantag göras, inom den andra partens område i afseende å handel, sjöfart och andra näringar, åtnjuta samma privilegier, befrielser och förmåner af alla slag, hvilka tillkomma eller framdeles tillerkännas landets egna undersåtar.

Den ena partens undersåtar skola inom den andra partens område, såvidt och i den mån som den senare partens undersåtar beviljas samma rättigheter inom den förstnämndas område, vara berättigade att, på samma sätt som någon som helst tredje stats undersåtar, förvärfva och besitta lös eller fast egendom samt att däröfver genom försäljning, byte, gåfva, testamente eller på annat sätt förfoga afvensom att på grund af testamente eller arf enligt lag förvärfva kvarlätenskap.

Såframt icke genom denna traktat undantag göras, skola den

len die Angehörigen des einen Teiles im Gebiete des anderen Teiles weder für ihre Person oder ihren Geschäfts- oder Gewerbebetrieb noch in bezug auf ihre beweglichen oder unbeweglichen Güter anderen oder grösseren, allgemeinen oder örtlichen Abgaben, Auflagen oder Lasten unterliegen als die Inländer.

Artikel 2.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, in freundschaftlichem Einvernehmen die Behandlung der schwedischen Arbeiter in Deutschland und der deutschen Arbeiter in Schweden hinsichtlich der Arbeiterversicherung zu dem Zwecke zu prüfen, um durch geeignete Vereinbarungen den Arbeitern des einen Landes im anderen Lande eine Behandlung zu sichern, die ihnen möglichst gleichwertige Vorteile bietet.

Diese Vereinbarungen werden unabhängig von dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Vertrags durch ein besonderes Abkommen festgesetzt werden.

Artikel 3.

Die Deutschen in Schweden und die Schweden in Deutschland sollen volle Freiheit haben, wie die Inländer ihre Geschäfte entweder in Person oder durch einen Unterhändler ihrer eigenen Wahl zu regeln, ohne verpflichtet zu sein, Mittelspersonen eine Vergütung oder Schadloshaltung zu zahlen, falls sie sich derselben nicht bedienen wollen, und ohne in dieser Beziehung anderen Beschränkungen als solchen zu unterliegen, welche durch die allgemeinen Landesgesetze festgestellt sind.

ena partens undersåtar inom den andra partens område hvarken för sin person eller för sin affärs- eller yrkesutöfning eller i afseende å sin lösa eller fasta egendom vara underkastade andra eller högre, allmänna eller lokala afgifter, pålagor eller bördor än landets egna undersåtar.

Artikel 2.

De traktatslutande parterna förpliktat sig att ömsesidigt taga i välvilligt öfvervägande frågan om svenska arbetares behandling i Tyskland och tyska arbetares behandling i Sverige med hänsyn till arbetarförsäkringen i ändamål att genom öfverenskommelser härom tillförsäkra det ena landets arbetare uti det andra landet en behandling, som i möjligaste mån medgifver dem lika fördelar.

Dessa öfverenskommelser skola oberoende af denna traktats ikraftträdande träffas genom ett särskildt aftal.

Artikel 3.

Tyskar i Sverige och svenskar i Tyskland skola, hafva full frihet att, i likhet med respektive ländernas egna undersåtar, vare sig personligen eller genom efter eget val utsedt ombud skota sina affärer utan att vara skyldiga att ersätta eller godtgöra mellanhänder, i händelse de icke vilja betjäna sig af sådana, och utan att i detta hänseende vara underkastade andra inskränkingar än dem, hvilka äro genom landets allmänna lagar bestämda.

Sie sollen freien Zutritt zu den Gerichten haben zur Verfolgung und Verteidigung ihrer Rechte und in dieser Hinsicht alle Rechte und Befreiungen der Inländer genießen und wie diese befugt sein, sich in jeder Rechtssache der durch die Landesgesetze zugelassenen Anwälte, Bevollmächtigten oder Beistände zu bedienen.

Artikel 4.

Die Angehörigen des einen vertragschliessenden Teiles, die sich in dem Gebiete des anderen Teiles niedergelassen haben oder aufhalten, können dort weder zum persönlichen Dienste im Heere, in der Marine, im Landsturm oder in einem anderen militärisch eingerichteten Verbands, noch zu einer Ersatzleistung angehalten werden.

Sie sollen keinen anderen militärischen Leistungen und Requisitionen in Friedens- und Kriegszeiten unterworfen sein als die Inländer und beiderseits Anspruch auf die Entschädigungen besitzen, die durch die in den beiden Ländern geltenden Gesetze zugunsten der Inländer festgesetzt sind.

Artikel 5.

Aktiengesellschaften und andere kommerzielle, industrielle und finanzielle Gesellschaften mit Einschluss der Versicherungsgesellschaften, die in dem Gebiete des einen vertragschliessenden Teiles ihren Sitz haben und nach dessen Gesetzen errichtet sind, sollen auch in dem Gebiete des anderen Teiles als gesetzlich bestehend anerkannt werden und insbesondere das Recht haben, vor Gericht als Kläger oder Beklagte auszutreten.

De skola hafva obehindradt tillträde till domstolarna för fullföljande och försvarande af sin rätt och i detta hänseende åtnjuta alla de fri- och rättigheter, som tillkomma landets egna undersåtar, och i likhet med dessa vara befogade att i hvarje mål betjana sig af sådana advokater, ombud eller biträden, som enligt landets lagar må därtill användas.

Artikel 4.

Den ena traktatslutande partens undersåtar, hvilka bosatt sig eller tillfälligt uppehålla sig inom den andra partens område, kunna därstädes hvarken förpliktas att göra personlig tjänst i armén, flottan, landstormen eller i någon annan militäriskt anordnad institution eller att lämna någon häremot svarande prestation.

De skola icke vara skildiga utgöra andra militära prestationer och rekvisitioner i freds- och krigstid än sådana, som äligga landets egna undersåtar, och skola de ömsesidigt äga anspråk på det skadestånd, som genom gällande lag är i hvartdera landet til förmån för egna undersåtar fastställt.

Artikel 5.

Aktiebolag och andra kommersiella, industriella och finansiella bolag, försäkringsbolag däri inbegripna, hvilka hafva sitt säte inom den ena traktatslutande partens område och äro bildade enligt dess lagar, skola äfven inom den andra partens område erkännas såsom lagligt bestående och särskildt hafva rätt att inför domstol kära eller svara.

Die Zulassung der im Absatz 1 bezeichneten Gesellschaften des einen vertragschliessenden Teiles zum Gewerbe oder Geschäftsbetriebe sowie zum Erwerbe von Grundstücken und sonstigem Vermögen in dem Gebiete des anderen Teiles bestimmt sich nach den dort geltenden Vorschriften. Doch sollen die Gesellschaften in diesem Gebiete jedenfalls dieselben Rechte geniessen, welche den gleichartigen Gesellschaften irgend eines dritten Landes zustehen.

Artikel 6.

Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende, welche sich durch den Besitz einer von den Behörden des Heimatlandes ausgefertigten Gewerbe-Legitimationskarte darüber ausweisen, dass sie in dem Staate, wo sie ihren Wohnsitz haben, die gesetzlichen Steuern und Abgaben entrichten, sollen befugt sein, persönlich oder durch in ihren Diensten stehende Reisende im Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles, soweit es den Angehörigen des eigenen Landes gestattet ist, bei Kaufleuten oder in offenen Verkaufsstellen oder bei solchen Personen, welche die Waren produzieren, Warenankäufe zu machen oder bei Kaufleuten in deren Geschäftsräumen oder bei solchen Personen, in deren Gewerbebetriebe Waren der angebotenen Art Verwendung finden, Bestellungen zu suchen.

Die mit einer Gewerbe-Legitimationskarte versehenen deutschen Gewerbetreibenden (Handlungsreisenden) dürfen für die bezeichnete Tätigkeit in Schweden keiner höheren Abgabe unterworfen werden als die Handlungsreisenden im Ausland ansässiger

Tillstånd för härofvän i första stycket angifna bolag, tillhörande den ena traktatslutande parten, att drifva näring eller affär såväl som att förvärfva fustighet och annan förmögenhet inom den andra partens område är beroende af de därstädes gällande föreskrifter. Dock skola bolagen inom nämnda område i hvarje fall åtnjuta samma rättigheter, hvilka tillkomma likartade bolag tillhörande något tredje land.

Artikel 6.

Köpmän, fabriks- och andra näringsidkare, hvilka genom ett af vederbörande myndigheter i hemlandet utfärdadt närings-legitimationsbevis styrka, att de uti den stat, där de äga hemvist, erlägga stadgade skatter och afgifter, skola vara berättigade att personligen eller genom i deras tjänst anställda resande inom den andra traktatslutande partens område såvidt det är tillåtet för det egna landets undersåtar, göra varuköp hos köpmän eller i öppna försäljningslokaler eller hos personer, hvilka producera varorna, eller att söka beställningar hos köpmän i deras affärslokaler eller hos personer, i hvilkas rörelse varor af samma slag som de utbudna finna användning,

Tyska näringsidkare, försedda med närings-legitimationsbevis (handelsresande), må icke för berörda verksamhet i Sverige underkastas högre afgift än handelsresande för i utlandet etablerade svenska handelshus eller handelsresande, tillhörande den mest

schwedischer Geschäftshäuser oder die Handlungsreisenden des meistbegünstigten Landes. Die mit einer solchen Legitimationskarte versehenen schwedischen Gewerbetreibenden (Handlungsreisenden) dürfen in Deutschland mit gleich hohen Abgaben belegt werden, wie sie in Schweden von deutschen Handlungsreisenden zur Hebung gelangen.

Die Inhaber der Gewerbe-Legitimationskarten dürfen nur Warenmuster, aber keine Waren mit sich führen.

Die vertragschliessenden Teile werden sich gegenseitig Mitteilung darüber machen, welche Behörden zur Erteilung von Gewerbe-Legitimationskarten befugt sein sollen, und welche Vorschriften von den Inhabern dieser Karten bei Ausübung ihrer Tätigkeit als Handlungsreisender zu beachten sind.

Für zollpflichtige Gegenstände, welche als Muster von den vorbezeichneten Handlungsreisenden eingebracht werden, wird beiderseits Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben unter der Voraussetzung zugestanden, dass diese Gegenstände, falls sie nicht in den freien Verkehr übergegangen sind, binnen einer Frist von sechs Monaten wieder ausgeführt werden und die Identität der ein- und wieder ausgeführten Gegenstände ausser Zweifel ist, wobei es gleichgültig sein soll, über welches Zollamt die Gegenstände ausgeführt werden.

Die Wiederausfuhr der Muster muss in beiden Ländern bei der Einfuhr durch Niederlegung des Betrages der bezüglichen Zollgebühren oder durch Sicherstellung gewährleistet werden.

Die Erkennungszeichen (Stempel, Siegel, Bleie usw.), die zur Wahrung der Identität der Muster

gynnade nation. Med dylikt legitimationsbevis försedda svenska näringsidkare (handelsresande) må i Tyskland påläggas lika höga afgifter som de, hvilka i Sverige påföras tyska handelsresande.

Innehafvare af närings-legitimationsbevis må medföra endast varuprof men inga varor.

De traktatslutande parterna skola meddela hvarandra, hvilka myndigheter äro behöriga att uifärda närings-legitimationsbevis och hvilka föreskrifter innehafvarna af dylika bevis vid utfvande af sin verksamhet som handelsresande hafva att iakttaga.

För tullpliktiga föremål, hvilka såsom prof af bemälda handelsresande införas, skall å omse sidor beviljas frihet från in- och utförelseafgifter under förutsättning, att dessa föremål, såvida de icke öfvergått i allmänna rörelsen, inom en tidrymd af sex månader åter utföras och att identiteten af de in- och åter utförda föremålen är ställd utom tvifvel. Denna bestämmelse skall tillämpas, oafsedt, öfver hvilken tullkammare föremålen utföras.

För betryggande af återutförelsen af prof måste i båda länderna vid införelsen därå belöpande tullavgälder nedsättas eller säkerhet för desamma ställas.

De igenkänningsmärken (stämpelar, sigill, plomber o. s. v.), hvilka för profvens identifierande

amtlich angelegt worden sind, sollen gegenseitig anerkannt werden, und zwar in dem Sinne, dass die von der Zollbehörde des Ausfuhrlandes angelegten Zeichen auch in dem anderen Lande zum Beweise der Identität dienen. Die beiderseitigen Zollämter dürfen jedoch weitere Erkennungszeichen anlegen, falls dies notwendig erscheint.

Artikel 7.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr durch keinerlei Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbote zu hemmen.

Ausnahmen, sofern sie auf alle oder doch auf alle diejenigen Länder angewendet werden, bei denen die gleichen Voraussetzungen zutreffen, können in folgenden Fällen stattfinden:

1. in Beziehung auf Kriegsbedarf unter ausserordentlichen Umständen;
2. aus Rücksichten auf die öffentliche Sicherheit;
3. aus Rücksichten der Gesundheitspolizei oder zum Schutze von Tieren oder Rutzpflanzen gegen Krankheiten oder Schädlinge;
4. zu dem Zwecke, um auf fremde Waren Verbote oder Beschränkungen anzuwenden, die durch die innere Gesetzgebung für die Erzeugung, den Vertrieb oder die Beförderung gleichartiger einheimischer Waren im Inlande festgesetzt sind.

Artikel 8.

Die in dem beiliegenden Tarife A bezeichneten schwedischen Boden-

officiellt åsättas, skola ömsesidigt godkännas. Sålunda skola de af tullmyndigheterna i utförsellandet anbragta märken äfven i det andra landet tjäna till bevis för identiteten. Båda parternas tullmyndigheter vare dock obetaget att anbringa ytterligare igenkänningsmärken, därest sådant anses nödvändigt.

Artikel 7.

De traktatslutande parterna förbinda sig att icke hämma det ömsesidiga varuutbytet genom några slags införsel-, utförsel- eller transitoförbud.

Undantag, såframt de tillämpas på alla länder eller åtminstone på alla de länder, för hvilka samma förutsättningar äro för handen, kunna i följande fall äga rum:

1. beträffande krigsförnödenheter under utomordentliga omständigheter;
2. med hänsyn till den allmänna säkerheten;
3. med hänsyn till sundhetspolisväsendet eller till skyddande af djur och nyttiga växter mot sjukdomar eller skadliga insekter eller parasiter;
4. i ändamål att på främmande varor tillämpa förbud eller inskränkningar, hvilka genom den inre lagstiftningen äro stadgade rörande produktion, omsättning eller transport af likartade inhemska varor i det egna landet.

Artikel 8.

De i bifogade tariff A angifna svenska natur- och industrialter

und Gewerhserzeugnisse werden bei ihrer Einfuhr in Deutschland zu den durch diesen Tarif festgestellten Bedingungen zugelassen.

Die in dem beiliegenden Tarife B bezeichneten deutschen Boden- und Gewerhserzeugnisse werden bei ihrer Einfuhr in Schweden zu den durch diesen Tarif festgestellten Bedingungen zugelassen.

må införas till Tyskland på de i denna tariff bestämda villkor.

De i bifogade tariff B angifna tyska natur- och industrialstar må införas till Sverige på de i denna tariff bestämda villkor.

Artikel 9.

Innere Abgaben, welche in Gebiete des einen der vertragschliessenden Teile, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Provinzen, Gemeinden oder Korporationen, auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Gebrauch eines Erzeugnisses gegenwärtig ruhen oder künftig ruhen möchten, dürfen Erzeugnisse des anderen Teiles unter keinem Vorwande höher oder in lästigerer Weise treffen als die gleichartigen Erzeugnisse des eigenen Landes.

Keiner der beiden vertragschliessenden Teile wird Gegenstände, welche im eigenen Gebiete nicht erzeugt werden, und welche in den Tarifen zum gegenwärtigen Verträge begriffen sind, unter dem Vorwande der inneren Besteuerung mit neuen oder erhöhten Abgaben bei der Einfuhr belegen.

Wenn einer der vertragschliessenden Teile es nötig findet, auf einen in den Tarifen zum gegenwärtigen Verträge begriffenen Gegenstand einheimischer Erzeugung oder Fabrikation eine neue innere Steuer oder Akzisegebühr oder einen Gebühreuzuschlag zu legen, so soll der gleichartige ausländische Gegenstand sofort mit einem gleichen Zolle oder Zollzuschlage bei der Einfuhr belegt werden können.

Artikel 9.

Inhemska afgifter, hvilka inom den ena af de traktatslutande parternas område, vare sig för statens eller för läns, kommuners eller korporationers räkning, för närvarande äro lagda på eller framtiden komma att läggas på tillverkning, beredning eller förbrukning af någon vara, må under ingen förevändning drabba den andra partens produkter med högre belopp eller på mera betungande sätt än det egna landets likartade produkter.

Ingen af de båda traktatslutande parterna må, under förevändning af inhemsk beskattning, vid införseln lägga nya eller förhöjda afgifter å varor, hvilka icke produceras inom eget område och hvilka äro upptagna uti tarifferna till denna traktat.

Om en af de traktatslutande parterna finner nödigt pålägga någon i tarifferna till denna traktat upptagen vara af inhemskt ursprung eller inhemsk tillverkning någon ny inre skatt eller accisafgift eller någon tilläggssafgift, skall likartad utländsk vara genast kunna vid införseln beläggas med tull eller tilläggstull till lika belopp.

Artikel 10.

Hinsichtlich des Betrages, der Sicherstellung und der Erhebung der Einfuhr- und Ausfuhrzölle sowie in bezug auf die Durchfuhr, die zollamtlichen Niederlagen, die (örtlichen) Gebühren, die Zollformalitäten, die Zollbehandlung und Zollabfertigung, ferner in bezug auf die für Rechnung des Staates, einer Provinz, Gemeinde oder Korporation zur Hebung gelangenden inneren Steuern und Akzisegebühren jeder Art verpflichtet sich jeder der vertragschliessenden Teile, den anderen an jeder Begünstigung, jedem Vorrecht und jeder Herabsetzung in den Tarifen teilnehmen zu lassen, welche er einer dritten Macht gewährt haben sollte.

Ebenso soll jede späterhin einer dritten Macht zugestandene Begünstigung oder Befreiung sofort bedingungslos und ohne weiteres dem anderen vertragschliessenden Teile zustatten kommen.

Artikel 11.

Die Bestimmungen des Artikel 7 Absatz 2 und des Artikel 10 über die Gewährung der Meistbegünstigung berühren nicht:

1. die Begünstigungen, welche anderen angrenzenden Staaten zur Erleichterung des örtlichen Verkehrs innerhalb der beiderseitigen Grenzbezirke, jedoch nicht über eine Zone hinaus von je 15 km Breite, von der Grenze an gerechnet, gegenwärtig gewährt sind oder in Zukunft gewährt werden sollten;

Artikel 10.

Beträffande in- och utförseltullar, i hvad angår dessas belopp samt ställande af säkerhet för och uppbärande af desamma, såväl som beträffande transitering, tullnederlag, (lokala) afgifter, tullformalityter, tullbehandling och tull-expedition och vidare beträffande de inre skatter och accisafgifter, af alla slag, hvilka för statens eller för läns, kommuns eller korporationsräkning kunna komma att uppbäras, förbinder sig enhvar af de traktatslutande parterna att låta den andra komma i åtnjutande af hvarje förmån, företrädesrättighet och nedsättning i tarifferna, som den förra parten må hafva medgifvit en tredje makt.

Likaledes skall hvarje förmån eller befrielse, som framdeles medgifves en tredje makt, genast ovillkorligen och utan vidare komma den andra traktatslutande parten till del.

Artikel 11.

Bestämmelserna i artikel 7 andra stycket och i artikel 10 rörande tillerkännande af mest gymnad nations rätt afse icke:

1. de förmåner, hvilka nu äro eller framdeles kunna komma att beviljas angränsande stater till underlättande af lokalsamfärdseln inom gränsområdena på båda sidorna, dock icke utöfver en sträcka af 15 km. bredd på hvardera sidan om gränsen;

2. die Verbindlichkeiten, welche sich für einen der vertragsschliessenden Teile durch die Bestimmungen einer schon abgeschlossenen oder etwa künftighin abzuschliessenden Zolleinigung ergeben.

Deutscherseits werden ferner die besonderen Begünstigungen, die von Schweden den Angehörigen, den kommerziellen, industriellen oder finanziellen Gesellschaften oder den Boden- und Gewerbeerzeugnissen Norwegens zugestanden sind oder künftig zugestanden werden möchten, so lange nicht auf Grund des Meistbegünstigungsrechts in Anspruch genommen werden, als dieselben nicht auch den Angehörigen, den Gesellschaften oder den Erzeugnissen irgend eines anderen Staates eingeräumt werden.'

Artikel 12.

Auf Eisenbahnen soll weder hinsichtlich der Beförderungspreise noch der Zeit und Art der Abfertigung ein Unterschied zwischen den Bewohnern der Gebiete der vertragsschliessenden Teile gemacht werden. Insbesondere sollen für die aus Schweden nach einer deutschen Station oder durch Deutschland beförderten Gütersendungen auf den deutschen Bahnen keine höheren Tarife angewendet werden, als für gleichartige deutsche oder ausländische Erzeugnisse in derselben Richtung und auf derselben Verkehrsstrecke. Das gleiche soll auf den schwedischen Bahnen für Gütersendungen aus Deutschland gelten, die nach einer schwedischen Station oder durch Schweden befördert werden.

Ausnahmen sollen nur zulässig sein, soweit es sich um Transporte

2. de förpliktelser, hvilka åligga någon af de traktatslutande parterna på grund af bestämmelserna för en tullförening, som redan afslutats eller framdeles må komma att afslutas.

Från tysk sida skola vidare de särskilda förmåner, som af Sverige äro medgifna eller framdeles må komma att medgifvas norska undersåtar, norska kommersiella, industriella eller finansiella bolag eller norska naturoch industrialsster, icke på grund af mest gynnad nations rätt tagas i anspråk, så länge desamma icke medgifvas äfven någon annan stats undersåtar, bolag eller alster.

Artikel 12.

A järnvägar skall hvarken med afseende å befodringspris eller med afseende å tid och sätt för expedition någon åtskillnad göras mellan personer, som äro bosatta inom de traktatslutande parternas områden. Särskildt skola å tyska järnvägar i fråga om godssändningar, som befodras från Sverige till tysk station eller genom Tyskland, inga högre tariffer tillämpas än för likartade, i samma riktning och på samma trafiksträcka befodrade tyska eller utländska produkter. Detsamma skall å svenska järnvägar gälla för godssändningar från Tyskland, som befodrattill svensk station eller genom Sverige.

Undantag skola vara tillåtna, endast så vidt det gäller trans-

zu ermässigten Preisen für öffentliche oder milde Zwecke handelt.

porter till nedsatta priser för offentliga eller välgörande ändamål.

Artikel 13.

Die deutschen Schiffe und ihre Ladungen sollen in Schweden und die schwedischen Schiffe und ihre Ladungen sollen in Deutschland völlig auf dem Fusse der inländischen Schiffe und Ladungen behandelt werden, gleichviel, von wo die Schiffe ausgelaufen oder wohin sie bestimmt sind, und gleichviel, woher die Ladungen stammen oder wohin sie bestimmt sind.

Jedes Vorrecht und jede Befreiung, welche in dieser Beziehung von einem der vertragschliessenden Teile einer dritten Macht eingeräumt werden sollte, soll gleichzeitig und bedingungslos auch dem anderen Teile zustehen.

Von den vorstehenden Bestimmungen wird eine Ausnahme gemacht in betreff derjenigen besonderen Begünstigungen, welche den Erzeugnissen des inländischen Fischfangs in dem einen oder dem anderen Lande jetzt oder in Zukunft gewährt werden sollten.

Für die Küstenschifffahrt gelten die vorstehenden Bestimmungen mit der Massgabe, dass jeder der vertragschliessenden Teile zur Kündigung mit einjähriger Frist befugt ist. Macht der eine oder der andere Teil von dieser Befugnis Gebrauch, so soll nach Ablauf der Kündigungsfrist jeder der beiden Teile alle Rechte und Begünstigungen, welche der andere Teil hinsichtlich der Küstenschifffahrt irgend einer dritten Macht eingeräumt hat oder einräumen wird, insoweit für seine Schiffe in Anspruch nehmen können, als er

Artikel 13.

Tyska fartyg och deras last skola i Sverige och svenska fartyg och deras last i Tyskland åtnjuta fullkomligt samma behandling som landets egna fartyg och dessas last, oafsedt hvarifrån fartygen afgått eller hvarthän de äro destinerade, och oafsedt hvarifrån lasten förskrifver sig eller hvarthän den är bestämd.

Hvarje företrädesrättighet och befrielse, som i detta hänseende kan komma att af den ena af de traktatslutande parterna medgifvas en tredje makt, skola samtidigt och ovillkorligen jämväl tillerkännas den andra parten.

Från förestående bestämmelser göres undantag beträffande de särskilda förmåner, hvilka nu må vara eller framdeles kunna blifva medgifna alstren af den inhemska fiskerinäringen i det ena eller andra landet.

För kustfarten gälla förestående bestämmelser, dock med rätt för enhvar af de traktatslutande parterna att med ett års frist uppsäga desamma. Begagnar sig den ena eller andra parten af denna rätt, skall efter uppsägningstidens förlopp enhvar af de båda parterna äga att för sina fartyg göra anspråk på alla rättigheter och förmåner, hvilka den andra parten medgifvit eller kan komma att medgifva en tredje makt i fråga om kustfarten, i den mån som den förra parten beträffande sitt område medgifver den andra partens

den Schiffen des anderen Teiles für sein Gebiet dieselben Rechte und Begünstigungen zugesteht.

fartyg samma rättigheter och förmåner.

Artikel 14.

Die Nationalität der Schiffe soll beiderseits auf Grund der durch die zuständigen Behörden in jedem der beiden Länder den Kapitänen, Schiffseignern oder Schiffen ausgestellten Urkunden und Patente anerkannt werden.

Die von dem einen der vertragschliessenden Teile ausgestellten Schiffsmessbriefe werden nach Massgabe der zwischen den beiden vertragschliessenden Teilen getroffenen oder zu treffenden besonderen Vereinbarungen von dem anderen Teile anerkannt werden.

Artikel 14.

Fartygs nationalitet skall ömsesidigt erkännas på grund af de handlingar och bevis, som af vederbörande myndigheter i hvardera landet blifvit för befälhavare, fartygsredare eller skeppare utfärdade.

Mätbref, som utfärdats af den ena af de traktatslutande parterna, skola af den andra parten godkännas i enlighet med de särskilda öfverenskommelser, som mellan de båda traktatslutande länderna träffats eller framdeles må komma att träffas.

Artikel 15.

Die deutschen Schiffe, welche nach einem schwedischen Hafen, und umgekehrt die schwedischen Schiffe, welche nach einem deutschen Hafen kommen, um daselbst nur ihre Ladung zu vervollständigen oder einen Teil derselben zu löschen, sollen, vorausgesetzt, dass sie sich nach den Gesetzen und Vorschriften des betreffenden Staates richten, den nach einem anderen Hafen desselben oder eines anderen Landes bestimmten Teil ihrer Ladung an Bord behalten und ihn wieder ausführen können, ohne gehalten zu sein, für diesen letzteren Teil ihrer Ladung irgend eine Abgabe zu bezahlen ausser den Aufsichtsabgaben, welche übrigens nur nach dem für die inländische oder die meistbegünstigte Schifffahrt bestimmten niedrigsten Satze erhoben werden dürfen.

Artikel 15.

Tyska fartyg, som inkomma till svensk hamn, och svenska fartyg, som inkomma till tysk hamn, för att där allenast komplettera sin last eller lossa en del af densamma, må, under förutsättning att de rätta sig efter de i de respektive staterna gällande lagar och föreskrifter, behålla ombord den del af lasten, som är bestämd till annan hamn eller till annat land, och återutföra densamma, utan att för denna del af lasten behöfva erlägga någon afgift utom bevakningsavgifter; och må dessa avgifter uppbåras allenast efter den för inhemsk eller mest gynnad nations sjöfart bestämda lägsta taxan.

Artikel 16.

Von Tonnengeldern und Abfertigungsgebühren sollen in den Häfen eines jeden der beiden Länder völlig befreit sein:

1. die Schiffe, welche von irgend einem Orte mit Ballast ein- und damit wieder auslaufen;
2. die Schiffe, welche aus einem Hafen des einen der beiden Länder nach einem oder mehreren Häfen desselben Landes kommen und sich über die in einem anderen Hafen desselben Landes bereits erfolgte Zahlung jener Abgaben ausweisen können;
3. die Schiffe, welche freiwillig oder notgedrungen mit Ladung nach einem Hafen kommen und ihn, ohne irgendwie Handel betrieben zu haben, wieder verlassen.

Diese Befreiung wird nicht gewährt für Leuchtturm-, Lotsen-, Reinorkierungs-, Quarantäne- und sonstige auf dem Schiffskörper lastende Abgaben, welche für dem Verkehr dienende Leistungen und Vorkehrungen in gleichem Masse von den inländischen und von den Schiffen der meistbegünstigten Nation zu entrichten sind.

Ist das Einlaufen durch Not veranlasst worden, so gelten nicht als Ausübung des Handelsbetriebs das zur Ausbesserung des Schiffes erfolgte Löschen und Wiedereinladen der Waren, das Überladen auf ein anderes Schiff im Falle der Seeuntüchtigkeit des ersten, die zur Verproviantierung der Schiffsmannschaft notwendigen Aufwendungen und der Verkauf der beschädigten Waren mit Genehmigung der Zollverwaltung.

Artikel 16.

Fullständigt befriade från fartygsumgälder och expeditiönsafgifter i de respektive ländernas hamnar äro:

1. fartyg, som från någon ort, hvilken det vara må, inkomma i barlast och i barlast åter utgå;
2. fartyg, som komma från någon hamn inom ett af de bägge länderna till en eller flera hamnar inom samma land samt kunna styrka, att de i annan hamn uti samma land redan erlagt ifrågavarande afgifter;
3. fartyg, som frivilligt eller af tvingande orsaker inkommit i en hamn med last och därifrån åter utlöpa utan att hafva företagit någon som helst handelsoperation.

Denna befrielse skall icke gälla fyr- och båkaafgifter, lotspengar, bogserings-, karantäns- och andra på fartyget hvilande afgifter, hvilka inhemska och mest gynnad nations fartyg hafva att i lika mån erlägga såsom godtgörelse för trafiken tjänande handräckningar och anordningar.

I händelse fartyg af tvingande orsaker inlöper i en hamn, skola icke såsom handelsoperationer anses: i och för reparation af fartyget verkställd lossning och aterinlastning af varor; öfverflyttande af last till ett annat fartyg, i händelse af det förra fartygets sjöoduglighet; nödiga inköp af proviant för besättningen; samt försäljning af sjöskadade varor efter därtill af tullförvaltningen lämnadt tillstånd.

Artikel 17.

Wenn ein Schiff eines der ver-
tragschliessenden Teile an den
Küsten des anderen Teiles strandet
oder Schiffbruch leidet, sollen
Schiff und Ladung dieselben Be-
günstigungen und Befreiungen
geniessen, welche die Gesetzge-
bung des betreffenden Landes den
eigenen Schiffen oder denen der
meistbegünstigten Nation in glei-
cher Lage bewilligt. Es soll dem
Führer und der Mannschaft fowohl
für ihre Person wie für Schiff und
Ladung Hilfe und Beistand in
demselben Umfang wie den Ange-
hörigen des eigenen Landes geleis-
tet werden.

Die ver-
tragschliessenden Teile
kommen ausserdem überein, dass
die geborgenen Waren keiner
Zollabgabe unterliegen sollen, es
sei denn, dass sie in den inländi-
schen Verbrauch übergehen.

Artikel 18.

Wenn im Gebiete des einen
vertragschliessenden Teiles See-
leute oder sonstige zur Besatzung
gehörige Personen von einem
Schiffe des anderen Teiles ent-
weichen, so können die konsula-
rischen Vertreter des letzteren die
Entwichenen verhaften und an
Bord oder in ihre Heimat zurück-
senden lassen. Zu diesem Zwecke
haben sie sich schriftlich an die
zuständigen Beamten zu wenden
und durch Vorlegung geeigneter
amtlicher Schriftstücke nachzu-
weisen, dass die reklamierten
Personen wirklich zur Schiffs-
besatzung gehört haben.

Den erwähnten konsularischen
Vertretern soll jeder Beistand zur
Aufsuchung und Verhaftung der

Artikel 17.

Om ett fartyg tillhörande det
ena af de traktatslutande länderna
strandar eller lider skeppsbrott
å det andra landets kuster, skola
fartyg och last åtnjuta samma
förmåner och befrielser, som res-
pektive lands lagstiftning under
enahanda omständigheter beviljar
egna eller mest gynnad nations
fartyg. Hjälp och bistånd skall
lämnas befälhafvare och besätt-
ning såväl för dem personligen
som för fartyg och last i samma
omfattning som det egna landets
undersåtar.

De traktatslutande parterna
komma dessutom öfverens, att
bärgade varor icke skola vara
underkastade någon tullafgift,
såvida de icke öfvergå till för-
brukning i landet.

Artikel 18.

Om inom dem ena traktatslu-
tande partens område sjömän eller
andra till besättningen hörande
personer rymma från något den
andra partens fartyg, kunna den
senare partens konsulära repre-
sentanter låta häkta och återföra
ombord eller hemsända de för-
rymda. För sådant ändamål äga
de skriftligen vända sig till veder-
börande tjänstemän och medelst
företeende af behöriga, officiella
handlingar styrka, att de personer,
hvilka reklamationen afser, ver-
kligen hafva tillhört fartygets
besättning.

Allt bistånd skall lämnas näm-
nda konsulatämbetsmän för efters-
panande och häktande af de

Entwichenen gewährt werden. Diese sollen auf schriftlichen Antrag und auf Kosten der Konsularbehörde solange in Gewahrsam gehalten werden, bis sich eine Gelegenheit findet, sie an Bord des Schiffes, zu dem sie gehören, zurückzubringen oder sie heimzusenden.

Sollte jedoch diese Gelegenheit innerhalb zweier Monate, vom Tage der Verhaftung an gerechnet, sich nicht darbieten oder sollten die Kosten der Gefangenhaltung nicht regelmässig berichtet werden, so sollen die Gefangenen in Freiheit gesetzt werden und aus demselben Grunde nicht wieder verhaftet werden dürfen.

Sollte der Entwichene am Lande eine straffbare Handlung begangen haben, so kann die örtliche Behörde die Auslieferung aussetzen, bis das Gericht die Entscheidung gefällt hat und diese vollstreckt worden ist.

Auf Seeleute oder andere Personen, welche Angehörige des Landes sind, in welchem die Entweichung erfolgt ist, finden die Bestimmungen dieses Artikels keine Anwendung.

Artikel 19.

Zur Befahrung aller natürlichen und künstlichen Wasserstrassen in den Gebieten der vertragschliessenden Teile sollen Schiffsführer und Fahrzeuge, welche einem derselben angehören, unter denselben Bedingungen zugelassen werden, wie Schiffsführer und Fahrzeuge des meistbegünstigten Landes.

Die Abgaben von Schiff und Ladung sollen in gleicher Höhe wie von inländischen Schiffen und inländischer Ladung erhoben werden.

ifrågavarande rymmarna. Dessa skola på vederbörande konsulatmyndighets skriftliga begäran och på dess bekostnad hållas i fängsligt förvar, intill dess tillfälle yppar sig att återföra dem ombord å det fartyg, de tillhöra, eller att hemsända dem.

Skulle likväl sådant tillfälle icke yppa sig inom två månader, räknadt från den dag, häktningen ägde rum, eller varda icke kostnaderna för de rymdas hållande i fängsligt förvar behörigen betalda, skola de häktade försättas i frihet och må icke vidare kunna häktas för samma sak.

Har rymmaren begått någon straffbar handling i land, skall hans utlämnande kunna af lokalmyndigheterna uppskjutas, intill dess vederbörande domstol fällt utslag och detta blifvit verkställt.

Bestämmelserna i denna artikel äga icke tillämpning på sjömän eller andra personer, som äro undersåtar i det land, där rymningen ägt rum.

Artikel 19.

Fartygsbefälhafvare och fartyg, hvilka tillhöra någon af de traktatslutande paterna, skola äga att befara alla naturliga och konstgjorda vattenvägar inom de båda parternas områden under enahanda villkor som den mest gynnade nations fartygsbefälhafvare och fartyg.

Afgifterna för fartyg och last skola uppbäras till samma belopp som för inhemska fartyg och inhemska last.

Artikel 20.

Die vertragschliessenden Teile bewilligen sich gegenseitig das Recht, Konsuln in allen denjenigen Häfen und Handelsplätzen des anderen Teiles zu ernennen, in denen Konsuln irgend eines dritten Staates zugelassen werden.

Die Konsuln des einen der vertragschliessenden Teile sollen in dem Gebiete des anderen Teiles dieselben Vorrechte, Befreiungen und Befugnisse geniessen, deren sich die Konsuln irgend eines dritten Staates gegenwärtig oder künftig erfreuen. Indes sollen ihnen diese Vorrechte, Befreiungen und Befugnisse nicht in einem grösseren Ausmasse zustehen, als sie den konsularischen Vertretern des letzteren Teiles im Gebiete des ersteren gewährt werden.

Artikel 21.

Der gegenwärtige Vertrag erstreckt sich auch auf die mit dem einen der vertragschliessenden Teile gegenwärtig oder künftig zollgecuten Länder oder Gebiete.

Artikel 22.

Wenn zwischen den vertragschliessenden Teilen über die Auslegung oder Anwendung der Tarife des gegenwärtigen Vertrags (Anlage A und B) oder über die Anwendung der Meistbegünstigungsklausel hinsichtlich der tatsächlichen Handhabung der sonstigen in Kraft befindlichen Vertragstarife eine Meinungsverschiedenheit entsteht, so soll dieser Streit auf Verlangen des einen oder anderen Teiles durch Schiedsspruch erledigt werden.

Artikel 20.

De traktatslutande parterna tillerkänna hvarandra ömsesidigt rättighet att utnämna konsuler i alla den andra parten tillhörande hamnar och handelsplatser, där anställande af konsuler medgifves någontredje makt.

Konsuler, som äro anställda hos endera af de traktatslutande parterna, skola inom den andra partens område åtnjuta samma förtädesrättigheter, befrielser och behörighet, som tillkomma eller framdeles kunna tillkomma någon tredje makt konsuler. Likväl skola nämnda förtädesrättigheter, befrielser och behörighet icke medgifvas dem i större utsträckning, än som tillkommer den senare partens konsulära representeranter inom den förres område.

Artikel 21.

Denna traktat omfattar äfven de länder eller områden, hvilka nu äro eller framdeles kunna komma i tullförbund med någon af de traktatslutande parterna.

Artikel 22.

Därest mellan de traktatslutande parterna meningsskiljaktighet skulle uppstå rörande tolkningen eller tillämpningen af tarifferna till denna traktat (bilaga A och B) eller rörande tillämpningen af klausulen om mest gynnad nations behandling med afseende å det faktiska handhafvandet af andra i kraft varande traktatstariffer, skall denna tvist på endera partens begäran afgöras genom skiljedom.

Das Schiedsgericht wird für jeden Streitfall derart gebildet, dass jeder Teil aus den Angehörigen seines Landes eine geeignete Persönlichkeit zum Schiedsrichter bestellt, und dass die beiden Teile einen Angehörigen eines befreundeten dritten Staates zum Obmann wählen.

Die beiden Teile behalten sich vor, die Person, die im gegebenen Falle das Amt des Obmanns zu versehen haben würde, im voraus für einen gewissen Zeitraum zu bestimmen.

Eintretendenfalls und vorbehaltlich besonderer Verständigung werden die vertragschliessenden Teile auch Meinungsverschiedenheiten zum schiedsgerichtlichen Austrag bringen, die zwischen ihnen über die Auslegung oder Anwendung anderer als der im ersten Absatz bezeichneten Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages entstehen könnten.

Über das Verfahren in den Fällen, in denen auf Grund des ersten Absatzes ein schiedsgerichtlicher Austrag stattfindet, wird zwischen den vertragschliessenden Teilen folgendes vereinbart:

Beim ersten Streitfall hat das Schiedsgericht seinen Sitz im Gebiete des beklagten Teiles, beim zweiten Streitfall im Gebiete des anderen Teiles und so abwechselnd in dem einen oder dem anderen der beiden Länder. Derjenige Teil, in dessen Gebiet das Schiedsgericht zusammenzutreten hat, bestimmt den Ort des Gerichtssitzes; er hat für die Stellung der Räumlichkeiten, der Schreibkräfte und des Dienstpersonals zu sorgen, deren das Schiedsgericht für seine Tätigkeit bedarf. Der Obmann ist Vorsitzender des Schiedsgerichts. Die Entscheidungen ergehen nach Stimmenmehrheit.

Skiljedomstolen skall för hvarje tvist sammansättas sålunda, att hvarje part till skiljedomare utser en lämplig person bland sitt eget lands undersåtar och att de båda parterna till öfverskiljedomare välja en vänskapligt sinnad tredje macts undersåte.

Parterna förbehålla sig rätt att på förhand för en viss tidrymd utse den person, som i förekommande fall skall hafva att fullgöra uppdraget såsom öfverskiljedomare.

I förekommande fall och under förbehåll af särskild öfverenskommelse därom skola de traktatslutande parterna till skiljedom hänskjula emellan dem uppkommande meningsskiljaktigheter rörande tolkningen eller tillämpningen afven af andra än de här ofvan i första stycket angifna bestämmelser i denna traktat.

Angående proceduren i de fall, då, på grund af bestämmelserna i första stycket här ofvan, skiljedom påkallas, hafva mellan de traktatslutande parterna följande öfverenskommit:

Vid första fall af tvist har skiljedomstolen sitt säte inom svarande partens område, vid andra fallet inom den andra partens och så omväxlande i det ena eller andra af de båda länderna. Den part, inom hvars område skiljedomstolen sammantrader, bestämmer platsen därför samt skall sörja för tillgång till de lokaler och den kansli- och tjänstepersonal, som skiljedomstolen behöfver för sin verksamhet. Öfverskiljedomaren är skiljedomstolens ordförande. Afgörandet sker efter röstpluralitet.

Die vertragschliessenden Teile werden sich im einzelnen Falle oder ein für allemal über das Verfahren des Schiedsgerichts verständigen. In Ermangelung einer solchen Verständigung wird das Verfahren von dem Schiedsgerichte selbst bestimmt. Das Verfahren kann schriftlich sein, wenn keiner der vertragschliessenden Teile Einspruch erhebt. In diesem Falle kann von der Bestimmung des vorhergehenden Absatzes abgewichen werden.

Hinsichtlich der Zustellung von Vorladungen vor das Schiedsgericht und der Erledigung der von diesem ausgehenden Ersuchen werden die Behörden jedes der vertragschliessenden Teile, auf den von dem Schiedsgerichte bei der betreffenden Regierung zu stellenden Antrag, in derselben Weise Rechtshilfe leisten wie auf die Anträge der inländischen Zivilgerichte.

Die vertragschliessenden Teile werden sich im einzelnen Falle oder ein für allemal über die Verteilung der Kosten verständigen. In Ermangelung einer Verständigung soll Artikel 57 des Haager Abkommens vom 29. Juli 1899 zur Anwendung gelangen.

Artikel 23.

Der gegenwärtige Vertrag soll mit dem Beginne des auf den Austausch der Ratifikationsurkunden folgenden Tages in Kraft treten und bis zum 31. Dezember 1910 wirksam bleiben.

Mit dem Beginne der Wirksamkeit des gegenwärtigen Vertrags treten die seinerzeit zwischen den Königreichen Schweden und Norwegen einerseits und einzelnen deutschen Bundesstaaten anderer-

De traktatslutande parterna skola för hvarje särskildt fall eller en gång för alla öfverenskomma rörande proceduren vid skiljedomstolen. I brist på dylik öfverenskommelse bestämmes proceduren af skiljedomstolen själf. Om ingen af de traktatslutande parterna däremot gör invändning, kan proceduren vara skriftlig. I detta fall kan afvikelse göras från bestämmelsen i närmast föregående stycke.

Beträffande delgifning af kallelse till inställelse inför skiljedomstolen och meddelande af annan handräckning, som begärts af domstolen, skola myndigheterna i de respektive länderna, på framställning från skiljedomstolen till vederbörande regering, lämna rättshjälp på samma sätt som vid framställning från inhemska civildomstolar.

De traktatslutande parterna skola för hvarje särskildt fall eller en gång för alla öfverenskomma om fördelningen af kostnaderna. I brist på sådan öfverenskommelse skall artikel 57 i Haagkonventionen af den 29 juli 1899 tillämpas.

Artikel 23.

Denna traktat skall träda i kraft från och med dagen efter utväxlingen af ratifikationerna och förblifva gällande till och med den 31 december 1910.

Med denna traktats ikraftträdande skola de på sin tid mellan konungarikena Sverige och Norge å ena sidan och vissa tyska förbundsstater å andra sidan afslutade handels- och sjöfartstrakta-

seits geschlossenen Handels- und Schiffahrtsverträge für die Beziehungen zwischen Schweden einerseits und den betreffenden deutschen Bundesstaaten und dem Deutschen Reiche andererseits ausser Kraft.

Artikel 24.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel beige-
drückt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Stockholm, den 8. Mai 1906.

(L. S.) F. von MÜLLER.

Der vorstehende Vertrag ist ratifiziert worden und der Austausch der Ratifikationsurkunden hat am 23. Juni 1906 stattgefunden.

ter, hvad angår förbindelserna mellan Sverige å ena och vederbörande tyska förbundsstater och Tyska riket å andra sidan upphöra, att gälla.

Artikel 24.

Denna traktat skall ratificeras, och ratifikationerna skola så snart som möjligt utväxlas.

Till yttermera visso hafva de respektive fullmäktige undertecknat denna traktat och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Stockholm, uti två exemplar, den 8 maj 1906.

(L. S.) ERIC TROLLE.

(L. S.) DOUGLAS.

(L. S.) H. CAVALIER.

TARIF A.

Zölle bei der Einfuhr in Deutschland.

Der im gegenwärtigen Tarif erwähnte deutsche allgemeine Tarif ist der Zolltarif vom 25. Dezember 1902 in seiner durch das deutsche Reichsgesetz vom gleichen Tage bestimmten Fassung.

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark.
aus 36	Pilze, zerkleinert, geschält, gepresst, getrocknet, gedarrt, gebacken oder sonst einfach zu- bereitet	8
aus 47	Preisselbeeren, frisch	frei
	(aus 74/6) Bau- und Nutzholz, im allgemeinen Tarife nicht besonders genannt:	
	Anmerkung zu Nr. 75 und 76 des allgemeinen Tarifs. Durch blosses Sägen gemütete Schindelbretter sind wie bloss gesägte Schindelbretter nach Nr. 76 zu verzollen.	
	In der Längsrichtung beschlagene, gesägte oder in anderer Weise vorgerichtete, nicht gehobelte Kanthöl- zer (Balken, Bohlen und dergleichen), welche nur mit Zapfenlöchern, Zapfen, Schlitten, Falzen oder Bohrlö- chern versehen sind, werden, wenn sie aus weichem Holze bestehen, nach den Sätzen der Nr. 75 und 76 mit einem Zollzuschlage verzollt, welcher beträgt:	
	im Falle der Verzollung nach Gewicht für 1 Doppel-	
	zentner	0,20 Mark.
	im Fall der Verzollung nach Rauminhalt	
	für 1 Festmeter	1,20 »
aus 76	in der Längsrichtung gesägt oder in anderer Weise vorgerichtet, nicht gehobelt, weich....	{ 0,72 oder für 1 Festmeter 4,32
aus 80	Eisenbahnschwellen, mit der Axt bearbeitet, auch auf nicht mehr als einer Längsseite gesägt, nicht gehobelt, aus weichem Holze....	{ 0,24 oder für 1 Festmeter 1,44
	Anmerkung. Gedämpfte getränkte (imprägnierte) oder sonst auf chemischem Wege behandelte Eisenbahn- schwellen werden ohne Zollzuschlag nach den Sätzen der Nr. 81 verzollt.	
aus 81	Holzpflasterklötze aus weichem Holze	{ für 1 Doppelzentner 0,72 oder für 1 Festmeter 4,32
	Anmerkung. Gedämpfte, getränkte (imprägnierte) oder sonst auf chemischem Wege behandelte Holz- pflasterklötze werden ohne Zollzuschlag nach den Sätzen der Nr. 80 verzollt.	
aus 82	Naben, Felgen, Speichen, sowie für diese Gegen- stände erkennbar vorgearbeitete Hölzer von weichem Holze	{ für 1 Doppelzentner 0,72 oder für 1 Festmeter 4,32

TARIFF A.

Inforseltullar i Tyskland.

Den i denna tariff omnämnda tyska allmänna tariffen är tulltariffen den 25 december 1902, sådan den genom tyska rikslagen af samma dag blifvit till lydelsen fastställd.

Nummer i tyska allmänna tariffen.	Artiklarnas benämning.	Tullsats för 100 kilogram Mark.
ur 36	Svampar, skurna i bitar, skalade, pressade, torkade, bakade eller eljest enkelt tillredda..	8
ur 47	Lingon, friska (ur 74/6) Byggnads- och gagnvirke, i allmänna tariffen ej specificerad:	fria
	Anmärkning till nr. 75 och 76 i allmänna tariffen. Genom blott sägning framställda spåntade takspånsbräder tullbehandlas efter nr. 76 som blott sagade. I längdriktningen tillhugget, sagadt eller på annat sätt förarbetadt, icke hyfladt kantvirke (bjälkar, plankor o. dyl.), hvilket blott är försedt med tapphal, tappar, ursäkrningar, falsar eller borrhål, drager, om det består af mjuka träslag, de under nr. 75 och 76 bestämda tullsatserna med följande förhöjning: i händelse förtullning sker efter vikt för 100 kg. 0,20 Mark, i händelse förtullning sker efter rymd- mått för 1 festmeter..... 1,20 »	
ur 76	sagadt i längdriktningen eller på annat sätt förarbetadt, icke hyfladt, af mjuka träslag....	0,72 eller för 1 festmete 4,32
ur 80	Järnvägssyllar, bearbetade med yxa, äfven på icke mer än en långsida sågade, icke, hyflade, af mjuka träslag	0,24 eller för 1 festmeter 1,44
	Anmärkning. Järnvägssyllar, behandlade med ånga, impregnerade eller eljest på kemisk väg behandlade förtullas utan förhöjning efter de i nr. 80 bestämda tullsatserna.	
ur 81	Gatubeläggningskubbar af mjuka träslag.....	för 100 kg 0,72 eller för 1 festmeter 4,32
	Anmärkning. Gatubeläggningskubbar af trä, behandlade med ånga, impregnerade eller eljest på kemisk väg behandlade, förtullas utan förhöjning efter de i nr. 81 bestämda tullsatserna.	
ur 82	Hjulnafvar, lötar, ekrar, äfvensom förarbetade, igenkännliga ämnen därtill, af mjuka träslag..	för 100 kg 0,72 eller för 1 festmeter 4,32

aus 85 Reifenstäbe (gespalten für Fass- und ähnliche Reifen), auch rund gebogen :

geschälte, nicht gehobelt ; ungeschälte und geschälte, gehobelt oder mit den zur unmittelbaren Verwendung als Reifen erforderlichen Einschnitten, dem sogenannten Schloszs, versehen..... für 1 Doppelzentner 3

Anmerkung zu Nr. 84 und 85 des allgemeinen Tarifs. Eine Glättung der Spaltfläche, die mit der Herstellungsweise der gespaltenen Korbweiden und der Reifenstäbe mittels des Zugmessers oder dergleichen im Zusammenhange steht, gilt nicht als Behobelung.

87 Brennholz (Schichtholz [Klafterholz], Stockholz, Reisig [auch in Bündeln], Späne [Abfallspäne] und andere nur als Brennholz verwertbare Holzabfälle, Wurzeln), Zapfen von Nadelhölzern ; ausgelaugtes Gerbholz und ausgelaugte Gerbrinden (Gerblohe), auch geformt (Lohkuchen) frei

88 Holzkohlen, auch gepulvert ; Holzkohlenbriketts frei

89 Holzmehl und Holzwolfe, auch für Heilzwecke zubereitet 0,40

96 Seggen (Waldhaar), auch getrocknet, gefärbt oder zu Strängen zusammengedreht ; Schilfrohr, roh, ungespalten ; Torfstreu ; Laub, Baumnadeln, Moos und sonstige Streu aller Art..... frei

aus 111 Haarwild, nicht lebend, auch zerlegt, nicht zubereitet 20

Anmerkung zu Nr. 115 bis 117 des allgemeinen Tarifs. Fische (einschliesslich der Heringe), die lediglich zur Erhaltung während der Versendung mit Salz bestreut oder mit Salzwasser begossen sind, werden als frische Fische behandelt ; dagegen unterliegen ausgekommene oder zerschnittene frische Fische, wenn sie in Salzlake eingehen, dem Zollsatz für gesalzene Fische.

aus 122 Süsswasserkrebse, lebend oder bloss abgekocht. frei

156 Hörner, Geweihe, Knochen, Knochenzapfen, Hufe, Klauen, Vogelschnäbel, Zähne, roh, auch in der Querrichtung in einzelne Teile zerschnitten ; gefärbte Stücke von Hirschgeweihen, wie sie bei der Herstellung von Knöpfen und ähnlichen Gegenständen als Rohstoff dienen ; Muschelschalen (auch mit Perlen) und Korallen, roh, auch gepulvert oder gemahlen ; Kauris, Schildkrötenschalen (in ganzen Gehäusen), Tierstacheln, Walfischbarten (rohes Fischbein) sowie sonstige tierische Schnitzstoffe, roh frei

ur 85 Tunnbandsträ (klufvet till tunnband o. dyl.),
äfvén runböjdt :

skaladt, icke hyfladt ; oskaladt och skaladt,
hyfladt eller forsedt med de för omedel-
bar användning som tunnband erforderliga
inskränkningarna, s. k. hak

för 100 kg
3

Anmärkning till nr. 84 och 85 i allmänna tariffen.
En glättning af klyfytan, som i samband med tillverk-
ningen af klufven korgpil och tunnbandsträ astadkom-
mes medelst bandknif o. dyl., anses icke såsom
afhyfling.

87 Bränsle (sämved, kubbved risbränsle [äfvén i
knippor], spån [affallspån] och annat endast
såsom bränsle användbart träaffall, trärotter);
barkkottar; utlakadt garfträ och utlakad garf-
varbark (garflag), äfvén i formade stycken
(» Lohkuchen «)..... fria

88 Träkol, äfvén pulveriserade; träkolsbriketter .. fria

89 Trämjöl och träull, äfvén beredd för medicinskt
ändamål 0,40

96 Starrgräs (» Waldhaar «), äfvén torkadt, färgadt
eller sammansnodt till rep; vassrör, råa,
oklufna; torfströ; löf, barr, mossor och annat
strö, alla slag..... fria

ur 111 Hårbärande vildt, icke lefvande, äfvén styckadt,
icke tillredt 20

Anmärkning till nr. 115 — 117 i allmänna tariffen.
Fisk (sill därunder inbegripen), som uteslutande till
förvaring under transporten beströts med salt eller
begjutits med saltvatten, behandlas såsom färsk fisk;
däremot drager urtagen eller sönderskuren färsk fisk,
om den inkommer i saltlake, den för saltad fisk be-
stämda tullsatsen.

ur 122 Kräfter, lefvande eller blott kokta fria

156 Horn, äfvén af hjortdjur, ben, hornkvickar, hof-
var, fågelnäbb, tänder, råa, äfvén på tvärens
skurna i bitar; färgade stycken af hjorthorn,
sådana de vid tillverkning af knappar o. dyl.
tjäna som råämne; musselskal (äfvén med
pärlor) och koraller, råa, äfvén pulveriserade
eller malna; kauris, sköldpaddskal (hela),
djurtaggar, hvalfiskbarder (oarbetadt fiskben),
äfvén som andra animaliska skärbara ämnen,
oarbetade fria

	157	Därme und Mägen von Vieh, frisch oder getrocknet, auch eingesalzen, nicht zum Genuß; tierische Blasen, mit Ausnahme der Hausenblase, frisch oder getrocknet; Goldschlägerhäutchen, zugeschnitten; Lab, auch eingedickt, nicht weingeisthaltig.....	frei
aus	161	Blut von geschlachtetem Vieh, flüssig oder getrocknet; Tierflechten, auch, getrocknet; Dünger, tierischer (Abtritt- und Stalldünger), auch getrocknet	frei
	191	Natürliches Wasser, anderes als Mineralwasser, auch destilliert; Eis, rohes, natürliches und künstliches.....	frei
	223	Ton einschliesslich der Porzellanerde (Kaolin) und Lehm aller Art, auch gebrannt, gemahlen oder geschlemmt; Schamott- und Dinasmörtel.....	frei
	224	Farberden (auch Kreide), roh, sowie als rohe Farberden verwendbare Abfälle und Nebenerzeugnisse der Industrie; Graphit, roh, (in Stücken) gemahlen oder geschlemmt.....	frei
	226	Kieselgur (Infusorienerde), Quarz, Quarzsand; Feuersteine, roh, auch geschreckt oder gemahlen.....	frei
	227	Kalk, kohlensaurer, Magnesit, Dolomit, Witherit, Strontianit, auch gebrannt; Kalk, gebrannter, gelöscht; Kalkmörtel; Kalk, natürlicher phosphorsaurer	frei
		Anmerkung zu Nr. 234 des allgemeinen Tarifs. Unter Nr. 234 fallen auch rohe oder bloss roh behauene Werksteine. Unter bloss roh behauenen Steinen werden solche verstanden, welche lediglich eine Bearbeitung mit dem Zweispitz (Spitzhammer) oder mit dem Spitzmeissel zeigen, wie solche erfolgt, um von dem Stein überflüssige Teile abzuschlagen und ihn zur Versendung geeignet zu machen.	
	236	Sonstige Erden und rohe mineralische Stoffe, anderweit in allgemeinen Tarife nicht genannt, oder inbegriffen, auch gebrannt, geschlemmt, gemahlen oder gereinigt; Kreidemasse (aus Kreide, anderen Erden, Leim, und dergleichen) zu Formerarbeiten	frei
aus	243	Pech aller Art mit Ausnahme des Steinkohlenspechs; Pechsatz (Rückstand von der Pechbereitung); pechartige Rückstände von der Destillation der Mineralöle, soweit sie im Wasser untersinken; Torfteer, Holzteer und Dagget (Daggert, Birkenteer).....	frei
	259	Wagenschmiere	6
	271	Ammoniakwasser (Gaswasser), Salmiakgeist....	frei

- 157 Kreaturstarmar och -magar, friska eller torkade, äfven insaltade, icke afsedda som födoämnen; blåsor af djur, med undantag af husblås, friska eller torkade; guldslagarhinna, tillskuren; löpe, äfven tätad, icke sprithaltig fria
- ur 161 Blod af slaktade kreatur, flytande eller torkad; djursenor, äfven torkade; gödsel, animalisk (afträdes- och ladugårdsgödsel), äfven torkad. fria
- 191 Naturligt vatten, annat än mineralvatten, äfven destilleradt; is, rå, naturlig eller konstgjord. fria
- 223 Lera, porslinslera (kaolin) däri inbegripen, samt anna lera, alla slag, äfven bränd, malen eller slammad; schamotteoch dinasmurbruk fria
- 224 Färgjordarter (äfven krita), råa, äfvensom såsom råa färgjordarter användbara affall och biprodukter från industrien; grafit, rå (i stycken), malen eller slammad fria
- 226 Kiselgur (infusoriejord), kvarts, kvartssand; flinta, rå, äfven bränd eller malen fria
- 227 Kalk, kolsyrad, magnesit, dolomit, viterit, strontianit, äfven bränd; kalk, bränd, släckt; kalmur bruk; kalk, naturlig fosforsur fria
- Anmärkning till nr. 234 i allmänna tariffen. Under nr. 234 hänföres äfven råa eller blott råhuggna verkstenar. Med blott råhuggna verkstenar förstås sådana, hvilka endast utvisa en bearbetning med pikhacka (Spitzhammer) eller med spetsmejsel, såsom brukas för att genom borttagandet af öfverflödiga delar göra dem lämpliga för transporten.
- 236 Andra jordarter och råa mineralämnena, i allmänna tariffen ej specificerade eller inbegripna, äfven brända, slammade, malna eller renade; kritmassa (af krita, andro jordarter, lim o. dyl.) till formarearbeten fria
- ur 243 Beck, alla slag, med undantag af stenkolsbeck; becbottensats (återstod från beckberedning); beckartade rester från rening af mineraloljor, såframt de sjunka i vatten; torftjära, trätjära och björkolja (daggert, björktjära) fria

- 259 Vagnssmörja 6
- 271 Ammoniakvatten (gasvatten), salmiakspit fria

289	Ätznatron, fest (Natriumhydroxyd) oder flüssig (Natronlauge); Ätzkali, fest (Kaliumhydroxyd) oder flüssig (Kalilauge).....	3,50
297	Eisenvitriol (grüner Vitriol, Eisensulfat), Zinkvitriol (weisser Vitriol, Zinksulfat).....	frei
309	Calciumacetat (essigsaurer und holzessigsaurer Kalk).....	0,50
	Anderer Acetate, anderweit im allgemeinen Tarife nicht genannt, sowie Acetonöl,.....	frei
337	Tinte und Tintenpulver.....	4
349	Holzgeist (Methylalkohol), roh; Aceton, roh...	frei
	Anmerkung. Unter Nr. 349 fällt Holzgeist, dessen Stärke, bei 15° C. mit einem Alkoholometer nach Gewichtsteilen in Hundert für Brantwein festgestellt, nicht mehr als 95 Gewichtsteile beträgt.	
aus 350	Holzgeist, gereinigt.....	8
378	Holzteer- und Torfteercreosot.....	frei
	(aus 472/4) Leinengarn (Garn aus Flachs oder Flachswerg), auch gemischt mit Jute, jedoch ohne Beimischung von anderen Spinnstoffen:	
aus 473	eindrätig, gebleicht, gefärbt, bedruckt:	
	bis Nr. 20 englisch.....	13
	über Nr. 20 bis Nr. 35 englisch.....	16
	Nr. 35 bis Nr. 75 englisch.....	21
498	Dichte Gewebe aus Gespinsten von Spinnstoffen des Abschnitts 5 D des allgemeinen Tarifs, auch gemischt mit Pferdehaaren, jedoch ohne Beimischung von anderen tierischen Spinnstoffen oder Baumwolle, nicht unter Nr. 486 bis 491 des allgemeinen Tarifs fallend, gemustert (roh, gebleicht, gefärbt, bedruckt, bunt gewebt):	
	Damaste	150
	andere	} Zollsätze der Nr. 492 und 493 des allgemeinen Tarifs + 19 Mark
aus 556	Schuhe aus Leder aller Art, auch aus behaarten Häuten oder aus Häuten von Fischen oder Kriechtieren, mit anderen Sohlen als Holzsohlen:	
	Pantoffel und Hausschuhe, ohne Rücksicht aus das Gewicht	60
	Anmerkung. Als Pantoffel und Hausschuhe sind solche Schuhe anzusehen, die weder Riststellung noch Fersenstellung haben noch in anderer Weise (z. B. durch Zugschnüre Verschlussknöpfe oder elastische Einsätze) zur festen Umschliessung des Fuszes eingerichtet sind. Der vertragsmässige Zollsatz ist auch auf Pantoffel und Hausschuhe mit einem Absatzfleck, jedoch nicht auf solche mit Absätzen (Stöckeln) anzuwenden.	

289	Etsnatron, i fast form (natriumhydroxyd) eller i flytande (natronlut); etskali, i fast form (kaliumhydroxyd) eller i flytande (kalilut)....	3,50
297	Järnvitriol (grön vitriol, järnsulfat), zinkvitriol (hvit vitriol, zinksulfat):.....	fria
309	Kalciumacetat (ättiksyrad och träättiksyrad kalk):.....	0,50
	Andra acetater, i allmänna tariffen ej specificerade, äfvensom acetonolja:.....	fria
337	Bläck och bläckpulver:.....	4
349	Träspnit (metylalkohol), rå; aceton, rå:.....	fria
	Anmärkning. Under nr. 349 hänföres träspnit, hvars styrka, vid 15° C. provad med en alkoholometer ester viktsdelar pr % för brännvin, icke öfverstiger 95 %.	
ur 350	Träspnit, renad:.....	8
378	Trätjäre- och torftjärekreosot:.....	fria
	(ur 472/4) Linnegarn (garn af lin eller linblånor), äfven blandadt med jute, dock utan inblandning af andra textilämnen:	
ur 473	enkelt, blekt, färgadt, tryckt:	
	t. o. m. nr. 20 engelskt:.....	13
	öfver nr. 20 t. o. m. nr. 35 engelskt:.....	16
	öfver nr. 35 t. o. m. nr. 75 engelskt:.....	21
498	Täta väfnader af de under afdelning 5 Di allmänna tariffen upptagna textilämnen, äfven blandade med hästhår, dock utan inblandning af andra animaliska textilämnen eller bomull, icke hänförliga under nr. 486 t. o. m. 491 i allmänna tariffen, försedda med mönster (råa, blekta, färgade, tryckta, kulört väfda):	
	damast:.....	150
	andra:.....) tullsatserna under nr. 492 och 493 i allmänna tariffen + 10 mark
ur 556	Skodon af skinn, alla slag, äfven af hudar med har eller af hudar af fiskar eller kräldjur, med andra sulor än af trä:	
	tofflor, utan afseende på vikten:.....	60
	Anmärkning. Såsom tofflor anses sådana skodon, hvilka hvarken hafva ställning för vristen eller hälen och icke heller på annat sätt (t. ex. genom snören, knappar eller resärinsättningar) äro afsedda att fast omsluta foten. Den traktatsenliga tullsatsen tillämpas äfven på tofflor, försedda med en enkel klackklapp, dock icke på sådana med klackar.	

562 Handschuhe ganz oder teilweise aus Leder (mit Ausnahme der mit Pelzwerk überzogenen oder mit solchem gefütterten Handschuhe und der als Sattlerware zu behandelnden ausgepolsterten Fechthandschuhe)	125
aus 577 Schuhe aus Kautschuk, auch in Verbindung mit Sohlen aus anderen Stoffen, lackiert	80
(aus 615/634) Holzwaren :	
615 Bau- und Nutzholz, gehobelt, gefalzt, genutet, gestemmt, gezapft, geschlitzt, soweit es nicht unter eine andere Nummer des Abschnitts 10 B des allgemeinen Tarifs fällt :	
roh :	
durch Messerung hergestellte furnierartige Brettchen aus Pappelholz oder Erlenholz in kleinen Abmessungen	2
anderes, soweit es nicht in der Anmerkung zu Nr. 75 und 76 des allgemeinen Tarifs ausgenommen ist	3,25
bearbeitet	10
aus 624 Spulen, auch gefärbt	5
(aus 625/6) Möbel und Möbelteile, grobe (nicht gepolstert), unfurniert :	
aus 625 aus weichem Holze, roh	4,50
(aus 628/9) Tischler-, Drechsler- und Wagnerarbeiten, grobe, sowie sonstige grobe Holzwaren, in den vorhergehenden Nummern des Abschnitts 10 B des allgemeinen Tarifs nicht genannt :	
aus 628 Fensterrahmen, Türen, Treppen, und Teile von solchen, profilierte Holzleisten : roh	4
Grobe rohe Platten aus weichem Holz, die auf beiden Breitseiten mit einer durch ein Bindemittel (Zement oder dergleichen) befestigten einfachen oder mehrfachen Pappschicht vollständig überzogen sind (sogenanntes Comboard)	5
629 bearbeitet :	
Fensterrahmen, Türen, Treppen, und Teile von solchen	11
andere	10
(aus 649/50) Halbzeug (Halbstoff zur Papier- und Pappenbereitung), breiartig oder in fester Form	

562 Handskar, helt eller delvis af skinn (med undantag af med pälsverk vare sig öfverklädda eller fodrade och af till sadelmakararbeten hänförliga, stoppade fäkthandskar)	125
ur 577 Skodon af kautschuk, äfven i förening med sulor af andra ämnen, lackerade.....	80
(ur 615/634) Trävaror:	
615 Byggnads- och gagnvirke, hyfladt, falsadt, spåntadt, med stämjarn urtarget, försedt med tappar eller urskärningar, så framt det icke är hänförligt under något annat nummer i afdelning 10 B i allmänna tariffen:	
oarbetadt:	
knifskurna, fanerarlade träskifvor af poppel- eller alträ i små dimensioner...	2
annat, så framt det icke är undantaget i anmärkningen till nr. 75 och 76 i allmänna tariffen.....	3,25
bearbetadt	10
ur 624 Spolar, äfven färgade	5
(ur 625/6) Möbler och möbeldelar, grofva (icke stoppade), icke farenade:	
ur 625 af mjuka träslag, råa.....	4,50
(ur 628/9) Snickar-, svarfvar- och vagnmakararbeten, grofva, äfvensom andra grofva trävaror, i föregående nummer uti afdelning 10 B i allmänna tariffen ej specificerade:	
ur 628 fönsterramar, dörrar, trappor, och delar af sådana, profilerade trälistor: råa.....	4
Grofva, råa plattor af mjuka träslag, hvilka på båda ytorna fullständigt öfverdragits med ett genom ett bindemedel (cement eller dylikt) fastsatt enkelt eller flerfaldigt papplager (s. k. Compoboard)	5
629 bearbetade:	
fönsterramar, dörrar, trappor, och delar af sådana	11
andra.....	10
(ur 649/50) Halffabrikat för pappers- och papptillverkning, våt eller tor massa, äfven blekt eller	

auch gebleicht oder gefärbt oder mit mineralischen Stoffen, Leim usw. versetzt :

650 aus Holz, Stroh, Espartogras oder anderen Pflanzenfasern :

Holzmasse (mechanisch bereiteter Holzstoff, Holzschliff)..... 1,25

Chemisch bereiteter Holzstoff (Zellstoff, Zellulose) ; Stroh-, Esparto- und anderer Faserstoff 1,25

aus 652 Pappen aller Art :

weiss oder farbig gestrichen, mit weissen oder farbigem Papier beklebt ; Malerpappe 10

655 Packpapier, nicht unter Nr. 654 des allgemeinen Tarifs fallend 3

Anderes Papier, nicht unter andere Nummern des allgemeinen Tarifs fallend, einschliesslich des Kartonpapiers, auch liniert, pergamentiert oder gekörnt..... 6

Anmerkung zu Nr. 654 und 655 des allgemeinen Tarifs. Als Packpapier werden ohne Unterschied des Stoffes, aus welchem das betreffende Papier hergestellt ist, alle Papiere behandelt, welche sich zur Verwendung als Druck-, Schreib-, Lösch- oder Zeichenpapier nicht eignen, insbesondere die Gattung der Tütenpapiere sowie die als Papier zum Einwickeln, Einschlagen oder Einpacken erkennbaren, in der Regel mehr oder weniger geleimten Papiersorten. Papiere dieser Art sind zum Satze von 3 Mark für 1 Doppelzentner auch dann zu verzollen, wenn sie auf beiden Seiten glatt oder geglättet, in der Masse bunt gefärbt oder mit Gebrauchsanweisungen, Warenanpreisungen, Mustern und dergleichen bedruckt sind. Mit Unterlagen von Gespinstwaren versehene Papiere gehören nicht zu den Packpapieren. Für die Unterscheidung von Packpapier und Pappe ist in Zweifelsfällen das Verhältnis der Fläche zum Gewicht in der Weise massgebend, dass als Packpapier nur solche Papiere zu behandeln sind, von denen 1 Meter im Geviert weniger als 350 Gramm wiegt. Von der Verzollung als Seidenpapier sind alle Papiere ausgenommen, deren Gewicht auf 1 Meter im Geviert 30 Gramm übersteigt.

667 Briefpapier, Briefkarten und Briefumschläge in Behältnissen aus Papier, Pappe oder Holz (Papierausstattung), und zwar :

in Behältnissen, mit Leder oder mit Gespinstwaren ganz oder teilweise aus Seide überzogen (ganz oder teilweise) oder damit ausgestattet. 35

in Behältnissen von anderer Beschaffenheit :

aus Papier oder Pappe 12

aus Holz..... 15

Anmerkung. Bändchen aus Gespinsten jeder Art, mit denen Briefpapier, Briefkarten und Briefumschläge gebunden sind, sowie geringfügige Ausstattungen

färgod eller försatt med mineralämnen, lim
o. s. v. :

650 af trä, halm, espartogräs eller andra växtfibrer :

trämassa (mekaniskt beredd trämassa, slip- massa).....	1,25
kemiskt beredd trämassa (cellulosa); halm-, esparto- och annat fiberämne.....	1,25

ur 652 Papp, alla slag :

hvit eller med färg bestruken, öfverklistrad med hvitt eller färgadt papper, målarpapp..	10
---	----

655 Omslagspapper, icke hänförligt under nr. 654
i allmänna tariffen..... 3

Annat papper, icke hänförligt under andra num-
meri allmänna tariffen, här inbegripet kartong-
papper, äfven linjeradt, pergamenteradt eller
kornigt..... 6

Anmärkning till nr. 654 och 655 i allmänna tariffen.
Såsom omslagspapper behandlas allt papper utan
skillnad till ämnet, hvaraf det är framställt, som icke
är till tryck, skrif, sug- och ritpapper tjänligt, i
synnerhet påspapper såväl som de i regeln mer eller
mindre limmade papperssorter, hvilka vanligen tjäna
till omslag eller inpackning. Papper af nämnda slag
förtullas efter en tullsats af 3 mark för 100 kg, äfven
om det är på båda sidor jämnt eller glättadt, i massan
kulört färgadt eller försedt med tryckta bruksanvis-
ningar, varureklamer, mönster o. dyl. Med underlag
af textilvaror försedt papper hänföres icke till oms-
lagspapper. För särskiljande af omslagspapper och
papp tjänar i tvifvelaktiga fall ytans förhållande till
vikten som bestämmande på så sätt, att som omslags-
papper behandlas blott sådant papper, af hvilket 1
meter i fyrkant väger mindre än 350 gram. Från
förtullning såsom silkespapper undantages allt papper,
hvars vikt för 1 meter i fyrkant öfverskrider 30 gram.

667 Brefpapper, brefkort och brefkuverter i askar
etc. af papper, papp eller trä («Papierausstat-
tung») :

i askar etc., öfverkläda (helt eller delvis) med
skinn eller textilvaror, helt eller delvis af
siden, eller därmed annorledes försedda..... 35

i askar etc., af annan beskaffenhet :

af papper eller papp 12
af trä..... 15

Anmärkning. Vid små band af textilämnen, alla
slag, med hvilka brefpapper, brefkort och brefkuverter
äro ombundna, såväl som vid obetydliga utsmycknin-

der Behältnisse selbst mit solchen Bändchen bleiben bei der Verzollung ausser Betracht.

681 Pflastersteine.....	frei
Anmerkung zu Nr. 682 des allgemeinen Tarifs. Gespaltene, an den Schmalseiten rohe oder bloss roh behauene Platten aus Granit von mehr als 16 Zentimeter Starke werden zollfrei abgelassen.	
(aus 685/6) Steinmetzarbeiten, ungeschliffen, ungehobelt, auch in Verbindung mit unlackiertem, unpoliertem Holze oder Eifen : -	
aus 685 von schlichter, nicht profilierter Arbeit, nicht abgedreht, nicht verziert, aus Granit :	
Randsteine für Bürgersteige, an zwei Längsseiten und an den beiden Kopfseiten schlicht bearbeitet, sonst roh oder bloss roh behauen	0,25
andere Arbeiten.....	0,50
Anmerkungen.	
1. Als Steinmetzarbeiten von schlichter, nicht profilierter Arbeit im Sinne der Nr. 685 sind ungeschliffene, ungehobelte, nicht abgedrehte Fensterbänke, Gesimsteile und andere Bau- und Werksteine mit und ohne Kanten und mit ebenen oder gekrümmten Bearbeitungsflächen insoweit zu behandeln, als die Bearbeitung, insbesondere diejenige in gekrümmten Flächen, ersichtlich durch die technische Zweckbestimmung des Steines bedingt ist.	
2. Stufen aus Granit sind auch dann nach Nr. 685 zu verzollen, wenn sie zur Vergrößerung der Auftrittsbreite mit einem einfachen, nicht gegliederten Wulst versehen sind.	
693 Mühlsteine, auch in Verbindung mit eisernen Reifen oder Metallhülsen.....	frei
aus 694 Schleif- und Wetzsteine, ganz oder teilweise aus Karborund.....	12
(aus 713/4) Mauersteine (Mauerziegel, Backsteine) aus farbig sich brennendem Ziegelton, ungebrannt oder gebrannt, unglasiert :	
713 Hohlsteine, Lochsteine und Lochplatten, rau oder glatt.....	0,15
Formsteine, rau oder glatt.....	0,20
aus 716 Klinker aller Art aus Ton, unglasiert.....	0,20
aus 719 Röhren aus Ton, unglasiert oder glasiert : Drainröhren.....	frei
724 Feuerfeste Steine jeder Art (Schamottsteine, Dinas- und andere Quarzsteine, Bauxit- und Magnesiasteine, Kohlenstoffsteine für feuerfeste Ofenausmauerung), unglasiert oder glasiert :	
rechteckige bei einem Reingewichte des Stückes von weniger als 5 Kilogramm.....	0,35

gar af själfva askarna etc. med dylika små band,
ästes icke afseende vid tullbehandlingen.

681 Gatsten	fria
Anmärkning till nr. 682 i allmänna tariffen. Klufna, på de smala sidorna råa eller blott råhuggna plator af granit af mer än 16 cm. tjocklek lämnas tullfria.	
(ur 685/6) Stenhuggeriarbeten, oslipade, ohy- flade, äfven i förening med olackeradt, opole- radt trä eller järn :	
ur 685 släta, icke profilerade, icke svarfvade, icke utsirade, af granit :	
kantstenar för trottoarer, på två långsidor och på båda kortsidorna slätt bearbetade, eljest råa eller blott råhuggna.....	0,25
andra arbeten.....	0,50
Anmärkningar.	
1. Såsom släta, icke profilerade stenhuggeriarbeten efter nr. 685 behandlas oslipade, ohyflade, icke svarf- vade fönsterbänkar, gesimsdelar och andra byggnads- och verkstenar med och utan kanter och med bearbe- tade, släta eller buktiga ytor, så till vida som bearbetningen i synnerhet med hänsyn till buktiga ytor, synbarligen är betingad genom stenens tekniska användning.	
2. Trappstenar af granit förtullas efter nr. 685, äfven då de, i ändamål att få fotssteget bredare, äro försedda med ett enkelt, icke profileradt utsprång.	
693 Kvarnstenar, äfven i förening med järnband eller metallhylsor	fria
ur 694 Slip- och brynstenar, helt eller delvis af karbo- rundum.....	12
(ur 713/4) Murstenar (murtegel, tegelstenar) af tegellera, som fägar sig i bränningen, obrända eller brända, oglaserade :	
713 hålstentar (» Hohlsteine «, » Lochsteine «) och hålplattor, skrofiga eller släta	0,15
formstenar, skrofiga eller släta.....	0,20
ur 716 Klinker, alla slag, af lera, oglaserade.....	0,20
ur 719 Rör af lera, oglaserade eller glaserade : dräneringsrör.....	fria
724 Eldfasta stenar, alla slag (schamottstenar, dinas- och andra kvartsstenar, bauxit- och magne- siastentar, kolstenar för eldfast ugnsmur- ning), oglaserade eller glaserade :	
rätvinkliga, vägande netto under 5 kg pr stycke.	0,35

	rechteckige bei einem Reingewichte des Stückes von 5 kilogramm oder darüber ; andere als rechteckige ohne Rücksicht auf das Gewicht des Stückes	0,50
aus 728	Glatte, unglasierte Bodenplatten aus Ton oder gefrittetem Tonzeug, durch Zusammenpressen verschiedenfarbiger Tonmassen mit Mustern versehen	3
	Anmerkung. Platten der vorstehend bezeichneten Art sind, wenn ihre Stärke mehr als 1 1/2 Zentimeter beträgt, stets als Bodenplatten zu behandeln und von der Verzollung als Wandbekleidungsplatten nach Nr. 729 des allgemeinen Tarifs ausgenommen.	
	Anmerkungen zu Abschnitt 14 des allgemeinen Tarifs.	
	1. Im Gegensatze zu Mauersteinen und Klinkern sind als Pflasterplatten aus Ton und als Bodenplatten aus Ton nur solche parallelförmige Tonkörper zu behandeln, bei welchen sowohl die Länge als auch die Breite mindestens dem Fünffachen der Dicke gleichkommt.	
	Dieses Merkmal dient auch für die Unterscheidung der feuerfesten Platten von den feuerfesten Steinen.	
	2. Tonwaren, die durch Zusammenpressen verschiedenfarbiger Tonmassen hergestellt, hierdurch jedoch nicht auf der Schauseite mit Mustern versehen sind, werden nicht als mehrfarbig, sondern als einfarbig verzollt.	
aus 763	Glas, anderweit im allgemeinen Tarife nicht genannt, auch durch Pressen oder Stanzen hergestellt oder geschliffen, poliert, abgerieben, geschnitten, geätzt, gemustert ; Glasge-spinst und Gläswolle :	
	nicht gefärbt, nicht undurchsichtig	12
	(aus 777/843) Eisen und Eisenlegierungen :	
	Anmerkung zu Nr. 784 des allgemeinen Tarifs. Unter Knüppeln werden gewalzte, nicht gerichtete (adjustierte) Stäbe von 30 bis 110 Millimeter Dicke mit verschiedenen Querschnittsformen, meist aber von quadratischer, rautenförmiger oder flacher Form mit mehr oder weniger abgerundeten Kanten verstanden.	
785	Schmiedbares Eisen in Stäben (gewalzt, geschmiedet oder gezogen), auch geformt (fassoniert) ; ferner Bandeisen :	
	nicht über 12 Zentimeter lang, zum Umschmelzen	1
	mit eingewalzten Mustern oder Verzierungen ...	5
	anderes	2,50
	(786/787) Blech :	
786	roh, entzündert, gerichtet, dressiert, gefirniszt :	
	in der Stärke { von mehr als 1 Millimeter	3
	{ von 1 Millimeter oder darunter	4,50

rätvinkliga, vägande netto 5 kg eller däröfver
pr stycke; andra än rätvinkliga utan afseende
på vikten pr stycke..... 0,50

ur 728 Slåta, oglaserade golfplattor af lera eller half-
förglasadt lergods (»gefrittetes Tonzeug«),
genom sammanpressning af olikfärgade ler-
massor försedda med mönster..... 3

Anmärkning. Plattor af förenämnda slag, om de till
tjockleken överskrida 1 $\frac{1}{2}$ centimeter, behandlas
alltid såsom golfplattor och undantagas från förtullnin-
gen såsom väggplattor efter nr. 729 i allmänna tariffen.

Anmärkningar till afdelning 14 i allmänna tariffen.

1. I motsats till murstenar och klinker behandlas
såsom gatubeläggningsplattor och golfplattor af lera
blott sådana till ytan parallellformiga lerkroppar, vid
hvilka såväl längden som äfven bredden uppgår till
minst fem gånger tjockleken.

Detta kännetecken tjänar öfven för skiljande af
eld fasta plattor från eldfasta stenar.

2. Lervaror, som framställt genom sammanpressning
af olikfärgade lermassor utan att likväl därigenom på
ytan vara försedda med mönster, förtullas icke såsom
färfärgade utan som enfärgade.

ur 763 Glas, i allmänna tariffen ej specificerad, äfven
framställt genom pressning eller stansning,
eller slipadt, polerad, mattslipadt, skuret,
etsadt eller försedt med mönster; glastråd
och glasull :

icke färgadt, icke ogenomskinligt..... 12
(ur 777/843) Järn och järnlegeringar :

Anmärkning till nr. 784 i allmänna tariffen. Under
knäppel förstås valsade, icke riktade (»adjustierte»)
stänger från 30 t. o. m. 110 millimeters tjocklek med
olika tvärsnittsformer, men mest af kvadratisk, rutfor-
mig eller flat form, med mer eller mindre afrundade
kanter.

785 Smidbart järn i stänger (valsadt smidt eller
draget), äfven fasonerad; äfvensom bandjárn:

icke öfver 12 cm. längd, för omsmältning..... 1
med invalgade mönster eller mindre ornamentier. 5
annat..... 2,50

786/787) Plåt :

786 rå, utan valshud, riktad, glättad (»dressiert«),
fernissad :

öfver 1 mm..... 3
afentjocklek { 1 mm. eller därunder..... 4,50

Anmerkung. Unter Nr. 786 fallen auch dressierte Bleche, die durch Walzen eine gleichmässig glatte, glänzende, etwas spiegelnde Oberfläche erhalten, jedoch keine dem Walzen nachfolgende Bearbeitung erfahren haben.

787 abgeschliffen, lackiert, poliert, gebräunt oder sonst künstlich oxidiert, auch mit spiegelnder Oxidschicht überzogen :

in der Stärke	{ von mehr als 1 Millimeter....	5
	{ von 1 Millimeter oder darunter	5,50

Anmerkung zu Nr. 791 des allgemeinen Tarifs. Unter Nr. 791 fallen auch Drähte, die unmittelbar beim Ziehen oder Walzen ein blankes Aussehen erhalten haben, ferner Drähte, die nur infolge der Anwendung von Kupfersalzlösungen beim Ziehen einen dünnen Kupferanflug aufweisen.

Anmerkung zu Nr. 791/2 des allgemeinen Tarifs. Unter Draht ist dasjenige gezogene oder gewalzte Eisen zu verstehen, welches ohne Rücksicht auf die Form des Querschnitts bei letzterem keine die Grenze von 5 Millimeter überschreitende Abmessung zeigt, ferner auch, und zwar ohne Rücksicht auf die Stärke, alles in Form von Bündeln, Ringen oder dergleichen aufgewundene gewalzte oder gezogene Eisen. Jedoch ist das in Form von Bündeln, Ringen oder dergleichen aufgewundene gewalzte oder gezogene Eisen, wenn seine Breite mehr als 10 Millimeter beträgt, als Bandeisen, und wenn sie mehr als 25 Zentimeter beträgt, als Eisenblech zu verzollen.

aus 792 Draht, gewalzt oder gezogen, einschliesslich des geformten (fassonierten), verzinkt, in der Stärke von weniger als 0,5 Millimeter bis 0,22 Millimeter 4,75

aus 794 Röhren, nicht unter Nr. 793 des allgemeinen Tarifs fallend, gewalzt oder gezogen, roh :
mit einer Wandstärke von weniger als 2 Millimeter 10

(798/9) Schmiedbarer Guss, Schmiedestücke und andere Waren aus schmiedbarem Eisen, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt:

798 roh :

bei einem Reingewichte des Stückes :

von mehr als 150 Kilogramm.....	3,50
von mehr als 100 bis 150 Kilogramm	3,75
von mehr als 25 bis 100 Kilogramm	4,50
von mehr als 3 bis 25 Kilogramm	6
von 3 Kilogramm oder darunter.....	6

799 bearbeitet :

bei einem Reingewichte des Stückes :

von mehr als 150 Kilogramm.....	5,50
---------------------------------	------

Anmärkning. Under nr. 786 hänföres också glättad (»dressiert») plåt, som genom valsning erhålliten jämnt glatt, glänsande, något speglande yta, änskönt den icke undergått någon annan bearbetning efter valsningen.

787 slipad, lackerad, polerad, brunerad eller på annat sätt med konst framställd oxidhinna, äfven öfverdragen med en speglande oxidhinna :

af en tjocklek {	öfver 1 mm.....	5
	1 mm. eller därunder.....	5,50

Anmärkning till nr. 791 i allmänna tariffen. Under nr. 791 hänföres jämväl tråd, som omedelbart vid dragningen eller valsningen fått ett blankt utseende, äfvensom tråd, som blott till följd af användning af kopparsaltlösningar vid dregningen företer en tunn kopparanstrykning.

Anmärkning till nr. 791/2 i allmänna tariffen. Under tråd förstås sådant draget eller valsadt järn, som utan afseende på genomskärningens form icke i någon riktning öfverskrider 5 millimeters tjocklek, och vidare, utan afseende på tjockleken, allt i form af knippor inkommande eller i form af ringar o. dyl. upprulladt, valsadt eller draget järn. Likväl förtullas i form af knippor inkommande eller i ringar o. dyl. upprulladt, valsadt eller draget järn, om dess bredd öfverstiger 10 millimeter, såsom bandjärn och, om bredden öfverstiger 25 centimeter, såsom järnplåt.

ur 792 Tråd, valsad eller dragen, fasonerad däri inbegripen, förtennt, af en tjocklek under 0,5 t. o. m. 0,22 millimeter..... 4,75

ur 794 Rör, icke hänförliga under nr. 793 i allmänna tariffen, valsade eller dragna, råa :
under 2 millimeters godstjocklek..... 10

(798/9) Smidbart gjutgods, smidesstycken och andra varor af smidbart järn, i allmänna tariffen ej specificerade :

798 råa :

med en nettovikt pr stycke :

af mer än 150 kilogram.....	3,50
af mer än 100 t. o. m. 150 kilogram.....	3,75
af mer än 25 t. o. m. 100 kilogram.....	4,50
af mer än 3 t. o. m. 25 kilogram.....	6
af 3 kilogramm eller därunder.....	6

799 bearbetade :

med en nettovikt pr stycke :

af mer än 150 kilogram	5,50
------------------------------	------

von mehr als 100 bis 150 Kilogramm.....	6
von mehr als 25 bis 100 Kilogramm.....	7
von mehr als 3 bis 25 Kilogramm	10
von 3 Kilogramm oder darunter.....	13
808 Spaten, Schaufeln, Blatthacken, Küchenpfannen, Kohlenlöffel, Schmelzlöffel, Feuergeräte, Pflugscharen und Pflugstreichbretter.....	4,50
aus 813 Stemmeisen, Hobeisen	20
Maschinenmesser	18
aus 816 Pferderechen, bei einem Reingewichte des Stückes von 3 Kilogramm und darüber	6
aus 820 Hufeisen, roh.....	3
aus 824 Wagenfedern, einschliesslich der Eisenbahnwa- genfedern, roh oder nur an den Blattenden und Seitenkanten abgeschliffen; Pufferfedern	3
825 Drahtseile aus wenigstens 0,5 Millimeter starkem Eisendraht	5
Hufnägel; grobe nicht bearbeitete Nägel von wenigstens 7 Zentimeter Länge, geschmiedet oder gepresst, vierkantig und an der Spitze un- regelmässig abgestumpft.....	6
Andere Drahtseile, Stacheldraht, Drahtgeflechte und Drahtgewebe, Drahtbürsten, Drahtkörbe, Stiefeleisen; Schrauben und Niete von nicht mehr als 13 Millimeter Stiftstärke; Haken, an- derweit im allgemeinen Tarife nicht genannt; Kisten- und Sarggriffe, Splinte, Krampen, Schnallen (mit Ausnahme der Schmuck- schnallen); Rosetenstifte; Sprungfedern aus Draht; Häftel und Ösen; Nägel, weder vor- stehend noch anderweit im allgemeinen Tarife genannt, auch mit Köpfen aus anderen un- edlen Metallen oder Legierungen unedler Me- talle.....	8
836 Feine Schneidwaren (feine Messer, feine Sche- ren, blanke Waffen und dergleichen); Perlen und Schmuckschnallen, soweit sie nicht unter Nr. 887 des allgemeinen Tarifs fallen; Fin- gerhüte, Korkzieher, Nussknacker, Stahlku- geln, Knöpfe (auch aus Blech) und sonstige feine Eisenwaren, anderweit im allgemeinen Tarife nicht genannt:	
roh.....	15
bearbeitet.....	24

Anmerkung. Von der Verzollung als feine Eisen-
waren nach Nr. 836 bleiben die in anderen Nummern
des Absc nitts 17 A des allgemeinen Tarifs besonders
genannten Eisenwaren auch dann ausgenommen,
wenn sie fein bearbeitet sind.

	af mer än 100 t. o. m. 150 kilogram.....	6
	af mer än 25 t. o. m. 25 kilogram.....	7
	af mer än 3 t. o. m. 25 kilogram.....	10
	af 3 kilogram eller därunder.....	13
	808 Spadar, skyfflar, bladhackor, kökspannor, kolskyfflar, smältskopor, eldredskap, plogbillar och plogvåndskifvor	4,50
ur	813 Stämjárn, hyfveljárn.....	20
	Maskinknifvar.....	18
ur	816 Hästräfsor, vägande netto pr stycke 3 kilogram och däröfver.....	6
ur	820 Hästskor, råa	3
ur	824 Vagnsfjädrar, däri inbegripna fjädrar till järnvägsagnar, råa eller endast putsade å ändar och kanter; buffertfjädrar	3
ur	825 Trådlinor af minst 0,5 millimeter tjock järntråd. Hästkosöm; grof, icke bearbetad spik af minst 7 centimeters längd, smidd eller pressad, fyrkantig och i spetsen oregelbundet trubbig.....	5 6

Andra trådlinor, stängseltråd, stängselduk, annan trådduk, trådborstar, trådkorgar, klackjárn; skrufvar och nitar af högst 13 millimeter diam.; hakar och krokar, i allmänna tariffen ej specificerade; handtag till lådor och likkistor, sprintar, krampor, spännen (med undantag af prydnadsspännen); rosettstift; resärer af tråd; hyskor och hakar; spik, ej förut nämnd eller i allmänna tariffen ej specificerad, äfven med hufvud af andra oädla metaller eller deras legeringar.....

8

836 Fint knifsmide (fina knifvar, fina saxar, blanka vapen o dyl.); pärlor och prydnadsspännen, så framt de icke falla under nr. 887 i allmänna tariffen; fingerborgar, korkskruvar, nötknäppare, stålkulor, knappar (äfven af järnbleck) och andra fina järnvaror, i allmänna tariffen ej specificerade:

råa.....	15
bearbetade	24

Anmärkning. Från Örtullning efter nr. 836 såsom fina järnvaror undantagas de under öfriga numren uti afdelning 17 A i allmänna tariffen specificerade järnvaror, äfven om de äro fint bearbetade.

Anmerkungen zu Abschnitt 17 A des allgemeinen Tarifs.

1. Bei Eisenwaren wird ein rauher Ölfarben- oder Teeranstrich sowie das Überstreichen mit Graphit nicht als Bearbeitung angesehen.

2. Eisen in Stäben, Draht, Blech, Röhren und andere Eisenwaren, die auf mechanischem Wege mit Kupfer, Kupferlegierungen, Nickel oder Aluminium überzogen oder auf chemischem Wege vernickelt sind, unterliegen, soweit nicht im allgemeinen Tarife besondere Bestimmungen getroffen sind, einem Zollzuschlage von 50 vom Hundert. Sofern für die genannten Gegenstände in poliertem oder allgemein in bearbeitetem Zustande besondere Zollsätze bestehen, werden letztere der Berechnung zugrunde gelegt.

875 Metalltuch aller Art für gewerbliche Zwecke, insbesondere für die Herstellung von Papier, endlos oder in Rollen oder Stücken, aus Draht aus Kupfer oder Kupferlegierungen, auch mit Gespinsteinlagen; Vordruckwalzen (Egoutteure) aus Kupfer oder Kupferlegierungen, glatt oder gerippt, mit oder ohne Wasserzeichen.....

18

879 Kupfer-, Tombak- und Messingwaren, verniert, gefärbt oder vernickelt, soweit sie nicht zu den fein gearbeiteten Schmuckgegenständen usw. der Nr. 887 des allgemeinen Tarifs gehören oder durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fallen :

vernickelte Rahmen und Bügel aus Messingblech für Zigarrentaschen, Brieftaschen, Geldtäschen Handtaschen, Reisetaschen und ähnliche Täschner-waren.....

50

andere hierher gehörige Waren.....

60

aus 906 Milchenträumungsmaschinen aller Systeme Milchzentrifugen, Separatoren, Radiatoren usw.):

bei einem Reingewichte der Maschine	{	von 40 Kilogramm oder darunter	10
		von mehr als 40 Kilogramm bis 1 Doppelzentner.	10
		von mehr als 1 Doppelzentner bis 2 Doppelzentner.....	9
		von mehr als 2 Doppelzentner bis 4 Doppelzentner.....	8
		von mehr als 4 Doppelzentner bis 5 Doppelzentner.....	7

Anmerkung. Unter Radiatoren werden solche Milchenträumungsmaschinen verstanden, welche im unmittelbaren Anschluss an die Enträumung in ununterbrochenem Verfahren Butter herstellen.

Anmärkningar till afdelning 17 A i allmänna tariffen.

1. Vid järnvaror anses en ojämn påstrykning af oljefärg eller tjära äfvensom öfverstrykning med grafit icke såsom bearbetning.

2. Järn i stänger, tråd, plåt, rör och andra järnvaror, hvilka på mekanisk väg erhållit ett öfverdrag af koppar, kopparlegeringar, nickel eller aluminium eller på kemisk väg förnicklade, draga, för så vidt icke i allmänna tariffen särskilda bestämmelser därom gälla, en tullförhöjning af 50%. Om för nämnda föremål — polerade eller i allmänhet bearbetade — särskilda bestämmelser äro gällande, tullbehandlas de efter dessa.

875. Metallduk, alla slag, för industriella ändamål, i synnerhet för pappersfabrikation, ändlös eller i rullar eller stycken, af tråd af koppar eller kopparlegeringar, äfen med textilinlägg; förtryckvalsar (egoutteurer) af koppar eller kopparlegeringar, jämna eller räfflade, med eller utan vattenmärken.....

18

879 Koppar-, tombak- och mässingsvaror, med guld- eller silfverfernissa öfverstrukna målade eller förnicklade, såframt de icke äro hänförliga till de under nr. 887 i allmänna tariffen upptagna fint arbetade prydnadsföremålen o. s. v. eller genom förening med andra ämnen draga högre tullsatser:

förnicklade rammar och byglar af mässingsplåt för cigarrfodral, plånböcker, penningbörsar, hand- och resväskor samt andra liknande varor

50

andra hit hörande varor... ..

60

ur 906 Mjölkskumningsmaskiner af alla system (mjölkcentrifuger, separatorer, radiatorer o. s. v.):

med en nettovikt pr. maskin	{	af 40 kilogram eller därunder ...	10
		af mer än 40 t. o. m. 100 kilo- gram	10
		af mer än 100 t. o. m. 200 kilo- gram	9
		af mer än 200 t. o. m. 400 kilo- gram	8
		af mer än 400 t. o. m. 500 kilo- gram	7

Anmärkning. Med radiatorer förstås sådana mjölkskumningsmaskiner, hvilka i omedelbar anslutning till skumningen och i oaf bruten följd framställa smör.

TARIF B.

Zölle bei der Einfuhr in Schweden.

Der im gegenwärtigen Tarif erwähnte schwedische allgemeine Tarif ist der Zolltarif vom 1. Juli 1904.

Nummer des schwedischen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Verzollungs- massstab.	Zollsatz	
			Kronen.	Öre.
6	Briefmarkenalbums sowie erkennbare Teile davon.....	kg.	1	—
	Postkartenalbums sowie erkennbare Teile davon.....	»	1	50
	Andere Albums sowie Teile davon.	»	2	—
16	Apothekerwaren, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, einfach oder zusammengesetzt, eingeführt durch Vorsteher von Apotheken oder, nach Anhörung der Medizinalverwaltung, der Wissenschaftsakademie oder der zuständigen Universitätsfakultät, durch Gelehrte zu wissenschaftlichen Zwecken oder auch, nach Prüfung des Kommerzkollegiums, durch Gewerbetreibende, welche nachweisen, dass sie solche Waren zur Herstellung ihrer Fabrikate nötig haben....	—		frei
18	Asbest, unbearbeitet, auch Arbeiten daraus.....	—		frei
20	Schachteln und Dosen. Anmerkung. Bei Prüfung der Frage, ob Schachteln oder Dosen, weil sie aus zusammengesetztem Material bestehen, nach Nr. 20 zu verzollen sind, bleiben Schliessvorrichtungen (Kleine Schlösschen nebst zugehörigen Schlüsseln, Schlüsselschildern und dergleichen) ausser Betracht.			
Bänder :				
22	seidensamtn und ganzseidene..	kg.	6	—
23	halbseidene.....	»	2	50
24	andere Arten, darunter elastische, auch aus Seide, worin			

TARIFF B.

Införseltullar i Sverige.

Den i denna tariff omnämnda svenska allmänna taxan är tulltaxan den 1 juli 1904.

Nummer i svenska allmänna taxan.	Artiklarnas benämning.	Kvantitet för tullbe- räkningen	Tullsats	
			Kronor.	Öre
6	Frimärksalbum äfvensom igenkännliga delar däraf.....	kg.	1	—
	Brefkortsalbum äfvensom igenkännliga delar däraf.....	»	1	50
	Andra album äfvensom delar däraf	»	2	—
16	Apoteksvaror, i allmänna taxan ej specificerade, enkla eller sammansatta, till införsel af apoteks-föreståndare eller, efter Medici-nalstyrelsens, Vetenskapsaka-demiens eller vederbörande uni-versitetsfakultets hörande, af vetenskapsmän till begagnande för vetenskapliga ändamål, eller ock, efter Kommerskollegii prof-ning, af näringsidkare, som styrka sig hafva behof af dylika varor för åstadkommande af sina tillverkningar.....	—		fria
18	Asbest, oarbetad, äfvensom arbeten däraf.....	—		fria
20	Askar och Dosar. Anmärkning. Vid pröfning af frågan, huruvida askar och dosor skola för-tullas efter nr. 20, emedan de bestå af sammansatta ämnen, fästes icke afseende vid läsinrättningar (små lås med tillhörande nycklar, nyckelskyltar och dylikt).			
	Band :			
22	silkessammets- och helsiden-....	kg.	6	—
23	halfsiden-.....	»	2	50
24	andra slag, därunder inbegripna sådana elastiska, äfven af silke,			

Kautschuk oder ähnliche Stoffe enthalten sind.....		kg.	1	75
<p>Anmerkung zu Nr. 22, 23, 703 und 704. Seidenwaren der in diesen Nummern bezeichneten Art, in welchen bis zu 15 v. H. andere Gespinste enthalten sind, werden wie ganzseidene verzollt. Wie halbseidene werden alle anderen derartigen Waren verzollt, in welchen Seide enthalten ist. Jedoch ist auf Seide, welche in Garn von anderen Gespinsten eingesponnen ist und nicht der ganzen Länge desselben folgt, keine Rücksicht zu nehmen.</p> <p>Dergleichen Waren aus Samt, Velpel und Plüsch werden ausserdem wie ganzseidene Waren verzollt, wenn die ganze Schauseite aus Seide besteht, auch wenn an der Kehrseite andere Gespinste ersichtlich sind.</p> <p>Künstliche Seide wird bei der Verzollung der natürlichen Seide gleich behandelt.</p>				
35	Bijouteriewaren, aus anderem Stoff als Gold und Silber, einfach oder zusammengesetzt, wie, Armbänder, Ärmel und Brustknöpfe, Busennadeln, Ketten, Kreuze, Ringe, Siegel, Spangen, Uhrhaken und dergleichen.....	»	2	—
46	Künstliche Blumen aus Zeug, Papier, Stroh, Federn oder anderem, ähnlichen Stoffe.....	»	15	—
50	Bleistifte aller Art.....	»	—	35
<p>Anmerkung. Hierunter fallen auch in Holz gefasste Farbstifte (Buntstifte).</p>				
53	Schreibtinte, einschliesslich der Behältnisse.....	»	—	8
55	Buchstabenstempel und Buchdrucktypen	»	—	25
<p>Bürstenbinderwaren aus anderem Material als aus Fiber, Gräsern, Wurzeln oder sonstigen vegetabilischen Stoffen, ausgenommen Pinsel, Maurer- und Malerbürsten aller Art:</p>				
60	mit anderer Einfassung als solcher von unpoliertem oder bemaltem Holz oder Eisen...	»	1	20
62	Briefumschläge und Papierdüten..	»	—	30
<p>Anmerkung. Briefpapier, Briefkarten und Briefumschläge in Behältnissen aus Papier, Pappe oder Holz (Papier-</p>				

hvari kautschuk eller likartadt ämne ingår.....		kg.	1	75
<p>Anmärkning till nr. 22, 23, 703 och 704. Sidenvaror af de under dessa nummer upptagna slag, i hvilka andra spånadsämnen till och med 15 % ingå, skola förtullas såsom helsiden. Såsom halfsiden förtullas alla andra dylika varor, i hvilka silke ingår. Dock skall afseende icke fästas å silke, som, inspunnet i garn af annat spånadsämne, ej följer garnets hela längd.</p> <p>Dylika varor af sammet, fälb och plysch tullbehandlas dessutom såsom helsiden, då hela ytan utgöres af silke, ehuru fränsidan utvisar annat spånadsämne.</p> <p>Konstgjordt silke skall vid tullbehandlingen anses lika med naturligt silke.</p>				
35	Bijouterivaror, af annat ämne än guld eller silfver, enkla eller sammansatta, såsom armband, ärmoch bröstknappar, bröstnålar, kedjor, kors, ringar, sigiller, spännen, urhakar m. m.....	»	2	—
46	Blommor, konstgjorda, af tyg, papper, halm, fjäder eller andra dylika ämnen.....	»	15	—
50	Blyertspennor, alla slag.....	»	—	35
Anmärkning. Hit hänföres äfven i trä infattade färgstift (Buntstifte).				
53	Bläck, skrif-, kärleus vikt inberäknad.....	»	—	8
55	Bokstafsstämplar och Boktryckss-tilar.....	»	—	25
Borstbindararbeten af andra ämnen än af fiber, gräs, rötter eller andra vegetabiliska ämnen, med undantag af penslar, murar- och målarborstar, alla slag :				
60	med annan infattning än af opoleradt eller måladt trä eller järn.....	»	1	20
62	Brefkuverter och Papperspåsar...	»	—	30
Anmärkning. Brefpapper, brefkort och brefkuverter i askar m. m. af papper, papp eller trä (Papierausstat-				

ausstattungen), jedoch ohne Verbindung mit anderen Materialien, werden zum Satze von 0,25 Kronen für 1 kg verzollt. Bändchen aus Gespinsten jeder Art, mit denen Briefpapier, Briefkarten und Briefumschläge gebunden sind, sowie solche Bändchen oder Beschläge zum Festhalten des Deckels oder zum Schliessen der dazu gehörenden Behältnisse bleiben bei der Verzollung ausser Betracht. Ebenso bleibt es auf die Verzollung ohne Einfluss, wenn die Behältnisse Einrichtungen zur Unterbringung verschiedener Arten oder Grössen von Briefbogen, Briefkarten oder Briefumschlägen, wie abgeschlossene Fächer, Brücken, Klötze und dergleichen besitzen.

Stickereien, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, fertig oder nur angefangen :

64	gestickte Streifen aus anderem Baumwollengewebe als Tüll oder aus Leinengewebe, auch wenn mit anderer Näharbeit versehen, und solche gestickte Gewebe, augenscheinlich zum Zerschneiden in Streifen bestimmt.....	kg.	5	50
	anderer Art, nicht unter Nr. 63 des allgemeinen Tarifs fallend, tragen den Zoll wie das Zeug oder der Stoff, auf dem die Stickerei ausgeführt ist, mit 100 v. H. Zuschlag.			
82	Bücher in fremden Sprachen gedruckt oder mit erhabener Schrift für Blinde.....	—		frei
	Anmerkung zu Nr. 81 und 82 des allgemeinen Tarifs. Hierunter fallen auch Bilderbücher und Malbücher für Kinder, mit erläuterndem Text (in Prosa oder Poesie).			
aus 87	Zelluloid, verarbeitet, mit Ausnahme von Tasten, Messergriffen und Material dazu: ohne Verbindung mit anderen Stoffen.....	kg.	—	80
aus 88	Zement, einschliesslich der Behältnisse, mit Ausnahme von Eisenschlackenzement.....	100 kg.	—	60
	99 Elektrometer.....	100 kronen	10	—
	100 Elektrische Glühlampen.....	kg.	1	50

tungen), dock icke i förening med andra ämnen, skola förtullas efter en tullsats af 0,25 kronor för 1 kg. Vid små band af spån adsämnena, liksom, med hvilka brefpapper, brefkort och brefkuverter äro ombundna, såväl som dylika band eller beslag, afsedda för lockets fasthållande eller för tillslutandet af dithörande askar m. m. fästes icke afseende vid tullbehandlingen. Likaså inverkar icke på tullbehandlingen, om askarna m. m. äro försedda med inredningar för anbringandet af olika slag eller storlekar af brefpappersark, brefkort eller brefkuverter, såsom fackinredning, klotsar o. dyl.

Broderade arbeten, i allmänna taxan ej specificerade, färdiga eller påbörjade:

- 64 broderade remsor af annan bomullsväfnad än tyll eller af linneväfnad, äfven om de äro försedda med annat sömnadsarbete, samt broderade sådana väfnader, synbarligen afsedda att sonderklippas till remsor kg. 5 50

andra slag, icke hänförliga till nr. 63 i allmänna taxan, draga lika tull med det tyg eller ämne, hvarå broderiet är anbragt, med tillägg af 100 procent.

- 82 Böcker, på främmande språk tryckta samt med upphöjda bokstäfver till begagnande af blinda. — fria

Anmärkning till nr. 81 och 82 i allmänna taxan. Hit hänföras äfven bilderböcker och målarböcker för barn, med förklarande text (på prosa eller poesi).

- nr 87 Celluloid, arbetad, med undantag af tangentskifvor, knifskäft och ämnen därtill. utan förening med andra ämnen..... kg. — 80
- nr 88 Cement, kärleus vikt inberäknad, med undantag af järnslagcement..... 100 kg. — 60
- 99 Elektricitetsmätare 100 kronor 10 —
- 100 Elektriska glödlampor..... kg. 1 50

101	Elektrische Maschinen: Dynamomaschinen, Elektromotore und Transformatoren sowie Teile davon.....	100 kronen	15	—
107	Etuis mit oder ohne Zubehör, von zusammengesetztem oder im allgemeinen Tarif anderweit nicht als bearbeitet aufgeführtem Material:			
	mit Leder oder Gespinstwaren aller Art ganz oder teilweise überzogen oder damit ausgestattet oder in Verbindung mit Zelluloid oder ähnlichen Formerstoffen.....	kg.	2	—
	andere.....	»	1	50
	Anmerkung. Bei Prüfung der Frage, ob ein Etui, welches aus zusammengesetztem Material besteht, nach Nr. 107 zu verzollen ist, bleiben Schliessvorrichtungen (kleine Schlösschen nebst zugehörigen Schlüsseln, Schlüsselschildern und dergleichen) ausser Betracht.			
110	Firnis, ausser Spirituslack.....	»	—	30
aus. 140	Gänse, lebende.....	—		frei
142	Farben, und Farbstoffe:			
	Alizarin, Anilin und andere Teerfarben.....	—		frei
	Anmerkung zu Nr. 142 und 145. Teerfarbstoffe sind zollfrei, auch wenn sie geringe Mengen von Stoffen, wie z. B. Essigsäure, Azetin, Sulfide — jedoch nicht Alkohol — enthalten, deren Beimischung lediglich bezweckt, den Farbenton zu mildern oder zu fixieren oder die Fällung im Bade zu verhindern oder auch der Farbe andere derartige Eigenschaften zu geben, welche sie für ihre Verwendung geeigneter machen.			
144	Buch-, Stein- und Kupferdruckerfarben.....	kg.	—	7
145	Indigo, Indigoextrakt, Indigokarmin und Kochemille.....	—		frei
	Anmerkung. Synthetischer Indigo, trocken oder in Teigform, ist wie natürlicher zu behandeln. Vgl. auch Anmerkung bei Nr. 142.			
149	Zinkweiss.....	—		frei
	Anmerkung. Hierunter fällt auch Lithopon.			

101 Elektriska maskinerna dynamo-maskiner, elektromotorer och transformatorer eller delar däraf 100 kronor 15 —

107 Etuier, med eller utan tillbehör, af sammansatta eller i allmänna taxan såsom arbetade ej specificerade ämnen:

helt eller delvis öfverklädda med skinn eller spånadsvaror, alla slag, eller därmed annorledes försedda eller i förening med celluloid eller dylika formbara ämnen....	kg.	2	—
andra	»	1	50

Anmärkning. Vid pröfning af frågan, huruvida ett etui skall förtullas efter nr. 107, emedan det består af sammansatta ämnen, fastes icke afseende vid låsinrättningar (små lås med tillhörande nycklar, nyckelskyltar och dylikt).

110 Fernissa, med undantag af spritfernissa..... » — 30

ur 140 Gäss, lefvande..... — fria

142 Färger och Färgningsämnen:

alisarin samt anilin och andra tjärfärger	—	fria
---	---	------

Anmärkning till nr. 142 och 145. Tjärfärgningsämnen äro tullfria, äfven om de innehålla ringa mängd af sådana ämnen som t. ex. ättiksyra, acetin, sulfid — dock icke alkohol —, hvars inblandning uteslutande har till ändamål att mildra eller fixera färgtonen eller att förhindra fällningen i badet eller också att gifva färgen andra dylika egenskaper, hvilka göra den mer ägnad för sin användning.

144 bok-, sten- och koppartrycksfärg kg. — 7

145 indigo, indigoextrakt, indigokarmin och koschenill..... — fria

Anmärkning: Syntetisk indigo torr eller i degig form, tullbehandlas såsom naturlig.

Jfr. äfven anmärkning vid nr. 142.

149 zinkhvitt..... — fritt

Anmärkning. Hit hänföres äfven litopon.

150	andere Arten, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, unzubereitet oder zubereitet..	—	frei
156	Gerbsäure.....	—	frei
	Garn:		
	Wollengarn aller Art:		
	einfach:		
157	ungefärbt und ungebleicht	kg.	— 20
158	gefärbt, gebleicht oder bedruckt	»	— 35
	dubliert oder mehrdrätig:		
159	ungefärbt und ungebleicht	»	— 25
160	gefärbt, gebleicht oder bedruckt, auch sogenanntes Glanzgarn.....	»	— 40
	Leinen- und Hanfgarn:		
	einfach:		
161	ungefärbt und ungebleicht	»	— 20
162	gefärbt, gebleicht oder bedruckt	»	— 40
	Segelgarn und Bindfaden:		
169	ungefärbt und ungebleicht.....	»	— 20
	Gips:		
173	gebrannt und gemahlen, einschliesslich der Gefässe.....	100 kg.	— 40
	Glas:		
	Fenster- und Spiegelglas:		
	belegt:		
184	bis $\frac{1}{2}$ qm Fläche.....	kg.	— 30
185	von grösseren Dimensionen	»	— 50
186	photographische Trockenplatten oder sogenannte Emulsionsplatten, einschliesslich der Schachteln und des Papiers...	»	— 30
187	andere Arten, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, auch Karaffen und gepresste oder geschliffene Flaschen....	»	— 60
aus 194	Reis, poliert.....	100 kg.	6 50
198	Goldgespinstwaren: Nestelschnüre, Kantillen, Flitter, Borten, Besätze, Schnüre und andere, im		

150	andra slag, i allmänna taxan ej specificerade, oberedda eller beredda.....	—	fria
156	Garfsyra	—	fri
	Garn		
	ullgarn, alla slag :		
	enkelt :		
157	ofärgadt och oblekt.....	kg.	— 20
158	färgadt, blekt eller tryckt..	»	— 35
	två- eller flertrådigt :		
159	ofärgadt och oblekt.....	»	— 25
160	färgadt, blekt eller tryckt, s. k. briljantgarn därun- der inbegripet.....	»	— 40
	linne- och hampgarn :		
	enkelt :		
161	ofärgadt och oblekt.....	»	— 20
162	färgadt, blekt eller tryckt..	»	— 40
	segel- och bindgarn :		
169	ofärgadt och oblekt	»	— 20
	Gips :		
173	bränd och malen, kärlets vikt inberäknad	100 kg.	— 40
	Glas :		
	fönster- och spegelglas :		
	folierade :		
184	af t. o. m. 1/2 kv.-m. yta...	kg.	— 30
185	af större dimensioner.....	»	— 50
186	fotografiska torrplåtar eller s. k. emulsionsplåtar, as- kars och pappers vikt in- begripen	»	— 30
187	andra slag, i allmänna taxan ej specificerade, karaffiner och pressade eller slipade flaskor därunder inbe- gripna	»	— 60
ur 194	Ris, polerad.....	100 kg.	6 50
198	Gulddragararbeten: ägiljetter, kan- tiljer, paljetter, galoner, gra- maner, snören och andra i all-		

	allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, echt oder unecht	kg.	9	—
	Anmerkung. Waren der in Nr. 198 bezeichneten Art, welche Goldfäden oder Goldgespinste bis zu höchstens 15 v. H. des Gesamtgewichts der Ware enthalten, sind nicht als Goldgespinnstwaren nach Nr. 198, sondern nach ihrer sonstigen Beschaffenheit zu verzollen.			
205	Lederhandschuhe aller Art	»	6	—
	Häute und Felle ausser Pelzwerk, zubereitet :			
219	Sohlleder und Brandsohlleder..	»	—	40
220	andere Arten	»	—	65
226	Hopfen	»	—	10
230	Rosshaare	»	—	20
	Anmerkung. Hierunter fallen auch Krollhaare.			
	Instrumente :			
239	chirurgische, mathematische, physikalische, chemische und Navigationsinstrumente aller Art, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt	100 kronen	10	—
240	optische, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, einschliesslich Fernrohre, Brillen, sowie gefasste optische Gläser aller Art	kg.	2	—
	Barometer, Manometer und Thermometer	»	1	—
	musikalische :			
	Pianofortes, auch gebrauchte :			
241	tafelförmige und Pianinos..	1 stück	150	—
242	Flügel	»	200	—
245	Akkordeons oder Teile davon	kg.	—	50
246	andere Arten, auch einzeln eingehende Teile und Zubehör, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt	100 kronen	15	—
253	Eisenbahn- und Pferdebahnwagen, auch Tender	100 kronen	15	—
	Anmerkung. Als Eisenbahn- und			

männa taxan ej specificerade, äkta eller oäkta.....			
	kg.	9	»
Anmärkning. Under nr. 198 upptagna varor, hvilka innehålla guldtrådar eller gulddrageri till en kvantitet af högst 15 % af varans hela vikt, tullbehandlas icke såsom gulddragararbeten efter nr. 198 utan efter deras beskaffenhet i öfrigt.			
205 Handskar, alla slag	»	6	—
Hudar och Skinn :			
ej hänförliga till pälsverk :			
beredda :			
219 sulläder och bindsulläder...	»	—	40
220 andra slag	»	—	65
226 Humle	»	—	10
Hår :			
230 tagel.....	»	—	20
Anmärkning. Hit Hänföres äfven kr. sadt tagel (Krollhaare).			
Instrumenter :			
239 kirurgiska, matematiska, fysiska, kemiska och navigations-, alla slag, i allmänna taxan ej specificerade.....	100 kronor	10	—
240 optiska, i allmänna taxan ej specificerade, därunder inbegripna kikare, glasögon och infattade optiska glas af alla slag..	kg.	2	—
barometrar, manometrar och termometrar	»	1	—
musikaliska :			
fortepianon, äfven begagnade :			
241 tafflar och pianinon.....	1 stycke	150	—
242 flyglar.....	»	200	—
245 ackordion eller delar däraf...	kg.	—	50
246 andra slag, äfvensom särskildt inkommande delar och tillbehör, i allmänna taxan ej specificerade.....	100 kronor	15	—
253 Järnvägs- och spårvägsagnar, äfvensom tenderar	100 kronor	15	—
Anmärkning. Till järnvägs- eller			

Pferdebahnwagen sind auch solche Wagen zu behandeln, in welchen Motore angebracht sind.

Kali:

- | | | | |
|-----|--|---|------|
| 263 | kohlensaures (Pottasche) und doppeltkohlensaures | — | frei |
| 265 | salpetersaures (Kalisalpeter).... | — | frei |

Kautschuk oder Gummielastikum, vulkanisiert oder nicht vulkanisiert, sowie Guttapercha:

bearbeitet:

ausgewalzt in Platten:

- | | | | |
|--|---|------------|------|
| 282 | von 1 mm Dicke oder mehr, mit oder ohne Zeugeinlage | — | frei |
| aus 284 | Fäden und Röhren aus Hartkautschuk oder Ebonit... | — | frei |
| 285 | andere Arten, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, darunter auch Schuhzeug und Kautschuk in Holzhülsen | kg. | 1 20 |
| Chemisch-technische Präparate, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt: | | | |
| 288 | Goldchlorid, Kaliumgoldchlorid, Natriumgoldchlorid (Goldsalz), Kalium-Platinachlorür und Platina-chlorid | » | — 8 |
| 289 | andere Arten, mit Ausnahme der in Nr. 287 des allgemeinen Tarifs genannten.. | 100 kronen | 15 — |

hinter 295 Kleider, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt:

Kleidungsstücke aus Leinwand oder Baumwolle sowie Teile derselben, auch genähte Haushaltsgegenstände aller Art, wie Tischzeug, Handtücher, Bettlaken, Kopfkissen, Gardinen und dergleichen mehr:

versehen mit Stickereien, werden mit 100 v. H. Aufschlag auf den Zoll für den Stoff verzollt, aus welchem die Kleidungs-

spårvägsagnar hänföras äfvensådana,
i hvilka motor finnes ambragt.

Kali :

263	kolsyradt (pottaska) och surt kolsyradt	—	fria
265	salpetersyradt (kalisalpeter).....	—	fritt

Kautschuk eller Gummi elasticum,
vulkaniserad eller icke, samt
Guttaperka :

arbetad :

i skifvor utvalsad :

	282	af 1 mm. tjocklek eller dä- röfver, med eller, utan väfinlägg	—	fri
ur	284	tråd och rör af hård kaut- schuk eller ebonit	—	fria
	285	andra slag, i allmänna taxan ej specificerade, härunder inbegripna skodon och i trähylsa infattad kaut- schuk.....	kg.	1 20

Kemiskt-tekniska preparater, i all-
männa taxan ej specificerade :

288	guldklorid, kaliumguldklorid, natriumguldklorid (goldsalt), kaliumplatinaklorur och pla- tinaklorid.....	»	—	8
-----	---	---	---	---

289	andra slag, med undantag af de under nr. 287 i allmänna taxan specificerade.....	100 kronor	15	—
-----	--	------------	----	---

efter 295 Kläder, i allmänna taxan ej speci-
ficerade :

klädespersedlar, af linne eller
bomull, samt delar af sådana,
äfvensom sydda hushållsper-
sedlar, alla slag, såsom duk-
tyg, handdukar, lakan, örn-
gott, gardiner med flera
dylika :

försedda med broderier ;
förtullas med 100 pro-
cents förhöjning i den
tull, som är bestämd för
tyget, hvaraf klädes- eller

oder Haushaltsstücke hauptsächlich bestehen.

Anmerkung. Besteht bei Kleidungsstücken aus Leinwand oder Baumwolle sowie Teilen derselben oder bei genähten Haushaltsgegenständen aller Art die Näharbeit nur in einem Säumen oder Einfassen, so beträgt der Aufschlag auf den Zoll für den Stoff nur 10 v. H.

Kleider und andere Kleidungsstücke aus anderem Stoff als Leinwand oder Baumwolle sowie Teile derselben :

versehen mit Stickereien, Fransen, Posamenten, Spitzen, Blonden oder Futter, welches einem höheren Zoll unterliegt als das Zeug oder der Stoff, aus welchem die Kleidungsstücke hauptsächlich bestehen, werden mit 100 v. H. Aufschlag auf den Zoll für das betreffende Zeug oder den Stoff verzollt.

Anmerkungen.

1. Bei Kleidern wird das Oberzeug der Zollberechnung zu Grunde gelegt; wenn es schwierig, ist, den Hauptbestandteil desselben zu bestimmen, wird dasjenige Material, welches den höchsten Zoll trägt, als massgebend angenommen.

2. Kleidungsstücke aus Zelluloid werden ohne Aufschlag wie verarbeitetes Zelluloid der Nr. 87 des allgemeinen Tarifs verzollt

Kleidungsstücke, bestehend aus geknoteten, gestrickten oder gewirkten Gegenständen oder aus Strumpfwirkerwaren, ohne Zutaten oder nur mit gewöhnlichen Zutaten, werden ohne Aufschlag nach den für Strümpfe und Strumpfwirkerwaren gegebenen Bestimmungen verzollt. Als gewöhnliche Zutaten sind anzusehen : Knöpfe, Knopfleisten, Riemen, Zugschnüre und Zugbänder, Schleifen, einfache Quasten und dergleichen.

hushållspersedeln huf- vudsakligen består.

Anmärkning. Utgöres vid klädespersedlar af linne eller bomull samt delar af sådana eller vid sydda hushållspersedlar, alla slag, sömnaden endast af fällning och kantning, utgår tullförhöjningen med blott 10 procent af den för tyget bestämda tull.

gångkläder och andra klädespersedlar, af annat ämne än linne eller bomull, samt delar af sådana :

Försedda med broderier, fransar, snörmakerier, spetsar eller blonder eller med foder, som drager högre tull än det tyg eller ämne, hvaraf klädespersedeln hufvudsakligen består; förtullas med 100 procents förhöjning i den försagda tyg eller ämne stadgade tull.

Anmärkningar.

1. För gångkläder tages öfvertyget till grund för tullberäkningen; men uppstår svårighet att bestämma hufvudbeståndsdelen, tages till beräkningsgrund det material, som drager högsta tullafgiften.

2. Klädespersedlar af celluloid tullbehandlas såsom Celluloid, arbetad, efter nr. 87 i allmänna taxan, utan förhöjning.

kläder, som utgöras af knutna, stickade, virkade eller på strumpstol tillverkade persedlar, eller som äro förfärdigade af strumpstolsalngods, utan tillbehör eller blott med vanliga tillbehör, förtullas utan förhöjning, efter hvad för strumpor och strumpstolsarbeten är bestämdt. Såsom vanliga tillbehör skola anses: knappar, knapplister, remmar, dragsnören och dragband, rosetter, enkla tofsar o. dyl.

Knöpfe, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt:

- 299 aus zusammengesetztem oder im allgemeinen Tarife nicht als bearbeitet aufgeführtem Stoffe, mit Ausnahme von Knöpfen, in welchen Seide enthalten ist..... kg. 1 —

andere Arten, mit Ausnahme solcher, in denen Seide enthalten ist, werden wie der betreffende Stoff, bearbeitet, verzollt.

Anmerkung. Knöpfe nur mit Ösen aus einem anderen Stoffe werden wie der bearbeitete Stoff des Knopfes selbst verzollt.

- 317 Korbwaren, ausgenommen solche aus ungeschälten Zweigen und gröberen Spänen..... » 1 —

- 348 Spielzeug aller Art, ohne Rücksicht auf das Material, sowie Teile davon..... » 1 20

Anmerkung. Hierunter fällt auch Christbaumschmuck, soweit er nicht nach seiner Beschaffenheit niedrigeren Zollsätzen unterliegt.

Tonwaren, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt:
Ziegel:

- 352 feuerfeste, auch sogenannte Fassadeziegel und Bürgersteigsteine..... 100 kg. — 20

Fussboden- und Wandplatten (Tiles, Fliesen), in der Dicke von weniger als 3 cm sowie Bauornamente:

- 354 unglasiert, einfarbig..... 100 kg. 2 —

Waren aus echtem Porzellan:

- 358 weiss oder einfarbig..... kg. — 30

- 359 vergoldet, versilbert, bemalt oder bedruckt..... » — 60

andere, im allgemeinen Tarife nicht genannte Tonarbeiten wie Kacheln und Ofenornamente, Töpferwaren, Terra-

Knappar, i allmänna taxan ej specificerade:

299	af sammansatta eller, såsom arbetade, i allmänna taxan ej specificerade ämnen, med undantag af knappar, i hvilka silke ingår.....	kg.	1	—
-----	---	-----	---	---

andra slag, med undantag af sådana, i hvilka silke ingår, tullbehandlas såsom det ämne, arbetadt, hvaraf de bestå.

Anmärkning. Då knappar icke anorlunda äro af sammansatta ämnen tillverkade, än att öglan är olikartad, förtullas de på sätt taxan stadgar för det ämne, arbetadt, hvaraf själfva knapparna äro förfärdigade.

317	Korgmakararbeten, med undantag af sådana af oskalade kvistar och gröfre spån.....	»	1	—
-----	---	---	---	---

348	Leksaker, alla slag, utan afseende å materialet, äfvensom delar därtill.....	»	1	20
-----	--	---	---	----

Anmärkning. Hit hänföres äfven julgransprydnader, såframt de icke efter sin beskaffenhet draga lägre tullsatser.

Lervaror, i allmänna taxan ej specificerade:
tegel:

352	eldfast, äfvensom s. k. fasadtegel samt trottoarsten.....	100 kg.	—	20
-----	---	---------	---	----

golf- och väggplattor (tiles, flisor):
af mindre tjocklek än 3 cm,
äfvensom byggnadsornament:

354	oglaserade, enfärgade.	100 kg.	2	—
-----	------------------------	---------	---	---

arbeten af äkta porslin:

358	hvita eller enfärgade.....	kg.	—	30
-----	----------------------------	-----	---	----

359	förgyllda, försilfrad, målade eller tryckta.....	»	—	60
-----	--	---	---	----

anda arbeten af lera, i allmänna taxan ej specificerade, såsom kakel och kakelugnsornament, krukmakargods, arbe-

kotta-, Terralith- und Majolikawaren, sogenanntes unechtes Porzellan und andere Arten Fayence usw. :

360	weiss oder einfarbig.....	kg.	—	10
361	vergoldet, versilbert, bemalt oder bedruckt.....	»	—	16

Anmerkung zu Nr. 358 bis 361. An sich weisse oder einfarbige Tonwaren, welche die Marke, den Namen der Fabrik oder eine eingravierte Bezeichnung des Fassungsraumes tragen, werden deshalb nicht als bemalte oder bedruckte Waren behandelt.

Lithographische und photographische Arbeiten sowie Kupferstiche, Stahlstiche und Holzschnitte, mit oder ohne Farbendruck, auch Öldruckbilder, ohne, Rücksicht auf das Material, auf dem sie angebracht sind :

368	uneingerahmt, nicht zu Drucksachen gehörend und nicht mit solchen eingehend.....	»	—	50
-----	--	---	---	----

Anmerkung zu Nr. 366 und 368 des allgemeinen Tarifs. Die in Nr. 367 und 368 aufgeführten Waren werden auch dann nach diesen Nummern behandelt, wenn die Pappe, das Papier oder das Papiermaché, worauf sie angebracht sind, lackiert, bronziert, vergoldet oder versilbert ist.

373	Magnesia und Magnesiumsalze.....	—		frei
-----	----------------------------------	---	--	------

378	Maschinen, Gerätschaften und Werkzeuge oder Teile davon, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt.....	100 Kronen	10	—
-----	--	------------	----	---

aus 380	Matten aus Kokosfasern.....	kg.	—	7 1
---------	-----------------------------	-----	---	-----

Metalle und im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannte Arbeiten aus Metall :

(A) Blei :

bearbeitet :

aus 383	Platten	—		frei
---------	---------------	---	--	------

(B) Gold :

391	Arbeiten daraus, ausgenommen Draht, auch mit gefassten Steinen, Perlen und dergleichen	kg.	15	—
-----	--	-----	----	---

ten af terrakotta, terralit, majolika, s. k. oäkta porslin och andra slag af fajans m. m. :

360	hvita eller enfärgade.....	kg.	—	10
361	förgyllda, försilfrade, målade eller tryckta.....	»	—	16

Anmärkning till nr. 358—361. Hvita eller enfärgade lervaror, å hvilka fabriksmärke eller fabriakens namn eller ock en ingraverad rymdbeteckning finnes anbragt, skola i följd däraf icke behandlas såsom målade eller tryckta.

Litografiska och Fotografiska arbeten samt Kopparsticks-, Stålsticks- och Träsnittsastryck, med eller utan färgbeläggning, äfvensom Oljetryck, utan afseende å materialet, hvarå de äro anbragta :

368	oinfattade, som icke tillhöra tryckta verk och icke med dem inkomma.....	»	—	50
-----	--	---	---	----

Anmärkning till nr. 367 och 368 i allmänna taxan. De under nr. 367 och 368 upptagna varor behandlas efter ofvannämnda nummer, äfven om pappet, papperet eller pappersmassan, hvarå de äro anbragta, är lackerad, bronseradt, förgyllt eller försilfradt.

373	Magnesia och Magnesiasalter.....	—		fria
-----	----------------------------------	---	--	------

378	Maskiner, Redskap och Verktyg eller delar däraf, i allmänna taxan ej specificerade.....	100 kronor	10	—
-----	---	------------	----	---

ur 380	Mattor af kokostågor.....	kg.	—	7
	Metaller och i allmänna taxan ej specificerade arbeten däraf:			

(A) Bly :

arbetadt :

ur 383	plåt.....	—		fri
--------	-----------	---	--	-----

(B) Guld :

391	arbeten däraf, med undantag af tråd, äfven med infattade stenar, pärlor m. m.....	kg.	15	—
-----	---	-----	----	---

(C) Eisen und Stahl:				
Balken-, Eck- und anderes, nicht in Eisenbahnschienen bestehendes sogenanntes Fassoneisen:				
aus 395	im Gewicht von 60 kg oder mehr auf das lau- fende Meter.....	—	frei	
396	von geringeren Gewicht als 20 kg auf das lau- fende Meter.....	100 kg.	2	50
gewalzte oder geschmiedete Platten und Bleche, auch geschnitten, gebogen und mit Löchern oder umgebo- genen Rändern:				
weder abgeschliffen noch poliert sowie ohne Überzug von anderen Metallen und ohne an- dere Flächenbedek- kung:				
399	von 3 mm Dicke und mehr.....	»	3	—
400	von geringerer Dicke.	»	4	—
406	Röhren und Röhrenteile, ge- schmiedet, gewalzt oder gezogen.....	100 kg.	4	—
Draht:				
407	von 1,5 mm Durchmesser und mehr.....	»	4	—
408	von geringerem Durchmesser.	»	8	—
Drahtwaren:				
Seile, einschliesslich solcher zu Umzäunungen, Zaun- gewebe und andere Gewebe werden mit dem doppelten Zollbetrage für den Draht belegt, aus welchem sie verfertigt sind.				
andere, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannte und nicht unter Eisenbahnmaterial oder Maschinen, Werkzeuge und Gerätschaften zurechnende Eisen- und Stahlwaren:				
427	vernickelt, poliert, bronziert, emailliert oder lackiert ..	kg.	—	50

(C) Järn och Stål
balk-, hörn- och annat till
järnvägsskenor ej hänförligt
s. k. fasonjärn:

ur 395	vägarande 60 kilogram eller däröfver per löpande meter.....	—	fria	
396	af mindre vikt än 20 kg per löpande meter.....	100 kg.	2	50
	plåtar, valsade eller smidda, äfvén om de äro klippta, böjda, med hål försedda eller hafva kanterna upp- vikta:			
	utan slipning eller pole- ring och utan öfverdrag af annan metall eller an- nan å dem anbragt ytbetäckning:			
399	af 3 mm. tjocklek och däröfver.....	»	3	—
400	af mindre tjocklek...	»	4	—
	rör och rördelar:			
406	smidda, valsade eller dra- gna	100 kg.	4	—
	tråd:			
407	af 1,5 mm. tjocklek och däröfver.....	»	4	—
408	af mindre tjocklek.....	»	8	—
	arbeten däraf:			
	linor, stängsellinor däri in- begripna, stängselduk och annan duk; beläggas med dubbla tullbeloppet å trä- den, hvaraf de äro förfär- digade.			
	andra, i allmänna taxan ej specificerade och till Järn- vägsmateriel eller Maski- ner, Redskap och Verktyg ej hänförliga järn- och stål- varor:			
427	förnicklade, polerade, bronserade, emaljerade eller lackerade.....	kg.	—	50

428	andere Arten, mit Ausnahme der vergoldeten oder versilberten	kg.	—	20
Anmerkungen :				
1. Wenn eine Ware, welche unter die anderen, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannten Eisen und Stahlwaren zu rechnen ist, in der Form, in welcher sie eingeht, mehr als 10 kg für 1 Stück wiegt, so wird das Mehrgewicht mit einem Zolle von nur 4 Öre für 1 kg. belegt.				
2. Unter Nr. 428 fallen Eisenkonstruktionen zu Brückenbauten, soweit sie nicht nach ihrer Oberflächenbearbeitung unter Nr. 427 gehören.				
3. Bei Eisen- und Stahlwaren ist ein rauher Ölfarben oder Teeranstrich sowie das Überstreichen mit Graphit ohne Einfluss auf die Zollbehandlung.				
(D) Kupfer und dessen Legierungen mit Zink, Zinn oder anderen unedlen Metallen wie Messing, Bronze, Neusilber, Britanniametall usw :				
bearbeitet :				
Draht :				
440	umgeben mit Blei oder armiert mit Eisen, auch in Verbindung mit anderem Material sowie elektrische Leitungskabel, umgeben mit Blei oder armiert mit Eisen.	—		frei
441	in anderer Weise isoliert, auch andere elektrische Leitungskabel, soweit diese Artikel nicht unter die Nummern 436 bis 439 des allgemeinen Tarifs fallen	100 kronen	10	—
442	andere Arten, soweit sie nicht unter die Nummern 436 bis 439 des allgemeinen Tarifs fallen	kg.	—	10
Gewebe werden mit dem doppelten Zollbetrage für den Draht belegt, aus welchem sie verfertigt sind.				

428	andra slag, med undantag af förgyllda eller försilfrade..	kg.	—	20
-----	--	-----	---	----

Anmärkningar:

1. Om en till andra i allmänna taxan ej specificerade Järn- och Stålvaror hänförlig vara per stycke, i den form den inkommer, väger mer än 10 kilogram, belägges den för den öfverskjutande vikten med en tull af endast 4 öre per kilogram.

2. Till nr. 428 hänföres järnkonstruktioner till brobyggnader, så framt de icke på grund af bearbetning å ytan höra under nr. 427.

3. Vid järn- och stålvaror inverkar en ojämn påstrykning af oljefärg eller tjära äfvensom öfverstrykning med grafit icke på tullbehandlingen.

(D) Koppar och däraf med zink, tenn eller annan oädel metall framställda legeringar, såsom mässin, brons, nysilfver, britanniametall m. fl.:

arbetad:

tråd:

440	ompressad med bly eller armerad med järn, äfven i förening med annat material, samt elektriska lednings- kablar, blyompre- sade eller järnarme- rade.....	—	fria
441	på annat sätt isolerad, äfvensom andra elek- triska ledningska- blar, så framt dessa artiklar icke äro hän- förliga under num- mer 436-439 i all- männa taxan.....	100 kronor	10 —
442	andra slag, så framt de icke äro hänförliga under nummer 436— 439 i allmänna taxan.	kg.	— 10

duk; belägges med dubbla
tullbeloppet å tråden,
hvaraf den är förfär-
digad.

	andere im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannte Arbeiten :			
444	vernickelt, gefirnisst, lak- kiert oder mit anderer Flächenbedeckung ver- sehen, mit Ausnahme der vergoldeten oder versilberten.....	kg.	—	75
445	andere Arten, mit Aus- nahme der vergoldeten oder versilberten.	»	—	50
	(G) Silber :			
450	Arbeiten daraus, auch vergol- det und mit gefassten Steinen, Perlen usw., mit Ausnahme von Blech und Draht.....	»	15	—
	(I) Zink, bearbeitet :			
aus 458	Blech	—		frei
466	Musikalien, nicht eingebunden....	—		frei
	Anmerkung zu Nr. 458 und 466 des allgemeinen Tarifs. Als eingebunden gelten Musikalien nur dann, wenn die Einbanddeckel mit beweglichem Rück- en versehen sind.			
	Natron :			
477	kohlensaures (Soda) und doppelt- kohlensaures.....	—		frei
481	schwefligsaures, doppelt-schwe- fligsaures und unterschweflig- saures.....	—		frei
488	Nadeln, aus anderem Material als Gold und Silber, sofern sie nicht unter die Bijouteriewaren gehö- ren :			
	Nahnadeln und Nahmaschi- nennadeln.....	kg.	—	30
	andere.....	»	—	40
aus 498	Palmkern- und Kokosnussöl in Fässern jeder Grösse	—		frei
	Ole, flüchtige, vegetabilische, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, einschliesslich der Behaltnisse :			
500	in Behaltnissen von 1 kg. Roh- gewicht und darüber	kg.	2	—

andra arbeten, i allmänna
taxan ej specificerade :

444	förnicklade, fernissade, lackerade eller med annan ytbetäckning försedda, med un- dantag af förgyllda eller försilfrade.....	kg.	—	75
445	andra slag, med un- dantag af förgyllda eller försilfrade.....	»	—	50

(G) Silfver :

450	arbeten däraf, äfven förgyllda och med infattade stenar, pärlor m. m. med undan- tag af plåt och tråd.....	»	15	—
-----	---	---	----	---

(I) Zink, arbetad :

ur 458	plåt.....	—	fri
466	Musikalier, icke bundna.....	—	fria

Anmärkning till nr. 465 och 466
i allmänna taxan. Säsom inbundna
anses musikalier blott i de fall, då
pärmarna äro försedda med rörliga
ryggar.

Natron :

477	kolsyradt (soda) och surt kolsy- radt	—	fria
481	svafvelsyrligt, surt svafvelsy- rligt och undersvafvelsyrligt...	—	fria

488 Nålar, af annat ämne än guld eller
silfver och ej hänförliga till Bi-
jouterivaror :

	synålar och symaskinsnålar...	kg.	—	30
	andra slag.....	»	—	40

Oljor :

ur 498	palmkärn-och kokosnötolja på fat, större eller mindre.....	—	fria
	flyktiga, vegetabiliska, i all- männa taxan ej specificerade, kärleus vikt inbegripen :		

500	i kärle, vägande brutto 1 kilo- gram eller däröfver.....	kg.	2	—
-----	---	-----	---	---

507	Pappe, andere als Verhütungs-, Press- und Dachpappe.....	kg.	—	5
	Papp-, Papier- und Papiermaché- waren, im allgemeinen Tarif an- derweit nicht genannt:			
508	unlackiert.....	»	—	50
	Anmerkung. Hierunter fallen Kragen, Manschetten und Vorhemden aus Pa- pier, auch auf einer oder beiden Seiten mit weissem, farbigem oder bedrucktem Baumwollenstoff überzogen, ohne wirkliche Nähte. Eine durch Pressung hervorgebrachte künstliche Nachah- mung von Nähten ist nicht als wirkliche anzuzehen.			
509	lackiert, bronziert, vergoldet oder versilbert.....	»	1	50
	Papier:			
512	vergoldet, versilbert oder mit anderen Metallen belegt oder anders als in der Masse ge- färbt, darunter auch mit weisser Farbe bestrichenes sogenanntes Glacé-papier so- wie Papier in Verbindung mit Baumwollen- oder Leinenge- webe.....	»	—	20
513	andere, im allgemeinen Tarife nicht anderweit aufgeführte Arten, auch liniertes Papier.	»	—	10
515	Papiertapeten und -borten.....	»	—	25
	Schirmteile:			
519	Gestelle, zusammengesetzt.....	»	—	80
520	Stöcke, ersichtlich für Regen- oder Sonnenschirme bestimmt.....	»	—	25
528	Pfeifenköpfe, mit oder ohne Be- schlag, ausgenommen solche aus echtem oder unechtem Meer- schaum.....	»	—	80
539	Schreibmappen, ausgenommen sol- che aus Seide oder Halbseide...	»	1	20

Anmerkung. Hierunter fallen auch
Zigarrenetuis, Taschen, Brieftaschen,
Geldbeutel und Portemonnaies, alle
diese, soweit sie nicht aus edlen
Metallen bestehen.

aus 540 Kartoffeln, frisch, in der Zeit vom
1. August bis 14. Februar.....

— frei

507 Papp, andra slag än förhydnings-,
press- och takpapp..... kg. — 5

Papp-, Pappers- och Pappersmas-
searbeten, i allmänna taxan ej
specificerade :

508 olackerade..... » — 50

Anmärkning. Hit hänföraa kragar,
manschetter och lösa skjortbröst af
papper, äfven på ena eller båda sidorna
öfverdragna med hvit, färgad eller
tryckt bomullsväfnad, utan verklig
sömnad. En genom pressning åstad-
kommen imitation af sömnad skall
icke anses såsom verklig sömnad.

509 lackerade, bronserade, för-
gyllda eller försilfrade.... » 1 50

Papper :

512 förgylldt, försilfradt eller med
annan metall belagdt eller
annorlunda än i massan fär-
gadt, hvartill med hvit färg
bestruket s. k. glacé-papper
jämval hänföres, äfvensom
papper i förening med bo-
mulls- eller linneväfnad..... » — 20

513 andra slag, i allmänna taxan ej
specificerade, lingeradt därun-
der inbegripet » — 10

515 Papperstapeter och Bårder..... » — 25

Paraplyer och Parasoller : delar
däraf :

519 ställningar. sammansatta » — 80

520 käppar, synbarligen afsedda till
paraplyer eller parasoller » — 25

528 Piphufvuden, med eller utan bes-
lag, med undantag af sådana af
sjöskum, äkta eller oäkta » — 80

539 Portföljer, med undantag af sådana
af hel- eller halvesiden » 1 20

Anmärkning. Hit hänföras äfven
cigarrfodral, väskor, plånböcker,
penningbörsar och portmonnäer,
alla dessa, så framt de icke bestå
af ädla metaller.

ur 540 Potatis, frisk, under tiden från 1
augusti t. o. m. 14 februari..... — fri

543	Perlmutter, bearbeitet, ausgenommen Messergriffe und Material dazu	kg.	2	—
547	Riemen aus Leder, zusammenge- näht, zusammengeknüpft oder in anderer Weise verbunden sowie andere, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, ersicht- lich als Treibriemen für Maschi- nen bestimmt	100 kronen	10	—
557	Sattlerwaren, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, mit oder ohne Beschlag	kg.	1	20
560	Kochsalz aller Art	—		frei
561	Salzsäure	—		frei
hinter 566	Schals jeder Grösse, auch andere Tücher : gewebte werden wie Gewebe verzollt. Anmerkung. Schals mit angenähten oder angeknüpften Fransen fallen un- ter die Position « Kleider ». Nur gesäumte Schals werden nach den in der Position « Kleider » für Kleidungs- stücke aus Leinen oder Baumwolle ohne andere Näharbeit als Säumen oder Einfassen gegebenen Bestimmun- gen verzollt. auf dem Strumpfwirkerstuhl angefertigte, gestrickte, ge- häkelte oder geknüpft fal- len unter Strümpfe und Strumpfwaren.			
574	Seide, gefärbt oder gebleicht	kg.	2	—
	Schuhwaren, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt :			
578	aus Saffian, Korduan, gefärb- tem, gepresstem oder lak- kiertem Leder	»	5	—
580	andere Arten, nicht unter Nr. 576, 577 oder 579 des allge- meinen Tarifs fallend	»	2	—
	Anmerkung zu Nr. 581 des allge- meinen Tarifs. Unter Nr. 581 fallen Schie- fertafeln in gewöhnlichem Holzrah- men.			
584	Handwerker-, Fabrik-, Hausfleiss und Manufakturwaren, im allge- meinen Tarife nicht aufgeführt, werden wie Arbeiten aus dem			

543	Pärlemor, arbetad, med undantag af knifskäft och ämnen därtill..	kg.	2	—
547	Remmar, läder-, hopsydd, hopnitade eller på annat sätt hopfästade, samt andra, i allmänna taxan ej specificerade, synbarligen ämnade att begagnas såsom dragremmar till maskiner.....	100 kronor	10	—
557	Sadelmakararbeten, i allmänna taxan ej specificerade, med eller utan beslag.....	kg.	1	20
560	Salt, kok-, alla slag	—	fritt	
561	Saltsyra.....	—	fri	
efter 566	Schalar, Schaletter och andra Dukar : väfda; tullbehandlas såsom Väfnader. Anmärkning. Med tillsydda eller påknutna fransar hänföras under artikeln Kläder. Äro de endast fällade, förtullas de på sätt under artikeln Kläder stadgas i fråga om klädespersedlar af linne eller bomull, å hvilka annan sömnad än fällning och kantning icke nedlagts. på strumpstol eller genom stickning, virkning eller knytning tillverkade; hänföras till Strumpor och strumpstolsarbeten.			
574	Silke, färgadt eller blekt	kg.	2	—
	Skodon, i allmänna taxan ej specificerade :			
578	af saffians-, karduan-, färgade, pressade eller lackerade skinn	»	5	
580	andra slag, icke hänförliga under nr. 576, 577 eller 579 i allmänna taxan	»	2	—
	Anmärkning till nr. 581 i allmänna taxan. Under nr. 581 hänföras skiffertaflor i vanlig träram.			
584	Slöjdvaror eller Fabriks-, Handtverkeri- och Manufakturvaror, i allmänna taxan ej nämnda; förtullas lika med det ämne, arbe-			

	Stoff verzollt, aus welchem sie hauptsächlich bestehen; falls dieser nicht mit Bestimmtheit festgestellt werden kann, zahlen sie	100 Kronen	15	—
	Posamentierwaren, wie Fransen, Borten, Besätze, Nestelschnüre, Tressen, Schnüre und ergleichen, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt :			
589	von Seide oder Halbseide.....	kg.	9	—
590	andere Arten, darunter solche auch seidene, in welchen Kautschuk oder ähnliche Materialien enthalten sind .	»	3	—
	Getreide :			
	ungemahlen :			
aus 596	Roggen, Weizen, Gerste, Erbsen, Bohnen.....	100 kg.	3	70
597	Hafer und Wicken.....	—		frei
	gemahlen :			
600	Mehl und Griess, aller Art....	100 kg.	6	50
601	Spargel einschliesslich der Behältnisse.....	kg.	—	20
	Spitzen und Blondes :			
605	aus Seide, mit oder ohne Beimischung von anderen Stoffen ..	»	12	—
606	andere Arten	»	4	
619	Strümpfe und andere auf dem Strumpfwirkerstuhl angefertigte oder gestrickte, gehäkelte oder geknüpft Arbeiten, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, ausgenommen solche aus Seide oder Halbseide.....	»	1	75
	Anmerkung zu Nr. 618 und 619 des allgemeinen Tarifs. Hierunter fallen auch Trikot und Trikotwaren.			
625	Superphosphat.....	100 kg.	—	25
630	Nähmaschinen und Strickmaschinen oder Teile davon, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt.....	100 kronen	10	—
hinter 634	Säcke, leere, ausgenommen augenscheinlich gebrauchte und abgenutzte, werden wie der			

tadt, hvaraf de hufvudsakligen
bestå, eller, om detta ej kan bes-
tämndt urskiljas 100 kronor 15 —

Snörmakrararbeten, såsom fransar,
galoner, gramaner, ägiljetter,
snodder, snören m. fl., i allmän-
na taxan ej specificerade:

589	af hel- eller halvesiden.....	kg.	9	—
590	andra slag, därunder inbe- gripna sådana, äfven af sil- ke, hvari kautschuk eller likartadt ämne ingår	»	3	—

Spannmål :

omalen :

ur 596	råg, hvete, korn, ärter och bönor.....	100 kg.	3	70
597	hafre och vicker.....	—	fria	

malen :

600	mjöl och gryn, alla slag.....	100 kg.	6	50
601	Sparris, emballagets vikt inberäk- nad	kg.	—	20

Spetsar och Blonder :

605	silkes-, med eller utan blandning af annat ämne ..	»	12	—
606	andra slag.....	»	4	—
619	Strumpor och andra på strumpstol eller genom stickning, virkning eller knytning tillverkade arbe- ten, i allmänna taxan ej specifi- cerade, med undantag af sådana af siden eller halvesiden	»	1	75

Anmärkning till nr. 618 och 619 i
allmänna taxan. Härunder hänföras
äfven trikå och trikåvaror.

625	Superfosfat.....	100 kg.	—	25
630	Symaskiner och Stickmaskiner eller delar däraf, i allmänna taxan ej specificerade	100 kronor	10	—

efter 634 Säckar, tomma, med undantag af
tydligen brukade och slitna,
tullbehandlas lika med den väf-

Stoff, aus dem sie bestehen, mit einem Aufschlage von 10 v. H. verzollt.

651 Baumwollenzwirn..... kg. — 40

Holzwaren :

aus 655 Zigarrenkistenhölzer von 7 mm Dicke und weniger, ausgenommen solche aus Tannen- oder Fichtenholz.... » — 10

658 Drechsler- und Bildhauerarbeiten, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt..... » 1 —

Anmerkung. Uebersteigt das Gewicht für 1 Stück 2 kg, so wird für das Mehrgewicht der für Tischlerwaren bestehende Zoll berechnet.

Tischlerwaren, sowie alle anderen mehr oder weniger bearbeiteten Holzwaren, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt :

663 aus Ulmen-, Eschen-, Birken-, Buchen-, Eichenholz und anderen einheimischen, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannten Holzarten, massiv oder damit furniert, auch Arbeiten, mit Masse belegt, ohne Malerei oder andere Flächenbedeckung..... » — 30

664 aus Birnen- oder Walnussholz sowie aus Mahagoni, Jakaranda und anderen ausländischen Holzarten, massiv oder damit furniert, sowie Arbeiten mit echter oder unechter vergoldung versehen oder mit gefärbter oder vergoldeter Masse belegt..... » — 60

666 Seife, parfümiert, auch andere Seife in geformten Handstücken, Kugeln, Figuren usw., sowie sogenannte Transparentseife (mit spiritus bereitet, auch wenn nicht parfümiert)..... » 1 —

nad, hvaraf de bestå, med tillägg
af 10 procent.

651	Tråd, bomulls-	kg.	—	40
Trävaror :				
ur 655	till cigarrlådor ämnade träskif- vor af 7 mm. tjocklek och därunder, med undantag af sådana af furu eller gran.....	»	—	0
658	svarfvar- och bildhuggararbeten i allmänna taxan ej specific- rade.....	»	1	—
Anmärkning. Öfverstiger vikten per stycke 2 kilogram, utgår för öfversk- jutande vikten den tull, som för snic- kararbeten är bestämd.				
snickarbeten samt alla andra mer eller mindre bearbetade trävaror, i allmänna taxan ej specificerade :				
663	af alm, ask, björk, bok, ek och andra inhemska, i allmänna taxan ej speci- ficerade träslag, massiva eller därmed fanerade, äfvensom arbeten, belag- da med massa, utan mål- ning eller annan ytbe- täckning	»	—	30
664	af päron och valnöt, samt af mahogny, jakaranda och andra utländska träs- lag, massiva eller därmed fanerade, äfvensom arbe- ten, försedda med äkta eller oäkta förgyllning eller belagda med färgad eller förgylld massa.....	»	—	60
666	Tvål, parfymrad, äfvensom annan tvål i formade handstycken, ku- lor, figurer o. s. v. samt s. k. transparent tvål (tillverkad med sprit, ehuru oparfymrad).....	»	1	—

Wand- und Stutzuhren, in Gehäusen, auch einzelne Uhrgehäuse :			
aus 677	aus Metall.....	kg.	— 75
678	aus Holz oder anderem Material ausser Alabaster oder Porzellan.....	»	— 80
679	lose oder uneinegefasste Werke für Wand- oder Stutzuhren, sowie Uhrteile, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt.....	—	1 .
682	Watte, nicht geleimt noch gummiert, einschliesslich der zu medizinischen Zwecken zubereiteten.....	—	frei
aus 683	Kinderwagen; Motorfahrräder und Motorwagen, sofern sie nicht zum Fahren auf Schienengleisen bestimmt sind.....	100 Kronen	15 —
687	Zeughandschuhe, ausgenommen ganz- oder halbseidene.....	kg.	1 75
693	Fahrräder, fertige.....	1 Stück	25 —
Anmerkung zu Nr. 695 des allgemeinen Tarifs. Erleichterungen, die dritten Staaten für die Zollbehandlung von Weinen irgend welcher Art, insbesondere von Rotweinen eingeräumt werden, sollen, solange sie den dritten Staaten gegenüber bestehen, auch auf die deutschen Weissweine Anwendung finden.			
Anmerkung zu Nr. 697 des allgemeinen Tarifs. Der Zoll per Liter für nicht schäumende Weissweine in Flaschen soll den Zoll per Kilogramm für Weissweine in Fässern nicht um mehr als 0,35 Kronen übersteigen.			
701	Visitenkarten und Adresskarten, auch sogenannte Gratulationskarten sowie Pappkarten zum Aufkleben von Photographien, für Speisezetteln usw.....	kg.	— 50
Anmerkung. Gold- oder Silberprägung, Gold- oder Silberdruck auf Karten, die an sich unter Nr. 701 fallen, sollen die Zollbehandlung der Karten nach dieser Nummer nicht ausschliessen.			
Gewebe :			
703	ganzseidene, auch Gold- und Silberstoff.....	»	6 —

Ur: vägg- och studsar-, i foder, äfvensom urfoder, lösa:

ur 677	af metall.....	kg.	—	75
678	af trä eller andra ämnen, med undantag af alabaster eller porslin.....	»	—	80
679	lösa eller oinfattade verk till vägg- eller studsarur, äfvensom delar af ur, i allmänna taxan ej specificerade	»	1	—
682	Vadd, icke med lim eller gummi bestruken, äfven för medicinskt behof beredd.....	»	fri	
ur 683	Vagnar: barnvagnar; motorvelocipeder och motorvagnar, så framt de icke äro afsedda att gå på räler.....	100 kronor	15	—
687	Vantar, med undantag af hel- eller halfsiden.....	kg.	1	75
693	Velocipeder, färdiga	1 stycke	25	—

Anmärkning till nr. 695 i allmänna taxan. Lättnader, som medgifvas en tredje makt i fråga om tullbehandling af viner, af något som helst slag, i synnerhet rödviner, skola, så länge de äga bestånd gentemot den tredje makten, äfven tillämpas på de tyska hvita vinerna.

Anmärkning till nr. 697 i allmänna taxan. Tullen per liter för icke musserande hvita viner på buteljer skall icke öfverstiga tullen per kilogram för hvita viner på fat med mer än 0,35 kronor.

701	Visitkort och Adresskort, äfvensom s. k. gratulations-kort samt pappkort till uppklistring af fotografier, till matsedlar m. m.....	kg.	—	50
-----	---	-----	---	----

Anmärkning. Guld- eller silfverpressning samt guld- eller silfvertryck på kort, som i och för sig äro hänförliga under nr. 701, skola icke utesluta kortens tullbehandling efter detta nummer.

Väfnader:

793	helsiden-, guld- och silfvertyg därunder inbegripna	»	6	—
-----	---	---	---	---

704	halbseidene.....	kg.	2	50
	Siehe Anmerkung bei Nr. 22 und 23.			
	wollene, ganzwollene oder mehr oder weniger mit Flachs, Baumwolle oder anderen Stof- fen, ausgenommen Seide, ge- mischte :			
705	Presstücher, auch endloser Maschinenfilz für Fabrik- bedarf.....	»	—	25
706	Teppiche aller Art, auch ge- stampfte (nicht gewebte) Filze.....	»	—	60
707	andere Arten.....	»	1	75
	Anmerkung zu Nr. 706 und 707. Bei Teppichen und Decken hat das blosse Umstechen der Ränder zur Verhütung des Aus- fransens weder die Verzollung als genähte Gegenstände, noch die Felegung mit einem Zoll- zuschlage zur Folge.			
	von Flachs, Hanf oder anderen, im allgemeinen Tarif ander- weit nicht genannten vegeta- bilischen Gespinsten mit oder ohne Beimischung von Baum- wolle oder Jute :			
	a) glatte zweischäftige und solche geköperte Gewebe, deren ganze Fläche von gleichförmiger Webart (nicht gemustert) ist, ausge- nommen Satin oder Atlas- gewebe :			
	auf einer Fläche von 1 qcm höchstens 25 Schuss- und Einschlag- fäden enthaltend, auch Segeltuch aller Art :			
708	ungebleicht und un- gefärbt.....	»	—	25
709	andere Arten.....	»	—	40
710	auf einer Fläche von 1 qcm mehr als 25 bis einschliesslich 35 Schuss- und Einschlagfäden ent- haltend	»	—	45

704	halfsiden-.....	kg.	2	50
-----	-----------------	-----	---	----

Se anmärkning vid nr. 22 och 23.

ylle-, af ull allena eller blandad
till större eller mindre del
med lin, bomull eller andra
ämnen utom silke :

705	pressduk, äfvensom ändlös maskinfilt för fabriks- behof.	»	—	25
-----	---	---	---	----

706	mattor, alla slag, samt stam- pad (icke väfd) filt.	»	—	60
-----	---	---	---	----

707	andra slag.	»	1	75
-----	------------------	---	---	----

Anmärkning till nr. 706 och
707. Vid mattor och filter har en-
samt öfverkastning af kanterna till
förekommande af uppfransning
icke till följd, att varan förtullas
såsom sydda persedlar eller be-
lägges med någon tullförhöjning.

af lin, hampa eller andra i all-
männa taxan ej specificerade
vegetabiliska spånadsämnen,
med eller utan inblandning af
bomull eller jute :

a) släta, tvåskaftade och så-
dana kyprade, hvilkas hela
yta är till väfnadssättet lik-
artad (icke mönsterväfd),
satin eller atlasväfnad un-
dantagen :

som på en yta af 1 cm. i
kvadrat innehålla till-
sammans högst 25 varp-
och inslagstrådar, äfven-
som ell segelduk :

708	oblekta och ofärgade ..	»	—	25
-----	-------------------------	---	---	----

709	andra slag.	»	—	40
-----	------------------	---	---	----

710	som på en yta af 1 cm. i kvadrat innehålla tillsam- mans mer än 25 till och med 35 varp- och inslags- trådar.	»	—	45
-----	--	---	---	----

711	auf einer Fläche von 1 qcm mehr als 35 bis einschliesslich 35 Schuss- und Einschlagfäden enthaltend	kg.	1	—
715	d) andere Arten, soweit sie nicht unter die vorhergehenden Nummern des allgemeinen Tarifs fallen.....	»	1	50
baumwollene :				
722	ganz oder teilweise undichte Gewebe, wie Gaze, Stramin usw., ausgenommen Tüll; auch dichte zweischäftige, welche durchweg oder teilweise auf einer Fläche von 1 qcm zusammen mindestens 80 Schuss- und Einschlagfäden enthalten	»	1	75
Anmerkung. Unter undichten Geweben sind solche zu verstehen, bei welchen der Zwischenraum zwischen den Fäden mindestens so gross wie die Dicke eines Fadens ist.				
andere Arten, soweit sie nicht unter vorhergehende Nummern des allgemeinen Tarifs fallen :				
724	gebleicht oder gefärbt.....	»	.	90
725	bedruckt oder gepresst....	»	1	10
wasserdichte :				
aus 732	Linoleummatten	»	—	25
733	andere Arten, soweit sie nicht unter vorhergehende Nummern des allgemeinen Tarifs fallen.....	»	—	60
elastische, mit Fäden von Kautchuk oder anderem gleichartigen Material, werden wie Bänder, andere Arten, verzollt.				
734	Gewächse, lebende, aller Art.....	»	—	7
Anmerkung. Bei Gewächsen im Gewichte von mehr als 10 kg ist für das überschüssende Gewicht der Zoll mit nur 3 Öre für 1 kg zu berechnen.				

711	som på en yta af 1 cm. i kvadrat innehålla tillsammans mer än 35 till och med 50 varp- och inslags-trådar	kg.	1	—
715	d) andra slag, så framt de icke äro hänförliga under föregående nummer i allmänna taxan	»	1	50
bomulls:-				
722	andra helt och hållet eller delvis glesa väfnader, såsom gas, stramalj m.fl. med undantag af tyll; äfvensom täta tvåskaftade. sådana, som öfverallt eller delvis på en yta af 1 cm. i kvadrat innehålla tillsammans minst 80 varp- och inslagstrådar.....	»	1	75
Anmärkning. Med glesa väfnader förstås sådana, där mellanrummet mellan trådarna är minst så stort som tjockleken af en tråd.				
andra slag, så framt de icke äro hänförliga under föregående nummer i allmänna taxan :				
724	blekta eller färgade	»	—	90
725	tryckta eller pressade...	»	1	10
vattentäta :				
ur 732	linoleummattor.....	»	—	25
733	andra slag, så framt de icke äro hänförliga under föregående nummer i allmänna taxan	»	—	60
elastiska, innehållande trådar af kautschuk eller annat likartadt ämne; tullbehandlas lika med Band, andra slag.				
734	Växter, lefvande, alla slag	»	—	7
Anmärkning. Väger en växt mer än 10 kilogram, skall för den öfverskjutande vikten tullen beräknas efter endast 3 öre per kilogram.				

735 Dampfmaschinen, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, und Dampfkessel.....	100 Kronen	10	
740 Waren, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, mehr, oder weniger bearbeitet.....	»	15	—
Anmerkungen zum allgemeinen Tarif.			
1. Zu den polierten Waren sind alle diejenigen zu rechnen, welche zum grösseren oder geringeren Teil so poliert sind, dass die Feil- oder Schleifstriche daran nicht zu sehen sind.			
2. Musterkarten und Muster in Abschnitten oder Proben, die nur zum Gebrauch als solche geeignet sind, werden zollfrei zugelassen.			

SCHLUSSPROTOKOL.

SLUTPROTOKOL.

Bei der am heutigen Tage stattgehabten Unterzeichnung des Handels und Schifffahrtsvertrags zwischen dem Deutschen Reiche und Schweden haben die beiderseitigen Bevollmächtigten folgende Bemerkungen, Erklärungen und Verabredungen in das gegenwärtige Protokoll niedergelegt:

Vid undertecknandet denna dag af handels- och sjöfartstraktaten mellan Tyska riket och Sverige hafva de båda parternas fullmäktige öfverenskommit om följande anmärkningar, förklaringar och afstal att intagas i detta protokoll:

Zu den Artikeln 1, 3 und 6.

Till artiklarna 1, 3 och 6.

Durch die Bestimmung des ersten Absatzes des Artikel 1 soll keiner der beiden vertragschliessenden Teile behindert sein vorzuschreiben, dass die Angehörigen des anderen Teiles ebenso wie alle anderen Ausländer, wenn sie im Lande Handel oder Gewerbe betreiben wollen, hierzu die Genehmigung der Staatsregierung einholen müssen. Es bleibt auch unbenommen, für die Angehörigen des anderen Teiles ebenso wie für alle anderen Ausländer die Zulassung zum Handels- und Gewerbe-

Utan hinder af bestämmelsen i artikel 1 första sticket skall enhvar af de bägge traktatslutande parterna äga föreskrifva, att den andra partens undersåtar, likasom alla andra utlänningar, om de vilja drifva handel eller näring i landet, härtill måste inhämta regeringens tillstånd. Det skall äfven stå enhvar af parterna fritt att för den andra partens undersåtar, likasom för alla andra utlänningar, göra tillståndet till utöfvande af handel och näring beroende däraf, att säkerhet ställes

735 Angmaskiner, i allmänna taxan ej
specificerade, och Angpannor... 100 kronor 10 —

740 Varor, i allmänna taxan ej speci-
ficerade, mer eller mindre arbe-
tade..... » 15 —

Anmärkningar till allmänna taxan.

1. Till polerade varor äro alla
sådana att hänföra, som till en
större eller mindre del äro så pole-
rade, att fil- eller slipningsstreck
då ej äro synliga.

2. Profkartor och profver i afs-
kurna stycken eller varuprofver,
som blott äro ägnade att såsom
sådana användas, lämnas tullfria.

betrieb von einer Sicherstellung
der voraussichtlich zu entrichtenden
Steuern abhängig zu machen.

Es besteht ferner Einverständ-
nis, dass dem Rechte eines jeden
der vertragschliessenden Teile,
Angehörigen des anderen Teiles
entweder infolge gerichtlicher
Vertügung oder aus Gründen der
inneren oder äusseren Sicherheit
des Staates oder auch aus polizei-
lichen Gründen, insbesondere aus
Gründen der Armen-, Gesundheits-
und Sittenpolizei, den Aufenthalt
im einzelnen Falle zu versagen,
durch die Bestimmungen des ge-
genwärtigen Vertrags kein Eintrag
geschieht.

Es besteht endlich Einverständ-
nis, dass die Bestimmungen der
Artikel 1, 3 und 6 auf Hausierer
und andere Personen, welche ein
im Umherziehen ausgeübtes Ge-
werbe betreiben, keine Anwen-
dung finden; diese Gewerbetrei-
benden sollen ebenso behandelt
werden, wie die Angehörigen des
meistbegünstigten Landes, die
dasselbe Gewerbe betreiben.

för de skatter, som efter hvad
antagas kan skola komma att
utgöras.

Det är vidare öfverenskommet,
att genom bestämmelserna uti
denna traktat ingen inskränkning
äger rum uti någon af de traktats-
lutande parternas rätt att vare sig
på grund af domstols beslut eller
af hänsyn till statens inre eller
yttre säkerhet eller till den all-
männa ordningen samt i synnerhet
med hänsyn till fattig-, sundhets-
och sedlighetspolisväsendet i särs-
kilda fall förvägra den andra
partens undersåtar rätt till uppehåll
i landet.

Det är slutligen öfverenskom-
met, att bestämmelserna uti arti-
klarna 1, 3 och 6 icke skola hafva
tillämpning på gårdfarihandlare
och andra personer, hvilka draga
omkring och utöfva sitt yrke;
dessa näringsidkare skola behand-
las på samma sätt som mest
gynnad nations undersåtar, hvilka
utöfva samma yrke.

Zu Artikel 6.

Die Abgabe, die in Schweden von deutschen Handlungsreisenden für die im Absatz 1 des Artikel 6 bezeichnete Tätigkeit erhoben wird, soll den Betrag von 100 Kronen für einen Zeitraum von 30 Tagen und, wenn die Tätigkeit über die ersten 30 Tage ohne Unterbrechung fortgesetzt wird, den Betrag von 20 Kronen für jeden sich unmittelbar anschliessenden Zeitraum von 15 Tagen nicht übersteigen.

Die deutschen Handlungsreisenden in Schweden sollen verpflichtet sein, das Patent, das ihnen gegen Entrichtung der Abgabe ausgefertigt wird, am Orte ihrer ersten Tätigkeit im Lande der zuständigen Polizeibehörde zur Visierung vorzulegen; im übrigen genügt es, dass sie das Patent zur Kontrolle mit sich führen, ohne dass an den anderen von ihnen besuchten Orten eine abermalige Visierung erforderlich ist.

Unter den gleichen Bedingungen wie Muster, die von Handlungsreisenden eingebracht werden, wird die Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben auch für diejenigen an sich zollpflichtigen Waren zugestanden, welche sonst als Muster aus Deutschland nach Schweden oder aus Schweden nach Deutschland eingebracht werden.

Die deutschen Handlungsreisenden dürfen in Schweden mit unpunzierten Mustern von Edelmetallwaren reisen. Sie sind verpflichtet, diese Muster binnen sechs Monaten wieder auszuführen, und haben die Erfüllung dieser Verpflichtung sicherzustellen. Der sicherzustellende Betrag soll bei Silberwaren das Doppelte, bei

Till artikel 6.

Den afgift, som i Sverige upptages från tyska handelsresande för den i första stycket af artikel 6 angifna verksamheten, skall icke öfverstiga ett belopp af 100 kronor för en tidrymd af 30 dagar och, om verksamheten utöfver de första 30 dagarna utan afbrott fortsättes, icke öfverstiga ett belopp af 50 kronor för hvarje i omedelbar anslutning därtill kommande tidrymd af 15 dagar.

Tyska handelsresande i Sverige skola vara förpliktade att på den plats, hvarest de först utöfva sin verksamhet i landet, inför vederbörande polismyndighet för visering förete det bevis, som emot erläggande af afgiften för dem utfärdas; i öfrigt är det tillräckligt, att de för kontroll medföra beviset, utan att förnyad visering på andra af dem besökta platser är erforderlig.

Under samma villkor som för prof, som af handelsresande införas, medgifves befrielse från in- och utförselafgifter för sådana i och för sig tullpliktiga varor, hvilka eljest införas som prof från Tyskland till Sverige eller från Sverige till Tyskland.

Tyska handelsresande må i Sverige resa med ostämplade prof af arbeten af ädla metaller. De äro förpliktade att åter utföra dessa prof inom sex månader och att ställa säkerhet för uppfyllandet af denna förpliktelse. Det belopp, för hvilket säkerhet skall ställas, må icke öfverstiga vid silfverarbeten den dubbla och vid guldarbeten

Goldwaren das Fünffache des Zollbetrags nicht übersteigen. Durch Verfall der Sicherheit wird die strafrechtliche Verfolgung von Zuwiderhandlungen gegen die geltenden Bestimmungen, betreffend den Handel mit Edelmetallwaren, nicht ausgeschlossen.

Zu Artikel 7.

Bei der in Schweden in Aussicht genommenen Neuregelung der Vorschriften über die Behandlung arsenikhaltiger Waren werden folgende Grundsätze beobachtet werden:

Das Verbot des Vertriebs arsenikhaltiger Waren soll auf solche Waren beschränkt werden, deren Gehalt an Arsenik eine ziffermässig festzusetzende Höchstmenge übersteigt. Für die Bestimmung dieser Grenze wird allein der Schutz der menschlichen Gesundheit massgebend sein. Das blosse Vorhandensein eines Arsenikspiegels soll das Verbot nicht begründen.

Die Prüfung auf den Arsenikgehalt soll nur durch einen besonders qualifizierten Sachverständigen erfolgen. Ist der Warenbesitzer mit dem Gutachten nicht einverstanden, so soll er das Recht haben, das Gutachten eines anderen derartigen Sachverständigen einzuholen. Weichen die beiden Gutachten voneinander ab, so wird das Gutachten eines sachwissenschaftlichen Instituts eingeholt werden, das endgültig ist.

Zu Artikel 8.

I. TARIFE A UND B. — Eingangszölle in beiden Ländern.

Soweit die dem gegenwertigen Verträge beigelegten Tarife A und B den von einer Ware zu

beten den femdubbla tullafgiften Genom säkerhetens förfallande uteslutes icke laga beifran af öfverträdelse emot gallande bestämmeiser angående handel med arbeten af ädla metaller.

Till artikel 7.

Vid den i Sverige i utsikt ställda revision af föreskrifterna angående arsenikhaltiga varors behandling skola följande grunder iakttagas.

Förbudet mot omsättning af arsenikhaltiga varor skall inskränkas till sådana varor, hvilkas arsenikhalt öfverstiger en till siffran fastställd maximumkvantitet. För fastställande af denna gräns skall endast hänsyn till skydd för mänsklig halsa vara bestämmande. Blotta befintligheten af en arsenikspegel skall icke utgöra grund för förbud.

Undersökningen af arsenikhalt skall äga rum endast genom en särskildt kvalificerad sakkunig. Atnöjes varuägaren icke med dennes utlåtande, ager han rätt att inhämta en annan dylik sakkunnigs utlåtande. Afvika de båda utlatandena från hvarandra, skall från ett fackvetenskapligt institut inhämtas nytt utlåtande, hvilket blifver afgörande.

Till artikel 8.

I. TARIFFER A OCH B. — Införseltullar i båda länderna.

Såframt de denna traktat bilagda tariffen A och B göra den tull, som skall erläggas för en vara,

erhebenden Zoll von dem für eine andere Ware festgesetzten Zolle abhängig machen und bei diesem mehrere Sätze für die betreffende Tarifposition auf Grund des allgemeinen Tarifs oder auf Grund von Verträgen in Frage kommen, wird bei der Berechnung des abhängigen Zolles von dem niedrigsten unter diesen verschiedenen Sätzen ausgegangen, der auf die Erzeugnisse des anderen vertragschliessenden Teiles anwendbar ist.

II. TARIF B. — Eingangszölle in Schweden.

1. Die im Tarif B festgesetzten Wertzölle sind zu berechnen nach dem Einkaufspreis der Ware unter Hinzurechnung des Wertes der Verpackung sowie der Versicherungs-, Fracht- und sonstigen Kosten, die auf die Ware verwendet werden, bis sie — im Falle der Versendung zu Schiff — im Hafen, wohin sie bestimmt ist oder wo sie zur Weiterbeförderung nach dem Bestimmungsorte gelöscht wird, und — im Falle anderer Beförderung — an der ersten schwedischen Zollstelle eintrifft.

Die Entscheidung der zwischen der Zollbehörde und dem Wareneinführer entstehenden Streitigkeiten soll bis auf weiteres nach den Bestimmungen des § 5 Absatz 1 Satz 2 bis 5, der zur Zeit in Schweden geltenden Anweisung über die Anwendung des Zolltarifs erfolgen. Die schwedische Regierung ist zur Änderung dieser Bestimmungen befugt. Macht sie von dieser Befugnis Gebrauch, so sollen folgende Grundsätze beobachtet werden:

a. Falls die Zollstelle den von dem Einführer erklärten Wert für ungenügend erachtet, soll

beroende af den för en annan vara bestämda tullen och vid den senare flera tullsatser för tariffpositionen i fråga på grund af allmänna tariffen eller på grund af traktater ifrågakomma, skall till grund för tullberäkningen läggas den lägsta af de olika tullsatser, som äro tillämpliga på den andra traktatslutande partens produkter.

II. TARIFF B. — Införseltullar i Sverige.

1. De i tariff B bestämda värdetullar beräknas efter varans inköpspris med tillägg af emballagets värde jämte assurans, frakt och annan därå använd kostnad, intill dess den anländt, därest den fraktats med fartyg, till den hamn, dit den är destinerad eller där den för vidare befordran till destinationsorten ur fartyget lossas, och, därest den fraktats å annat sätt, til första svenska tullplats.

Afgörandet af uppstående tvist mellan tullmyndigheten och varuimportören skall tills vidare äga rum i enlighet med bestämmelserna i § 5, första stycket, punkterna 2 — 5, af nu i Sverige gällande tulltaxeunderrättelser. Den svenska regeringen är berättigad att företaga ändringar af dessa bestämmelser. Begagnar sig regeringen af denna rättighet, skola följande grunder iakttagas:

a. I händelse tullförvaltningen anser det af importören uppgifna värde för lågt, skall

dem Einführer eine Frist von mindestens fünf Tagen gewährt werden, um sich schlüssig zu machen, ob er den von der Zollstelle ermittelten Wert anerkennen oder es auf die Entscheidung der mit dem Austrage des Streites betrauten Sachverständigen oder Behörde ankommen lassen will.

b. Dem Einführer soll die Möglichkeit gegeben werden, seine Werterklärung vor den zuständigen Sachverständigen oder der zuständigen Behörde persönlich oder schriftlich zu rechtfertigen.

c. Eine Strafe soll jedenfalls dann nicht verhängt werden, wenn der Unterschied zwischen dem erklärten und dem von der Zollstelle, den zuständigen Sachverständigen oder der zuständigen Behörde festgestellten Wert nicht 10 v. H. dieses letzteren Wertes erreicht. Diese Regel findet keine Anwendung, falls nachgewiesen wird, dass der Einführer eine ungenügende Werterklärung in der Absicht der Zollhinterziehung abgegeben hat. In allen Fällen wird von dem Mehrwert ohne Rücksicht auf dessen Höhe der Zoll erhoben.

2. Schweden behält sich die Befugnis vor, den schwedischen Zolllarif anders als bisher anzuordnen und einzuteilen.

Durch eine solche Massregel dürfen für die im Tarif B genannten Gegenstände die dort festgesetzten Zollsätze, unbeschadet des Rechtes der Ermässigung, nicht geändert werden.

Schweden ist jedoch berechtigt, die im Tarif B festgesetzten Wertzölle in gleichwertige spezifische

importören erhålla ett anstånd af minst fem dagar för att besluta sig, huruvida han vill godkänna det af tullförvaltningen utrönta värdet eller hänskjuta bestämmandet till de sakkunniga eller myndigheter, hvilka afgörandet af sådan tvist tillkommer.

b. Varuimportören skall erhålla tillfälle att inför behöriga sakkunniga eller behörig myndighet personligen eller skriftligen försvara sin värdeuppgift.

c. Straff skall i allt fall icke ådömas, om skillnaden mellan det uppgifna och det af tullförvaltningen, de behöriga sakkunniga eller den behöriga myndigheten fastställda värdet icke uppgår till 10 procent af det senare värdet. Denna bestämmelse är icke tillämplig, ifall det bevisas, att importören uppgifvit för lågt värde i afsikt att tullförsnilla. I alla fall skall tull erläggas efter det högre värdet, utan afseende å skillnadens storlek.

2. Sverige förbehåller sig rätt att anordna och indela svenska tulltaxan annorlunda än hittills.

Genom en sådan åtgärd få de tullsatser, hvilka fastställts för de i tariff B nämnda artiklar, icke ändras — rätten till nedsättning likväl obetagen.

Sverige är likväl berättigadt att förändra de i tariff B fastställda värdetullarna till specifika tullar

Zölle umzuwandeln. Zu diesem Zwecke wird die schwedische Regierung mit der deutschen Regierung in Verbindung treten. Sollte innerhalb einer Frist von drei Monaten nach dem Tage der Mitteilung an die deutsche Regierung die Einigung über die vorgeschlagenen Sätze nicht erzielt worden sein, so wird nach Massgabe des Artikels 22 das Schiedsgericht angerufen werden, und die Umwandlung kann nur entsprechend der Entscheidung dieses Gerichts erfolgen.

3. In Anbetracht der in Deutschland geltenden Vorschriften über die Erteilung amtlicher Auskünfte in Zollsachen ist die schwedische Regierung bereit, sobald als möglich Bestimmungen zu erlassen, durch die es den Wareneinführern ermöglicht werden soll, auf amtlichem Wege über die Zollbehandlung von Waren bei deren Einfuhr nach Schweden verbindliche Auskunft zu erhalten.

4. Zur Tarifnummer 261, zur Position «Kleider» (hinter Nr 295), und zur Tarifnummer 395. Falls Schweden für folgende Waren Zolländerungen vornehmen sollte, werden die neuen Zölle die nachstehend angegebenen Sätze nicht übersteigen:

kaustisches Kali: 3 Kronen für 100 kg;

Kleidungsstücke aus Leinwand oder Baumwolle sowie Teile derselben, auch genähte Haushaltsgegenstände aller Art, wie Tischzeug, Handtücher, Bettlaken, Kopfkissen, Gardinen und dergleichen, andere als solche mit Stickereien: 75 v. H. Aufschlag auf den Zoll für den Stoff, aus welchem das betreffende Stück hauptsächlich besteht;

till motsvarande belopp. För sådant ändamål skall den svenska regeringen tråda i förbindelse med den tyska regeringen. Skall inom en frist af tre månader efter dagen för meddelandet till den tyska regeringen enighet angående de föreslagna tullsatserna icke hafva uppnåtts, skall i enlighet med artikel 22 skiljedomstolen anlitas, och förändringen kan blott äga rum i öfverensstämmelse med skiljedomstolens utslag.

3. Med hänsyn till de i Tyskland gällande föreskrifter rörande meddelandet af officiella upplysningar i tullsaker är svenska regeringen beredd att så snart som möjligt utfärda bestämmelser, hvarigenom det skall möjliggöras för varuimportören att på officiell väg erhålla bindande upplysning rörande tullbehandlingen af varor vid deras införsel till Sverige.

4. Till tariffnummer 261, till positionen «Kläder» (efter nr. 295), och till tariffnummer 395. I händelse Sverige skulle företaga tullförändringar för följande varor, skola de nya tullarna icke öfverskrida nedan angifna tullsatser:

kaustikt kali: 3 kronor för 100 kg;

klädespersedlar, af linne eller bomull, samt delar af sådana, äfvensom sydda hushållspersedlar, alla slag, såsom duktyg, handdukar, lakan, örngott, gardiner med flera dylika, andra än sådana med broderier: 75 procents förhöjning i tullen för tyget, hvaraf persedeln hufvudsakligen består;

Kleider und andere Kleidungsstücke aus anderem Stoff als Leinwand oder Baumwolle sowie Teile derselben, andere als solche mit Stickereien, Fransen, Posamenten, Spitzen, Blonden oder Futter, welches einem höheren Zoll unterliegt als der Stoff, aus dem die Kleidungsstücke hauptsächlich bestehen: 75 v. H. Aufschlag auf den Zoll für den Stoff, aus welchem das betreffende Stück hauptsächlich besteht;

Balken-, Eck- und anderes, nicht in Eisenbahnschienen bestehendes sogenanntes Fassoneisen, im Gewichte von weniger als 60 kg bis 20 kg auf das laufende Meter: 1,50 Kronen für 100 kg.

5. Zu den Tarifnummern 378 und 735. Schweden ist befugt, während der Dauer des gegenwärtigen Vertrags eine Aenderung des Zolles dahin vorzunehmen, dass die unter die Nrn. 378 und 735 fallenden Maschinen (mit Ausschluss der Gerätschaften und Werkzeuge), soweit ihr Einzelgewicht 1000 kg oder darunter beträgt, bis um 5 v. H. vom Werte im Zolle erhöht werden, wenn gleichzeitig für diese Maschinen, soweit ihr Einzelgewicht über 10000 kg beträgt, eine Ermässigung des Zolles um denselben Prozentsatz vom Werte gewährt wird.

Die Gleiche Zolländerung soll für Teile von Maschinen Platz greifen, die erkennbar zu den im Zolle erhöhten oder ermässigten Maschinen gehören oder für diese bestimmt sind.

Zu Artikel 9.

Durch Artikel 9 werden die Bestimmungen der schwedischen

gångkläder och andra klädespersedlar, af annat ämne än linne eller bomull, samt delar af sådana, andra än sådana med broderier, fransar, snörmakerier, spetsarellerblonder eller med foder, som drager högre tull än det tyg eller ämne, hvaraf klädespersedeln hufvudsakligen består: 75 procents förhöjning i tullen för tyget, hvaraf persedeln hufvudsakligen består;

balk-, hörn- och annat till järnvägsskenor ej hänförligt s. k. fasonjärn, vägande mindre än 60 kg. till och med 20 kg. per löpande meter: 1,50 kronor för 100 kg.

5. Till tariffnumren 378 och 735. Sverige äger rätt att under denna traktats bestånd företaga en tullförändring därhän, att tullen för de under nr: 378 och 735 fallande maskinerna (med undantag af redskap och verktyg), såvidt vikten per maskin belöper sig till 1000 kg. eller därunder, höjes med högst 5 procent af värdet, om samtidigt för dessa maskiner, såvidt vikten per maskin belöper sig till öfver 10000 kg., en nedsättning i tullen med samma procentsats af värdet beviljas.

Samma tullförändring skall äga rum för maskindelar, hvilka uppenbarligen tillhöra de i anseende till tullen höjda eller nedsatta maskinerna eller äro afsedda för dessa.

Till artikel 9.

Genom artikel 9 beröras icke de bestämmelser i den svenska

Gesetzgebung nicht berührt, nach denen von Alkohol, der aus ausländischen Kartoffeln hergestellt ist, eine höhere Steuer erhoben wird als von dem Erzeugnis aus inländischen Kartoffeln.

lagstiftningen, enligt hvilka högre skatt erlägges för alkohol, som framställes af utländsk potätis, än för alkohol af inhemsk potätis.

Zu Artikel 10.

Till artikel 10.

I.

I.

Die Boden- und Gewerbserzeugnisse irgend welcher Herkunft, welche durch das Gebiet eines der vertragschliessenden Teile durchgeführt werden, sollen bei ihrem Eingang in das Gebiet des anderen Teiles keinen anderen oder höheren Zöllen unterworfen werden, als wenn sie unmittelbar aus dem Ursprungsland eingeführt worden wären.

De natur- och industrialster af hvad ursprung det vara må, hvilka föras igenom den ena traktatslutande partens område, skola vid införseln i den andra partens område icke vara underkastade andra eller högre tullar, än om de infördes omedelbart från ursprungslandet.

II.

II.

Während der Dauer des gegenwärtigen Vertrags werden in Schweden Eisenerze bei der Ausfuhr nicht mit Zoll belegt werden.

Under denna traktats bestånd må icke i Sverige järnmalm vid utförseln beläggas med tull.

Zu Artikel 13.

Till artikel 13.

Die Bestimmungen der Deklaration zwischen Schweden und Dänemark vom 22. September 1871 zur Regelung gewisser Handels- und Schiffahrtsverhältnisse im Öresund sowie die Abmachungen zwischen Schweden und Norwegen über die Handels- und Schiffahrtsverhältnisse im Idefjord und Swinesund werden deutscherseits solange nicht auf Grund des Meistbegünstigungsrechtes in Anspruch genommen werden, als sie nicht auf andere Staaten erstreckt werden.

Från tysk sida skall man icke på grund af mest gynnad nations rätt göra anspråk på tillämpningen af bestämmelserna i deklarationen mellan Sverige och Danmark den 22 september 1871 till ordnande af vissa handels- och sjöfartsförhållanden i Öresund äfvensom aftalen mellan Sverige och Norge rörande handels- och sjöfartsförhållandena i Idefjorden och Svinesund, så länge samma bestämmelser icke utsträckas till andra stater.

Zu Artikel 19.

Deutscherseits werden die besonderen Begünstigungen, die der norwegischen Schifffahrt für die Befahrung der schwedischen Binnengewässer zugestanden sind oder künftig zugestanden werden möchten, so lange nicht auf Grund des Meistbegünstigungsrechtes in Anspruch genommen werden, als sie nicht der Schifffahrt eines anderen Staates eingeräumt werden.

Das gegenwärtige Protokoll soll zugleich mit dem Vertrage den vertragschliessenden Teilen vorgelegt werden, und im Falle der Ratifikation des letzteren sollen auch die in dem ersteren enthaltenen Erklärungen und Verabredungen ohne weitere förmliche Ratifikation als genehmigt gelten.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Stockholm, am 8. Mai 1906.

F. VON MÜLLER.

Till artikel 19.

Från tysk sida skall man icke på grund af mest gynnad nations rätt göra anspråk på de särskilda förmåner, som i fråga om befarande af svenska insjöar, floder och kanaler äro medgifna eller framdeles må komma att medgifvas den norska sjöfarten, så länge samma förmåner icke medgifvas någon annan stats sjöfart.

Detta protokoll skall samtidigt med traktaten föreläggas de traktatslutande parterna och, i händelse den senare ratificeras, skola äfven de i det förstnämnda inlagna förklaringar och aftal utan ytterligare formell ratifikation galla såsom stadfästa.

Som skedde i Stockholm, uti två exemplar, den 8 maj 1906.

ERIC TROLLE.
DOUGLAS.
H. CAVALLI.

ALLEMAGNE — SUISSE

Convention entre la Suisse et l'Empire allemand concernant l'établissement de bureaux de douane allemands dans les gares situées à Bâle sur la rive gauche du Rhin.

Conclue le 16 août 1905.

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse,

Après avoir vu et examiné la convention conclue sous réserve de ratification, à Berne, le 16 août 1905, par les plénipotentiaires de la Suisse, d'une part, et de l'Empire allemand, d'autre part, concer-

Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse. etc., etc., etc., faisons savoir par les présentes que,

Ayant pris connaissance de la convention conclue, à Berne, le 16 août 1905 entre Notre plénipotentiaire et le plénipotentiaire du

nant l'établissement de bureaux de douane allemands dans les gares de la rive gauche du Rhin, à Bâle, convention qui a été approuvée par le Conseil national le 19 décembre 1905 et par le Conseil des Etats le 21 du même mois et dont la teneur suit :

Conseil fédéral suisse, au sujet de l'établissement de bureaux de douane allemands dans les gares de la rive gauche du Rhin, à Bâle, convention dont la teneur suit :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse,

d'une part, et

Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse,

agissant au nom de l'Empire allemand, d'autre part ;

animés du désir de faciliter, comme jusqu'ici, après l'achèvement des nouvelles installations de gare des chemins de fer fédéraux, à Bâle, l'expédition douanière du trafic entre les deux Etats, ont fait ouvrir dans ce but des négociations et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse :

Monsieur Marc RUCHET, président de la Confédération ;

Sa Majesté l'empereur d'Allemagne et roi de Prusse :

Son Excellence Monsieur le Dr Alfred von BÜLOW, conseiller intime actuel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'empire d'Allemagne auprès de la Confédération suisse,

lesquels ont négocié et arrêté la convention suivante :

Article premier.

Il sera établi dans les gares situées à Bâle, sur la rive gauche du Rhin et sur le territoire suisse, des bureaux de douane impériaux (d'Alsace-Lorraine), savoir :

1. dans la gare aux voyageurs des chemins de fer fédéraux, un bureau de douane pour la visite et l'expédition douanière des voyageurs qui partent pour l'Allemagne via St-Louis et de leurs bagages, ainsi que pour l'expédition douanière des colis de poste et de messagerie destinés à être importés en Allemagne par St-Louis ;

2. un second bureau de douane dans la gare aux voyageurs des chemins de fer fédéraux pour tout le service des marchandises en grande vitesse ;

3. un bureau de douane dans la gare aux marchandises de St-Jean, pour les trains de marchandises venant d'Allemagne ou y allant, ainsi que pour les marchandises en petite vitesse en provenance d'Allemagne et à destination de Bâle-loco ou vice-versa, ainsi que pour le mouve

ment des voyageurs, des bagages et des marchandises en grande vitesse partant de la gare St-Jean pour l'Allemagne via St-Louis, pour le cas où la gare de St-Jean serait aussi ouverte au trafic des voyageurs, des bagages et des marchandises en grande vitesse ;

4. un bureau de douane dans la gare aux marchandises et de triage sur le Wolf, pour la visite préliminaire des trains de marchandises en partance pour l'Allemagne, ainsi que pour l'expédition douanière des marchandises en petite vitesse.

Ces bureaux de douane, placés sous les ordres de fonctionnaires supérieurs des douanes, sont autorisés à procéder, à l'importation et à l'exportation, à toutes les expéditions douanières qu'exigera le trafic et à toutes les opérations y relatives, à teneur des lois, règlements et ordonnances qui régissent cette matière dans l'Alsace-Lorraine.

Les modifications que subiraient ces prescriptions seront portées aussitôt que possible à la connaissance du public par les autorités douanières allemandes à Bâle.

Les vétérinaires allemands, de service aux bureaux de douane allemands désignés ci-dessus, sont autorisés à procéder au contrôle sanitaire des animaux destinés à entrer en Allemagne, ainsi qu'à l'examen de la viande destinée à l'importation en Allemagne, aussi sous le rapport de la trichinose, le tout à teneur des lois, règlements et ordonnances en vigueur pour l'Alsace-Lorraine. Les dispositions des articles 5, 8, 10 et 11 ci-après s'appliquent aussi aux vétérinaires.

Article 2.

L'autorité douanière allemande a le droit, ensuite d'entente avec l'administration des chemins de fer fédéraux, de faire fermer au public les salles de visite et de lui interdire l'accès des quais et des voies où stationnent des trains prêts à partir pour l'Allemagne. L'introduction, dans les parties des installations de la gare réservées au service de la douane allemande, de marchandises passibles de droits ou dont l'importation en Allemagne est prohibée ou n'est permise qu'à certaines conditions, tombe sous le coup des mêmes pénalités que l'introduction de ces marchandises sur le territoire allemand.

L'autorité douanière allemande a seule le droit de maintenir l'ordre dans les halles, rampes, salles de visite, locaux de service et sur les voies affectées à la visite des trains qui, à teneur de l'entente avec l'administration des chemins de fer fédéraux, sont attribués au service de la douane allemande ; elle a de même le droit d'expulser de ces locaux et installations les personnes qui y troublent l'ordre. En ce qui concerne les halles pour les marchandises soumises à la douane allemande, l'autorité douanière allemande a le droit d'y apposer aussi une fermeture à elle, sans qu'il en résulte pour elle de responsabilité, vis-à-vis des propriétaires, pour la garde des marchandises contenues dans ces locaux.

Les fonctionnaires et employés de la Confédération suisse et du canton de Bâle-ville auront accès en tout temps, pour l'exercice de leurs fonctions officielles, dans les parties des installations de la gare (halles douanières, rampes, salles de visite, locaux de service, quais,

voies, etc.), attribuées aux autorités douanières allemandes ou exclusivement réservées au service de la douane allemande, pourvu qu'ils portent des insignes permettant de les reconnaître comme fonctionnaires et employés, ou qu'ils puissent, sur demande, justifier leur présence pour affaire de service. Ils ne peuvent apporter avec eux, dans les parties réservées de la gare, des objets passibles de droits.

Article 3.

Les autorités douanières allemandes ont le droit de procéder à des enquêtes sur les cas d'infraction à la législation douanière allemande, ou de violation des restrictions ou des défenses d'importation que feraient découvrir, sur territoire suisse, les opérations de contrôle douanier auxquelles il sera procédé sur ledit territoire à teneur de l'article 1^{er} ci-dessus ; ces autorités ont le droit de séquestrer les marchandises et effets en connexion avec ces délits, de juger ces délits et infractions d'après les dispositions pénales du droit qui fait règle pour l'Alsace-Lorraine, et de saisir à titre de gage, à l'intérieur des salles de visite et des halles douanières, les marchandises et effets des délinquants pour assurer le paiement des amendes qui seront ou ont été prononcées, ainsi que pour garantir le paiement des taxes dues de tout genre.

L'autorité douanière allemande peut transporter sur territoire allemand les objets séquestrés ou saisis à titre de gage, ou les faire vendre aux enchères publiques à Bâle, par le ministère d'un fonctionnaire suisse compétent.

Article 4.

À la demande qui leur en sera faite par l'autorité allemande ensuite de contravention aux lois douanières allemandes et aux lois sur l'importation, découverte par les bureaux de douane allemands énumérés à l'article premier, les autorités suisses compétentes procéderont :

- a.* à l'audition de témoins et d'experts ;
- b.* à des reconnaissances officielles, dont elles certifieront le résultat ;
- c.* à la notification aux accusés, même s'ils sont Suisses, de citations et de prononcés de l'autorité allemande.

Article 5.

Les autorités suisses accorderont aux fonctionnaires des douanes allemandes, de service sur territoire suisse en conformité des articles 1^{er} à 3, la protection de police dont ils auront besoin et déféreront aux demandes y relatives de ces fonctionnaires ou de leurs supérieurs de la même manière qui si elles en étaient requises par des fonctionnaires des douanes suisses.

Article 6.

Il sera pris des mesures pour que la douane allemande et la douane suisse puissent procéder, autant que possible, immédiatement l'une après l'autre, à l'expédition douanière des marchandises ; à cet effet, les fonctionnaires de douane de l'un des pays auront accès dans les halles douanières à marchandises de l'autre pays, et il leur sera réservé une place pour faire leurs écritures.

Article 7.

Les autorités douanières des deux Etats agiront de concert pour empêcher les fraudes dans le trafic passible de droits et pour amener la découverte des infractions aux lois et prescriptions. A cet effet, les fonctionnaires compétents s'empresseront de donner les renseignements qui leur seront demandés et permettront que les registres, livres et papiers relatifs au mouvement des marchandises soient consultés.

Article 8.

Durant son séjour sur territoire suisse en conformité des dispositions qui précèdent, le personnel des douanes allemandes est soumis aux lois suisses, ainsi qu'à la juridiction et à la police suisses, en tant qu'il ne s'agit pas de l'exercice de ses fonctions, de la discipline, d'infractions ou de délits concernant le service.

Le paiement du traitement des fonctionnaires de la douane allemande à Bâle peut se faire en argent allemand.

Les fonctionnaires de la douane allemande à Bâle sont exemptés de toute prestation personnelle, y compris le service militaire, ou de tout autre service organisé militairement.

Article 9.

Les fonctionnaires de la douane impériale allemande (d'Alsace-Lorraine) de service à Bâle sont autorisés à porter l'uniforme, qu'ils soient en service ou non ; ils ne peuvent toutefois porter d'armes que pour la garde des marchandises et des caisses pendant la nuit, pour l'escorte des trains, ainsi qu'à leur rentrée de ce service. L'inspecteur général dont relèvent les bureaux impériaux de la douane allemande (d'Alsace-Lorraine) et les fonctionnaires supérieurs qui dirigent le service de ces divers bureaux peuvent porter en tout temps, avec l'uniforme, le sabre de service prescrit.

Article 10.

Tous les objets nécessaires au service, expédiés du territoire allemand à l'autorité douanière impériale allemande (d'Alsace-Lorraine), à Bâle, sont exempts de droits d'entrée et de taxes.

L'autorité douanière impériale allemande (d'Alsace-Lorraine), à Bâle, a le droit de remettre au personnel allemand chargé de l'expédition de la messagerie à Bâle, sans passer par l'intermédiaire de l'administration des postes suisses, les lettres et envois postaux de service qu'elle expédie en Allemagne, à l'exclusion de la correspondance particulière des fonctionnaires et employés de la douane.

Il ne sera perçu sur ces envois de service que le port qui aurait été perçu si ces envois avaient été consignés sur le territoire postal allemand.

Article 11.

Les fonctionnaires de la douane impériale allemande (d'Alsace-Lorraine) transférés à Bâle sont exemptés des droits d'entrée pour les effets de déménagement usagés qu'ils amènent avec eux pour leur usage.

Article 12.

La présente convention est conclue pour durer jusqu'au 31 mars 1908 et restera en vigueur après cette date, à moins qu'elle ne soit dénoncée par l'une des parties contractantes.

La résiliation doit être dénoncée douze mois au moins à l'avance et ne peut être notifiée que pour le 31 mars de l'année 1909 ou d'une année subséquente.

Cette convention annule et remplace :

1. la convention du 7 août 1873 entre la Suisse et l'Empire allemand concernant l'établissement d'un bureau allemand d'expédition douanière à la gare du Central, à Bâle ;

2. le complément à ladite convention du 23 octobre 1876.

Article 13.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées, à Berne, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats ont signé la présente convention, expédiée en deux exemplaires, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berne, le 16 août 1905.

(L. S.) RUCHET.

(L. S.) A. von BÜLOW.

Déclare que la convention ci-dessus est ratifiée et a force de loi dans toutes ses parties, promettant au nom de la Confédération suisse, de l'observer consciencieusement et en tout temps, en tant que cela dépend de celle-ci.

Et l'ayant trouvée, dans toutes ses parties, conforme à Nos intentions, Nous approuvons et ratifions cette convention, et promettons de la faire observer et exécuter.

En foi de quoi, la présente ratification a été signée par le président et le chancelier de la Confédération suisse et munie du sceau fédéral.

Ainsi fait, à *Berne*, le cinq janvier mil neuf cent six (5 janvier 1906).

Au nom du Conseil fédéral suisse :
Le président de la Confédération,
L. FORRER.

(L. S.)

*Le chancelier
de la Confédération*,
RINGIER.

En foi de quoi, Nous avons fait dresser le présent acte de ratification et l'avons fait munir de Notre sceau impérial.

Donné, à Berlin, le 2 février 1906.

GUILLAUME

I. R.

(L. S.)

BÜLOW.

ALLEMAGNE — TURQUIE

Convention additionnelle à la Convention de commerce et de navigation du 26 août 1890 et Protocole (25 avril 1907).

(Echange des ratifications : 24 juin 1907).

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand, d'une part, et Sa Majesté l'empereur des Ottomans, d'autre part, étant animés du désir de favoriser le développement des relations commerciales entre les deux pays, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

Le Baron Adolphe Marschall de Bieberstein, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Ottomans,

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans :

Ahmed Tevfik Pacha, Son Ministre des Affaires Etrangères, lesquels, après s'être donné réciproquement communication de leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivants, concernant la modification du numéro 1 du Procès-verbal de signature du Traité de commerce et de navigation, conclu entre l'Allemagne et la Turquie le 26 août 1890 :

ARTICLE 1

Jusqu'à la mise en vigueur du tarif annexé audit Traité le Gouvernement Impérial Ottoman aura le droit d'élever les droits d'entrée en Turquie de 8 à 11 % ad valorem.

Toutefois, cette augmentation des droits d'entrée ne pourra être appliquée aux importations allemandes en Turquie qu'à la condition de l'être également aux provenances des pays des autres Puissances.

ARTICLE 2.

La présente Convention formera partie intégrante du Traité de commerce et de navigation, conclu entre l'Allemagne et la Turquie le 26 août 1890.

ARTICLE 3.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Constantinople, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Constantinople, en double exemplaire, le 25 Avril 1907.

(L. S.) MARSCHALL.

(L. S.) Tevfik.

Procès-verbal de signature.

Au moment de procéder à la signature de la Convention additionnelle, conclue en date de ce jour entre l'Allemagne et la Turquie pour modifier le N° 1 du Procès-verbal de signature du Traité de commerce et de navigation du 26 août 1890 et vu la majoration des droits d'entrée en Turquie sur les provenances allemandes, le Plénipotentiaire soussigné, Ministre des Affaires Etrangères de l'Empire Ottoman, déclare que la Sublime Porte prend les engagements suivants :

I. La Sublime Porte mettra en pleine et entière exécution la nouvelle loi sur les analyses en douane, promulguée le 29 Rébi-ul-ewel 1323 (20 mai/2 juin 1905).

II. La Sublime Porte améliorera, dans la mesure du possible, les institutions douanières, telles que entrepôts, installations des quais de débarquement etc., dans les ports principaux de la Turquie.

III. Les droits de dépôt (ardî) ne seront payables en Turquie que pour la durée du séjour des marchandises au dépôt des douanes. Cette durée est comptée de la fin de la première semaine écoulée après l'entrée en dépôt des marchandises jusqu'au jour où leurs propriétaires en auront demandé le dédouanement et la sortie.

IV. L'horaire pour la vérification des marchandises dans les bureaux

de douane ottomans est fixé : du 1^{er} avril jusqu'à la fin d'août, de deux heures et demie à dix heures et demie ; en septembre, de trois heures à onze heures ; en octobre, de trois heures et demie à onze heures ; du 1^{er} novembre jusqu'à la fin de janvier, de quatre heures à onze heures ; en février, de trois heures et demie à onze heures ; et en mars, de trois heures à dix heures et demie à la turque.

V. En cas d'envois de marchandises du même genre, importées à la fois en petits emballages, contenant des articles d'alimentation et de consommation en récipients hermétiquement fermés et portant des marques de fabrique, l'examen en douane ne sera fait que sur des échantillons pris au hasard.

Cette stipulation ne s'applique pas au cas où les circonstances spéciales font soupçonner l'intention de frauder les droits.

Le soussigné Plénipotentiaire d'Allemagne prend acte de cette déclaration.

Fait à Constantinople, en double exemplaire, le 25 Avril 1907.

(L. S.) Marschall.

(L. S.) Tevfik.

AUTRICHE-HONGRIE — GRÈCE

Convention d'extradition du 21/8 décembre 1904.

(Ratifiée le 31 décembre 1906, échange des ratifications à Athènes, le 28/15 janvier 1907).

(promulguée en Autriche-Hongrie, le 18 mars 1907.

Reichsgesetzblatt du 1^{er} juin 1907).

Nos Franciscus Josephus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator ; Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Illyriae ; Archidux Austriae ; Magnus Dux Cracoviae ; Dux Lotharingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Bucovinae, superioris et inferioris Silesiae ; Magnus Princeps Transilvaniae ; Marchio Moraviae ; Comes Habsburgi et Tirolis, etc., etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus :

Posteaquam a Plenipotentiaro Nostro atque ab illo Majestatis Suae Graeciae Regis praevis collatis consiliis mutuisque deliberationibus

conventio de mutua maleficorum extraditione die vicesima prima
octava
 mensis Decembris anni millesimi nongentesimi quarti Athenis inita et
 signata fuit, tenoris sequentis :

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie

et

Sa Majesté le Roi des Hellènes étant convenus de conclure un Traité pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont muni dans ce but de Leurs pleins-pouvoirs, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie :

Monsieur le Baron Charles de Macchio, Grand'Croix de l'Ordre de François-Joseph, Chevalier de l'Ordre de Léopold, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Cour d'Athènes,

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

Monsieur Athos Romanos, Commandeur de l'Ordre du Sauveur, Son Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1^{er}.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement dans les circonstances et les conditions établies par le présent Traité, les individus qui, étant poursuivis ou condamnés pour un

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen u. s. w. und Apostolischer König von Ungarn.

und

Seine Majestät der Hellenen sind übereingekommen, einen Vertrag wegen gegenseitiger Auslieferung der Verbrecher abzuschliessen, und haben zu diesem Behufe mit ihren Vollmachten versehen, nämlich :

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen u. s. w. und Apostolischer König von Ungarn :

den Herrn Karl Freiherrn von Macchio, Grosskreuz des Franz Joseph-Ordens, Ritter des Leopold-Ordens, Allerhöchst Ihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Hofe zu Athen,

Seine Majestät der König der Hellenen :

Herrn Athos Romanos, Komtur des Erlöserordens, Allerhöchst Ihren Minister des Äussern.

die, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgeteilt und sie in guter und gehöriger Form befunden haben, über nachfolgende Artikel übereingekommen sind :

Artikel 1.

Die hohen vertragschliessenden Teile verpflichten sich, unter den in diesem Vertrage festgestellten Umständen und Bedingungen, sich gegenseitig diejenigen Personen auszuliefern, die wegen eines auf

crime ou un délit commis sur le territoire de l'Etat requérant, se réfugieraient sur le territoire de l'Etat requis.

dem Gebiete des ersuchenden Staates begangenen Verbrechens oder Vergehens verfolgt werden oder verurteilt sind und sich auf das Gebiet des ersuchten Staates geflüchtet haben.

Article 2.

L'extradition ne sera accordée que pour les infractions aux lois pénales indiquées ci-après, lorsqu'elles seront prévues par les législations de l'Etat requérant, et de l'Etat requis :

1^o Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre.

2^o Coups portés ou blessures faites volontairement, avec préméditation, ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans intention de la donner.

3^o Bigamie.

4^o Enlèvement de mineurs.

5^o Exposition ou délaissement d'un enfant au-dessous de l'âge de 7 ans.

6^o Vol, soustraction, abus de confiance, tromperie, escroquerie, extorsion.

7^o Privation volontaire et illégale de la liberté individuelle commise par des particuliers.

8^o Fausse monnaie comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation avec connaissance de la monnaie contrefaite ou altérée.

Artikel 2.

Die Auslieferung wird nur wegen der nachstehend aufgeführten strafgesetzwidrigen Handlungen, sofern sie sich sowohl nach dem Rechte des ersuchenden wie nach dem des ersuchten Staates als solche darstellen, bewilligt werden :

1. Meuchelmord, Vergiftung, Elternmord, Kindesmord, Mord.

2. Vorsätzlich und mit Vorbedacht verübte Misshandlung oder Verletzung, wenn diese eine voraussichtlich unheilbare Krankheit, dauernde Arbeitsunfähigkeit, den Verlust des unumschränkten Gebrauchs eines Organes, eine schwere Verstümmelung oder, ohne den Vorsatz zu töten, den Tod zur Folge gehabt hat.

3. Zweifache Ehe.

4. Entführung von Minderjährigen.

5. Aussetzen oder Verlassen eines Kindes im Alter von unter 7 Jahren.

6. Diebstahl, Unterschlagung, Vertrauensmissbrauch, Betrug, Prellerei, Erpressung.

7. Absichtliche und ungesetzhafte Freiheitsberaubung, begangen durch Privatpersonen.

8. Münzfälschung, umfassend die Nachmachung und die Veränderung von Münzen, das wissentliche Ausgeben und Inverkehrbringen von nachgemachten oder veränderten Münzen.

9° Contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés; émission ou mise en circulation avec connaissance de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés; faux en écritures ou dans les dépêches télégraphiques et usage avec connaissance de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés.

10° Contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons, timbres-poste ou autres timbres adhésifs; usage avec connaissance de ces objets contrefaits ou falsifiés; usage préjudiciable et avec une intention frauduleuse de vrais sceaux, et timbres et poinçons.

11° Faux témoignage.

12° Faux serment.

13° Concussion, détournement, commis par des fonctionnaires publics; corruption de fonctionnaires publics.

14° Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites.

15° Incendie volontaire.

16° Destruction, dégradation ou suppression volontaire et illégale d'un titre public ou privé commise dans le but de causer du dommage à autrui.

17° Recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente Convention.

9. Nachmachung oder Fälschung von öffentlichen Wertpapieren, von Bankscheinen, von öffentlichen oder Privatschuldverschreibungen, wissentliches Ausgeben oder Inverkehrbringen solchernachgemachter oder gefälschter Wertpapiere, Scheine oder Verpflichtungsurkunden; Urkundenfälschung und Fälschung von telegraphischen Depeschen und wissentlicher Gebrauch von solchen nachgemachten oder falschen oder verfälschten Depeschen, Wertpapieren, Scheinen oder Verpflichtungsurkunden.

10. Nachmachung oder Fälschung von Siegeln, Stempeln, Punzen, Postmarken oder anderen durch Ankleben zu befestigenden Marken; wissentlicher Gebrauch solcher nachgemachter oder gefälschter Gegenstände, missbräuchliche und in betrügerischer Absicht erfolgte Verwendungechter Siegel, Stempel und Punzen.

11. Falsches Zeugnis.

12. Meineid.

13. Amtsmisbrauch und Unterschlagung, verübt durch öffentliche Beamte; Bestechung öffentlicher Beamter.

14. Betrügerischer Bankerott und betrügerische Benachteiligungen im Konkurse.

15. Vorsätzliche Brandstiftung.

16. Vorsätzliche und gesetzwidrige Zerstörung, Beschädigung oder Unterdrückung einer öffentlichen oder privaten Verpflichtungsurkunde, begangen in der Absicht, einem anderen Schaden zuzufügen

17. Hehlerei bezüglich solcher Gegenstände, die durch eines der in diesem Verträge vorgesehenen Verbrechen oder Vergehen erworben wurden.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la complicité et la tentative, lorsqu'elles sont punies par les législations de l'Etat requérant et de l'Etat requis.

En matière correctionnelle, lorsqu'il s'agit d'une infraction prévue par un des paragraphes ci-dessus, l'extradition aura lieu :

1^o Pour les condamnés contradictoirement ou par défaut, lorsque la peine prononcée sera au moins d'un an d'emprisonnement

2^o Pour les prévenus, lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé sera, d'après les législations de l'Etat requérant et de l'Etat requis, au moins de deux ans d'emprisonnement.

Article 3.

Dans aucun cas les Parties contractantes ne seront tenues à se livrer leurs sujets.

Si le prévenu ou le condamné n'est pas sujet d'une des Parties contractantes, le Gouvernement saisi de la demande d'extradition restera libre de donner à cette demande la suite qui lui paraîtra convenable et de livrer le prévenu, pour être jugé, soit à son propre pays soit au pays où le crime ou le délit aura été commis.

Article 4.

L'extradition n'aura pas lieu :

1^o Si depuis les faits imputés, depuis la poursuite ou la condam-

In den angeführten Tatbeständen sind inbegriffen die Mitschuld und der Versuch, sofern sie nach dem Rechte des ersuchenden wie des ersuchten Staates strafbarsind.

Wegen Vergehen wird die Auslieferung, wenn es sich um eine in den obigen Paragraphen angeführte Straftat handelt, stattfinden :

1. Bei Verurteilten, auch wenn die Verurteilung in Abwesenheit des Beschuldigten erfolgte, sofern die verhängte Strafe mindestens auf ein Jahr Freiheitsentziehung lautet.

2. Bei Beschuldigten, wenn das höchste Ausmass der auf die Straftat anwendbaren Strafe nach dem Rechte des ersuchenden wie des ersuchten Staates mindestens zwei Jahre Freiheitsentziehung beträgt.

Artikel 3.

In keinem Falle sind die vertragschliessenden Teile gehalten, ihre eigenen Staatsangehörigen auszuliefern.

Wenn der Beschuldigte oder Verurteilte nicht Staatsangehöriger eines der vertragschliessenden Teile ist, steht es der Regierung, an welche das Auslieferungsbegehren gerichtet wurde, frei, diesem Begehren nach ihrem Ermessen stattzugeben und den Beschuldigten zum Zwecke der Verurteilung entweder in sein Heimatland oder an das Land, wo das Verbrechen oder Vergehen verübt wurde, zu überstellen.

Artikel 4.

Die Auslieferung findet nicht statt :

1. wenn seit der Verübung der Tat oder seit der gerichtlichen

nation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du Pays requis, au moment où la demande est faite.

2^o Lorsque la demande d'extradition sera motivée par le même fait pour lequel l'individu réclamé a été poursuivi et mis hors de cause, ou est encore poursuivi ou a déjà été jugé dans le pays auquel l'extradition est demandée.

Article 5.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le Pays requis pour une infraction autre que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition pourra être différée jusqu'à la fin de la poursuite et, en cas de condamnation, jusqu'au moment où il aura subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins sous réserve, pour ceux-ci, de faire valoir ensuite leurs droits devant l'Autorité compétente.

Article 6.

L'extradition ne sera pas accordée, si l'infraction pour laquelle elle est demandée, est considérée par la Partie requise comme un délit politique ou un fait connexe

Verfolgung oder seit der Verurteilung nach den Gesetzen des um die Auslieferung angegangenen Landes im Zeitpunkte, da das Begehren gestellt wird, die Verjährung der strafgerichtlichen Verfolgung oder der Strafe eingetreten ist ;

2. wenn sich das Auslieferungsbegehren auf dieselbe Straftat gründet, wegen welcher der Auszuliefernde in dem Lande, das die Auslieferung gewähren soll, in Untersuchung gewesen und ausser Verfolgung gesetzt worden ist oder noch verfolgt wird oder bereits abgeurteilt wurde.

Artikel 5.

Ist der Auszuliefernde in dem um die Auslieferung angegangenen Lande wegen einer anderen Straftat als derjenigen, auf die sich das Auslieferungsbegehren gründet, in Untersuchung oder Strafe, so kann seine Auslieferung bis zur Beendigung des Strafverfahrens und im Falle einer Verurteilung bis zum Ende der Strafverbüßung aufgeschoben werden.

Falls er im gleichen Lande wegen Verpflichtungen, die er gegenüber Privaten einging, verfolgt oder angehalten würde, findet seine Auslieferung dessenungeachtet statt ; jedoch bleibt es den Anspruchsberechtigten vorbehalten, ihre Rechte später vor der zuständigen Behörde geltend zu machen.

Artikel 6.

Die Auslieferung wird nicht bewilligt, wenn die Straftat, auf die sich das Auslieferungsbegehren gründet, von dem ersuchten Teile als politisches Delikt oder als eine

à un semblable délit, ou si l'individu réclaté prouve que la demande d'extradition a été faite, en réalité, dans le but de le poursuivre pour une infraction de cette nature.

L'étranger dont l'extradition aura été accordée ne pourra être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente Convention.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ou jugé pour aucune infraction autre que celle qui a motivé l'extradition. Cela ne s'applique pas aux infractions commises après l'extradition.

Article 7.

La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Article 8.

L'extradition sera accordée conformément aux règles prescrites par la loi du Pays requis.

Article 9.

L'extradition sera accordée sur la production de l'original ou de l'expédition authentique soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la

mit einem solchen Delikte zusammenhängende Handlung angesehen wird oder wenn der Auszuliefernde nachweist, dass das Auslieferungsbegehren tatsächlich zum Zwecke seiner Verfolgung wegen einer derartigen Straftat gestellt wurde.

Der Fremde, dessen Auslieferung bewilligt wurde, darf weder wegen eines vor der Auslieferung verübten politischen Deliktes noch wegen einer mit einem solchen Delikte zusammenhängenden Handlung noch wegen eines der in dieser Übereinkunft nicht vorgesehenen Verbrechen oder Vergehen verfolgt oder bestraft werden.

Der Ausgelieferte darf nur wegen der Straftat, um derentwillen die Auslieferung erfolgt ist, in Untersuchung gezogen oder verurteilt werden. Das bezieht sich nicht auf die nach der Auslieferung begangenen strafbaren Handlungen.

Artikel 7.

Das Auslieferungsbegehren muss immer auf diplomatischem Wege gestellt werden.

Artikel 8.

Die Bewilligung der Auslieferung erfolgt nach dem Gesetze des ersuchten Staates.

Artikel 9.

Die Auslieferung wird zugestanden gegen Beibringung der Urschrift oder einer beglaubigten Ausfertigung des verurteilenden Erkenntnisses oder Beschlusses

Chambre du Conseil, de l'arrêt de la Chambre des mises en accusation ou de l'acte de procédure criminelle émané du juge compétent, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive.

Elle pourra être également accordée sur la production du mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, décerné par l'Autorité étrangère judiciaire compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés.

Ces pièces seront accompagnées d'une copie du texte de la loi applicable au fait incriminé et d'une traduction en langue française et, autant que possible, du signalement de l'individu réclamé ou de toute autre indication de nature à constater son identité.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou délit, objet de la poursuite, rentre dans les prévisions de la présente Convention, le Gouvernement requis pourra demander toutes les explications qu'il considérerait nécessaires ou utiles pour éclairer sa conviction, après quoi il statuera sur la suite à donner à la demande d'extradition.

Le Gouvernement requérant en fournissant au Gouvernement requis ces explications, mettra en même temps à la disposition de ce dernier tous les documents nécessaires ou utiles pour éclairer sa conviction.

oder aber eines Auftrages der Ratskammer, Beschlusses der Anklagekammer oder eines vom zuständigen Richter ausgestellten strafprozessualen Aktes, wodurch der Beschuldigte oder Angeklagte in aller Form und mit voller Rechtswirkung vor die Strafgerichtsbarkeit verwiesen wird.

Die Auslieferung wird ferner zugestanden gegen Beibringung des Haftbefehles oder jedes anderen einem Haftbefehle gleichkommenden Aktes, der von der zuständigen ausländischen Gerichtsbehörde erlassen wurde, vorausgesetzt, dass diese Akte die genaue Angabe der Tat enthalten, die hiezu Veranlassung gab.

Diesen Aktenstücken ist beizugeben eine Abschrift des auf die Straftat anzuwendenden Gesetzestextes, ferner eine französische Übersetzung und womöglich die Personsbeschreibung des Auszuliefernden oder sonstige Angaben, die zur Sicherstellung der Personensidentität dienen können.

Wenn sich Zweifel ergeben, ob das den Gegenstand der Verfolgung bildende Verbrechen oder Vergehen unter die Bestimmungen dieses Vertrages falle, kann die um die Auslieferung angegangene Regierung alle zur Klarstellung notwendigen oder nützlichen Auskünfte einholen, worauf sie darüber entscheidet, ob dem Begehren Folge zu geben sei.

Beider Übermittlung dieser Aufklärungen hat die um die Auslieferung ersuchende Regierung der ersuchten Regierung alle Urkunden zur Verfügung zu stellen, deren Kenntnis notwendig oder förderlich ist, um sich ein Urteil bilden zu können.

Article 10.

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire pourra être effectuée sur avis, transmis par la poste ou le télégraphe et toujours par voie diplomatique, de l'existence d'un des documents mentionnés à l'article 9, à la condition toutefois, que cet avis sera régulièrement donné au Ministre des Affaires Etrangères du pays requis.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du Gouvernement requis. Elle cessera d'être maintenue si dans le délai de trois semaines, à partir du moment où elle aura été effectuée, le Gouvernement requis n'a pas reçu communication de l'un des documents mentionnés à l'article 9 de la présente Convention.

Article 11.

Quand il y aura lieu à extradition, tous les objets provenant du crime ou du délit ou pouvant servir de pièces à conviction qui seront trouvés en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation ou qui seront découverts ultérieurement, seront, si l'Autorité compétente de l'État requis en ordonne ainsi, saisis et soumis à l'État requérant.

Cette remise se fera même si l'extradition ne peut s'accomplir par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclamé.

Artikel 10.

In dringenden Fällen kann die vorläufige Verhaftung auf die durch die Post oder mittels eines Telegramms auf diplomatischem Wege erfolgte Benachrichtigung vom Vorhandensein einer der im Artikel 9 erwähnten Urkunden vorgenommen werden, unter der Bedingung jedoch, dass diese Benachrichtigung regelmässig an das Ministerium des Äussern des ersuchten Landes gerichtet wird.

Die vorläufige Verhaftung findet mit den Förmlichkeiten und gemäss den Vorschriften statt, die durch die Gesetzgebung des ersuchten Staates angeordnet sind. Die Verhaftung wird aufgehoben, wenn der darum ersuchten Regierung nicht innerhalb der Frist von drei Wochen, von dem Zeitpunkte der Haftnahme an gerechnet, eine der im Artikel 9 des vorliegenden Übereinkommens erwähnten Urkunden zukommt.

Artikel 11.

Wenn der Auslieferung stattgegeben wird, sollen alle vom Verbrechen oder Vergehen herrührenden oder als Beweismittel dienlichen Gegenstände, die im Zeitpunkte der Verhaftung im Besitze des Auszuliefernden vorgefunden oder später zu Tage gefördert wurden, auf Verlangen der zuständigen Behörde des ersuchten Staates mit Beschlag belegt und dem ersuchenden Staate übergeben werden.

Diese Übergabe wird auch dann stattfinden, wenn die Auslieferung wegen Flucht oder Ablebens des Verfolgten nicht durchgeführt werden kann.

Sont cependant réservés les droits que des tiers auraient pu acquérir sur les dits objets qui devront, le cas échéant, leur être rendus, sans frais, à la fin du procès.

Es bleiben jedoch die Rechte dritter Personen auf solche Gegenstände vorbehalten und diese müssen ihnen erforderlichenfalls nach Beendigung des Strafverfahrens kostenfrei zurückgestellt werden.

Article 12.

Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge de l'Etat requérant et de l'Etat requis dans les limites de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport, ou autres sur les territoires des États intermédiaires sont à la charge de l'Etat réclamant.

Les frais de transport ou autres par mer resteront également à la charge de l'Etat réclamant.

L'individu à extraditer sera conduit au port du pays requis, ou au point de la frontière que désignera le Gouvernement réclamant.

Artikel 12.

Die Kosten der Haftnahme, der Verpflegung und des Transportes des Ausgelieferten sowie die Kosten der Übergabe und Beförderung der Gegenstände, die im Sinne des vorausgehenden Artikels zurückgestellt oder übersendet werden müssen, werden von dem ersuchenden und dem ersuchten Staate je innerhalb der Grenzen ihrer Gebiete bestritten.

Die Transport- und sonstigen Kosten auf den Gebieten der zwischenliegenden Staaten fallen dem ersuchenden Staate zur Last.

Die Transport- und sonstigen Kosten bei Benützung des Seeweges fallen ebenfalls dem ersuchenden Staate zur Last.

Der Auszuliefernde wird bis zum Hafen des ersuchten Staates oder bis zu dem vom ersuchenden Staate bezeichneten Grenzpunkte geleitet werden.

Article 13.

Si l'individu réclamé et arrêté dans les conditions de la présente Convention n'est pas livré et emmené dans les trois mois après son arrestation, il sera mis en liberté et ne pourra plus être réclamé pour la même cause.

Artikel 13.

Wenn der gesuchte und unter den Bedingungen des vorliegenden Übereinkommens in Haft genommene Verbrecher innerhalb dreier Monate nach seiner Haftnahme nicht übergeben und weggeführt wurde, ist er in Freiheit zu setzen und es kann aus dem gleichen Grunde seine Auslieferung nicht mehr begehrt werden.

Article 14.

L'extradition, par voie de transit sur les territoires respectifs des États contractants, d'un individu n'appartenant pas aux pays de transit sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des documents mentionnés dans l'article 9, pourvu que le fait, servant de base à l'extradition, soit compris dans la présente Convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 4 et 6.

Les frais de transit seront à la charge de la Partie requérante.

Article 15.

Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, l'audition de personnes se trouvant dans l'un des pays des Parties contractantes, ou tout autre acte d'instruction seront jugés nécessaires, une commission rogatoire accompagnée d'une traduction en langue française sera adressée à cet effet par la voie diplomatique et il y sera donné suite en observant les lois du pays dans lequel l'audition ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Toutefois les commissions rogatoires tendant à faire opérer soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne pourront être exécutées que pour un des faits énumérés à l'article 2 et sous la réserve exprimée au dernier paragraphe de l'article 11 ci-dessus.

Artikel 14.

Die Durchlieferung über eines der Gebiete der vertragschliessenden Staaten wird, sofern der Durchzuliefernde nicht ein Angehöriger des betreffenden Staates ist, auf die blosse Vorweisung der Urschrift oder einer beglaubigten Ausfertigung einer der im Artikel 9 erwähnten Urkunden bewilligt werden, vorausgesetzt, dass die der Auslieferung zu Grunde liegende Straftat im vorliegenden Übereinkommen enthalten ist und nicht unter die in den Artikeln 4 und 6 festgesetzten Ausnahmen fällt.

Die Durchlieferungskosten fallen dem ersuchenden Teile zur Last.

Artikel 15.

Wenn sich im Verlaufe einer nicht politischen Strafsache die Abhörung von Personen, die sich auf einem der Gebiete der vertragschliessenden Teile befinden, oder irgend welche andere Untersuchungshandlung als notwendig herausstellt, soll zu diesem Behufe auf diplomatischem Wege ein mit französischer Übersetzung versehenes Ersuchschreiben übersendet werden und diesem soll unter Beachtung der Gesetze des Landes, wo die Abhörung oder der betreffende Untersuchungsakt stattfinden hat, Folge gegeben werden.

Doch soll den Ersuchschreiben, welche die Vornahme einer Hausdurchsuchung oder die Beschlagnahme eines *corpus delicti* oder einzelner Beweisgegenstände bezwecken, nur dann stattgegeben werden, wenn es sich um eine der im Artikel 2 aufgezählten Straftaten handelt und unter dem im Schlussabsatze des Artikels 11 festgesetzten Vorbehalte.

Les Gouvernements respectifs renoncent au remboursement des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires en matière pénale, même dans le cas où il s'agirait d'expertise, pourvu toutefois que cette expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation.

Article 16.

En matière pénale non politique, lorsque le Gouvernement de l'une des Parties contractantes jugera nécessaire la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un individu résidant sur le territoire de l'autre pays, la pièce, transmise diplomatiquement et accompagnée d'une traduction en langue française, sera signifiée à personne par l'Autorité compétente et le document constatant la notification sera renvoyé par la même voie au Gouvernement requérant sans restitution des frais.

Article 17.

Lorsque dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des pays des Parties contractantes, la communication de pièces de conviction ou de documents se trouvant entre les mains des Autorités de l'autre pays sera jugée nécessaire ou utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique et on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer les pièces et documents.

Die Regierungen verzichten wechselseitig auf den Ersatz der durch den Vollzug von strafgerichtlichen Ersuchschreiben verursachten Kosten; und zwar auch in dem Falle von Sachverständigengutachten, vorausgesetzt, dass ein derartiges Gutachten nicht mehr als eine Amtshandlung notwendig gemacht hat.

Artikel 16.

Wenn die Regierung eines der vertragschliessenden Teile in einer nicht politischen Strafsache die Zustellung eines Aktes des Verfahrens oder eines Urteiles an einen auf dem Gebiete des anderen Landes wohnhaften Adressaten für notwendig erachtet, wird dieses Aktenstück, sofern es auf diplomatischem Wege übersendet wurde und mit einer französischen Übersetzung versehen ist, von der zuständigen Behörde zu eigenen Händen zugestellt werden, und die Urkunde über die vorgenommene Zustellung wird auf demselben Wege an die ersuchende Regierung ohne Kostenersatzanspruch zurückgeleitet werden.

Artikel 17.

Wenn in einer nicht politischen, in einem der Länder der vertragschliessenden Teile anhängigen Strafsache die Mitteilung von Beweisstücken oder Akten, die sich bei den Behörden des anderen Landes befinden, für notwendig oder nützlich erachtet wird, ist das Ersuchen auf diplomatischem Wege zu stellen, und es wird ihm, sofern nicht besondere Erwägungen entgegenstehen, unter der Verpflichtung der Rückstellung der Beweistücke und Akten Folge gegeben werden.

Les Gouvernements respectifs renoncent au remboursement des frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Article 18.

Les Gouvernements respectifs s'engagent à se communiquer réciproquement, sans restitution de frais, les condamnations pour crimes ou délits de toute espèce qui auront été prononcées par les tribunaux de l'une des Parties contractantes contre les sujets de l'autre.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi par la voie diplomatique d'un bulletin ou extrait, accompagné d'une traduction en langue française, de la décision définitive, au Gouvernement du pays auquel appartient le condamné.

Article 19.

Le présent Traité entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications.

Les faits antérieurs à la mise en vigueur du Traité ne pourront être l'objet d'une demande d'extradition que dans le cas où les personnes réclamées se seraient réfugiées sur le territoire de l'Etat requis après l'échange des ratifications.

Chacune des Parties contractantes pourra en tout temps dénoncer le présent Traité en prévenant l'autre Partie de son intention six mois à l'avance.

Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Athènes aussitôt que faire se pourra.

Die Regierungen verzichten wechselseitig auf den Ersatz der innerhalb ihrer Gebiete durch die Übersendung und Rückstellung der Beweisstücke und Akten verursachten Kosten.

Artikel 18.

Die Regierungen verpflichten sich zur gegenseitigen kostenlosen Mitteilung der Verurteilungen, die vor den Gerichten des einen der vertragschliessenden Teile gegen die Angehörigen des anderen Teiles wegen Verbrechens oder Vergehens irgend welcher Art erfolgt sind.

Diese Mitteilung findet derart statt, dass auf diplomatischem Wege eine Strafkarte oder ein Auszug aus dem rechtskräftigen Erkenntnisse im Geleite einer französischen Übersetzung an die Regierung des Landes, dem der Verurteilte angehört, übersendet wird.

Artikel 19.

Dieser Vertrag tritt drei Monate nach dem Austausch der Ratifikationen in Kraft.

Die dem Inkrafttreten des Vertrages vorausgegangenen Handlungen können den Gegenstand eines Auslieferungsbegehrens nur dann bilden, wenn die Verfolgten sich erst nach dem Austausch der Ratifikationen auf das Gebiet des ersuchten Staates geflüchtet haben.

Jeder der vertragschliessenden Teile kann diesen Vertrag jederzeit kündigen, hat aber den anderen Teil von seiner Absicht sechs Monate vorher zu verständigen.

Der Vertrag wird ratifiziert werden und die Ratifikationen werden sobald als möglich in Athen ausgetauscht werden.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à
Athènes le $\frac{\text{huit}}{\text{vingt et un}}$ Décembre
mil neuf cent quatre.

Le Baron Charles DE MACCHIO m. p.
(L. S.)

A. ROMANOS m. p.
(L. S.)

Zu Urkund dessen haben ihn die beiderseitig Bevollmächtigten unterschrieben und ihre Siegel begedrückt.

Geschehen in zweifacher Ausfertigung in Athen am $\frac{8.}{21.}$ Dezember 1904.

Karl Freiherr von MACCHIO m. p.
(L. S.)

A. ROMANOS m. p.
(L. S.)

Nos visis et perpensis conventionis hujus stipulationibus, illas omnes et singulas ratas hisce confirmatasque habere profitemur ac declaramus verbo Nostro Caesareo et Regio promittentes Nos omnia quae in illis continentur fideliter executioni mandatueros esse

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus sigilloque Nostro adpresso firmari jussimus.

Dabantur Viennae die tricesima prima mensis Decembris anno Domini millesimo nongentesimo sexto, Regnorum Nostrorum quinquagesimo nono.

FRANCISCUS JOSEPHUS m. p.

Aloisius Liber Baro ab AEHRENTHAL m. p.

Ad mandatum Sacrae Caesareae et Regiae Apostolicae

Majestatis proprium :

Otho Eques de WEIL m. p.

Caesareus et Regius Consiliarius aulicus ac ministerialis.

AUTRICHE-HONGRIE — SUÈDE ET NORVÈGE

Échange de notes du 9 mars/18 mai concernant
l'application de la nouvelle législation pénale.

Légation de Suède et Norvège.

Vienne, le 9 mars 1904.

MONSIEUR LE COMTE.

Le nouveau code pénal norvégien du 22 mai 1902, qui entrera en vigueur le premier janvier 1905 abolit en Norvège la peine des travaux forcés.

En vertu du § 7, premier aliénéa, de la loi de promulgation dudit code, dont je place ci-joint le texte en traduction, une certaine période de travaux forcés, d'après l'ancienne législation, correspondra à la même période d'emprisonnement d'après le nouveau code pénal.

Or, la convention d'extradition conclue entre les Royaumes-Unis et l'Autriche-Hongrie en date du 2 juin 1868 stipule, dans son article II. que les actions coupables y énumérées doivent être passibles *de deux années de travaux forcés ou d'une peine plus forte d'après la législation suédoise ou norvégienne*.

Cette stipulation n'étant pas en harmonie avec la nouvelle loi norvégienne, il faut que l'art. II de la convention soit appliqué, à partir du premier janvier 1905, quand il s'agit de la législation norvégienne, comme s'il était rédigé de la manière suivante : « *deux années d'emprisonnement ou d'une peine plus forte d'après la législation norvégienne* ».

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, je suis chargé de demander si le Gouvernement austro-hongrois juge nécessaire de procéder à une entente formelle pour constater l'application exigée par la nouvelle loi norvégienne ou bien s'il suffirait de la déclaration que je viens de faire par la présente.

Je saisis avec empressement l'occasion de Vous renouveler, Monsieur le Comte, les assurances de ma haute considération.

(signé) G. LEWENHAUPT.

Ministère I. et R. de la Maison Impériale et des Affaires étrangères.

Vienne, le 18 mai 1904.

MONSIEUR L'ENVOYÉ.

Par la note que Vous avez bien voulu m'adresser à la date du 9 mars dernier, Vous avez bien voulu porter à ma connaissance qu'il serait désirable qu'à partir de la mise en vigueur du nouveau code pénal norvégien du 22 mai 1902, qui abolit la peine des travaux forcés, l'article II de la convention d'extradition conclue le 2 juin 1868 entre l'Autriche-Hongrie et les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège fût dans les cas où il s'agirait de la législation norvégienne, appliqué de manière comme s'il avait la teneur suivante : « *..... deux années d'emprisonnement ou d'une peine plus forte d'après la législation norvégienne* ».

Après en avoir conféré avec les Départements de la Justice d'Autriche et de Hongrie, j'ai l'honneur de Vous informer que ces derniers ont pris acte de cette communication du Gouvernement norvégien, et qu'elle produira tous ses effets, sans que, pour cela, il soit nécessaire de procéder à un arrangement formel.

Je saisis cette occasion pour Vous renouveler, Monsieur l'Envoyé, les assurances de ma considération la plus distinguée.

Pour le Ministre :

(signé) MEREY.

FRANCE — NORVÈGE ET SUÈDE.

Échange de notes concernant l'application de la nouvelle législation pénale (5 mars/5 avril 1904).

Paris, le 5 Mars 1904.

MONSIEUR LE MINISTRE.

La nouvelle loi pénale norvégienne du 22 Mai 1902 qui entrera en vigueur le 1^{er} Janvier 1905 vient d'abolir en Norvège la peine des « Travaux forcés ».

Il ressort du § 7 d'une loi de la même date portant promulgation de la loi susmentionnée qu'une certaine période des « travaux forcés » d'après l'ancienne législation correspondra à la même période d'« emprisonnement » d'après la nouvelle loi et que l'expression « une peine plus forte que l'emprisonnement » doit être interprétée dorénavant « une peine plus forte que l'emprisonnement pendant trois mois ».

Or, la convention d'extradition conclue entre les Royaumes-Unis et la France en date du 4 Juin 1869 stipule dans son article II que les infractions y énumérées doivent être punissables de peines supérieures à l'emprisonnement pour pouvoir donner lieu à une demande d'extradition.

Cette stipulation n'étant plus en harmonie avec la nouvelle loi norvégienne, il conviendrait que l'art. II de la Convention fut appliqué, dès le 1^{er} Janvier 1905, en tant qu'il s'agit de la législation norvégienne comme s'il était rédigé comme suit : « de peines supérieures à l'emprisonnement pendant trois mois ».

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, j'ai l'honneur, conformément aux instructions reçues, de lui demander en même temps si le Gouvernement français juge nécessaire de procéder à une entente formelle pour constater l'application ainsi exigée par la nouvelle loi norvégienne ou bien s'il suffirait d'une déclaration officielle de la part de cette Légation dans le sens indiqué plus haut.

Veuillez agréer, etc.

(signé). AKERMAN.

Paris, le 5 Avril 1904.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le 5 Mars dernier, vous avez bien voulu me faire savoir qu'une nouvelle loi pénale norvégienne venait d'abolir dans ce pays la peine des travaux forcés, et de la remplacer par « l'emprisonnement pendant la même période de temps ».

L'article 2 de la Convention d'extradition conclue le 4 Juin 1869 entre la France et les Royaumes-Unis n'étant plus en harmonie avec cette disposition, vous suggériez une nouvelle rédaction de l'article

dont il s'agit, et vous demandiez si le Gouvernement de la République ne jugerait pas nécessaire de procéder à une entente formelle dans ce sens, ou si une déclaration de votre Légation suffirait pour constater l'accord intervenu.

Mon Collègue, M. le Garde des Sceaux, que j'avais consulté à ce sujet, fait observer que, cette modification de forme n'ayant pas pour effet de changer le fond même du traité ni d'étendre les cas d'extradition, il n'y a pas lieu à son avis de procéder à une entente formelle.

J'ai l'honneur de Vous donner acte de la notification faite par la Légation des Royaumes-Unis, dont il sera tenu compte à l'avenir.

Agréez les assurances de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Ministre, votre très humble et très obéissant serviteur.

(signé) DELCASSÉ.

AUTRICHE-HONGRIE — BELGIQUE.

Un avis paru au Moniteur belge du 16 février 1905 a annoncé que le traité de commerce et de navigation conclu le 6 décembre 1891 entre la Belgique et l'Autriche-Hongrie a été dénoncé, au nom des gouvernements autrichien et hongrois, par M. le ministre d'Autriche-Hongrie à Bruxelles. Par un échange de communications, il a été entendu que le traité précité cessera de produire ses effets le 1^{er} mars 1906, au lieu du 15 février 1906, date indiquée précédemment. (Monit. du 15 mars 1905).

RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET PERSE

Traité d'Amitié et de Commerce, signé à Ostende le 27 Juillet 1902.

(Approuvé par la Loi n° 4327 du Congrès Argentin votée le 12 août 1904) (1).

Sa Majesté Impériale Mozaffar-Eddine, Schahinschah de Perse, et le Lieutenant Général Julio A. Roca, Président de la République Argentine, également animés du désir d'établir et de développer

Su Majestad Imperial Mozaffar-Eddine, Schahinschah de Persia, y el Teniente General Julio A. Roca, Presidente de la República Argentina, igualmente animados del deseo de establecer y fomen-

(1) Il existe de ce Traité, à côté des textes officiels en langue française et espagnole, un autre texte officiel en langue persane.

des retations d'amitié et de commerce entre Leurs Pays respectifs, ont décidé de faire un Traité à cet effet, et ils ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté Impériale le Schahinschah, Son Excellence le Général Isaac Khan Mofakhamed Dovlet, Son Aide de Camp Général et Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire dans les Etats-Unis d'Amérique ;

Et Son Excellence le Président de la République Argentine, Son Excellence le Docteur Don Eduardo Wilde, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire en Belgique et en Hollande ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants :

Art. 1. — Il y aura paix perpétuelle et amitié invariable entre Sa Majesté Impériale le Schahinschah de Perse, Ses Héritiers et Successeurs, et la République Argentine, et entre Leurs Citoyens et Sujets respectifs.

Art 2. — Sa Majesté Impériale le Schahinschah et le Gouvernement de la République Argentine auront le droit de nommer des Agents Diplomatiques, Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires, qui résideront respectivement dans la Capitale et les principales villes des deux Pays, où de pareils Agents étrangers sont admis à résider et jouiront des mêmes droits, privilèges, faveurs, immunités et exemptions qui sont ou seront accordés aux Agents diplomatiques et Consulaires des Puissances les plus favorisées.

tar relaciones de amistad y comercio entre Sus respectivos Países, han decidido ajustar un Tratado á este efecto y han nombrado Sus Plenipotenciarios, á saber,

Su Majestad Imperial el Schahinschah á Su Excelencia el General Isaac Khan Mofakhamed Dovlet, Su Ayudante de Campo General y Su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en los Estados Unidos de América ;

Y Su Excelencia el Presidente de la República Argentina á Su Excelencia el Doctor Don Eduardo Wilde, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en Bélgica y Holanda ;

Quienes, después de haberse comunicado sus plenos poderes, que hallaron en buena y debida forma, han convenido en los Artículos siguientes :

Art. 1. — Habrá paz perpetua y amistad invariable entre Su Majestad Imperial el Schahinschah de Persia, Sus Herederos y Sucesores, y la República Argentina, y entre Sus Ciudadanos y Súbditos respectivos.

Art. 2. — Su Majestad Imperial el Schahinschah y el Gobierno de la República Argentina tendrán el derecho de nombrar Agentes Diplomáticos, Cónsules Generales, Cónsules, Vicecónsules y Agentes Cónsulares, que residirán respectivamente en la Capital y principales ciudades de los dos Países donde sea permitida la residencia de tales Agentes extranjeros, y gozaran de los mismos derechos, privilegios, favores, inmunidades y exenciones, que estan ó fueren concedidos á los Agentes Diplomáticos y Cónsulares de las Potencias más favorecidas.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires sont tenus, avant d'entrer en exercice de leurs fonctions, d'obtenir, dans la manière usuelle, l'*exequatur* du Gouvernement du Pays où ils auront à les remplir.

Art. 3.— Les Citoyens ou Sujets de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, pour leurs personnes et pour leurs biens, dans toute l'étendue du territoire de l'autre, des mêmes droits, liberté, faveurs et immunités dont jouissent ou jouiront les Citoyens ou Sujets des Nations les plus favorisées.

Art. 4. — Il y aura liberté réciproque de commerce entre l'Empire de Perse et la République Argentine.

Les marchandises de chacun des deux Pays pourront entrer librement dans le territoire de l'autre conformément aux lois de celui-ci, et ni l'une, ni l'autre des deux Hautes Parties Contractantes n'imposera sur les produits provenant du sol et de l'industrie de l'autre Partie d'autres ni de plus hauts droits d'importation, consommation, entreposage, réexportation ou transit, que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes produits de la Nation la plus favorisée.

Pareillement, aucune prohibition d'importation ou d'exportation de quelque article que ce soit ne sera imposée au commerce réciproque des Parties Contractantes, à moins qu'elle ne soit également appliquée à toutes les Nations, sauf pour des motifs spéciaux sanitaires ou pour empêcher soit la propagation d'épizooties, soit la destruction de récoltes, ou bien en vue d'événements de guerre.

Los Cónsules Generales, Cónsules, Vicecónsules y Agentes Cónsulares deberán obtener en la manera usual, antes de entrar en ejercicio de sus funciones, el *exequatur* del Gobierno del País donde tengan que desempeñarlas.

Art. 3. — Los Ciudadanos ó Súbditos de cada una de las Altas Partes Contratantes gozarán, en cuanto á sus personas y sus bienes, en toda la extensión del territorio de la otra, de los mismos derechos, libertad, favores é inmunidades de que gozan ó gozaren los Ciudadanos ó Súbditos de las Naciones más favorecidas.

Art. 4. — Habra libertad reciproca de comercio entre el Imperio Persa y la República Argentina.

Las mercancías de cada uno de los dos Países podrán entrar libremente en el territorio del otro conforme á las leyes del mismo, y ni la una, ni la otra de las dos Altas Partes Contratantes impondrán sobre los productos del suelo y de la industria de la otra Parte otros ni más altos derechos de importación, consumo, almacenaje, reexportación ó tránsito que no sean impuestos sobre los mismos productos de la Nación más favorecida.

Igualmente, ninguna prohibición de importación ó de exportación de cualesquiera artículos será impuesta al comercio reciproco de las Partes Contratantes, á no ser que asimismo se aplique á todas las Naciones, salvo por motivos especiales de salubridad ó para impedir ya la propagación de epizootias, ya la destrucción de cosechas, ó bien en vista de acontecimientos de guerra.

Art. 5. — S'il surgissait entre les Hautes Parties Contractantes un différend qui ne puisse être réglé par la voie diplomatique, les Hautes Parties Contractantes conviendront d'en soumettre la solution à l'Arbitrage d'une Puissance amie, proposée et acceptée de commun accord.

Article 6. — Ce Traité entrera en vigueur à partir du deuxième mois après l'échange des ratifications.

Dans le cas où une des deux Hautes Parties Contractantes n'aurait dénoncé ce Traité, il demeurera en vigueur et ne cessera de produire ses effets qu'à la fin d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes aurait annoncé son intention d'en faire cesser les effets.

Art. 7. — Le présent Traité sera rédigé en deux exemplaires dans chacune des langues persane, espagnole et française. S'il se produisait une divergence dans l'interprétation du texte persan ou espagnol, elle sera décidée de conformité avec le texte français, lequel sera obligatoire pour les deux Gouvernements.

Art. 8. — Le présent Traité sera ratifié par Sa Majesté Impériale le Schahinschah et Son Excellence le Président de la République Argentine, d'accord avec leurs législations respectives, et les ratifications seront échangées aussitôt que possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets respectifs, à Ostende, ce jourd'hui 21 du mois de Rabié Sani

Art. 5. — Si surgiere entre las Altas Partes Contratantes una diferencia que no pudiese ser arreglada por via diplomática, las Altas Partes Contratantes convienen en someterla a la decisión arbitral de una Potencia amiga, propuesta y aceptada de común acuerdo.

Art. 6. — Este Tratado comenzará a regir desde el segundo mes siguiente al canje de las ratificaciones.

Mientras ninguna de las dos Altas Partes Contratantes lo denunciare, este Tratado continuará en vigor y no dejará de producir sus efectos, sino en el término de un año a contar desde el día en que cualquiera de las Altas Partes Contratantes hubiere anunciado su intención de hacer cesar dichos efectos.

Art. 7. — El presente Tratado se extenderá en dos ejemplares, en cada uno de los idiomas persa, español y francés. En caso de divergencia respecto a la interpretación del texto perso ó del español, el desacuerdo se decidirá conforme al texto francés, que será obligatorio para los dos Gobiernos.

Art. 8. — El presente Tratado será ratificado por Su Majestad Imperial el Schahinschah y por Su Excelencia el Presidente de la República Argentina, de acuerdo con sus legislaciones respectivas, y las ratificaciones serán canjeadas a la mayor brevedad posible.

En fe de lo cual los Plenipotenticiarios han firmado el presente Tratado y puéstole sus sellos respectivos, en Ostende, hoy veintuno del mes de Rabié Sani de

1320 de l'Hégire, le 27 juillet
1902.

(L.S.) (*Signé*) Général ISAAC KHAN
MOFAKHAMED DOVLET.

(L.S.) (*Signé*) EDUARDO WILDE.

mil trescientos veinte de la Egira,
el veintisieste de Julio de mil nove-
cientos dos.

(L.S.) (*Firmado*) Gral ISAAC KHAN
MOFAKHAMED DOVLET.

(L.S.) (*Firmado*) EDUARDO WILDE.

SUÈDE ET BULGARIE.

Notes échangées, le 27 avril/10 mai 1906,
pour régler les relations commerciales et maritimes.

*Le Ministre de Suède à Constantinople,
à l'Agent Diplomatique de Bulgarie à Constantinople.*

Constantinople, le 10 mai 1906.

Le soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Suède à Constantinople, dûment autorisé à cet effet par son Gouvernement, a l'honneur de déclarer à M. l'Agent diplomatique de la Principauté de Bulgarie en cette ville que les marchandises et la navigation bulgares seront soumis en Suède au même traitement que celles des pays les plus favorisés, à la condition que les marchandises et la navigation suédoises en Bulgarie soient également traitées comme celles des nations les plus favorisées.

Les dispositions du présent Arrangement ne sont point applicables au cabotage, ni aux concessions accordées ou qui pourront être accordées par la Suède à la Norvège, tant qu'elles ne seront étendues à aucun autre Etat.

Le présent Arrangement entrera en vigueur à partir d'aujourd'hui et aura force pour la durée d'un an. Il pourra être renouvelé d'une année à l'autre, chacune des deux Parties contractantes se réservant le droit de le dénoncer trois mois avant l'expiration de chaque année.

Signé : RAMEL.

*L'Agent diplomatique de Bulgarie à Constantinople
au Ministre de Suède à Constantinople.*

Constantinople, le 10 mai 1906.

Le soussigné, Agent diplomatique de la Principauté de Bulgarie à Constantinople, a l'honneur d'accuser réception de la Note de ce jour par laquelle M. le Ministre de Suède en cette ville a bien voulu l'informer que les marchandises et la navigation bulgares seront soumises

en Suède au même traitement que celles des pays les plus favorisés, à la condition que les marchandises et la navigation suédoises en Bulgarie soient également traitées comme celles des nations les plus favorisées.

Prenant acte de cette communication et dûment autorisé par son Gouvernement, le soussigné s'empresse de déclarer que les marchandises et la navigation suédoises seront traitées en Bulgarie comme celles des nations les plus favorisées.

Les dispositions du présent Arrangement ne sont point applicables au cabotage, ni aux concessions accordées ou qui pourront être accordées par la Suède à la Norvège, tant qu'elles ne seront étendues à aucun autre Etat.

Le présent Arrangement entrera en vigueur à partir d'aujourd'hui et aura force pour la durée d'un an. Il pourra être renouvelé d'une année à l'autre, chacune des deux Parties contractantes se réservant le droit de le dénoncer trois mois avant l'expiration de chaque année.

Le soussigné saisit, etc.

Signé: NATCHEVITS.

TURQUIE ET BULGARIE.

Convention de commerce du 29 novembre 1900 (nouveau style) entrée en vigueur le 15 décembre 1900 et portant modification des tarifs douaniers de l'Empire ottoman, d'une part, de la Principauté de Bulgarie et de la Roumélie orientale, d'autre part.

I

*Le Commissariat impérial ottoman à Sophia
au Ministère princier des Affaires étrangères de Bulgarie,
le 27 novembre (n.s.) 1900. — N° 440.*

Par sa note verbale du 14 octobre dernier (v. s.), le Commissariat impérial avait eu l'honneur de communiquer au Ministère princier des Affaires étrangères la teneur de la décision prise au Conseil des Ministres sanctionnée par l'iradé impérial du 12 octobre 1316 (30 Djemaziel Ahir 1318), au sujet des modifications qui seront apportées à titre provisoire, sur les tarifs douaniers de l'Empire ottoman et de la Principauté de Bulgarie et de la Roumélie Orientale.

Le Commissariat impérial s'empresse de confirmer sa note verbale sus-mentionnée et de faire parvenir au Département princier l'énumération en détail de ces modifications, en le priant de lui en accuser réception afin de procéder aux formalités requises pour fixer la date de leur mise en vigueur.

Ainsi que le Commissariat impérial avait dit dans sa note verbale précitée du 14 octobre dernier (v. s.), ces modifications n'ont aucun délai déterminé, sauf celui de neuf mois à partir de la date de dénonciation.

II

*Le Ministère princier des Affaires étrangères et des cultes
au Commissariat impérial ottoman le 16/29 novembre 1900.
(N^o 402).*

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur d'accuser réception de la note verbale du 27 novembre courant n^o 440 qui fait suite à celle du 14/27 octobre dernier et par laquelle le Commissariat impérial ottoman a bien voulu lui communiquer la teneur des modifications qui seront apportées, à titre provisoire, aux tarifs douaniers de l'Empire ottoman et de la Principauté de Bulgarie et de la Roumélie Orientale, ces modifications n'ayant aucun délai déterminé, sauf celui de neuf mois à partir de la date de dénonciation.

Le Département princier s'empresse d'informer le Commissariat impérial que, en ce qui le concerne, le Gouvernement bulgare procédera aux formalités requises pour la mise en vigueur des modifications dont il s'agit, à partir de la date fixe du 15 décembre 1900 (v. s.) et le prie de faire les démarches nécessaires pour que la Sublime Porte veuille bien, de son côté, prendre des dispositions en vue d'assurer l'application de ces modifications à partir de ladite date.

III

*Modifications à apporter aux tarifs douaniers
de l'Empire ottoman et de la Principauté de Bulgarie
et de la Roumélie Orientale.*

1. Les marchandises d'origine et de manufacture ottomanes entreront en Bulgarie et dans la Roumélie orientale en franchise de droits de douane.

De même les marchandises d'origine et de manufacture bulgares entreront en franchise de droits de douane dans la capitale et dans toutes les provinces de l'Empire ottoman.

2. Il est cependant convenu que le petit bétail, c'est-à-dire les moutons, brebis, agneaux, boucs, chèvres, chevreaux et porcs, le froment tendre et dur, le seigle, l'épeautre, le maïs, l'orge, l'avoine et le millet, ainsi que les farines de ces diverses céréales, continueront à payer à leur entrée dans l'Empire ottoman le droit de douane de huit pour cent (8 p. 100) *ad valorem*.

De même, les savons à blanchir et à laver, les peaux et produits de la peausserie, c'est-à-dire les peaux brutes et préparées et les cuirs de tous genres, ainsi que les filés de coton, payeront à leur entrée dans la

Bulgarie et la Roumélie orientale le droit de douane de 8 pour cent (8 p. 100) *ad valorem*.

3. Le sel, le tabac et les boissons alcooliques de toutes espèces, comme alcool, eaux-de-vie, liqueurs, vins, bières, etc., seront exclus des présentes modifications et resteront soumis au régime actuellement en vigueur ou à tout autre régime spécial suivant la convenance de l'Empire et de la Principauté.

4. La Bulgarie n'imposera pas de droits d'accise le halva, le lokoum, les bonbons, le nougat, les olives en paniers et en barils, toutes les huiles alimentaires en fûts, outres et cruches, les poissons frais, séchés, salés et fumés, toutes sortes de légumes frais ou secs, les fruits secs et frais, tabin, sésame, cuir pour semelles, les savons non parfumés, les mouchoirs à tête dits *yazmas*, tous les tissus de lin, coton, laine et soie, la cire, la vallonée et les bois de construction.

5. Les marchandises d'origine et de manufacture ottomanes ne payeront en Bulgarie et dans la Roumélie orientale ni droit d'octroi ni autres taxes, excepté ceux payés actuellement par les produits similaires d'origine ou de manufacture indigènes.

De même les marchandises d'origine bulgare et de la Roumélie orientale ne payeront à leur entrée en Turquie aucun autre droit ou taxe que ceux payés pour les produits indigènes de l'Empire.

6. Aucune nouvelle taxe ni aucune augmentation de droit ne devra être imposée sur les marchandises provenant de l'Empire, ni sur celles provenant de la Principauté de Bulgarie et de la Roumélie Orientale.

7. Les produits de l'Empire ottoman et de la Principauté de Bulgarie et de la Roumélie orientale, pour pouvoir jouir de la franchise de droits, en conformité des présentes modifications, devront être accompagnés d'un certificat d'origine délivré par le Maire de la communauté d'origine pour les marchandises n'ayant pas une valeur de plus de trois cents francs; pour celles ayant une valeur supérieure à trois cents francs, le certificat devra être délivré dans l'Empire ottoman par le mutessarif ou par l'autorité administrative supérieure du district, et en Bulgarie et dans la Roumélie orientale par le sous-préfet ou par l'autorité administrative supérieure du lieu d'origine.

Les certificats d'origine ottomane en Bulgarie et dans la Roumélie orientale et les certificats d'origine bulgare et de la Roumélie orientale en Turquie seront exemptés de tous droits de timbre ou d'enregistrement.

8. Les présentes modifications entreront en vigueur le 15 décembre 1900 (v. s.) au plus tard, et demeureront en vigueur jusqu'à la dénonciation par le Gouvernement impérial ou par la Principauté.

Cependant il est convenu que les présentes modifications ne cesseront leur effet qu'après neuf mois à partir de la date de dénonciation.

*Le Ministre Président,
Ministre des Affaires étrangères et des cultes,*

*Signé : T. IVANTCHOFF. Le Commissaire impérial,
Signé : NEJIB.*

TURQUIE — BULGARIE.

**Arrangement commercial et douanier
entre l'empire Ottoman et la principauté de Bulgarie.**

Du 30 Décembre 1906/12 Janvier 1907.

Entré en vigueur le 1^{er}/14 Janvier 1907.

L'arrangement commercial et douanier conclu en date du 15 décembre 1900 (1) ayant aidé au développement des relations commerciales entre l'EMPIRE OTTOMAN et la PRINCIPAUTÉ DE BULGARIE, il a été convenu, de part et d'autre, en vue d'assurer un nouvel essor à ces relations, de modifier et d'amplifier le susdit Arrangement.

A cet effet, le Gouvernement impérial et le Gouvernement de la Principauté de Bulgarie ont nommé leurs délégués respectifs :

Pour la SUBLIME PORTE,

Son Excellence Hassan-Fehmi PACHA, Directeur général des Contributions indirectes ;

Son Excellence Ibrahim Hakky BEY, Conseiller légiste de la Sublime Porte ;

Son Excellence Mehmed-Ali BEY, Conseiller légiste de la Sublime Porte ;

Pour le GOUVERNEMENT DE LA PRINCIPAUTÉ DE BULGARIE,

Son Excellence M. Ivan GUÉCHOW, Agent de la Principauté de Bulgarie près la Sublime Porte ;

Et M. Janco TCHACALOFF, Chef de la Section des Contributions indirectes au Ministère princier des finances,

Lesquels, dûment autorisés, ont élaboré et signé ce jourd'hui, samedi 30 décembre 1906, le présent

Arrangement commercial et douanier entre l'Empire ottoman et la Principauté de Bulgarie.

ART. 1. Les marchandises d'origine et de manufacture ottomanes énumérées dans les annexes I et II jointes au présent Arrangement entreront en Bulgarie et en Roumélie orientale en franchise de droits de douane.

De même, les marchandises d'origine et de manufacture bulgares énumérées dans les annexes III et IV jouiront de la même franchise à leur entrée dans la capitale et dans les provinces de l'Empire.

ART. 2. Les marchandises d'origine et de manufacture ottomanes et bulgares énumérées dans les annexes V, VI, VII, VIII, IX et X

(1) Voir cet arrangement ci-dessus.

payeront — à leur entrée dans le territoire d'importation — les droits douaniers, l'accise et l'octroi y énumérés. Elles bénéficieront également de toute réduction de droit de douane qui est ou qui serait accordé aux marchandises similaires les plus favorisées de tout autre pays.

Art. 3. Les marchandises d'origine et de manufactures ottomanes et bulgares, non énumérées dans les annexes I à X mentionnées aux deux articles précédents, seront soumises à leur entrée dans les territoires respectifs aux droits douaniers perçus sur les marchandises similaires les plus favorisées des pays étrangers. Il est toutefois entendu que les deux Parties se réservent d'apporter aux annexes précitées, d'un commun accord, des amplifications propres à favoriser le commerce des produits du sol ou de l'industrie qui ne s'y trouvent pas actuellement énumérés.

ART. 4. Le sel, le tabac, l'alcool, la bière et les boissons alcooliques de toutes espèces resteront soumis au régime actuellement en vigueur ou à tout autre régime spécial appliqué aux produits susindiqués, sans distinction de provenance.

ART. 5. Seront admis en franchise les sacs, fûts, futailles, bouteilles et en général les récipients d'usage de toute sorte, couvertures de défense ou de protection (bâches) et autres moyens d'emballage, ainsi que ensouples, rouleaux en bois et en carton et autres objets de ce genre, importés du territoire de l'une des Parties contractantes pour servir à l'exportation de marchandises dans le territoire de l'autre ou qui sont réimportés du territoire de l'autre après avoir servi évidemment à l'exportation.

ART. 6. Les marchandises d'origine ou de fabrication ottomanes étant exemptes de droits de transit en Bulgarie, il ne sera prélevé sur les marchandises d'origine ou de fabrication bulgares ni droit de transit ni aucune autre taxe analogue, lorsque ces marchandises ne font que transiter par l'Empire, soit directement, soit que pendant le transit elles aient été déchargées, déposées ou rechargées.

Il est, en outre, entendu que les marchandises d'origine ou de manufacture des deux Parties ne seront soumises, lors de leur transport d'un port dans l'autre par voie de terre ou de mer, à aucune autre taxe que celles auxquelles sont soumis les produits similaires les plus favorisés des pays étrangers.

ART. 7. Pour tout ce qui concerne les formalités douanières relatives à l'importation, l'exportation, le transit, la réexportation, le transbordement, l'entreposage, le courtage, la garantie des droits et taxes douanières, les analyses chimiques, les transports et toute manipulation sur chemin de fer, le chargement et déchargement des marchandises, y compris les animaux et les débris d'animaux — dans les ports et gares, le mode de perception des taxes et droits et, en général, pour toutes les opérations douanières par terre et par mer — il est entendu

que les marchandises respectives jouiront du traitement le plus favorable en vigueur dans le territoire des deux Parties.

ART. 8. Les administrations compétentes respectives devront prévenir, par tous les moyens en leur pouvoir, la constitution des dépôts frauduleux dans le rayon frontière ; en outre, elles s'engagent à coopérer, par des moyens convenables et efficaces, pour empêcher et punir la contrebande dirigée contre leur territoire ; à accorder, à cet effet, toute assistance légale aux employés de l'autre Partie contractante chargés de la surveillance ; à les aider et à leur faire parvenir — par les employés de finances et de police, ainsi que par les autorités locales en général — toutes les informations dont ils auront besoin pour l'exercice de leurs fonctions.

ART. 9. Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons par les négociants, fabricants ou industriels, ou par des voyageurs à leur service, seront de part et d'autre admis en franchise de droit, à la condition que les importateurs fournissent les garanties réglementaires en vigueur dans le pays d'importation ; que ces objets, sans avoir été vendus, soient réexportés dans un délai de six mois, et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit du reste le bureau de douane par lequel ils passent à leur sortie.

ART. 10. La Bulgarie n'imposera pas des droits d'accise sur les articles d'importation ottomane dont l'énumération suit :

Fruits frais ou secs, cire, tahin, valonnée, sésame, bois de construction, olives en paniers et en barils, cuir pour semelle, savons non parfumés, mouchoirs à tête dits *yazma*, poissons frais, secs, séchés, salés et fumés ; légumes de toute sorte, frais ou secs ; tissus de toute espèce, de lin, de coton, de laine et de soie.

Les confitures, bonbons, dragées et fruits glacés, rahat locoums de toute sorte, le helva de pekmez, ainsi que le helva de toute sorte, y compris le koz helvassi (nougat), les huiles végétales de toute sorte et les raisins secs de toute sorte d'importation ottomane payeront, en Bulgarie et dans la Roumélie orientale, les taxes indiquées dans les annexes IX et X.

Le poisson frais de provenance bulgare continuera à être soumis au droit du « miri » dans la capitale et les provinces de l'Empire. De même le poisson frais de provenance ottomane sera assujéti en Bulgarie et dans la Roumélie orientale à un « droit de pêche » équivalent.

ART. 11. Les marchandises d'origine ou de manufacture ottomanes ne payeront, en Bulgarie et dans la Roumélie orientale, ni droits d'octroi ni d'autres taxes intérieures quelconques, excepté ceux payés actuellement pour les produits similaires d'origine ou de manufacture indigènes.

De même, les marchandises d'origine et de manufacture bulgares et de la Roumélie orientale ne payeront, à leur entrée en Turquie, aucun autre droit ou taxe que ceux payés actuellement pour les produits indigènes de l'Empire.

Les deux Parties contractantes s'engagent à ne créer aucune autre nouvelle taxe intérieure ni augmentation de droits sur les marchandises provenant de l'Empire, ni sur celles provenant de la Principauté de Bulgarie et de la Roumélie orientale. Elles s'engagent en outre à s'accorder réciproquement toute réduction ou suppression éventuelle des taxes intérieures existantes dont bénéficieraient les marchandises indigènes.

ART. 12. Les Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions quelconques d'importation ou de transit. Il est fait exception à cette règle :

1^o Pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;

2^o Par rapport aux provisions de guerre ou pour des raisons de sûreté publique ;

3^o Par égard à l'hygiène publique et en vue de la protection des plantes utiles contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles ;

4^o Par égard à la police sanitaire et vétérinaire.

ART. 13. Sans porter préjudice aux arrangements spéciaux concernant le traitement douanier du trafic sur les chemins de fer, il est convenu que les marchandises qui sont soumises sur les territoires de l'une des Parties au traitement de l'acquit-à-caution et qui, pour cette même raison ou pour une autre, y ont déjà été mises sous scellés, ne seront point déballées dans les territoires de l'autre Partie, et les scellés et plombs trouvés intacts ne seront pas remplacés, pourvu que l'on ait satisfait aux exigences du contrôle.

En général, les formalités du service douanier entre les deux pays seront réglées d'après des principes identiques et seront simplifiées autant que possible ; il sera pourvu, de part et d'autre, à une expédition régulière et prompte dans les bureaux de service, fixés en nombre suffisant.

ART. 14. Pour pouvoir jouir de la franchise des droits et de la taxation réduite stipulées aux articles 1 et 2 du présent Arrangement, les marchandises d'origine et de manufacture ottomanes et bulgares énumérées dans les Annexes I à X doivent être importées du pays d'origine directement par voie de terre, de chemin de fer ou par mer, sauf le cas du passage des marchandises par un territoire étranger, auquel cas elles pourront bénéficier desdites franchises et taxation réduites, pourvu toutefois qu'elles ne soient pas entrées dans les entrepôts du territoire précité et que, pendant le transit, elles ne soient déchargées ni transbordées, ni n'aient subi aucune autre manipulation.

ART. 15. Les produits respectifs énumérés aux annexes II, IV, V, VI, VII, VIII, IX et X du présent Arrangement jouiront du traitement différentiel ou de faveur y afférent, à la condition d'être accompagnés de certificats d'origine, conformément au mode ci-dessous, et dressés sur le modèle de l'annexe IX.

Pour les articles d'origine ottomane dénommés dans les annexes V, VI et IX, ainsi que pour :

Les huiles d'olives, objets en verre ordinaire, bouteilles noires, verres à lampes, bijouterie d'imitation de métaux précieux, objets en cuivre et en laiton, tissus en soie pure ou mélangée, couvertures de table et de lit en soie pure ou mélangée brodées ou non, châles, mouchoirs de poche ou de tête, cache-nez, ceintures en soie pure ou mélangée brodées ou non, garnies ou non de franges, combinées ou non avec des fils métalliques, passementerie en soie pure ou mélangée, tapis orientaux et kilims, fez, fils de chanvre, coke, bois de sapin, ouvrages de menuiserie, brosses, peignes en os, tasses à café, boîtes en carton, fils de coton, rubans et cordonnets de coton, houppes, franges et embrasses de coton, bas et chaussettes de coton faits à la machine, objets en fer blanc, yazmas, perles et bracelets en verre ;

Ainsi que pour les articles d'origine bulgare énumérés aux annexes VII et VIII, et pour :

Le sucre raffiné en poudre, en carrés, en tablettes et en pains ; bonbons de toute sorte, parfumerie, préparations cosmétiques de toute sorte, savons parfumés, savons de blanchissage, encre à écrire, poêles en tôle, carreaux de revêtement en faïence, tapis de toute sorte, anneaux, cordes et autres ouvrages de corderie et de chanvre, coffres-forts en fer et en acier, charnues, trieurs et machines à nettoyer les grains, tissus de laine et de chanvre, tuyaux et vases de toute sorte ;

Les certificats d'origine seront transcrits par les préposés des douanes ottomanes et bulgares, au verso des factures même délivrées par les propriétaires, l'administrateur ou le directeur de la fabrique, de l'usine ou de l'atelier.

Pour les marchandises non dénommées ci-dessus, ainsi que pour toutes celles des annexes II, IV et X, ne figurant pas dans l'énumération précitée, les certificats d'origine seront libellés sur les factures mêmes de l'exportateur.

En outre, les signatures ou les sceaux des personnes ayant délivré lesdites factures doivent être légalisés gratuitement dans les deux pays par les autorités locales où se trouvent leurs établissements (Tribunal de commerce, Chambre de commerce, Autorités municipales ou administratives). Dans les ports et villes maritimes, la légalisation gratuite des signatures et sceaux aura lieu par les soins des autorités douanières locales. De plus, les factures doivent contenir l'indication claire et exacte des marques et numéros des colis (caisses, balles, sacs, paniers, tonneaux, fûts, etc.), de la qualité et de la quantité des marchandises, en ocques, kilogrammes, litres, mètres et autres), leur dénomination technique ou commerciale, la marque de fabrique qu'elles portent, les pays de destination et l'adresse complète du destinataire.

Les autorités douanières des deux Parties opéreront seulement sur les originaux des factures. Duplicata de celles-ci ne sont point admis.

En outre, il est entendu que toute irrégularité ou inexactitude dans les factures ou certificats d'origine pouvant induire en erreur sur la provenance des marchandises, entraînera l'application du régime

douanier en vigueur dans chacun des deux pays pour les marchandises similaires les plus favorisés des autres pays.

Au moment de la visite, les bureaux de douane devront s'assurer que les factures et les certificats d'origine se rapportent exactement aux marchandises déclarées à l'importation.

Si, de cet examen, il ressort que des marchandises similaires étrangères ont été substituées, en partie ou en totalité, aux marchandises ottomanes ou bulgares énoncées dans lesdites factures et certificats d'origine, ou bien que ces factures et certificats d'origine ne sont pas authentiques, on appliquera, à l'égard des marchandises et des personnes coupables, les pénalités prévues par les Règlements douaniers en vigueur dans le pays d'importation.

Si une maison vient à être surprise pour un cas de fraude de cette nature, le pays d'importation en avisera le pays exportateur à l'effet d'exercer des poursuites judiciaires contre le prévenu.

Les certificats d'origine ottomane en Bulgarie et dans la Roumélie orientale et les certificats d'origine bulgare et de la Roumélie orientale en Turquie seront exempts du timbre, de l'enregistrement et de tous autres frais.

ART. 16. Les sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles, financières et d'assurances, domiciliées dans l'un des deux pays et y ayant une existence légale, auront, par cela même, dans l'autre, le droit d'ester en justice devant les tribunaux locaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

Ces sociétés et associations devront se conformer aux lois du pays lorsqu'elles voudront y fonder des succursales ou agences.

Il demeure en outre entendu que la Banque impériale ottomane et la Banque nationale bulgare peuvent ouvrir dès à présent des succursales à Sofia et à Constantinople respectivement en observant les dispositions des Règlements locaux.

ART. 17. Les Chambres de commerce instituées dans l'un des deux pays auront le droit d'ouvrir dans l'autre des musées commerciaux et industriels en vue de favoriser le commerce.

ART. 18. En attendant qu'une entente spéciale intervienne à ce sujet, les ressortissants respectifs jouiront, en ce qui concerne les marques de fabrique et de commerce, de la même protection que les indigènes, en se conformant toutefois aux conditions et formalités requises par la loi territoriale.

ART. 19. Les articles d'orfèvrerie ou de bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux précieux, importés du territoire de l'une des Parties contractantes, ne seront soumis, dans le territoire de l'autre, à un autre régime de contrôle qu'à celui établi par la loi du pays pour les articles similaires de fabrication nationale.

ART. 20. Les deux Parties estimant utile de régler — à l'occasion de la conclusion du présent Arrangement — les questions relatives au

trafic-frontière entre les deux pays, aux propriétés limitrophes mixtes et à la navigation sont convenues des dispositions contenues dans les annexes XII, XIII et XIV.

ART. 21. Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1907 (v. st.) et aura force exécutoire jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une des Parties contractantes. Il cessera de produire ses effets une année après le jour de sa dénonciation dûment notifiée.

Il est, en outre, entendu que pendant la durée de cet Arrangement des modifications ou stipulations nouvelles peuvent y être introduites, de commun accord, si elles sont motivées par l'expérience du Service douanier des Parties ou reconnues utiles pour le commerce et l'industrie des deux pays.

En foi de quoi, le présent Arrangement a été signé en double exemplaire à Constantinople, le 30 décembre 1906, vieux style.

(S.) Hassan FEHMI.
Ibrahim HAKKY.
Mehmed ALI.

(S.) I. St. GUÉCHOW.
J. TCHAKALOFF.

ANNEXE I.

Marchandises d'origine et de manufacture ottomanes admises en Bulgarie et dans la Roumélie orientale en franchise de droits de douane sans certificat d'origine.

Numéros d'ordre.	Numéros du tarif autonome bulgare.	Désignation des marchandises.
---------------------	--	-------------------------------

I. *Animaux vivants.*

1	1, 2 et 3	Chevaux, entiers, hongres, juments, poulains.
2	4	Mulets, mules, poulains-mulets, ânes, ânon, ânesses.
3	ex 11	Chiens de garde.
4	13	Oiseaux de basse-cour de toutes sortes.
5	16	Abeilles vivantes en ruches.

II. *Aliments d'origine animale.*

6	ex 18	Soudjouks, langues de bœufs, pastourma de gros et petit bétail avec ou sans os.
7	20	Volaille et gibier, tués, dépouillés ou non.
8	ex 23	Beurre de brebis et de chèvre, frais ou salé.
9	24	Lait frais ou caillé ; crème de lait.
10	ex 25	Fromage du pays ; salamoura, touloum, cachkaval, cacher, dil et arnaout-peineri.
11	29	Œufs.

III. *Légumineux et produits de meunerie.*

12	41	Haricots.
13	ex 42	Fèves.
14	ex 53	Pâtes, cataïf et gulatch ; pain.
15	55	Salep en racine et en poudre.
16	56	Sou et yarma.

IV. *Fruits, légumes et autres plantes et semences.*

17	60	Raisins frais de toutes sortes.
18	62	Fruits frais ou secs : pommes, poires, nèfles, cerises, abricots, pêches, prunes, cornouilles, fraises, etc.
19	63	Melons et melons d'eau.
20	64	Noix avec ou sans coque.
21	65	Noisettes avec ou sans coque.
22	73	Poivre rouge (paprica).
23	85	Tahin.
24	ex 86	Semences d'oignon (arpadjik), semences de plantes potagères et autres graines de semences de toutes sortes, telles que : graines de citrouille, de chou, de poireau, etc.
25	87	Légumes et plantes potagères de toutes sortes, frais ou secs.
26	ex 88	Purée de tomate.
27	91	Ceps et sarments de vigne, arbrisseaux et arbres.
28	93	Foin, pailles et autres fourrages, frais ou secs.

V. *Jus végétaux.*

29	140	Opium.
----	-----	--------

VI. *Combustibles.*

30	164	Bois de chauffage.
31	165	Charbon de bois.

VII. *Matières pour tannage.*

32	171	Valonnées.
33	172 a.	Ecorce de chêne et de pin pour tannage.
34	172 b.	Noix de galle.

VIII. *Drogues pharmaceutiques.*

35	ex 193	Saponaire (tchoughen).
----	--------	------------------------

IX. *Bois et matières à treillis, ouvrages en bois et vannerie.*

- 36 ex 203 Roseaux (saz), joncs (kamiche), osier et broussailles pour balais, verges de cornouille et autres perches.
- 37 212 a. Ouvrages en bois commun de charonnerie, combinés ou non de fer ou acier, non peints ni laqués, tels que : essieux, jantes, rayons, moyeux, jougs, roues, timons, etc., et tous autres accessoires en bois pour chariots et charrettes.
- 38 213 a. Ouvrages communs de menuiserie, de tourneur et de sculpteur, tels que ; dicans (traîneaux pour battre le blé), manches d'outils de toutes sortes, bandes pour tamis (kasnaks), formes pour imprimer les yasmas, formes pour kachkaval, boîtes, cuillers, écuelles, poulies (makaras), sandales, boutons, sofras, rabots, navettes, caisses, havans, talons pour souliers, peignes, gobelets.
- 39 215 Peignes de tisserands (ros) et dents pour tisserand (pour ros).
- ex 226 Métiers à tisser en bois commun.
- 40 ex 227 a. Paniers grossiers (coches), balais de toutes dimensions, nattes, zembils.
- 41

X. *Pierres et ouvrages en pierre et en terre.*

- 42 ex 209 Ecume de mer brute.
- 43 240 Pierres à feu et pierres à aiguiser.
- 44 241 Pierres communes de construction en bloc et en morceaux non taillés ; gravier, sable et cailloux.
- 45 ex 243 Ardoise pour toiture, brute ou en morceaux, taillée ou non.
- 46 ex 245 a. Chaux ordinaire.
- 47 249 a. Tuiles ordinaires.
- 48 251 a. Poterie commune, vernissée ou non, avec ou sans reliefs.
- 49 261 Têtes de pipe en terre commune (lulé).

XI. *Imprimés.*

- 50 ex 289 Livres imprimés ou lithographiés, reliés ou non, almanach-calendriers et réclames commerciales, en toutes langues, imprimés en Turquie.

XII. *Soie, laine et autres matières textiles.*

- 51 315 Cocons de vers à soie, soie grège, déchets et bourre de soie.

52	326	Laine ordinaire, lavée ou non, déchets de laine.
53	332	Poils de chèvre, lavés ou non.
54	333	Soie de porc.
55	334	Poils et crins bruts d'animaux non dénommés.
56	355	Coton brut.
57	ex 379	Lin et chanvre, bruts ou tillés.

XIII. *Métaux.*

58	ex 426	Vieux cuivre.
59	ex 447	Vieux fer.

XIV. *Déchets et divers.*

60	552 a.	Boyaux frais ou salés.
61	554	Os, sabots, cornes à l'état brut.

(S.) Hassan FEHMI.
Ibrahim HAKKY.
Mehmed ALI.

(S.) I. St. GUÉCHOW.
J. TCHAKALOFF.

ANNEXE II.

Marchandises d'origine et de manufacture ottomanes
admises en Bulgarie et dans la Roumélie orientale en
franchise de droits de douane avec certificat d'origine.

Numéros d'ordre.	Numéros du tarif autonome bulgare.	Désignation des marchandises.
---------------------	--	-------------------------------

I. *Aliments d'origine animale.*

1	30	Miel coulé ou en rayon.
---	----	-------------------------

II. *Poissons, autres animaux de mer
et leurs produits.*

2	31	Poissons frais de toutes sortes.
3	32	Poissons salés de toutes sortes.
4	ex 33	Poissons séchés dits <i>tziris</i> .
5	35	Poulpe.
6	ex 37 a.	Boutargue.
7	ex 37 b.	Caviar rouge en filets (dit) ou pressé (tarama) ; caviar de brochets.

III. Céréales, légumineux et produits de meunerie.

8	40	Riz décortiqué.
9	ex 42	Lentilles et petits pois.
10	43	Pois chiches.
11	44	Pois chiches grillés (léblébi).
12	45	Châtaignes.
13	48	Farines de toutes céréales.
14	50	Semoules, boulgours, gruaux, grains perlés et autres grains mondés.

IV. Fruits et graines oléagineuses.

15	ex 57	Citrons, cédrats, oranges douces et amères, mandarines et grenades.
16	58	Figues de toutes sortes.
17	59	Dattes de toutes sortes.
18	ex 62 b.	Fruits secs de toutes sortes.
19	66	Pistaches ordinaires et pistaches de pin (tchambéyasi).
20	67	Amandes avec ou sans coque.
21	68	Caroubes.
22	ex 71	Cumin.
23	82 a.	Olives ordinaires en barils ou paniers.
24	ex 83	Graines oléagineuses : de sésame, de lin, de pavot, de moutarde.
25	ex 84	Graines oléagineuses : d'anis et de rézéné (espèce d'anis).

V. Boissons.

26	96	Vinaigre naturel de vin.
27	ex 102	Eaux minérales de Karahissar, Tchitli, Kissarna, Sari-gueul.

Remarque. — Les bouteilles non accompagnées de certificat d'origine, dans lesquelles sont importées les eaux minérales, seront taxées d'après le régime conventionnel, à moins que l'importateur ne se réserve le droit de les réexporter en accomplissant les formalités douanières requises.

VI. Produits sucrés.

28	ex 117	Pekmez et pestill de fruits de toutes sortes.
----	--------	---

VII. Graisses.

29	ex 130	Suif non comestible.
----	--------	----------------------

VIII. *Résines et jus végétaux ; matières collantes.*

30	ex 135	Poix noire (zift).
31	141	Gomme mastic (sakiz).
32	ex 143 a.	Gomme arabique en grains ou en poudre.
33	146	Colle végétale dite <i>tchiriche</i> .

IX. *Huiles minérales.*

34	154	Goudron minéral provenant de la distillation de la houille.
----	-----	---

X. *Combustibles.*

35	ex 162	Charbon de terre et coke pour chauffage.
----	--------	--

XI. *Produits chimiques et matières tinctoriales.*

36	174 d.	Henné.
37	183 c.	Encre turque à écrire, liquide ou sèche.
38	188 b.	Acide tartrique.

XII. *Bois et ouvrages en bois, broserie.*

39	ex 198	Bois : a. de méché (chêne), gurguen (hêtre), zéitin (olivier), kestané (châtaignier), djeviz (noyer), fendek (noisetier), kara-agatch (orme), tchinar (platane), kélébek (sycomore), kizil-agatch (aune), ekhlamour (tilleul), chinchir (buis), erdindj (genièvre), dichboudäk (frêne), kou-lagan (platane d'Anatolie), tcham tchirali (pin), pour construction et pour ouvrages de métier, brut, équarri, scié ou raboté. ex 198 b. de guknar (sapin) de provenance : d'Ayandjik, de Tchatal-Zéitoun, d'Abana, d'Ilich, d'Inéboli, d'Eurénia, de Hochalai, de Djiydé, d'Alabli, de Milan, de Kara-Bigha, de Bartine, d'Aktché-chéhir, de Koridjéchili, de Philios, de Sinop, de Ismidt.
----	--------	--

Remarque. — Le sapin exporté desdites échelles devra, en outre du certificat d'origine, être accompagné d'un certificat du bureau ottoman d'exportation attestant que la redevance des forêts a été dûment payée.

40	ex 198	Traverses pour chemins de fer, même imprégnées.
----	--------	---

- 41 210 Ouvrages en bois commun de tonnellerie, combinés ou non de fer ou d'acier.
- 42 212 b. Ouvrages en bois commun de charronnerie, combinés ou non de fer ou d'acier, peints ou laqués, tels que : essieux, jantes, rayons, moyeux, jougs, roues, timons, etc., et tous autres accessoires en bois pour chariots et charrettes.
- 43 ex 216 et 219 a. Ouvrages de menuiserie, de sculpteur ou de tourneur en bois de toutes sortes, peints ou non, laqués ou non, incrustés ou non, dorés ou non.
Remarque. — Les fume-cigarettes en bois rentrent dans ce numéro.
- 44 ex 230 b. — Brosses communes pour plancher et pour chaussures, montées en soie de porc sur bois ordinaire, non laquées.
- 45 ex 233 b. Peignes en os.

XIII. *Ouvrages en pierre ou en terre ; verrerie.*

- 46 ex 235 c. Pierres tombales en marbre, à l'exception des monuments funèbres et des sarcophages, sculptées, polies, ou autrement travaillées.
- 47 236 Pierre de granit en blocs ou taillée ; objets en pierre commune, taillés, sciés, polis, sculptés, ou autrement travaillés.
- 48 ex 237 Pavés et dalles pour pavage et autres usages.
- 49 239 a. Pierre à moudre (meules).
- 50 248 a. Briques ordinaires pleines ou creuses.
- 51 266 a. Objets en verre ordinaire, simples ou façonnés blancs ou colorés dans la masse d'une seule couleur.
- 52 ex 267 Bouteilles.
- 53 ex 268 Verres de lampe ordinaires.
- 54 ex 270 Perles ou bracelets en verre.

XIV. *Articles en soie.*

- 55 ex 316 Fils de soie, non retors, teints ou non, et fils à coudre dits *ibrichime*.
- 56 317-318 Aladjas, crêpes et autres tissus en soie pure ou mélangée avec d'autres matières textiles, même avec des fils métalliques.
- 57 ex 320 Couvertures de table ou de lit, tcharchafs, rideaux et tapis de soie pure ou mélangée, brodés ou non.
- 58 ex 321 Châles, mouchoirs de poche, cache-nez, ceintures, mouchoirs de tête en soie pure ou mélangée, ourlés ou non, brodés ou non, garnis ou non de franges, combinés ou non de fils métalliques.

Remarque. — Les marchandises en soie mélangées de

coton, énumérées dans les articles 317, 318, 320 et 321, suivront le régime de ces articles quand le mélange de coton ne dépasse pas 50 p. 100 du poids total de ces marchandises. — Si le mélange de coton dépasse cette limite, les mêmes marchandises suivront le régime de celles en coton mélangé de soie (voir Annexe VI des cotonnades).

- 59 ex 323 Passementerie : cordonnets (gaytan et bükmé), rubans, boutons, houppes, franges, keusteks, (chaînes pour montres), en soie pure ou mélangée.

XV. *Articles de laine et d'autres matières textiles.*

- 60 ex 338 a. Tissus de laine grossière *aba* non teints ou teints d'une seule couleur.
- 61 341 Tapis de toutes sortes : tapis d'Orient de laine pure (chaîne-coton) ou en d'autres matières textiles, ainsi que les tapis dits *sedjadé, yanli, yatik, heibé, dj djims, kilims* et *tchergas*.
- 62 ex 342 Châles tissés dits *châles turcs*, ceintures pour hommes, en laine pure ou mélangée.
- 64 ex 344 Franges et ganses, houppes en laine pure ou mélangée.
- 63 347 Feutre grossier, non teint ou teint d'une seule couleur.
- 65 ex 348 Semelles de feutre (bellémés).
- 66 ex 352 Fez et kulahs.
- 67 ex 354 Articles en poils de chèvre, tels que : serpillières, tapis, sacs, harars, bissacs, sangles, couvertures (tchoul), guébrés, etc.
- 68 ex 382 Fils à coudre de chanvre, écrus, pour saradj et cavaff.
- 69 ex 385 Fils et ficelles de chanvre pour filets de pêche.
- 70 388 Filets de pêche de toutes sortes.

XVI. *Confections.*

- 71 ex 405 Confections d'aba et de chayak du pays, telles que : yagmourlouks (manteaux), dolomas (pèlerines), chaussettes en aba (calthines et terliks), ceintures brodées ou non, bas ou gants à froter (kessés) pour usage de bain ; antéris.
- 72 ex 546 Édredons confectionnés de tissus de coton imprimés.

XVII. *Ouvrages en métaux.*

- 73 418 a et b. Bijouterie d'imitation de métaux précieux, même dorée ou argentée, mais non garnie de pierres précieuses.

- 74 431 Ustensiles de ménage (articles de chaudronnerie) en cuivre.
- 75 ex 433 Objets coulés ou tournés en cuivre ou en laiton, tels que : moulins à café, djezvé (machines à café), balances, poids, grelots, cloches et clochettes pour animaux, robinets, formes pour repasser les fez, havans, bassins de bains (tasses), ornements de sellerie, de bourrellerie et de carrosserie, étriers, pipes, cendriers, bobines, chandeliers, boutons, accessoires pour portes et fenêtres.
- 76 ex 460 a. Clous à ferrer les animaux et clous noirs.
- 77 461 Fers à cheval.
- 78 ex 471 d. Naltchas pour chaussures forgés à la main.
- 79 ex 471-472. Brides et étriers en fer, étamés ou non.
- 80 ex 476 d. Dés à coudre, aiguilles pour saradj.
- 81 ex 477 Chaînes pour conduire les animaux, forgées à la main.
- 82 ex 478 Outils en fer ou en acier, avec ou sans manche en bois : haches, enclumes, ciseaux pour métiers, tenailles, houes, essettes, marteaux, couteaux pour les vignes, gouges, tarières.
- 83 ex 480 Coutellerie commune en fer ou en acier montée sur bois, os ou corne.
- 84 ex 488 Kantars en fer.

XVIII. *Voitures.*

- 85 ex 500 Voitures non suspendues, peintes ou non.
- 86 ex 502 Chariots et traîneaux en bois pour paysan combinés ou non de fer ou d'acier peints ou non.

XIX. *Instruments de musique.*

- 87 ex 516 Instruments de musique en bois : flûtes de toutes sortes en bois, non teintes ni laquées, cavals, zournas.

XX. *Objets de mercerie, de nacre, etc.*

- 88 ex 528 Fume-cigarettes et chapelets en ambre.
- 89 ex 529 Objets en nacre : chapelets, croix, boucles d'oreilles, perles, agrafes, bagues, médaillons, fume-cigarettes, etc.
- 90 *Idem.* Peignes en ivoire.
- 91 ex 531 Elmass pour couper le verre.
- 92 ex 533 Objets de mercerie : chapelets en bois, en celluloid et en pâte madjoun ; jeux de tric-trac (talva), cure-dents de toutes sortes, hilals, fume-cigarettes en pâte, petites boîtes en os.

XXI. *Déchets et divers.*

93	552	Boyaux secs.
94	ex 296	Cordes de boyaux pour métiers.

(S.): Hassan FEHMI.
Ibrahim HAKKY.
Mehmed ALI.

(S.): I. St. GUÉCHOW.
J. TCHAMALOFF.

ANNEXE III.

Tableau des marchandises d'origine et de manufacture bulgares admises dans l'empire ottoman en franchise de droits de douane sans certificat d'origine.

Numéros
d'ordre.

Désignation des marchandises.

I. *Animaux vivants.*

- 1 Chevaux entiers, hongres, juments, poulains.
- 2 Mulets, mules, poulains-mulets.
- 3 Anes, ânesses, ânon.
- 4 Chiens de chasse, de luxe et de garde.
- 5 Oiseaux de basse-cour de toutes sortes.
- 6 Abeilles vivantes en ruches.

II. *Aliments d'origine animale.*

- 7 Viandes fraîches de toutes sortes, congelées ou non, salées ou non.
- 8 Viandes fumées, sèches ou autrement conservées, de toutes sortes, telles que : jambons, salamis, soudjouks, langues de bœuf, andouilles, sazdarma, pastarma de gros et petit bétail, avec ou sans os.
- 9 Lard frais ; salé ou fumé.
- 10 Volaille et gibier, tués, dépouillés ou non.
- 11 Beurre frais ou salé, fondu ou non, de toutes sortes (de vaches, de bufflons, de brebis, de chèvre) ; beurre de cachkaval, beurre de table.
- 12 Lait frais ou caillé ; crème de lait.
- 13 Fromage de toutes sortes.
- 14 Tcherviche.
- 15 Graisses de porc et d'oie.
- 16 Œufs.

- 17 Miel coulé ou en rayons.
- 18 Poissons frais ou salés de toutes sortes.
- 19 Poisson sec dit *tziri*.

III. *Légumineux, pommes de terre et produits de meunerie.*

- 20 Haricots et fèves.
- 21 Lentilles.
- 22 Petits pois.
- 23 Pois chiches.
- 24 Pommes de terre.
- 25 Farines de pommes de terre et de tous autres légumineux.
- 26 Semoules, boulgours, gruaux, grains perlés et autres grains mondés.

IV. *Fruits, légumes et autres plantes et semences.*

- 27 Raisins frais de toutes sortes.
- 28 Fruits frais : pommes, poires, cerises, abricots, pêches, prunes, etc.
- 29 Melons et melons d'eau.
- 30 Noix avec ou sans coque.
- 31 Noyaux d'abricots.
- 32 Légumes de plantes potagères de toutes sortes, frais ou secs.
- 33 Pekmez.
- 34 Semailles d'oignons (arpadjik), bulbes et oignons de fleurs.
- 35 Semences de plantes potagères et autres graines de semences, telles que : graines de citrouilles, de chou, de poireau, etc.
- 36 Graines de moutarde (sinape).
- 37 Graines oléagineuses : de sésame blanc, d'anis, de rézéné (espèce d'anis), de lin (seyrek, de pavot).
- 38 Foin, paille et autres fourrages frais ou secs.
- 39 Ceps et sarments de vigne ; arbres et arbrisseaux.

V. *Huiles comestibles.*

- 40 Huiles de sésame, de lin et de noix en récipients de toutes sortes, à l'exception de l'huile en bouteilles et en d'autres récipients de deux litres et au-dessous.
- 41 Tahine.

VI. *Combustibles.*

- 42 Bois de chauffage et borina (tchira).
- 43 Charbon de bois.

VII. *Matière pour tannage.*

- 44 Sumac en feuilles et en poudre.

VIII. *Jus végétal.*

- 45 Goudron végétal.

IX. *Gouttes pharmaceutiques.*

- 46 Baumes.
47 Opium.

X. *Huiles grasses et graisses.*

- 48 Huiles de colza.
49 Suif.
50 Cire d'abeilles franche de cérésine et d'autres mélanges.

XI. *Chandelles et bougies.*

- 51 Chandelles de suif.
52 Cierges.

XII. *Huiles volatiles.*

- 53 Essences de roses.
54 Eau de roses.

XIII. *Bois et matières à treillis, ouvrages en bois et vannerie.*

- 55 Poteaux télégraphiques.
56 Traverses pour chemins de fer imprégnées ou non.
57 Verges de cornouille et perches.
58 Roseau (sase), joncs (kamich), osier et broussailles pour balais.
59 Ouvrages communs en bois, de tonnelier, de charren, de menuisier, de tourneur, tels que : tonneaux, cuves, seaux, roues, jantes, moyeux, pelles, huches, cuillers, écuelles, selles, peignes, manches pour outils, peignes à carder la laine (taraks), etc.
60 Instruments de musique en bois : flûtes, cavals, zournas.
61 Chariots et traîneaux pour paysans, en bois, combinés ou non de fer ou d'acier, peints ou non.
62 Balais, nattes et paniers grossiers (coches).

XIV. *Pierres et ouvrages en pierre et en terre.*

- 63 Pierres communes à bâtir, brutes ou simplement taillées.
- 64 Gravier, sable et cailloux.
- 65 Pierres à feu
- 66 Pavés et dalles pour pavages et autres usages.
- 67 Chaux ordinaire.
- 68 Objets en pierre commune, taillés, sciés, polis, sculptés ou autrement travaillés.
- 69 Pierre à aiguiser et à repasser.
- 70 Pierres à moudre (meules).
- 71 Poterie comiatine, vernissée ou non, avec ou sans reliefs.

XV. *Imprimés.*

- 72 Livres imprimés ou lithographiés, almanachs, calendriers et réclames commerciales en toutes langues, imprimés en Bulgarie et dans la Roumélie Orientale.

XVI. *Soie, laine et autres matières textiles.*

- 73 Cocons de vers à soie.
- 74 Soie grège, déchets et bourre de soie.
- 75 Laine ordinaire, lavée ou non, déchets de laine.
- 76 Poils de chèvre lavés ou non.
- 77 Soie de porc.
- 78 Poils et crins bruts d'animaux, non dénommés.

XVII. *Métaux.*

- 79 Vieux cuivre.
- 80 Vieux fer.

XVIII. *Peaux brutes.*

- 81 Peaux de gros bétail vertes, salées ou sèches.
- 82 Peaux brutes de mouton, de chèvre, d'agneau et de chevreau.
- 83 Peaux brutes de lièvres, de renards, de chats sauvages, de loups et autres peaux de fourrures non dénommées.

XIX. *Eaux minérales.*

- 84 Eau minérale de Méritçhléri.

Remarque. Les bouteilles non accompagnées de certificats d'origine dans lesquelles sont importées les eaux minérales seront taxées d'après le régime conventionnel, à moins que l'importateur ne se réserve le droit de les réexporter en accomplissant les formalités douanières requises.

XX. *Déchets et divers.*

- 85 Son et yarma.
 86 Tourteaux servant à la nourriture du bétail.
 87 Boyaux salés ou secs.
 88 Os, sabots, cornes à l'état brut.
- (S.): Hassan FEHMI. (S.): I. St. GUÉCHOW.
 Ibrahim HAKKY. J. TCHACALOFF.
 Mehmed ALI.

ANNEXE IV.

Tableau des marchandises d'origine et de manufacture bulgares admises dans l'empire ottoman en franchise de douane avec certificat d'origine.

Numéros
d'ordre.

Désignation des marchandises.

I. *Animaux vivants.*

- 1 Taureaux.
- 2 Bœufs et buffles.
- 3 Vaches, bufflons, bouvillons, taurillons.
- 4 Génisses, génisses de buffle, veaux.
- 5 Béliers, moutons, brebis, agneaux.
- 6 Chèvres, chevreaux.
- 7 Porcs et cochons de lait.

II. *Céréales.*

- 8 Riz décortiqué.

III. *Fruits.*

- 9 Prunes et autres fruits séchés.
- 10 Marmelade de prunes (roupe) et pestil de prunes

IV. *Boissons.*

- 11 Vinaigres de toutes sortes.

V. *Sucre et sucrerie.*

- 12 Sucre raffiné, en poudre, en carrés, en tablettes et en pains.
- 13 Mélasse.
- 14 Bonbons, dragées et confitures.
- 15 Sirops à base de sucre.

VI. *Combustibles.*

- 16 Charbon de terre et coke.

VII. *Savons, parfumerie.*

- 17 Savon ordinaire de blanchissage.
- 18 Savon de toilette parfumé ou non.
- 19 Parfumerie de toutes sortes, eaux de senteur, préparations cosmétiques de toutes sortes.

VIII. *Produits chimiques.*

- 20 Allumettes chimiques.
- 21 Encre à écrire.
- 22 Cirage noir (boya) et autres préparations pour graisser et cirer les peaux et les chaussures.
- 23 Cire à cacheter.

IX. *Ouvrages en terre et verrerie.*

- 24 Briques pleines ou creuses ordinaires et réfractaires.
- 25 Tuyaux en terre cuite (steingut) vernissés ou non.
- 26 Poêles et parties de poêles en faïence, blancs, d'une ou de plusieurs couleurs, avec ou sans reliefs.
- 27 Objets en verre ordinaire, simples ou façonnés, blancs ou colorés dans la masse d'une seule couleur.
- 28 Bouteilles noires.
- 29 Perles et bracelets en verre.

X. *Bois et ouvrages en bois ; broseries.*

- 30 Bois dur et tendre de toutes espèces pour construction et pour ouvrages de métiers, brut, travaillé à la hache, scié ou raboté, en blocs, en planchettes, en lattes et en feuilles.
- 31 Ouvrages en bois commun pour travaux de construction, tels que : portes, fenêtres, balcons, escaliers, parquets, etc., montés ou non, combinés ou non de métaux communs.

- 32 Broses communes, montées en soie de porc et autres crins d'animaux, sur bois poli ou non.

XI. *Papier et carton.*

- 33 Papier d'emballage.
- 34 Carton tout à fait ordinaire.

XII. *Ouvrages en fer, en cuivre et en laiton.*

- 35 Fer en barres dit de « Samokov ».
- 36 Clous en fer.
- 37 Fers à cheval.
- 38 Outils en fer ou acier, avec ou sans manches en bois.
- 39 Coutellerie en fer ou en acier, montée sur bois commun, sur fer, sur laiton, sur os, sur corne, polie ou non.
- 40 Ciseaux de toutes sortes.
- 41 Ustensiles de ménage (articles de chaudronnerie) et comcoumas en cuivre.
- 42 Objets coulés ou tournés en cuivre ou en laiton, tels que : balances, poids, grelots, cloches et clochettes, robinets, havans, ornements de sellerie, de bourrellerie et carrosserie, étriers, pipes, cendriers, bobines, chandeliers, boutons, accessoires pour portes et fenêtres.

XIII. *Produits en laine.*

- 43 Fils de laine jusqu'au n° 40 anglais, teints ou non.
- 44 Tissus de laine pure ou mélangée avec d'autres matières textiles, tels que : aba, chayak, et autres étoffes non dénommées, foulées ou non, pour habillement d'hommes et de femmes.
- 45 Ceintures et tabliers en laine pure ou mélangée avec d'autres matières textiles.
- 46 Couvertures de lit et de table, foulées ou non, et coussins en laine pure ou mélangée avec d'autres matières textiles.
- 47 Tapis de toutes sortes : tapis d'Orient, kilims et tchergas.
- 48 Passementerie en laine pure ou mélangée avec d'autres matières textiles, même avec des fils métalliques et perles en verre, telles que : gaytan (teint ou non), articles de harnachement (brides et autres), houppes pour brides et autres semblables.
- 49 Articles de bonneterie en laine pure ou mélangée avec d'autres matières textiles, tels que : bas, gants, gilets, flanelles, châles, caleçons, etc.
- 50 Confections d'aba et de chayak, ainsi que d'autres étoffes rentrant dans l'article 44 ci-dessus, cousues ou seulement découpées.

XIV. *Produits en coton, lin, chanvre et poil de chèvre.*

- 51 Fils de coton, écrus, retors, jusqu'au n° 14 anglais inclusivement.
 52 Tissus de coton, unis, croisés, damassés, écrus, blanchis ou teints d'une seule couleur.
 53 Tissus de lin et de chanvre, unis, croisés, damassés, écrus, blanchis ou tissés de fils teints.
 54 Articles en poils de chèvre, tels que : serpillières, tapis, sacs, bissacs, sangles, ghébrés, etc.
 55 Cordes et autres ouvrages de corderie de chanvre.

XV. *Voitures.*

- 56 Voitures non suspendues (telegúas).

(S.): Hassan FEHMI.

(S.): I. St. GUÉCHOW.

Ibrahim HAKKY.

J. TCHACALOFF.

Mehmed ALI.

ANNEXE V.

Tableau des marchandises d'origine et de manufacture ottomanes qui auront à payer, à leur entrée en Bulgarie et dans la Roumélie Orientale, un droit réduit d'entrée remplaçant les 8 p. 100 (ad valorem.)

Numéros d'ordre.	Numéros du tarif autonome bulgare.	Désignation des Marchandises	Droits de douane par 100 kilogrammes francs (levs.)
1	134 a	Savons de blanchissage (francs de talc) en sacs ou caisses, sans autre emballage intérieur ; soudes et lessives destinées au blanchissage	4 00
2	293	Peaux brutes :	
		a. Peaux de gros bétail, vertes, salées ou non	8 00
		b. Peaux de gros bétail, sèches, salées ou non	10 00
		c. Peaux d'agneau	20 00
		d. Peaux de mouton et de chèvre.....	11 00
		e. Autres peaux non dénommées	60 00
3	ex 294 e	Peaux de moutons et de chèvres demi-fabriquées, non teintées, méachines et sahtians.....	24 00

4	ex 295	Articles de sellerie et de bourrellerie du ressort des saratchs, en peaux grossièrement fabriquées, tels que : brides, étriers, sangles, harnais d'attelage, selles communes	27 50
5	ex 297 d	Chaussures du ressort des cavafes en peaux de moutons et de chèvres visés dans l'article 294 e (n° 3) ci-dessus	35 00
	ex 302	Ouvrages du ressort des saratches en peaux de gros bétail, de mouton et de chèvre, tels que : fouets, ceintures, sacs, bandoulières, kémères, fourreaux, soufflets, tuyaux de narghilé..	40 00
	305	Articles de pelleries apprêtés simplement par la couture, mais non confectionnés :	
		1. En peaux communes :	
		a. En peaux d'agneau, de mouton et de chèvre.....	40 00
		b. En peaux de lièvre, non teintées ni autrement préparées, n'imitant pas les peaux fines.....	60 00
		c. En peaux de renard.....	100 00
		d. En d'autres peaux communes non dénommées.....	200 00
		2. En peaux fines :	
		— d'agneaux et de leurs mort-nés préparées, non teintées, dites « astrakan ».....	400 00
8	ex 306	Pelisses de peaux d'agneaux et de moutons non combinées d'autres peaux communes.....	60 00
9	ex 358	Fils de coton dits « soulan », non blanchis, non teints, jusqu'au n° 14 anglais inclusivement	13 50
10	ex 359	Fils de coton retors, dits « kavraks », non blanchis, non teints, jusqu'au n° 14 anglais inclusivement.....	15 50

(S.): Hassan FEHMI.
Ibrahim HAKKY.
Mehmed ALI

(S.): I. St. GUÉCHOW.
J. TCHAKALOFF.

ANNEXE VI.

Tableau des marchandises d'origine et de manufacture ottomanes qui auront à payer, à leur entrée en Bulgarie et dans la Roumélie orientale, un droit de douane sur la matière première.

Numéros d'ordre.	Numéros du tarif autonome bulgare.	Désignation des marchandises.	Droits de douane par 100 kilogrammes francs (levs)
1	286	Boîtes en carton ordinaire, pour tabac manufacturé et pour cigarettes, combinées de papier de toutes sortes	25 00
2	ex 367	Tissus de coton pur ou mélangé de soie, tels que : aladjas, de toutes sortes, counties, kezzies, hamakoumache, etc	38 50
3	ex 368	Tissus de coton, imprimés dits <i>basmaz de Tokat</i>	15 50
4	ex 369	Tissus de coton dits <i>mauhadjirbési, ex-besi</i>	55 00
5	370	Mouchoirs de tête imprimés dits <i>yazma</i> ..	100 00
6	ex 372	Linges pelucheux et linge plat pour bain (pechtimals), essuie-mains, etc	45 00
7	ex 372	Couvertures de table et de lit, tissées de fil de coton non teints ou teints d'une ou plusieurs couleurs : tcharchafs	55 00
8	ex 373	Mouchoirs de tête dits <i>sarik, uslouk</i> (namaz-bézi), brodés ou non de coton ou de soie, ceintures de coton pur ou mélangé, dit <i>alliparnak, taraboulouzs</i> ..	65 00
<i>Remarque à l'article 373. — Ne seront pas admis au régime de cet article les mouchoirs de tête, brodés de coton ou de soie en Turquie sur tissus de provenance étrangère.</i>			
9	ex 374	Bonnets pour hommes (kulahs), bourses, bas et chaussettes	60 00
10	ex 375	Rubans et cordonnets de coton mélangé de soie ou de fils métalliques	195 00
11	ex 375	Houppes, franges et embrases pour ameublements de coton pur ou mélangé de soie ou de fils métalliques	60 00
12	ex 406	Confections d'étoffes pelucheuses pour bain, bournous, gants à frotter, etc	75 00
13	ex 409	Confections d' <i>atlas</i> et de peluche de soie pure ou mélangée, brodées de soie ou de fils métalliques, cousues ou seulement découpées	Droit du tarif conventionnel sur l'étoffe dont est faite la confection.

- 14 ex 473 Objets en fer-blanc, tels que : ornements
pour selleries, boîtes, lanternes, cuvet-
tes, bassins de lampes. 4 00

(S.): Hassan FEHMI. (S.): I. St GUÉCHOW.
Ibrahim HAKKY. J. TCHAKALOFF.
Mehmed ALI.

ANNEXE VII.

Tableau des marchandises d'origine et de manufacture bulgares qui seront soumises, à leur entrée dans l'Empire Ottoman, à un droit de douane consolidé de 8 p. 100 ad valorem.

Numéros d'ordre	Désignation des Marchandises.
1	Blé dur.
2	Blé tendre.
3	Seigle
4	Epeautre.
5	Mais.
6	Orge.
7	Avoine.
8	Millet
9	Farines des céréales ci-dessus dénommées.
10	Peaux de mouton et de chèvre demi-fabriquées, non teintées, méachines et sahtians.
11	Articles de sellerie et de bourrellerie du ressort des saratches, en peaux grossièrement fabriquées, tels que : brides, étriers, sangles, harnais d'attelage, selles communes.
12	Chaussures du ressort des cavafs en peaux de mouton et de chèvre visées dans le numéro 10 ci-dessus.
(S.): Hassan FEHMI	(S.): I. St. GUÉCHOW.
Ibrahim HAKKY.	J. TCHAKALOFF.
Mehmed ALI.	

ANNEXE VIII.

Tableau des marchandises d'origine et de manufacture Bulgare qui auront à payer, à leur entrée dans l'Empire Ottoman, un droit de douane sur la matière première.

Numéros d'ordre.	Désignation des Marchandises.	Droits de douane ad valorem.
1	Poêles en tôle noire.	2,62 p. 100
(S.): Hassan FEHMI.	(S.): I. St. GUÉCHOW.	
Ibrahim HAKKY.	J. TCHAKALOFF.	
Mehmed ALI.		

ANNEXE IX.

Tableau des produits ottomans qui, étant affranchis des droits de douane, auront à payer les taxes ci-dessous énumérées, à titre d'accise et d'octroi réunis, à leur entrée en Bulgarie et dans la Roumélie orientale.

Numéros d'ordre.	Numéros du tarif autonome bulgare.	Désignation des marchandises.	Droits d'accise et d'octroi réunis par 100 kilogrammes francs (levs).
1	ex 109	Confitures.....	44
2	ex 110	Bonbons, dragées et fruits glacés	44
3	ex 111	<i>Rahat locoun</i> de toutes sortes.....	35
4	112	a. <i>Halva de pekmez</i>	17
		b. <i>Halva</i> de toutes sortes ; y compris <i>kozhalcassi</i> (nougat) à l'exception du <i>halva de pekmez</i>	28
(S.): Hassan FEHMI. Ibrahim HAKKY. Mehmed ALI.		(S.): I. St. GUÉCHOW. J. TCHAKALOFF.	

ANNEXE X.

Tableau des produits ottomans qui auront à payer les taxes globales ci-dessous énumérées, à leur entrée en Bulgarie et dans la Roumélie orientale.

Numéros d'ordre.	Numéros du tarif autonome bulgare.	Désignation des Marchandises.	Droits d'entrée par 100 kilogrammes francs (levs).
1	121, 122 et ex 125	Huiles d'olives, de sésame, de noix et de pavot : a. en fûts, en cruches et autres réci- pients de 10 kilogrammes et au- dessus	24
		b. en bouteilles et autres petits réci- pients de moins de 10 kilogrammes	34
		<i>Remarque.</i> Ces taxes représentent un droit global de douane, d'accise et d'octroi.	
2	61	Raisins secs de toutes sortes.....	36
		<i>Remarque.</i> Cette taxe représente un droit global de douane et d'octroi, l'accise n'étant pas perçue sur cette mar- chandise.	
(S.): Hassan FEHMI. Ibrahim HAKKY. Mehmed ALI.		(S.): I. St. GUÉCHOW. J. TCHAKALOFF.	

ANNEXE XI.

Modèle de certificat d'origine ⁽¹⁾

Le soussigné (nom, prénoms et fonction de l'employé de la Douane)

 certifie, par les présentes, que (nom et prénoms du commerçant, fabricant, artisan ou agriculteur)

 de (ville ou village)
 caza (ou okolia)
 vilayet (ou district)
 exporte pour la Bulgarie et la Roumélie Orientale, (ou la Turquie)
 (dénomination technique de la marchandise)
 en quantité de (kilogrammes, ocque, litres, mètres ou autres)
 contenus en (colis, caisses, balles, sacs, paniers, tonneaux, fûts, etc.)

Et que ladite marchandise provient de la production indigène ottomane (ou bulgare) et qu'elle est destinée à l'importation en Bulgarie et Roumélie Orientale (ou en Turquie).

Le 190 .

Signature de l'employé,

.....

(S.): Hassan FEHMI.
 Ibrahim HAKKY.
 Mehmed ALI.

(S.): I. St. GUÉCHOW.
 J. TCHAKALOFF.

ANNEXE XII.

**Faveurs spéciales
 accordées au trafic des districts limitrophes.**

Afin de donner au trafic des Cazas et Okolias limitrophes les facilités qu'exigent les besoins du commerce journaliers, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

ART. 1^{er}. Resteront réciproquement libres de tout droit de douane

(1) A insérer à la main et en français au bas de toute facture présentée à la douane de sortie de Turquie (ou de Bulgarie et de Roumélie Orientale.)

et de même de tous autres impôts et taxes quelconques, à l'importation et à l'exportation, au passage d'un pays dans l'autre, à l'exclusion des transports par chemin de fer :

a. Toutes les céréales et les farines jusqu'à concurrence d'une valeur de 500 piastres par transport ;

b. Les effets des voyageurs, bateliers, charretiers et ouvriers, tels que linge, vêtements, ustensiles de voyage, outils et instruments, destinés à leur propre usage ;

c. Les voitures servant effectivement au transport des personnes et des marchandises ; les charrettes, paniers et appareils similaires pour le transport ; les bêtes de somme et de trait ;

d. Les ameublements, ustensiles de ménage, meubles et instruments importés par les ressortissants de l'une des Parties contractantes qui viennent établir leur domicile dans le territoire de l'autre Partie. Juiront de la même franchise de droit les trousseaux des fiancées et nouvelles mariées, ressortissant de l'un des Pays, qui contractent mariage dans l'autre ;

e. Les sacs et récipients — qui ont servi aux habitants des districts limitrophes à transporter, dans le Pays voisin, leurs produits agricoles, par exemple : céréales et autres produits de l'agriculture et de l'élevage, chaux, boissons ou autres liquides et autres objets quelconques du trafic — frontière — et qui en sont retournés vides par la même route, et enfin

f. Le bétail conduit d'un Pays à l'autre à affouragement ou au pâturage pendant l'hiver, ainsi que les produits de ce bétail ; toutefois, les frais d'inspection de ce dernier seront exigibles à l'expiration d'un délai de six mois.

ART. 2. Pour jouir du traitement favorable exposé ci-dessus, les marchandises importées qui seront grevées de droits de douane doivent être accompagnées d'un certificat délivré par les autorités locales, légalisé par les Douanes de sortie et indiquant qu'elles proviennent effectivement des Cazas et Okolias limitrophes.

Lesdits certificats ne peuvent pas être soumis, dans les territoires de l'autre Partie contractante, à un droit de timbre ou à une autre taxe quelconque.

ART. 3. Les habitants des Cazas et Okolias limitrophes peuvent voyager librement dans les territoires de l'autre Partie contractante, s'ils sont munis d'un passavant délivré en due forme par l'autorité communale et visé par les autorités douanières compétentes. Ces passavants seront valables pour quinze jours.

(S.) : Hassan FEHMI.

Ibrahim HAKKY.

Mehmed ALI.

(S.) : I. St. GUÉCHOW.

J. TCHAKALOFF.

ANNEXE XIII.

Régime des propriétés limitrophes mixtes.

Les propriétés, d'une manière générale, et les terrains que la ligne de démarcation traverse de telle manière que les habitations et leurs propriétaires restent sur le territoire de l'un des Pays, tandis que les propriétés ou les terrains sont situés sur le territoire de l'autre, sont dénommés *propriétés limitrophes mixtes*.

Afin d'écarter les inconvénients de la culture et de l'exploitation de ces propriétés mixtes, les deux Parties sont tombées d'accord sur ce qui suit :

1^o Tout habitant limitrophe, possesseur de propriétés au delà de la ligne de démarcation, sera tenu de présenter, chaque année, à la Douane respective, la quittance du percepteur pour le paiement des impôts et un certificat délivré par les autorités du village ou de la commune où se trouvent ces propriétés, qui doit contenir les indications suivantes :

a. La qualité en laquelle il tient ces propriétés, et

b. L'étendue et l'espèce des propriétés : champs, prairies, marais, forêts, cabanes, maisons ou chaumières, etc.

2^o Ce certificat est inscrit dans un registre spécial à la Douane qui délivre à l'avant-droit une *feuille de route* dans laquelle le contenu du certificat est relaté.

Le certificat délivré par la commune limitrophe et la feuille de route ne sont valables que pour un an. Ils sont délivrés gratuitement et sont exempts de toutes taxes et frais.

Au cas où le propriétaire ou le fermier aurait perdu sa feuille de route, il lui en sera délivré gratuitement un duplicata par la douane.

3^o Les propriétaires ou les fermiers des propriétés mixtes, munis de leurs feuilles de route, auront le droit de passer librement et d'importer ou transporter en toute franchise de droit et sans être grevés d'aucune taxe quelconque :

a. Des instruments aratoires, outils et ustensiles destinés à la culture de leurs terres ;

b. Les produits du sol, tels que céréales, foin, paille, bois brut, légumes, etc., pourvu qu'ils proviennent de ces propriétés mixtes limitrophes, à l'exception toutefois des tabacs ;

c. Les comestibles nécessaires à l'alimentation journalière des propriétaires ou fermiers de propriétés mixtes limitrophes ;

d. Le fumier et les semences destinés aux propriétés mixtes ;

e. Les matériaux de construction pour bâtir dans les propriétés mixtes ;

f. Le bétail employé à la culture des propriétés mixtes, ainsi que le bétail conduit aux pâturages communaux ou pour être élevé dans une propriété mixte.

En ce qui concerne le bétail, il est, en outre, entendu que les importateurs, respectivement les exportateurs, sont tenus de présenter à la douane respective un certificat spécial du village ou de la commune indiquant le nombre et le signalement du bétail. Ces données seront consignées dans le registre de la douane et dans la feuille de route délivrée par cette dernière.

4° Le bétail importé pour la culture des propriétés mixtes devra être réexporté à son lieu d'origine dans un délai de deux mois, et le plus long délai, accordé pour la réexportation du bétail conduit au pâturage ou pour être élevé, ne pourra pas dépasser douze (12) mois.

5° Les propriétaires ou les fermiers des propriétés mixtes, traversant quotidiennement la ligne de démarcation avec leur bétail pour vaquer à la culture de leurs champs ou pour le conduire aux pâturages communaux ou privés, sont exempts de l'obligation de se présenter aux postes douaniers. Ils peuvent traverser directement ladite ligne, mais ils seront tenus de porter toujours leurs feuilles de route, afin de les exhiber aux gardes douaniers et autres préposés à la surveillance de la Frontière commune.

6° Le bétail, obtenu par la reproduction, et les produits d'animaux, obtenus pendant le séjour du bétail sur la propriété mixte, peuvent être transportés ou exportés avec la feuille de route, s'ils sont, comme qualité et nombre, en proportion au bétail importé.

7° Si, pendant l'époque de la pâture, soit dans une partie du troupeau, soit dans les communes ou villages voisins, une maladie contagieuse venait à éclater, le retour des animaux dans l'autre Pays sera interdit, sauf le cas d'urgence, tels que manque de fourrage, intempéries, etc. Dans ces derniers cas, le retour des animaux non encore atteints par l'épizootie ne pourra avoir lieu que lorsque les mesures de précaution et de sûreté auront été exécutées.

8° Le bétail importé pour la culture des propriétés mixtes ou conduit au pâturage doit être séparé du bétail indigène.

9° Dans le cas où une tête de bétail quelconque mentionnée dans une feuille de route et importée pour la culture des propriétés, pour la pâture ou pour être élevée, viendrait à périr ou à disparaître ou bien serait volée, le propriétaire sera tenu de faire constater le cas par l'Autorité locale sur sa feuille de route.

10° L'exploitation des forêts mixtes sera autorisée aux mêmes conditions que pour les indigènes, et ces forêts seront administrées conformément aux lois régissant cette matière dans chacun des deux Pays.

11° Les propriétaires des immeubles mixtes seront soumis au paiement des impôts et taxes additionnels sur les immeubles (terres et bâtisses). En outre, il est entendu que le bétail (gros et petit) de ces propriétaires ne sera grevé d'aucun impôt ou taxe quelconque dans les territoires de l'autre Partie, si, en tout cas, le délai extrême de 12 mois n'est pas écoulé.

12° Les deux Parties auront à munir les Autorités des districts limitrophes d'instructions propres à sauvegarder les intérêts des propriétaires des immeubles mixtes.

13° Les faveurs et facilités dont jouissent les propriétaires des immeubles mixtes sont transmissibles à leurs héritiers légitimes, ainsi qu'aux personnes les ayant acquis à titre gratuit, conformément aux lois territoriales.

14° Ne bénéficieront des avantages ci-dessus que les propriétés mixtes existant au moment de la conclusion du présent Arrangement.

(S.) Hassan FEHMI.
Ibrahim HAKKY.
Mehmed ALI.

(S.) I. St. GUÉCHOW.
J. TCHAKALOFF.

ANNEXE XIV.

Dispositions concernant la navigation.

Afin de développer le commerce maritime entre les deux Pays, les Parties contractantes ont arrêté ce qui suit :

1° Les bateaux à vapeur et à voile sous pavillon Ottoman, dans les eaux de la Bulgarie et de la Roumélie orientale, et ceux portant le pavillon Bulgare, dans les eaux de la capitale et des provinces de l'Empire, jouiront réciproquement — en ce qui concerne le cabotage, le permis d'accostage et de départ, l'entrée dans les ports et la sortie, l'ancrage, le pilotage, le remorquage, les phares, les bonifications du tarif des phares, les formalités du passage des détroits du Bosphore et des Dardanelles, la quarantaine, les désinfections, du transbordement et du passage d'un port à l'autre, les facilités à accorder dans les chantiers, l'entrée et la sortie sur l'est, ainsi qu'en cas de naufrage, d'échouement, de relâche forcée et de sauvetage et toute autre opération de navigation — du même régime et des mêmes avantages que les bateaux indigènes.

2° Les autorités des ports de l'Empire et de la Principauté n'exigeront des bateaux respectifs d'autres papiers de bord et d'autres rôles d'équipage que ceux qui leur sont originairement délivrés à leurs ports d'attache et qui établissent leur indigénat.

3° En outre des taxes sanitaires, des phares et d'ancrage, ainsi que du visa des patentes de santé, les taxes à payer par les navigations respectives sont fixées comme ci-dessous :

a. Pour les navires battant pavillon Ottoman dans les eaux de la Bulgarie et de la Roumélie orientale :

1° La taxe de la sortie du port ;

2° La taxe des ports construits, ainsi que celle des marchandises pour les quais et débarcadères édifiés ;

3° La taxe de séjour dans les ports (*droit de navire*), dans les mêmes conditions et en tant que cette taxe serait exigée des navires indigènes hivernant dans les ports autres que leurs ports d'attache.

b. Pour les navires battant pavillon Bulgare dans les eaux de la capitale et des provinces de l'Empire :

1° Les taxes des quais, des ports et des débarcadères construits ;

2° La taxe du passage du pont de Constantinople et du séjour dans la partie du port intérieur de cette ville située entre les deux ponts, ainsi que le golfe de Sténia.

4° Les taxes mentionnées dans le paragraphe précédent seront exigées des navires sous pavillon Ottoman ou Bulgare, d'après les mêmes tarifs et la même façon qu'elles sont acquittées par les navires indigènes se trouvant dans les mêmes conditions.

Lesdits navires ottomans et bulgares bénéficieront, en outre, dans les mêmes conditions que les navires indigènes, de toute autre exemption ou facilités qui sont actuellement accordées à ceux-ci ou le seront à l'avenir.

(S.) Hassan FEHMI.
Ibrahim HAKKY.
Mehmed ALI.

(S.) I. St. GUÉCHOW.
J. TCHAKALOFF.

BELGIQUE — GRANDE-BRETAGNE

Convention concernant les échantillons des voyageurs de commerce.

(Signée à Bruxelles, le 10 novembre 1906.)

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, etc., etc., et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, désireux de faciliter le dédouanement par leurs Douanes respectives des échantillons de marchandises passibles de droits importés dans les territoires de l'un des deux pays par des voyageurs de commerce de l'autre pays, et destinés à servir de modèles ou d'échantil-

The Government of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, etc., etc., and the Government of His Majesty the King of the Belgians, being desirous of facilitating the clearance through their respective Customs Departments of samples of dutiable goods brought into the territories of one of them by commercial travellers of the other, to be used as models or patterns for the purpose of obtaining orders,

lons pour l'obtention de commandes, mais qui ne peuvent être vendus, sont convenus de ce qui suit :

Les marques, estampilles ou sceaux apposés sur ces échantillons par les autorités douanières de l'un des deux pays au moment de l'exportation, ainsi que la liste de ces échantillons donnant une description complète de ceux-ci et certifiée officiellement par l'autorité compétente, seront réciproquement admis par les fonctionnaires des douanes de l'autre pays comme établissant leur caractère d'échantillons et les exemptant de la vérification à l'importation, si ce n'est pour établir que les échantillons présentés sont ceux qui se trouvent énumérés dans la liste. Les autorités douanières de l'autre pays pourront cependant apposer sur ces échantillons des marques supplémentaires dans les cas où elles jugeraient cette précaution nécessaire.

Fait en double à Bruxelles, le 10 Novembre 1906.

(Signé) FAVEREAU.

and not for sale, mutually agree as follows :

The marks, stamps, or seals placed upon such samples by the Customs authorities of one country at the time of exportation, and the officially attested list of such samples containing a full description thereof issued by the proper authority, shall be reciprocally accepted by the Customs officials of the other as establishing their character as samples and exempting them from inspection on importation except so far as may be necessary to establish that the samples produced are those enumerated in the list. The Customs authorities of either country may, however, affix a supplementary mark to such samples in special cases where they may think this precaution necessary.

Done in duplicate at Brussels, the 10th November 1906

(Signed)

ARTHUR H. HARDINGE.

Annexe 1.

Sir A. Hardinge au Ministre des Affaires étrangères de Belgique.

Brussels, November 10, 1906.

M. le Ministre,

With reference to the Agreement concluded to-day between His Britannic Majesty's Government and that of His Majesty the King of the Belgians respecting commercial travellers' samples, I have the honour to place on record herewith, by way of explanation, that it is understood that the "acquit de transit" and declaration of free export referred to in the correspondence which preceded the arrangement, shall be recognised, the first by the Belgian Customs, and the second by the British Customs, as equivalent for every purpose to the official lists mentioned in the text of the Agreement.

I beg your Excellency to take note of and acknowledge the above declaration.

I avail, &c.

ARTHUR H. HARDINGE.

Annexe 2.

Le Ministre des Affaires étrangères de Belgique à Sir A. Hardinge.

Bruxelles, le 10 Novembre 1906.

M. le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de la lettre que votre Excellence a bien voulu m'adresser à la date de ce jour, au sujet de l'Arrangement intervenu entre les Gouvernements Belge et Britannique relativement aux échantillons des voyageurs de commerce des deux pays. Cette lettre constate qu'il est entendu que l'acquit de transi et la déclaration de libre sortie auxquels il a été fait allusion dans la correspondance qui a précédé la conclusion de cet Arrangement seront reconnus, le premier par la Douane Belge et le second par la Douane Britannique, comme équivalent pour tous leurs effets aux listes officielles dont il est fait mention dans l'Arrangement.

En donnant acte à votre Excellence de sa déclaration, je saisis, &c.

(Signé) FAVEREAU.

BELGIQUE — GRANDE-BRETAGNE

Convention complétant l'article XIV du traité d'extradition
du 29 octobre 1901.

(Signée à Londres, le 5 mars 1907).

Ratifications échangées à Londres, le 17 avril 1907.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, ayant jugé nécessaire de compléter l'Article XIV du Traité d'Extradition entre la Grande-Bretagne

The Government of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the Government of His Majesty the King of the Belgians, having deemed it necessary to complete Article XIV of the Treaty of Extradition between Great Britain

et la Belgique du 29 Octobre 1901, relatif à l'application aux Colonies et Possessions étrangères des deux Etats hors d'Europe des stipulations du Traité, les Soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit : —

and Belgium of the 29th October, 1901, relative to the application of the stipulations of the Treaty to the extra-European Colonies and foreign Possessions of the two States, the Undersigned, duly authorized to that effect by their respective Governments, have agreed as follows : —

ARTICLE I.

Dans les rapports de chacune des Hautes Parties contractantes avec les Colonies et Possessions étrangères de l'autre, situées hors d'Europe, les délais prévus par les Articles IV, alinéa 1, et V du Traité du 29 Octobre 1901, seront prolongés comme suit : —

1. Le criminel fugitif arrêté aux termes de l'article IV sera relâché dans les Etats de Sa Majesté Britannique si, dans le délai de deux mois à dater de son arrestation, une demande d'extradition n'a pas été faite par le Gouvernement du pays requérant.

Le criminel fugitif pourra être relâché dans les Etats de Sa Majesté le Roi des Belges si, dans le même délai, une demande d'extradition n'a pas été faite par le Gouvernement du pays requérant ; il devra l'être si, dans les sept jours qui suivent l'expiration de ce délai, il ne reçoit communication du mandat délivré par l'autorité compétente.

2. L'individu arrêté sera mis en liberté si, pendant les trois mois à partir de la date de l'arrestation, les documents suffisants à l'appui de la demande d'extradition n'ont pas été produits.

ARTICLE I.

In the relations of each of the High Contracting Parties with the extra-European Colonies and foreign Possessions of the other, the periods fixed by Articles IV, paragraph 1, and V of the Treaty of the 29th October, 1901, shall be extended as follows : —

1. A fugitive criminal arrested under the terms of Article IV shall be discharged in the dominions of His Britannic Majesty if, within the period of two months from the date of his arrest, a request for his extradition shall not have been made by the Government of the requisitioning State.

The fugitive criminal may be discharged in the dominions of His Majesty the King of the Belgians if within the same period a request for his extradition has not been made by the Government of the requisitioning State ; he shall be released if within seven days following the expiration of this period the warrant issued by the competent authority shall not have been communicated to the fugitive criminal.

2. The person arrested shall be set at liberty if, within the three months, counting from the date of arrest, sufficient evidence in support of the demand for extradition shall not have been produced.

ARTICLE II.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Londres aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur dix jours après sa publication, conformément aux lois des Hautes Parties Contractantes, et elle aura la même force et la même durée que le Traité d'Extradition auquel elle se réfère.

En foi de quoi les Soussignés ont signé la présente Convention, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double original à Londres, le 5 Mars 1907.

(L. S.) E. GREY.

(L. S.) LALAING.

ARTICLE II.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible. It shall come into force ten days after its publication, in conformity with the laws of the High Contracting Parties, and it shall have the same force and duration as the Treaty of Extradition to which it relates.

In witness whereof the Under-signed have signed the present Convention, and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at London, the 5th March, 1907.

BULGARIE. — FRANCE.

Les relations commerciales entre la France et la Bulgarie étaient réglées depuis le 1^{er}/13 juillet 1897 par la Convention commerciale signée les 23 mai/4 juin 1897 entre les deux Pays.

Cette Convention, qui devrait prendre fin le 18/31 décembre 1903, mais avait été prorogée, a été remplacée par le Traité de commerce et de navigation du 31 décembre 1905/13 janvier 1906.

Une loi du 30 avril 1906 a autorisé le Président de la République à ratifier le Traité du 31 décembre 1905/13 janvier 1906 et les ratifications de cet Acte diplomatique ayant été échangées à Sofia, le 26 décembre 1906, sa promulgation a été faite par un décret du 15 janvier 1907, inséré au *Journal officiel de la République française* du 19 janvier (1).

La Convention dont il s'agit comporte, outre des clauses tarifaires, des dispositions relatives notamment aux voyageurs de commerce et à leurs échantillons, à la navigation, aux conditions d'admission des vins, spiritueux et liqueurs, à l'introduction des produits pharmaceutiques, à l'importation des graines de vers à soie.

(1) Aux termes de la déclaration additionnelle reproduite plus loin (p. 323), certaines dispositions avaient été mises provisoirement en vigueur dès le 1^{er}/14 janvier 1906.

Cette dernière importation a même fait l'objet d'un arrangement spécial du 12 octobre 1906 et, d'autre part, un arrangement interprétatif des dispositions du Traité de commerce franco-bulgare le 31 décembre 1905/13 janvier 1906 est intervenu le 13/26 mai 1906.

On trouvera ci-après :

1^o Le texte de la loi du 30 avril 1906 qui a approuvé du Traité de commerce et de navigation du 31 décembre 1905/13 janvier 1906 et du décret du 15 janvier 1907 qui a promulgué ladite Convention avec ses annexes et en a ordonné la mise en application ;

2^o Le texte de l'arrangement interprétatif du 13/26 mai 1906 ;

3^o Le texte de l'arrangement spécial relatif à l'importation des graines de vers à soie du 12 octobre 1906.

Loi du 30 avril 1906 portant approbation du Traité de commerce et de navigation, signé, le 13 janvier 1906, entre la France et la Bulgarie.

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Le Président de la République est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter le Traité de commerce et de navigation entre la France et la Bulgarie, signé à Sofia, le 13 janvier 1906.

Une copie de cette Convention demeurera annexée à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 avril 1906.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Affaires étrangères,
LÉON BOURGEOIS.

Le Ministre de l'Agriculture,
RUAU.

Le Ministre des Finances,
POINCARÉ.

*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie
et du Travail,*
Gaston DOUMERGUE.

Décret du 15 janvier 1907 portant promulgation du Traité de commerce et de navigation, signé, le 13 janvier 1906, entre la France et la Bulgarie.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères, du Ministre du Commerce et de l'Industrie, du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des Finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le Sénat et la Chambre des Députés ayant approuvé le Traité de commerce et de navigation entre la France et la Bulgarie, signé à Sofia, le 13 janvier 1906, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Sofia, le 26 décembre 1906, ledit Traité dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution.

Traité de commerce et de navigation entre la France et la Bulgarie.

Le Président de la République française et S. A. R. le Prince de Bulgarie,

Également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux Pays et de développer les relations de commerce et de navigation qui existent entre la France et la Principauté, ont décidé de conclure un Traité à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

M. Henri ALLIZÉ, Ministre Plénipotentiaire, Agent diplomatique de la République française en Bulgarie,

SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE DE BULGARIE,

M. le Général PÉTROFF, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les nationaux des deux Pays.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes ne seront pas soumis, à raison de leur commerce ou de leur industrie dans les ports, villes ou lieux quelconques des Etats respectifs, soit

qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les privilèges, immunités ou autres faveurs quelconques dont jouissent et jouiront en matière de commerce et d'industrie les nationaux de l'une des Parties contractantes, seront communs à ceux de l'autre.

Une égalité complète existera entre le traitement applicable, à la frontière de mer, aux ressortissants des deux Pays ainsi qu'aux marchandises de toute provenance, et le traitement qui leur sera imposé à la frontière de terre.

ART. 2. Les ressortissants des deux Parties contractantes ne seront astreints, sur le territoire de l'autre, à aucun service obligatoire, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils seront exempts de tous emprunts forcés et de toute autre contribution extraordinaire, de quelque nature que ce soit. Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale. Sont toutefois exemptées les charges qui sont attachées à la possession à titre quelconque d'un bien-fonds ainsi que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

ART. 3. Les ressortissants de chacune des Parties contractantes pourront, en quelque lieu que ce soit des possessions de l'autre Partie, exercer toute espèce d'industrie, faire le commerce, tant en gros qu'en détail, de tous produits, objets fabriqués ou manufacturés, de tous articles de commerce licite, soit en personne, soit par leurs agents, seuls ou en entrant en société commerciale avec des étrangers ou avec des nationaux; ils pourront y acquérir, louer et occuper des maisons et boutiques, acquérir, louer et posséder des terres, le tout en se conformant, comme les nationaux eux-mêmes et les ressortissants de la nation la plus favorisée, aux lois et règlements des Pays respectifs.

Les dispositions du présent article relatives au libre exercice des professions ne seront pas appliquées en Bulgarie aux cabaretiers de villages, aux pharmaciens, aux courtiers, aux colporteurs et marchands ambulants.

ART. 4. Chacune des deux Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans compensation, de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les droits de douane, d'octroi, d'accise et tous droits accessoires et locaux, à l'importation, à l'exportation, à la réexportation, au transit, à l'entreposage des articles mentionnés ou non dans le présent Traité, que l'une d'elles a accordés ou pourrait accorder à une tierce puissance.

Le traitement de la nation la plus favorisée est également garanti à chacune des Parties contractantes pour tout ce qui concerne la consommation, le transbordement de marchandises, le transport sur

les voies ferrées, l'accomplissement des formalités de douane et, en général, pour tout ce qui se rapporte à l'exercice du commerce ou de l'industrie.

Les Parties contractantes s'engagent, en outre, à n'établir, l'une envers l'autre, sauf pour des motifs sanitaires ou pour empêcher, soit la propagation d'épizooties, soit la destruction des récoltes, ou bien en vue d'événements de guerre, aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres nations.

ART. 5. Les marchandises d'origine ou de manufacture françaises acquitteront à leur entrée en Bulgarie les droits inscrits sur le tableau A annexé à la présente Convention.

Les produits du sol et de l'industrie bulgares, qui seront exportés directement de Bulgarie, bénéficieront, à leur entrée en France, des taxes les plus réduites qui y sont ou seront établies.

Les droits de douane établis à l'entrée en Bulgarie seront acquittés conformément aux dispositions mentionnées dans le Protocole annexé à la présente Convention.

ART. 6. Les droits intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou corporations, qui grèvent ou qui grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Parties contractantes, ne frapperont sous aucun prétexte les produits de l'autre d'une manière plus forte et plus gênante que les produits indigènes de même espèce ou, à défaut de ces produits, que ceux de la nation la plus favorisée.

Les produits du sol et de l'industrie de l'un des Pays importés dans le territoire de l'autre et destinés à l'entreposage ou au transit ne seront soumis à aucun droit intérieur.

ART. 7. Les négociants, fabricants et autres industriels qui prouvent par la présentation d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités compétentes de leur Pays qu'ils sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie, et qu'ils acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Partie contractante, chez des négociants ou producteurs, ou dans les locaux de vente publics. Ils pourront ainsi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes qui, pour leur commerce et leur industrie, utilisent des marchandises correspondant à ces échantillons. Ni dans un cas, ni dans l'autre, ils ne seront astreints à acquitter à cet effet une taxe spéciale plus élevée que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

En tout cas, si le voyageur de commerce représente une seule maison commerciale, cette taxe ne pourra dépasser, y compris tous frais accessoires, 150 francs pour toute l'année et 100 francs pour six mois. S'il représente plusieurs maisons, cette taxe ne pourra être majorée que de 100 francs pour toute l'année et de cinquante francs pour six

mois. Les taxes prévues dans le présent article ne frapperont que la maison commerciale et ne seront donc acquittées qu'une fois, même si la maison commerciale envoie un ou plusieurs voyageurs.

Les voyageurs de commerce français et bulgares, munis d'une carte de légitimation conforme au modèle ci-annexé sous la lettre B délivrée par les autorités de leurs Pays respectifs, auront le droit réciproque d'avoir avec eux des échantillons, mais non des marchandises.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni industrie ni commerce.

Les objets passibles d'un droit de douane, qui seront importés comme échantillons par les voyageurs de commerce, seront de part et d'autre admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, sans avoir été vendus, soient réexportés dans un délai de douze mois et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit, du reste, le bureau de douane par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux Pays à l'entrée, soit par le dépôt en espèces du montant des droits applicables, soit par cautionnement. Il est fait réserve, toutefois, de l'accomplissement, s'il y a lieu, des formalités de la garantie des ouvrages en or ou en argent.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes, se rendant aux foires ou marchés sur le territoire de l'autre, à l'effet d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leurs produits, jouiront à tous égards du traitement accordé aux nationaux ou à la nation la plus favorisée.

ART. 8. Les navires français et leur cargaison en Bulgarie, et réciproquement, les navires bulgares et leur cargaison en France, à leur arrivée, soit directement du Pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, jouiront sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison, sous les réserves inscrites aux articles 12 et 15.

Tout privilège et toute franchise accordée à cet égard à une tierce puissance par l'une des Parties contractantes seront accordés à l'instant même et sans condition à l'autre.

Aucun droit, taxe ou charge quelconque, pesant sous quelque dénomination que ce soit sur la coque du navire, son pavillon ou sa cargaison, et perçu au nom et au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de corporations ou d'établissements quelconques, ne sera imposé aux bâtiments de l'un des deux Etats dans les ports de l'autre, à leur arrivée, durant leur séjour et à leur sortie, qui ne serait également et dans les mêmes conditions imposé aux navires nationaux.

ART. 9. La nationalité des bâtiments est régie par des lois et règle-

glements particuliers à chaque Pays et établie par les titres et patentes délivrés aux capitaines ou patrons par les autorités compétentes.

ART. 10. Pour tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, dans les ports, rades, havres, bassins, fleuves, rivières ou canaux, il ne sera accordé aux navires nationaux de l'un des deux Etats aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre, la volonté des Parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments français et les bâtiments bulgares bénéficient d'une parfaite égalité de traitement et jouissent réciproquement des avantages accordés à la Nation la plus favorisée.

ART. 11. Les navires français entrant dans un port de Bulgarie et réciproquement les navires bulgares entrant dans un port de France, qui viendraient y compléter leur chargement ou ne décharger qu'une partie de leur cargaison pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même Pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf les frais de surveillance

ART. 12. Les dispositions du présent Traité ne seront pas applicables à la navigation de côtes ou de cabotage, laquelle demeure exclusivement réservée, dans chacun des Pays, au Pavillon national.

L'intercourse entre la France et l'Algérie est assimilée au cabotage.

Toutefois les navires français et bulgares pourront passer d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement à destination étrangère.

ART. 13 Seront complètement affranchis de droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacun des deux Etats :

1^o Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, ou les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront dans un délai de quarante-huit heures, sans avoir fait aucune opération de commerce ;

2^o Les navires qui viennent directement d'un autre port de Bulgarie où ils ont déjà acquitté la susdite taxe, dans la limite du délai de huit jours pour les bateaux à vapeur et de quinze jours pour les bateaux à voile.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opérations de commerce le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravi-

taillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Il est entendu que les stipulations de cet article ne s'appliquent pas aux droits sanitaires, dont la perception sera réglée d'après les législations respectives, non plus qu'aux péages locaux institués en France au profit d'établissements publics.

ART. 14. Les compagnies de navigation françaises et les armateurs français qui font un service régulier de bateaux entre la France et la Bulgarie, auront le droit de louer dans le rayon des ports bulgares, pour leurs bateaux, ateliers et magasins, des terrains même appartenant à l'Etat et contre un prix convenable, lorsque l'Etat n'en aura pas besoin pour d'autres usages. Il est entendu que les magasins ainsi établis seront considérés comme entrepôts, dès qu'ils répondront aux exigences légales.

ART. 15. Il est fait exception aux stipulations du présent Traité en ce qui concerne : 1^o les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet ; 2^o les faveurs accordées ou qui pourront être accordées à la marine marchande nationale.

ART. 16. Le Gouvernement bulgare aura la faculté d'établir le régime du monopole de l'Etat sur la poudre, le tabac, l'alcool, le sel, le pétrole, les allumettes, le papier à cigarette et les cartes à jouer.

ART. 17. Le Gouvernement bulgare se déclare prêt à conclure avec le Gouvernement de la République française un arrangement spécial pour la protection des marques de fabrique, de commerce et de dessins et modèles industriels. Les négociations en vue de la signature de cet acte s'ouvriront dans un délai de six mois à partir de la ratification de la présente Convention.

En attendant, les ressortissants de l'un des Etats contractants jouiront dans l'autre de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique et de commerce, sous la condition de remplir les formalités prescrites à cet égard par la législation respective des deux Pays.

ART. 18. Le Gouvernement bulgare s'engage à mettre à l'étude dans le délai d'un an qui suivra la mise en vigueur du présent Traité les questions relatives à la protection réciproque des œuvres artistiques.

ART. 19. Le Gouvernement bulgare aura le droit de nommer des fonctionnaires consulaires ou commerciaux dans toutes les villes ou ports de France ayant une importance pour son commerce.

Les deux Parties contractantes s'engagent à négocier dans un délai de trois ans, à partir de la conclusion du présent Traité, une Convention d'extradition, ainsi qu'une Convention spéciale pour régler à nouveau et préciser les questions se rattachant aux fonctions des Consuls de France en Bulgarie et aux fonctionnaires consulaires ou commerciaux bulgares en France.

ART. 20. Le présent Traité s'étend aussi aux pays ou territoires unis actuellement ou à l'avenir par une union douanière à l'une des Parties contractantes.

Toutefois la clause de la nation la plus favorisée stipulée à l'article 4 ne s'appliquera pas aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ni à celles accordées aux États limitrophes pour faciliter le commerce des frontières.

Il est d'ailleurs convenu que l'étendue du territoire dans lequel il sera loisible d'accorder des faveurs spéciales en vue du trafic frontière ne dépassera pas 15 kilomètres de part et d'autre de la frontière des États limitrophes.

ART. 21. Les tribunaux de la Principauté connaîtront à l'avenir des contestations civiles ou commerciales entre les ressortissants français et les sujets bulgares, sans que l'autorité consulaire ait à intervenir.

ART. 22. Les ressortissants français, commerçant et résidant en Bulgarie, pourront être déclarés en faillite par les tribunaux bulgares qui procéderont aux opérations et à la liquidation de la faillite, sans que l'autorité consulaire ait à intervenir.

ART. 23. Les ressortissants français en Bulgarie et les sujets bulgares en France auront libre et facile accès auprès des tribunaux et ils pourront invoquer respectivement le bénéfice de l'assistance judiciaire dans les mêmes conditions que les nationaux.

ART. 24. Si une contestation venait à surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Traité, y compris les annexes, déclarations et protocoles y relatifs, les Parties contractantes conviendront de la régler par arbitrage. Elles rédigeront à cet effet un compromis qui, après avoir précisé le point à juger, réglera la composition du tribunal arbitral et la procédure à suivre de la manière la plus simple et la moins coûteuse. Au cas où l'entente ne pourrait s'établir, il y aurait lieu de suivre les règles prévues par la Convention signée à la Haye, le 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des litiges internationaux.

ART. 25. Les dispositions du présent Traité seront applicables à l'Algérie. Il est, en outre, entendu qu'elles deviendront applicables aux colonies françaises ou pays de protectorat, pour lesquels le Gouvernement français en réclamerait le bénéfice, deux mois après qu'une notification à cet effet aura été adressée au Gouvernement bulgare par le Représentant de la République française à Sofia.

ART. 26. Le présent Traité entrera en vigueur à la date qui sera ultérieurement fixée d'un commun accord et restera exécutoire jusqu'au 28 février (n. s.) 1911.

Toutefois, les clauses en vertu desquelles les marchandises d'origine ou de manufactures bulgares sont admises, à l'entrée en France, au bénéfice des taxes les plus réduites, pourront être dénoncées à toute

époque par le Gouvernement français et, dans ce cas, lesdites clauses et le tarif des droits inscrits dans le tableau A, annexé au présent Traité, cesseront d'être en vigueur un an après cette dénonciation.

Dans le cas où aucune des deux Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la date précitée du 28 février 1911 son intention de faire cesser les effets du présent Traité, cet acte demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

ART. 27. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Sofia aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des deux Pays ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 31 décembre/13 janvier 1906.

(LL. SS.) Signé : H. ALLIZÉ.

R. PÉTROFF.

ANNEXE A.

Droits de douane à l'entrée en Bulgarie ⁽¹⁾.

(1) *Remarque.* Les droits spécifiques sont perçus sur le poids net des marchandises. Les droits ne sont perçus sur le poids brut que :

a. Si les marchandises sont, d'après le tarif, soumises à un droit de 10 francs et au-dessous les 100 kilogrammes.

b. Si ce mode d'acquitter les droits est expressément désigné dans le tarif.

Numéros du tarif	Désignation des marchandises	Bases	Droits
<i>II. Produits alimentaires.</i>			
21	Conserves de viandes, pâtés de foie gras et de gibier, en boîtes ou autres récipients hermétiquement fermés, de toutes sortes.	100 kilogr.	60 00
	<i>Remarque.</i> Les pâtés de foie gras et les conserves de gibier ne payeront, en aucun cas, un droit plus élevé que les conserves de viande.		
25	Fromage :		
	b. non dénommé.....	<i>Idem.</i>	60 00
	ex. b. Camembert, Coulommiers, Brie, Roquefort, Pont-l'Évêque	<i>Idem.</i>	40 00
<i>III. Poissons et produits de pêche.</i>			
33	Poissons de toutes sortes : fumés, séchés, marinés, conservés ou autrement préparés	<i>Idem.</i>	50 00

ex. Sardines et thons à l'huile, en boîtes.. 100 kilogr. 22 00

Remarque. Pour bénéficier des taxes ci-dessus, l'importateur devra justifier par un certificat du chef de service des douanes du bureau d'exportation que les produits sont originaires d'un pays ayant droit au tarif conventionnel.

IV. *Céréales et produits des céréales.*

51 Sagou et ses succédanés, tapioca, arrow-root. *Idem.* 15 00

V. *Fruits, légumes et autres plantes et graines.*

66 Pistaches de toutes sortes..... *Idem.* 10 00

ex. Arachides *Idem.* 5 50

67 Amandes et noyaux d'abricots :

a. en coque *Idem.* 10 00

b. sans coque *Idem.* 20 00

74 Moutarde :

b. préparée *Idem.* 25 00

83 Graines oléagineuses non dénommées *Idem.* 6 00

86 Graines à ensemercer, bulbes et oignons de fleurs non dénommées..... » Exemptes.

Remarque. L'importation de ces produits aura lieu conformément aux prescriptions de la loi sur le phylloxéra.

87 Légumes et plantes potagères de toutes sortes :

d. conservés au vinaigre, à l'huile, ou autrement *Idem.* 17 00

89 Champignons de toutes espèces :

b. séchés, conservés avec truffes *Idem.* 50 00

ex. b. conservés à l'huile, au vinaigre ou autrement *Idem.* 35 00

91 Arbustes et arbrisseaux, plantes de pépinières de toutes sortes, sarments à planter. » Exemptes.

92 Fleurs :

a. vivantes avec racines..... La pièce 0 40

Remarque. L'importation de ces produits aura lieu conformément aux prescriptions de la loi sur le phylloxéra.

VI. *Boissons.*

94 Vins de toutes sortes en barils, dames-jeannes et autres grands récipients :

a. Jusqu'à 12 degrés 100 kilogr. 30 00

b. De 12 à 20 degrés..... *Idem.* 50 00

c. De 20 degrés et au-dessus..... *Idem.* 75 00

Remarque. ex. a. b. Les vins de raisins frais

originaires du Bordelais, de la Bourgogne, du Roussillon, du Tell, des bassins de la Garonne, du Rhône, de la Loire, de la Seine, de l'Aude, de l'Hérault, de l'Argens et du Var titrant jusqu'à 14° inclusivement, importés en futaillies ou en barils, payeront un droit de 12 fr. 80 par 100 kilogrammes. Ces vins devront être accompagnés de certificats d'origine délivrés par les autorités publiques du lieu de leur origine et visés par les chefs des bureaux des douanes d'exportation qui seront désignés par le Gouvernement français et notifiés au gouvernement bulgare.

- 95 Vins de toutes sortes en bouteilles et en cruchons 100 kilogr. 75 00

Remarque. ex. a. Les vins importés en bouteilles, originaires du Bordelais, de la Bourgogne, du Beaujolais, du Roussillon, du Tell, des bassins de la Garonne, du Rhône, de la Loire, de la Seine, de l'Aude, de l'Hérault, de l'Argens et du Var, acquitteront 0 fr. 25 de droits de douane par bouteille de 75 centilitres.

- ex. b.* Vins mousseux } Bouteille } 0 50
ordinaire. }
- 100 A. Cognac, armagnac et autres eaux-de-vie naturelles de vins, en fûts, en bouteilles et autres récipients :
- 1° en fûts et autres récipients Litre. 0 55
- 2° en bouteilles } Bouteille } 0 45
75 centilitres. }

Remarque. Pour acquitter les droits prévus par le présent A, les eaux-de-vie naturelles y désignées devront être accompagnées des pièces spéciales de régies délivrées pour cette catégorie de marchandises par l'administration française des contributions indirectes et visées pour identification par le chef du bureau des douanes d'exportation.

B. Rhum et tafia :

- 1° en fûts et autres récipients Litre. 0 45
- 2° en bouteilles } Bouteille } 0 45
75 centilitres }
- 101 Liqueurs de toutes sortes } Bouteille } 0 60
75 centilitres. }
- 101 Liqueurs de toutes sortes } Bouteille } 0 70
de 1 litre. }

Remarque aux nos 95, 100, 101 et 196. — Les bouteilles d'une contenance d'une demi-bouteille ou d'un demi-litre payeront respectivement la moitié des droits afférents aux bouteilles et aux litres.

VII. Sucre et produits sucrés.

- 114 Pâtisserie fine au sucre et au miel, telle que pain d'Espagne, pain d'épice, baclava, petits gâteaux pour dessert et autres pâtes sucrées semblables 100 kilogr. 30 00

VIII. Huiles, graisses, cire et leurs produits.

121	Huiles d'olive, huiles végétales comestibles		
123	non dénommées :		
	<i>a.</i> en barils, en cruches et autres réci-		
	pients au-dessus de 10 kilogrammes...	<i>Idem.</i>	10 00
	<i>b.</i> en bouteilles et autres récipients de		
	10 kilogrammes et au-dessous.....	<i>Idem.</i>	18 00
122	Huiles de sésame et de noix :		
	<i>a.</i> en barils, en cruches et autres réci-		
	pients d'une contenance au-dessus de		
	10 kilogrammes.....	<i>Idem.</i>	20 00
	<i>b.</i> en bouteilles et autres récipients de 10		
	kilogrammes et au-dessous.....	<i>Idem.</i>	30 00
	<i>ex.</i> Huiles de sésame :		
	<i>a.</i> en barils, en cruches et autres réci-		
	pients d'une contenance au-dessus de		
	10 kilogrammes.....	<i>Idem.</i>	10 00
	<i>b.</i> en bouteilles et autres récipients de 10		
	kilogrammes et au-dessous.....	<i>Idem.</i>	18 00
126	Huiles d'amande et de coco.....	<i>Idem.</i>	10 00
128	<i>ex. a.</i> Huiles de palme et de faine.....	<i>Idem.</i>	5 00
	<i>ex. b.</i> Huiles de ricin.....	<i>Idem.</i>	5 00
133	Bougies :		
	<i>b.</i> de stéarine, de spermaceti, de paraffine.	<i>Idem.</i>	20 00
	<i>ex. c.</i> Petites bougies et mèches de veil-		
	leuse.....	<i>Idem.</i>	30 00
134	Savons :		
	<i>a.</i> de blanchissage et autres usages ordi-		
	naires.....	<i>Idem.</i>	12 00
	<i>Remarque</i> aux numéros 121 à 128 et 134. —		
	Les facilités qui pourraient être accordées à un		
	État tiers, en ce qui concerne les droits ou le		
	traitement douanier des savons et des huiles,		
	seront étendues dans la même mesure aux savons		
	et aux huiles de fabrication française.		

XII. Huiles aromatiques, essences et objets
de toilette.

169	Parfumerie de toutes sortes :		
	<i>a.</i> Parfums (extraits et essences), fards		
	solides et liquides, sachets parfumés en		
	soie	<i>Idem.</i>	300 00
	<i>b.</i> Eaux de senteur alcooliques, eau de		
	Cologne, eaux de toilette, eaux pour		
	la tête, vinaigre de toilette, élixirs,		
	poudres et pâtes dentifrices, poudres		

de riz, brillantines, huiles et pomma-
des, teintures pour les cheveux et autres
produits non dénommés..... 100 kilogr. 250 00

Remarque a. Les articles pour réclames, pan-
cartes, tableaux encadrés, accompagnant les en-
vois, sont admis en franchise.

Remarque b. La liquidation des droits de
douane se fera sur la même base que la liquida-
tion des droits d'accise, c'est-à-dire déduction
faite du poids du contenant (le poids des flacons,
vases et autres contenants sera établi par la
production de ces mêmes contenants présentés
à vide).

170 Savons de toilette, savons médicinaux et
cosmétiques de toutes sortes, parfumés
ou non..... *Idem.* 70 00

XIII. *Tanins et matières tinctoriales.*

172 Matières végétales pour le tannage :

a. Écorce de chêne et de pin..... *Idem.* 3 00

b. Non dénommées..... *Idem.* 1 50

173 Extraits végétaux de toutes espèces pour le
tannage..... *Idem.* 5 00

174 Couleurs organiques naturelles :

ex. c. Cochenille..... *Idem.* 30 00

176 Couleurs minérales naturelles ou artificiel-
les non dénommées :

ex. a. Ocre brute ou en morceaux..... *Idem.* 3 75

ex. b. Ocre lavée ou pulvérisée..... *Idem.* 5 75

ex. c. Litharge de plomb..... *Idem.* 5 00

XV. *Matières médicinales et médicaments.*

196 Liqueurs médicinales, alcools préparés à
l'usage médical..... *Idem.* 90 00

ex. Vins médicinaux :

1^o Par litre..... Litre. 0 75

2^o Par bouteille de 75 centilitres.. } Bouteille
de } 0 65
75 centilit. }

197 Autres médicaments composés non dénom-
més dans la pharmacopée officielle..... 100 kilogr. 100 00

201 Liège :

a. Brut en planches..... *Idem.* 5 00

b. Bouchons de liège et autres ouvrages *Idem.* 50 00

XVI. *Vannerie.*

228	Chapeaux de paille, de copeau, de sparte, d'écorce, de fibres de palmier ou de tout autre végétal :		
	<i>a.</i> Non garnis :		
	1 ^o de paille et de copeau	Pièce.	0 30
2 ^o	Autres	<i>Idem.</i>	0 50
	<i>b.</i> Garnis de rubans, mais sans fleurs ni plumes	<i>Idem.</i>	0 70
	<i>c.</i> Garnis de fleurs, de plumes et d'autres ornements	<i>Idem.</i>	3 00
233	Ouvrages de tourneur, en baleine, en corne, en sabots et en os :		
	<i>a.</i> Boutons	100 kilogr.	75 00
	<i>b.</i> Peignes	<i>Idem.</i>	140 00

XVII. *Minéraux, argiles et leurs produits*

245	Chaux :		
	<i>b.</i> Hydraulique	<i>Idem.</i>	0 31
246	Ciments de toutes espèces	<i>Idem.</i>	1 25
249	Tuiles :		
	<i>b.</i> Mécaniques ou à emboîtement et autres accessoires	1,000 pièces	12 00

XVIII. *Papiers, cartons et leurs produits.*

285	Abat-jour, éventails (même montés sur bois communs, simplement vernis ou laqués), porte-bouquets, sacs à boutons, faux-cols, manchettes, plastrons en papier, canevases à coudre, fleurs et feuilles, et autres semblables, tous ces objets confectionnés de toutes sortes de papiers colorés ou non	100 kilogr.	95 00
	<i>ex.</i> Sacs à bonbons, y compris les emballages immédiats	<i>Idem.</i>	65 00

XIX. *Peaux et articles en peaux et en cuir.*

294	Peaux préparées (peausseries) :		
	<i>a.</i> Cuirs pour semelles de toutes espèces et qualités, en peaux entières, en demi-peaux ou en morceaux, non dénommés; cuirs factices fabriqués de rognures de peaux	<i>Idem</i>	75 00

c. Cuirs « dits blancs » de toute espèce et peaux mégissées, en peaux entières ou en morceaux.....	100 kilogr.	90 00
d. Cuirs dits « de Russie » de toutes sortes, cuirs de bouvillon (videlo), maroquin et autres peaux à l'exception de ceux dénommés spécialement :		
1° Pesant de 3 kilogrammes et au-dessus, la pièce.....	<i>Idem.</i>	120 00
2° Pesant de 1 à 3 kilogrammes exclusivement, la pièce.....	<i>Idem.</i>	200 00
3° Pesant moins de 1 kilogramme, la pièce.....	<i>Idem.</i>	240 00
e. Basane, peaux de chèvre, et en général toutes sortes de cuir de croûtes non teint.....	<i>Idem.</i>	50 00
g. Cuirs vernissés, glacés, chamoisés, argentés ou dorés.....	<i>Idem.</i>	250 00
ex. g. Cuirs vernissés.....	<i>Idem.</i>	200 00
h. Cuirs parcheminés et en général les cuirs transparents pour tambour, criblés et autres objets semblables.....	<i>Idem.</i>	75 00
297 Articles de cordonnerie :		
f. Chaussures de chevreau, d'étoffe de soie et d'autres matières.....	<i>Idem.</i>	500 00

XXI. Soie et articles de soie.

317 Tissus et étoffes tricotées, de soie pure (y compris les foulards, crêpes et tulles) ou mélangés avec des fils d'or, d'argent ou des fils métalliques dorés ou argentés....	Kilogr.	10 00
318 Tissus et étoffes tricotés de soie (y compris les foulards, crêpes et tulles) mélangés avec tout autre textile, à l'exception des fils d'or et d'argent, des fils métalliques dorés ou argentés.....	<i>Idem.</i>	7 50
319 Velours et peluches de soie :		
a. Pure.....	<i>Idem.</i>	10 00
b. Mélangée.....	<i>Idem.</i>	7 00
320 Couvertures, rideaux et tapis :		
a. De soie pure ou mélangée avec des fils métalliques dorés ou argentés.....	<i>Idem.</i>	11 50
b. De soie mélangée avec d'autres matières textiles.....	<i>Idem.</i>	9 00
321 Châles et mouchoirs de poche et de tête		

(fichus et autres articles semblables) de soie pure ou mélangée :

a. Ourlés ou non Kilogr. 11 00

b. Brodés, garnis de dentelles, de franges et d'autres ornements, même de fils en métaux précieux..... *Idem.* 17 00

322 Articles tricotés de soie pure ou mélangée simplement unis, mais non cousus :

a. Ordinaires..... *Idem.* 12 00

b. Garnis de fils d'or, d'argent ou de fils métalliques dorés ou argentés..... *Idem.* 15 00

323 Passementerie :

Galons, cordonnets, rubans, boutons, breloques, houppes et autres articles semblables :

a. De soie pure ou mélangés de fils d'or, d'argent ou des fils métalliques dorés ou argentés *Idem.* 10 00

b. De soie mélangée avec d'autres textiles..... *Idem.* 7 00

324 Dentelles et broderies de toutes sortes :

a. De soie pure ou mélangée avec des fils d'or, d'argent ou des fils métalliques dorés ou argentés..... *Idem.* 20 00

b. De soie mélangée avec d'autres textiles..... *Idem.* 13 00

325 Rubans de toutes sortes, de soie pure ou mélangée avec d'autres textiles..... *Idem.* 3 00

Remarque aux nos 317 à 325 inclusivement. Les droits d'entrée prévus pour les marchandises de soie mélangée rentrant dans ces numéros ne s'appliquent qu'aux marchandises de soie contenant une proportion d'autres matières textiles d'au moins 25 p. 100 de leur poids total.

XXII. Laines, poils d'animaux et ouvrages
en mêmes matières.

326 Laines ordinaires :

a. Non lavée *Idem.* 10 00

b. Lavée *Idem.* 15 00

327 Laine d'alpaca, de lama, de vigogne, de yack, laine fine dite «mérinos» et «métis», poils de chameau et de chèvre, de cache-mire lavées ou non lavées.....

» Exempts.

328 Laines de toutes sortes :

<i>a.</i> Peignées ou lavées, même préparées en filasses.....	100 kilogr.	35 00
<i>b.</i> Teintes.....	<i>Idem.</i>	75 00

Remarque. Les laines visées aux articles 326 et 328 et importées en Bulgarie aux conditions prévues dans la loi du 25 janvier 1905 sur l'encouragement de l'industrie et du commerce national sont exemptes de tous droits.

338 Tissus et étoffes tricotés de laines, mélangés ou non de coton et d'autres matières textiles :

<i>a.</i> Pesant au-dessus de 500 grammes le mètre carré.....	<i>Idem.</i>	200 00
---	--------------	--------

<i>ex.</i> 1° Les tissus de laine mélangée ou non pesant au-dessus de 500 grammes le mètre carré, imitant les tissus bulgares de laine appelés schaiac ou abas	<i>Idem.</i>	150 00
--	--------------	--------

2° Les tissus de laine mêlée avec du coton ayant la chaîne en coton, pesant au-dessus de 500 grammes imitant les tissus de laine bulgares.

Remarque. La réduction de 15 p. 100 sur les étoffes avec des chaînes en coton n'est pas applicable aux confections en étoffe de laine.

Idem. { 15 pour 100 en
moins que les tis
sus placés sous
le régime de
l'Ex. 1.

<i>b.</i> Pesant de 250 à 500 grammes le mètre carré.....	<i>Idem.</i>	275 00
---	--------------	--------

<i>c.</i> Pesant 250 grammes le mètre carré et au-dessous	<i>Idem.</i>	250 00
---	--------------	--------

342 Serviettes et châles tissés, brodés, façonnés en laine pure ou mélangée, y compris les châles dits « Turcs » ainsi que les fichus et châles dits « fichus Barèges », frangés ou non.....	<i>Idem.</i>	220 00
--	--------------	--------

346 Couvertures et rideaux de laine pure ou mélangée, brodée ou non, mais sans mélange de soie, de fils d'or, d'argent, ou de fils métalliques dorés ou argentés.....	<i>Idem.</i>	250 00
---	--------------	--------

352 Chapeaux en feutre, castor et autres matières, à l'exception de chapeaux de paille :		
<i>a.</i> Non garnis (seulement les façons)	<i>Idem.</i>	150 00
<i>b.</i> Garnis, mais sans fleurs et autres ornements :		

1° En laine	<i>Idem.</i>	250 00
-------------------	--------------	--------

XXIII. *Coton et articles de coton.*

371	Velours et peluches de coton de toutes sortes.....	100 kilogr.	140 00
-----	--	-------------	--------

XXIV. *Lin, jute et autres matières textiles.*

399	Tissus de jute :		
	<i>a.</i> Pour emballage, paillasses et autres .	<i>Idem.</i>	12 00
	<i>b.</i> Teints, pour ameublement.....	<i>Idem.</i>	40 00
400	Sacs en tissu de jute.....	<i>Idem.</i>	10 00

XXV. *Vêtements, objets de parures, etc.*

405	Confections en étoffes de laine	<i>Idem.</i>	} Taxe triple de l'étoffe.
410	Cravates en toutes sortes d'étoffes, toutes faites ou en parties détachées	<i>Idem.</i>	
411	Fleurs artificielles et parties détachées de fleurs artificielles, toute sorte de plumes de parure apprêtées et objets confectionnés en ces matières; articles de mode non dénommés ailleurs	Kilogr.	15 00

XXVII. *Voitures.*

505	Automobiles de toutes espèces	Pièce.	250 00
-----	-------------------------------------	--------	--------

XXX. *Ouvrages et objets non dénommés*

529	Objets en ivoire, en écaille, en nacre, en agate véritable, en écume de mer, simple ou avec ornements, avec figures ou incrustations combinés ou non avec d'autres matières et même avec des métaux précieux, des pierres précieuses ou demi-précieuses.....	Kilogr.	15 00
533	ex. Objets en celluloïd ou en caséine	100 kilogr.	175 00
551	Graines de vers à soie	Once de 30 gr.	1 50
	ex. Graines de vers à soie en sachet suivant le système cellulaire Pasteur avec papillon adhérent.....	»	Exempt.

Remarque. La même exemption sera accordée aux graines de vers à soie en boîtes portant une banderole de contrôle apposée par les agents de l'Etat français dès que ce régime aura été organisé.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 31 décembre-13 janvier 1906.

Signé : H. ALLIZÉ.

R. PÉTROFF.

ANNEXE B.

MODÈLE.

CARTE DE LÉGITIMATION
POUR VOYAGEURS DE COMMERCE.

Pour l'année.....

N° de la carte.....

VALABLE POUR LA FRANCE ET LA BULGARIE.

PORTEUR :

(Prénom et nom de famille).

Fait à....., le (jour, mois, année).

(Autorité compétente).

(Sceau).

(Signature).

Il est certifié que le porteur de la présente carte.....
possède un (désignation de la fabrique ou du commerce) à.....
sous la raison.....
est employé comme voyageur de commerce dans la maison.....
à....., qui possède un (désignation de la fabrique ou du
commerce).

Le porteur de la présente carte désirant rechercher des commandes
et faire des achats pour le compte de sa maison, ainsi que de la mai-
son suivante, [ou des maisons suivantes] (désignation de la fabrique ou
du commerce) à....., il est certifié, en outre, que
ladite maison est tenue [ou lesdites maisons sont tenues] d'acquitter dans
ce pays-ci les impôts légaux pour l'exercice de son [ou leur] commerce
(industrie).

SIGNALEMENT DU PORTEUR :

Age.....

Taille.....

Cheveux.....

Signes particuliers.....

Signature.....

AVIS.

Le porteur de la présente carte ne pourra rechercher des commandes
ou faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte de la
maison sus-mentionnée, (ou des maisons sus-mentionnées). Il pourra
avoir avec lui des échantillons, mais point de marchandises. Il se
conformerait, d'ailleurs, aux dispositions en vigueur dans chaque État.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 31 décembre-13 janvier 1906.

Signé : H. ALLIZÉ.

R. PÉTROFF.

ANNEXE C.

MODÈLE.

CARTE DE LÉGITIMATION
POUR VOYAGEURS DE COMMERCE.

Pour l'année

Pour six mois

VALABLE EN BULGARIE.

Délivré le.....19

Pour prendre des commandes, avec ou sans échantillons, auprès des
maisons opérant la revente des articles ou en faisant usage pour leurs
besoins professionnels.

PORTEUR :

le 19

Chef de Douane :

.....

Il est certifié par la présente que le porteur.....
possède un.....
à
pour
qui l'autorise

SIGNALEMENT DU PORTEUR :

Age
Taille
Cheveux
Signes particuliers
Signature du porteur

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 31 décembre-13 janvier 1906.

Signé : H. ALLIZÉ.
R. PÉTROFF.

1906.

PROTOCOLE ANNEXE

AU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA FRANCE
ET LA BULGARIE.

Au moment de procéder à la signature du Traité conclu à la date de ce jour entre la République française et la Principauté de Bulgarie, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus des dispositions suivantes à observer pendant la durée du présent Traité de commerce et de navigation dont elles formeront partie intégrante :

I

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LA PERCEPTION DES DROITS
SUR LES MARCHANDISES D'ORIGINE FRANÇAISE IMPORTÉES EN BULGARIE.

(Additions à la loi douanière du 17/30 décembre 1904).

Ad ART. 1^{er}. Les droits de douane seront perçus sur les marchandises importées sans prendre en considération l'état dans lequel elles arrivent. Aucune réduction ne peut être accordée sur ces droits par suite d'avarie constatée, à moins qu'il ne soit justifié d'accidents de transport ayant entraîné l'avarie d'une cargaison. Dans ce cas, l'importateur aura le droit de séparer, dans une partie de marchandises qu'une même déclaration comprend, les colis qu'il préfère réexporter des colis qui doivent supporter l'application des droits. Si, dans un même colis, des parties de marchandises restées intactes peuvent être séparées des marchandises avariées par suite d'accidents de transport, la douane peut également en permettre le triage. Les marchandises considérées comme saines sont seules alors soumises au droit intégral. Le reste, à l'option des intéressés, sera réexporté ou détruit en présence des parties et des préposés, lesquels en dresseront procès-verbal.

Ad ART. 3. Le poids net des marchandises est déterminé en déduisant du poids brut des colis la tare légale, c'est-à-dire la tare qui sera déterminée par ukase princier, selon le mode d'emballage ou l'espèce des marchandises. Toutefois, les importateurs de marchandises d'origine française auront le droit de demander la liquidation des droits de douane sur le poids net réel (ou poids effectif). Le poids net réel sera calculé, dans ce cas, sur le poids de la marchandise déponillée de tous ses emballages extérieurs et intérieurs (y compris les objets servant, dans l'intérieur des colis, au pliage, à la séparation ou à l'arrangement des marchandises).

Ad ART. 4. Les emballages extérieurs ou intérieurs (caisses, futaillies, vases, sacs, etc.) qui n'ont pas eux-mêmes de valeur mar-

chande sont remis en franchise lorsqu'ils contiennent des marchandises exemptes de droits ou taxées au net, à la valeur, au nombre ou à la mesure, et, lorsque les marchandises qu'ils renferment sont taxées au brut, ils ne doivent pas être soumis à des droits indépendants de ceux qui portent sur les marchandises mêmes.

Ad ART. 5. Aucune taxe n'est déduite pour les emballages extérieurs ou intérieurs ne répondant pas aux usages établis dans le commerce ou ayant une valeur marchande supérieure à celle des emballages dans lesquels les marchandises sont communément renfermées.

De tels emballages sont taxés à part comme marchandise d'après l'article correspondant du tarif.

Ad ART. 8. Les objets formés de différentes matières ainsi que les mélanges de celles-ci qui ne sont pas spécialement taxés dans ce tarif seront soumis au droit de la matière la plus fortement imposée si, par suite de l'emploi de la matière plus chère dans la composition ou le mélange, le prix des objets est augmenté de 30 p. 100 ou plus.

Si les parties constitutives du mélange peuvent être facilement séparées ou lorsqu'il ne s'agit que d'accessoires, chacune des parties sera taxée au droit qui lui est afférent.

Ad ART. 11. Sont exempts de droits d'importation : les échantillons composés d'articles de diverses catégories envoyés par voie postale (poste ou colis postal) et les échantillons de vins et spiritueux, conformément aux dispositions stipulées ci-dessous.

II

CONDITIONS DE MAGASINAGE ET DE VÉRIFICATION DES MARCHANDISES.

1. La présentation de la déclaration en douane doit avoir lieu dans les quarante-huit heures (dimanches et jours fériés exceptés) qui suivent la réception de l'avis concernant l'arrivée des marchandises.

2. Les autorités douanières sont tenues de dédouaner les marchandises dans les dix jours au plus tard qui suivent la présentation de la déclaration en douane. Pendant toute cette période, l'importateur n'est astreint au paiement d'aucun droit de magasinage.

3. Dans l'intérêt du service et afin d'éviter l'encombrement des marchandises dans les dépôts des douanes, l'importateur est tenu de prendre livraison de sa marchandise dans les quarante-huit heures qui suivent l'accomplissement des formalités douanières et sera astreint au paiement d'un droit de magasinage à l'expiration de ce terme.

4. Les importateurs qui n'ont pas présenté leurs déclarations en douane dans le délai prescrit auront à payer un droit de magasinage à partir du quatrième jour de l'inscription de leurs marchandises dans les livres de douane. Les marchandises qui sont retenues dans les magasins des douanes par suite de force majeure, au delà des délais fixés ci-dessus, seront exemptes du paiement du droit de magasinage, conformément au paragraphe 65 de la loi sur les douanes.

5. Les marchandises dont l'importation dans le pays est prohibée pour des raisons sanitaires ou autres ne seront pas assujetties au paiement des droits de réexportation. Toutefois, l'importateur devra acquitter les droits de magasinage, sauf dans le cas où la prohibition d'importation n'aurait pas été notifiée en temps voulu.

III

RÉGIME DES ÉCHANTILLONS.

1. Les échantillons de tissus ou d'autres articles expédiés par colis postal ou par voie postale, lorsqu'ils sont en fragments trop petits pour être utilisés autrement que comme modèles ou types, seront admis en franchise.

Ne seront considérés comme échantillons des objets fabriqués que des articles uniques dépareillés ou incomplets et dont la destination se prouve par la réunion de choses toutes dissemblables les unes des autres.

2. Les échantillons de prix que le commerce a intérêt à ne pas détériorer peuvent être admis temporairement soit à charge de consignation du droit ou de la valeur, soit moyennant engagement cautionné de réexporter les objets dans un délai de six mois au plus et de payer le quadruple du droit ou la quadruple valeur si la réexportation n'est pas effectuée.

Pour faciliter la reconnaissance des objets à la sortie, on y attache un plomb ou, s'ils sont fixés sur cartes, on revêt celles-ci de l'estampille ou du cachet de la douane.

Les facilités prévues dans le présent article ne peuvent être accordées que dans les bureaux ouverts aux marchandises à Sofia, Philippopoli, Varna, Bourgas et Roustchouk.

3. Les échantillons de vins et spiritueux sont exempts de tout droit d'entrée, d'octroi et d'accise ainsi que de toute autre taxe intérieure, pourvu que le poids de chaque flacon ne dépasse pas 60 grammes pour les spiritueux et 100 grammes pour les vins, déduction faite du poids du contenant.

4. Les échantillons sans valeur importés en Bulgarie par voie postale (colis postal ou poste) ne seront soumis à la visite douanière que dans les cas où il y aurait lieu de relever l'intention de fraude.

IV

PRODUITS PHARMACEUTIQUES.

1. Est autorisée l'introduction sur le territoire de la Principauté des médicaments prévus par le codex français, ainsi que les spécialités pharmaceutiques désignées par le règlement approuvé par ukase princier du 10 décembre 1904.

Est également autorisée l'introduction des produits suivants :

Coaltar saponiné Le Bœuf ;
 Arsycodile (cacodylate de soude), docteur Leprince ;
 Rhomnol (acide nucléique pur) ;
 Prophylactol du docteur Péquart ;
 Onataplasme du docteur Langlebert ;
 Préparations de Métharsinate Clin ;
 Préparations de Lécithine Clin ;
 Préparations cacodylate de soude Clin ;
 Tribromure de Gigon ;
 Granules antimoniaux de Papillaud ;
 Véritables gouttes amères de Baumé de Gigon ;
 Ulmarène ;
 Ulmaral du docteur A. Gigon ;
 Pilules Bosredon ;
 Tablettes de Catillon aux corps thyroïdes (iodo-thyroïdine) ;
 Peptone Catillon ;
 Pastilles de Paterson ;
 Remède d'Abyssinie Exibard (poudre et cigarettes antiasthmatiques) ;
 Dragées Cognet au protoxalate de fer et quassine ;
 Dragées Dabourg à la cascaraloïne ;
 Hemoneurol Cognet ;
 Préparation d'Adréaline Clin ;
 Enesol ;
 Préparation de Glycogène Clin ;
 Granulé Lécithine Clin ;
 Solution de salicylate de soude Clin ;
 Liqueur et pilules Laville ;
 Granules de Catillon, extrait tiré de strophantus et strophantine ;
 Source Vichy-Célestins ;
 Source Vichy-Grande-Grille ;
 Source Vichy-Hôpital ;
 Source Contrexéville-Pavillon ;
 Source Evian-Cachat ;
 Source Vittel Grande-Source ;
 Source Vittel Source-Salée ;
 Sources la Bourboule ;
 Sources Mont-Dore ;
 Sources Pougues Saint-Léger ;
 Sources Vals Saint-Jean ;
 Source Vals Précieuse ;
 Source Vals Dominique ;
 Sources Vals Vivaraises ;
 Source Orezza Piatier ;
 Sources Châtel-Guyon ;
 Source Alet-Buvette ;
 Sources Saint-Galmier.

2. En ce qui concerne les spécialités pharmaceutiques françaises, les analyses faites dans les laboratoires français agréés par le Gouvernement bulgare font foi devant le haut conseil médical de la Princi-

pauté. Les médicaments importés peuvent être accompagnés d'une description détaillée de leur destination et de leur mode d'emploi.

3. Pour toutes les analyses qui seraient effectuées par les autorités bulgares, le droit est fixé à 25 francs.

V

CONDITIONS D'ADMISSION DES VINS, DES SPIRITUEUX, DES LIQUEURS ET DES DENRÉES ALIMENTAIRES.

1. Les vins, spiritueux et liqueurs importés en bouteilles provenant de maisons suffisamment connues et dont l'espèce est indiquée par la marque apposée seront admis sans formalité, à moins qu'il n'y ait doute sur leur authenticité. Le service local statuera à cet égard.

L'admission sans formalité est également acquise aux produits de pareille nature précédemment introduits après analyse, pourvu qu'ils soient de même espèce et de mêmes marques et provenance que ceux-ci.

2. Dans les cas prévus ci-dessus, lorsqu'il y aura lieu à analyse, le service local sera tenu de le déclarer au moment même de la vérification de la marchandise.

A cet effet, deux échantillons seront prélevés en présence du déclarant et scellés par lui et par le service local. Le premier sera adressé dans les quarante-huit heures au laboratoire compétent; le second sera conservé à la douane pendant un délai d'une année au moins en vue d'une seconde analyse, s'il y a lieu. Ces deux échantillons porteront sous scellés les indications de nature, d'espèces et de date nécessaires.

3. Les quantités maxima qui pourront être prélevées pour l'analyse sont fixées ainsi qu'il suit :

Spiritueux, cognac, armagnac, rhum, liqueurs et autres boissons semblables (250 grammes par échantillon)... 500 grammes.

Vins (375 grammes par échantillon)... une bouteille ou trois quarts de litre.

4. Les analyses se feront par les soins des laboratoires d'Etat institués auprès des douanes de Sofia, de Philippopoli, Varna, Bourgas, Roustchouk et Sistov. Elles seront complètement gratuites et devront s'effectuer avec assez de célérité pour que la décision du laboratoire soit notifiée à l'importateur quinze jours au plus tard (non compris les dimanches et jours de fête) après le prélèvement de l'échantillon.

Les marchandises seront conservées pendant ce délai dans les dépôts de la douane, sous la responsabilité des autorités douanières, et si la marchandise est trouvée de bonne qualité, aucun droit de magasinage ne sera perçu depuis l'arrivée de la marchandise jusqu'à l'expiration du délai de quarante-huit heures qui suivra la notification au déclarant de la décision prise par le laboratoire.

5. Le déclarant pourra toujours réclamer une seconde analyse dans le délai d'une semaine qui suivra la notification à lui faite du résultat

de la première expertise, et sous condition du dépôt préalable d'une somme maximum de 25 francs, à titre de cautionnement. La marchandise sera astreinte pendant la durée de cette seconde analyse au paiement des droits de magasinage.

Cette seconde analyse sera faite, aux frais de l'intéressé, par le laboratoire central de Sofia. Le résultat devra en être communiqué aux intéressés dans un délai de vingt jours pour les marchandises non dédouanées à Sofia, et dans un délai de quinze jours pour les marchandises dédouanées à Sofia à partir du jour où la demande en aura été faite.

Dans le cas où la seconde analyse serait favorable au produit soumis au laboratoire, les sommes préalablement déposées à titre de cautionnement pour le coût de l'analyse et l'acquittement des droits de magasinage devront être intégralement remboursées à tout déclarant.

6. La décision du laboratoire concluant à la prohibition du produit qui lui est soumis devra toujours être motivée et indiquera exactement en termes clairs et précis le vice reproché à ce produit.

7. Les frais d'analyse et de magasinage, pendant la durée de cette analyse, ne dépasseront pas la somme globale de 25 francs.

8. Les importations de vins et spiritueux en fûts, futailles et tonneaux seront soumises à l'analyse. La première et la seconde analyse se feront sous tous les rapports et notamment dans les mêmes conditions de délais, de laboratoire, de magasinage, de prélèvement d'échantillons et de prix que les importations en bouteilles.

9. Les produits alimentaires qui seront accompagnés d'un certificat d'analyse émanant d'établissements ou laboratoires désignés par le Gouvernement français et agréés par le Gouvernement bulgare seront dispensés de la formalité des analyses, sauf le droit de contrôle de l'Administration bulgare.

10. Dans le cas où les autorités locales croiraient devoir soumettre à l'analyse les denrées alimentaires, les règles édictées ci-dessus seraient applicables.

11. Les marchandises dont l'importation, après analyse, serait prohibée, seront exemptes du paiement des droits d'exportation, mais devront acquitter les droits de magasinage.

VI

IMPORTATION DES GRAINES DE VERS À SOIE.

Un arrangement interviendra ultérieurement entre l'Administration française et l'Administration bulgare pour régler les questions se rapportant à l'importation des graines de vers à soie sur la base des stipulations du n° 551 de l'annexe A du présent Traité (1). Le Gouver-

(1) P. 313. Voir page 337, le texte de cet arrangement.

nement bulgare se réserve de comprendre dans cet Arrangement le contrôle des graines importées en boîtes banderollées, tel qu'il se fait actuellement en Bulgarie et conformément à la loi bulgare. Si l'Administration française adopte le système de contrôle bulgare emprunté à l'école de Montpellier, le second contrôle en Bulgarie sera supprimé par voie législative. L'importation des graines de vers à soie sera admise chaque année du 1^{er} août au 1^{er} novembre et la sélection devra être terminée avant le 1^{er} décembre.

VII

En ce qui concerne les mesures de précautions à prendre contre l'importation et la propagation d'épizooties, les Hautes Parties contractantes décident de ne s'appliquer réciproquement que les mesures édictées par leurs lois et règlements sanitaires respectifs.

VIII

Les navires français et les marchandises françaises, importées par voie d'eau ou par terre, après avoir acquitté les droits prévus dans le tableau annexé A, ne seront soumis à aucun droit additionnel, ou à des taxes accessoires nouvelles ou supérieures à celles qui existent actuellement à l'égard des marchandises et navires nationaux et de ceux de la nation la plus favorisée, savoir :

1. Le droit de plombage :
 - a. 30 centimes pour chaque grand plomb, la ficelle y comprise et
 - b. 5 centimes pour chaque petit plomb ou cachet, la ficelle y comprise.
2. Il est perçu une taxe de 10 centimes pour chaque exemplaire des imprimés suivants, fournis par la douane :
 - a. Manifeste ou extrait de manifeste ;
 - b. Déclarations en douane ;
 - c. Feuilles délivrées pour les marchandises transportées d'un port bulgare dans un autre port bulgare ;
 - d. Feuilles de transit ;
 - e. Feuilles de transport délivrées par les bureaux de douane d'entrée pour les marchandises devant être dédouanées par un autre bureau de douane.
3. Une taxe de 5 centimes est perçue pour chaque exemplaire de quittance imprimée, délivrée par la douane.

Il est également perçu une taxe de 5 centimes pour chacun des autres imprimés fournis par la douane.
4. Le droit de timbre est perçu conformément à la loi sur les timbres en vigueur.

Cependant les navires français, entrant dans ou sortant de plusieurs ports bulgares, après avoir payé une fois le droit de timbre sur les

manifestes généraux d'entrée ou de sortie dans le premier port, ne payeront qu'une taxe supplémentaire de 1 franc sur les manifestes d'entrée et de 50 centimes sur les manifestes additionnels de sortie.

5. La taxe pour l'inspection des bestiaux : les taxes (béglik) sur les moutons.

6. Les taxes sur les navires de commerce, fréquentant les ports de Bulgarie, approuvées par la XXVII^e Décision du Conseil des Ministres, prise dans la séance du 28 février 1904, Protocole n^o 21.

7. Les droits de magasinage, perçus conformément à l'article 64 de la loi bulgare sur les douanes.

8. Le droit de statistique :

a. 10 centimes par colis, à l'exception des envois postaux ;

b. 15 centimes les 1.000 kilogrammes des marchandises chargées en vrac ;

c. 10 centimes par tête de bétail.

9. Un droit maximum de 1/2 p. 100 *ad valorem* prélevé sur les marchandises qui entrent en franchise complète des droits de douane et destiné à la construction et à l'amélioration des ports et échelles en Bulgarie.

Le présent Protocole sera considéré comme approuvé par les Puissances contractantes, sans ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du Traité de commerce auquel il se rapporte.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 31 décembre/13 janvier 1906.

Signé : H. ALLIZÉ.

R. PÉTROFF.

DÉCLARATION ADDITIONNELLE.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement princier, après avoir procédé, à la date de ce jour, à la signature de la Convention de commerce et de navigation entre les deux Pays, sont convenus de ce qui suit :

I. En raison de l'impossibilité de procéder avant le 1/14 janvier 1906 à l'échange des ratifications de la Convention de commerce et de navigation signée à la date de ce jour, le Gouvernement princier prend l'engagement de mettre provisoirement en vigueur les dispositions de ce Traité à partir de la date sus indiquée ; de son côté, le Gouvernement français, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 11 janvier 1892, appliquera également à titre provisoire aux marchandises bulgares à leur entrée en France les taxes inscrites au tarif minimum.

II. Il est entendu que les articles XXI, XXII et XXIII du Traité de commerce et de navigation signé à la date de ce jour n'entreront en vigueur, après ratification dudit Traité, qu'en même temps que les

accords similaires conclus ou à conclure par la Bulgarie avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie.

III. La présente Déclaration additionnelle sera comprise dans les ratifications des deux Gouvernements concernant la Convention de commerce et de navigation.

En foi de quoi, les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont dressé la présente Déclaration additionnelle à la Convention de commerce et de navigation portant la date de ce jour et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Sofia, le 31 décembre/13 janvier 1906.

(L. L. SS.) Signé : H. ALLIZÉ.

R. PÉTROFF.

ART. 2. Le Ministre des Affaires étrangères, le Ministre du Commerce et de l'Industrie, le Ministre de l'Agriculture et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 janvier 1907.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Affaires étrangères,

S. PICHON.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Gaston DOUMERGUE.

Le Ministre de l'Agriculture,

RUAU.

Le Ministre des Finances,

J. CAILLAUX.

DROITS A L'ENTRÉE EN BULGARIE (1).

Les marchandises indiquées au tableau A du Traité de commerce et de la navigation signé le 13 janvier 1906 acquitteront, à leur entrée en Bulgarie, les droits de douane, d'accise et d'octroi portés ci-dessous à titre d'indication :

Numéros du tarif.	Désignation des marchandises.	Unités.	DROITS						Total.
			de douane.		d'accise.		d'octroi.		
			fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr. c.

II. — Produits alimentaires.

21	Conserves de viande, pâtés de foie gras et de gibier, en boîtes ou autres récipients hermétiquement fermés, de toutes sortes.....	100 kg.	60	00	50	00	12	00	122 00
----	---	---------	----	----	----	----	----	----	--------

(1) Remarque : Les droits spécifiques sont perçus sur le poids net des marchandises.

Les droits ne sont perçus sur le poids brut que :

a. Si les marchandises sont, d'après le tarif, soumises à un droit de 10 francs et au-dessous les 100 kilogrammes ;

b. Si ce mode d'acquitter les droits est expressément désigné dans le tarif.

Remarque. Les pâtes de foie gras et les conserves de gibier ne payeront, en aucun cas, un droit plus élevé que les conserves de viande.

25 Fromage :

<i>b.</i> Non dénommé.....	100 kg.	60 00	Ex.	48 00	108 00
<i>ex b.</i> Camembert, Coulommiers, Brie, Roquefort, Pont-l'Évê-que.....	<i>Id.</i>	40 00	Ex.	48 00	88 00

III. — Poissons et produits de pêche.

33 Poissons de toutes sortes : fumés, séchés, marinés, conservés ou autrement préparés.....

Id. 59 00 50 00 24 00 124 00

ex Sardines et thons à l'huile, en boîtes.....

Id. 22 00 50 00 24 00 96 00

Remarque. Pour bénéficier des taxes ci-dessus, l'importateur devra justifier par un certificat du chef de service des douanes du bureau d'exportation que les produits sont originaires d'un pays ayant droit au tarif conventionnel.

IV. — Céréales et produits des céréales.

51 Sagou et ses succédanés, tapioca, arrowroot.....

Id. 15 00 Ex. 12 00 27 00

V. — Fruits, légumes, et autres plantes et graines.

66 Pistaches de toutes sortes.....

Id. 10 00 Ex. 12 00 22 00

ex Arachides.....

Id. 5 50 Ex. 12 00 17 50

67 Amandes et noyaux d'abricots :

a. En coque.....

Id. 10 00 Ex. 12 00 22 00

b. Sans coque.....

Id. 20 00 Ex. 12 00 32 00

74 Moutarde :

b. Préparée.....

Id. 25 00 Ex. 5 00 30 00

83 Graines oléagineuses non dénommées.....

Id. 6 00 Ex. 1 20 7 20

86 Graines à ensemer, bulbes et oignons de fleurs non dénommés..

.... Ex. Ex. Ex. »

Remarque. L'importation de ces produits aura lieu conformément aux prescriptions de la loi sur le phylloxéra.

87 Légumes et plantes potagères de toutes sortes :

b. Conservés au vinaigre, à l'huile, ou autrement.....

Id. 17 00 59 00 3 40 70 40

89	Champignons de toute espèce :					
	<i>b.</i> Séchés, conservés avec truffes. 100 kg.	50 00	50 00	10 00	110 00	
	ex <i>b.</i> Conservés à l'huile, au vinaigre ou autrement.....	<i>Id.</i> 35 00	50 00	7 00	92 00	
91	Arbustes et arbrisseaux, plantes de pépinières de toutes sortes, sarments à planter	Ex.	Ex.	Ex.	»
92	Fleurs :					
	<i>a.</i> Vivantes avec racines.....	Pièce.	0 40	Ex.	0 08	0 48
	<i>Remarque.</i> L'importation de ces produits aura lieu conformément aux prescriptions de la loi sur le phylloxéra.					

IV. — Boissons.

94	Vins de toutes sortes en barils, dames-jeannes et autres gros récipients :					
	<i>a.</i> Jusqu'à 12 degrés.....	100 kg.	30 00	5 00	6 00	41 00
	<i>b.</i> De 12 à 20 degrés.....	<i>Id.</i>	50 00	5 00	6 00	61 00
	<i>c.</i> De 20 degrés et au-dessus...	<i>Id.</i>	75 00	5 00	6 00	86 00
	ex <i>a.</i> Les vins de raisins frais, originaires du Bordelais, de la Bourgogne, du Beaujolais, du Roussillon, du Tell, des bassins de la Garonne, du Rhône, de la Loire, de la Seine, de l'Aude, de l'Hérault, de l'Argens et du Var, titrant jusqu'à 14° inclusivement, importés en futaie ou en barils, payeront un droit de douane de 12 fr. 80, un droit d'accise de 5 francs et un droit d'octroi de 6 fr. Ces vins devront être accompagnés de certificats d'origine délivrés par les autorités publiques du lieu de leur origine et visés par les Chefs des Bureaux des douanes d'exportation qui seront désignés par le Gouvernement français et notifiés au Gouvernement bulgare.					
95	Vins de toutes sortes en bouteilles et en cruchons.....	<i>Id.</i>	75 00	20 00	100 00	195 00
	<i>Remarque ex a.</i> Les vins importés en bouteilles, originaires du Bordelais, de la Bourgogne, du Beaujolais, du Roussillon, du Tell, des bassins de la Garonne, du Rhône, de la Loire, de la Seine, de l'Aude, de l'Hérault, de l'Argens et du Var, acquitteront 0 fr. 25 de droits de douane, 0 fr. 15 de droits d'accise et 0 fr. 75 de droits d'octroi par bouteille de 75 centilitres.					
	ex <i>b.</i> Vins mousseux.....	{ Bouteille } { ordinaire. }	0 50	0 375	0 75	1 62 ⁵
100	A. Cognac, Armagnac et autres					

eaux-de-vie naturelles de vins
en fûts, en bouteilles et autres
récipients :

récipients :				
1 ^o En fûts et autres récipients. Litre.	0 55	0 40	0 60	1 55
2 ^o En bouteilles.....	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Bouteille} \\ \text{de} \\ 75 \text{ centil.} \end{array} \right\}$	0 45	0 30	0 45
				1 20

Remarque. Pour acquitter les droits prévus par le présent A, les eaux-de-vie naturelles y désignées devront être accompagnées des pièces spéciales de régie délivrées pour cette catégorie de marchandises par l'Administration française des contributions indirectes, et visées pour identification par le chef du bureau des douanes d'exportation.

B. Rhum et tafia :

1 ^o En fûts et autres récipients....	Litre.	0 45	0 40	0 60	1 45
2 ^o En bouteilles.....	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Bouteille} \\ \text{de} \\ 75 \text{ centil.} \end{array} \right\}$	0 45	0 30	0 45	1 20
	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Bouteille} \\ \text{de} \\ 75 \text{ centil.} \end{array} \right\}$	0 60	0 30	0 45	1 35
101 Liqueurs de toutes sortes.....	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Bouteille} \\ \text{de} \\ 75 \text{ centil.} \\ \text{Bouteille} \\ \text{d'un litre.} \end{array} \right\}$	0 70	0 40	0 60	1 70

Remarque aux nos 95, 100, 101 et 196.
Les bouteilles d'une contenance d'une demi-bouteille ou d'un demi-litre payeront respectivement la moitié des droits afférents aux bouteilles et aux litres.

VII — Sucre et produits sucrés.

114 Pâtisserie fine au sucre et au miel, telle que pain d'Espagne, pain d'épice, baclava, petits gâteaux pour dessert et autres pâtes sucrées semblables.....	100 kg.	30 00	40 00	6 00	76 00
---	---------	-------	-------	------	-------

VIII. — Huiles, graisses, cire et leurs produits.

121} Huiles d'olive, huiles végétales					
123} comestibles non dénommées :					
a. En barils, en cruches et autres récipients au-dessus de 10 kilogrammes.....	Id.	10 00	10 00	12 00	32 00
b. En bouteilles et autres récipients de 10 kilogrammes et au-dessous.....	Id.	18 00	10 00	12 00	40 00
122 Huiles de sésame et de noix :					
a. En barils, en cruches et autres récipients d'une contenance au-dessus de 10 kilogrammes.....	Id.	20 00	10 00	12 00	42 00
b. En bouteilles et autres récipients de 10 kilogrammes et au-dessous.....	Id.	30 00	10 00	12 00	52 00

ex. Huiles de sésame :

a. En barils, en cruches et autres récipients d'une contenance au-dessus de 10 kilogrammes.....

100 kg. 10 00 10 00 12 00 32 00

b. En bouteilles et autres récipients de 10 kilogrammes et au-dessous.....

Id. 18 00 10 00 12 00 40 00

126 Huiles d'amande et de coco.....

Id. 10 00 10 00 12 00 32 00

128 ex. a. Huiles de palme et de faine..

Id. 5 00 Ex. 1 00 6 00

ex. b. Huiles de ricin.....

Id. 5 00 Ex. 1 00 6 00

133 Bougies :

b. De stéarine, de spermaceti, de paraffine.....

Id. 20 00 20 00 12 00 52 00

ex. c. Petites bougies et mèches de veilleuse.....

Id. 30 00 20 00 12 00 62 00

134 Savons :

a. De blanchissage et autres usages ordinaires.....

Id. 12 00 Ex. 12 00 24 00

Remarque aux nos 121 à 128 et 134.

Les facilités qui pourraient être accordées à un Etat tiers en ce qui concerne les droits ou le traitement douanier des savons et des huiles seront étendues dans la même mesure aux savons et aux huiles de fabrication française.

XII. — *Huiles aromatiques, essences et objets de toilette.*

69 Parfumeries de toutes sortes :

a. Parfums (extraits et essences), fards solides ou liquides, sachets parfumés en soie.....

Id. 300 00 300 00 60 00 660 00

b. Eaux de senteur alcooliques, eau de Cologne, eaux de toilette, eaux pour la tête, vinaigres de toilette, élixirs, poudres et pâtes dentifrices, poudres de riz, brillantines, huiles et pomades, teintures pour les cheveux et autres produits non dénommés.....

Id. 250 00 300 00 50 00 600 00

Remarque a. — Les articles pour réclames, pancartes, tableaux encadrés, accompagnant les envois, sont admis en franchise.*Remarque b.* — La liquidation des droits de douane se fera sur la même base que la liquidation des droits d'accise, c'est-à-dire déduction faite du poids du contenant. (Le poids des flacons, vases et autres contenants sera établi par la production de ces mêmes contenants présentés à vide).

170	Savons de toilette, savons médicaux et cosmétiques de toutes sortes parfumés ou non.....	100 kg.	70 00	100 00	14 00	184 00
-----	--	---------	-------	--------	-------	--------

XIII. — *Tuins et matières tinctoriales.*

172	Matières végétales pour le tannage:					
	<i>a.</i> Ecorce de chêne et de pin....	<i>Id.</i>	3 00	Ex.	0 60	3 60
	<i>b.</i> Non dénommées	<i>Id.</i>	1 50	Ex.	0 30	1 80
173	Extraits végétaux de toute espèce pour le tannage.....	<i>Id.</i>	5 00	Ex.	1 00	6 00
174	Couleurs organiques naturelles:					
	<i>ex. e.</i> Cochenille.....	<i>Id.</i>	30 00	Ex.	6 00	36 00
176	Couleurs minérales naturelles ou artificielles non dénommées:					
	<i>ex. a.</i> Ocre brute ou en morceaux.....	<i>Id.</i>	3 75	Ex.	0 75	4 50
	<i>ex. b.</i> Ocre lavée ou pulvérisée.	<i>Id.</i>	5 75	Ex.	1 15	6 90
	<i>ex. c.</i> Litharge de plomb.....	<i>Id.</i>	5 00	Ex.	1 00	6 00

XV. — *Matières médicinales et médicaments.*

196	Liqueurs médicinales, alcools préparés à l'usage médical.....	<i>Id.</i>	90 00	20 00	100 00	210 00
	<i>ex.</i> Vins médicaux:					
	1° Par litre.....	Litre.	0 75	0 20	1 00	1 95
	2° Par bouteilles de 75 centil. {	Bouteille de 75 centil. }	0 65	0 15	0 75	1 55
197	Autres médicaments composés non dénommés dans la Pharmacopée officielle.....	100 kg.	100 00	Ex.	20 00	120 00
201	Liège:					
	<i>a.</i> Brut ou en planches.....	<i>Id.</i>	5 00	Ex.	1 00	6 00
	<i>b.</i> Bouchons de liège et autres ouvrages.....	<i>Id.</i>	50 00	Ex.	10 00	60 00

XVI. — *Vannerie.*

228	Chapeaux de paille, de copeau, de sparte, d'écorce, de fibres de palmier ou de tout autre végétal:					
	<i>a.</i> Non garnis:					
	1° De paille et de copeau....	Pièce.	0 30	Ex.	0 06	0 36
	2° Autres.....	<i>Id.</i>	0 50	Ex.	0 10	0 60
	<i>b.</i> Garnis de rubans, mais sans fleurs ni plumes.....	<i>Id.</i>	0 70	Ex.	0 14	0 84
	<i>a.</i> Garnis de fleurs, de plumes et d'autres ornements.....	<i>Id.</i>	3 00	Ex.	0 60	3 60

233	Ouvrages de tourneur, en baleine, en corne, en sabots et en os :					
	a. Boutons.....	100 kg.	75 00	Ex.	16 00	91 00
	b. Peignes.....	<i>Id.</i>	140 00	Ex.	28 00	168 00

XVII. — *Minéraux, argiles et leurs produits.*

245	Chaux :					
	b. Hydraulique.....	<i>Id.</i>	0 31	Ex.	0 06	0 37
246	Ciments de toute espèce.....	<i>Id.</i>	1 25	Ex.	0 25	1 50
249	Tuiles :					
	b. Mécaniques ou à emboîtement et autres accessoires.....	$\left. \begin{array}{l} \text{Par} \\ 1.000 \\ \text{pièces.} \end{array} \right\}$	12 00	Ex.	2 40	11 40

XVIII. — *Papier, cartons et leurs produits.*

285	Abat-jour, éventails (même montés sur bois communs, simplement vernis ou laqués), porte-bouquets, sacs à bonbons, faux-cols, manchettes, plastrons en papier, canevases à coudre, fleurs et feuilles et autres semblables, tous ces objets confectionnés de toutes sortes de papiers colorés ou non.....	100 kg.	95 00	Ex.	19 00	114 00
	ex. Sacs à bonbons, y compris les emballages immédiats...	<i>Id.</i>	65 00	Ex.	13 00	78 00

XIX. — *Peaux et articles en peau et en cuir.*

294	Peaux préparées (peausserie) :					
	a. Cuirs pour semelles de toutes espèces et qualités, en peaux entières, en demi-peaux ou en morceaux, non dénommés ; cuirs factices fabriqués de rognures de peaux.....	100 kg.	75 00	Ex.	15 00	90 00
	c. Cuirs dits « blancs » de toute espèce et peaux mégissées, en peaux entières ou en morceaux.	<i>Id.</i>	90 00	Ex.	18 00	108 00
	d. Cuirs dits « de Russie », de toutes sortes, cuirs de bouvillon (videlo) maroquin et autres peaux à l'exception de ceux dénommés spécialement :					
	1 ^o Pesant de 3 kilogrammes et au-dessus la pièce.....	<i>Id.</i>	120 00	Ex.	24 00	144 00

	2 ^o Pesant de 1 à 3 kilogrammes exclusivement la pièce.....	100 kg.	200 00	Ex.	40 00	240 00
	3 ^o Pesant moins de 1 kilogramme la pièce.....	<i>Id.</i>	240 00	Ex.	48 00	288 00
	<i>c.</i> Basane, peaux de chèvre et en général toutes sortes de cuir de croûtes non teint.....	<i>Id.</i>	50 00	Ex.	10 00	60 00
	<i>g.</i> Cuirs vernissés, glacés, chamoisés, argentés ou dorés....	<i>Id.</i>	250 00	Ex.	50 00	300 00
	<i>ex. g.</i> Cuirs vernissés.....	<i>Id.</i>	200 00	Ex.	40 00	240 00
	<i>h.</i> Cuirs parcheminés et en général les cuirs transparents pour tambour, cribles et autres objets semblables.....	<i>Id.</i>	75 00	Ex.	15 00	90 00
297	Articles de cordonnerie :					
	<i>f.</i> Chaussure de chevreau, d'étoffe de soie et d'autres matières....	<i>Id.</i>	500 00	Ex.	100 00	600 00
	XXI. — Soie et articles de soie.					
317	Tissus et étoffes tricotés de soie pure (y compris les foulards, crêpes et tulles) ou mélangés avec des fils d'or, d'argent ou des fils métalliques dorés ou argentés...	Kilogr.	10 00	Ex.	2 00	12 00
318	Tissus et étoffes tricotés de soie (y compris les foulards, crêpes et tulles) mélangés avec tout autre textile, à l'exception des fils d'or et d'argent, des fils métalliques dorés ou argentés.....	<i>Id.</i>	7 50	Ex.	1 50	9 00
319	Velours et peluches de soie :					
	<i>a.</i> pure.....	<i>Id.</i>	10 00	Ex.	2 00	12 00
	<i>b.</i> mélangée.....	<i>Id.</i>	7 00	Ex.	1 40	8 40
320	Couvertures, rideaux et tapis :					
	<i>a.</i> de soie pure ou mélangée avec des fils d'or, d'argent, ou des fils métalliques dorés ou argentés.....	<i>Id.</i>	11 50	Ex.	2 30	13 80
	<i>b.</i> de soie mélangée avec d'autres matières textiles.....	<i>Id.</i>	9 00	Ex.	1 80	10 80
321	Châles et mouchoirs de poche et de tête (fichus) et autres articles semblables de soie pure ou mélangée :					
	<i>a.</i> ourlés ou non.....	<i>Id.</i>	11 00	Ex.	2 20	13 20

	b. brodés, garnis de dentelles, de franges et d'autres ornements, même de fils en métaux précieux.....	Kilogr.	17 00	Ex.	3 40	20 40
322	Articles tricotés de soie pure ou mélangée simplement unis, mais non cousus :					
	a. ordinaires.....	Id.	12 00	Ex.	2 40	14 40
	b. garnis de fils d'or, d'argent ou de fils métalliques dorés ou argentés.....	Id.	15 00	Ex.	3 00	18 00
323	Passementerie : galons cordons, rubans, boutons, breloques, houppes et autres articles semblables :					
	a. de soie pure ou mélangée de fils d'or, d'argent ou de fils métalliques dorés ou argentés....	Id.	10 00	Ex.	2 00	12 00
	b. de soie mélangée avec d'autres matières textiles.....	Id.	7 00	Ex.	1 40	8 40
324	Dentelles et broderies de toutes sortes :					
	a. de soie pure ou mélangée avec des fils d'or, d'argent ou de fils métalliques dorés ou argentés.....	Id.	20 00	Ex.	4 00	24 00
	b. de soie mélangée avec d'autres textiles.....	Id.	13 50	Ex.	2 70	16 20
325	Rubans de toutes sortes, de soie pure ou mélangée avec d'autres textiles	Kilog.	8 00	Ex.	1 60	9 60
<i>Remarque aux nos 317 à 325 inclusivement : Les droits d'entrée prévus pour les marchandises de soie mélangée rentrant dans ces numéros ne s'appliquent qu'aux marchandises de soie contenant une proportion d'autres matières textiles d'au moins 25 p. 100 de leur poids total.</i>						

XXII. — *Laines, poils d'animaux et ouvrages en mêmes matières.*

326	Laines ordinaires :					
	a. non lavées.....	100 kg.	10 00	Ex.	2 00	12 00
	b. lavées.....	Id.	15 00	Ex.	3 00	18 00
327	Laines d'alpaca, de lama, de vigogne, de yack, laine fine dite « mérinos » et « métis », poils de chameau et de chèvre, de cachemire lavées ou non lavées.....	Id.	Ex.	Ex.	»

328 Laines de toutes sortes :

a. peignées ou lavées même préparées en filasse

100 kg. 35 00 Ex. 7 00 42 00

b. teintes.....

Id. 75 00 Ex. 15 00 90 00

Remarque. Les laines visées aux articles 325 et 328, et importées en Bulgarie aux conditions prévues dans la loi du 25 janvier 1905 sur l'encouragement de l'industrie et du commerce national sont exemptes de tous droits.

338 Tissus et étoffes tricotés de laines, mélangés ou non de coton et d'autres matières textiles :

a. pesant au-dessus de 500 grammes le mètre carré.....

Id. 200 00 Ex. 40 00 240 00

ex. 1^o Les tissus de laine mélangée ou non pesant au-dessus de 500 grammes le mètre carré, imitant les tissus bulgares de laine appelés schafac ou abas.....

Id. 150 00 Ex. 30 00 180 00

2^o Les tissus de laine mêlée avec du coton ayant la chaîne en coton, pesant au-dessus de 500 grammes, imitant les tissus de laine bulgares.....

Id. 15 p. 100 en moins que les tissus placés sous le régime de l'ex 1^o.

Remarque. La réduction de 15 p. 100 sur les étoffes avec des chaînes en coton n'est pas applicable aux confections en étoffe de laine.

b. pesant de 250 à 500 grammes le mètre carré.....

Id. 275 00 Ex. 55 00 330 00

c. pesant 250 grammes le mètre carré et au-dessous.....

Id. 250 00 Ex. 50 00 300 00

342 Serviettes et châles tissés, brodés, façonnés en laine pure ou mélangée, y compris les châles dits « Turcs » ainsi que les fichus et châles dits « fichus Barèges », frangés ou non.....

Id. 220 00 Ex. 44 00 264 00

346 Couvertures et rideaux de laine pure ou mélangée brodés ou non, mais sans mélange de soie, de fils d'or, d'argent ou de fils métalliques dorés ou argentés.....

Id. 250 00 Ex. 50 00 300 00

352 Chapeaux en feutre castor et autres matières à l'exception de chapeaux de paille :

a. non garnis (seulement les façons).....

Id. 150 00 Ex. 30 00 180 00

b. garnis, mais sans fleurs et autres ornements :

1° en laine 100 kg. 250 00 Ex. 50 00 300 00

XXIII. — *Coton et articles de coton.*

371 Velours et peluches de coton de toutes sortes *Id.* 140 00 Ex. 28 00 168 00

XXIV. — *Lin, jute, et autres matières textiles.*

399 Tissus de jute :

a. pour emballages, paillasses et autres *Id.* 12 00 Ex. 2 40 11 40

b. teints, pour ameublement *Id.* 40 00 Ex. 8 00 48 00

400 Sacs en tissu de jute *Id.* 10 00 Ex. 2 00 12 00

XXV. — *Vêtements, objets d'habillement, etc.*

405 Confections en étoffes de laine *Id.* { Taxe double de l'étoffe. } Ex. { 20 p. 100 sur ce droit. } »

410 Cravates en toutes sortes d'étoffes, toutes faites ou en parties détachées. *Id.* { Taxe triple de l'étoffe. } Ex. { 20 p. 100 sur ce droit. } »

411 Fleurs artificielles et parties détachées de fleurs artificielles, toutes sortes de plumes de parure apprêtées et objets confectionnés en ces matières : articles de mode non dénommés ailleurs Kil. 15 00 Ex. 3 00 18 00

XXVII. — *Voitures.*

505 Automobiles de toutes espèces Pièce. 250 00 Ex. 50 00 300 00

XXX. — *Ouvrages et objets non dénommés.*

529 Objets en ivoire, en écaille, en nacre, en agate véritable, en écume de mer, simple ou avec ornements, avec figures ou incrustations combinés ou non avec d'autres matières et même avec des métaux précieux, des pierres précieuses ou demi-précieuses... Kg. 15 00 Ex. 3 00 18 00

533 ex. Objets en celluloïd ou en caséine. 100 kg. 175 00 Ex. 35 00 210 00

531 Graines de vers à soie Once de 30 gr. 1 50 Ex. 0 30 1 80

ex. Graines de vers à soie en sachet suivant le système cellulaire Pasteur avec papillon adhésif Ex. Ex. Ex. »

Remarque : La même exemption sera accordée aux graines de vers à soie en boîtes portant une banderolle de contrôle apposée par les agents de l'Etat français dès que ce régime aura été organisé.

Arrangement du 13/26 Mai 1906 au sujet de l'interprétation des dispositions du Traité de commerce du 31 décembre 1905/13 janvier 1906.

Les soussignés ont arrêté les dispositions suivantes, à titre d'éclaircissement aux stipulations du Traité de commerce franco-bulgare du 31 décembre 1905/13 janvier 1906 :

I. — *Au sujet de la taxation des marchandises d'après leur poids net réel.*

Toutes les marchandises mentionnées au tableau A annexé au Traité de commerce franco-bulgare seront taxées au *net réel*, conformément aux dispositions de l'addition à l'article 3 du protocole final annexé au même traité.

Toutes les autres marchandises, c'est-à-dire celles qui ne sont pas comprises dans le tableau A du Traité franco-bulgare, seront taxées conformément aux articles 2 et 3 de la loi portant application du tarif général des douanes. Cette dernière disposition sera appliquée d'une façon uniforme envers les marchandises de toute provenance.

II. — *Emballage des marchandises.*

Par application de l'addition à l'article 4 de la partie I du protocole annexé au Traité de commerce franco-bulgare, devront être remis en franchise complète de droits de douane, tous les emballages ordinaires, communément employés au transport des marchandises, tels que :

- 1^o Les caisses en bois commun ;
- 2^o Les caissettes en bois servant à l'emballage des glaces ;
- 3^o Les boîtes en bois commun avec couvercle à coulisse recouvertes de papier destiné à assurer la fermeture hermétique des boîtes ;
- 4^o Les barils, dans lesquels on importe la verrerie, le zinc en feuilles, les poissons, la graisse minérale, les biscuits, la ferronnerie et d'autres marchandises analogues ;
- 5^o Les sacs en jute ;
- 6^o Les couvertures de ballot en jute et toiles grossières ou cirées ;
- 7^o Les nattes servant à l'emballage des marchandises ;
- 8^o Les boîtes en papier et les boîtes en bois et carton communément employées pour le transport de l'amidon, des bougies, de la poudre de riz, du papier à lettres, des savons, des tissus, des gants, etc. ;
- 9^o Les papiers, cartons, rouleaux, etc., servant soit à des articles de verrerie, de toilette, soit à des échantillons, ou, dans l'intérieur des colis, au pliage, à la séparation, au conditionnement des marchandises ;

10° Les touries et cruchons de verre ou de grès servant à l'importation de divers produits alimentaires, spiritueux, eaux minérales, pâtes, moutarde et autres objets;

11° Les bouteilles et flacons de verre servant, notamment, à l'importation des articles de parfumerie visés dans l'article 169 et des produits indiqués aux articles 95, 100, 101, 121, 122, 123 et 196;

12° Les récipients en métal (bidons, estagnons, boîtes), lorsqu'ils sont hermétiquement clos, de façon que le contenu ne puisse en être retiré sans détérioration;

13° Les cercles de fer qui entourent les caisses ou servent à mettre les marchandises en ballots.

Cette exception ne sera pas faite :

1° Aux estagnons en cuivre ou en autres métaux dans lesquels on importe des huiles ou des essences;

2° Aux caisses et aux boîtes de fer-blanc non soudées;

3° Aux boîtes et étuis en maroquin renfermant des montres ou des bijoux;

Et en général aux emballages ne rentrant pas dans les catégories énumérées ci-dessus sous les numéros 1 à 13.

III

Ces dispositions entreront immédiatement en vigueur, mais elles devront recevoir ultérieurement l'approbation du Gouvernement princier et du Gouvernement de la République.

Cette approbation sera communiquée par la voie diplomatique.

Fait à Sofia, le 13/26 mai 1906.

H. ALLIÉZ.

Chr. M. BONTCHEFF.

VERNAZZA.

P. D. GADJEFF.

Le Ministère des Affaires étrangères de Bulgarie à l'Agence diplomatique de France à Sofia.

NOTE VERBALE

Sofia, le 12/25 décembre 1906.

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de transmettre par la présente, à l'Agence diplomatique de France, une note sur le régime actuel, d'après lequel sont frappées de droits de douane les marchandises au poids réel net, conformément à l'adjonction à l'article 3 du Protocole annexe du Traité de commerce franco-bulgare. (*Voir ci-après cette note.*)

NOTE

SUR LE RÉGIME ACTUEL D'APRÈS LEQUEL SONT FRAPPÉES DE DROITS DE DOUANE LES MARCHANDISES AU POIDS RÉEL NET, CONFORMÉMENT A L'ADDITION A L'ARTICLE 3 DU PROTOCOLE ANNEXÉ DU TRAITÉ FRANCO-BULGARE.

I

Toutes les marchandises (1) énumérées au tableau A du Traité franco-bulgare et provenant de pays bénéficiant de la clause de la nation la plus favorisée sont frappées selon leur poids réel net. Le poids réel net est établi en dépouillant les marchandises de tous leurs emballages extérieurs et intérieurs, y compris l'emballage immédiat, lequel, d'après les remarques aux articles du tarif général, ne devrait pas être séparé de la marchandise même pour établir le poids net.

II

Toutes les marchandises (2) non dénommées au tableau A du Traité franco-bulgare et provenant de pays bénéficiant de la clause de la nation la plus favorisée sont frappées selon leur poids réel net. Toutefois, la distinction suivante est faite pour l'établissement de ce poids :

a. Toutes les fois que le tarif général porte la mention expresse qu'aucune tare n'est déduite pour l'emballage immédiat des marchandises, le poids net réel est établi, déduction faite de tous les emballages extérieurs et intérieurs, excepté les emballages immédiats ;

b. Toutes les fois que le tarif général ne porte aucune mention au sujet de la tare des emballages immédiats, le poids net réel est établi, déduction faite de tous les emballages extérieurs et intérieurs sans exception.

ARRANGEMENT ENTRE LA FRANCE ET LA BULGARIE
RELATIF A L'IMPORTATION DES GRAINES DE VERS A SOIE
EN BULGARIE.

Conformément aux dispositions du Traité de commerce et de navigation signé entre la France et la Bulgarie, le 31 décembre 1905/13 janvier 1906, et notamment en vertu du présent Arrangement admi-

(1-2) Il n'est question que des marchandises qui sont frappées conformément à la loi sur l'application du tarif général, au poids net.

Les marchandises frappées, d'après ladite loi, au poids brut, continuent à être taxées au poids brut.

nistratif prévu par le paragraphe 6 du protocole annexe dudit Traité, se sont réunis :

POUR L'ADMINISTRATION FRANÇAISE :

M. RUAU, Ministre de l'Agriculture ;

M. VASSILLIÈRE, Directeur de l'Agriculture ;

POUR L'ADMINISTRATION BULGARE :

M. GHENADIEW, Ministre du Commerce et de l'Agriculture ;

M. ZOLOTOWITZ, Agent diplomatique de Bulgarie, à Paris ;

Afin d'arrêter les termes de l'Arrangement administratif destiné à régler les questions se rapportant à l'importation des graines de vers à soie, de provenance française, en Bulgarie, et il a été convenu ce qui suit :

I. — *Importation en Bulgarie des graines de vers à soie produites suivant le système cellulaire Pasteur et importées en sachet avec papillon adhérent.*

Les graines de vers à soie produites suivant le système cellulaire Pasteur et importées en sachet avec papillon adhérent seront admises à l'importation en Bulgarie en exemption de tout droit et elles ne seront soumises, dans la Principauté, à aucun contrôle, à aucune formalité et à aucune taxe de quelque nature qu'ils soient, sauf en ce qui concerne les dispositions prévues au présent Arrangement.

Elles seront sélectionnées dans le délai maximum d'un mois, à partir du jour de la réception des graines par le destinataire, qui devra, dans les cinq jours suivant ladite réception, faire une déclaration à l'Administration bulgare de son intention de faire exécuter cette sélection, soit par les agents de l'Etat bulgare, soit par ses propres moyens sous la surveillance desdits agents.

Dans le cas où la sélection sera faite par les agents de la Principauté, le propriétaire des graines ou son représentant sera prévenu par les soins de l'Administration bulgare trois jours au moins avant le commencement de la sélection, et il sera perçu pour frais du travail exécuté par ces agents, y compris la mise en boîtes (fournies par le graineur) et l'apposition de la banderole de l'Etat bulgare, une somme totale à forfait de 1 fr. 10 par 100 sachets examinés.

Si les propriétaires de graines ou leurs représentants font exécuter la sélection par leurs propres moyens, ils devront prévenir, trois jours au moins avant le commencement des opérations de sélection, l'Administration bulgare qui prendra alors les mesures nécessaires pour assurer gratuitement par ses agents le contrôle de la sélection ; mais il sera toutefois perçu une somme de 0 fr. 10 par boîte de trente grammes et de 0 fr. 05 par boîte de 10 grammes pour l'apposition de la banderole de l'Etat bulgare.

II. — *Importation en Bulgarie des graines de vers à soie en boîtes revêtues de la banderole officielle de contrôle de l'Etat français.*

Les boîtes de graines de vers à soie revêtues de la banderole officielle de contrôle de l'Etat français seront admises en Bulgarie en exemption de tout droit et ne seront soumises dans la Principauté à aucun contrôle, à aucune formalité et à aucune taxe de quelque nature qu'ils soient.

Le Gouvernement français s'engage à ne délivrer la banderole officielle de contrôle qu'aux producteurs de graines de vers à soie qui déclareront se soumettre au contrôle des Agents désignés par lui et prendront l'engagement de n'expédier en Bulgarie que des graines produites par le système Pasteur au moyen de pontes séparées, soit en sachets, soit sur grande toile, graines dont la sélection aura été obtenue par l'examen microscopique de tous les papillons femelles, de manière à éliminer toute graine pébrinée et qui, ne renfermant pas plus de 5 p. 100 au maximum de grains jaunes (non fécondés), ne seront ni teintes, ni mélangées d'aucune substance étrangère.

Le Gouvernement français désignera les Agents de l'Etat qui auront pour mission de se rendre chez le graineur, au moment et autant de fois qu'ils le jugeront nécessaire, pour y surveiller les opérations du grainage, l'examen microscopique des papillons femelles et la mise en boîte des graines ainsi que l'apposition de la banderole officielle de l'Etat français.

La banderole officielle de contrôle devra porter entre autres indications : le millésime de la campagne séricicole où la graine a été produite ; le poids des graines contenues dans la boîte, poids qui ne pourra être que de 10 grammes ou de 30 grammes avec une tolérance de 5 p. 100 ; la race dont les graines sont issues, la couleur du cocon, ainsi que le nom et l'adresse du graineur.

III. — *Autorisation à demander pour l'importation des graines de vers à soie en Bulgarie.*

Les importateurs de graines de vers à soie visées aux chapitres I et II du présent Arrangement devront obtenir du Gouvernement bulgare l'autorisation préalable d'importer.

Cette autorisation ne pourra être refusée que dans le cas où l'expéditeur importerait des graines non conformes aux indications portées sur la banderole de contrôle ou sur la boîte contenant les graines expédiées en sachets.

IV. — *Époques fixées pour l'importation en Bulgarie des graines de vers à soie.*

L'importation de la graine de vers à soie, soit en boîtes revêtues de la banderole officielle de contrôle de l'Etat français, soit en sachets

avec papillon adhérent, devra être faite pendant deux périodes de l'année, soit du 1^{er} août au 1^{er} décembre nouveau style, soit encore du 1^{er} février au 15 mars nouveau style.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent Arrangement administratif qui entrera en vigueur le 1^{er} décembre 1906, nouveau style, et l'ont revêtu de leur cachet.

Fait en quadruple exemplaire à Paris, le 12 octobre 1906.

RUAU.

L. VASSILLIÈRE.

N. GHENADIEW.

D^r ZOLOTOVITZ.

ITALIE ET BULGARIE

Traité de Commerce, de Douane et de Navigation du
13 décembre 1905/13 janvier 1906 entre l'Italie et la
Bulgarie.

(Ratifié le 4 octobre 1906).

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, d'une part, et SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE DE BULGARIE, d'autre part, désirant développer et faciliter les relations commerciales qui existent déjà entre les deux Pays, ont résolu de conclure le présent Traité de commerce, de douane et de navigation et, à cet effet, ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. le chevalier Fausto Cucchi Boasso, officier de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, officier de l'Ordre de la Couronne d'Italie, Agent diplomatique à Sofia,

ET SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE DE BULGARIE :

Son Excellence M. le général R. PETROFF. Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, grand-croix de l'Ordre princier de St. Alexandre, etc.

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des articles suivants :

ART. 1^{er}. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre l'Italie et la Bulgarie.

Les sujets de chacune des deux Parties contractantes ne seront pas soumis, à raison de leur commerce ou de leur industrie dans les ports, villes ou lieux quelconques des Etats respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés

ou appliqués d'une façon plus onéreuse que ceux qui seront perçus sur les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent ou jouiront en matière de commerce et d'industrie les ressortissants de l'une des Parties contractantes, ou de la nation la plus favorisée, seront communs à ceux de l'autre.

ART. 2. Les sujets des deux Parties contractantes ne seront astreints sur le territoire de l'autre à aucun service obligatoire, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils seront exempts de tous emprunts forcés et de toute autre contribution extraordinaire de quelque nature que ce soit. Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale, et jouiront de l'exemption du logement militaire. Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession à titre quelconque d'un bien-fonds, ainsi que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

ART. 3. Les sujets de chacune des Parties contractantes pourront, en quelque lieu que ce soit des possessions de l'autre Partie, exercer toute espèce d'industrie, faire le commerce tant en gros qu'en détail de tous produits, objets, fabriqués ou manufacturés, de tous articles de commerce licite, soit en personne, soit par leurs agents, seuls ou en entrant en société commerciale avec des étrangers ou avec des nationaux ; ils pourront acquérir, louer et occuper des maisons et boutiques, acquérir, louer et posséder des terres, le tout en se conformant, comme les nationaux eux-mêmes et les ressortissants de la nation la plus favorisée, aux lois et règlements des Pays respectifs.

Les dispositions du présent article relatives au libre exercice des professions ne seront pas appliquées aux cabaretiers de villages, aux pharmaciens, aux courtiers, aux colporteurs et marchands ambulants. Ces industriels jouiront du même traitement que les ressortissants exerçant la même profession, de l'État le plus favorisé.

Il est entendu que les dispositions précédentes ne dérogent en rien aux lois, ordonnances ou règlements spéciaux en matière de commerce et d'industrie qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux Pays. Ces lois, ordonnances ou règlements, ne pourront en aucun cas être appliquées à l'égard des ressortissants de l'une des Parties contractantes d'une manière plus rigoureuse ou moins favorable qu'aux ressortissants de la nation la plus favorisée ou aux nationaux.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes auront le droit, en se conformant aux lois du Pays, d'ester en justice, devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre, et, à cet égard, ils jouiront de tous les droits et immunités des nationaux ou des ressortissants de la nation la plus favorisée.

ART. 4. Quant au montant, à la garantie et à la perception des droits d'importation et d'exportation, ainsi que par rapport au transit,

à la réexportation, à l'entreposage, aux droits locaux et aux formalités douanières ou autres, au transbordement des marchandises, aux transports sur les voies ferrées et, en général, pour tout ce qui se rapporte à l'exercice du commerce, de la navigation et de l'industrie, chacune des deux Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs, à l'importation ou à l'exportation des produits du sol et de l'industrie des deux Pays, que l'une d'elles pourrait avoir accordé à une tierce Puissance. Aussi toute faveur ou immunité concédée plus tard à une tierce Puissance, sera étendue immédiatement sans condition et par ce fait même, aux produits du sol et de l'industrie de l'autre Partie contractante.

Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver nullement le commerce réciproque des deux Pays par des prohibitions à l'importation, à l'exportation ou au transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les Pays et aux Pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

1^o Dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre ;

2^o Par des raisons de sûreté publique ;

3^o Par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles ;

4^o En vue de l'application aux marchandises étrangères, des prohibitions ou restrictions arrêtées par des lois intérieures à l'égard de la production intérieure des marchandises similaires, ou de la vente ou du transport à l'intérieur des marchandises similaires de production nationale.

ART. 5. Les produits du sol et de l'industrie de la Bulgarie qui seront importés sur le territoire douanier italien et les produits du sol et de l'industrie de l'Italie qui seront importés en Bulgarie, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement et ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports.

D'ailleurs les produits du sol et de l'industrie de l'Italie, énumérés dans le tarif B ci-joint (droits à l'entrée en Bulgarie), à leur importation en Bulgarie, ne seront assujettis à des droits d'entrée autres ni plus élevés que ceux consolidés par ladite annexe.

A l'exportation vers la Bulgarie il ne sera perçu dans le territoire douanier italien, et à l'exportation vers le territoire douanier italien il ne sera perçu en Bulgarie, d'autres ni plus hauts droits de sortie qu'à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard. De même, toute autre faveur accordée par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance à l'égard de l'exportation sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre.

ART. 6. Les droits intérieurs, perçus pour le compte de l'Etat, des

communes ou des corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire d'une des Parties contractantes, ne frapperont, sous aucun prétexte, les produits de l'autre d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits indigènes de même espèce, ou, en cas d'absence de ceux-ci, que les produits de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne les marchandises indiquées au tarif B ci-annexé, il ne pourra être prélevé de taxes autres ou plus élevées que celles prévues dans les lois bulgares du 20 janvier 1900, modifiées par celles du 30 décembre 1903 et du 23 mars 1905, et du 31 janvier 1905, que dans le cas où les articles de même nature sont produits ou fabriqués en Bulgarie et y sont frappés de taxes équivalentes.

Les produits du sol et de l'industrie de l'un des Pays importés dans le territoire de l'autre et destinés à l'entreposage ou au transit ne seront soumis à aucun droit interne.

ART. 7. Les négociants, fabricants et autres industriels qui prouvent, par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle, délivrée par les autorités de leur Pays, que dans l'Etat où ils ont leur domicile ils sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils acquittent les taxes et impôts légaux, auront le droit personnellement, ou par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans les territoires de l'autre Partie contractante, chez des négociants ou dans les locaux de vente publique, ou chez les personnes qui produisent ces marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes dans l'exploitation industrielle desquels les marchandises du genre offert trouvent leur emploi. Ni dans un cas ni dans l'autre, ils ne seront astreints à acquitter pour cela une taxe spéciale plus élevée que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les industriels (voyageurs de commerce) munis d'une carte de légitimation industrielle ont le droit d'avoir avec eux des échantillons, mais non des marchandises.

Les cartes de légitimation industrielle devront être établies conformément au modèle de l'annexe A et rédigées en italien ou en français.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce, ni industrie.

Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés sous forme d'échantillons par les voyageurs de commerce seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, sans avoir été vendus, soient réexportés dans un délai de douze mois, et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit, du reste, le bureau de douane par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux

Pays à l'entrée, soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes se rendant aux foires ou marchés sur le territoire de l'autre, à l'effet d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leurs produits, seront réciproquement traités comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles perçues de ces derniers.

Art. 8. Les sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles ou financières, domiciliées dans l'un des deux Pays, et à condition qu'elles y aient été valablement constituées, conformément aux lois en vigueur, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans l'autre pays et elles y auront notamment le droit d'estimer en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

Il est entendu, toutefois, que la stipulation qui précède ne concerne point la question de savoir si une pareille société, constituée dans l'un des deux Pays, sera admise ou non dans l'autre Pays pour y exercer son commerce ou son industrie, cette admission restant toujours soumise aux prescriptions qui existent ou existeront à cet égard dans ce dernier pays.

En tout cas, lesdites sociétés et associations jouiront dans l'autre Pays des mêmes droits qui sont ou seraient accordés aux sociétés similaires d'un Pays quelconque.

Art. 9. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux territoires ou y allant, seront réciproquement exemptes dans l'autre de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Art. 10. Les navires italiens et leur cargaison en Bulgarie, et réciproquement, les navires bulgares et leur cargaison en Italie, à leur arrivée, soit directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison.

Aucun droit, taxe ou charge quelconque, pesant sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire, son pavillon ou sa cargaison, et perçu au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne sera imposé aux bâtiments de l'un des deux États dans les ports de l'autre, à leur arrivée, durant leur séjour et à leur sortie, qui ne serait également et dans les mêmes conditions imposé aux navires nationaux.

Tout privilège et toute franchise accordés à cet égard à une tierce Puissance par une des Parties contractantes seront accordés à l'instant même et sans conditions à l'autre.

ART. 11. La nationalité des bâtiments sera admise, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque pays au moyen des titres et patentes délivrés aux capitaines ou patrons par les autorités compétentes.

ART. 12. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, havres, bassins, fleuves, rivières ou canaux, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux de l'un des deux États aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre, la volonté des Parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments italiens et les bâtiments bulgares soient traités sur le pied d'une parfaite égalité et jouissent réciproquement des avantages accordés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

ART. 13. Les navires italiens entrant dans un port de Bulgarie, et réciproquement, les navires bulgares entrant dans un port d'Italie, qui n'y viendraient que compléter leur chargement ou décharger une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des pays respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

ART. 14. Les dispositions du présent Traité ne sont point applicables au cabotage, lequel continue à être régi par les lois qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux Pays. En tout cas, les navires italiens et bulgares pourront passer d'un port de l'un des deux Pays contractants par un ou plusieurs ports du même pays, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement pour destination étrangère.

ART. 15. Seront complètement affranchis de droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacun des deux États :

1^o Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest ;

2^o Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, justifieront avoir acquitté déjà ces droits dans un autre port du même État ;

3^o Les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérées comme opérations de commerce le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire, en

cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Il est entendu que les stipulations de cet article ne regardent pas les droits sanitaires, dont la perception sera réglée d'après les législations respectives.

ART. 16. En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des Parties contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des pays respectifs accorde à ses propres navires en pareille circonstance. Il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes que pour le navire et sa cargaison. Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du pays. Tout ce qui aura été sauvé du navire et de la cargaison, ou le produit de ces objets, s'ils ont été vendus, sera restitué aux propriétaires ou à leurs ayants cause, et il ne sera payé de frais de sauvetage plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient assujettis en pareil cas.

Les Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises sauvées ne seront sujettes au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

ART. 17. Les sujets de l'un des Etats contractants jouiront dans l'autre de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique et de commerce, sous la condition de remplir les formalités prescrites à cet égard par la législation respective des deux Pays.

Le Gouvernement bulgare s'engage à mettre à l'étude dans le délai d'un an, qui suivra la mise en vigueur du présent Traité, les questions relatives à la protection réciproque de la sculpture et des dessins d'ornement, des brevets d'invention, de noms commerciaux et des noms d'origine.

ART. 18. Il est fait exception aux stipulations du présent Traité en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet.

ART. 19. Il est entendu que la clause de la nation la plus favorisée ne s'appliquera pas aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière, ni aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic-frontière.

ART. 20. Si des contestations venaient à surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent traité y compris le tarif, le protocole final et les déclarations, ainsi que toutes les questions concernant l'exercice du commerce entre les deux Pays, et que l'une des Parties contractantes demande qu'elles soient soumises à la décision d'un tribunal arbitral, l'autre Partie devra y consentir, même pour la

question préjudicielle de savoir si la contestation est de nature à être déférée au tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque contestation de manière que chacune des deux Parties ait à nommer en qualité d'arbitre un propre sujet et que les deux Parties choisissent pour troisième arbitre le sujet d'une tierce Puissance amie.

Les Parties contractantes se réservent de s'accorder, en anticipation et pour une période de temps déterminée, sur la personne du troisième arbitre à désigner en cas de besoin.

La décision des arbitres aura force obligatoire.

ART. 21. Le présent Traité entrera en vigueur le 1/14 janvier 1906 et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra. Il restera exécutoire jusqu'au 28 février n. s. 1911.

Dans le cas où aucune des deux Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant ladite période, son intention de faire cesser les effets du présent Traité, cet acte demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des deux Pays ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 31 décembre 1905/13 janvier 1906.

Signé : FAUSTO CUCCHI BOASSO.
(L. S.)

Signé : R. PETROFF.
(L. S.)

ANNEXE A.

MODÈLE.

CARTE DE LÉGITIMATION
POUR VOYAGEURS DE COMMERCE.

Pour l'année.....

N° de la carte.....

(Armoiries).

VALABLE POUR L'ITALIE ET LA BULGARIE.

PORTEUR :

(Prénom et nom de famille).

Fait à, le (jour, mois, année)
(Sceau.) (Autorité compétente.)

Signature.

{ Il est certifié que le porteur de la présente carte
 { possède un (désignation de la fabrique ou du commerce) à
 { sous la raison
 { est employé, comme voyageur de commerce, dans la maison
 { à, qui y possède un (désignation de la fabrique ou du
 { commerce).

Le porteur de la présente carte désirant rechercher des commandes
 et faire des achats pour le compte de sa maison, ainsi que

{ de la maison suivante } (désignation de la fabrique ou du commerce)
 { des maisons suivantes }
 à, il est certifié, en outre, que

{ ladite maison est tenue }
 { lesdites maisons sont tenues } d'acquitter dans ce pays-ci les impôts
 légaux pour l'exercice de { son }
 { leur } commerce (industrie).

SIGNALEMENT DU PORTEUR.

Age.....

Taille.....

Cheveux.....

Signes particuliers.....

Signature.....

AVIS.

Le porteur de la présente carte ne pourra rechercher des commandes
 ou faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte
 { de la maison susmentionnée. } Il pourra avoir avec lui des échantil-
 { des maisons susmentionnées. } lons, mais point de marchandises. Il se conformera d'ailleurs aux
 dispositions en vigueur dans chaque Etat.

NOTA. Là où le modèle ci-dessus contient un double texte, le formulaire à
 employer pour l'expédition des cartes présentera l'espace nécessaire pour y insérer
 l'un ou l'autre des textes, suivant les circonstances du cas particulier.

ANNEXE B.

DROITS A L'ENTRÉE EN BULGARIE.

Numéros du tarif.	Désignation des marchandises.	Unité.	Droits stipulés en leva. (francs)
25	Fromage:		
	— parmigiano, gorgonzola, pecorino, cacio cavallo, fontina, provolone et stracchino.....	100 kilogr.	30 00
ex 33	Poissons de toute sorte:		
	a. séchés, salés.....	<i>Idem.</i>	25 00
	b. marinés, conservés, ou autrement préparés.....	<i>Idem.</i>	35 00
	c. sardines et thons à l'huile, en boîtes.....	<i>Idem.</i>	22 00
40	Riz:		
	a. décortiqué.....	<i>Idem.</i>	5 00
	b. non décortiqué.....	<i>Idem.</i>	4 00
ex 54	Pâtes alimentaires: macaroni, vermicelle et autres pâtes d'Italie....	<i>Idem.</i>	8 00
ex 57	Citrons et oranges.....	<i>Idem.</i>	1 50
110	Bonbons de toute sorte et fruits confits.....	<i>Idem.</i>	60 00
115	Biscuits sucrés de toute sorte.....	<i>Idem.</i>	30 00
121	Huile d'olive:		
	a. en barils, en cruches et autres récipients d'une contenance au-dessus de 10 kilogrammes.....	<i>Idem.</i>	10 00
	b. en bouteilles et autres récipients au-dessous de 10 kilogrammes.....	<i>Idem.</i>	18 00
ex 134	Savons:		
	a. de blanchissage et autres usages ordinaires.....	<i>Idem.</i>	12 00
ex 170	Savons de toilette parfumés ou non et savons médicaux.....	<i>Idem.</i>	70 00
ex 173	Extraits végétaux pour tannage: sumac, châtaignier et quebracho.	<i>Idem.</i>	3 00
ex 186	Cirage pour chaussures de toute espèce.....	<i>Idem.</i>	15 00
ex 190	Soufre brut et raffiné et fleur de soufre.....	<i>Idem.</i>	1 50

ex 207	Corail ouvré de toute sorte non monté.....	100 kilogr.	100 00
ex 228	Chapeaux de paille, copeaux, sparte, écorce, fibres de palmier ou de tout autre végétal :		
	<i>a.</i> nongarnis :		
	1. de paille et copeau.....	La pièce.	0 30
	2. d'écorce, fibres de palmier ou de tout autre végétal.....	<i>Idem.</i>	0 50
	<i>b.</i> garnis de rubans, mais sans fleurs ni plumes.....	<i>Idem.</i>	0 70
ex 233	Boutons d'os, de corne et de corozo.	100 kilogr.	75 00
235	Marbre, albâtre et granit :		
	<i>a.</i> 1. bruts.....	»	Exempts.
	2. équarris ou sciés.....	<i>Idem.</i>	1 50
	<i>b.</i> sculptés, polis, moulurés ou autrement ouvrés, pesant 75 kilogrammes ou plus la pièce....	<i>Idem.</i>	5 00
	<i>c.</i> objets en marbre, albâtre ou granit, polis, combinés ou non avec d'autres matières à l'exception des métaux précieux, ivoire, nacre, etc., pesant de 5 à 75 kilogrammes la pièce....	<i>Idem.</i>	7 50
	<i>d.</i> autres objets de marbre, albâtre ou granit polis ou façonnés, combinés ou non avec d'autres matières, à l'exception des métaux précieux, ivoire, nacre, etc., pesant 5 kilogrammes et au-dessous.....	<i>Idem.</i>	25 00
258	Objets en faïence de toute espèce :		
	<i>a.</i> unicolores, sans reliefs.....	<i>Idem.</i>	10 00
	<i>b.</i> à deux ou plusieurs couleurs ou avec reliefs.....	<i>Idem.</i>	18 00
	<i>c.</i> dorés ou autrement décorés...	<i>Idem.</i>	25 00
265	Glaces (miroirs) de toute espèce....	<i>Idem.</i>	25 00
ex 270	Objets en verre ; — perles, bracelets, boutons, pendeloques et prismes pour lustres.	<i>Idem.</i>	30 00
ex 294	Peaux préparées :		
	<i>a.</i> cuirs pour semelle, de toute espèce et qualité.....	<i>Idem.</i>	75 00

316 Fils simples ou à plusieurs bouts, retors, y compris les fils à coudre (cordonnets) de soie naturelle ou artificielle, même mélangés à d'autres textiles :		
<i>a.</i> non teints.....	Kilogr.	8 00
<i>b.</i> teints.....	<i>Idem.</i>	12 00
317 Tissus et étoffes tricotés de soie pure (y compris les foulards, crêpes et tulles) mélangés ou non avec des fils d'or, d'argent ou de fils métalliques dorés ou argentés.....		
	<i>Idem.</i>	10 00
318 Tissus et étoffes tricotés de soie (y compris les foulards, crêpes et tulles) mélangés avec tout autre textile à l'exception des fils métalliques.....		
	<i>Idem.</i>	7 50
323 Passementerie : galons, cordons, rubans, boutons, breloques, houppes et autres articles semblables :		
<i>a.</i> de soie pure ou mélangée de - fils d'or, d'argent ou de fils - métalliques dorés ou argentés.....	<i>Idem.</i>	10 00
<i>b.</i> de soie mélangée avec d'autres textiles.....	<i>Idem.</i>	8 00
338 Tissus, étoffes et tricots de laine et d'autres poils d'animaux, mélangés ou non de coton et d'autres matières textiles :		
<i>a.</i> pesant au-dessus de 0 kgr. 500 par mètre carré.....	100 kilogr.	200 00
<i>b.</i> pesant de 0 kilogr. 250 à 0 kilogr. 500 par mètre carré.....	<i>Idem.</i>	275 00
<i>c.</i> pesant 0 kilogr. 250 et au-dessous par mètre carré.....	<i>Idem.</i>	250 00
343 Articles de bonneterie de laine pure ou mélangée, simplement unis, mais non cousus.....		
	<i>Idem.</i>	30 00
<i>Note au n° 343. — Rentreront dans cette position : les bas et chaussettes, gants, flanelles (maillots), caleçons, gilets, bonnets (toques), fichus et autres objets semblables, même taillés et cousus, garnis ou non de boutons, de rubans, cordonnets, baguettes et autres accessoires semblables, même en soie, à la condition que ces accessoires soient nécessaires pour l'emploi de l'objet et ne constituent pas seulement une décoration.</i>		

ex 352 Chapeaux en feutre :

b. garnis, mais sans fleurs ni autres parures :

1. en feutre de poils d'animaux..... 100 kilogr. 400 00

2. en feutre de laine..... *Idem.* 250 00

355 Déchets de coton, cardés en faldelle. *Idem.* 20 00

ex 356 Ouates de coton :

a. Ouates de coton, cardées..... *Idem.* 20 00

b. Ouates de coton, autres, y compris les ouates gommées et excepté l'ouate médicinale.... *Idem.* 40 00

ex 359 Fils de coton :

a. retors (extra-hard), écrus jusqu'au n° 14 (anglais)..... *Idem.* 28 00

362 Fils de tiré et fils retors en écheveaux :

a. blanchis..... *Idem.* 36 00

b. teints..... *Idem.* 60 00

Note au n° 362. — Les *sewings* et autres fils de coton pour bas rentrent dans cette position.

364 Ficelles, cordons et cordes de toute sorte, de coton..... *Idem.* 60 00

Note au n° 364. — Dans cette position rentrent les fils de coton pour la pêche à la ligne et pour fabriquer les filets.

365 Tissus de coton, écrus..... *Idem.* 40 00

Note au n° 365. — Sans distinction de poids pour les marchandises entrant dans cette position.

366 Tissus de coton, blanchis ou teints en pièce, sans distinction de poids pour les marchandises lourdes pas fines, comme les gazes, tarlatanes, batiste, linon zéphir, étamine, savachpours (Tangibs) et tenzoufs, milinos, mousselines, tulbents et autres articles semblables, qui sont visés dans la position n° 369..... *Idem.* 55 00

ex 366 Tiffons (linon) et autres tissus de la même espèce pour doublures et balayeuses..... *Idem.* 35 00

367 Tissus de coton, teints en fils à une ou plusieurs couleurs..... *Idem.* 65 00

368	Tissus de coton dits « barchets », « calmourks », flanelles (maillots) et piqués, tissus de coton imprimés, brillants ou non; percaline et cretonne; mouchoirs imprimés et couvertures en tissus, reps et autres tissus semblables, imprimés	100 kilogr.	75 00
ex 368	Flanellettes imprimées pesant de 0 kilogr. 140 à 0 kilogr. 200 le mètre carré.....	<i>Idem.</i>	70 00
369	Tissus fins, tissés, brodés, blanchis ou non, teints ou imprimés, à l'exception des tulles et dentelles.	<i>Idem.</i>	100 00
372	Rideaux, couvertures, mouchoirs, essuie-mains, draps de lit et autres articles semblables, en pièce, teints ou non, combinés ou non avec des fils en métaux communs et avec d'autres fils de textiles végétaux.....	<i>Idem.</i>	100 00
374	Articles de coton non tricotés, simplement unis, mais non cousus...	<i>Idem.</i>	225 00
<p><i>Note au n° 374. — Rentrent dans cette position les bas et chaussettes, gants, flanelles (maillots), caleçons, gilets, bonnets (toques), fichus et autres articles semblables, même taillés et cousus, garnis ou non de boutons, rubans, cordonnets, baguettes ou autres accessoires semblables, même en soie, à la condition que ces accessoires soient nécessaires pour l'emploi de l'objet et ne constituent pas seulement une décoration. Les étoffes tricotées en coton sont tarifées comme les tissus de coton d'après l'espèce (suivant qu'ils sont bruts, blanchis, teints ou imprimés).</i></p>			
ex 385	Ficelles et cordons de chanvre.....	<i>Idem.</i>	45 00
ex 386	Cordages de chanvre.....	<i>Idem.</i>	40 00
505	Automobiles de toute espèce.....	La pièce.	250 00
ex 551	Graine de vers à soie sélectionnée, système Pasteur, importée avec les papillons déposants dans des sachets.....	»	Exempte.

Note au n° 551. — La santé de la graine des vers à soie sélectionnée, importée dans la forme susdite, sera considérée comme suffisamment établie par la présentation de certificats délivrés par les observatoires bactériologiques autorisés par le Gouvernement italien, si, pour chaque envoi de graine de vers à soie en sachets, il est présenté un certificat établissant que le contrôle a déjà été fait par les autorités italiennes.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce, de douane et de navigation conclu en date de ce jour entre l'Italie et la Bulgarie, les soussignés ont convenu ce qui suit :

Ad. Art. 7.

Pour pouvoir exercer en Bulgarie le droit prévu à l'alinéa 1 de l'article 7, les personnes y désignées devront être munies, conformément à l'article 6 de la loi bulgare du 26 mars/8 avril 1905 sur les commis voyageurs, d'une patente spéciale dont la taxe au profit de l'Etat ne dépassera pas 150 francs pour toute l'année et 100 francs pour six mois, si le commis voyageur représente une seule maison commerciale. Lorsqu'il en représente plus d'une, cette taxe est majorée encore de 100 francs pour toute l'année et de 50 francs pour six mois.

Il est entendu que les taxes prévues à l'alinéa 1 ne frapperont que la maison commerciale et que, par conséquent, cette taxe ne sera payée qu'une fois, que la maison commerciale envoie un ou plusieurs voyageurs à son service.

Ad. Art. 10. — 16.

Il sera permis aux compagnies de navigation et aux propriétaires de bateaux italiens, faisant un service régulier de transport, de louer dans le rayon des ports, pour leurs bureaux, ateliers et magasins, des terrains, même appartenant à l'Etat, contre un prix convenable, lorsqu'il n'en aura pas besoin pour d'autres usages. Il reste entendu que lesdits magasins seront considérés comme entrepôts dès qu'ils répondront aux exigences légales.

Les navires italiens et les marchandises italiennes importées par voie d'eau ou par terre après avoir acquitté les droits prévus dans le tarif annexé, ne seront soumis en Bulgarie à aucun droit additionnel ou à des taxes accessoires nouvelles ou supérieures à celles qui existent actuellement à l'égard des marchandises et navires nationaux et de ceux de la nation la plus favorisée, savoir :

1^o Le droit de plombage :

a. 30 centimes pour chaque grand plomb, la ficelle y comprise, et
b. 5 centimes pour chaque petit plomb ou cachet, la ficelle y comprise.

2^o Il est perçu une taxe de 10 centimes pour chaque exemplaire des imprimés suivants, fournis par la douane :

a. Manifeste ou extrait de manifeste ;
b. Déclarations en douane ;

c. Feuilles délivrées pour les marchandises transportées d'un port bulgare dans un autre port bulgare ;

d. Feuilles de transit ;

e. Feuilles de transport délivrées par les bureaux de douane d'entrée pour les marchandises devant être dédouanées par un autre bureau de douane.

3° Une taxe de 5 centimes est perçue pour chaque exemplaire de quittance imprimée, délivrée par la douane.

Il est également perçu une taxe de 5 centimes pour tous les autres imprimés fournis par la douane.

4° Le droit de timbre est perçu conformément à la loi sur les timbres actuellement en vigueur.

Cependant les navires italiens entrant dans ou sortant de plusieurs ports bulgares après avoir payé une fois le droit de timbre sur les manifestes généraux d'entrée ou de sortie dans le premier port, ne payeront qu'une taxe supplémentaire d'un franc sur les *extraits* des manifestes d'entrée et de 50 centimes sur les manifestes additionnels de sortie.

5° La taxe pour l'inspection des bestiaux ; les taxes (*béglik*) sur les moutons.

6° Les taxes sur les navires de commerce, fréquentant les ports de Bulgarie approuvées par la XXVI^e décision du Conseil des ministres, prise dans la séance du 28 février 1904, protocole n° 21.

7° Les droits de magasinage, perçus conformément à l'article 64 de la loi bulgare sur les douanes.

8° Le droit de statistique :

a. 10 centimes par colis, à l'exception des envois postaux ;

b. 15 centimes les 1.000 kilogrammes des marchandises chargées en vrac ;

c. 10 centimes par tête de bétail.

9° Une taxe prélevée seulement sur les marchandises qui jouissent de la franchise de droit de douane, dont le produit est réservé à la construction et à l'amélioration des ports et échelles en Bulgarie. Le taux de cette taxe ne dépassera pas un 1/2 pour cent *ad valorem*.

Ad. Art. 20.

À l'égard de la procédure dans le cas où l'arbitrage a lieu d'après les deux premiers alinéas de l'article 20, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siégera dans le territoire de la Partie contractante défenderesse, au second cas dans le territoire de l'autre Partie contractante ; et ainsi de suite alternativement dans l'un et l'autre territoire. La Partie, sur le territoire de laquelle siégera le tribunal, désignera le lieu du siège. Elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service, nécessaires pour le fonctionnement du tribunal.

Le tribunal sera présidé par le surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité de voix.

Les Parties contractantes s'entendront, ou le cas échéant ou une fois pour toutes, sur la procédure du tribunal arbitral. A défaut d'une telle entente, la procédure sera réglée par le tribunal même. La procédure pourra se faire par écrit, si aucune des Parties contractantes ne soulève d'objection ; dans ce cas, la disposition de l'alinéa 1 peut être modifiée.

Pour la citation et l'audition des témoins et des experts, les autorités de chacune des Parties contractantes, sur la réquisition du tribunal arbitral à adresser au Gouvernement respectif, prêteront leur assistance de la même manière que sur les réquisitions des tribunaux civils du pays.

Les Parties contractantes s'entendront sur la répartition des frais, soit à l'occasion de chaque arbitrage, soit par une disposition applicable à tous les cas. A défaut d'entente, l'article 57 de la Convention de la Haye du 29 juillet 1899 sera appliqué.

Le présent protocole sera considéré comme approuvé par les Parties contractantes, sans ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du traité de commerce, de douane et de navigation.

Fait en double à Sofia, le 31 décembre 1905/13 janvier 1906.

Signé : FAUSTO CUCCHI BOASSO.

Signé : R. PETROFF.

DÉCLARATION A.

Au moment de procéder à la signature du Traité conclu en date de ce jour, les soussignés ont convenu de ce qui suit :

1^o En cas de procès civils ou commerciaux entre les sujets italiens résidant en Bulgarie et les sujets bulgares, les citations à comparaître et, en général, tous les documents et pièces judiciaires seront expédiés et notifiés aux sujets italiens d'après l'ordre établi par les lois bulgares, sans que l'autorité consulaire italienne ait à intervenir.

2^o En matière de faillite commerciale, l'insolvabilité commerciale des sujets italiens résidant en Bulgarie sera prononcée par les tribunaux bulgares et la liquidation pleine et entière de la faillite sera faite par ces tribunaux, sans que l'autorité consulaire italienne ait à intervenir.

Il est entendu que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie n'adhère aux stipulations précitées qu'à la condition formelle qu'elles n'entreront en vigueur, sous réserve de ratification du Traité conclu en date de ce jour, qu'autant que les Gouvernements d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de France, de Grande-Bretagne et de Russie auront fait un accord analogue avec la Bulgarie, qui ne mettra pas les sujets italiens dans des conditions moins favorables que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Fait en double à Sofia, le 31 décembre 1905/ 13 janvier 1906.

Signé : FAUSTO CUCCHI BOASSO.

Signé : R. PETROFF.

DÉCLARATION B.

DÉDOUANEMENT DES MARCHANDISES EN BULGARIE.

1. La présentation de la déclaration en douane doit avoir lieu dans les quarante-huit heures (dimanches et jours fériés exceptés) qui suivent la réception de l'avis concernant l'arrivée des marchandises.

2. Les douanes sont tenues de dédouaner les marchandises dans les dix jours au plus tard qui suivent la présentation de la déclaration en douane. Pour toute cette période l'importateur est libéré du paiement de tout droit de magasinage.

3. Dans l'intérêt du bon ordre et afin d'éviter l'encombrement des marchandises dans les douanes, l'importateur est tenu, une fois les formalités douanières accomplies, de prendre livraison de sa marchandise dans les quarante-huit heures, autrement il devra payer un droit de magasinage après l'expiration du terme susmentionné.

4. Les importateurs qui n'ont pas présenté leurs déclarations en douane dans le délai prescrit auront à payer un droit de magasinage à partir du quatrième jour de l'inscription de leurs marchandises dans les livres de douane. Les marchandises qui sont retenues dans les magasins des douanes, par suite d'une force majeure, au delà des termes énoncés ci-dessus, seront exemptes du paiement du droit de magasinage, conformément au paragraphe 65 de la loi sur les douanes.

Les marchandises, dont l'importation dans le pays est prohibée pour des raisons sanitaires ou autres, seront exemptées du paiement de tous droits de réexportation ; cette mesure ne s'applique pourtant pas au droit de magasinage, qui sera perçu de l'importateur, pour tout l'intervalle que sa marchandise est restée dans les magasins ; exception est faite seulement à l'égard des marchandises importées dont la prohibition d'importation n'a pas été notifiée en temps voulu.

Fait en double à Sofia, le 31 décembre 1905/13 janvier 1906.

Signé : FAUSTO CUCCHI BOASSO.

Signé : R. PETROFF.

DÉCLARATION C.

RÉGIME DES ÉCHANTILLONS EN BULGARIE.

I.

Les échantillons de tissus ou d'autres articles expédiés par colis postal ou par voie postale, lorsqu'ils sont en fragments trop petits pour être utilisés autrement que comme modèles ou types, seront admis en franchise.

Ne seront considérés comme échantillons des objets fabriqués que des articles uniques dépareillés ou incomplets et dont la destination se prouve par la réunion de choses toutes dissemblables les unes des autres.

II.

Les échantillons de prix que le commerce a intérêt à ne pas détériorer peuvent être admis temporairement soit à charge de consignation du droit ou de la valeur, soit moyennant engagement cautionné de réexporter les objets dans un délai de six mois au plus et de payer le quadruple du droit, ou la quadruple valeur, si la réexportation n'est pas effectuée.

Pour faciliter la reconnaissance des objets à la sortie, on y attache un plomb; ou s'ils sont fixés sur cartes, on revêt celles-ci de l'estampille ou du cachet de la douane.

Les facilités prévues dans le présent article ne peuvent être accordées que dans les bureaux ouverts aux marchandises à Sofia, Philippopoli, Varna, Bourgas et Roustchouk.

III.

Les échantillons de vins et spiritueux sont exempts de tout droit d'entrée, d'octroi et d'accise, ainsi que de toute autre taxe intérieure, pourvu que le poids de chaque flacon ne dépasse pas 60 grammes pour les spiritueux et 100 grammes pour les vins, déduction faite du poids du contenant.

IV.

Les échantillons sans valeur importés en Bulgarie par voie postale (colis postal ou poste) ne seront soumis à la visite douanière que dans les cas où il y aurait lieu de relever l'intention de fraude.

Fait en double à Sofia, le 31 décembre 1905/13 janvier 1906.

Signé : FAUSTO CUCCHI BOASSO.

Signé : R. PETROFF.

DÉCLARATION D.

VÉRIFICATION DES FILÈS A L'IMPORTATION EN BULGARIE,
POUR SERVIR DE BASE
A L'APPLICATION DE LA LOI BULGARE SUR LES MARQUES DE FABRIQUE.

1. Pour ce qui concerne l'indication des « numéros » des fils, le numérotage anglais sera admis aussi bien que celui à base décimale.

2. Les indications des « numéros » du fil ne seront pas considérées fausses pour autant que la vérification constatera un écart entre les indications et la réalité ne dépassant pas le 3 p. 100 aussi bien au-dessous qu'au-dessus de celui indiqué.

3. De même il n'y aura pas lieu à élever des contraventions si dans un paquet les échevéaux ne sont pas tous de la longueur réglementaire,

pourvu que le manque de quelques-uns se trouve compensé par une plus grande longueur dans les autres du même paquet, avec une tolérance pouvant arriver jusqu'au 3 p. 100.

4. Contre les contraventions élevées par la douane, les parties ou leurs agents (dûment informés) auront le droit de demander en leur concours une nouvelle expertise qui pourra être faite, sur leur demande, jusqu'à la quatrième partie du nombre des écheveaux.

5. Dans le cas où cette nouvelle expertise aurait pour résultat d'établir qu'il y a eu irrégularité dans la confection des paquets, mais non pas une tentative de fraude de la part de l'importateur (moyennant fausse indication du numéro ou bien du poids, toujours en égard à la tolérance indiquée), la marchandise sera admise à l'entrée ou, au moins, elle pourra toujours être réexportée, dans le délai maximum de trente jours, sans être assujettie à des frais de magasinage.

Le délai susdit court à partir du jour où la douane aura notifié à l'intéressé le résultat de la nouvelle expertise.

6. Pour ce qui concerne les soies à coudre confectionnées en échevettes ou bobines pour la vente en détail, celles-ci devront porter l'indication, au choix des fabricants, ou du poids ou bien de la longueur des fils dont elles sont composées. Cette indication pourra résulter soit par des étiquettes écrites à la main, soit par des étiquettes imprimées appliquées à la marchandise au lieu de provenance.

Fait en double à Sofia, le 31 décembre 1905/13 janvier 1906.

Signé : FAUSTO CUCCHI BOASSO.

Signé : R. PETROFF.

DÉCLARATION E.

EPIZOOTIES.

Pour ce qui a trait aux mesures de précaution contre l'importation et la propagation d'épizooties, les Hautes Parties contractantes ont arrêté que les sujets de chacune des Parties contractantes rempliront réciproquement dans les territoires de l'autre les mêmes obligations et auront les mêmes droits, faveurs et exceptions dont jouissent actuellement ou jouiront à l'avenir dans ces territoires, en matière de commerce des animaux, des peaux et autres produits bruts d'animaux, les propres nationaux et les sujets de la nation la plus favorisée dans ce genre de commerce.

En ce qui concerne le commerce des animaux, des peaux et autres produits bruts ou résidus d'animaux, les Parties contractantes se mettront d'accord pour stipuler une convention spéciale de police vétérinaire.

Fait en double à Sofia, le 31 décembre 1905/13 janvier 1906.

Signé : FAUSTO CUCCHI BOASSO.

Signé : R. PETROFF.

ITALIE ET BRÉSIL.

Prorogation de l'accord commercial provisoire entre l'Italie et le Brésil, du 5 juillet 1900 jusqu'au 31 décembre 1908.

NOTES ÉCHANGÉES ENTRE LES DEUX GOUVERNEMENTS.

*Le Chargé d'Affaires d'Italie à Rio de Janeiro
au Ministre des Affaires étrangères du Brésil*

Petropolis, le 18 octobre 1906.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En présence des difficultés qui s'opposent actuellement à la conclusion d'un Traité de commerce entre nos deux Pays, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi, mon Auguste Souverain, m'a autorisé à informer le Gouvernement fédéral que, de son côté, il est disposé à proroger jusqu'au 31 décembre 1908 l'Accord commercial provisoire, établi par un échange de notes du 5 juillet 1900 et prorogé avec celui du 9 août 1904 entre la Légation italienne et votre Ministère, accord stipulant que, en échange de la réduction du droit à l'importation du café dans ce Royaume, de 150 à 130 livres par 100 kilogrammes, les produits italiens continueraient à jouir du bénéfice des taxes minimum du tarif brésilien.

Je serai obligé à votre Excellence de vouloir bien me faire connaître à cet égard les dispositions du Gouvernement fédéral; dans le cas où, comme je l'espère, elles seraient conformes à celles de mon Gouvernement, je propose de considérer comme prorogé, dès aujourd'hui, pour le délai susindiqué, l'Accord provisoire du 5 juillet 1900.

Veuillez, etc.

Signé: SERRA.

*Le Ministre des Affaires étrangères du Brésil
au Charge d'Affaires d'Italie à Rio de Janeiro.*

Rio de Janeiro, le 20 octobre 1906.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à la Note que Votre Excellence m'a adressée le 18 courant, j'ai l'honneur de lui faire savoir, dûment autorisé par le Président de la République, que le Gouvernement fédéral accepte de voir proroger jusqu'au 31 décembre 1908 l'Accord commercial provisoire résultant des notes échangées le 5 juillet 1900 entre votre Ministère et la Légation de Sa Majesté le Roi d'Italie.

En conséquence, demeure prorogé l'Accord provisoire entre les deux

Pays. En vertu de cette prorogation, les produits italiens continueront à jouir, jusqu'au 31 décembre 1908, du bénéfice du tarif minimum brésilien, tant que le droit à l'importation du café brésilien en Italie ne sera pas supérieur à 130 lires par 100 kilogrammes.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : RIO BRANCO.

BELGIQUE — RÉPUBLIQUE DU SALVADOR

Convention commerciale provisoire conclue, le 21 mars 1906, entre la Belgique et la République du Salvador ⁽¹⁾.
(*Monit. du 10 avril 1907*),

CONVENTION.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges et le Gouvernement de la République du Salvador, désirant régler provisoirement les relations commerciales entre les deux pays, en attendant la conclusion d'un traité définitif, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les sujets et les produits de chacun des deux pays jouiront réciproquement dans l'autre du traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de navigation et de douane.

Sont exclus de cette disposition, le traitement et les prérogatives spéciaux accordés aux autres Républiques de l'Amérique centrale par les traités et conventions que le Salvador a conclus ou conclura dans la suite avec lesdits pays.

ARTICLE 2.

Les certificats d'origine qui seraient exigés au Salvador pour l'admission des marchandises à un régime de faveur, seront visés par les

(1) CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS. — *Session 1905-1906.* — *Documents parlementaires.* — Exposé des motifs, texte du projet de loi et texte de la Convention. Séance du 11 mai 1906, p. 628 et 629.

Session de 1906-1907. — *Documents parlementaires.* — Rapport. Séance du 18 décembre 1906, p. 148.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 19 décembre 1906, p. 251.

SÉNAT. — *Session de 1906-1907.* — *Documents parlementaires.* — Rapport. Séance du 20 décembre 1906, p. 10.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 20 décembre 1906, p. 32.

consuls salvadoriens en gratuité des taxes consulaires de chancellerie. Par réciprocité, les certificats d'origine qui seraient exigés en Belgique pour l'admission des marchandises à un régime douanier de faveur, seront visés par les consuls belges en gratuité des taxes consulaires de chancellerie.

ARTICLE 3.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour ou l'une ou l'autre des Parties contractantes aura annoncé l'intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Guatémala, le vingt-et-un mars mil neuf cent six.

Le Chargé d'affaires de Belgique
et Plénipotentiaire spécial,
(L. S.) E. POLLET.

L'échange des ratifications a eu lieu à Guatémala, le 27 mars 1907.

Certifié par le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères,
Chevalier VAN DER ELST.

BELGIQUE — NICARAGUA.

Convention consulaire conclue, le 2 octobre 1905, entre la Belgique et la République de Nicaragua ⁽¹⁾ (*Monit. du 9 mai 1907*).

Sa Majesté le Roi des Belges et Son Excellence le Président de la République de Nicaragua, également animés du désir de déterminer

(1) CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS. — *Session de 1905-1906. — Documents parlementaires.* — Exposé des motifs, texte du projet de loi et texte de la convention. Séance du 16 mars 1906, p. 469-475. — Rapport. Séance du 3 mai 1906, p. 588.

Annales parlementaires. — Dépôt du projet de loi. Séance du 16 mars 1906, p. 906. — Dépôt du rapport. Séance du 3 mai 1906, p. 1539. — Discussion et adoption. Séance du 10 mai 1906, p. 1732.

SÉNAT. — *Documents parlementaires.* — Rapport. Séance du 11 mai 1906, p. 102.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 17 mai 1906, p. 442 (Note du *Moniteur*).

avec toute l'extension et la clarté possibles les droits, privilèges et immunités réciproques des agents consulaires respectifs, ainsi que leur fonctions et les obligations auxquelles ils seront soumis dans les deux pays; ont résolu de conclure une convention consulaire et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. E. Pollet, Chargé d'Affaires de Belgique au Centre Amérique.

et

Son Excellence le Président de la République de Nicaragua :

M. le Dr Arturo Pallais, Consul de Nicaragua à Guatémala ;

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER,

Chacune des Hautes Parties contractantes consent à admettre des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans tous les ports, villes et places, excepté dans les localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels agents.

Cette réserve, toutefois, ne sera pas appliquée à l'une des Hautes Parties contractantes, sans l'être également à toute autre Puissance.

ARTICLE 2.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront réciproquement dans les Etats de l'autre de tous les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent les agents du même rang et de la même qualité de la nation la plus favorisée.

Lesdits agents, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, devront produire une commission dans la forme établie par les lois de leurs pays respectifs.

Le Gouvernement territorial de chacune des deux Hautes Parties contractantes leur délivrera, sans aucun frais, l'exequatur nécessaire à l'exercice de leurs fonctions, et, sur l'exhibition de cette pièce, ils jouiront des droits, prérogatives et immunités accordés par la présente Convention.

ARTICLE 3.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'Etat qui les a nommés, ne pourront être arrêtés que dans le cas de crime, qualifié et puni comme tel par la législation locale ; ils seront exempts de tout service tant dans l'armée régulière de terre ou de mer, que dans la garde nationale ou civique ou milice ; ils seront de même exempts de toutes les contributions directes au profit de

l'Etat, des provinces ou des communes, et dont la perception se fait sur des listes nominatives, à moins qu'elles ne soient imposées à raison de la possession des biens immeubles ou sur les intérêts d'un capital employé dans l'Etat où lesdits agents exercent leurs fonctions.

Cette exemption ne pourra cependant pas s'appliquer aux consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires qui exerceraient une profession, une industrie ou un commerce quelconque, lesdits agents devant, en ce cas, être soumis au paiement des taxes dues par tout autre étranger dans les mêmes conditions.

ARTICLE 4.

Quand la justice de l'un des deux pays aura quelque déclaration juridique ou déposition à recevoir d'un consul général, d'un consul, d'un vice-consul ou d'un agent consulaire, citoyen de l'Etat qui l'a nommé et n'exerçant aucun commerce, elle l'invitera, par écrit, à se présenter devant elle, et, en cas d'empêchement, elle devra se transporter à sa demeure ou chancellerie pour l'obtenir de vive voix.

Le dit agent devra satisfaire à cette demande dans le plus bref délai possible.

ARTICLE 5.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure de leurs chancelleries un écusson aux armes de leur nation avec une inscription portant ces mots : Consulat général, Consulat, Vice-Consulat ou Agence consulaire de Belgique ou de Nicaragua.

Ils pourront aussi y arborer le drapeau de leur nation, excepté dans la capitale du pays s'il s'y trouve une légation. Ils pourront de même arborer le pavillon national sur le bateau qu'il monteront dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 6.

Les chancelleries consulaires seront en tout temps inviolables. Les autorités locales ne pourront les envahir sous aucun prétexte. Elles ne pourront, dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui y seront enfermés. Les chancelleries consulaires ne sauraient, dans aucun cas, servir de lieux d'asile, et si un agent du service consulaire est engagé dans d'autres affaires, les papiers se rapportant au consulat seront tenus séparément.

ARTICLE 7.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence imprévue des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, leurs chancelliers ou secrétaires, après que leur caractère officiel aura été notifié au

Ministère des Affaires étrangères en Belgique ou au Ministère des Relations extérieures au Nicaragua, seront de plein droit admis à gérer, par intérim, les affaires des postes respectifs; ils jouiront, pendant toute la durée de cette gestion temporaire, de tous les droits, prérogatives et immunités accordés aux titulaires.

ARTICLE 8.

Les consuls généraux et consuls pourront, pour autant que les lois de leur pays le leur permettent, nommer, avec l'approbation de leurs gouvernements respectifs, des vice-consuls et agents consulaires dans les villes, ports et places compris dans leurs arrondissements. Ces agents pourront être choisis indistinctement parmi les Belges, les Nicaraguayens ou les citoyens d'autres pays. Ils seront munis d'une commission régulière et ne pourront exercer leurs fonctions, ni jouir des privilèges stipulés dans cette Convention en faveur des agents du service consulaire, aussi longtemps qu'ils n'auront pas obtenu l'exequatur en se soumettant aux exceptions spécifiées dans les articles 3 et 4.

ARTICLE 9.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de s'adresser aux autorités administratives ou judiciaires, soit de l'Etat, de la province ou de la commune des pays respectifs, dans toute l'étendue de leur arrondissement consulaire, pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre la Belgique et le Nicaragua, et pour protéger les droits et les intérêts de leurs nationaux. Mais ces représentations ne seront admises que sous forme de requête et seulement en cas d'absence d'un agent diplomatique de leur pays.

ARTICLE 10.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, dans leur demeure privée, dans celle des parties ou à bord des bâtiments, les déclarations des capitaines et équipages des navires de leur pays, des passagers qui se trouvent à bord et de tout autre citoyen de leur nation, quand elles auront pour objet des affaires purement commerciales et civiles qu'ils doivent terminer entre leurs compatriotes et dans leurs pays respectifs.

Lesdits agents auront, en outre, le droit de dresser, conformément aux lois et règlements de leur pays, dans leurs chancelleries ou bureaux, les actes de naissance, de reconnaissance d'enfant naturel, de mariage, de divorce et de décès concernant les citoyens de leur pays, ainsi que tous actes conventionnels passés entre des citoyens de leur pays et des citoyens ou autres habitants du pays où ils rési-

dent, et même tous actes de ces derniers, pourvu que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le consul ou l'agent devant lequel ils seront passés.

Les copies des dits actes et des documents officiels de toute espèce, soit en original, en copie ou en traduction, dûment légalisés par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires et munis de leur cachet officiel feront foi en justice, dans les tribunaux respectifs du pays pour lequel ils ont été délivrés.

ARTICLE 11.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs seront exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation et connaîtront seuls de tous les différends qui se seront élevés en mer ou s'élèveront dans les ports entre les capitaines, les officiers et les hommes de l'équipage, à quelque titre que se soit, particulièrement pour le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis. Les autorités du pays ne pourront, à aucun titre, intervenir dans ces questions.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et conduire en prison tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage, chaque fois que, pour un motif quelconque, lesdits agents le jugeront convenable.

ARTICLE 12.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront faire arrêter les officiers, matelots et toutes les autres personnes faisant partie des équipages, à quelque titre que ce soit, des bâtiments de guerre ou de commerce de leur nation, qui seraient prévenus ou accusés d'avoir déserté lesdits bâtiments, pour les renvoyer à bord ou les transporter dans leur pays. A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes des pays respectifs et leur feront, par écrit, la demande de ces déserteurs, en justifiant, par l'exhibition des registres du bâtiment et du rôle d'équipage ou par d'autres documents officiels, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage.

Sur cette seule demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra leur être refusée, à moins qu'il ne soit dûment prouvé qu'ils étaient citoyens du pays où l'extradition est réclamée au moment de leur inscription sur le rôle. Il leur sera donné toute aide et protection

pour la recherche, la saisie et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois à partir du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition serait différée jusqu'à ce que le tribunal qui a droit d'en connaître ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des Hautes Parties contractantes pourront demander l'assistance des autorités locales compétentes, quand les lois des deux pays le permettent, pour faire débarquer un marin quelconque accusé de crime ou de délit, qui doit être conduit avec les pièces du procès au port de provenance.

ARTICLE 13.

A moins de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, toutes avaries essuyées à la mer par les navires des deux pays, soit qu'ils abordent volontairement au port, soit qu'ils se trouvent en relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des pays respectifs.

Si cependant des habitants du pays ou des citoyens d'une tierce nation se trouvaient intéressés dans lesdites avaries et que les parties ne pussent s'entendre à l'amiable, le recours à l'autorité locale compétente serait le droit.

ARTICLE 14.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges naufragés sur les côtes de Nicaragua et des navires nicaraguais sur les côtes de Belgique au Nicaragua seront respectivement dirigées par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de Belgique et par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de Nicaragua en Belgique, et, jusqu'à leur arrivée, par les agents consulaires respectifs là où il existera une agence ; dans les lieux et ports où il n'existerait pas d'agence, les autorités locales auront, en attendant l'arrivée du consul dans l'arrondissement duquel le naufrage aurait eu lieu, et qui devrait être immédiatement prévenu, à prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les autorités locales n'auront d'ailleurs à intervenir que pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

Il est bien entendu que ces marchandises ne seront tenues à aucun

droit de douane, à moins qu'elles ne soient destinées à être livrées à la consommation dans le pays où le naufrage aurait eu lieu.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas n'occasionnera des frais d'aucune espèce, hors ceux auxquels donneraient lieu les opérations du sauvetage et la conservation des objets sauvés ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux. Les habitants du pays qui se trouveraient intéressés dans les objets sauvés pourront avoir recours à l'autorité locale compétente pour toutes les questions concernant la revendication, la remise ou la vente desdits objets, ainsi que pour les dépenses de sauvetage et de conservation.

ARTICLE 15.

En cas de décès d'un Belge au Nicaragua ou d'un Nicaraguien en Belgique, les autorités locales compétentes doivent immédiatement en donner avis au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus rapproché de la nation à laquelle le défunt appartient ; ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils en seront informés les premiers.

L'autorité locale compétente complètera ledit avis par la remise d'une expédition en due forme et sans frais de l'acte de décès.

En cas d'incapacité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire, concurremment avec l'autorité locale compétente, auront le droit, conformément aux lois de leurs pays respectifs, de faire tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment d'apposer et de lever les scellés, de former l'inventaire, d'administrer et de liquider la succession, en un mot de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts des héritiers, sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

ARTICLE 16.

La présente Convention restera en vigueur pendant dix ans, qui commenceront à compter trois mois après l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié par une déclaration officielle, douze mois avant la fin de l'année période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

ARTICLE 17.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de dix-huit mois ou plus tôt si c'est possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Guatémala, en double exemplaire, le deux octobre mil neuf cent cinq.

(L. S.) E. POLLET.

(L. S.) A. PALLAIS.

L'échange des ratifications a eu lieu à Guatémala, 21 mars 1907.

Certifié par le Secrétaire général
du Ministère des Affaires Étrangères,
Chevalier VAN DER ELST.

Arrangement pour l'unification de la formule des médicaments héroïques, signé à Bruxelles le 29 novembre 1906.
(*Monit. des 30-31 décembre 1906*).

Les gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, de la Belgique, de la Bulgarie, du Danemark, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Grèce, de l'Italie, du grand-duché de Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, de la Russie, de la Serbie, de la Suède, de la Suisse, ayant reconnu l'utilité de conclure, sur les bases indiquées dans le Protocole final signé le 20 septembre 1902 à la suite de la Conférence de Bruxelles, un arrangement en vue de l'unification de la formule des médicaments héroïques, les soussignés, à ce dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. Les substances médicamenteuses inscrites au tableau ci-après seront désignées, dans la pharmacopée publiée par chacun des gouvernements contractants, sous les dénominations latines employées dans ce tableau, et répondront aux prescriptions indiquées en regard.

Noms des médicaments.	Prescriptions adoptées.
Aconitum Napellus. L.	
Aconiti tuber seu Tuber Aconiti.	Employer exclusivement le tubercule de l'année, sec; préparer la poudre par pulvérisation sans résidu.
Aconiti tinctura seu Tinctura Aconiti.	Préparer par percolation au moyen de l'alcool à 70 p. c. en volumes; cette teinture titrera 0,05 p. c. d'alcaloïdes totaux.
Atropa Belladonna. L.	
Belladonnæ folium seu Folium Belladonnæ.	Employer exclusivement la feuille sèche; préparer la poudre par pulvérisation sans résidu.

Bellodonnæ tinctura seu Tinctura Belladonnæ.	Préparer à 10 p. c., par percolation au moyen de l'alcool à 70 p. c.
Bellodonnæ extractum seu Extractum Belladonnæ.	Préparer au moyen de l'alcool à 70 p. c. un extrait ferme, pouvant contenir environ 10 p. c. d'eau.
Colchicum autumnale, <i>L.</i>	
Colchici semen seu Semen Colchici	Employer exclusivement la semence.
Colchici tinctura seu Tinctura Colchici.	Préparer à 10 p. c., par percolation au moyen de l'alcool à 70 p. c.
Digitalis purpurea, <i>L.</i>	
Digitalis folium seu Folium Digitalis.	Employer la feuille de 2 ^e année; préparer la poudre par pulvérisation sans résidu.
Digitalis tinctura seu Tinctura Digitalis.	Préparer à 10 p. c., par percolation au moyen de l'alcool à 70 p. c.
Uragoga Ipecacuanha <i>Baill.</i>	
Ipecacuanhæ radix seu Radix Ipecacuanhæ.	Préparer la poudre au moyen de l'écorce de la racine en rejetant la partie ligneuse. La poudre doit avoir une teneur alcaloïdique de 2 p. c.
Ipecacuanhæ tinctura seu Tinctura Ipecacuanhæ.	Préparer à 10 p. c., par percolation au moyen de l'alcool à 70 p. c.
Ipecacuanhæ sirupus seu Sirupus Ipecacuanhæ.	Préparer au moyen de 10 p. c. de teinture.
Hyoscyamus niger, <i>L.</i>	
Hyoscyami folium seu Folium Hyoscyami.	Employer exclusivement la feuille.
Hyoscyami tinctura seu Tinctura Hyoscyami.	Préparer à 10 p. c., par percolation au moyen de l'alcool à 70 p. c.
Hyoscyami extractum seu Extractum Hyoscyami.	Préparer, au moyen de l'alcool à 70 p. c., un extrait ferme pouvant contenir environ 10 p. c. d'eau.
Strychnos Nux vomica, <i>L.</i>	
Strychni semen seu Semen Strychni seu Nux vomica.	Teneur alcaloïdique : 2,5 p. c.

Strychni tinctura seu Tinctura Strychni; Nucis vomicae tinctura seu Tinctura Nucis vomicae.	Préparer à 10 p. c., par percolation au moyen de l'alcool à 70 p. c. Teneur alcaloïdique : 0,25 p. c.
Strychni extractum seu Extractum Strychni; Nucis vomicae extractum seu Extractum Nucis vomicae.	Préparer au moyen de l'alcool à 70 p. c. Teneur alcaloïdique : 16 p. c.
Opii pulvis seu Pulvis Opii.	Poudre desséchée à 60°. Teneur en morphine : 10 p. c.
Opii extractum seu Extractum Opii.	Teneur en morphine : 20 p. c.
Opii tinctura seu Tinctura Opii.	Préparer à 10 p. c., par percolation au moyen de l'alcool à 70 p. c. Teneur en morphine : 1 p. c.
Opii tinctura crocata seu Tinctura Opii crocata seu Laudanum Sydenhami.	Teneur en morphine : 1 p. c.
Opii et Ipecacuanhae pulvis compositus seu Pulvis Doveri.	A 10 p. c. de poudre d'opium.
Opii tinctura benzoica seu Tinctura Opii benzoica.	Teneur en morphine : 0,05 p. c.
Strophanthi tinctura seu Tinctura Strophanthi.	Préparer à 10 p. c., par percolation au moyen de l'alcool à 70 p. c.; graine non dégraissée.
Sclerotium clavicipitis purpureæ Tul. seu Clavicipetis purpureæ Tul. Sclerotium.	
Secale cornutum seu Ergotum secale.	Ergot de l'année conservé entier.
Secalis cornuti extractum seu Extractum Secalis cornuti; Ergoti extractum seu Extractum Ergoti.	Préparer un extrait aqueux repris par l'alcool à 60 p. c.
Secalis cornuti extractum fluidum seu Extractum fluidum Secalis cornuti; Ergoti extractum fluidum seu Extractum fluidum Ergoti.	A 100 p. c.
Acidum hydrocyanicum dilutum.	A 2 p. c.
Laur. cerasi aqua seu Aqua Laur. cerasi.	A 0,10 p. c.
Amygdalæ amaræ aqua seu Aqua Amygdalæ amaræ.	Préparer à 0,10 p. c.

Phenoli solutio seu Aqua phenolata.	Préparer à 2 p. c.
Arsenas sodii seu Sodii arsonas; Arsenicum natrium seu Natrium arsenicum.	Le sel cristallisé à 36,85 p. c. d'acide arsénique.
Arsenicalis liquor Fowleri seu Liquor arsenicalis Fowleri seu Kalii arsenicosi liquor.	Préparer à 1 p. c. d'acide arsénieux.
Ferri iodidi sirupus seu Sirupus iodeti ferrosi seu Sirupus ferri iodati.	Préparer à 5 p. c. d'iodure ferreux anhydre.
Cantharidis tinctura seu Tinctura Cantharidis.	Préparer à 10 p. c., par percolation au moyen de l'alcool à 70 p. c.
Iodi tinctura seu Tinctura Iodi.	Préparer à 10 p. c.; alcool à 95 p. c.
Lobeliæ tincturia seu Tincturia Lobeliæ.	Préparer à 10 p. c., par percolation au moyen de l'alcool à 70 p. c.
Cocainum hydrochloricum.	Le sel anhydre.
Hydrargyri unguentum seu Unguentum Hydrargyri.	Préparer à 30 p. c.
Antimoniale vinum seu vinum antimoniale; Stibiatum vinum seu Vinum stibiatum.	Préparer à 0,40 d'émétique p. c.

ART. 2. En ce qui concerne les substances autres que celles figurant au tableau compris dans l'article 1^{er} et qui viendraient à être inscrites dans les pharmacopées, les gouvernements contractants s'engagent à rendre applicables les règles suivantes :

A. Il ne sera pas donné à un médicament héroïque la forme de vin médicinal ;

B. Les teintures des drogues héroïques seront préparées à 10 p. c. et par percolation :

C. Les extraits fluides des drogues héroïques seront préparés à 100 p. c.

ART. 3. Les gouvernements contractants adopteront un compte-gouttes normal dont le diamètre extérieur du tube d'écoulement sera exactement de 3 millimètres, c'est-à-dire qui, à la température de 15 degrés centigrades et avec de l'eau distillée, donnera 20 gouttes par gramme.

ART. 4. Les gouvernements qui n'ont pas pris part à cet arrangement sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée, par la voie diplomatique, au gouvernement belge et par celui-ci aux autres gouvernements signataires.

ART. 5. Le présent arrangement entrera en vigueur un mois après la date de sa signature. Il est entendu cependant que les dispositions des articles 1^{er}, 2 et 3 ne deviendront obligatoires, pour chacune des parties contractantes, que lors de la publication d'une nouvelle édition ou d'un supplément de sa pharmacopée.

ART. 6. Dans le cas où l'une ou l'autre des parties contractantes dénoncerait le présent arrangement, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard, et seulement six mois après le jour où cette dénonciation aura été notifiée au gouvernement belge.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent arrangement.

Fait à Bruxelles, le 29 novembre 1906, en un seul exemplaire, dont une copie conforme sera délivrée à chacun des gouvernements signataires.

(*Suivent les signatures*).

PROCÈS-VERBAL DE SIGNATURE.

Les soussignés, dûment autorisés, se sont réunis, le 29 novembre 1906, au ministère des affaires étrangères de Belgique, à l'effet de procéder à la signature de l'acte destiné à donner la consécration diplomatique aux résolutions adoptées par la Conférence qui s'est réunie à Bruxelles, au mois de septembre 1902, en vue de l'unification de la formule des médicaments héroïques.

Au moment d'apposer leurs signatures sur ledit acte, les représentants de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, des Etats-Unis d'Amérique, de la Grande-Bretagne, du Portugal et de la Suède formulent, au nom de leurs gouvernements respectifs, les réserves suivantes :

I. — RÉSERVES FORMULÉES PAR LE GOUVERNEMENT ALLEMAND. — « Le gouvernement impérial ne s'impose, par le fait de la signature du présent arrangement, aucune autre obligation que celle d'exercer son influence lorsque le moment sera venu, c'est-à-dire lors de la prochaine refonte de la pharmacopée allemande, pour la rendre conforme au présent arrangement.

» En même temps, le gouvernement impérial se réserve le droit d'apporter aux dispositions de cet arrangement les modifications qui paraîtraient nécessaires, d'une part, pour tenir compte du progrès des sciences médicale et pharmaceutique et qui, d'autre part, seraient désirables au point de vue de l'unification de la pharmacopée allemande ».

II. — RÉSERVES FORMULÉES PAR LE GOUVERNEMENT AUTRICHIEN. — « En ce qui concerne l'*opii pulvis*, le gouvernement autrichien se réserve de permettre la vente de la drogue pure contenant au maximum 12 p. c. de morphine ».

III. — RÉSERVES FORMULÉES PAR LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — « Le gouvernement des Etats-Unis n'assume, par le fait de la signature du présent arrangement, aucune autre obligation que

celle d'exercer son influence pour que, lors de la prochaine revision de la pharmacopée américaine, celle-ci soit mise en harmonie avec le dit arrangement ».

IV. — RÉSERVES FORMULÉES PAR LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE. — « Le gouvernement de Sa Majesté Britannique déclare se réserver le droit d'apporter aux dispositions du présent arrangement les modifications de détail que les progrès des sciences médicale et pharmaceutique pourraient, de temps à autre, rendre nécessaires.

» Le gouvernement de Sa Majesté Britannique déclare, d'autre part, se réserver le droit d'adhérer à l'arrangement et de le dénoncer pour chacune des colonies ou possessions britanniques, séparément ».

V. — RÉSERVES FORMULÉES PAR LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS. — « Les résolutions de la Conférence internationale de Bruxelles pour l'unification de la formule des médicaments héroïques ou énergiques sera appliquée en Portugal. Toutefois, le nom vulgaire portugais de chaque article figurera dans le texte de la pharmacopée et sera adopté comme dénomination principale; sera employé, comme première sous-dénomination, l'un des noms latins inscrits dans le tableau de l'article 1^{er} du présent arrangement ».

VI. — RÉSERVES FORMULÉES PAR LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS. — « 1^o Les dénominations des médicaments héroïques énumérées dans le présent arrangement étant entièrement différentes de celles employées dans la pharmacopée suédoise, elles ne seront pas inscrites dans le text même de cette pharmacopée, mais figureront dans un supplément spécial à la nouvelle édition de la pharmacopée en voie de préparation;

» 2^o La dénomination du vin médicinal *Vinum glycyrrhizæ opiatum* sera maintenue en Suède;

» 3^o La préparation par percolation des teintures de drogues entraînant une augmentation du prix de ces produits, cette méthode semble peu propre à être employée d'une manière générale ».

Au moment de procéder à la signature du présent procès-verbal, les soussignés se déclarent d'accord pour reconnaître que le droit visé dans la première des réserves formulées par le gouvernement de Sa Majesté Britannique est acquis à tous les gouvernements signataires.

Il est entendu que les parties contractantes qui useront de ce droit se donneront réciproquement connaissance, par l'intermédiaire du gouvernement belge, des modifications apportées aux dispositions de l'arrangement.

En foi de quoi les sous-signés ont dressé le présent procès-verbal.

Fait à Bruxelles, le 29 novembre 1906, en un seul exemplaire, dont une copie conforme sera délivrée à chacun des gouvernements signataires.

(*Suivent les signatures*).

Certifié par le secrétaire-général
du Ministère des Affaires étrangères,
Chev^{er} VAN DER ELST.

NORVÈGE — BELGIQUE

Dénonciation par la Norvège de la Convention entre la Belgique et le royaume de Suède et de Norvège pour régler la faculté de succéder et d'acquérir des sujets respectifs des deux Etats. (*Monit. du 9 janvier 1907.*)

Par une communication officielle du 29 décembre 1906, le gouvernement norvégien a dénoncé la convention conclue les 21 juillet/2 août 1838 entre la Belgique et le royaume de Suède et de Norvège pour régler, entre les sujets respectifs, la faculté de succéder et d'acquérir, de quelque manière que ce soit, aux mêmes conditions que les nationaux.

Le gouvernement norvégien a manifesté l'intention de faire cesser les effets cette convention à partir du 1^{er} avril 1907.

Le gouvernement du roi a donné acte de cette dénonciation.

Certifié par le secrétaire-général
du Ministère des Affaires étrangères,
Chev^r VAN DER ELST.

BELGIQUE — LUXEMBOURG

Convention additionnelle à la Convention du 15 avril 1905⁽¹⁾ relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail, conclue à Bruxelles, le 22 mai 1906, entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg⁽²⁾. (*Monit. des 21-22 janvier 1907.*)

CONVENTION ADDITIONNELLE.

Sa Majesté le roi des Belges et Son Altesse royale le grand-duc de Luxembourg, ayant jugé utile d'étendre à certaines catégories de personnes attachées à des entreprises de transport le bénéfice de la dispo-

(1) *Arch. dipl.* 1906, t. 100, p. 106.

(2) CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS. — *Session de 1906-1907. — Documents parlementaires.* — Exposé des motifs, texte du projet de loi et texte de la convention. Séance du 20 novembre 1906, n° 6. — Rapport. Séance du 18 décembre 1906, n° 42. *Annales parlementaires.* — Dépôt du projet de loi. Séance du 20 novembre 1906, p. 25. — Dépôt du rapport. Séance du 18 décembre 1906, p. 247. — Discussion et adoption. Séance du 19 décembre 1906, p. 251.

SÉNAT. — *Documents parlementaires.* — Rapport. Séance du 20 décembre 1906, n° 16.

Annales parlementaires. — Dépôt du rapport. Séance du 20 décembre 1906, p. 31. — Discussion et adoption. Séance du 20 décembre 1906, p. 31.

sition faisant l'objet de l'article 2 de la Convention conclue le 15 avril 1905 entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg pour la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ont résolu de conclure à cet effet une Convention additionnelle, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges :

M. le baron de Favereau, membre du Sénat, chevalier de l'ordre de Léopold, grand-cordon de l'ordre de la Couronne de Chêne, etc., etc., son ministre des affaires étrangères,

et Son Altesse Royale le grand-duc de Luxembourg :

M. le comte de Marchant d'Ansembourg, chambellan de Son Altesse Royale le grand-duc de Luxembourg et de sa Majesté la reine des Pays-Bas, commandeur de première classe avec plaque de l'ordre d'Adolphe de Nassau, officier de l'ordre de la Couronne de Chêne, commandeur de l'ordre de Léopold, etc., etc., son chargé d'affaires près Sa Majesté le roi des Belges,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

La disposition ci-après est ajoutée comme second alinéa à l'article 2 de la Convention du 15 avril 1905 :

« Il en sera de même pour les personnes attachées à des entreprises de transport et occupées de façon intermittente, même habituelle, dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège. »

ARTICLE 2.

La présente Convention additionnelle aura même valeur et durée que la Convention du 15 avril 1905.

Elle sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Bruxelles le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur dix jours après la publication dans les formes prescrites par la législation des deux pays.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente Convention additionnelle et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Bruxelles, le 22 mai 1906.

(L. S.) FAVEREAU.

(L. S.) Le comte d'ANSEMBOURG.

L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 14 janvier 1907.

Certifié par le secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères,

Chév^r VAN DER ELST.

BELGIQUE — ROUMANIE

**Convention de commerce entre la Belgique et la Roumanie
conclue le 23 mai/5 juin 1906.**

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE ET SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, animés du désir de développer les relations commerciales entre leurs deux Etats, ont résolu de remplacer, par de nouvelles dispositions conventionnelles, la convention de commerce conclue le 10/22 janvier 1894, entre la Roumanie et la Belgique, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Georges-Gr. CANTACUZÈNE, Grand-Croix de Son ordre Charles I^{er} avec collier, Grand-Croix des ordres de l'Etoile de Roumanie et de la Couronne de Roumanie, etc., Son Président du Conseil des Ministres et Ministre Secrétaire d'Etat au Département des Affaires étrangères, par intérim ;

Et SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. le Baron BEYENS, Officier de l'Ordre de Léopold, etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Les ressortissants, les navires et les marchandises, produits du sol et de l'industrie de chacune des Hautes Parties contractantes, jouiront, dans les territoires de l'autre, des privilèges, immunités ou avantages quelconques accordés à la nation la plus favorisée.

Il est entendu toutefois que la stipulation qui précède ne déroge en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie, de police et de sûreté générale en vigueur dans chacun des deux Pays et applicables à tous les étrangers en général.

ART. 2. Tous les produits du sol ou de l'industrie de la Roumanie, qui seront importés en Belgique, et tous les produits du sol ou de l'industrie de la Belgique, qui seront importés en Roumanie, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis, pendant la durée de la présente Convention, au traitement accordé à la nation la plus favorisée et, nommément, ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que ceux qui frappent les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

À l'exportation en Roumanie, il ne sera pas perçu en Belgique, et à l'exportation en Belgique, il ne sera pas perçu en Roumanie des droits de sortie autres ou plus élevés qu'à l'exportation des mêmes objets dans le pays le plus favorisé à cet égard.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage donc à faire profiter l'autre, immédiatement, de toute faveur, de tout privilège ou

abaissement de droits qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder par la suite, sous les rapports mentionnés, à une tierce Puissance.

Les marchandises de toute nature provenant du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes ou y allant, seront exemptes, dans le territoire de l'autre, de tout droit de transit. Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacune des Parties contractantes pour tout ce qui concerne le transit.

ART. 3. Les produits belges, énumérés dans le tarif annexé à la présente Convention, ne seront pas soumis, à leur entrée en Roumanie, à des droits plus élevés que ceux qui sont prévus dans ledit tarif.

ART. 4. Il est entendu que la clause du Traitement de la nation la plus favorisée stipulée par la présente Convention ne fait pas obstacle aux avantages qui résulteraient d'une union douanière conclue ou à conclure par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes et qu'elle n'exclut pas, non plus, la perception de droits supplémentaires, en compensation de primes d'exportation ou de production.

ART. 5. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts, sur les territoires de l'autre, de tout service militaire aussi bien dans l'armée régulière et la marine, que dans la milice et la garde civique.

Ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et aux réquisitions militaires imposées aux nationaux, et ils auront réciproquement droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur dans leurs Pays respectifs.

ART. 6. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le dixième jour après l'échange des ratifications en remplacement de la Convention du 10/22 janvier 1894.

La présente Convention restera obligatoire pendant quatre années à partir du jour de son entrée en vigueur. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de quatre années, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original, à Bucarest, le 23 mai/5 juin 1906.

(LL. SS.) G. Gr. CANTACUZÈNO.

Baron BEYENS.

Numéros du tarif	Désignation des marchandises	Bases	Droits
ex 328	Fils simples de chanvre, lin, ramie, écrus, non teints, mesurant par kilogramme : c. au delà de 10,000 mètres.....	100 kilogr.	lei 45 00
ex 353	Toiles de chanvre, lin, ramie, écrues, non teintes, pesant de 400 à 100 grammes par mètre carré : — ayant par centimètre carré : b. au delà de 24 jusqu'à 40 fils..... c. au delà de 40 jusqu'à 60 fils..... d. au delà de 60 fils.....	<i>Idem.</i> <i>Idem.</i> <i>Idem.</i>	130 00 150 00 170 00
355	Toiles des nos 352, 353 et 354, blanchies...	<i>Idem.</i>	<div style="display: inline-block; vertical-align: middle;"> <div style="display: inline-block; vertical-align: middle;">Droits pour les toiles écrues plus 20 p. 100</div> </div>
ex 496	Marbre de toute espèce, scié ou grossièrement façonné, mais non terminé, non poli, non ciselé	<i>Idem.</i>	1 50
ex 497	Marbres en plaques d'une épaisseur de 4 centimètres ou plus, non polies.....	<i>Idem.</i>	4 00
ex 499	Marbres en plaques plus minces de 4 centimètres, ouvrées, moulurées, débruties, mais non polies.....	<i>Idem.</i>	5 00
533	Plaques de verre pour éclairage souterrain, pour toitures, pour glaces, vitrages et autres emplois, d'une épaisseur d'au moins 5 millimètres : a. ayant en périmètre jusqu'à 240 centimètres..... b. ayant plus de 240 jusqu'à 400 centimètres..... c. ayant plus de 400 centimètres.....	100 kilogr. <i>Idem.</i> <i>Idem.</i>	7 00 8 00 9 00
534	Les mêmes, colorées en pâte, dépolies ou passées à la meule	<i>Idem.</i>	20 00
535	Plaques et vitres plus minces que 5 millimètres : a. ayant en périmètre jusqu'à 240 centimètres..... b. ayant plus de 240 jusqu'à 400 centimètres..... c. ayant plus de 400 centimètres	<i>Idem.</i> <i>Idem.</i> <i>Idem.</i>	12 00 13 00 14 00
536	Les mêmes, colorées, dépolies, décorées avec un mordant ou à la meule, biseautées ou gravées	<i>Idem.</i>	25 00

587	Rails pour chemins de fer et tramways, de tous types et dimensions, ainsi qu'aiguilles.....	100 kilogr.	3 00
ex 655	Armes à feu :		
	b. Armes de tir et défensives, telles que carabines, pistolets, revolvers; pièces séparées et accessoires	<i>Idem.</i>	150 00
	c. Armes de chasse de toute sorte; pièces séparées et accessoires	<i>Idem.</i>	200 00
735	Moteurs hydrauliques, à vapeur, gaz, pétrole et dérivés, air comprimé ou toute autre force motrice, excepté l'électricité, montés ou démontés, mais dont les organes font partie de la même pièce, pesant :		
	a. 100,000 kilogrammes ou davantage, ainsi que moteurs hydrauliques de tout poids.....	<i>Idem.</i>	6 00
	b. au-dessous de 100,000 jusqu'à 10,000 kilogrammes.....	<i>Idem.</i>	7 00
	c. au-dessous de 10,000 jusqu'à 2,000 kilogrammes.....	<i>Idem.</i>	8 00
	d. au-dessous de 2,000 jusqu'à 500 kilogrammes	<i>Idem.</i>	10 00
	e. moins de 500 kilogrammes.....	<i>Idem.</i>	12 00
736	Machines-outils, telles que : scies mécaniques, tours, rabots mécaniques, alésoirs, machines à mortaiser, à affûter, marteaux-pilons, forges portatives, presses pour façonner les métaux et autres matières, ainsi que toutes autres machines semblables pour ouvrir les métaux, le bois et autres matières, la pièce pesant :		
	a. 10,000 kilogrammes ou davantage....	<i>Idem.</i>	6 00
	b. au-dessous de 10,000 jusqu'à 2,000 kilogrammes.....	<i>Idem.</i>	8 00
	c. au-dessous de 2,000 jusqu'à 250 kilogrammes	<i>Idem.</i>	20 00
	d. moins de 250 kilogrammes	<i>Idem.</i>	12 00
737	Pompes de toutes sortes, pour liquides, air ou gaz, ainsi que ventilateurs.....	<i>Idem.</i>	8 00
738	Machines à peigner les textiles, à carder, à filer, à dévider, métiers à tisser, machines à tricoter, à apprêter, à façonner et, en général, toutes machines à travailler les textiles, depuis la matière brute jusqu'à la marchandise façonnée.	<i>Idem.</i>	8 00

739	Machines non dénommées, employées dans la fabrication du papier	100 kilogr.	8 00
740	Machines d'imprimerie typographique ou lithographique	<i>Idem.</i>	6 00
751	Véhicules destinés à rouler sur rails :		
	a. Wagons pour marchandises, couverts ou non, et tenders	<i>Idem.</i>	7 00
	b. Wagons non tapissés pour voyageurs.	<i>Idem.</i>	9 00
	c. Wagons tapissés pour voyageurs.....	<i>Idem.</i>	15 00
754	Vélocipèdes, bicycles, tricycles, tandems, soit pour hommes, soit pour marchandises, ainsi que leurs parties séparées...	<i>Idem.</i>	200 00
ex 787	Hypochlorite de chaux, chlorure de chaux.	<i>Idem.</i>	0 50
788	Carbonate de sodium cristallisé (soude solide), carbonate de sodium calciné (soude calcinée), phosphate chimique de calcium, sulfure de sodium, borate de sodium (borax).....	<i>Idem.</i>	0 50

L'échange des ratifications a eu lieu le 30 décembre 1906/12 janvier 1907.

CUBA — ÉTATS-UNIS.

Traité permanent déterminant les relations entre la République de Cuba et les États-Unis d'Amérique (22 mai 1903).

(TRADUCTION FRANÇAISE) (1).

Attendu que le Congrès des États-Unis d'Amérique a décidé ce qui suit, en vertu d'une loi approuvée le 2 mars 1901.

Il est décidé, en outre, qu'en exécution de la déclaration contenue dans la résolution approuvée le 20 avril 1898 sous ce titre : « Pour reconnaître l'indépendance du peuple cubain en exigeant que le Gouvernement espagnol renonce à son autorité et à son Gouvernement sur l'île de Cuba, et qu'il retire de Cuba et des eaux cubaines ses forces de terre et de mer, et en ordonnant au Président des États-Unis pour exécuter ces résolutions de faire usage des forces de terre et de mer des États-Unis », le Président est autorisé par là pour « laisser le Gouvernement et l'autorité dans l'île à son peuple ».

(1) Voir texte original ci-contre.

Dans ladite île il s'établisse un Gouvernement en vertu d'une constitution où, soit dans une partie de celle-ci, soit dans une disposition qui se joigne à elle, soient précisées les relations futures des États-Unis avec Cuba, essentiellement comme suit :

I. Le Gouvernement de Cuba ne conclura avec aucune Puissance étrangère aucun traité ni aucune convention qui diminuerait ou devrait diminuer l'indépendance de Cuba, ni qui en quelque manière autoriserait ou permettrait à un pouvoir étranger d'obtenir, pour coloniser ou dans un but naval ou militaire ou autrement, entrée ou juridiction dans une portion de ladite île.

II. Ledit Gouvernement n'assurera ni ne contractera aucune dette publique pour le paiement des intérêts et l'amortissement définitif de laquelle, après le règlement des dépenses courantes du Gouvernement, les recettes ordinaires seraient insuffisantes.

III. Le Gouvernement de Cuba consent à ce que les États-Unis puissent exercer le droit d'intervenir pour préserver l'indépendance de Cuba et soutenir un Gouvernement capable de protéger la vie, la propriété et la liberté individuelle, et d'exécuter les obligations imposées relativement à Cuba aux États-Unis par le traité de Paris, et qui doivent maintenant être assumées et exécutées par le Gouvernement de Cuba.

IV. Tous les actes réalisés par les États-Unis à Cuba durant son occupation militaire seront rectifiés et tenus pour valables, et tous les droits légalement acquis en vertu de ces actes seront maintenus et protégés.

V. Le Gouvernement de Cuba exécutera et, autant qu'il sera nécessaire, développera les plans déjà projetés et les autres qui seront mutuellement convenus pour l'assainissement des populations de l'île, afin d'éviter le retour des maladies épidémiques et infectieuses, pour protéger ainsi la population et le commerce de Cuba, comme le commerce et la population des ports du sud des États-Unis.

VI. L'île des Pins n'est pas comprise dans les limites de Cuba proposées par la Constitution, un futur traité devant régler à qui elle appartient.

VII. Pour mettre les États-Unis à même de maintenir l'indépendance de Cuba et de protéger sa population, et pour leur propre défense, le Gouvernement de Cuba vendra ou donnera aux États-Unis les terrains nécessaires à des dépôts de charbons et stations navales en certains points déterminés qui seront convenus avec le Président des États-Unis.

VIII. Le Gouvernement de Cuba insérera les dispositions précédentes dans un traité permanent avec les États-Unis ».

Attendu que la Convention constituante de Cuba a adopté le 12 juin 1901 une résolution ajoutant à la constitution de la République de Cuba, qui fut adoptée le 21 février 1901, un appendice contenant mot pour mot et lettre pour lettre les huit articles énumérés de la Loi du Congrès des États-Unis ci-dessus mentionnés.

Et attendu que le Gouvernement indépendant et souverain de la République de Cuba s'étant établi d'après la constitution promulguée le 20 mai 1902, contenant les précédentes conditions et qu'à la même date le Gouvernement des États-Unis s'étant retiré comme pouvoir intervenant, il est devenu nécessaire d'incorporer les dispositions qui précèdent dans un traité permanent entre la République de Cuba et les États-Unis; la République de Cuba et les États-Unis désirant exécuter les susdites décisions, ont nommé à cet effet comme Plénipotentiaires pour conclure un traité dans ce but :

Le Président de la République de Cuba, Carlos de Zaldo et Beermann, ministre d'État et de Justice,

Et le Président des États-Unis d'Amérique, Herbert G. Squiers, envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à la Havane, qui, après s'être communiqué mutuellement leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont convenu des articles suivants :

(Art. 1 à 7 conformes aux précédents).

Art. 8. — Le présent traité sera ratifié par chacune des parties conformément aux constitutions respectives des deux pays et les ratifications seront échangées en la ville de Washington dans les huit mois à partir de cette date.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs signent et scellent le présent traité en double original, en Espagnol et en Anglais, à la Havane (Cuba), le 22 mai 1903.

(L. S.) Carlos de ZALDO.

(L. S.) H. G. SQUIERS.

Conformément au protocole additionnel souscrit à Washington le 20 janvier 1904, approuvé par le Sénat de la République de Cuba le 8 juin de la même année, les ratifications furent échangées en ladite ville de Washington le 1^{er} du présent mois (juillet).

(*Gaceta Oficial de la Republica*, 14 juil. 1904).

**Tratado permanente determinando
las relaciones entre la Republica de Cuba
y los Estados Unidos de América**

Por cuanto el Congreso de los Estados Unidos de América dispuso, en virtud de una Ley aprobada en Marzo 2 de 1901, lo siguiente :

Se dispone además, Que en cumplimiento de la declaración contenida en la resolución conjunta aprobada en 20 de Abril de 1898 bajo el

epígrafe « Para reconocer la independencia del pueblo de Cuba exigiendo que el Gobierno de España renuncie á su autoridad y gobierno en la Isla de Cuba y que retire de Cuba y de las aguas Cubanas sus fuerzas de mar y tierra, y ordenando al Presidente de los Estados Unidos que, para llevar á efecto estas resoluciones, haga uso de las fuerzas de mar y tierra de los Estados Unidos », queda por ésta autorizado el Presidente para « dejar el Gobierno y mando de la Isla de Cuba á su pueblo » tan pronto como en dicha Isla se establezca un gobierno bajo una constitución en la que, bien como parte de la misma ó en una disposición que á ella se agregue, se precisen las relaciones futuras de los Estados Unidos con Cuba esencialmente como sigue :

« I. — El Gobierno de Cuba nunca celebrará con ningún Poder ó Poderes extranjeros ningún Tratado ú otro pacto que menoscabe ó tienda á menoscabar la independencia de Cuba, ni en manera alguna autorice ó permita á ningún Poder ó Poderes extranjeros obtener por colonización ó para propósitos navales ó militares ó de otra manera asiento en ó jurisdicción sobre ninguna porción de dicha Isla. »

« II. — Dicho Gobierno no asumirá ó contraerá ninguna deuda pública para el pago de cuyos intereses y amortización definitiva, después de cubiertos los gastos corrientes del Gobierno, resulten inadecuados los ingresos ordinarios. »

« III. — El Gobierno de Cuba consiente que los Estados Unidos puedan ejercer el derecho de intervenir para la preservación de la independencia de Cuba, y el sostenimiento de un Gobierno adecuado á la protección de la vida, la propiedad y la libertad individual, y al cumplimiento de las obligaciones, con respecto á Cuba, impuestas á los Estados Unidos por el Tratado de Paris y que deben ahora ser asumidas y cumplidas por el Gobierno de Cuba. »

« IV. — Todos los actos realizados por los Estados Unidos en Cuba durante su ocupación militar, serán ratificados y tenidos por válidos, y todos los derechos legalmente adquiridos á virtud de aquéllos, serán mantenidos y protegidos. »

« V. — El Gobierno de Cuba ejecutará y hasta donde fuere necesario ampliará los planes ya proyectados u otros que mutuamente se convengan, para el saneamiento de las poblaciones de la Isla, con el fin de evitar la recurrencia de enfermedades epidémicas é infecciosas, protegiendo así al pueblo y al comercio de Cuba, lo mismo que al comercio y al pueblo de los puertos del Sur de los Estados Unidos. »

« VI. — La Isla de Pinos queda omitida de los límites de Cuba propuestos por la Constitución, dejándose para un futuro Tratado la fijación de su pertenencia. »

« VII. — Para poner en condiciones á los Estados Unidos de

mantener la independencia de Cuba y proteger al pueblo de la misma, así como para su propia defensa, el Gobierno de Cuba venderá ó arrendará á los Estados Unidos las tierras necessarias para carboneras ó estaciones navales en ciertos puntos determinados que se convendrán con el Presidente de los Estados Unidos. »

« VIII. — El Gobierno de Cuba insertará las anteriores disposiciones en un Tratado permanente con los Estados Unidos. »

Por cuanto la Convención Constituyente de Cuba adoptó en Junio 12 de 1901 una resolución agregando á la Constitución de la República de Cuba que fué adoptada el 21 de Febrero de 1901 un Apéndice que contiene palabra por palabra y letra por letra los ocho Artículos enumerados de la Ley del Congreso de los Estados Unidos arriba mencionada ;

Y por cuanto, en virtud de haberse establecido el Gobierno independiente y soberano de la República de Cuba bajo la Constitución promulgada en Mayo 20 de 1902 en la que se incluyeron las precedentes condiciones y de haberse retirado en esa misma fecha, el Gobierno de los Estados Unidos como poder interventor, se hace necesario incorporar las estipulaciones arriba indicadas en un Tratado permanente entre la República de Cuba y los Estados Unidos de América.

Deseando la República de Cuba y los Estados Unidos de América dar cumplimiento á las condiciones antedichas, han nombrado al objeto como Plenipotenciarios para llevar á cabo un tratado con ese fin,

El Presidente de la República de Cuba, á Carlos de Zaldo y Beurmann, Secretario de Estado y Justicia.

Y el Presidente de los Estados Unidos de América, á Herbert G. Squiers, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en la Habana ; quienes después de haberse exhibido mutuamente sus plenos poderes que encontraron estar en buena y debida forma, han convenido en los siguientes Artículos :

Artículo I

El Gobierno de Cuba nunca celebrará con ningún Poder ó Poderes extranjeros ningún Tratado ú otro pacto que menoscabe ó tienda á menoscabar la independencia de Cuba, ni en manera alguna autorice ó permita á ningún Poder ó Poderes extranjeros obtener por colonización ó para propósitos navales ó militares ó de otra manera asiento en ó jurisdicción sobre ninguna porción de dicha Isla.

Artículo II

El Gobierno de Cuba no asumirá ó contraerá ninguna deuda publica para el pago de cuyos intereses y amortización definitiva, después de cubiertos los gastos corrientes del Gobierno, resulten inadecuados los ingresos ordinarios de la Isla de Cuba.

Artículo III

El Gobierno de Cuba consiente que los Estados Unidos puedan ejercer el derecho de intervenir para la preservación de la independencia de Cuba, y el sostenimiento de un Gobierno adecuado, á la protección de la vida, la propiedad y la libertad individual, y al cumplimiento de las obligaciones, con respecto á Cuba, impuestas á los Estados Unidos por el Tratado de París y que deben ahora ser asumidas y cumplidas por el Gobierno de Cuba.

Artículo IV

Todos los actos realizados por los Estados Unidos en Cuba durante su ocupación militar, serán ratificados y tenidos por válidos, y todos los derechos legalmente adquiridos á virtud de aquéllos, serán mantenidos y protegidos.

Artículo V

El Gobierno de Cuba ejecutará y hasta donde fuere necesario ampliará los planes ya proyectados ú otros que mutuamente se convengan, para el saneamiento de las poblaciones de la Isla, con el fin de evitar la recurrencia de enfermedades epidémicas é infecciosas, protegiendo así al pueblo y al comercio de Cuba, lo mismo que al comercio y al pueblo de los puertos del Sur de los Estados Unidos.

Artículo VI

La Isla de Pinos queda omitida de los límites de Cuba que fija la Constitución, dejándose para un futuro tratado la fijación de su pertenencia.

Artículo VII

Para poner en condiciones á los Estados Unidos de mantener la independencia de Cuba y proteger al pueblo de la misma, así como para su propia defensa, el Gobierno de Cuba venderá ó arrendará á los Estados Unidos las tierras necesarias para carboneras ó estaciones navales en ciertos puntos determinados que se convendrán con el Presidente de los Estados Unidos.

Artículo VIII

El presente Tratado será ratificado por cada una de las partes en conformidad con las respectivas Constituciones de los dos países y las

ratificaciones serán canjeadas en la Ciudad de Washington dentro de los ocho meses siguientes à la fecha.

En fe de lo cual los respectivos Plenipotenciarios lo firman y sellan por duplicado, en Español y en Inglés, en la Habana, Cuba, el día veinte y dos de Mayo de mil novecientos tres.

(L. S.) CARLOS DE ZALDO.

(L. S.) H. G. SQUIERS.

De conformidad con el Protocolo adicional suscrito en Washington el 20 de Enero de 1904, aprobado por el Senado de la República de Cuba en 8 de Junio del mismo año, las ratificaciones fueron canjeadas en dicha Ciudad de Washington el día primero del presente mes.

(Publicado en la *Gaceta Oficial* de la República el día 14 de Julio de 1904.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Du Tome 102 (N^{os} 4-5-6) 1907.

1900

	Pages
Novembre 27. <i>Turquie-Bulgarie</i> . — Convention de commerce portant modification des tarifs douaniers des deux pays. — Le commissariat impérial ottoman à Sophia au Ministère princier des Affaires étrangères de Bulgarie.....	256
- 29/16. <i>Turquie-Bulgarie</i> . — Convention de commerce portant modification des tarifs douaniers des deux pays. — Le Ministère princier des Affaires étrangères et des cultes au Commissariat impérial ottoman.....	257

1901

Octobre.. 29. <i>Belgique-Grande-Bretagne</i> . — Convention complétant l'article XIV du traité d'extradition	293
---	-----

1902

Juillet.... 27. <i>Argentine-Perse</i> . — Traité d'amitié et de commerce signé à Ostende.....	251
--	-----

1903

Mai..... 22. <i>Cuba-États-Unis</i> . — Traité permanent déterminant les relations entre la République de Cuba et les États-Unis.....	381
---	-----

1904

Mars..... 5. <i>France, Suède et Norvège</i> . — Échange de notes concernant l'application de la nouvelle législation pénale. — Lettre de M. Ackermann Ministre de Suède et Norvège à M. Delcassé.	250
9. <i>Autriche-Hongrie, Suède et Norvège</i> . — Echange de notes concernant l'application de la nouvelle législation pénale. — Lettre de M. le Comte Lewenhaupt au Ministère I. et R. des Affaires étrangères.....	248
Avril..... 5. <i>France-Suède et Norvège</i> . — Echange de notes concernant l'application de la nouvelle législation pénale. — Lettre de M. Delcassé à M. Ackermann, Ministre de Suède et Norvège.	250
Mai..... 18. <i>Autriche-Hongrie, Suède et Norvège</i> . — Echange de notes concernant l'application de la nouvelle législation pénale. — Lettre du ministère I. et R. des Affaires étrangères à M. le comte Lewenhaupt....	249
Décembre 8. V. 1904, décembre 21.	
— 21. <i>Autriche-Hongrie-Grèce</i> . — Convention d'extradition.....	235

1905

Août..... 1. <i>Allemagne et Bulgarie</i> . — Traité de commerce, de douane et de navigation, entre la Bulgarie, et l'Empire Allemand.	53
— 16. <i>Allemagne-Suisse</i> . — Convention concernant l'établissement de bureaux de douane allemands dans les gares situées sur la rive gauche du Rhin.....	227
Octobre... 2. <i>Belgique-Nicaragua</i> . — Convention consulaire.....	
Décembre 31. V. 1906, janvier 13.	362

1906

Janvier...	13.	<i>France-Bulgarie.</i> — Traité de commerce et de navigation...	297
—	13.	<i>France-Bulgarie.</i> — Déclaration additionnelle au traité de commerce et de navigation.....	323
—	13.	<i>Italie-Bulgarie.</i> — Traité de commerce de douane et de navigation.....	340
Mars.....	1.	<i>Belgique-Autriche-Hongrie.</i> — Dénonciation du traité de commerce et de navigation conclu le 6 décembre 1891.....	251
—	21.	<i>Belgique-Salvador.</i> — Convention commerciale provisoire...	361
Avril.....	7.	<i>Acte général à la Conférence internationale d'Algésiras concernant les Affaires du Maroc</i>	5
—	7.	<i>Conférence d'Algésiras.</i> — Déclaration du délégué des Etats-Unis.....	41
—	30.	<i>France-Bulgarie.</i> — Loi portant approbation du Traité de commerce et de navigation signé le 13 janvier 1906.....	296
Mai.....	8.	<i>Allemagne-Suède.</i> — Traité de commerce et de navigation..	91
—	10.	<i>Suède et Bulgarie.</i> — Notes échangées pour régler les relations commerciales et maritimes. — Lettre du Ministre de Suède à Constantinople, à l'Agent diplomatique de Bulgarie à Constantinople. — Lettre de l'Agent Diplomatique de Bulgarie à Constantinople au Ministre de Suède à Constantinople.....	255
—	13.	V. 1906 mai 26.	
—	22.	<i>Belgique-Luxembourg.</i> — Convention additionnelle à la convention du 15 avril 1905 relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail.....	375
—	23.	V. 1906 juin 5.	
—	26.	<i>France-Bulgarie.</i> — Arrangement au sujet de l'interprétation des dispositions du Traité de commerce du 31 décembre 1905/13 janvier 1906.....	335
Juin.....	5.	<i>Belgique-Roumanie.</i> — Convention de commerce.....	377
—	27.	<i>Allemagne-Espagne.</i> — Etablissement du régime commercial provisoire jusqu'au 31 décembre 1906. — Lettre de S. E. l'Ambassadeur de l'Empire d'Allemagne à Madrid à S. E. le Sous-Secrétaire d'Etat.....	90
—	27.	<i>Allemagne-Espagne.</i> — Etablissement du régime commercial provisoire jusqu'au 31 décembre 1906. — Lettre de S. E. le Sous-Secrétaire d'Etat à S. E. l'Ambassadeur de l'Empire d'Allemagne à Madrid.....	90
Octobre..	18.	<i>Italie-Brésil.</i> — Prorogation de l'accord commercial provisoire, du 5 juillet 1900 jusqu'au 31 décembre 1908. — Note du Chargé d'Affaires à Rio de Janeiro au Ministre des Affaires étrangères du Brésil.....	360
—	20.	<i>Italie-Brésil.</i> — Prorogation de l'accord commercial provisoire du 5 juillet 1900 jusqu'au 31 décembre 1908. — Le Ministre des Affaires étrangères du Brésil au Chargé d'Affaires d'Italie à Rio de Janeiro.....	360
Novembre	10.	<i>Belgique-Grande-Bretagne.</i> — Convention concernant les échantillons des voyageurs de commerce.....	294
Novembre	10.	<i>Belgique-Grande-Bretagne.</i> — Lettre de Sir A. Hardinge au Ministre des Affaires étrangères de Belgique.....	292
—	—	Lettre du Ministre des Affaires étrangères de Belgique à Sir A. Hardinge.....	293
—	29.	<i>Arrangement pour l'unification de la formule des médicaments héroïques.</i>	360
Décembre	24.	<i>Allemagne-Espagne.</i> — Prorogation jusqu'au 30 juin 1907 du régime commercial en vigueur. — Lettre de S. E. le Ministre d'Etat à S. E. l'Ambassadeur de l'Empire allemand.....	89
—	—	<i>Allemagne-Espagne.</i> — Prorogation jusqu'au 30 juin 1907 du régime commercial en vigueur. — Lettre de S. E. l'Ambassadeur de l'Empire allemand à Madrid à S. E. le Ministre d'Etat.....	89

Décembre	25.	<i>France-Bulgarie.</i> — Note verbale du Ministère des Affaires étrangères de Bulgarie à l'Agence diplomatique de France à Sophia.....	336
—	29.	<i>Norvège-Belgique.</i> — Dénonciation par la Norvège de la convention entre la Belgique et la Suède et la Norvège pour régler la faculté de succéder et d'acquérir des sujets respectifs des deux Etats	375
—	30.	V. 1907, janvier 12.	

1907

Janvier...	12.	<i>Turquie-Bulgarie.</i> — Arrangement commercial et douanier..	259
—	15.	<i>France-Bulgarie.</i> — Décret portant promulgation du traité de commerce et de navigation du 13 janvier 1906.....	207
Mars....	15.	<i>Conférence d'Algésiras.</i> — Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le concours de la Suisse à l'exécution de l'acte général de la Conférence d'Algésiras du 7 avril 1906.....	41
Avril....	25.	<i>Allemagne-Turquie.</i> — Convention additionnelle à la Convention de commerce et de navigation du 26 août 1890 et Protocole	233
Mai....	14/1.	<i>Allemagne-Bulgarie.</i> — Echange de notes concernant l'entrée en franchise d'objets avant servi. — Lettre de S. E. M. le Dr Stancioff, Ministre des Affaires étrangères et des Cultes à M. le baron de Romberg, Consul général d'Allemagne à Sophia.....	88
—	16.	<i>Espagne-France-Grande-Bretagne.</i> — Lettre de Sir Edward Grey à M. de Villa Urrutia.....	49
—	16.	<i>Espagne, France, Grande-Bretagne.</i> — Arrangement concernant le maintien du statu quo dans la Méditerranée et dans la partie de l'Atlantique qui baigne les côtes de l'Europe et de l'Afrique.....	49
—	16.	<i>Espagne, France, Grande-Bretagne.</i> — Lettre de M. de Villa Urrutia à Sir Edward Grey.....	50
—	16.	<i>Espagne, France, Grande-Bretagne.</i> — Déclaration du Gouvernement français remise à Son Excellence M. de Léon y Castillo, Marquis del Muni, Ambassadeur d'Espagne, par M. Pichon, Ministre des Affaires étrangères.....	51
—	16.	<i>Espagne, France, Grande-Bretagne.</i> — Déclaration du Gouvernement espagnol remise à M. Pichon, Ministre des Affaires étrangères, par Son Excellence M. de Léon y Castillo, Marquis del Muni, Ambassadeur d'Espagne....	51
—	23.	<i>Allemagne et Bulgarie.</i> — Echange de notes concernant l'entrée en franchise d'objets ayant servi. — Lettre de M. le Baron de Romberg, Consul général d'Allemagne à Sophia, à S. E. M. le Dr Stancioff, Ministre des Affaires étrangères et des Cultes	88
Juin....	6.	<i>Espagne, France, Grande-Bretagne.</i> — Lettre de M. Pichon, Ministre des Affaires étrangères, aux Ambassadeurs de la République française à St-Petersbourg, Rome, Berlin, Vienne, Washington et Tokio, et au Ministre de France à Lisbonne	53
—	19.	<i>Conférence d'Algésiras.</i> — Arrêté ratifiant la déclaration du Conseil fédéral du 15 février 1907, concernant l'attribution au Tribunal fédéral de la juridiction dans les affaires de la Banque d'Etat du Maroc.....	48

Le Gérant : A. LEQUEUX.

